

THÈSE DE DOCTORAT

de l'Université de recherche Paris Sciences et Lettres
PSL Research University

Préparée à l'École des hautes études
en sciences sociales

L'étape marocaine des self-made-migrants. La recherche d'une
émancipation économique et sociale par la mobilité.

Ecole doctorale n°286

ECOLE DOCTORALE DE L'EHESS

Spécialité : Ethnologie et Anthropologie sociale.

Soutenu par Francesco MADRISOTTI
le 10 juillet 2018

Dirigée par Tassadit YACINE

COMPOSITION DU JURY :

M. HAMMOUCHE Abdelhafid
Université de Lille 1, Rapporteur

M. LABARI Brahim
Université Ibn Zohr Agadir, Rapporteur

Mme. De SAINT MARTIN Monique
EHESS, Membre du jury

M. PIAN Anaik
Université de Strasbourg, Membre du jury

M. PERALDI Michel
CNRS, Membre du jury

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à exprimer ma gratitude et témoigner de mon amitié envers tous les migrants qui ont accepté de se livrer, m'ont laissé prendre une place dans leur quotidien et ne se sont pas lassés de mes questions et de ma présence. Je les remercie et leur suis redevable de m'avoir offert la possibilité de partager une portion de leur parcours à travers la vie et le monde. J'espère qu'ils se retrouveront dans la description et l'analyse que j'en ai faite.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance envers mon directeur de thèse, Tassadit Yacine, pour sa disponibilité, sa compréhension et son écoute.

Je tiens à remercier chaleureusement Paolo Odorico et Marco Madrisotti pour m'avoir soutenu dans toutes les circonstances, pour l'hospitalité constante qu'ils m'ont offert depuis mon arrivée à Paris, pour leurs conseils et leurs encouragements. Leur présence m'a donnée la force et la confiance pour affronter les difficultés qui se sont présentées au cours de ces dernières années.

Je remercie mes parents, Anna et Vittorio, pour leur patience, leur soutien et leur amour.

Margarita, tu sais ce que je te dois et, bien au-delà de ce travail, je te remercie d'être telle que tu es, tout simplement *sostanza dei giorni miei, sostanza dei sogni miei*. Comme l'a dit la nonna : "ci hai portato il sole". La finalisation de ce travail, jalonné de nombreuses épreuves surmontées ensemble, constituera également un nouveau départ.

RESUMÉ

S'appuyant sur une ethnographie d'environ cinq ans, effectuée entre 2010 et 2015 dans la ville de Tanger, l'enquête présentée ici interroge les formes de mobilité et les pratiques économiques mises en place par des migrants originaires de l'Afrique de l'Ouest et exclus des circuits de la mobilité privilégiée. Je décris ces individus comme des self-made-migrants qui, ne disposant pas des moyens économiques, administratifs et relationnels leur permettant d'accéder aux circuits de la mobilité privilégiée, construisent, par le bas, une mobilité transnationale et subalterne réalisée par étapes et contournements de frontières. Cette mobilité se configure comme un projet et est conçue par les migrants comme un moyen pour "chercher leur vie", à savoir pour chercher de manière autonome de nouvelles opportunités et une émancipation économique et sociale et s'imposer ainsi comme les acteurs de leur destin. Cette quête est orientée moins par une destination précise que par la volonté de "sortir" et de circuler dans un ailleurs indéfini et ouvert qui devient le catalyseur des imaginaires de réussite de ces migrants. Cette mobilité se réalise par étapes, à travers des découvertes, des explorations, des allers-retours : les migrants inventent ainsi étape après étape des parcours singuliers en reformulant constamment leurs itinéraires en fonction des contraintes et des opportunités qui se présentent.

À travers mon enquête j'explore la relation existant entre cette forme de mobilité transnationale subalterne et des pratiques économiques de la mobilité et de la débrouille que les migrants inventent et développent afin d'alimenter leur trajectoire. Ces pratiques relèvent d'une économie de la pauvreté, caractérisée par des revenus extrêmement modestes et aléatoires et par un manque complet de toute forme de protection. Je montrerai que ces pratiques s'ancrent dans les marges de l'économie régulière et se greffent sur d'autres formes de mobilités qui se croisent et s'imbriquent dans la région tangéroise : des mobilités touristiques et commerciales notamment. Ces pratiques sont en outre transposables et peuvent être déclinées de manière inédite lors des étapes futures des itinéraires de ces self-made-migrants.

Ces self-made-migrants sont donc les acteurs d'une mobilité subalterne qui se fonde sur des pratiques économiques de la débrouille qui leur permettent de circuler sur des territoires transnationaux et alimenter ainsi leur quête d'émancipation économique et sociale.

Mots-clés : self-made-migrants, migration, mobilité transnationale, économie de la mobilité, économie de la débrouille, émancipation économique et sociale, étape, Maroc.

ABSTRACT

Based on an ethnographic field, made between 2010 and 2015 in the Tangier city, this research seeks to find out how the West African moves excluded of the circuits of the mainstream migration, and the economical practices they use in order to move.

I describe these individuals as the self-made-migrants, whom not having access to the economical, administrative and social resources to move, they create by they own means, a transnational and subordinate mobility made by stages and border circumventions. This mobility is understood as a project, and a way to “seek their life”. For them, this expression means to look autonomously new social and economic opportunities to become the main character of their destiny.

This quest is not lead by the destination but by the will of “going out” and move in an indefinite elsewhere, which becomes the catalyst of the imaginations of success of these migrants. This mobility is made by stages, through discoveries, explorations, and roundtrips. The migrants create, step by step, singular journeys by constantly reformulating the itinerary, in order to respond to the opportunities and the difficulties they found on their quest.

In this research I explore the relationship between this transnational subordinated mobility and the economical practices created by the migrants in order to continue the trip. These economical strategies take part of the economics of poverty, defined by lowest and random incomes, and by a lack of protection. I’ll show that these strategies are link to the regular economy and are related to other forms of mobility found in the Tangier region. These strategies are also easy to transpose and adapt to other contexts in other steps of the journey.

The self-made migrants are the actors of a subordinated mobility based on a precarious economy that nonetheless allows them to continue their transnational journey and their pursuit of an economic and social emancipation.

Key Words: self-made-migrants, migration, transnational mobility, economics of the mobility, precarious economy, social and economic emancipation, stage, Morocco.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE

QUESTIONNEMENTS AUTOUR DE LA MIGRATION AU MAROC

De L'immigration à la mobilité : retour historique sur la migration comme objet d'étude.	11
Penser le phénomène migratoire au Maroc. Le Maroc comme pays de transit et espace de l'entre- deux.	17
Les micro-économies de la mobilité subalterne	22
Organisation du travail.	25

1^{ÈRE} PARTIE

LE CHERCHEUR ET SON TERRAIN. PROBLÉMATIQUE D'ENQUÊTE ET MODES D'ACCÈS

Qu'est-ce que la circulation humaine ?	32
Chapitre I : Description du terrain et rencontres	36
Chapitre II : Mise en situation (ou comment trouver sa place).	49
Chapitre III : Epistémologie de l'expérience de terrain.	65
Dispositif d'enquête.	78
Chapitre IV : le Maroc dans une nouvelle configuration migratoire : un cadre sociohistorique. .	81

2^{ÈME} PARTIE

MIGRATION ET DISCOURS : LES ACTEURS D'UNE MOBILITÉ SUBALTERNE

Chapitre I: Les Migrants dans les médias.....	104
Chapitre II : Comment les migrants se disent.....	134
Chapitre III : Aux racines d'un choix : prendre la décision.....	147

3^{ÈME} PARTIE
LES ÉCONOMIES DES MIGRANTS

Chapitre I : L'économie des migrants pour les migrants. Les Business de la mobilité subalterne.	217
Chapitre II : Les économies de la mobilité privilégiée.....	251
Chapitre III : Les activités commerciales.	268
L'accès au Travail régulier.	306
CONCLUSION GÉNÉRALE	317
BIBLIOGRAPHIE.....	331

INTRODUCTION GÉNÉRALE

QUESTIONNEMENTS AUTOUR DE LA MIGRATION AU MAROC

Tout a commencé par une rencontre¹ : j'étais arrivé à Tanger quelques heures auparavant avec l'intention de réaliser un terrain exploratoire qui m'aurait amené à formaliser une problématique de recherche que j'aurais développée au cours de mon Master2 ; j'avais marché tout l'après-midi à travers les ruelles de la Médina et de la Kasbah ; je venais de m'asseoir sur un muret entourant une petite esplanade à l'extérieur de la muraille de la Kasbah au sommet de la falaise surplombant le Détroit de Gibraltar : je reprenais mon souffle avant de rebrousser chemin ; l'air était limpide et la côte andalouse, à une quinzaine de kilomètres, apparaissait parfaitement claire au-delà du Détroit. « Salut, ça va ? » m'avait lancé un garçon qui semblait flâner par là, « c'est l'Espagne » avait-il ensuite ajouté en indiquant la ligne de terre au-delà de la mer : je lui avais demandé alors s'il y était déjà allé ; « non, il faut un visa », m'avait-il répondu.

Ce garçon s'appelait Karim ; il m'avait expliqué qu'il était sénégalais et qu'il était au Maroc depuis trois ans. À partir de ce jour, Karim est devenu mon guide pendant mon premier séjour de recherche et m'a accompagné tout au long de mon enquête jusqu'en juin 2015. Les jours suivants Karim m'avait fait connaître Régis qui se présentait comme un footballeur camerounais et Olivier qui se présentait comme un pasteur et réfugié politique congolais. Grâce à ces rencontres, j'ai progressivement développé, dans les jours, les mois et les années qui ont suivi, les relations qui sont à la base de ce travail. J'ai rencontré Sow et Kamara, quelques temps plus tard j'ai connu Oumar et Tangui et ensuite Mansour, Mohammed, John, Moustapha, Ibrahima, Diallo, Sékou, Simon... Ils étaient tous originaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale et étaient arrivés au Maroc avec des ambitions et à travers des parcours divers : certains venaient chercher un travail ou développer un business et des relations, d'autres encore pour découvrir le pays, vendre de la marchandise, réaliser un stage ou finaliser des études ; d'autres encore se disaient aventuriers et enfin certains d'entre eux voulaient entrer en Europe. Ils étaient arrivés par avion à Casablanca ou Fez, ou par bus à travers la frontière mauritanienne ou encore

¹Dans la première partie de ce travail j'analyserai l'importance épistémologique de ces rencontres dans l'expérience ethnographique et dans la construction du savoir sociologique.

illégalement et accompagnés par des passeurs à travers la frontière algérienne. Pour certains le Maroc représentait la première expérience de vie à l'étranger, pour d'autres c'était une étape de plus d'un parcours à travers plusieurs pays. Leur futur restait indéfini et leur parcours ouvert sur des horizons incertains. Certains espéraient trouver un travail au Maroc, faire du commerce international ou trouver le capital nécessaire pour un investissement dans leur pays d'origine, quand d'autres cherchaient des opportunités pour partir ailleurs.

Les migrants que j'ai rencontrés sont les exclus de la *mobilité transnationale privilégiée* : pour des raisons économique, politique et administratives leur mobilité est fortement entravée ; ils ne disposent pas du bon passeport ou des ressources économiques et statutaires nécessaires pour obtenir un visa et se rendre facilement dans les destinations plus prisées et économiquement développées (France, Canada, États-Unis, etc.). Ils sont les « orphelins » de la mobilité internationale (Timera, 2009), des aventuriers (Bredeloup, 2008a), des self-made-migrants (Timera, 2009) évoluant hors ou en marge des réseaux migratoires historiques et efficaces et avec des ressources migratoires limitées en termes de capitaux économiques, réseaux relationnels et ressources administratives.

Dans ce travail, j'essaye de rendre compte de ces trajectoires biographiques singulières en les mettant en relation avec les pratiques économiques que les migrants développent dans leur mobilité. Ces pratiques s'inscrivent dans les économies subalternes de la débrouille et de la pauvreté (Laé et Murard 1985), dans les économies des petites sommes, aléatoires et instables et qui, pourtant, permettent à ces individus de se déplacer, de s'installer et d'alimenter leur rêve d'émancipation économique et sociale. Je montrerai qu'au prisme de ces pratiques économiques ces migrants apparaissent comme les acteurs d'une mobilité subalterne, des entrepreneurs individuels construisant pas à pas leur mobilité en poursuivant ainsi un projet d'émancipation économique et sociale qu'ils estiment ne pas pouvoir réaliser dans leurs pays d'origine. Ils sont donc les acteurs d'un *cosmopolitisme par le bas* (Missaoui et al., 2013 ; Tarrus, 2015 ; Tarrus et Wieviorka, 2002 ; Missaoui, 2016 ; Timera, 2009 ; Alioua, 2011) qui s'alimente de pratiques économiques de la marginalité se réalisant au-delà ou dans les interstices des économies légales et des flux transnationaux de personnes, de capitaux et de marchandises.

De L'immigration à la mobilité : retour historique sur la migration comme objet d'étude.

De l'étranger à l'immigré.

Le développement des Sciences Sociales en tant que disciplines académiques à la fin du XIX^{ème} siècle et au cours du XX^{ème} est strictement lié au développement de la forme politique de l'État-nation (Caillé et Dufoix, 2013 ; Green, 2002). Pour cette raison les problématiques et les objets d'étude qu'elles ont affrontés étaient ceux qui marquaient le développement et l'organisation des États-Nations. En effet, la forme de l'État-nation s'est constituée à la fois comme référent épistémologique et comme cadre d'analyse privilégié dans le développement des Sciences Sociales ; pour cette raison les problèmes et les défis auxquels les chercheurs étaient appelés à apporter une réponse étaient ceux que devaient affronter les nouveaux États.

Cela est particulièrement évident en sociologie des migrations ; l'État-nation s'est en effet construit à partir de l'opposition entre le citoyen et l'étranger (Dufoix, 2012 ; Dufoix et al., 2010 ; Dufoix, 2003 ; Balibar, 1998 ; Balibar et al. 1999 ; Noiriel, 1991a) entre un dedans et un dehors qui en constituent les marges et les limites. Dans ce cadre, rendre compte de l'étranger au sein de l'État, de sa place, de sa fonction et de son intégration devenait une exigence primaire : ces étrangers ayant franchi les frontières de l'État et s'étant installés sur son territoire sont définis comme des *immigrés* qu'il faut contrôler, trier et intégrer. La place ambiguë de ces étrangers devient l'objet d'étude des sociologues. À partir de la fin du XIX^{ème} siècle des centaines de milliers de migrants ont commencé à arriver et s'installer en France. L'État assume alors le rôle de régulateur effectuant le triage des bons et mauvais étrangers afin de répondre au ralentissement de la croissance de la population et peupler les champs et les usines (Green, 2002). La démographie joue un rôle central dans les les explications du phénomène migratoire : il s'agit de combler un vide relatif dû au ralentissement de la fécondité. À partir de la période de l'entre-deux-guerres le débat sur le phénomène migratoire se développe et se popularise devenant un enjeu politique majeur (Weil, 2005 ; Stora, Témine, et Collectif, 2007). En effet, si l'immigration était nécessaire afin d'alimenter la croissance démographique, peupler les campagnes et pousser la production industrielle elle est aussi porteuse de peurs et de méfiance : à cette période, la demande structurelle de travailleurs étrangers se manifestait dans un contexte politique dominé par la montée des régimes fascistes et national-

socialiste et par la grande dépression économique des années trente ; des catégories entières d'étrangers devenaient des ennemis potentiels, capables de déstabiliser la nation et la rendre vulnérable au moment d'une éventuelle agression de la part d'une puissance étrangère (Hamès, 1978 ; Weil, 2005).

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, pendant les « trente glorieuses », de grands flux de migrants ont participé à la reconstruction du pays en favorisant la croissance économique. La France avait alors besoin de main-d'oeuvre et faisait massivement appel à des immigrants venant des anciennes colonies et des pays voisins. La crise pétrolière de 1973 et la stagnation économique qui ont suivi transforment la configuration migratoire. La France bloque l'importation organisée de main-d'oeuvre étrangère. C'est à cette époque que l'immigration s'installe dans le débat public et dans la dialectique politique (Stora, Témine, et Collectif, 2007 ; Stora et al. 2016 ; Dewitte, 1999) ; elle devient un sujet clé pour l'analyse de la société française et un objet d'étude privilégié des sciences sociales. À partir de 1973, l'immigration est associée au problème du taux de chômage et de la crise économique. Les décideurs politiques envisagent alors de freiner l'arrivée de nouveaux travailleurs étrangers. Cependant, bien que l'importation de travailleurs immigrants soit suspendue, le « stock » d'immigrants résidant sur le sol français ne se réduit pas, au contraire il s'accroît inexorablement. La migration qu'on pensait temporaire commence à apparaître comme durable (Sayad, 1992). On commence alors à parler du regroupement familial et de l'intégration de ces immigrants dans la société française.

Nous voyons alors que la migration est traitée constamment en termes d'immigration et l'étranger est pensé comme un immigrant devant s'intégrer dans la société française. Ces étrangers sont pensés dans leur relation à l'État, l'administration, le tissu social dans lesquels ils sont supposés s'intégrer. L'étranger fait du sens et devient intelligible uniquement à partir de la société et du pays de destination qui l'observent. Sa place et sa position, son expérience et son vécu, son rôle et sa fonction sont conçus à la fois comme danger et comme ressource mais toujours dans le cadre de la pensée de l'Etat-nation (Noiriel, 1991b ; Green, 2002). Les études d'Abdelmalek Sayad sur les ouvriers algériens arrivés en France à partir des années soixante-dix (Sayad, 2014, 1992, 2006) représentent un tournant important dans les études sur les migrations. En effet, Sayad considère que pour comprendre l'expérience de ces individus il ne suffit pas de les étudier en tant qu'*immigrés* dans une société d'accueil. Au contraire, pour Sayad tout immigrant est toujours et d'abord un *émigré* et son expérience ne peut pas être comprise si on ne considère pas le lien avec sa société d'origine et le déracinement qu'il supporte au moment du départ. Le travailleur algérien souffre ainsi d'une *double absence*, il n'est plus dans son

pays d'origine et il n'est pas complètement dans son pays de destination car il rêve d'un retour qui se fait de plus en plus improbable. En effet, même si sa présence en France est pensée comme provisoire il s'y enracine avec beaucoup de peine, en même temps son absence dans son pays d'origine le pousse vers l'oubli social. Sayad souligne donc la nécessité d'étudier le binôme émigration-immigration et de sortir par là des limites imposées par le point de vue de l'État d'accueil. Avec Sayad l'étranger n'est plus pensé uniquement comme un *immigré* mais comme un individu tendu entre l'espace et le temps de l'émigration et l'espace et le temps de l'immigration.

Des immigrés, au marché global et aux réseaux : la sortie du cadre de l'État-nation.

Sayad désenclave le regard des sociologues sur la migration en ouvrant une deuxième sphère d'analyse : ainsi, l'observation ne peut plus se focaliser uniquement sur la société de destination (ou d'accueil) mais doit prendre en considération la société de départ. Si Sayad opère par là une ouverture considérable, son analyse reste marquée par le cadre épistémologique des États-nations ; en effet, la dichotomie de la condition d'émigrant-immigré est reconduite aux relations entre deux États : l'État d'origine et l'État de destination, l'Algérie et la France. La condition de l'émigrant-immigré, ses dyscrasies et ses paradoxes, deviennent intelligibles à partir de l'opposition entre deux États ou deux Sociétés. À partir des années quatre-vingt, en relation avec les théories sur le système-monde (Arrighi, Hopkins, et Wallerstein 2012 ; Wallerstein 2011, 2017) et le capitalisme global, les chercheurs ont commencé à aborder le lien existant entre la migration et l'économie globale : Mercier (Mercier, 1985) a souligné que les flux migratoires ne peuvent être compris qu'à l'intérieur de la logique de l'extension du mode de production capitaliste qui produit une division du travail international fortement hiérarchisée. Wallerstein analyse la migration comme l'un des moments de l'internationalisation du capital : en effet, en étudiant les mouvements de populations dans l'histoire du capitalisme entre les XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, il souligne la relation qui existe entre les migrations internes (exode rural) et les migrations externes en montrant que les mouvements internationaux sont devenus les relais des mouvements internes. Pour Wallerstein on peut comprendre les mouvements des populations en fonction du développement différentiel

des centres par rapport à leurs périphéries et leurs semi-périphéries. Les migrations doivent donc être situées au sein d'un marché du travail et d'une économie mondialisés à travers lesquels le travail migre des lieux où les salaires sont relativement bas vers ceux où ils sont plus élevés.

Michael Piore, dans son célèbre *Birds of Passage* (Piore, 2008), articule l'économie globale avec les segmentations du marché du travail local ; en effet, en s'appuyant sur la notion d'un double marché du travail (*split labor market*) Piore explique que les migrants ne sont pas uniquement une main-d'oeuvre à bon marché qui se substituerait aux travailleurs locaux mais qu'ils occupent plutôt un marché parallèle et particulièrement aléatoire ou précaire. Ainsi les « oiseaux de passage » viennent occuper un marché secondaire instable et précaire où les postes sont moins qualifiés et moins bien payés et les conditions de travail extrêmement pénibles ; ce marché serait parallèle au marché primaire caractérisé par la stabilité de l'emploi et des conditions de travail et salariales relativement bonnes. Si Piore décrivait le marché secondaire comme un marché subalterne, précaire, délaissé et au service du marché primaire, d'autres chercheurs ont examiné sa structuration interne en montrant son dynamisme et les opportunités qui y sont créées. Ces chercheurs ont montré que les migrants utilisent leurs réseaux relationnels afin de créer des marchés et de favoriser la circulation de personnes, de biens et de capitaux. Dans un renversement saisissant ce marché secondaire devient le lieu où les migrants exercent leur créativité et mobilisent leurs compétences afin d'en tirer un profit économique mais aussi social et culturel : des enclaves économiques et des niches ethniques (A. Portes et Stepick, 1993 ; M. Z. A. Portes, 1995) permettent d'organiser autrement l'emploi et de développer de nouveaux marchés et de nouvelles filières. Plus que face au migrant arraché de son pays et entraîné dans les vortex de l'économie globale, on est face à des sujets qui élaborent des stratégies entrepreneuriales : ces migrants collaborent entre eux, s'entraident et échangent des informations qui favorisent la circulation de personnes, de marchandises et de capitaux. Les anthropologues ont proposé les termes de migration en chaîne ou de réseaux (*networks*) (Peraldi, 2001, 2002, 2008) pour expliquer ces flux migratoires. Les migrants deviennent par là des acteurs autonomes capables de créer du lien social et des compétences migratoires afin d'en tirer un profit en termes économiques mais aussi de possibilité de circulation.

À travers les théories sur les système-monde d'une part et les théories sur les chaînes migratoires et les réseaux d'autre part, les migrations commencent à sortir par des pôles opposés à l'emprise de l'État-nation. En effet, dans les premières théories, l'emprise de l'État sur la mobilité internationale est dépassée par le haut à l'échelle *macro* par

l'organisation globale de l'économie capitaliste alors que dans les secondes elle est rongée par le bas à l'échelle *micro* par l'action de milliers de migrants qui, à travers leurs échanges, connectent des espaces séparés par les frontières nationales et y font circuler des biens et des personnes. La relation binaire entre un État d'origine et un État de destination n'est plus en mesure de rendre compte des mobilités de plus en plus complexes des centres et des périphéries. Ces mobilités sont alimentées par des déséquilibres économiques globaux et par des millions de personnes qui, par leur action, en produisant du lien social sous forme de réseau ou de chaîne migratoire, inventent des itinéraires et créent des opportunités commerciales qui dépassent et échappent à la maîtrise étatique.

Transnationalisme et critique du nationalisme méthodologique.

Les études sur les réseaux, les chaînes et les niches migratoires constituent les terrains sur lesquels ont germé les notions de *transnationalisme* et d'*espaces sociaux transnationaux*. En effet, en les étudiant les chercheurs constatent que les migrants tissent des liens qui dépassent le cadre de l'État-nation et qui deviennent intelligibles uniquement en ouvrant la focale de l'observation : ainsi, pour étudier l'installation urbaine des migrants cubains à Miami (A. Portes and Stepick, 1993), ou les organisations des migrants chinois et mexicains aux États-Unis (M. Z. A. Portes, 1995), ou encore les sociabilités des Haïtiens à New-York (Glick Schiller et Fouron, 1999 ; DeWind, Glick Schiller, Brutus, Charles, Fouron, Thomas, 1989), les niches commerciales organisées par les commerçants algériens à Marseille (Tarrius, 2000 ; Tarrius et Peraldi, 1995), ou la circulation de commerçants afghans à travers les pays du Moyen-Orient et de l'UE (Tarrius, 2007, 2015) il est nécessaire de suivre les acteurs sur des espaces (géographiques et sociaux) tendus à travers leurs pays d'origine, les pays qu'ils traversent et les pays dans lesquels ils séjournent. C'est dans ces espaces au-dessus des frontières nationales et des partages territoriaux des États que ces acteurs réalisent leur mobilité et organisent leurs activités et que l'observateur doit pointer sa focale. Au contraire, en fixant le cadre national on serait conduit à une myopie déformant l'observation et nous empêchant de saisir le phénomène. Pour conceptualiser ces relations qui traversent et dépassent les frontières, les chercheurs ont commencé à parler d'*espaces transnationaux* (Faist, 2000a, 2000b ; Vertovec, 2009 ; Levitt et Schiller 2004 ; Schiller et al. 2007). C'est ainsi que les migrants sont souvent pensés comme faisant partie de communautés déterritorialisées transnationales (A. Portes, 1999 ; Bash, Glick-Schiller et Blanc-Szanton, 1995) les liant au-delà des appartenances

locales et de la présence territoriale. La perspective transnationale vise à ouvrir les espaces du pensable et de l'observable au-delà des frontières géographiques et symboliques de l'État-nation qui limitent et encadrent la pensée. Glick-Schiller conceptualise alors la critique au *nationalisme méthodologique* (Wimmer et Glick Schiller, 2002) présenté comme un *biais cognitif* (Dumitru, 2014) qui consiste à prendre l'État-nation à la fois comme unité de base de l'analyse et comme cadre de compréhension. L'expression de *nationalisme méthodologique* a été forgée en 1974 par Herminio Martins (Herminio Martins, 1974) dans un article traitant du changement social : Martins considère qu'une des grandes difficultés pour comprendre le « changement social » est due au fait que de nombreux chercheurs considèrent l'État-Nation comme la norme ou l'unité optimale de l'analyse sociologique : ce faisant, la communauté nationale est prise, de manière évidente et sans souci de problématisation, comme l'unité ultime pour la définition et l'étude des phénomènes sociaux. Pour Andreas Wimmer et Nina Glick Shiller le *nationalisme méthodologique* consiste dans la *naturalisation* de l'État-nation par les sciences sociales ; cela comporte trois considérations : considérer le modèle de l'État-nation comme forme d'organisation politique universelle, naturaliser les frontières et limiter l'étude des phénomènes sociaux en les inscrivant dans le moule réalisé par l'État-nation et ses frontières. Cette posture analytique est incapable de rendre compte des phénomènes migratoires qui dépassent le cadre national et qui s'opèrent à l'échelle transnationale. Or la critique portée au nationalisme méthodologique est une critique épistémologique et non pas politique, elle ne comporte pas un rejet de l'État-nation, ni une prévision sur son effondrement, ni la défense d'un idéal cosmopolite ; elle se limite à affirmer que l'État-nation n'est pas l'unité d'analyse naturelle pour examiner ces phénomènes sociaux.

Comme nous l'avons vu l'État, la nation, sa communauté et ses frontières ont été pendant longtemps le seul prisme à partir duquel on a observé la réalité sociale en général et la circulation migratoire en particulier. L'étranger sur le sol national a été traité comme un immigré qui est censé trouver sa place et qu'on doit aider à s'intégrer ; il est un individu face à une société et à un État. Dans ce sens, le nationalisme méthodologique est cohérent et s'harmonise avec la bipolarisation conceptuelle émigration-immigration dans laquelle on a souvent enfermé l'expérience migratoire : le migrant est tiraillé entre la société (ou l'État) d'accueil dans laquelle il doit s'intégrer et la société (ou l'État) d'origine qu'il a abandonnée : son expérience fait sens exclusivement en relation avec ces deux pôles : au contraire l'expérience vécue *entre* ces deux pôles est minimisée, conçue comme un transit, un entre-deux, un non-lieu et un espace vide dans lequel le migrant ne pouvant pas être pensé en relation avec la société de départ ou avec la société de destination n'existe pas

ou existe en tant que sujet en attente. Le transnationalisme nous pousse à observer ces espaces émergents au-delà et au-dessus des États, et à prendre conscience que ces espaces et ces temps (souvent minimisés ou négligés) sont investis de sens et d'histoires ; ils structurent des expériences migratoires qui ne se réduisent pas au dualisme émigration-immigration et qui deviennent des *mobilités*.

Dans ce travail, j'assume la perspective transnationaliste considérée comme une « lentille théorique » (Schiller et al., 2007 ; A. Portes et DeWind, 2008) permettant de mieux observer des phénomènes (comme les mobilités que j'étudie) se réalisant au-delà du cadre étatique et lui échappant, du moins en partie. En effet, les migrants que j'ai observés se déplacent par étapes sur des espaces transnationaux, en passant d'un pays à un autre, en mobilisant ou en contournant les frontières étatiques et nationales (mais aussi culturelles et symboliques) et en construisant du lien social afin de pouvoir s'organiser, s'installer et relancer leurs trajectoires : ces migrants sont alors des *transmigrants* (Alioua, 2012).

Penser le phénomène migratoire au Maroc. Le Maroc comme pays de transit et espace de l'entre-deux.

Les chercheurs ont commencé à étudier la problématique migratoire au Maroc à partir du début des années 2000. En effet, à la fin des années quatre-vingt-dix des migrants originaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale commençaient à être visibles dans les rues des grandes villes marocaines. Il ne s'agissait pas de fonctionnaires des ambassades étrangères, de commerçants, d'imams, de marabouts, de touristes ou de pèlerins ayant accès, de par leur capital économique, leur statut social ou leur capital migratoire aux circuits de la mobilité privilégiée. Il s'agissait au contraire de migrants de condition plus modeste qui occupaient de nouveaux espaces dans les quartiers populaires et qui restaient au Maroc quelques semaines ou quelques mois avant de disparaître : ils partaient en Espagne à bord de *pateras*² en traversant illégalement le Détroit de Gibraltar ou en sautant par les grillages frontaliers de Ceuta et Melilla, les deux enclaves espagnoles sur le continent africain. À partir des années 2000 avec la mise en place de l'espace Schengen, le conséquent processus d'externalisation des frontières européennes (Belguendouz, 2005), et la mise en place au Maroc d'une politique migratoire de matrice

²Le terme espagnol « pateras » indique des bateaux de petites dimensions utilisés par des pêcheurs mais aussi par des migrants.

sécuritaire, les chercheurs (mais aussi les militants des ONG et les journalistes) commencent à s'intéresser à ces nouveaux migrants originaires de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale. Rapidement la problématique migratoire au Maroc devient un sujet extrêmement médiatisée : entre septembre et octobre 2005 12 migrants meurent en essayant de franchir les grillages de Ceuta et Melilla tués par les balles des forces de l'ordre marocaines et piétinés par leurs compagnons ; cet épisode et le refoulement dans le désert, à la frontière mauritanienne et algérienne, de centaines de migrants génèrent de l'indignation dans les médias locaux et internationaux.

Les chercheurs s'intéressent alors à ces migrants en route pour l'Europe, vivant dans l'illégalité (Barros et International Migration Programme, 2000) dans des conditions extrêmement modestes et subissant une répression policière brutale. On s'intéresse aux itinéraires qu'ils ont empruntés pour rejoindre les pays du Maghreb (Barros et International Migration Programme, 2000; Laacher, 2010; Bensaâd, 2005, 2003 ; Bredeloup et Pliez, 2005) et aux dangers de la traversée du Sahara, aux violences subies de la part de passeurs, coupeurs de route, policiers et militaires (Laacher, 2010) dans des espaces marqués par un *vide juridique*, un manque de présence institutionnelle et de toute protection légale. Ces migrants sont traités comme des individus en situation irrégulière devant se cacher pour éviter les rafles de la police et devenant ainsi des *invisibles* ; cachés dans des squats et des appartements (Pian, 2010, 2009, 2005 ; Pian et Tripier 2008 ; Clochard, 2010 ; Goldschmidt, 2002, 2004) ils construisent des *crypto-sociabilités* (Madrisotti 2016) : ils s'organisent collectivement de manière hiérarchique afin d'éviter les contrôles de police et maximiser les chances d'entrer en Espagne sans être refoulés dans le désert ou à la frontière algérienne. Certains de ces migrants deviennent des chefs de foyer et des passeurs (Pian, 2009) organisant les départs à bord de *pateras* vers les côtes espagnoles avant de partir eux-mêmes en laissant leur place à d'autres migrants. Faisant la même expérience de l'illégalité, de la précarité, du racisme et de la répression policière ces individus se reconnaissent comme intégrant une même communauté d'itinérance (Escoffier, 2006) ; ils solidarisent et forment des binômes leur permettant la transmission d'un *savoir migratoire* (Escoffier, 2006) et un support réciproque face aux difficultés.

La trajectoire de ces migrants est pensée comme un parcours vers l'Europe ; le Maroc devient un pays de *transit* mais aussi et surtout une nasse, un *entre-deux* dans lequel, faute de pouvoir avancer, ils vivent une précarité économique et émotionnelle qui s'éternise. Ces études sont souvent associées aux analyses faites des politiques migratoires européennes comme des politiques d'exclusion (Fassin, Morice, et Quiminal, 1997) et

comme un système de contrôle, de *triage et d'exclusion* (Caloz-Tschopp, 2004) des mauvais migrants et des *indésirables* (Agier, 2008, 2002). Ces migrants en transit au Maroc, se cachant pour éviter les rafles de la police et s'embarquant sur des *pateras* ou se lançant à *corps perdu* (Migreurop, 2009 ; APDHA 2006, 2011, 2012) contre les grillages de Ceuta et Melilla sont traités à la fois comme des victimes démunies, des exclus et des rebutés (Bauman, 2003), mais aussi comme des héros défiant une *assignation à résidence* qui les condamne encore davantage à l'exclusion économique et sociale.

Le développement de la mobilité interafricaine et le Maroc comme une destination migratoire.

À partir de 2005 certains chercheurs ont commencé à changer leur focale d'observation et à ne plus considérer l'Europe comme la seule destination de toutes les mobilités africaines. Les chercheurs s'intéressent alors aux mobilités internes et/ou régionales et s'aperçoivent que la construction de l'espace Schengen et l'homogénéisation des politiques migratoires européennes ont provoqué une reformulation des anciens parcours migratoires (Dumont et Le Bras, 2009) : de nouveaux types de circulation émergent, de nouvelles destinations s'imposent et l'interdépendance entre les pays d'une même région s'accroît (Dumont et Le Bras, 2009). Hein de Haas (Haas, 2007, 2007b, 2008, 2010) montre par exemple la ré-configuration et l'intensification des mobilités entre les pays de l'Afrique de l'Ouest ; ce faisant, il déconstruit le *mythe de l'invasion* (Haas, 2007) d'après lequel l'Europe serait envahie par des millions de misérables Africains n'ayant d'autre espoir que de partir vers le nord. En mobilisant les mêmes arguments, De Haas déconstruit ensuite le *mythe* du migrant misérable, fuyant guerres et misère (Haas, 2007) : il montre en effet que les migrants investissent des sommes considérables dans leur mobilité, que ce sont ceux qui disposent de capitaux et de compétences migratoires qui se déplacent le plus et qu'en revanche, les plus démunis ou ceux qui fuient guerres et misère réalisent des trajets courts se rendant dans les pays limitrophes et sûrs. Bensaâd (Bensaâd, 2003) a montré qu'à l'intérieur de l'espace sahélien certaines villes se configurent comme des carrefours migratoires et deviennent des étapes fondamentales des trajectoires migratoires en direction de l'Afrique du Nord : Agadez devient par exemple l'un des principaux carrefours sahéliens. Grâce à ces études, la mobilité dans les pays maghrébins n'est plus

examinée uniquement dans ses relations avec le Nord et l'UE mais au contraire elle est ancrée dans un cadre plus large comprenant le Sahel et l'Afrique subsaharienne : le Maghreb est ainsi inscrit dans des espaces migratoires transnationaux entre Afrique et Europe (Peraldi et Collectif, 2011 ; Peraldi, 2014). Les chercheurs constatent que les mobilités entre les *deux rives* (Bensaâd 2009 ; Bredeloup et Pliez 2005; Peraldi et Collectif 2011) s'intensifient, se structurent et se diversifient. De nouvelles catégories de migrants traversent ces espaces transnationaux : des aventuriers (Brédeloup et Grégoire, 2014 ; Bredeloup, 2008) cherchent des opportunités en partant à l'étranger, en traversant et en s'installant dans plusieurs pays et en dessinant des parcours qui s'apparentent à des *errances* (Zuluaga, 2015) se déroulant dans des espaces et des temps indéfinis ; d'autre part, des petits et moyens commerçants (Bredeloup, 2012) explorent des opportunités commerciales à l'étranger, vendent et achètent des marchandises et installent des petits comptoirs³.

Ainsi, les pays maghrébins sont considérés comme des pays de destination par choix ou par défaut. Boubakri et Mazzella (Boubakri et Mazzella, 2005) s'appuyant sur le cas tunisien suggèrent que les circulations migratoires rapprochent les pays maghrébins des pays subsahariens et les obligent à se repenser en relation avec des migrants qui représentent une altérité culturelle profonde et de plus en plus présente. On assiste donc à une mobilité nouvelle d'individus qui s'installent dans des pays qui étaient auparavant des pays d'émigration en les transformant en pays d'émigration et d'immigration et en les poussant à des changements administratifs, sociaux et culturels majeurs (Bensaâd, 2009) : en effet, à travers ces mobilités une Afrique (l'Afrique maghrébine) rencontre une autre (l'Afrique subsaharienne) (Peraldi et Collectif, 2011).

La thèse d'Alioua a, à mon sens, une place décisive dans la compréhension de ce phénomène et de ces nouvelles mobilités. Alioua développe les notions de *transmigrants* et d'*étape*. Les migrants qu'il interroge sont tous en route pour l'Europe ; cependant, ils résident depuis des mois voire des années au Maroc ; en outre pour arriver au Maroc ils ont traversé plusieurs pays et frontières ; ils se déplacent sur des itinéraires transnationaux en avançant par *étapes*. À chaque étape ils rencontrent d'autres migrants ; ils socialisent, collaborent, s'installent sur place et s'organisent afin d'éviter les dangers (contrôles de police, voleurs ou arnaqueurs de toute sorte) et de trouver les ressources pour avancer.

³La frontière entre aventuriers et commerçants peut être très subtile et poreuse ; en effet réaliser des commerces, vendre des marchandises est un moyen pour alimenter et continuer son aventure (nous les verrons dans les chapitres suivants).

Ces migrants traversent le Mali et/ou le Niger et l'Algérie (souvent avant d'autres pays subsahariens) : ils passent par les principales villes-étapes (Agadez, Tamanrasset, etc..) qui jalonnent les routes de la migration sud-nord ; dans ces villes ils trouvent des foyers tenus par des compatriotes, des passeurs et des compagnons de route ; à chaque étape, ils rencontrent des camarades, échangent des informations, prennent des contacts pour la suite du chemin et cherchent les ressources pour avancer. Ils franchissent ainsi des frontières en évitant ou en contournant les contrôles de la police ; ils payent des policiers, des militaires et des passeurs pour pouvoir avancer ; ils embarquent sur des fourgonnettes pour traverser le désert, marchent des dizaines de kilomètres pour rejoindre une ville ou traverser en cachette une frontière etc.. Ces migrants se déplaçant ainsi par étapes sur des itinéraires transnationaux sont des *transmigrants*. Le Maroc se configure pour Alioua comme la dernière *étape* dans leur route pour l'Europe. Or l'étape ne se retrouve pas ici comme un *entre-deux*, un espace d'attente ou de *transit* ; au contraire, elle est investie par les migrants qui y produisent ou mobilisent des liens sociaux intenses : ces migrants doivent en effet se rencontrer, se loger, éviter la police, trouver de quoi payer la nourriture et la location, et organiser leur quotidien afin de continuer leur parcours. L'étape se configure donc comme un cadre spatio-temporel dans lequel la mobilité transnationale se donne à voir et peut être étudiée. Avec la thèse de Alioua on abandonne donc la notion de transit pour assumer celle d'*étape* conçue comme fragment d'un itinéraire plus large, comme un espace d'installation et comme un cadre dans lequel les migrants produisent du lien social, socialisent, s'organisent et relancent leur mobilité.

Le Maroc est alors définitivement pensé comme une étape et comme une destination pour des milliers de migrants. À partir de ce moment les chercheurs s'intéressent à la multiplication des profils des migrants arrivant et séjournant au Maroc : Berriane (J. Berriane, s. d.) et Meyer et Iaouali (Iaouali et Meyer, 2012) ont étudié la mobilité des étudiants étrangers dans les universités marocaines en montrant que l'inscription à une université marocaine est un élément d'une stratégie d'émancipation et de réalisation professionnelle qui peut se réaliser par une nouvelle émigration, un retour dans le pays d'origine ou une installation définitive au Maroc. Quelques années plus tard on s'est intéressé (Coyault, 2014 ; Lanza, 2014 ; J. Berriane, 2014) aux touristes et aux pèlerins venant d'Afrique subsaharienne pour visiter le pays mais aussi pour rendre hommage à un saint ou un marabout. Les chercheurs ont montré que sur les mobilités historiques (pèlerinage) se sont greffées des mobilités nouvelles (tourisme) en donnant lieu à des formes nouvelles de circulations et à des nouvelles filières professionnelles qui comprennent agences de voyages, guides (Lanza, 2014) etc. Le pèlerinage devient ainsi

une occasion pour vendre des marchandises dont les gains sont investis dans des produits locaux importés ensuite dans le pays d'origine (Lanza, 2014). À ces nouvelles mobilités venant du sud s'ajoutent des mobilités issues des pays européens : on s'intéresse alors aux touristes, retraités et aux entrepreneurs européens arrivant au Maroc et inversant l'orientation migratoire traditionnelle sud-nord (Berriane et Idrissi-Janati 2016 ; Bigot, 2016 ; Peraldi et Terrazzoni, 2016).

Les enquêtes plus récentes sur les mobilités subsahariennes soulignent la multiplication et la différenciation des profils des migrants (âge, profession, revenus, niveau d'étude, lieu de provenance, période du séjour, etc.), de leurs itinéraires et des moyens d'organisation du voyage – épargne, vente de propriétés, crédit, aide familiale – (Tarrus, 2007 ; Mourji, Ferrié, Radi, Alioua, 2016) : les chercheurs soulignent le lien qui existe entre le développement des réseaux et des infrastructures des transports en Afrique et l'intensification de la mobilité interafricaine : la majorité des migrants interrogés sont arrivés au Maroc par avion (70,40%) ou par car (12,99%)⁴ avec leur simple passeport. Les chercheurs se sont aussi intéressés aux relations de voisinage impliquant ces migrants et à leur intégration dans le système de santé et de welfare (Mourji, Ferrié, Radi, Alioua, 2016).

Le Maroc devient ainsi un pays d'émigration et d'immigration qui attire des migrants aux profils, aux origines et aux ambitions les plus divers. Pour le dire avec Alioua le Maroc se configure comme un *carrefour migratoire* pour les mobilités euro-africaines et interafricaines (Alioua, 2013) : on constate qu'au Maroc se croisent des mobilités commerciales, touristiques, religieuses, estudiantines et économiques venant d'Afrique, d'Europe et d'autres régions du monde. Ces mobilités donnent vie, dans leur entrecroisement et dans leurs ancrages locaux, à des nouvelles sociabilités, à des transformations urbaines, à la création de niches économiques et de quartiers d'immigration, à des évolutions normatives, juridiques et culturelles... bref à de nouveaux défis et à de nouvelles opportunités.

Les micro-économies de la mobilité subalterne

Le lien entre mobilité et pratiques économiques a été analysé par certains chercheurs et

⁴Voir Mourji, Ferrié, Radi, Alioua 2016, p.32, 33, 34.

commence à devenir un objet d'étude à part entière : Tarrius (Tarrius, 2015) a exploré, par exemple, la relation entre des formes de mobilité qui s'apparentent au nomadisme et des pratiques marchandes : en effet, des marchands afghans (Tarrius, 2007) mais aussi des marchands maghrébins installés en France (Tarrius, 2007 ; Tarrius and Wiewiorka, 2002) parcourent régulièrement des itinéraires établis et composés d'une multiplicité d'étapes afin de vendre leurs marchandises : ces individus mettent en place, à travers leur activité, une économie des *poors to poors* et des *peers to peers*, une économie faite par des individus occupant des positions marginales dans l'économie globale pour des individus de conditions modestes et précaires. Peraldi s'est intéressé (Mermier et Peraldi, 2010 ; Peraldi, 2007) aux circulations marchandes réalisées par des petits entrepreneurs (souvent définis comme des *aventuriers*) dans la région méditerranéenne : il a analysé les formes spatiales et sociales de ces échanges et il a montré qu'ils se tiennent sur une « éthique mercantile » (Peraldi, 2007) commune aux acteurs qui y participent ; plus récemment Peraldi (Peraldi, 2016) a étudié les flux commerciaux générés par les migrants sous la forme d'un commerce à la valise qu'il définit de « commerce migratoire ». Bredeloup, Bertoncello et Pliez (Bertoncello, Bredeloup, et Pliez, 2009) ont examiné les nouveaux comptoirs commerciaux créés par des commerçants africains en Chine et à Hong Kong en montrant l'extension de ces pratiques marchandes et la créativité de ces *entrepreneurs-migrants* (Bertoncello, Bredeloup, et Pliez, 2009). Bredeloup (Bredeloup, 2012) a ensuite étudié les mobilités spatiales des commerçants africains en s'interrogeant sur le potentiel émancipateur de ces pratiques. Ces auteurs montrent à quel point la mobilité s'articule avec des pratiques économiques et marchandes et comment des petits entrepreneurs mais aussi des migrants occupant des positions économiquement et socialement subalternes, des *poors* (Tarrius 2015), créent constamment des itinéraires et des parcours inédits en réalisant ainsi *une mondialisation par le bas*, une mondialisation des exclus de la mondialisation des fortunés et des grands capitaux.

À travers ces travaux nous comprenons que la mobilité transnationale est structurée par une infinité de pratiques micro-économiques et commerciales qui favorisent et justifient la circulation de milliers d'individus. En m'appuyant sur ces travaux, j'étudie les mobilités de mes enquêtés par le prisme des pratiques économiques qu'ils mettent en place afin de trouver les ressources nécessaires pour améliorer leur quotidien et/ou avancer vers une nouvelle étape de leur parcours. Or les protagonistes de ce travail, contrairement aux petits commerçants et entrepreneurs décrits par Tarrius, Peraldi, Bredeloup etc. n'ont pas (ou très rarement) un projet commercial précis ; ils ne suivent pas des itinéraires préétablis et

relativement figés ; ils recherchent plutôt *dans* la mobilité et *par* la mobilité des opportunités qui restent souvent vagues et indéfinies. Ils laissent leurs pays et leurs familles et décident de « sortir », de partir à l'étranger, de s'engager dans la mobilité. Ils ne disposent ni du capital économique, ni des outils administratifs, ni des relations leur permettant d'accéder aux circuits et aux destinations de la mobilité privilégiée, notamment à celles du nord-global. Ce sont des *orphelins de la mobilité internationale* (Timera, 2009) qui cherchent des opportunités à travers une *mobilité subalterne* faite d'étapes et de contournements des frontières. Comme les *transmigrants* décrits par Alioua (Alioua, 2011), ils se déplacent par étapes sur des territoires transnationaux mais contrairement à ceux-ci leurs itinéraires sont beaucoup moins linéaires et structurés. Comme Alioua, j'étudie ces migrants dans leur *étape* marocaine, à savoir dans un cadre spatial et temporel spécifique à l'intérieur d'un parcours plus vaste. Ces migrants partent de chez eux (ou « sortent » pour utiliser leur jargon) pour « tenter leur chance », « pour chercher l'argent » et pour chercher des opportunités : cette quête peut prendre des formes diverses : des *business*, des commerces, un nouveau travail, de nouvelles relations, des *sponsors* et des *parrains*, l'entrée en Europe... « J'étais parti pour chercher l'argent... chercher l'argent. Tu connais, quand tu sors de chez toi c'est pour chercher l'argent... [...] Nous on part sans programme [il rigole], nous, on tente seulement la chance », m'avait dit Mansour. Dans ce travail je montrerai que la circulation de ces migrants exclus de la mobilité privilégiée est alimentée par des pratiques et des activités micro-économiques multiples qu'ils inventent ou mobilisent en se greffant sur le tissu économique en marge de la régulation étatique mais aussi en plongeant dans les sphères de l'économie informelle et souvent illégale. Ces pratiques sont tantôt inédites et spécifiques au contexte local, tantôt transposées (et transposables) et déclinées selon les nouvelles opportunités et les nouvelles contraintes. Je montrerai qu'à Tanger les pratiques économiques de ces migrants s'alimentent d'une *économie de la mobilité subalterne* faite *par* des migrants *pour* des migrants. Je montrerai, en outre, que ces pratiques économiques se greffent aussi sur les mobilités privilégiées des touristes et retraités venant d'Europe, mais aussi des entrepreneurs et commerçants de passage ou installés dans la région. Nous verrons donc que cette mobilité des exclus de la mobilité privilégiée se tient sur une charpente dense et connectée de pratiques micro-économiques et marchandes à travers lesquelles les migrants trouvent les ressources pour alimenter leurs projets. Nous verrons qu'au prisme de ces pratiques économiques la mobilité de ces individus apparaît comme un *projet réfléchi* et comme un moyen d'*individualisation* et de *construction de soi*. En « sortant » les migrants cherchent des opportunités qu'ils estiment ne pas trouver chez eux et qu'ils

pensent pouvoir trouver dans un ailleurs qui est compris dans la mobilité. La mobilité est donc pour eux l'espace du possible, le lieu où se présentent de multiples possibilités qui se concrétisent dans les formes les plus diverses selon l'imaginaire et l'expérience de chacun : des business, des commerces, un nouveau travail, de nouvelles relations, des sponsors, l'entrée en Europe, l'obtention (par des voies diverses) de capitaux suffisants pour investir dans des projets entrepreneuriaux chez soi, etc. Or les pratiques économiques que ces migrants mettent en place, tout au long de leur voyage, leur permettent d'alimenter leur mobilité et par là leurs ambitions d'émancipation. Cette mobilité est pensée comme un moyen de réussite, un pari plus ou moins risqué, une aventure et une expérience qui les obligent à se mettre en jeu et à devenir autonomes. Loin d'être un exilé, une victime, un individu qui fuit misère et guerres le migrant que j'ai rencontré est plutôt un *entrepreneur de soi*, un *self-made-migrant* (Timera, 2009) qui investit des énergies, du temps, des émotions et de l'argent dans la mobilité afin de trouver les moyens de réaliser ses ambitions. La mobilité devient alors le lieu du possible où des opportunités peuvent apparaître si on les recherche avec persistance. En définitive ces itinéraires transnationaux qui s'apparentent à l'*errance* (Zuluaga, 2015) et à l'*aventure* (Pian 2005, 2009 ; Pian et Tripier, 2008; Pian, 2010 ; Bredeloup, 2008) et qui sont constamment reformulés, réinventés et relancés sont structurés par une infinité de pratiques micro-économiques et commerciales que les migrants inventent et reproduisent et à travers lesquelles ils espèrent aboutir à leur projet d'émancipation économique et sociale et/ou alimenter leur mobilité.

Organisation du travail.

Ce travail se compose de deux parties. Dans la première partie je décrirai mon accès au terrain et j'aborderai des questions épistémologiques concernant la production du savoir anthropologique. Je montrerai en effet que la *rencontre* avec mes enquêtés constitue l'unité primaire de l'expérience ethnographique et j'insisterai sur le fait qu'elle n'a rien de naturel : au contraire, j'ai dû élaborer des stratégies relationnelles et de présentation de soi afin d'accéder à un contexte d'interconnaissance dans lequel je devais justifier ma présence et trouver une position cohérente. C'est à partir de ce travail de positionnement et d'échange avec mes enquêtés que j'ai produit les données qui nourrissent ce travail : ce travail doit donc être explicité afin d'éclaircir les conditions de production de l'analyse proposée.

La deuxième partie se compose de 4 grands chapitres. Le premier chapitre dresse le cadre

socio-historique de la mobilité dans la région maghrébine et méditerranéenne à partir du début des années 2000. Je montrerai que la mise en place de l'espace Schengen a produit une transformation de la configuration migratoire euro-africaine et interafricaine. Cela a permis l'émergence de nouvelles circulations et de nouvelles destinations. Le Maroc qui était un pays d'émigration et de transit vers l'Europe devient de plus en plus un pays d'émigration et d'immigration attirant, pour des raisons diverses, des migrants aux profils hétérogènes. Je montrerai que les politiques migratoires au Maroc ont évolué passant d'une posture strictement sécuritaire à une posture plus ouverte et humaniste : la politique migratoire au Maroc s'inscrit dans le cadre d'une politique africaine plus large visant à faire du pays un référent continental sur le plan du développement économique, social et humain. Le Maroc s'assume de plus en plus comme un pays d'immigration et devient une plaque tournante des mobilités interafricaines et euro-africaines. Compte tenu de cela penser la mobilité au Maroc exclusivement comme un transit vers l'Europe relève d'un regard excessivement eurocentrique.

Dresser ce cadre socio-historique, montrer l'évolution de la configuration migratoire euro-africaine et des politiques migratoires marocaines nous permet de comprendre, à l'échelle macro, les structures objectives à la fois économiques, politiques et juridiques qui orientent et canalisent les mobilités des migrants en définissant des contraintes et des opportunités. Dans les chapitres suivants, je m'intéresserai à l'*agency* des migrants, à savoir leur capacité d'agents historiques à déjouer et à refaçonner ces structures et ces contraintes objectives et à organiser et réaliser ainsi leurs parcours.

Dans le deuxième chapitre je réaliserai un retour épistémologique sur les récits des migrants. En effet, si beaucoup d'études visent à donner la parole aux migrants (Laacher, 2010, 2011, 2012, 2013; Agier, 2002) très peu d'études analysent les conditions de production du discours de ces derniers ; je montrerai en effet que les migrants *se disent* publiquement, face aux acteurs du monde politique et médiatique et face à celui que Michel Agier définit comme *le troisième élément* (Agier, 2006), à partir de la façon dont *ils sont dits*. Pour comprendre les récits des migrants il faut à mon sens analyser la façon dont ils sont dits par les journalistes, les militants, les acteurs politiques, les ONG mais aussi les chercheurs présents sur le terrain et dans les débats publics : je montrerai qu'il existe des *topos médiatiques* qui se constituent comme des cadres de référence de l'expérience migratoire et comme des répertoires narratifs fournissant aux migrants les unités symboliques pour se dire légitimement face aux acteurs médiatiques et politiques. Dans le troisième chapitre j'analyserai la mobilité de ces migrants en essayant d'aller *aux racines du choix* du départ. Je montrerai que le départ se configure comme un *projet*

réfléchi, qui mûrit au fil du temps. Ces migrants partent pour « chercher leur vie », pour « chercher l'argent », pour trouver des opportunités d'émancipation sociale et économique, pour se rendre autonomes indépendamment des solidarités et des obligations familiales. Pour ce faire, ils se donnent les moyens pour partir à l'étranger en constituant un petit capital qui leur permettra d'acheter les billets de transport et de payer une location à l'étranger. Je montrerai qu'à partir du départ, du moment où « on sort », la trajectoire migratoire se vit comme un parcours ouvert, constamment retravaillé et repensé. Les migrants se déplacent par étapes en séjournant pendant des semaines, des mois mais aussi des années dans des pays étrangers, en y travaillant, en économisant de l'argent, en rencontrant d'autres migrants et en faisant l'expérience de l'illégalité et de l'altérité sociale, culturelle, linguistique et religieuse. Chaque migrant invente ainsi son parcours en réalisant des itinéraires singuliers qui peuvent sembler incohérents et chaotiques et qui sont les produits des contraintes, des aléas et des opportunités qu'il doit affronter. On passe donc des circuits migratoires établis et balisés composés de points de relais, de contacts et de foyers organisés par d'autres migrants plus anciens ou sédentarisés, à une mobilité diverse, plus individuelle et solitaire : on assiste en effet à l'éclatement et à la diversification des itinéraires réalisés par des individus seuls (des self-made migrants) créant leurs parcours en procédant par tâtonnements, en réalisant des allers-retours, en explorant de nouvelles destinations, en revenant en arrière et en repartant à nouveau : « l'aventure ce n'est pas les contacts, c'est le cœur » m'avait dit Simon en décrivant sa trajectoire solitaire durant une dizaine d'années à travers la Gambie, le Sénégal, le Liberia, la Sierra Leone avant d'arriver au Maroc.

Le dernier chapitre de ce travail porte sur les pratiques micro-économiques mises en place par ces migrants afin d'alimenter leur mobilité et leurs ambitions d'émancipation. Nous verrons comment ces pratiques s'enracinent dans le tissu urbain et économique de Tanger. Certaines de ces pratiques sont réalisées *par* les migrants *pour* d'autres migrants ; des « professions » se développent pour aider d'autres migrants à s'installer, transiter ou circuler. D'autres pratiques se greffent sur les mobilités privilégiées des touristes, retraités, commerçants ou entrepreneurs venant d'Europe mais aussi de l'Afrique subsaharienne. Les relations avec les individus ayant accès à la mobilité privilégiée sont particulièrement convoitées : elles peuvent se configurer comme des relations économiques et commerciales mais aussi, et plus souvent, comme des échanges économique-affectifs ou économique-émotionnels.

En outre, les migrants développent des commerces à des échelles diverses : du commerce à la sauvette pour se dépanner, à des petits projets commerciaux se réalisant localement

ou à l'échelle internationale. Enfin, certains migrants accèdent au marché du travail régulier en trouvant des emplois dans les secteurs de la restauration, du commerce, du tourisme et de la sécurité.

En définitive, les itinéraires de ces *orphelins de la mobilité internationale* (Timera, 2009) s'appuient sur une charpente constituée par une infinité d'activités micro-économiques et marchandes qu'eux-mêmes développent sans cesse car ils sont en route moins vers une destination géographique que vers un désir et une aspiration : celle d'une émancipation sociale et économique obtenue par la mobilité.

1^{ÈRE} PARTIE

LE CHERCHEUR ET SON TERRAIN. PROBLÉMATIQUE D'ENQUÊTE ET MODES D'ACCÈS

Introduction

Dans tout travail de recherche qui s'inscrit dans le domaine des sciences sociales il est indispensable de présenter le processus qui a porté le chercheur à formuler sa problématique de recherche et à élaborer une méthode d'enquête adaptée aux singularités de son terrain.

La formulation d'une problématique et d'une méthode de recherche est le produit d'une réflexion constante et d'une série arbitraire de choix dont le chercheur est responsable. Ces choix sont réalisés en relation avec une tradition scientifique, aux contraintes pratiques, et aux problèmes épistémologiques soulevés par l'enquête de terrain. En assumant ses choix le chercheur se positionne au sein d'un champ académique et d'une tradition disciplinaire. Au cours de la rédaction de son texte le chercheur est appelé à expliciter et justifier ses choix et donc à définir son positionnement. Ce travail d'énonciation et de définition de son positionnement est indispensable dans la mesure où il permet aux lecteurs à la fois de situer le point de vue à partir duquel le savoir a été produit et de connaître les étapes qui ont jalonné le processus d'enquête, d'analyse et de rédaction.

Le chercheur doit donc expliciter son positionnement et rendre compte à la fois du processus qui l'a porté à construire son enquête et des choix qu'il a endossés ; cependant cette démarche réflexive ne doit pas se convertir en un exercice de narcissisme. Au contraire, l'analyse de la relation entre le chercheur et son objet d'étude doit se configurer comme une opportunité permettant de positionner le regard du chercheur et donc connaître les fondements du savoir scientifique qui est proposé. Il est donc important, à mon sens, d'éviter tout dérapage vers une tendance autobiographique et narcissique qui porterait de manière prioritaire sur les sentiments et les émotions de l'auteur et qui en se justifiant sur la difficulté/impossibilité de dépasser la subjectivité du chercheur évite l'effort d'objectivation et d'analyse. Mobiliser et rendre compte du point de vue du chercheur, de ses émotions et de ses sentiments doit être fait au service et non pas au détriment de l'analyse.

Dans ce chapitre je souhaite donc présenter le processus qui m'a amené à concevoir et à réaliser mon travail. Je montrerai comment au cours de ces 7 ans de recherche j'ai esquissé, mis à l'épreuve, modifié et assumé une posture et une méthode d'analyse. Ce parcours ne s'est pas fait en suivant une progression linéaire, mais s'est fait de manière réflexive en revenant constamment, de manière critique, sur les connaissances acquises et sur le savoir

produit. Les différents terrains d'enquête que j'ai réalisé et les différentes étapes qui jalonnent la rédaction de la thèse, m'ont obligé à repenser les fondements de mes argumentations, à me projeter en avant et à revenir en arrière en remettant en cause les acquis méthodologiques et analytiques qui composaient mes outils de travail. C'est à travers cette dynamique réflexive entre la projection en avant en formulant des hypothèses et des pratiques d'enquête et le recul en arrière afin de questionner les acquis théoriques, méthodologiques et analytiques que j'ai produit ce travail.

Je traiterai donc ici le processus qui m'a amené à m'intéresser à la problématique de la circulation migratoire aux portes de l'Europe. Ensuite, je décrirai mes premières expériences de terrain et montrerai de quelle façon la définition de la problématique de recherche et l'organisation d'une méthode d'analyse sont débitrices de l'expérience d'enquête. Celle-ci a montré la nécessité de faire évoluer mon cadre d'analyse afin de comprendre, dans son ampleur et dans ses froncements, l'expérience sociale qui se produisait sous mes yeux. Avec ses ambiguïtés, ses nuances, ses plissements, sa consistance, sa brutalité et ses charmes, le terrain m'a obligé à changer la manière de l'interroger et les questions à poser.

Qu'est-ce que la circulation humaine ?

Mon intérêt pour la problématique de la mobilité transnationale est né au cours de l'hiver 2010 lors de la fréquentation d'un séminaire tenu par Michel Agier à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) et intitulé *Places, déplacements, frontières. Le décentrement de l'anthropologie*. Les recherches présentées au cours du séminaire abordaient des espaces « à la marge » tels que les zones d'attente dans les aéroports, les centres d'accueil, de rétention ou d'identification des étrangers en situation irrégulière, les interstices urbains des squats, les baraquements informels et les campements installés dans les métropoles mais aussi aux frontières des États : dans ces espaces les résidents vivent à l'extérieur du système commun des droits sociaux et politiques. Ces espaces étaient étudiés comme des « lieux délocalisés » formant un continuum où le Nord et le Sud sociaux et culturels se rejoignent, se manifestent dans leur contemporanéité et révèlent leurs conflits et leur dépendance. À partir de ces conflits et de cette dépendance ces espaces deviennent les lieux où se renouvellent des savoirs, des normes sociales, des pratiques de partage, des solidarités et des hiérarchies inédites. La participation à ce

séminaire m'a permis d'amorcer l'élaboration de la problématique de recherche qui nourrit ce travail : en effet, dans un premier temps, la problématique que je souhaitais développer était strictement débitrices des concepts et des modalités d'enquêtes présentées au cours du séminaire. Des concepts comme ceux de « mise à la marge », de « biopolitique », d'« hétérotopie »⁵, d'« exclusion », de « production du quotidien », et le cadre d'analyse de l'« anthropologie de la ville » ont fondé ma façon d'observer la mobilité transnationale. Ce qui m'avait intéressé, en premier lieu, dans les études menées ou présentées par Michel Agier a été l'analyse des politiques migratoires des pays plus développés (Union européenne, États-Unis, Canada, Australie, etc.) en termes d'un dispositif biopolitique⁶ de contrôle de la mobilité des populations. Ce dispositif était déconstruit et analysé dans ses composantes et ses modalités d'action : il s'articule sur la base de deux axes complémentaires : d'une part, le contrôle physique avec des moyens militaires et policiers des personnes se déplaçant dans l'espace transnational – s'inscrivent dans cet axe opérationnel les systèmes de contrôle des frontières (tel que le système SIVE⁷), les camps de détention et identification pour les étrangers en situation irrégulière, les agences internationales de surveillance des frontières (FRONTEX⁸), les politiques de

5 Je fais référence à la notion d'hétérotopie développée par Michel Foucault ; l'hétérotopie juxtapose en un seul lieu plusieurs espaces qui sont incompatibles entre eux. D'après Foucault, les hétérotopies sont dotées d'un « *système d'ouverture et de fermeture qui les isole par rapport à l'espace environnant* » tout en les situant dans le même lieu. Elles ont donc une nature paradoxale, elles sont déconnectées du local tout en restant parfaitement localisables et reconnaissables. Les centres de détention pour les migrants me semblaient correspondre à la définition d'hétérotopie. Ces sont des espaces placés en dehors de l'espace national et des lois qui l'organisent : ce sont des espaces placés dans un vide interstitiel entre le monde social et politique de l'État-Nation.

6 Nous faisons référence à la définition de « biopolitique » élaborée par Michel Foucault dans le texte *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Gallimard, Seuil, 2004.

7 Le signe SIVE (*Sistema Integrado de Vigilancia Exterior* en espagnol) indique le système intégré de contrôle de la frontière maritime de l'Andalousie et des Iles Canaries mis en place par le gouvernement espagnol à partir des années 2000 pour entraver l'entrée illégale de trafiquants, contrebandiers et migrants illégaux en provenance du Maroc, de la Mauritanie et du Sénégal. Je traiterai de manière plus complète ce sujet dans la deuxième partie de ma thèse.

8 L'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (FRONTEX) des États membres de l'Union européenne, est l'agence européenne pour la sécurité et les frontières extérieures de l'UE. Elle est responsable de la coordination des activités des garde-frontières de tous les pays membres dans le maintien de la sécurité des frontières de l'Union avec les États non membres. Frontex a été créée par le règlement (CE) n° 2007/2004 du Conseil du 26 octobre 2004. L'agence est opérationnelle depuis le 3 Octobre 2005.

refoulements et de rapatriement etc. – ; d'autre part, la définition juridique d'un statut de légalité et d'illégalité qui anticipe et soutient les procédures de contrôle physique des personnes en mouvement : c'est sur la base des normes juridiques établies qu'on distingue l'entrée et le séjour réguliers de ceux irréguliers et par conséquent qu'on détermine qui sont les individus autorisés à entrer et séjourner dans un État et à quelles conditions ; par ces biais on procède au tri préventif des « indésirables » (Agier, 2008) ou des « rebuts humains » (Bauman, 2003), à savoir des individus considérés inadaptés, faute d'une disponibilité économique suffisante, d'un degré élevé d'instruction, ou de compétences professionnelles spécifiques, à s'intégrer de façon harmonieuse dans le tissu socio-économique. Deux éléments de l'approche d'Agier m'avaient marqué ; d'un côté, la dénonciation d'un dispositif de contrôle de la circulation migratoire qui se fonde sur l'enfermement spatial (camps pour les réfugiés et les déplacés, centres d'identification et expulsion, prisons, etc.) et qui réalise une exclusion sociale dressée à l'échelle globale ; de l'autre, l'idée qu'un tel dispositif puisse se justifier auprès de l'opinion publique en s'appuyant sur les convictions qui fondent notre manière de penser l'espace, le déplacement, les relations avec l'autre et toutes leurs traductions politiques : l'organisation spatiale en États nationaux, le déplacement comme passage des frontières, le rapport à l'altérité comme rapport entre différentes nationalités. Agier dénonce le nationalisme qui caractérise notre façon de penser l'espace globale et les relations entre les individus et entre les individus et l'espace ; cela signifie que les individus pensent leur rapport au monde et aux autres individus sur la base de la grille épistémologique de l'État-nation qui a caractérisé l'histoire européenne et globale. Les repères identitaires des individus sont strictement liés à la forme de l'État-nation et à la façon dont celui-ci construit une identité citoyenne et nationale à travers l'école, l'armée, l'administration, la culture mais aussi l'enseignement et la recherche scientifique. Cette posture a pris la forme d'un « nationalisme méthodologique » qui a caractérisé la recherche scientifique tout au long du XX^{ème} siècle et qu'il est nécessaire de dépasser pour analyser le phénomène migratoire dans sa complexité.

C'est à partir de cette posture analytique que j'ai entrepris ma recherche. On peut dire donc que dans un premier temps mon intérêt portait sur l'analyse des techniques biopolitiques de marginalisation d'une partie de la population mondiale par le biais de la limitation de sa mobilité. C'est dans un deuxième temps qu'a émergé l'intérêt sociologique pour la problématique spécifique de la mobilité transnationale dans l'espace maghrébin. Ainsi, à partir de cette posture d'analyse et de la lecture de documents publiés par des ONGs (Migreurop, 2009 ; APDHA, 2006, 2011, 2012) autour de l'immigration illégale à la

frontière sud de l'UE, j'ai commencé à réfléchir à la possibilité d'étudier les dynamiques migratoires en œuvre au Maghreb. Dans la première formulation de ma problématique de recherche j'envisageais donc d'étudier les politiques migratoires régissant la circulation dans l'espace euro-méditerranéen ; en effet, j'envisageais de les étudier comme un système d'exclusion mis en place par les pouvoirs nationaux et finalisé au tri préventif des *bons* et des *mauvais migrants*. Le travail de terrain visait à rendre compte des sociabilités produites par ces *mauvais migrants* en route vers l'Europe qui se trouvaient marginalisés sur le territoire marocain, (aux portes de l'Europe) dans un état d'exclusion physique et symbolique et dans l'impossibilité de continuer leur voyage. Il s'agissait donc d'examiner la « production du quotidien » (Certeau, 1980) auprès d'une population déracinée et fragilisée par les effets des politiques migratoires de l'UE produits dans les pays de la rive sud de la Méditerranée.

À cette époque, guidé par les textes lus et par une participation militante au sein de l'association Migrauerop, j'abordais la problématique de la mobilité humaine dans l'espace euro-africain à partir du volet de la mobilité illégale en direction de l'Europe. Je considérais que les notions d'« exclusion », de « mise en marge », d'« état d'exception » (Agamben, 2003), de l'hétérotopie comme un espace physique et symbolique « autre », un « hors lieu » vidé de toute protection politique et de toute reconnaissance sociale, étaient des outils puissants pour analyser l'expérience de vie des migrants en situation irrégulière au Maroc. À l'épreuve de l'expérience de terrain ce type d'approche s'est progressivement et profondément transformé. L'ethnographie m'a poussé à réorienter la problématique et à élargir mes références théoriques. De nouveaux outils analytiques étaient nécessaires pour rendre compte d'une réalité qui se révélait plus complexe que celle que j'imaginai. Comme je le décrirai dans les chapitres suivants, l'enquête de terrain montrait que les migrants n'étaient pas une population invisible et sans voix et que les espaces dans lesquels ils vivaient n'étaient pas des hors-lieux. Leur existence ne se réduisait pas à une attente indéfinie ou à un entre-deux ; encore plus en profondeur leur mobilité ne pouvait pas être réduite à une mobilité illégale en direction de l'Europe.

Le fait que mes références théoriques aient évolué et que j'ai redéfini la problématique de recherche ne signifie pas que j'ai renié les apports de cette première période de lecture, d'observation et de réflexion. Au contraire, ces apports se sont sédimentés dans le processus d'enquête et m'ont permis d'avoir une base d'analyse sur laquelle se sont ajoutées et cristallisées les nouvelles découvertes, les nouvelles suggestions et tout le matériel dérivant de l'avancée de la recherche.

Chapitre I : Description du terrain et rencontres

L'expérience ethnographique a contribué de manière décisive à la définition de la problématique de recherche, à l'élaboration d'une méthode d'enquête et m'a poussé à chercher de nouvelles références théoriques. La réalisation d'une enquête de terrain constitue en effet une étape décisive pour le chercheur en sciences sociales. Il s'agit d'une expérience qui ne se borne pas au domaine professionnel mais qui s'inscrit toute entière et profondément dans la biographie du chercheur en affectant ses croyances, ses sentiments, ses idées, sa personnalité. Celui-ci n'est jamais suffisamment préparé aux problèmes, aux questionnements et aux difficultés d'ordre pratique, relationnel et théorique que le terrain l'oblige à affronter.

De nombreux chercheurs ont décrit leurs expériences de terrain en montrant à quel point la période passée en effectuant des observations, des entretiens, à prendre des notes et à partager une expérience de vie avec leurs enquêtés, à régler des problèmes de logement, de communication, se révèle une période trouble qui soulève de nombreuses inquiétudes et qui favorise la réflexion et à l'auto-analyse (Rabinow, 1988). En effet, l'expérience de terrain est souvent décisive dans la formation de la problématique de recherche mais aussi dans la structuration du regard du chercheur, à savoir dans la composition de cette sphère de compétences techniques, émotions, croyances, et orientations politiques, qui en se sédimentant, forment son point de vue.

Sur la base de cette réflexion je crois nécessaire de décrire deux épisodes qui ont marqué mon enquête à Tanger et qui se sont révélés deux tournants importants me permettant d'accéder à des espaces sociaux inédits et de prendre une place solide dans une expérience collective, dans un réseau d'interconnaissance et dans une histoire commune : celle des transmigrants subsahariens à Tanger : je décrirai alors la rencontre avec Karim et l'épisode du voyage clandestin d'Oumar.

Je montrerai ensuite, dans le chapitre consacré à la méthodologie, le type de dispositif d'enquête que j'ai développé pendant mon travail. Je décrirai alors de quelle façon les expériences vécues et les contraintes affrontées au cours de l'enquête m'ont obligé à être constamment vigilant et à faire preuve d'une certaine créativité et flexibilité dans la production d'un dispositif d'enquête le plus possible adapté à la situation spécifique.

L'Arrivée sur le terrain.

Je suis arrivé à Tanger le 14 septembre 2010. Je venais de terminer mon Master 1 en Ethnologie et Anthropologie Sociale et je m'apprêtais à commencer le Master 2 qui devait amener à la rédaction d'un mémoire. J'avais décidé d'étudier la problématique de l'immigration clandestine en direction de l'Europe. J'avais décidé de situer mon enquête dans la ville de Tanger pour des raisons multiples. Premièrement, une publication réalisée par l'association *Migraurop* (Migreurop, 2008) signalait l'existence d'un camp informel organisé par des migrants sans-papiers dans les forêts aux alentours de la ville : je pensais pouvoir y accéder et examiner la production d'une sociabilité nouvelle dans un espace que je pensais comme une hétérotopie, un contre-espace, un lieu réel hors de tout lieu, un espace en dehors de toute reconnaissance, de toute protection, de toute loi. Deuxièmement, je considérais que pour sa position géographique Tanger était un carrefour des mobilités humaines et commerciales entre le continent africain et le continent européen entre l'Océan Atlantique et la mer Méditerranée.

Le fait de commencer mon travail à Tanger me permettait de me déplacer avec une relative facilité vers l'ouest pour me rendre dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, où je pensais pouvoir visiter les centres de détention pour les migrants illégaux (CETI Centros de Estancia Temporal de Inmigrantes). En outre, depuis Tanger je pouvais me rendre facilement à Rabat et à Casablanca où je pouvais entrer en relation avec les associations non-gouvernementales de défense des Droits de l'Homme, avec les associations de défense des migrants et les associations regroupant les travailleurs étrangers au Maroc. Pour ces raisons j'avais choisi de commencer mon enquête dans cette ville. Il s'agissait, dans un premier temps, de vérifier la faisabilité empirique de l'enquête et de repérer les premiers contacts en vue d'un deuxième terrain que je pensais réaliser pendant l'année universitaire.

Mes plans de recherche étaient nébuleux. Je ne savais pas ce que je pouvais trouver au Maroc et je ne savais pas non plus précisément ce que j'allais chercher. Je savais que de toute manière il fallait commencer. Dans l'avion je feuilletais un guide touristique. Je cherchais avec une certaine inquiétude des anticipations sur ce que j'allais trouver à mon arrivée à Tanger. Sur les visages, dans les comportements et le style vestimentaire des autres passagers j'essayais de me préfigurer le paysage humain que j'allais trouver une fois atterri.

L'avion survole le détroit de Gibraltar, suit la côte atlantique marocaine, vire en direction sud-est et prend la position d'atterrissage. La piste de l'aéroport est située sur une plaine

bordée par deux groupes de collines sur un axe ouest-est, de la plage atlantique vers l'arrière-pays à une quinzaine de kilomètres au sud du Centre-ville de Tanger. Avec la zone franche industrielle qui l'entoure l'aéroport constituait, en ce septembre 2010, la marge méridionale de l'urbanisation tangéroise. Après avoir descendu les escaliers mobiles de l'avion, timidement je me suis dirigé vers la douane. J'avais 21 ans, un trolley noir, une petite sacoche en bandoulière, des jeans beige, des sneakers, un pull céleste et un t-shirt céleste lui aussi. Passé la douane, je me suis dirigé vers la sortie et ensuite vers une longue rangée de 15 ou 20 taxis garés en face de l'aéroport. Je portais les cheveux longs-blonds-bouclés ; au poignet gauche des bracelets qui à Paris pouvaient passer pour des bracelets ethniques. Un parfait touriste apprenti et vaguement pommé. « Taxi ? » me lance un chauffeur, « vous cherchez un taxi ? » lui fait écho un deuxième, « Taxi ? » relance un troisième quelques mètres plus loin. J'acquiesce en hochant la tête. Ils me font signe de rejoindre leur collègue au bout de la rangée de taxis, à une vingtaine de mètres. Je le salue en français. Il me répond en ouvrant le coffre. Je lui dis que je dois aller à l'hôpital Espagnol. Il hoche la tête. J'hésite : « c'est bien 100 dirhams n'est-ce pas ? »⁹. Il confirme. Je monte dans le taxi, une vieille mais solide et puissante Mercedes-Benz des années 70, couleur beige. La Mercedes démarre, roule tout droit pendant un kilomètre en bordant la nouvelle zone franche industrielle, puis tourne à gauche en direction des premiers immeubles de la périphérie tangéroise. Elle parcourt une petite rue à double sens qui sépare, à droite et à gauche, deux grands terrains vagues ; on arrive à proximité de l'Université d'ingénierie. On est finalement entré dans le tissu urbain : des deux côtés de la rue deux rangées de maisons de deux ou trois étages ; derrière les maisons, les profils de dizaines d'immeubles disposés de manière orthogonale, tous égaux, tous blancs, tous de 5 étages, tous construits dans les 5 ans précédents et déjà rongés par l'humidité, le vent et l'abandon. Sur la ligne des maisons, au rez-de-chaussée apparaissent les premiers cafés, les entrepôts, un cybercafé, un garage de réparation, les petites boutiques, deux vendeurs de fruits et légumes avec leurs chariots. La Mercedes traverse la partie la plus périphérique du quartier le plus périphérique de Tanger, Boukhalef ; on rejoint alors l'Avenue Moulay Rachid, une route à six voies qui constitue la colonne vertébrale de la circulation routière et de l'urbanisation en direction du sud. La Mercedes continue à rouler à grande vitesse zigzaguant entre les trois voies pour éviter les trous, les piétons, les motos, les petites camionnettes à trois roues, les scooters et pour doubler les conducteurs plus

⁹Le taux d'échange entre l'euro et le dirham était à l'époque et reste encore aujourd'hui de 1 à 10. 100 dirhams correspondent donc à environ 10 euros.

prudents ou moins audacieux.

À la vitesse de la Mercedes et au rythme des dépassements, des accélérations, des freinages plus ou moins brusques, glisse le paysage urbain et humain de Tanger. « Français ? » me demande le chauffeur, « vous êtes Français ? ». Je dis que non, je ne suis pas Français. « Espagnol ? ». Non plus. « Américain ? ». Non, je suis Italien. « Ah Italien... Bienvenu au Maroc ». La Mercedes continue à rouler, on passe le nouveau palais des sports et le nouveau stade de foot. Plus on s'approche du centre-ville plus la circulation se congestionne. On passe la grande prison de la ville et deux ou trois kilomètres après on arrive à l'Hôpital Mohammed V. Le Taxi me dépose en face de l'entrée de l'Hôpital Espagnol où se trouve l'appartement de la famille d'accueil chez qui j'allais passer le mois suivant.

Dès mon arrivée, rencontré mes hôtes et déposé mes affaires, mi-touriste/mi-chercheur, je sors me promener et prendre mes repères. Ainsi commençait mon travail de terrain : je ne savais pas avec clarté ce que cela signifiait et ce que j'étais venu enquêter. Comme l'a raconté Paul Rabinow (Rabinow, 1988) dans la description de sa première expérience de terrain dans la ville de Sefrou (qui était pour lui aussi sa première expérience au Maroc), la seule chose que j'imaginai était que ma recherche comprenait aussi la déambulation dans la ville et qu'une fois que j'étais sur le terrain, tout était un travail de terrain.

Le contact avec la ville.

J'ai commencé donc à me promener dans la ville en essayant d'en mesurer les distances, de saisir les orientations et de me faire une idée de la distribution des espaces, des axes principaux et des sociabilités qui en sont liées ; j'essayais de me figurer les activités, les sociabilités, les modes de vie qui se réalisaient dans la rue, dans les commerces, à la sortie des mosquées, sur les marchés, sur les cafés, dans les principaux carrefours. À l'aide d'un plan que j'avais trouvé dans le guide que je feuilletais dans l'avion j'avais mémorisé les axes principaux du centre-ville et l'emplacement de certains points de repérage. En sortant de mon appartement j'ai parcouru la rue Mahatma Gandhi, j'ai tourné à gauche en direction du Centre Culturel Espagnol et j'ai traversé le quartier d'Iberia. À partir de la Grande Mosquée Mohammed V, en descendant en direction de la mer, j'ai parcouru la rue de Belgique qui conduit à la place de France ; à hauteur du célèbre café de Paris et du Consulat de France, j'ai tourné à gauche et j'ai dévalé la rue de la Liberté pour arriver sur la place du 9 Avril 1949, connue aussi comme Grand Socco ou Souku Barra. Le Grand

Socco originairement était la place du grand marché qui se tenait aux portes de la ville ancienne (ou ancienne Médina). Cet espace a été réaménagé et s'est converti en une jolie place entourée par des restaurants populaires, des cafés, des épiceries et des supérettes. Le cœur du Grand Socco est la Cinémathèque, un cinéma transformé en centre culturel en 2007 ; la Cinémathèque et son café sont devenus une des principales attractions pour les touristes et un des lieux de rencontre pour les expatriés européens et nord-américains. En face de la Cinémathèque, au bord opposé de la place, s'ouvrent deux des sept portes de la Médina. En les traversant on rentre dans l'ancienne ville et on rejoint l'axe principale qui, du Grand Socco, descend pour environ cent-cinquante mètres en direction du Petit Socco¹⁰, de la Mosquée et de l'ancien port.

Pendant quelques heures j'ai flâné à travers les ruelles de la Médina ; j'observais les architectures, les marchés, les commerces et les commerçants, les clients des cafés et les serveurs en uniforme, les vendeurs de cigarettes à l'unité, les touristes qui, comme moi, exploraient la ville, les policiers qui stationnaient à certains carrefours et les vieilles femmes qui vendaient des légumes et des bouquets de menthe. Je déambulais avec incertitude sans une destination précise et avec le seul souci de conserver un minimum d'orientation et de fixer dans ma mémoire les principaux points de repère. J'essayais de trouver une première dimension de la ville et de capter les éléments significatifs que j'aurais pu noter dans mon cahier de terrain. Au bout de quelques temps, de manière hasardeuse, j'ai pris le chemin escarpé qui monte tout au long du flanc externe de la Médina en direction de la Kasbah et du quartier Royal de Marchan. J'ai accédé à la Kasbah depuis la porte fortifiée située à l'extrémité sud-ouest du quartier et, pour éviter de m'introduire dans le labyrinthe des ruelles, j'ai parcouru le chemin tout droit adossé à la muraille qui domine la falaise exposée sur le détroit de Gibraltar. Ce chemin débouche sur la place Machoir, un espace récemment réaménagé, destination des promenades touristiques et des soirées artistiques, où se situent le Musée des antiquités, le Théâtre de la Kasbah et le Salon Bleu, un des cafés le plus recensé dans les guides touristiques. La place Machoir, grâce à l'arrivée de nombreux touristes et investisseurs ayant décidé d'aménager dans ce quartier leur résidence d'été ou de construire des maisons d'hôtes et des hôtels, a subi dans les derniers quinze ans une forte gentrification. Du côté nord, là où la place s'adosse à la muraille de la forteresse, s'ouvre une porte qui donne sur une petite esplanade au bord de la falaise : cette esplanade forme une terrasse de quelques

¹⁰Le petit-socco est une petite place située au cœur de la Médina ; elle est une étape principale des circuits touristiques et elle est entourée par des cafés historiques qui caractérisent le décor et la mémoire de la ville.

mètres carrés qui offre un très beau panorama sur le Déroit. D'ici un chemin parallèle à celui que j'ai parcouru pour arriver à la place Machoir, remonte tout au long de la falaise et dessert les maisons construites à l'extérieure de la forteresse.

Depuis cette terrasse les touristes et les autochtones contempnent les côtes andalouses, le *va-et-vient* des grands navires porte-conteneurs qui traversent le Déroit et les sorties des pêcheurs : d'ici on a l'impression de dominer le Déroit et quand les journées sont claires on distingue de manière claire, du côté andalous, les villes de Cadiz, Tarifa et Algésiras. L'Espagne semble à portée de vol ; on dirait qu'on pourrait y arriver à la nage.

La rencontre avec Karim.

Franchi ce petit passage dans la muraille, j'observais le panorama en essayant de reconnaître les villes espagnoles au nord et les quartiers tangérois que j'avais parcouru plus tôt dans la journée à l'est. À quelques mètres de distance, assis sur un muret un jeune homme d'origine subsaharienne fumait une cigarette, une casquette baissée sur les yeux lui cachait le visage. « Salut, comment ça va ? » me demande-t-il et en accompagnant mon regard il m'indique la ligne de terre au-delà de la mer : « c'est l'Espagne » ajoute-t-il. J'en profite pour lui demander s'il avait déjà été « de l'autre côté » de la mer. La réponse est négative : « je n'ai pas de visa ». Il m'a dit qu'il s'appelle Karim et qu'il est Sénégalais. Je lui dis que je m'appelle Francesco, je suis Italien mais que j'habite à Paris. Je lui propose d'aller prendre un verre de thé dans un café plus haut, à une centaine de mètres à la sortie de la Kasbah. Il accepte sans hésiter. Assis à la terrasse du café Hafa, sirotant du thé à la menthe et observant les côtes andalouses je lui pose des questions sur sa vie et son parcours : en même temps Karim m'interroge avec des questions symétriques : D'où je viens ? Pourquoi je parle français ? Qu'est-ce que je fais à Tanger ? C'étaient les questions que Karim me posait. Premier étonnement : j'étais interrogé plus ce que j'interrogeais : ce n'était pas moi le chercheur ? Ce n'était pas moi qui étais censé poser les questions ? Je n'étais pas prêt à être interrogé ; au contraire, je considérais (de manière erronée) que cela aurait été tout à fait naturel pour Karim de répondre à mes questions : c'était moi l'enquêteur et lui l'enquêté : c'était le jeu des rôles, mais comment pouvait-t-il connaître ce jeu ? Et pour quelles raisons aurait-il dû y participer passivement ? Nous étions en train de nous mesurer réciproquement, de nous évaluer, de nous connaître. J'ai commencé à prendre conscience de la nécessité de justifier ma présence, mes questionnements et mon travail. Il fallait assumer le fait que j'étais venu ici, à Tanger,

pour réaliser une enquête anthropologique et que c'était précisément pour cette raison que je me trouvais assis à ce café avec ce jeune homme que je venais de croiser de manière fortuite et que dans d'autres circonstances, je ne l'aurais pas invité à me suivre. Il fallait prendre conscience que ma présence auprès de mes enquêtés n'allait pas de soi. Je n'étais pas un invité, je devais me positionner et justifier mon positionnement. Concrètement je devais pénétrer discrètement dans un espace géographique et social pour faire partie d'un ensemble d'histoires individuelles et collectives qui se croisent en formant le tissu humain et narratif de la réalité sociale que j'étudiais. Il fallait participer à ces histoires et en même temps, par le biais de cette participation, produire mon analyse. Alors le questionnement était réciproque ; si je voulais connaître mes enquêtés je devais leur permettre de me connaître ; si je voulais des informations je devais aussi en donner ; il fallait donc établir une forme d'échange et de réciprocité dans lesquels on participait chacun avec sa spécificité (et donc son origine, sa condition sociale, ses objectifs et ses façons d'être) ; progressivement cette intuition qui s'était manifestée sous forme d'une inquiétude, a trouvé une confirmation à travers la pratique de l'enquête mais aussi à travers la lecture des récits de terrain rédigés par des chercheurs engagés dans des enquêtes au Maroc ou ailleurs (Bouillon, Fresia, Tallio, 2006 ; Becker, 2012). Avant de commencer à poser mes questions en tant que chercheur je devais donc me présenter et justifier ma présence. Je me présentais donc comme un étudiant d'une université parisienne réalisant une étude sur les migrants subsahariens et sur la ville de Tanger. J'étais intéressé de connaître les migrants venant de l'Afrique subsaharienne et comprendre comment ils vivaient dans une ville frontalière comme Tanger. Ma présentation restait ambiguë comme également l'était mon plan de travail ; mes propos concernant l'enquête n'étaient pas clairs et cette auto-présentation me semblait la meilleure façon pour justifier mon travail et mes questions. La première rencontre avec Karim m'a fait découvrir ce sentiment d'inquiétude et m'a obligé à l'assumer pour l'interroger et pour essayer de l'objectiver. Elle m'a permis de comprendre que ma présence dans ce contexte n'était ni naturelle ni spontanée et que la relation d'enquête devait se faire à travers un maximum de réciprocité avec les enquêtés. Elle devait se configurer comme un échange et non pas comme un interrogatoire. Au-delà de cela, cette rencontre a été décisive aussi pour d'autres raisons : en effet Karim m'a permis d'accéder par petits pas au monde des migrants installés à Tanger : il a été mon premier guide à travers les ruelles de la Médina et il m'a fait entrer dans son cercle de relations en me permettant de connaître les personnes avec lesquelles il « marchait »¹¹

¹¹L'expression « marcher avec quelqu'un » indiquait une proximité et une certaine intimité entre deux ou

et qui lui étaient proches. En observant les rapports qui se développaient à l'intérieur de ce cercle relationnel j'ai pu formuler mes premières hypothèses par rapport aux solidarités et aux conflits qui se produisent entre les migrants. À travers ses indications, ses informations et ses actes, il m'a offert un premier portrait de la vie des migrants subsahariens à Tanger. Ces premiers acquis de l'enquête ethnographique ont été relativisés au cours de la recherche : certaines indications ont été validées et d'autres démenties au cours du temps mais elles m'ont été indispensables pour construire mes premières références et pour formuler mes premières hypothèses.

Dans sa relation avec moi, Karim s'est révélé multiple : il a été spontané, a joué un rôle, s'est mis en scène et m'a manipulé. Nous nous sommes aidés et nous nous sommes disputés. Certaines des informations que j'ai tirées de la rencontre avec lui et que je considérais anodines ou dérangeantes, ont pris une nouvelle valeur plus tard quand j'ai repensé certains aspects de ma problématique d'enquête. Cependant, les expériences que j'ai vécues avec Karim, les informations qu'il m'a fournies, les réponses qu'il a apportées à mes questionnements, les disputes, les contradictions, les incongruités, le temps passé ensemble, ont formé mon expérience de terrain et ont contribué, plus tard, à développer mon analyse. Pour cette raison, je considère la rencontre avec Karim comme la rencontre fondatrice de ma recherche. En effet, il m'a permis d'entrer dans le cercle relationnel des migrants installés dans la Médina de Tanger. En le côtoyant je commençais à être vu et reconnu par d'autres migrants. J'étais le « blanc qui marche avec Karim » et je m'introduisais ainsi dans un groupe d'interconnaissances dans lequel je prenais petit à petit ma place.

Progressivement, mon parcours devint autonome par rapport à celui de Karim. J'ai construit mon réseau d'informateurs et j'ai bâti des relations de confiance et de réciprocité avec d'autres migrants. Ce faisant j'ai trouvé de nouvelles pistes d'analyse et j'ai commencé à formuler de nouvelles questions. Cependant, Karim a été indispensable pour la réalisation de mon enquête dans la mesure où il m'a introduit dans le cercle relationnel des migrants installés à Tanger et il m'a fourni, de manière explicite et implicite, certains des codes linguistiques et comportementaux qui m'ont permis ensuite de communiquer plus facilement avec les autres migrants installés en ville.

plusieurs personnes. Les migrants avec qui « on marche » sont les véritables compagnons de notre expérience, les personnes avec qui on partage plus de choses et auxquelles on fait plus confiance.

Une personnalité liminaire et médiatrice entre deux mondes.

Karim, pour son histoire, sa position, son caractère et ses compétences était extrêmement doué pour se rapprocher des voyageurs, touristes et ressortissants étrangers de passage ou installés en ville. Son habileté consistait à entamer une relation avec des étrangers qu'il venait de croiser en ville. Il développait ensuite ce lien pendant quelques heures (le temps d'une visite de la ville), des jours (le temps du séjour de ces étrangers), mais aussi pendant plusieurs mois, en construisant un échange durable.

De ces relations Karim tirait les ressources économiques qui lui permettaient de vivre au jour le jour et d'alimenter sa mobilité. Grand, mince, le visage émacié, les cheveux rasés, il était fasciné par le monde européen. Il parlait un bon français : simple mais correct et clair. Sa voix grave et sa cadence lente lui donnaient un ton solennel. Chaque matin, en sortant de sa chambre, il se dirigeait vers l'un ou l'autre de ses cafés habituels : d'ici il pouvait observer la circulation des gens et notamment des touristes. Il achetait des cigarettes et un café noir. La casquette baissée sur les yeux, le portable posé sur la table, il restait oisif en observant le passage des gens. Les boutiques commençaient à ouvrir, les vendeurs de cigarettes et de bonbons prenaient leur place aux coins des rues, les cafés se remplissaient, la fourgonnette de la police se garait sur la place du Petit-Socco, le bateau de croisière était entré dans le port et on commençait à entrevoir les premiers touristes remonter timidement les ruelles de la Médina, seuls ou en groupes. De son poste, Karim dévisageait les touristes de passage. Quand il déterminait sa cible, il abandonnait son café et s'y lançait : « salut, ça va ? », il abordait les touristes exactement comme il l'avait fait avec moi à la porte de la Kasbah, « vous venez d'où ? Vous êtes Français ? ». Il leur proposait de les guider à travers la Médina, de les amener à la destination souhaitée, de leur indiquer des magasins, des cafés et éventuellement de porter leur bagage : il était disponible pour tout type de service : transporter des bagages, faire des courses, trouver un taxi... Quand il obtenait leur confiance, il leur racontait son histoire de la façon qu'il considérait la plus attractive : il se présentait comme un jeune Sénégalais qui avait décidé de laisser sa famille et ses journées creuses en attendant un travail qui n'arrivait pas, pour prendre la route pour l'Europe. Il n'hésitait pas à relater les détails de son parcours si son public se montrait intéressé. Il expliquait que la vie des migrants subsahariens au Maroc était rude, sans travail, dans la précarité et les discriminations des Marocains. Il racontait son voyage et ses expériences, et dans son récit il se laissait emporter par son imagination, par un goût pour la dramatisation en mêlant réalité et fiction, expériences vécues et récits entendus : il décrivait les problèmes quotidiens des clandestins sans craindre de

dramatiser certaines situations, d'en nuancer d'autres, d'en effacer d'autres encore. S'ils avaient le temps il leur montrait sa petite chambre humide et sombre, à 30 dhr la nuit, dans une pension insalubre de la médina. Si ces touristes étaient aussi des étudiants ou des journalistes il leur proposait de préparer un reportage sur les migrants au Maroc. Il pouvait leur montrer *là où les Africains vivent* ou les *emmener en forêt*¹². Il racontait alors l'histoire de sa jeunesse dans un village à la périphérie de Dakar, du chômage, du moment où il a décidé de laisser sa famille pour aller « chercher sa vie ». Il racontait la traversée du désert, les souffrances, les refoulements en Algérie et la « galère » qu'il vivait au Maroc. Ainsi Karim était devenu un excellent médiateur entre le monde des migrants et celui des voyageurs européens : touristes animés par un esprit de solidarité, jeunes désireux d'aventure et d'exotisme, étudiants, chercheurs et journalistes. De cette activité d'abordage et d'accompagnement des touristes européens il avait fait une profession. Il était devenu un *faux guide* : concrètement il se présentait comme un guide sans autorisation ni licence et accompagnait les touristes à travers la médina. D'autres résidents de la Médina, en majorité autochtones mais aussi migrants (très minoritaires), pratiquaient la même activité. Grâce à cette activité et à son attitude, Karim avait connu de nombreux étrangers de passage et/ou résidents pour des raisons professionnelles (ou autre) à Tanger. Il s'empressait de conserver ces relations qui devenaient pour lui des relations amicales mais aussi économiques car elles lui permettaient de recevoir des aides économiques et/ou des petites commissions. Profitant de son attachement à cette communauté d'expatriés européens, il s'était en partie éloigné des autres migrants de la Médina. Bien sûr, ces derniers restaient les individus qui lui étaient les plus proches et ses références les plus immédiates ; cependant, il préférait, dès qu'il en avait les moyens, vivre seul, à l'écart, dans une chambre de pension ou dans des logements alternatifs. Cela lui évitait les embrouilles avec ses compagnons pour des questions d'argent et pour la gestion de la vie en commun dans une situation de précarité économique et d'illégalité. Au bout de sa cinquième année à Tanger, dans des circonstances cocasses et qui mériteraient d'être décrites, il avait réussi à obtenir les clés d'un petit mais joli riad appartenant à un psychanalyste français (Pierre) âgé de 75 ans qui vivait dans la campagne bordelaise et qui voyageait deux ou trois fois par an au Maroc : il avait alors

¹²Dans le jargon des migrants subsahariens installés à Tanger le terme *forêt* désignait les campements informels installés par les migrants dans les forêts aux alentours des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla. Certains migrants résident dans ces campements pour des périodes variables en attendant le moment propice pour essayer de franchir illégalement la frontière espagnole.

acheté un riad en ruine dans la médina et avait entrepris de le rénover. Le riad se composait de quatre étages d'une vingtaine de mètres carrés chacun. Au rez-de-chaussée se trouvait la chambre, au premier étage la salle de bain, au troisième un petit salon marocain avec télé, au quatrième étage la cuisine et enfin une terrasse. La petite porte d'entrée en bois recouverte d'un vernis bleu s'était transformée rapidement en support pour les gribouillages des enfants qui jouaient dans les ruelles alentours : avec des craies rouges et jaunes ils avaient tracé des lignes, griffonné des figures et écrit des noms. Pierre passait une quarantaine de jours par an dans son riad. À l'été 2014, dans le but de l'aider et grâce à une relation amicale-érotique-sentimentale il avait permis à Karim d'occuper le riad. Ils avaient un accord : Karim devait s'occuper du riad, se charger de l'entretien et payer les factures et n'avait pas le droit d'héberger des amis sans l'autorisation de Pierre. Finalement, les factures n'étaient pas payées, le riad était entretenu seulement pendant les quelques jours où Pierre était présent et s'était transformé en une sorte de maison d'hôtes pour voyageurs européens et africains, en lieu de rencontre et en étape fixe des déambulations oisives des amis de Karim.

Karim se trouvait, en quelque sorte, entre deux mondes : celui des migrants subsahariens installés à Tanger et celui des expatriés européens. Il était capable de se projeter dans une dimension liminaire et de relier entre elles, deux expériences totalement différentes du monde, du voyage et des relations interpersonnelles. Pour ses qualités et pour ses connaissances du monde européen il se révélait une personne très accessible, capable de comprendre les motivations et les exigences de ces étrangers venus d'Europe. Pour ces raisons la communication entre nous avait été très facile : il était habitué à rencontrer des Européens et à leur raconter son histoire. Il disposait d'un récit de vie fort et bien rodé. La communication entre nous était facilitée par la connaissance qu'il avait du monde d'où je venais : il était passionné de hip-hop français et par certaines thématiques politiques traitées par ce style musical : la vie dans les banlieues, la violence et la discrimination. Tout cela contribuait aussi à nous rapprocher. Ainsi avec ses capacités relationnelles il a contribué à me rapprocher de manière progressive et compréhensible du monde des migrants, sans troubles excessifs, rejets ou paralysies communicationnelles. En même temps, cette accessibilité a révélé, au cours du temps, ses limites. Le fait que Karim modulait avec aisance (ou inventait) son discours afin d'intéresser et suggestionner ses amis européens, en s'adaptant à leurs intérêts et à leurs sensibilités m'énervait. Son discours me paraissait faux. Sur plusieurs aspects il l'était. Ses récits étaient souvent contradictoires. Dans plusieurs occasions, il avait abusé de ma confiance en me relatant des épisodes qui se sont révélés faux : il m'avait par exemple appelé en urgence en me

disant qu'il avait été arrêté par des policiers qui lui avaient pris son argent et qui l'avaient refoulé à la frontière algérienne : il avait marché jusqu'à Oujda et il avait besoin d'argent afin de rentrer à Tanger : il me demandait de lui envoyer 300 dirhams pour prendre un bus : inquiet pour son sort je me suis empressé de lui envoyer l'argent pour ensuite découvrir qu'il n'avait jamais été refoulé à la frontière algérienne et qu'il m'avait appelé depuis Tanger : il avait découvert qu'en simulant un refoulement il pouvait demander de l'aide et de l'argent à ses amis européens qui se seraient inquiétés pour son sort. Il s'agissait là d'une ruse qu'il a utilisée à plusieurs reprises pendant mon enquête et dont j'ai été à la fois « victime » et témoin. Je commençais alors à me méfier de lui ; je me suis progressivement aperçu que son discours était structuré pour stimuler mon attention : certains aspects de son expérience étaient totalement négligés dans les entretiens mais aussi dans les échanges informels car il les considérait inintéressants à mes yeux ; d'autres étaient totalement inventés, d'autres encore cachés. Dans ses récits il insistait sur le refoulement à la frontière algérienne, sur sa permanence (inventée) dans les campements informels de Gourougou¹³, sur les souffrances vécues dans son pays d'origine (et qui étaient amplifiées), sur les agressions racistes et violentes subies, etc. J'ai alors commencé à le considérer comme un manipulateur qui profitait de la confiance et de la solidarité de ses proches. Plus tard, une fois digérée la déception pour une relation amicale qui semblait se défaire, j'ai commencé à penser que ces décalages et ces ruptures pouvaient avoir une valeur importante pour la compréhension de l'expérience migratoire telle que Karim la vivait. En effet, ces décalages étaient des indicateurs de la façon dont Karim pensait pouvoir dire légitimement son parcours dans le cadre d'un récit public et face à un étranger européen (nous développerons cela dans la deuxième partie de ce travail). Alors si sur le plan personnel les ambiguïtés et les contradictions dans ses récits me dérangaient, sur le plan de l'analyse anthropologique elles étaient extrêmement révélatrices.

En dépit de tout cela (mais aussi grâce à cela) Karim m'a offert une première image du monde des migrants, une image partielle et singulière mais importante pour le début de mon enquête. Il m'a transmis un langage spécifique, m'a fait connaître ses amis, m'a

¹³Le mont Gourougou est le point le plus élevé du Cap des Trois Fourches sur la côte septentrionale du Maroc à proximité de la ville de Nador. À partir de l'année 2004 de nombreux migrants subsahariens en situation irrégulière se sont installés illégalement dans les forêts qui entourent la montagne. Ils ont organisé des campements informels. Ici ils s'organisent pour « attaquer » de manière massive la frontière espagnole de Melilla. De manière régulière des centaines de migrants se dirigent vers la barrière frontalière et essayent de l'escalader à l'aide d'échelles artisanales.

permis de le suivre et de l'observer : en définitive il m'a permis de me familiariser avec l'expérience migratoire des subsahariens à Tanger.

Chapitre II : Mise en situation (ou comment trouver sa place).

À partir de la première rencontre avec Karim et de l'inquiétude qui m'avait envahie en réalisant que je devais produire des réponses à ses questionnements sur ma présence à Tanger et à ses côtés, j'ai commencé à m'interroger sur un aspect décisif de l'enquête ethnographique : la nécessité d'assumer et de défendre une place dans un contexte relationnel. Pour réaliser le travail ethnographique je devais constamment justifier ma présence, trouver un positionnement stable et créer un rapport de confiance avec mes enquêtés ; pour ce faire, il fallait instaurer un échange concret et matériel qui nous permettait de nous rapprocher et de mieux comprendre chacun la position de l'autre ; le résultat de l'enquête dépendait de ce travail d'ajustement réciproque ; je devais réaliser un travail de *mise en situation* qui me permettait d'harmoniser ma présence avec celle des enquêtés, trouver une place, me faire accepter et endosser un rôle reconnaissable.

Le rapport entre l'enquêteur et l'enquêté n'est pas un rapport neutre dans lequel les positions réciproques sont claires et figées : au contraire, il représente réciproquement deux altérités profondes qui se croisent et s'interrogent ; l'enquêté a rarement une idée claire des intentions du chercheur et du but de ses questions. Généralement il ne connaît pas le monde académique et ses logiques. Il s'interroge : *Qu'est-ce qu'une thèse de doctorat et qu'est-ce que l'anthropologie ? Qu'est-ce que cela signifie de faire des études en sciences sociales ? Qu'est-ce qu'il veut étudier ce chercheur ? Pourquoi il s'intéresse à nous ?*

Au début de l'enquête l'enquêteur est un inconnu, se trouvant hors contexte et qui entre dans un espace qui n'est pas le sien et qui essaye de se frayer un chemin dans l'intimité de ses enquêtés. Il pose des questions par rapport à leur passé, à leur famille, à leurs émotions, à leurs désirs et leurs projets. Il demande d'enregistrer, de filmer et de prendre des photos. Ainsi, à travers la relation d'enquête deux altérités font l'expérience l'une de l'autre, se rencontrent et s'examinent. Dans cette expérience de l'altérité l'enquêteur est plus préparé (mais il ne l'est pas complètement) que ses enquêtés : c'est lui qui recherche de manière programmatique cette expérience : c'est son travail d'enquête qui lui demande de le faire. Alors, avant de poser ses questions, il doit répondre à celles de ses enquêtés : pour pouvoir connaître il doit d'abord se faire connaître.

Le policier français

L'épisode suivant montre bien le choc des altérités tel que je l'ai décrit précédemment et les difficultés que les enquêtés éprouvent pour situer l'enquêteur ; en effet, la présence de ce dernier dans leur monde, dans leurs maisons, dans leurs cafés, dans leurs chambres, n'a rien de naturel.

Sékou, un musicien guinéen que je connaissais depuis un an, m'a appelé en me demandant de se rencontrer de manière urgente au Grand-Socco. Je lui ai proposé de se retrouver au Grand Socco 15 minutes plus tard. Vingt-cinq minutes plus tard il est arrivé au rendez-vous en marchant calmement et en portant un *boubou* bleu marine, un chapeau blanc style cow-boy et les dreadlocks laissés sur les épaules ; il marchait lentement en gardant à sa main droite le manche d'une guitare qu'il tenait appuyée sur son épaule. En sachant que dans mon appartement il y avait une chambre vide il voulait me demander si je cherchais un colocataire ; il m'explique que quelques jours auparavant il avait connu dans un café sur l'esplanade de l'ancien port un *policier français* qui voulait se loger à Tanger. J'étais surpris : effectivement dans l'ancien port on pouvait rencontrer des personnages excentriques et entendre des histoires étranges : cependant l'histoire du *policier français* qui cherchait un logement à Tanger en demandant à des gens rencontrés au port de l'aider me semblait particulièrement extravagante. Sékou n'avait pas su m'indiquer avec précision ce que ce *policier* venait faire à Tanger et la question m'intriguait. La seule chose dont Sékou était au courant c'était que *le policier* voulait « filmer » les migrants. J'ai dit à Sékou que je pouvais peut-être aider *le policier* et qu'on pouvait se rencontrer. Nous sommes descendus ensemble en direction du port et on s'est installé sur la terrasse d'un café. Sékou ne parlait pas beaucoup ; son français était modeste ; en revanche, il fumait beaucoup de haschisch et souvent il donne l'impression d'être absent, absorbé par ses pensées. Nous avons attendu : attendre était une activité qui occupait une bonne partie du temps de l'ethnographe. Sékou a passé des coups de fil pour vérifier la *position*¹⁴ du *policier*. Au bout d'une interminable demi-heure j'ai vu arriver un couple très hétérogène. À droit un Subsaharien grand et mince avec des dreadlocks, un bonnet style rasta avec des bandes vertes-jaunes-rouges, un pull Adidas bleu, un jean noir, et un djembé ; à gauche un garçon européen, petit de taille, d'environ mon âge portant des jeans délavés, un t-shirt, la barbe mal rasée, un bonnet de marin et une guitare. Ils s'approchent, sourient, saluent, s'installent. Je n'aurais jamais imaginé que ce garçon pouvait être un policier. Sa

¹⁴Le terme *position* était utilisé pour indiquer le lieu où ils se trouvaient à un moment donné.

façon de se présenter sortait décidément de l'image que j'ai des policiers, et même des policiers en vacance. Je me suis présenté à Antoine (le policier) et à Simon (le subsaharien). Antoine m'a demandé si je parlais français. Il m'a ensuite demandé qui je suis et qu'est-ce que je faisais à Tanger. Je lui ai expliqué que je préparais un doctorat en anthropologie à l'EHESS de Paris et que j'avais choisi d'étudier les sociabilités produites par les migrants subsahariens au Maroc. Antoine semblait surpris. Il m'expliqua qu'il était un étudiant en troisième année de licence. Il étudiait l'ethnologie à Strasbourg. Il se trouvait au Maroc pour connaître le pays et pour élaborer un projet de recherche pour son master. Il pensait rester un mois et il imaginait voyager vers le sud. Consternation. Le *policier* que je pensais rencontrer était donc un étudiant. Je me demandais comment Sékou avait pu penser qu'Antoine était policier alors qu'à mes yeux il n'avait rien d'un policier. Or Antoine, comme je l'ai vérifié plus tard, avait prévu de réaliser un reportage sur les migrants installés à Tanger. Il voulait les filmer dans leur quotidien et réaliser des entretiens. Le malentendu dérivait du fait que, dans un premier temps, Sékou ne comprenait pas pourquoi quelqu'un aurait trouvé de l'intérêt à filmer les migrants : s'il n'était pas un journaliste il ne pouvait être qu'un policier venu les *espionner* et peut-être les dénoncer. Sékou s'était concerté avec les Guinéens et les Libériens avec lesquels il partageait une maison dans la Kasbah et ils avaient décidé de ne *rien lui dire*, d'être discrets, de voir ce qu'ils pouvaient tirer de sa présence mais de rester méfiants. C'est seulement dans un deuxième temps que le malentendu a été réglé et qu'il s'est prêté, avec d'autres migrants, au tournage.

Cet épisode montre bien, à mon sens, que l'enquête de terrain, dans la mesure où elle amène le chercheur à s'inscrire dans un contexte étranger, produit des situations inusuelles et surprenantes. En effet, pour son caractère inhabituel, la relation d'enquête ne se réalise pas de manière naturelle et spontanée ; elle comporte des chocs et des questionnements réciproques. Les migrants essaient de conceptualiser la présence de cet étranger qui entre dans leurs maisons, dans leurs chambres, qui les côtoie, qui les invite à prendre des thés pour discuter et qui demande de les enregistrer ou de les filmer. Ils conceptualisent sa présence à partir du répertoire de connaissances dont ils disposent ; ils essaient de lui attribuer une place, une identité, une fonction, un rôle ; pour ces raisons un garçon voulant les filmer pour un reportage, pour un travail universitaire, peut apparaître, dans leur imaginaire, comme un policier aux fins douteuses. L'enquête est, à mon sens, strictement dépendante de ce double mystère que représentent l'enquêteur pour les migrants et les migrants pour l'enquêteur. La relation d'enquête se fonde sur un travail continu de rapprochement et de compréhension réciproques. Ce travail n'est pas linéaire ; il peut

s'arrêter, régresser, avancer plus ou moins rapidement ; il peut demander plusieurs rencontres ou peut se faire sur la base d'un regard, d'une passion commune ou d'une attitude partagée. La nature et la qualité des informations que le chercheur peut obtenir sont déterminées par le type d'interaction qu'il produit avec ses enquêtés. Mais pour que l'échange soit profitable le chercheur doit produire un contexte qui le favorise : il faut alors produire un sentiment réciproque de confiance. Dans le cadre de mon ethnographie et dans le but de créer cette proximité, il m'était indispensable de donner l'impression d'avoir une bonne maîtrise du monde que j'étudiais et d'y participer directement : je devais montrer mon implication dans un contexte relationnel d'interconnaissance par le biais d'un lien émotionnel, amical, professionnel et de dépendance. Je devais montrer que je partageais la même réalité que mes enquêtés, que nous étions liés et que je m'inscrivais dans ce monde que j'étudiais. Je définis ce travail de production d'un contexte d'échange le plus réciproque possible comme processus de *mise en situation*. *Se mettre en situation* signifiait donc créer, avec mes informateurs, un cadre relationnel fondé sur la confiance réciproque et à l'intérieur duquel chacun occupe une place reconnaissable.

Devenir une pièce du puzzle.

La pratique de l'enquête a montré que pour construire un rapport de confiance il était nécessaire de participer à une expérience commune et de devenir un acteur actif dans le vécu des personnes que je rencontrais. Cela ne veut pas dire que je devais faire semblant de vivre comme un migrant : une telle tentative se serait révélée grotesque et m'aurait transformé en une sorte d'imitateur par empathie. En revanche, je devais montrer que je connaissais en profondeur (mais d'un point de vue spécifique) l'expérience sociale des migrants à Tanger et que je connaissais leur langage et les catégories qu'ils utilisaient pour *dire* et *se dire*. En effet, l'expérience migratoire produit un jargon spécifique qui permet de désigner les situations qui la caractérisent ; les nuances utilisées par les migrants dans la façon d'appeler les choses et les situations étaient la couleur verbale de leur expérience. Partager le même langage était le signe d'un rapprochement entre moi et mes enquêtés : j'essayais alors de parler comme eux et ce faisant j'entrais dans la spécificité de leur monde, je le comprenais et je pouvais le communiquer comme eux : *frapper* signifiait essayer de franchir illégalement une frontière, le *400 kg* ou le *trésor* était un petit bateau gonflable, *ramé ramé* et *zodiac moteur* indiquaient deux façons de

voyager, *entré-payé* indiquait une modalité de paiement du voyage clandestin, la *Banque* était l'Europe, etc. En plus de parler un même jargon je devais prendre une place active dans les cercles relationnels dans lesquels je pénétrais ; je ne pouvais pas rester éloigné et passif ; au contraire, je devais être capable de fournir des réponses aux questionnements des migrants, proposer des solutions, régler des problèmes pratiques, être un appui pour obtenir des résultats concrets : ainsi par exemple je mettais à disposition ma connexion internet et mon ordinateur pour permettre à mes enquêtés de contacter quelqu'un à l'étranger et économiser 10 ou 20 dirhams nécessaires pour payer une connexion dans une téléboutique ; j'étais disponible pour récupérer, à la place d'un migrant sans-papiers, des virements faits à travers des agences de transfert à mon nom et avec mon numéro de passeport ; il m'est arrivé d'avancer de l'argent ou de dépanner quelqu'un en difficulté. J'ai fourni des médicaments, j'ai fait le médiateur dans des disputes, j'ai négocié avec les bailleurs pour obtenir une chambre ou pour retarder le paiement d'un loyer, j'ai produit des liens en fournissant des contacts, j'ai mis à disposition le canapé de mon salon pour dépanner quelqu'un qui n'avait pas un lieu ou passer la nuit et j'ai loué une chambre de mon appartement à un prix modeste à un ami sénégalais, etc. Je devenais donc une personne « ressource » qui entrait dans les stratégies des migrants. On me contactait pour avoir des informations, discuter, prendre un thé, dîner, me demander de l'aide etc. Dans une sorte d'échange informel j'obtenais par-là, la disponibilité de mes enquêtés à participer à des entretiens et/ou tout simplement à répondre à mes questions. À travers ces échanges je devenais une pièce dynamique dans un grand puzzle en constante évolution, dans lequel certaines pièces disparaissaient (des migrants qui ont quitté le Maroc ou dont j'ai perdu le contact) et de nouvelles pièces apparaissaient s'intégrant de manière inédite et transformant constamment le tableau. À travers ce long travail d'échange (plus ou moins symétrique) on arrivait, petit à petit, à construire une reconnaissance réciproque. Petit à petit ma présence était métabolisée et devenait claire aux yeux des migrants ; je devenais reconnaissable et accessible. J'étais un étranger européen mais mon degré d'altérité se réduisait : j'étais intégré dans plusieurs cercles de relations dans lesquels j'avais une place active. Ainsi à travers un long travail d'échanges et d'interactions j'ai essayé de construire du lien, prendre une place dans un contexte d'interconnaissance et justifier ma présence en tant qu'enquêteur, une présence qui n'allait pas de soi.

Faire partie d'une histoire commune. Le convoi de John et le voyage d'Oumar.

Après la rencontre avec Karim, une deuxième rencontre a marqué mon séjour et mon enquête. Au cours de mon troisième séjour à Tanger j'ai connu Oumar. On s'était rencontré le jour de mon arrivée. J'avais déposé mes affaires dans le studio que j'avais loué au centre-ville et je m'étais dirigé vers la Médina. J'avais rendez-vous avec Karim au Petit Socco, la petite place au cœur de la Médina. Arrivé sur place j'ai cherché Karim du regard : des personnes étaient installées sur les terrasses des cafés Tingis, Fuentes et Central, des passants descendaient vers la Mosquée ou l'ancien port, d'autres remontaient vers le centre-ville. Karim m'attendait à l'entrée d'un petit couloir sombre sur le flanc gauche de l'historique café Central. Le couloir contournait le café et débouchait sur une ruelle marchande qui conduisait à l'intérieur de la Médina. « Psitt » m'appelle Karim depuis la pénombre : « Salut mec, ça fait longtemps. Comment ça va ? Je suis avec un ami... » et il m'indique Oumar. Oumar portait une chemise militaire beige avec des manches courtes, des pantalons flottants beiges, des lunettes faux Ray Ban modèle aviateur et des dreadlocks encore courts coiffés dans un bonnet jamaïcain. Il était grand de taille et musclé ; il avait des tatouages aux marges imprécis et flétris tracés sur la main droite, l'avant-bras gauche et le bras droit. Je leur propose d'aller prendre un verre dans un café à quelques dizaines de mètres de là ; Karim commence à me raconter ses derniers mois à Tanger. Oumar se taisait et observait ; il était intimidant et taciturne ; il restait assis, replié sur lui-même, il observait, écoutait et surveillait son portable. Quand j'essayais de l'entraîner dans la conversation il répondait de manière évasive et sèche. Il m'avait dit qu'il était Guinéen et qu'il était au Maroc pour « entrer en Espagne ». Lentement, jour après jour, sa méfiance à mon égard s'est estompée et il a commencé à venir chez moi pour appeler sa mère, qui habitait à Saint-Denis, en Île de France, en utilisant mon ordinateur et ma connexion internet. En effet sa mère, après le divorce avec son père, s'était remariée avec un Guinéen ayant une double nationalité, française et guinéenne, et avait déménagé en France où elle avait eu trois enfants. Elle aidait régulièrement Oumar et avait financé l'ouverture de son magasin de vêtements à Conakry, sa ville natale. Elle s'était opposée farouchement à son départ pour le Maroc afin d'entrer illégalement en Europe. Oumar venait chez moi pour l'appeler et pour la convaincre de lui envoyer 100 euros mais à juger son ton et ses cris sa mère ne semblait pas apprécier ces appels. Elle ne voulait pas continuer à envoyer de l'argent à son fils pour un voyage qu'elle désapprouve. Petit à petit nous avons réussi à construire un rapport de confiance et de

proximité. On se rencontrait quotidiennement et on discutait beaucoup. Me rencontrer lui permettait d'abandonner pendant quelques moments le cercle des migrants dans lequel il était immergé depuis un an et demi ; il pouvait enfin communiquer avec quelqu'un qui se situait en dehors de sa quotidienneté faite de chambres humides et sombres, de repas collectifs à base de riz avec sardines ou avec sauce tomate-poulet-piment, des heures passées dans les cafés en regardant la télé dans une sorte d'hypnose anesthésiante ou en faisant des plans pour entrer en Europe. Nos échanges ne se limitaient pas à des interrogations sur son expérience de vie et sur sa trajectoire migratoire. Au contraire, on partageait la passion pour la musique et le sport. Nous avons rapidement construit une relation d'amitié. Au mois de décembre 2012 j'ai profité d'un voyage à Paris pour rencontrer sa mère. Elle m'avait demandé d'apporter à son fils une valise chargée de vêtements et une petite somme d'argent. J'ai accepté sans hésiter. Je n'en avais pas conscience mais je devenais ainsi une liaison entre Oumar et sa famille en France. Successivement elle a pensé à moi pour expédier des sommes d'argent à son fils ; en effet, en envoyant de l'argent sur mon compte bancaire elle évitait de dépenser de l'argent dans les commissions dues aux agences internationales de transfert monétaire. Je recevais donc de temps en temps de petites sommes d'argent que je transmettais à Oumar. Finalement en mars 2013, après de longues négociations, la mère d'Oumar lui a envoyé 2500 euros à travers un transfert monétaire fait à mon nom. Cette somme devait permettre à Oumar de payer un passage vers l'Espagne ou alors de rentrer en Guinée. Oumar excluait toute possibilité de faire « marche-arrière », et de rentrer à son pays. Il allait payer une bonne connexion ou alors il allait lui-même devenir un passeur. C'était sa dernière chance. Sa mère lui avait déjà envoyé auparavant de l'argent mais il l'avait perdu en payant un faux passeur. Cette fois-ci il allait être plus prudent. Il m'avait alors confié 2000 euros que je devais garder chez moi afin de réduire les possibilités de vol et il avait gardé pour lui 5000 dirhams (environ 450 euros). Le lendemain il avait acheté des vêtements et une bouteille de whisky qu'il avait consommée avec son colocataire Tangui. Quelques jours plus tard il m'a invité à dîner dans la nouvelle chambre qu'il avait louée dans la Médina. L'invitation était une occasion pour fêter l'arrivée de l'argent envoyé par sa mère. Au dîner nous étions quatre : moi, Oumar, son colocataire Tangui qui était originaire du Cameroun et un vieux monsieur guinéen qui avait vécu en Espagne et qui faisait son dernier effort pour y retourner. Pendant le repas je percevais une certaine tension entre Tangui et Oumar. Les portables sonnaient sans cesse. L'ambiance se faisait tendue. Après un échange rude avec Oumar, Tangui a quitté la chambre en me donnant rendez-vous pour un autre jour. Je me sentais fatigué : j'avais l'impression d'assister à un de ces

épisodes auxquels j'avais déjà pris part à plusieurs reprises : l'alcool contribuait à faire remonter les tensions assoupies qui explosaient dans des disputes pour des questions d'argent, de logement, etc. J'étais exténué et j'ai alors essayé de déguerpir. Je comptais partir avec *le vieux* (ainsi était connu le vieux monsieur guinéen parmi ses amis à Tanger) et faire une partie du chemin en direction de mon appartement avec lui. Soudain, d'un ton décidé, Oumar a demandé au *vieux* de partir et de nous laisser seuls car il avait des choses à me dire :

« Il y a un convoi qui va quitter Tanger ce soir. J'ai dit au gars que j'ai 800 euros. Mais je paye seulement si je rentre. Il m'a dit qu'il veut voir ma garantie. Il nous attend à Misnana maintenant. Je veux que tu viennes avec moi... tu parles avec lui... Tu lui dis que t'as 800 euros et que si je rentre tu les lui donne ».

Concrètement Oumar me disait que des passeurs avaient prévu de faire partir en direction des côtes de Tarifa un canot (*lancer un convoi*) avec une trentaine de personnes à bord. Il avait négocié sa place dans le *convoi* avec l'un des passeurs. Il avait demandé de payer avec la formule « *entrée-payé* » ; elle permet de ne pas payer en avance sa place et de payer uniquement si le convoi arrive à destination en évitant de perdre l'argent en cas d'échec. Cette formule comportait un doublement du prix. Selon les accords Oumar devait donc payer 800 euros au moment de son entrée en Espagne par le biais d'une troisième personne qui serait restée en ville et qui aurait garanti le paiement. Cette personne devait être acceptée préalablement par le passeur : dans le jargon des migrants elle est la « garantie ». Oumar me demandait donc d'être sa « garantie ». Il était convaincu qu'un « blanc » aurait été facilement accepté par le passeur. J'étais abasourdi : je ne m'attendais pas à une requête de ce genre. Hésitant j'atermoyais en posant des questions concernant les détails du voyage. Quoi faire ? Comment réagir ? Renoncer et rentrer chez moi signifiait décevoir une personne à laquelle j'étais attaché, que je considérais comme mon meilleur ami à Tanger, et qui, après avoir tenté plusieurs fois de traverser le détroit de Gibraltar, avait maintenant une nouvelle occasion. En outre, je commençais à me sentir bien introduit dans un réseau de relations et je ne voulais pas le rompre. Oumar était un élément de ce réseau. Il était parmi les anciens, il était charismatique et connu. Je craignais qu'en l'abandonnant je me serais exclu de ce cercle relationnel. D'un autre côté, accepter la requête d'Oumar signifiait m'impliquer dans une entreprise illégale : cela signifiait assumer un rôle actif dans un univers qui prend consistance dans un espace social où la légalité et l'illégalité demeurent connectées de manière ambiguë. J'étais

appelé à assumer des risques et des responsabilités. Et, en admettant que je pouvais assumer ces risques et ces responsabilités en tant qu'ami, pouvais-je faire de même en tant que chercheur ? Pouvais-je assumer un tel acte à la fois sur le plan personnel et sur le plan professionnel ? Avais-je la capacité de distinguer ces deux dimensions qui liaient ma vie à celle d'Oumar ? Avais-je le droit d'opérer un tel partage ? Était-il nécessaire ? Ces interrogations se sont présentées en l'espace de quelques secondes, entremêlées dans une confusion indistincte qui se manifestait dans mon embarras et dans mon hésitation. En le blâmant amicalement je lui dis que je suis disposé à l'accompagner dans le quartier de Misnana où il avait fixé le rendez-vous avec le passeur. J'étais angoissé et je ne cachais pas mon état d'esprit. On n'avait pas beaucoup de temps : le rendez-vous était fixé pour minuit et Misnana se trouvait à 15 minutes de taxi de la Médina. Nous sommes instantanément partis en direction de mon appartement ; je voulais déposer mes affaires les plus précieuses et récupérer mes documents. On s'est alors dépêché pour rejoindre l'arrêt des taxis collectifs dans le quartier d'Iberia. Il était presque minuit moins dix et heureusement un taxi collectif cherchait deux passagers pour partir en direction de Boukhalef, le quartier plus méridional de la ville. En sortant de la ville le quartier de Misnana est situé juste avant Boukhalef. Le taxi a parcouru rapidement les cinq kilomètres qui séparent le centre-ville de Misnana. Les rues étaient désertes : les boutiques et les cafés étaient fermés. On a demandé au chauffeur de s'arrêter au niveau d'un terrain, situé sur l'Avenue Moulay Rachid en face de l'Université de Droit. J'avais l'habitude de transiter par ce lieu pendant la journée quand les étudiants se rassemblent à la sortie de l'Université. En contraste, à cette heure de la nuit, en sortant du taxi, j'avais l'impression de me retrouver dans un endroit inhabité. À une vingtaine de mètres, sous un abribus, une personne stationnait en guettant le passage des rares voitures. Oumar s'est dirigé calmement vers elle : un homme de petite taille, les mains dans les poches du blouson et une casquette vissée sur le front pour cacher son visage, nous attendait dans une posture qui, quelques mois plus tard, me serait devenue familière. On s'est serré la main en signe de salut sans cependant se présenter. Oumar et John, ainsi s'appelait l'homme qui nous attendait, se sont éloignés de quelques mètres. Je pouvais cependant entendre l'échange ; du côté d'Oumar j'apercevais une forte excitation filtrée par l'appréhension et la peur ; du côté de John une certaine méfiance. Il semblait étudier la situation. Ils se connaissaient depuis l'arrivée d'Oumar à Tanger, environ un an et six mois auparavant. Je les observais, anxieux.

« Alors c'est comment ? »

« Uhm.. comme on avait dit.. »

« Ok, on a 800 euros. »

« Oui... »

« C'est bon alors ? Mais je paye seulement si je rentre... »

« On a déjà parlé... comment je fais pour récupérer l'argent ? »

Je suis intervenu pour proposer à John de rentrer au centre-ville avec lui et de prendre une bière dans un bar-discothèques en attendant de recevoir un appel d'Oumar une fois arrivé en Espagne. À ce moment-là, je pouvais lui donner l'argent. John m'a répondu qu'il avait des choses à organiser : il attendait d'autres voyageurs pour les conduire dans un appartement à Bouckhalef. Il n'avait pas le temps de venir en ville. Je sentais la tension me tarauder. J'étais emporté par les émotions et je repensais aux choix que j'avais fait en cherchant dans mes connaissances scientifiques des repères qui m'auraient permis de les rationaliser et justifier. Finalement après un moment d'hésitation, John en soufflant, un peu perplexe, me dit : « tu peux partir, on se voit demain ». J'étais soulagé, je pouvais partir : si le canot arrivait à destination, on se serait vu le lendemain. J'ai embrassé Oumar en lui donnant rendez-vous à Saint-Denis chez sa mère. Je me suis éloigné sans regarder en arrière. J'ai traversé l'avenue. J'ai arrêté le premier taxi qui roulait en direction du centre-ville. Je suis monté, j'ai demandé au chauffeur de m'amener à Médina. J'ai tourné le regard vers l'arrêt de bus. Il n'y avait plus personne. Mes jambes tremblaient.

À cause des mauvaises conditions de la mer le départ du convoi a été reporté au lendemain. Oumar a profité de la journée de samedi pour « *préparer son voyage* » : accompagné par Tangui il a acheté un gilet de sauvetage et une combinaison de plongée. En rentrant chez lui en fin d'après-midi, il m'a appelé pour me demander de conserver son argent jusqu'à son nouvel ordre.

Le *convoi* a quitté les côtes tangéroises dans la nuit de samedi à dimanche du 17 mars. 32 personnes avaient été embarqués : 28 adultes et 4 enfants : 22 hommes et 6 femmes. Comme il était prévu, après une poursuite de la part d'un navire de la Marine Royale (poursuite qui, d'après les informations que m'a relatées John plus tard, était seulement simulée, mais que, d'après Oumar, a été longue et dangereuse), le canot a été secouru par un navire de la Croix rouge espagnole qui l'a assisté et accompagné jusqu'au port de Tarifa. Les migrants à bord ont été placés dans le centre de détention de Tarifa. Oumar a été relâché 20 jours plus tard et assigné à une ONG basée à Valencia. Au début du mois de mai il avait rejoint sa mère à Saint-Denis.

Cet épisode a été déterminant pour la continuation de mon enquête car il a modifié ma

place sur le terrain en me permettant de m'installer définitivement dans un réseau relationnel : en effet, grâce d'une part à ma complicité avec Oumar et d'autre part à la proximité née ce jour-là avec John, le passeur, j'ai, aux yeux de nombreux migrants, une forte légitimité.

Comme je l'ai anticipé, jusqu'au dernier moment, Oumar avait gardé une grande discrétion sur son voyage. Il considérait plus sûr de ne pas en parler à ses compagnons. À la veille du départ seulement son colocataire apprit son projet. Une fois monté dans le bateau de secours de la croix rouge, avant que son portable soit confisqué par les forces de l'ordre espagnoles, il appela ses amis pour leur annoncer sa réussite. Rapidement la rumeur a commencé à circuler dans la ville : un *convoi* était rentré en Espagne avec 32 passagers à bord. Chacun se précipitait pour connaître les détails de l'opération, la composition du groupe des passagers et les noms des organisateurs. Tout le monde en parlait. Dès la matinée du dimanche j'ai reçu des appels de la part de personnes qui connaissaient Oumar et qui me demandaient une confirmation à propos de son « entrée » en Espagne.

Après le départ d'Oumar j'ai commencé à fréquenter John de manière constante. Il s'est révélé une personne très pragmatique et curieuse. Il ne parlait pas beaucoup mais il le faisait de manière pertinente et décidée. Il considérait que la proximité avec des Européens aurait pu favoriser d'une manière ou d'une autre sa réussite personnelle et, pour cette raison, il avait insisté pour me fréquenter. John était désormais parmi les migrants qui avaient vécu le plus longtemps à Tanger et grâce à la réussite de son convoi il était devenu une référence et une personne très respectée. Il jouissait d'une confiance rare de la part des autres migrants, dont certains lui avaient même avancé de l'argent pour se payer une place dans le prochain *convoi*. Il était Gambien et il était venu au Maroc dans l'espoir de pouvoir travailler et économiser assez d'argent pour construire une ferme en Gambie. Il avait travaillé dans le port de Casablanca mais cela ne rapportait pas assez. Il avait alors décidé de venir à Tanger pour faire du *business*.

Comme je l'ai souligné plus en haut, dans le contexte où je réalisais mon enquête, j'étais extrêmement visible à cause de mon exotisme singulier par rapport aux espaces que je fréquentais ; le fait d'avoir participé de manière active à la réussite de la traversée d'Oumar et mon amitié avec John me permettaient d'accéder définitivement à une histoire commune qui se cristallisait dans la mémoire collective des transmigrants installés à Tanger : ayant favorisé, bien que de manière indirecte, la traversée d'Oumar, je la cautionnais aux yeux des migrants qui constituaient son cercle de relations et par ce biais je devenais, d'une certaine façon, complice et solidaire. Mais j'en étais aussi, en

quelque sorte, artificier : je disposais alors aux yeux de certains migrants d'un savoir et de relations précieuses qui augmentaient à leurs yeux mon prestige. Cela ne veut pas dire que, par une métamorphose soudaine, je perdais mon caractère d'altérité et j'étais assimilée aux autres migrants. Au contraire, je devenais, avec toute mon altérité, un composant d'une socialité commune fondée sur l'expérience de la mobilité subalterne ; en d'autres termes je devenais un acteur jouant un rôle spécifique et non antagoniste, dans un scénario commun : j'étais définitivement entré dans une histoire collective et j'en avais marqué un épisode : l'entrée en Espagne d'Oumar : j'étais impliqué dans la traversée d'Oumar et témoin de la réussite du convoi de John.

Ainsi cet épisode m'a non seulement donné une forte légitimité dans ce contexte sociale mais m'a aussi fourni le capital symbolique et les connaissances qui m'ont facilité la construction d'autres nouvelles relations d'enquête et le développement de celles que j'avais déjà entamées. Depuis ce moment le processus *de mise en situation* que je devais développer dans mes relations avec les migrants se faisait de manière plus spontanée : justifier ma présence était de plus en plus facile ; je restais toujours un étranger mais mes connaissances, mes relations et mon implication réduisaient mon altérité ; les migrants commençaient de plus en plus à venir vers moi avec spontanéité ; ils me demandaient souvent de parler avec John pour les aider à trouver une place dans un prochain convoi ou alors de me porter garant du paiement de leur voyage. Au cours du temps, je devenais donc une pièce intégrée et active dans un puzzle de relation en continuelle transformation et qui renouvelais constamment une partie de ses pièces. J'étais une ressource qui pouvait entrer dans les projets de certains migrants. J'étais définitivement un acteur, avec des caractéristiques spécifiques et tout à fait singulières, dans cette expérience que vivaient individuellement et collectivement les migrants.

La rencontre comme unité primaire de l'expérience ethnographique.

Au cours des 16 mois passés au Maroc toute mon expérience ethnographique s'est fondée sur les relations que j'ai tissées avec les migrants. C'était seulement en m'engageant dans ces relations que je pouvais observer de près la réalité sociale que je voulais étudier. Certaines relations se sont révélées des échecs sur le plan professionnel et/ou personnel. D'autres au contraire, indépendamment du lien émotionnel, ont contribué à faire avancer ma recherche. D'autres encore se sont concrétisées dans des amitiés sincères.

Parfois, les chocs relationnels, comme ceux que j'ai vécus avec Karim, ont été

fondamentaux pour creuser un peu plus dans l'expérience de la vie des migrants ou pour me révéler que mes hypothèses de travail étaient totalement trompeuses. La pratique de l'enquête m'a amené donc à penser mon terrain comme une expérience dont l'unité de base sont les rencontres que j'ai réalisées. Certaines de ces rencontres sont volontaires et recherchées : j'élaborais par exemple des stratégies pour obtenir un numéro de téléphone, pour pouvoir rencontrer une personne face à face, pour pouvoir visiter un appartement dans la Médina ou à Boukhalef, etc. D'autres rencontres peuvent être dues au hasard et inattendues : certaines autres se sont faites, par exemple, par le biais d'un informateur qui me présentait un ami, ou alors en croisant un vendeur à la sauvette de pommades et de crèmes pour le corps, ou encore, comme dans le cas de Karim, tout simplement en flânant dans la rue. Or il est évident que même les rencontres les plus fortuites, étaient intimement orientées par ma volonté de produire une étude scientifique sur la circulation migratoire au Maroc. Finalement, si j'étais parti à Tanger et si j'y séjournais pendant plusieurs mois, c'était bien parce que je cherchais à faire des rencontres spécifiques : je cherchais à rencontrer des migrants, à les côtoyer et à étudier les sociabilités qu'ils produisaient. Or ces rencontres ne font pas elles-mêmes de l'anthropologie ; il ne suffit pas de vivre des rencontres et d'en faire le récit pour produire un savoir scientifique ; certes, ces rencontres constituent la matière brute de l'analyse anthropologique. Cependant, sans un travail d'objectivation elles restent des expériences personnelles ne pouvant prétendre à un statut de scientificité. Si ces rencontres assument une valeur anthropologique c'est parce que je les ai effectuées dans un cadre spatio-temporel et avec un objectif spécifiques : le cadre spatio-temporel de l'ethnographie et l'objectif de produire une analyse scientifique qui passe par un effort d'objectivation de l'expérience vécue.

Rencontres sur un terrain sensible. Problèmes méthodologiques.

Les rencontres que j'ai réalisées à Tanger se sont faites dans un contexte où la violence, la précarité et l'illégalité sont extrêmement présentes et conditionnent les relations entre tous les acteurs ; pour cette raison je considère mon terrain d'enquête comme un « terrain sensible ». La notion de *terrain sensible* a été avancée pendant deux journées d'étude qui ont eu lieu à l'EHESS-Paris¹⁵. L'objectif de ces journées d'études était de réfléchir à de

15 À la journée d'études ont participé les chercheurs J-P Dozon, Florence Bouillon, Virginie Tallio, Marion Fresia, Estelle d'Hallun, Didier Fassin, Jean Copans, Julie Baujard, Elie Goldschmidt et Michel Agier.

nouveaux outils épistémologiques favorisant l'analyse de contextes sociaux dominés par la marginalité, la violence, l'illégalité et la précarité. L'expression *terrains sensibles* fait référence généralement aux espaces (ghettos, centres de rétention, prisons etc.) et aux conditions sociales (sans papiers, réfugiés, populations déplacées, etc.) qui sont définis comme exceptionnels ou déviants par rapport à la règle socialement admise. Ces espaces sont souvent hantés par une forte violence matérielle et symbolique et les personnes qui les occupent vivent souvent dans la précarité économique et émotionnelle. S'inscrivant dans des contextes précaires, violents, illégaux ou fortement stigmatisés, le chercheur est amené à développer une réflexion sur le statut de sa discipline, sur le degré de sa participation et de son implication et sur ses méthodes d'analyse. Comme émergent déjà des épisodes que j'ai décrits, mon enquête s'est déroulée dans un contexte social qui peut être considéré comme *sensible* et qui m'a obligé à questionner ma position de chercheur et ma méthode d'analyse. En effet, depuis une vingtaine d'années de nombreux migrants venant de l'Afrique subsaharienne rejoignent le Maroc dans le but de réaliser leurs projets de vie : certains s'installent à Tanger, d'autres cherchent un moyen pour franchir la frontière espagnole. Une partie de ces migrants est entrée illégalement au Maroc. Une autre partie, entrée légalement, y réside en situation irrégulière. Dans les quartiers périphériques récemment bâtis les migrants subsahariens côtoient les migrants marocains venus des campagnes ou des grandes métropoles. De nouvelles problématiques sociales émergent ; les migrants subsahariens se confrontent à la population marocaine la plus démunie pour l'accès au travail et au logement ; la proximité spatiale, souvent dans des quartiers isolés et dépourvus de services, favorise de nouvelles confrontations qui peuvent déboucher sur la formation de nouveaux liens sociaux mais aussi sur des altercations et des accrochages violents : la presse et les ONG ont relaté de nombreux cas d'agression à l'arme blanche qui ont entraîné des blessés et des morts parmi les migrants subsahariens¹⁶. Les autorités locales et nationales essayent de prendre en charge ce nouveau phénomène. Cependant, comme je le montrerai plus tard, jusqu'au début du processus de régularisation en janvier 2014, la politique migratoire marocaine était centrée uniquement sur la répression. La conduite des forces de l'ordre a été durement critiquée par les ONG, et par les ambassades des pays dont les migrants sont issus : les dérapages et les violences

Cette journée a donné lieu au texte : *Terrains sensibles, expériences actuelles de l'anthropologie* sous la direction de Florence Bouillon, Marion Fresia et Virginie Tallio, Centre d'Etudes Africaines. E.H.E.S.S, 2005.

¹⁶Introduire les références : articles de presse etc. etc.

arbitraires commis par les forces de l'ordre font partie de l'expérience quotidienne des migrants et sont constamment rapportés par les médias et les rapports des ONG. Comme nous le verrons par la suite, la migration, réduite souvent à l'immigration clandestine en direction de l'Europe, fait l'objet d'une grande attention médiatique. Le discours humanitaire véhiculé par les Organisations Internationales oriente le débat en définissant des sujets prioritaires, en donnant une visibilité à des aspects spécifiques de la problématique migratoire, en amplifiant l'image de migrant comme victime et en construisant les marges et les codes du débat médiatique. En s'inscrivant dans cette démarche et en profitant de l'ampleur qui lui est donnée, des journalistes et des reporters relatent les périples accomplis par les migrants et témoignent des souffrances et des violences qu'ils subissent. La migration qui en résulte est souvent réduite à ses aspects les plus tragiques et le migrant, diminué, a le visage d'une victime démunie et de subalterne en souffrance. Dans une sorte de cercle vicieux, ce vocabulaire, ces images et ce type de discours deviennent des unités de signification que les migrants utilisent pour penser leur expérience et pour produire les discours qu'ils relatent aux microphones des journalistes, des travailleurs sociaux et des chercheurs. Or, dans un contexte comme celui que je viens de décrire, réaliser un travail ethnographique signifie analyser une population *stigmatisée* qui est dite publiquement par des entrepreneurs de cause et de morale (Becker, 1997) (ONG, Institutions politiques nationales et internationales, personnel médiatique, etc.) plus que de ce qu'elle peut se dire : il est donc nécessaire d'analyser la façon dont cette population *est dite* pour comprendre son discours.

Mais travailler sur un terrain sensible signifie aussi suivre ces individus au plus près dans leur quotidien, dans les logements surpeuplés et insalubres dans lesquels certains migrants habitent ou dans les quartiers délaissés des périphéries métropolitaines. Cela signifie aussi partager avec eux des repas, assister et, parfois, devenir la cible de petites ou grandes agressions, assister et s'exposer à des contrôles policiers, etc. Comme le montre mon expérience aux côtés d'Oumar, dans la mesure où il côtoie des migrants en situation irrégulière le chercheur est amené, mal gré bon gré, à assister ou à prendre part à des activités illégales : côtoyer les migrants en situation irrégulière amène le chercheur à opérer à l'intérieur d'une frontière subtile en marge ou au-delà des lois. Le caractère « sensible » de la réalité sociale que j'ai étudiée dépend donc de trois conditions : en premier lieu, il s'agit d'une recherche qui s'est déroulée dans un contexte où la violence est bien présente : il s'agit d'une violence physique et symbolique qui caractérise la trajectoire migratoire et qui est inscrite dans l'expérience du déracinement, de la répression policière, de la précarité économique de la marginalité, de la compétition avec

les autres migrants et de confrontations avec la population locale. En second lieu, la problématique migratoire étant fortement médiatisée et faisant l'objet de débats politiques, l'enquête ne doit pas porter que sur les discours produits par les migrants mais aussi sur les discours produits par les autres acteurs agissant sur le même terrain et qui décrivent et analysent l'expérience migratoire : Organisation Internationale, ONG et journalistes, etc. ; enfin cette expérience ethnographique est « sensible » dans la mesure où elle oblige le chercheur à évoluer sur une frontière ambiguë en marge de la loi et à élaborer un dispositif d'enquête le plus adapté possible à la réalité sociale qu'il examine : en effet, il doit développer une méthodologie d'enquête flexible aux contraintes que l'expérience ethnographique soulève et cohérente avec le processus de *mise en situation* qui est fondamental pour établir une relation de confiance avec les migrants.

Chapitre III : Epistémologie de l'expérience de terrain.

J'essaye maintenant de tirer les fils disséminés dans les chapitres précédents en explicitant les fondements épistémologiques sur lesquelles j'ai construit ce travail. En effet, dans les chapitres précédents j'ai soutenu que la *rencontre* avec mes enquêtés constitue l'unité de base de mon expérience ethnographique. Je tirerai ici les conséquences de cette affirmation en montrant à quel point le savoir anthropologique se fonde sur ces rencontres et sur les interactions qui en sont à la base. En effet, la rencontre ethnographique est d'abord et avant tout une interaction – dans le sens que Goffman (Goffman, 1974) donne à ce terme – et une relation personnelle dans laquelle le chercheur s'engage. Je considère cette interaction comme le fondement épistémologique de l'expérience d'enquête. C'est en effet à travers l'interaction avec d'autres individus et avec la réalité qui les entoure que les acteurs donnent du sens au monde intériorisant des schémas de compréhension et d'action et en les actualisant dans les flux constant des événements. Du point de vue du chercheur c'est à travers les interactions que les significations et les représentations du monde élaborées par ses enquêtes se donnent à voir, se concrétisent, prennent une forme solide avec leur logique, leur contradiction, leur force et leur faiblesse. À partir de ces quelques indications, il émerge, de manière implicite, que je m'inscris dans le courant de la sociologie compréhensive de matrice wébérienne (Weber, 2003 ; Williame, 1973 ; Colliot-Thélène, 2014) qui vise à saisir le sens, les significations et les représentations mobilisées par les acteurs et la façon dont ceux-ci leur permettent de se coordonner dans l'action. Or cette attention pour les représentations des acteurs se greffe ici sur la sociologie phénoménologique (Schutz, 2009 ; Schutz et introducteur, 2000 ; Williame, 1973), le constructivisme social (Berger et Luckmann, 1967) et l'interactionnisme symbolique de l'école de Chicago dans le sens où ces courants ont mis au centre de l'analyse l'interaction comme espace et moment privilégiés de la production, de la transformation et de la transmission des significations que les acteurs produisent sur le monde qui les entoure. En effet, les individus dans leur interaction acquièrent, mobilisent, évaluent, transforment et transmettent leurs schémas interprétatifs de la réalité, leurs représentations et leurs codes de compréhension et d'action. Dans une perspective phénoménologique, constructiviste et interactionniste le savoir sur le monde (qu'il s'agisse du savoir profane ou du savoir savant – scientifique –) se produit donc par l'échange et la confrontation avec d'autres individus dans des relations interdépendantes – dans le sens qu'Elias (Heinich 2002 ; Elias, Chartier, et Hulin, 1993 ; Elias, 1998) donne à ce terme –. En effet, dans une posture phénoménologique et constructiviste, je considère, en suivant Maffesoli

(Maffesoli, 1997), que le sujet social est fondamentalement inachevé et qu'il se développe de manière perpétuelle à travers la relation avec le monde social et avec d'autres sujets et d'autres subjectivités. J'interprète le monde social donc comme un espace intersubjectif, pratique et pragmatique dans lequel tout individu est immergé en contribuant par son action à le transformer. Le chercheur ne fait pas exception : comme tout individu il est immergé dans un espace intersubjectif et sa connaissance de la réalité et le savoir qu'il produit dépendent entièrement de cette immersion.

Ici j'analyse les enjeux épistémologiques liés à l'immersion ou l'engagement (Elias, 1998 ; Heinich, 2002) du chercheur dans un espace intersubjectif et dans des relations personnelles profondes pendant son enquête : en effet, cette immersion et cet engagement ont des conséquences épistémologiques profondes sur le savoir scientifique proposé par le chercheur. Pour produire son savoir le chercheur doit s'engager tout entier dans des rencontres, des échanges et des interactions qui lui fournissent son matériel d'étude : c'est ce qui fait la spécificité de l'ethnographie par rapport à d'autres formes d'enquête scientifique : l'enquête ethnographique est au fond une relation personnelle et intime entre un chercheur et d'autres individus. Alfred Schutz en distinguant « l'attitude du scientifique » et l'« attitude naturelle » (Schutz et introducteur, 2000) souligne le fait que le chercheur, pour analyser la réalité qu'il observe, produit des *objets de pensée*, des objets d'étude qui lui permettent de produire un savoir scientifique. Or si dans les sciences dites « dures » et dans l'observation *in vitro* (Laplantine, 2010) existe une distance épistémologique entre le chercheur et son objet d'étude, dans les sciences sociales et dans l'ethnographie cette relation est plus problématique. En effet, l'anthropologue et l'ethnographe produisent eux aussi des objets de pensée afin de porter un regard scientifique mais leur objet de recherche, en dépit de tous les efforts d'objectivation, reste un *sujet* et toute leur relation avec leur objet revient à être une relation entre deux (ou plusieurs) sujets, une relation intersubjective (Dubet et Wierwiorka, 1995). Le chercheur évolue dans la relation avec ses enquêtés, il est immergé dans un contexte relationnel et engagé dans une infinité d'interactions qui sont l'objet de son savoir : en d'autres termes, le chercheur et le monde social qui l'entoure, et donc son prétendu objet de recherche, forment une totalité intégrée et intersubjective ; il observe *in vivo* (Laplantine, 2010) à travers une « immersion vitale » (Jimenez, 2011) dans un contexte relationnel qui est son *objet* de recherche : on ne retrouve pas donc dans l'ethnographie la même distance épistémologique qu'on retrouve entre le chimiste et la combustion qu'il observe *in vitro* dans son laboratoire ou entre l'astronome et les étoiles qu'il observe avec son télescope (Berger, Merllié, and Merllié-Young, 2014). L'ethnographe est impliqué tout entier avec

sa subjectivité dans son objet de recherche et ne peut pas renoncer à cet engagement intime et personnel qui constitue la condition première de la production de son savoir.

Je conçois donc la relation ethnographique comme une relation entre des producteurs de sens, des sujets situés au même degré épistémologique et dans une interdépendance réciproque. Le travail du chercheur est pensé ici comme un travail subjectif d'interprétation du sens que les acteurs (ses enquêtés) produisent dans leur interaction avec le monde (et avec le chercheur lui-même). Alors le problème qui se pose est de savoir comment l'anthropologue peut produire un savoir scientifique à partir de son regard subjectif et de son engagement personnel dans des expériences humaines et des interactions. Bien que l'engagement soit la condition essentielle de la production de son savoir le chercheur doit ensuite se désengager, s'éloigner et prendre de la distance par rapport à l'expérience vécue : il s'agit ici d'un éloignement qui n'est pas uniquement géographique et émotionnel mais qui est aussi et surtout épistémologique : le chercheur doit prendre de la distance par rapport à sa propre subjectivité. Il doit porter alors un regard introspectif et réflexif sur ses propres catégories analytiques et morales et rendre compte de ses choix théoriques, épistémologiques et méthodologiques. C'est à partir d'un regard réflexif sur soi-même que le chercheur peut mettre à distance les relations qui composent son terrain de recherche et ce faisant les objectiver dans un *objet de pensée*.

Anthropologie comme expérience de communication, d'écoute et de proximité.

« La spécificité de l'anthropologie n'est liée ni à la nature des sociétés étudiées [...] ni à des « objets » particuliers [...] ni aux théories utilisées [...] mais à un projet : « l'étude de l'homme tout entier, c'est-à-dire dans toutes les sociétés, sous toutes les latitudes, dans tous ses états et à toutes les époques. Or ce projet – l'étude la plus scientifique possible de la pluralité des cultures – est inséparable d'une méthode : non plus une réflexion abstraite et spéculative sur l'homme en général, mais l'observation directe de comportements sociaux particuliers à partir d'une relation humaine, la familiarité avec des groupes que l'on cherche à connaître en partageant leur existence » (Laplantine 2010, p. 9)

Dans la préface de *Terrains Sensibles* Michel Dozon écrit que l'objectif de

l'anthropologue est celui de « comprendre et de construire des mondes sociaux au plus près des situations, des pratiques, des sujets et des contextes d'énonciation » (Dozon, 2005). Le chercheur produit son analyse en essayant de se placer au plus près des enquêtés, d'entrer dans leur quotidien et de construire, sur une longue période, des relations de confiance. Pour utiliser les mots de Laplantine, le chercheur doit construire *une relation humaine* et de *familiarité* avec ses enquêtés. Pour ce faire, il s'engage dans le *processus de mise en situation* que j'ai présenté plus en haut ; il doit justifier sa place aux yeux des enquêtés, expliquer son travail et gagner une position cohérente dans un espace relationnel.

Ce processus, comme le montre le cas de Karim, ne se fait pas sans troubles ; il n'est pas linéaire et est caractérisé par des ambiguïtés, des manipulations, des incompréhensions, des reculs, etc. Le travail de « construction des mondes sociaux au plus près des situations, des sujets et des contextes » se fait en essayant d'instaurer un dialogue et une communication le plus possible réciproque avec les enquêtés. Cette *communication* est un pilier de l'expérience ethnographique et anthropologique. Or elle n'est pas facile ni spontanée : enquêteur et enquêté représentent en effet deux altérités qui doivent trouver un langage commun. Dans le cadre de mon enquête l'altérité entre moi et mes enquêtés était profonde : des frontières culturelles, linguistiques et sociales nous séparaient : on conceptualisait le monde et les relations entre les individus sur la base de modes de vie, de références socioculturelles, de croyances et d'expériences tout à fait différents ; les habitudes de certains migrants pouvaient me paraître parfois drôles, incompréhensibles, extravagantes, parfois tout à fait illogiques ou inacceptables. Il en était de même en ce qui me concerne : mes habitudes pouvaient les faire rire ou les étonner. Je n'avais jamais été en Afrique subsaharienne et une grande majorité d'entre eux n'avait jamais été en Europe. Le Sénégal, la Guinée Conakry, le Cameroun, etc. m'étaient tout aussi étrangers que pouvait l'être pour eux l'Italie ou l'Espagne. Sur ces bases, créer une communication avec les enquêtés demandait un long travail de négociation, justification, échange et connaissance réciproque. Au-delà des différences culturelles, sociales et économiques, certaines expériences pouvaient nous rapprocher et devenaient les leviers sur lesquels je m'appuyais pour cheviller nos relations ; en effet, si on arrivait à communiquer, par exemple, c'était parce qu'on partageait une ou plusieurs langues : la grande majorité des migrants avaient au moins une maîtrise minimale de l'anglais et/ou du français ; d'autres étaient de véritables polyglottes formés par leurs expériences migratoires dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale, du Maghreb, mais aussi en Europe. En outre, nous nous trouvions tous dans un pays étranger qui représentait une altérité forte ; le

monde arabe-marocain étant, pour sa culture, sa religion et sa langue, très différent du monde européen d'un côté et du monde de l'Afrique noire de l'autre ; en outre, comme beaucoup parmi eux, j'avais une expérience de mobilité assez solide (j'ai laissé l'Italie en 2009 pour déménager à Paris). Dans nos échanges concernant notre expérience d'étrangers, notre installation dans un pays qui n'est pas le nôtre, nos rapports avec la famille ou les amis « restés derrière »¹⁷, je pouvais faire référence à mon vécu personnel, à mon expérience d'émigré. Cela favorisait la communication et me permettait de pouvoir me rapprocher d'eux plus facilement. Les expériences communes étaient des éléments qui nous permettaient de dépasser nos altérités et d'avancer petit à petit l'un vers l'autre. D'autres références pouvaient être mobilisées pour assurer nos relations : des goûts musicaux, la passion pour le foot ou d'autres sports, la maîtrise d'un langage spécifique de la migration, les récits sur la vie en France, etc. L'enquête ethnographique se configure ainsi comme un travail de *communication*, une quête de dialogue et de compréhension. Dans ce travail une dimension essentielle est celle de l'*écoute* : le chercheur se met à l'écoute de l'enquêté ; il l'enregistre et prend des notes. Cependant, l'écoute ne se limite pas uniquement aux personnes qu'on interroge mais aussi au monde qui nous entoure, à toute la réalité sociale qui compose le cadre de l'expérience étudiée. L'écoute n'est pas une posture passive : il ne suffit pas d'enregistrer et retransmettre les informations reçues : il faut les décoder et faire émerger les « non-dits » ; il faut comprendre la signification des paroles en relation avec le monde dans lequel elles sont énoncées. Le chercheur apprend, petit à petit, à travers l'interaction et l'écoute, à reconnaître le monde qui l'entoure et à le rendre familier : les mystères qui se cachaient derrière des gestes, des paroles, des postures commencent à se dévoiler.

Si l'enquêteur apprend à connaître ses enquêtés et le monde qui les entoure, ceux-ci, en le rencontrant, en répondant à ses questions, en l'interrogeant et en observant ses comportements et ses attitudes, apprennent, à leur tour, à le connaître. Ainsi, à travers ce travail de communication et d'écoute, en se dirigeant l'un vers l'autre, enquêteurs et enquêtés dépassent progressivement les altérités qu'ils représentent et produisent de la sorte un espace liminaire d'échange et de dialogue. Souvent, dans l'expérience ethnographique, des personnes capables de servir de médiateurs entre le chercheur et le monde social qu'il étudie et qui lui semble incompressible sont indispensables (Karim l'avait été pour moi). Or dans ce processus de communication et de rapprochement le

17 L'expression « restés derrière » était communément utilisée par les migrants pour désigner les proches (amis et familiaux) restés au pays et laissés au moment du départ.

chercheur et ses enquêtés n'arrivent presque jamais à dépasser les différences profondes qui les séparent. Ces différences ne sont pas inscrites dans leur nature ; il ne s'agit pas d'un déterminisme biologique : au contraire, elles sont le produit d'expériences historiques et sociales différentes qui produisent des catégories, des pratiques et des références permettant aux individus d'interpréter le monde et d'agir dans le flux des événements du quotidien. Concrètement, je me projetais dans le monde en tant que jeune étudiant italien inscrit dans une École française. Mon passeport me permet de voyager dans presque tous les pays du monde. Mes enquêtés venaient principalement de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale, ils étaient commerçants, étudiants, paysans, chômeurs. Certains étaient illettrés, d'autres avaient un très bon niveau de formation. Nombre d'entre eux se trouvaient en situation d'illégalité. D'autres jouissaient d'un statut juridique qui garantissait leur séjour et protégeait leurs droits. Leur possibilité de circulation était généralement très faible pour des raisons administratives et économiques. En outre, je me trouvais à Tanger pour réaliser une enquête ethnographique : eux, ils y étaient pour franchir la frontière européenne, pour réaliser des commerces, pour travailler dans des centres d'appel, pour réaliser des études, etc. Je les côtoyais parce que cela me permettait d'avancer dans mon travail et de réaliser ma thèse de doctorat. Eux cherchaient en moi un ami influent, une aide, une manière de se faire de l'argent, parfois une réelle amitié. Mon expérience au Maroc se définissait premièrement comme un séjour d'enquête, un séjour bien défini dans le temps, avec des échéances, des objectifs, des tâches, une arrivée et un départ définis préalablement.

Compte tenu de cette altérité qui est fondatrice de la relation ethnographique et de la définition de l'expérience ethnographique comme un ensemble de rencontres dans lesquelles enquêteur et enquêtés s'engagent, j'envisage la démarche anthropologique comme un processus de production intersubjective de formes liminales de communication (Rabinow, 1988) qui visent à produire des « relations humaines » de « familiarité » à partir desquelles l'enquêteur produit une analyse de la problématique sociale qu'il étudie.

Travail sur des interprétations et des représentations.

Les données que le chercheur rassemble pendant son enquête en s'immergeant dans des réseaux relationnels et en s'engageant dans des rencontres, se composent d'entretiens et de notes qu'il tire des échanges informels, des conversations et des observations qu'il réalise. Ainsi les données ethnographiques se distinguent des données des sciences dures

car ces dernières sont caractérisées par leur objectivité, à savoir leur caractère mesurable invariablement sur une échelle prédéterminée et quantifiable ; elles sont indépendantes de la subjectivité du chercheur et, une fois établis les paramètres de référence, peuvent être mesurées par n'importe quelle autre personne à n'importe quel moment. Les données de l'ethnographie sont de toute autre nature : en effet, le matériel que l'ethnographe analyse se compose des récits des migrants et de ses propres observations ; à travers leurs récits les migrants racontent leur histoire, expriment leur opinion par rapport à leur situation, peignent leur propre monde, bref, ils dressent leur propre représentation d'eux-mêmes et du monde qui les entoure. De la même façon dans ses carnets le chercheur note ses observations, les échanges qu'il a eus et les discours qu'il a écoutés et/ou entendus. Les récits des migrants et les notes du chercheur sont des interprétations particulières et subjectives du monde : elles sont produites par des individus qui se situent dans un temps et un espace précis ; elles ne peuvent pas être répétées ailleurs, dans un autre moment, dans un autre contexte relationnel ou par un autre chercheur. Ainsi, on peut dire que les données de l'ethnographe sont le produit d'une multiplicité de subjectivités qui se rencontrent, s'observent et se disent selon leurs propres catégories de pensée ; les enquêtés interprètent et racontent la réalité qui les entoure et agissent dans le monde selon leurs propres catégories, fondées historiquement dans leur vécu et dans leur expérience sociale. Le chercheur interprète à son tour les récits que lui relatent les enquêtés, les situations qu'il observe, les dialogues qu'il entend, les comportements, les postures et les gestes qu'il remarque. À la base de ses interprétations résident ses propres catégories analytiques ancrées dans une biographie singulière, dans une histoire collective, dans une tradition académique et dans son savoir professionnel. C'est à partir de ces interprétations que le chercheur construit sa représentation de la réalité qu'il observe. Ses données se composent donc d'une multitude de représentations singulières de la réalité produites à travers des interactions avec d'autres sujets et avec le monde : ces représentations sont historiquement et socialement situées ; elles constituent les éléments bruts sur lesquels travaille l'ethnographe et qui composent la base de son savoir. Ces représentations sont intimement liées à la nature des interactions produites par le chercheur avec ses enquêtés. En effet, c'est à travers leur interaction que le chercheur et ses informateurs opèrent un travail commun, intersubjectif, d'interprétation, de signification et de transformation de la réalité sociale qui les entoure et dans laquelle ils sont inclus. L'interaction ethnographique se configure comme cadre spatial et temporel de la production de sens, d'élaboration de représentation de la réalité et, en outre, du savoir du chercheur. L'interaction doit donc devenir par elle-même un objet d'analyse.

Rencontre comme interaction : une relation d'échange et de don et contre don.

Au cours de son travail ethnographique le chercheur s'engage dans des relations avec ses enquêtés en réalisant un travail de *mise en situation* qui lui permet de produire un contexte favorisant l'échange et le dialogue. Comme je l'ai déjà souligné l'ethnographie se développe comme un ensemble d'interactions entre l'enquêteur et ses enquêtés : toute interaction, comme l'a montré Goffman (Goffman, 1974, 1973a, 1973b), comprend des postures, des stratégies, des gestes, des évaluations, des engagements et des désengagements. L'analyse de l'interaction est donc décisive pour l'enquêteur afin de revoir, comme dans un miroir, la place qu'il pense avoir dans un contexte relationnel et la place que ses enquêtés lui attribuent. En fonction de ses objectifs le chercheur élabore donc des stratégies relationnelles qui lui permettent de se rapporter à ses enquêtés. En effet, il doit obtenir leur confiance afin de pouvoir les suivre dans leur quotidien : pour ce faire il choisira des formules de présentation de soi, assumera des attitudes comportementales et vestimentaires qui lui permettent de trouver sa place et s'harmoniser dans un contexte interactionnel ; en d'autres termes, il doit faire preuve d'un certain *mimétisme* lui permettant de s'accommoder dans les meilleures conditions possibles dans l'espace relationnel qu'il examine. Il entame ainsi ce processus de *mise en situation* afin de devenir une *pièce du puzzle* qu'il observe : pour se faire accepter par ses enquêtés, pour les côtoyer et pour avoir la possibilité d'obtenir leurs témoignages le chercheur doit pouvoir leur offrir quelque chose (Goldschmidt, 2002) ; la relation ethnographique se fonde sur la production d'un lien durable qui se base sur le développement d'un lien de confiance ; cette confiance est alimentée par la mise en place d'un échange réciproque : les enquêtés offrent leur témoignage et leur disponibilité à se faire suivre dans leur quotidien ; en échange, pour accéder aux enquêtés et à leur témoignage, l'enquêteur doit pouvoir offrir de manière implicite ou explicite un contre-don (Mauss, 2012) qui lui permet de développer une relation de réciprocité et par là un sentiment de confiance. La relation d'enquête se configure ainsi comme une relation d'échange entre l'enquêteur et ses enquêtés. Ces échanges peuvent être spontanés mais aussi beaucoup plus artificiels et élaborés ; ils peuvent être implicites et se réaliser sans « se dire », ou explicites, étant le produit d'une véritable négociation. Parfois, par exemple, en échange de la possibilité de

côtoyer mes enquêtés, de leur poser des questions et de les observer il m'avait suffi d'organiser un repas ou d'inviter quelqu'un pour un thé. Souvent, avec mon progressif enracinement sur le terrain, il était facile d'obtenir leur confiance en discutant et en mobilisant des éléments rhétoriques comme la connaissance d'un réseau de passeurs, d'un employeur, d'un marché ou d'un *business*. Ces arguments et la mobilisation du jargon spécifique de la mobilité me permettaient de montrer que je connaissais ce qui se passait en ville et que je pouvais ainsi devenir une personne ressource capable d'intégrer mes enquêtés dans un réseau relationnel, de leur apporter une aide et de leur permettre de construire des liens. D'autres fois par contre, pour construire un échange réciproque il a fallu assumer le rôle de médiateur avec des ONGs ou avec les bailleurs qui réclamaient leur loyer ; il a fallu accompagner les migrants à l'hôpital, leur offrir des médicaments, leur avancer de l'argent pour prendre le bus en direction de Tanger-Med ou pour partir à Casablanca et Rabat ; d'autres fois encore j'ai mis à disposition le canapé de mon appartement pour quelqu'un qui n'avait pas un endroit où passer la nuit, etc.

Des fois cet échange de don et contre-don peut être durable et complètement implicite et indirecte : avec Oumar la relation d'enquête s'est transformée en une relation amicale durable où chacun pouvait tirer avantage de manière totalement implicite et indirecte : pour sa part il utilisait mon ordinateur et ma connexion internet pour appeler sa mère en France, il a pu loger chez moi quand il a été viré de son appartement ou recevoir des virements de l'étranger grâce à mon passeport en les mettant à mon nom : pour ma part j'ai pu le suivre dans toutes ses activités, son business au port, ses relations avec des migrants-passeurs et j'ai eu accès à son cercle relationnel, ses compagnons de route, ses colocataires et ses amis.

D'autres fois, par contre, ces échanges de dons et contre-dons étaient plus ponctuels et explicites : Diallo, Mohammed, Karim et beaucoup d'autres demandaient, de manière directe ou indirecte, des contreparties pour répondre à mes questions, me mettre en contact avec telle ou telle personne : la contrepartie pouvait prendre la forme d'un repas offert, d'un cadeau (une veste, des chaussures, une couette) d'un service (négocier avec un bailleur ou des représentants d'une ONG) mais aussi (plus rarement) de petites sommes d'argent. Dans la majorité des cas ces contreparties étaient demandées sous la forme du don ou en mobilisant le registre amical et presque tout le temps de manière indirecte : « il marche bien ton casque ? » ou « tu sais, j'aurais besoin d'un téléphone » étaient des indices lancés et bien compréhensibles qui m'indiquaient que j'aurais pu offrir mon casque et/ou un téléphone en échange d'un service, d'une information ou d'un entretien. Les demandes d'argent se faisaient aussi, la plupart du temps, dans le registre amical : « nous

sommes amis, je t'ai aidé... tu peux me filer 100 dirhams pour compléter ma location ? ». Plus rarement ces échanges ont pris une forme directement marchande dans laquelle un service était précisément évalué en termes monétaires : « pour l'entretien il dit qu'il veut 100 dirhams c'est ce que lui a donné un journaliste français » m'avait dit Karim qui avait demandé de ma part à un ami camerounais s'il était disponible pour un entretien. Au contraire, bien que ces échanges (se réalisant dans un contexte de précarité économique) avaient une valeur économique pour mes enquêtés ils étaient, pour la grande majorité des cas, présentés sous la forme de la réciprocité, du don et contre-don, de l'aide et de l'échange amical. Ces échanges en effet se basaient sur l'effort de construire réciproquement une relation de confiance (vraie ou présumée, intéressée ou pas) et gagnaient à ne pas se penser, se mesurer et se dire en termes marchands. En effet, développer une relation de confiance était plus rentable dans les termes de l'échange que l'instauration d'une relation ponctuelle et marchande. En construisant une relation durable de confiance chacun (moi et l'enquêté) avait un grand accès à l'autre et pouvait mobiliser le lien construit à plusieurs reprises afin d'obtenir un service, une aide ou une information. D'autre part, la relation marchande et ponctuelle court le risque de ne pas survivre à elle-même, de ne pas laisser d'autres espaces pour un développement futur sous d'autres formes et à d'autres moments.

Imbrication du chercheur dans le contexte qu'il étudie : le paradoxe de l'imbrication et de l'éloignement.

Contrairement à ce qui se passe dans un laboratoire, dans l'enquête de terrain, le chercheur est partie intégrante de son champ de recherche : il n'observe pas une expérience d'un point de vue extérieur mais il est totalement immergé dans la réalité qu'il étudie ; son savoir est strictement dépendant de cette *imbrication* et en raison de cette imbrication, la réalité qu'il examine se trouve au même niveau épistémologique que lui. Par conséquent, dans la formulation de sa recherche, le chercheur ne peut pas prétendre à une perspective absolue, ni à un regard externe comme le ferait un chercheur qui observe la réaction d'un élément dans un laboratoire de chimie ; ce dernier peut considérer que son savoir est totalement détaché de l'objet qu'il étudie : il se place à l'extérieur, en dehors et au-delà de l'expérience qu'il est en train d'analyser. À ce type d'observation qu'on peut définir *in vitro* (Laplantine, 2010) s'oppose l'observation ethnographique qu'on peut définir *in vivo*.

L'ethnographe doit donc assumer cet engagement *in vivo* dans la matière même de son étude et en examiner les conséquences sur le plan épistémologique, de la méthode d'enquête et de l'analyse des données : le chercheur est complètement immergé dans son objet d'étude et son savoir est strictement dépendant de cette immersion. Cette *distance impossible* entre le chercheur et son objet de recherche est le fondement épistémologique de l'ethnographie. Cependant, pour produire un travail qui ne soit pas simplement une description subjective de son expérience, l'anthropologue doit faire un effort d'objectivation et prendre une certaine distance par rapport à son objet d'enquête. Il s'agit d'une opération délicate qui peut paraître paradoxale : d'un côté le savoir du chercheur se fonde sur une analyse « au plus près de la réalité sociale » à travers un engagement quotidien dans un réseau relationnel ; de l'autre le chercheur a besoin de prendre une certaine distance par rapport à son expérience afin de l'objectiver. S'il est tout à fait facile de s'éloigner géographiquement de son terrain de recherche et s'il peut s'avérer facile de prendre un recul émotionnel par rapport aux relations produites sur le terrain, il reste difficile, et néanmoins indispensable, de prendre de la distance par rapport à ses propres catégories analytiques. En d'autres termes (et c'est le moment plus difficile de cette opération d'« engagement » et « distanciation » (Elias, Chartier, et Hulin 1993)) le chercheur doit analyser et expliciter de quelle façon ses catégories analytiques orientent l'enquête ethnographique, trient et organisent les données qui en sont tirées. Ce travail réflexif sur soi constitue le fondement de l'objectivation sociologique de l'expérience de terrain. Pour analyser l'expérience vécue sur son terrain, le chercheur doit donc se transformer en objet de sa propre analyse ; comme le dit Bourdieu (Bourdieu, 2004), il doit devenir l'objet de sa propre réflexivité. Pour ce faire il doit entreprendre un travail de déconstruction et de contextualisation de ses propres catégories analytiques, scientifiques, culturelles et morales, de ses choix et de ses engagements. Comme l'a souligné Mehedi Alioua (Alioua, 2013), au cours de ce processus d'objectivation, le chercheur doit « faire entrer tous ses engagements dans le cadre même de l'analyse » (Alioua, 2011 p. 98) : il doit réaliser une *anamnèse* de son intervention sur le terrain et doit se positionner par rapport à une tradition académique, à une posture de recherche et à un débat scientifique. Mais il sera aussi porté à réfléchir sur ses convictions morales, politiques et sur sa vision du monde et des relations humaines : il peut par exemple se demander si son positionnement politique ou militant a contribué à façonner son analyse ou alors de quelle manière sa condition sociale lui a permis de se rapporter à ses enquêtés. Ainsi, en portant un regard introspectif et réflexif sur lui-même, il déconstruit, expose et analyse ses propres catégories interprétatives ; d'autre part, par ce biais, il offre aux lecteurs une

genèse de sa *forma mentis* et explicite son positionnement sur son terrain, dans ses relations ethnographiques, dans les champs intellectuel, culturel et politique ; cette forme de réflexivité devient comme le dit Bourdieu (Bourdieu, 2004) un instrument de scientificité. Or ce travail réflexif ne signifie pas renoncer à ses catégories analytiques, au contraire cela signifie les reconnaître et les expliciter. Ce travail d'auto-analyse de ses propres catégories analytiques et morales et de conceptualisation de l'expérience vécue sur le terrain ne peut qu'être réducteur. Cependant il dévoile une force euristique qui permet au chercheur de mieux se connaître et sa façon d'analyser le monde et au lecteur de mieux connaître les conditions de production du savoir proposé par le premier.

Le fait de réaliser mon enquête au Maroc et d'être confronté à un monde social qui m'était totalement étranger a favorisé cette posture introspective. Je m'interrogeais constamment sur ma place, mon rôle et mes objectifs. Les petits traumatismes et chocs quotidiens devenaient une occasion de réflexion (Rabinow, 1988) ; pourquoi, par exemple, je me sentais si souvent si dépaysé et dépassé ? Pourquoi j'avais l'impression que les enquêtés me mentaient ou me manipulaient ? Les allers-retours entre le monde universitaire de Paris et le monde des migrants tangérois étaient des moments charnières qui me révélaient que petit à petit, à travers ces petits chocs, j'intériorisais des codes culturels différents qui s'appliquaient dans un contexte spécifique et qui n'étaient pas transposables dans un autre. En l'espace de deux-heures et demi de vol (le temps qui sépare le départ de Paris de l'arrivée à Tanger) je laissais une sociabilité fondée presque totalement sur des relations avec des chercheurs et des étudiants dont les codes de vie et de travail m'étaient familiaux et je retrouvais d'autres sociabilités (celles des migrants) fondées sur des pratiques sociales, des visions du monde et des relations humaines très différentes et auxquelles j'étais étranger. Pendant mes séjours à Tanger j'étais totalement immergé dans mon travail et mon cercle relationnel se composait en grande partie de migrants originaires de l'Afrique subsaharienne. En effet, pendant mon séjour j'ai construit ma vie autour de l'enquête ethnographique au point qu'au cours de ma dernière enquête de terrain j'ai partagé mon appartement avec deux jeunes hommes sénégalais qui étaient aussi pour moi deux enquêtés. J'assistais au quotidien à leurs efforts pour trouver un travail, économiser et planifier leur futur. En utilisant la formule de Mercedes Jimenez (Jimenez, 2011), j'étais plongé dans une « immersion vitale » (Jimenez, 2011, p.29) dans le monde des migrants. Rentrer à Paris signifiait en sortir et s'immerger dans un autre monde social, celui de l'université, de la bibliothèque, des séminaires et des ateliers des doctorants. Ce décalage a favorisé, à mon sens, le travail d'objectivation réflexive et d'auto-analyse en me l'imposant à chaque fois que je changeais de milieu social, en faisant des allers-retours

entre Paris et Tanger. Ces allers-retours concrétisaient spatialement une dialectique de l'*engagement* (Alioua, 2011) et de *distanciation* (Elias, Chartier, et Hulin, 1993) qui permet la réalisation de mon travail et que je considère comme le processus essentiel dans la production du savoir anthropologique. En définitive, pour réaliser mon travail, je devais d'abord plonger dans un nouveau monde social avec ses codes particuliers, m'imprégner avec toute ma subjectivité, construire des relations personnelles, pénétrer le plus possible en profondeur et ensuite prendre de la distance avec Tanger, avec les migrants mais aussi avec mes choix et mes catégories analytiques : je devais remettre en perspective mon vécu en m'éloignant de l'expérience réalisée sur le terrain, en changeant mon positionnement et ma focale, en prenant le microscope avec lequel j'avais observé les sociabilités de mes enquêtés et en le tournant vers moi-même.

Dispositif d'enquête.

Compte tenu de ma manière de concevoir la question de l'engagement du chercheur dans son terrain et dans les relations avec ses enquêtés j'expliciterais ici le dispositif d'enquête que j'ai progressivement mis en place.

Mon enquête se fonde sur l'engagement personnel dans une multiplicité de relations : l'objectif étant de pénétrer le plus possible dans des contextes relationnels et dans le quotidien de mes enquêtés, il était essentiel pour moi de construire un lien de confiance durable et consacrer beaucoup de temps au processus de *mise en situation* et à la création d'un lien personnel et intime avec mes enquêtés. Cet engagement m'a permis de créer des liens de confiance et de réaliser des observations « au plus près » de mes enquêtés. À partir de ces liens denses, de ces relations durables et de ces observations, j'ai réalisé une soixantaine d'entretiens enregistrés. Les entretiens ont été réalisés après avoir échangé à plusieurs reprises et avoir accompagné chacun de mes enquêtés dans leur quotidien pendant plusieurs jours : ce faisant, j'essayais de confronter les pratiques avec les récits relatés et de connecter chacun de mes enquêtés à un contexte relationnel précis. En d'autres termes, tous les entretiens ont été réalisés après avoir eu une connaissance plus ou moins approfondie des personnes interrogées. Les entretiens enregistrés ont toujours été précédés d'entretiens informels. En outre, j'ai réalisé des centaines d'entretiens informels en rencontrant quotidiennement l'un ou l'autre (ou plusieurs en même temps) de mes enquêtés. Je fréquentais aussi des endroits de rencontre des migrants subsahariens : le *café des clochards*, le *café américain*, la *place des Africains* étaient certains de ces endroits stratégiques : cela me permettait de me rendre visible et reconnaissable, de faire de nouvelles rencontres, d'observer les nouveaux arrivants, de rencontrer des enquêtés que je connaissais bien et d'autres que je connaissais moins bien. Ces espaces étaient aussi des lieux où les migrants se rencontraient, se connaissaient, échangeaient, faisaient des plans, se disputaient... M'y trouver me permettait d'assister à ces moments d'échange et de confrontations où des opinions différentes sont considérées, évaluées, acceptées, modifiées ou refusées : cela me permettait de m'apercevoir à quel point chaque trajectoire personnelle était différente et comment l'expérience migratoire est fondamentalement une expérience subjective dans laquelle des biographies singulières et parfois profondément différentes se rencontrent et s'associent pendant quelques heures, jours ou mois. J'étais particulièrement intéressé par ces moments de confrontation entre les migrants : j'ai, pour cela, participé à des repas collectifs dans les chambres de mes enquêtés, à des fêtes et des soirées arrosées, à des rencontres dans des cafés pour regarder ensemble des matchs de

foot : cela me permettait d'assister à l'expression et à la construction par la confrontation et l'échange avec d'autres migrants des représentations subjectives de l'expérience migratoire : ces confrontations me permettaient de saisir la complexité et la multiplicité des parcours migratoires, des représentations, des histoires subjectives : en effet, par exemple (et je citerai un entretien plus loin) deux personnes se connaissant depuis plusieurs mois, partageant la même chambre et les mêmes conditions matérielles avaient, au moment de l'entretien et en raison des leurs histoires personnelles et de la signification qu'elles donnaient à leur voyage, des opinions sur leur trajectoire, leur parcours, leur futur et leur place extrêmement différentes, voire contradictoires. Au cours de ces rencontres j'ai souvent réalisé des enregistrements informels et je notais des observations dans l'application « notes » de mon Smartphone.

Avec neuf migrants j'ai réalisé deux (ou plus) entretiens tout au long de mon enquête de terrain : ces entretiens permettent de comparer les récits d'une même personne à des moments divers et montrent bien à quel point le projet migratoire se construit, se défait et se reformule en cours de route en fonction des contraintes et des opportunités.

J'ai en outre pris des photos et des vidéos (notamment des espaces occupés par les migrants, leurs chambres et leurs affaires) que j'ai utilisées comme supports pour les descriptions ethnographiques. Ces dernières sont nombreuses dans ce travail et me permettent de fournir des éléments concrets sur lesquels appuyer mon analyse mais aussi de permettre aux lecteurs d'entrer dans les couleurs, les odeurs, les sensations et la densité du vécu.

J'ai soutenu, en outre, l'idée de l'importance de l'implication de l'ethnographe dans les relations qui composent son terrain et de la coproduction du savoir du chercheur dans l'échange intersubjectif avec ses enquêtés : j'ai assumé l'idée de mon implication sur le terrain et du fait que par ma présence je modifie le contexte relationnel : j'ai alors construit de manière délibérée des situations ethnographiques en faisant rencontrer entre eux certains de mes enquêtés, en facilitant des relations et en observant et en notant ou enregistrant les échanges.

J'ai aussi eu accès à deux journaux intimes de deux de mes enquêtés que j'ai suivis sur une longue durée et avec qui j'ai aussi réalisé des entretiens enregistrés (en plus des nombreux entretiens informels). Ces journaux, se présentant comme un moment de rédaction réflexive et posée, permettent de confronter le récit de soi fait dans le cadre de l'entretien, orienté et stimulé par mes questions et le récit privé réalisé par les migrants selon leurs propres lignes narratives et réflexives.

Enfin, j'ai visionné ou écouté des reportages audio-visuels et des films dans lesquels

apparaissaient certains de mes enquêtés qui se mettaient parfois en scène en se racontant dans le registre réaliste ou jouant un rôle (notamment celui de l'*harraga*, du sans-papiers qui veut entrer en Europe) que le réalisateur leur avait demandé et qui était présenté comme étant conforme ou proche de la réalité vécue par l'acteur. Confronter les récits de mes enquêtés dans des contextes d'énonciations et de présentations de soi différents et structurés selon les contraintes et les spécificités de chaque reportage, documentaire ou film était particulièrement révélateur : en effet, cela permet de faire émerger des contradictions, des ruptures mais aussi des régularités dans les discours de mes enquêtés selon le cadre relationnel et matériel qui fonde l'élaboration et la performance et leurs récits.

Chapitre IV : le Maroc dans une nouvelle configuration migratoire : un cadre sociohistorique.

J'ai réalisé mon enquête de terrain à Tanger, la ville du détroit de Gibraltar, située sur la côte méditerranéenne du Maroc, à 18 kilomètres des côtes andalouses. Le Maroc et Tanger, pour des raisons diverses, se configurent comme des étapes décisives pour les nombreux migrants circulant sur des itinéraires interafricains et euro-africains qu'à travers leur mobilité contribuent à créer et réinventer.

Ce chapitre se compose de deux parties, l'une consacrée aux politiques migratoires du Maroc et l'autre ciblée sur Tanger et sa dynamique urbaine. Dans la première partie j'analyserai, dans une perspective diachronique, l'évolution de la politique migratoire au Maroc. Connaître le cadre législatif réglementant la circulation des étrangers sur le territoire marocain est, à mon sens, indispensable pour analyser la mobilité des transmigrants et pour comprendre les stratégies qu'ils mettent en place et les sociabilités qu'ils produisent. Je défendrai l'idée que, pour comprendre ce qui se passe au Maroc, il faut situer la politique migratoire marocaine dans un cadre géopolitique plus large dépassant les relations entre le Maroc et l'UE et comprenant les relations entre le Maroc et les autres pays africains. Compte tenu de cela, je considère nécessaire de dépasser une description tant réductionniste que répandue qui dessine le Maroc comme un pays *de transit* et plus encore comme le *gendarme de l'Union Européenne*.

Dans la deuxième partie je produirai une description ethnographique de Tanger : je montrerai que Tanger se configure comme un carrefour en expansion entre deux mers (Océan Atlantique et Mer Méditerranée) et deux continents (Afrique et Europe) et dans lequel, en s'imbriquant entre eux, se croisent différents types de circulations. J'essayerai de mettre en lumière la multiplicité de facteurs qui propulsent le développement économique et l'expansion urbaine et j'essayerai de montrer comment ils s'entrecroisent en produisant de nouvelles opportunités économiques et de nouveaux espaces urbains. C'est dans les grands espaces mais aussi dans les petites marges et les interstices produits par cette dynamique socio-économique et urbaine que les migrants s'installent et trouvent les ressources pour s'organiser, économiser, pour repenser et développer leur trajectoire migratoire.

Une politique migratoire controversée.

De nombreux commentateurs ont analysé les effets sociaux produits par les politiques migratoires mises en place par l'Union Européenne en partenariat avec les pays frontaliers. Plusieurs études ont été consacrées au cas marocain et au processus d'« externalisation des frontières » (Belguendouz, 2005 ; Valluy, 2007, 2008, 2009), c'est-à-dire le développement de la part de l'UE de politiques visant à l'intégration des pays frontaliers dans le contrôle de la circulation migratoire, par le biais de coopération policière, d'harmonisation juridique et de délégation dans l'examen des demandes d'asile.

De nombreux auteurs considèrent que ce processus se fait à partir d'une pression diplomatique et économique européenne sur un pays plus faible qui, en échange d'un gain économique majeur (l'intégration dans le marché unique), accepte d'articuler ses politiques migratoires en fonction des nécessités de l'UE (Cimade, 2017). D'après de nombreux auteurs, en appliquant une politique extrêmement répressive, le Maroc devient le « gendarme de l'Europe » (Belguendouz, 2003, 2004 ; Migreurop, 2007 ; Valluy, 2007a, 2007b ; Caloz-Tschopp, 2004) et transforme son corpus juridique (Perrin, 2008) en subordonnant à des intérêts économiques à la fois sa propre souveraineté et la garantie des droits de ses citoyens et des migrants circulant sur son territoire. Ici je souhaite montrer que le processus de construction de l'Union Européenne, les manœuvres d'homogénéisation des politiques des pays membres qui en découlent, ainsi que les tentatives de production d'une politique étrangère cohérente adressée aux pays tiers, ont entraîné l'organisation d'un nouvel ordre géopolitique dont les effets sur la mobilité des individus dans l'espace transnational se mesurent à l'échelle globale, tout comme aux échelles régionales et locales. En particulier la mise en place de l'espace Schengen a mené à la reconfiguration des mobilités transnationales européennes mais aussi, de manière plus indirecte, euro-africaines et africaines. En effet, dans les pays maghrébins se structure un vaste espace de circulation, caractérisé par des mobilités qui ne peuvent pas être réduites à la migration de transit vers l'Europe (Timera, 2009 ; Haas, 2007 ; Berriane et Haas, 2012 ; Alioua, 2011, 2013 ; Bensaâd, 2003, 2005, 2008, 2009 ; Escoffier, 2006). Sans vouloir nier le fait que les relations politiques entre le Maroc et l'UE se font à partir d'un déséquilibre de pouvoir diplomatique et économique, et sans dissimuler non plus le fait qu'au Maroc, la politique de gestion des flux migratoires a été organisée sur une posture sécuritaire et répressive qui se concrétise dans la violence avec laquelle la migration illégale est réprimée, je souhaite montrer que la problématique migratoire telle qu'elle se concrétise dans le Royaume est imbriquée dans un contexte global qui dépasse

largement le cadre des relations bilatérales entre les institutions marocaines et européennes. De ce fait, il est réducteur de penser le Maroc comme le gendarme de l'Europe. En effet, en plaçant le Maroc au centre de l'analyse, on s'aperçoit que non seulement le Maroc inscrit sa politique dans un contexte extrêmement large qui dépasse les accords avec l'UE, mais que le phénomène migratoire tel qu'il se configure de nos jours marque également, en profondeur, la société marocaine. En effet, ce pays qui était, au cours du 20^{ème} siècle, un pays d'émigration, commence, par un vaste ensemble de facteurs économiques, politiques et socio-historiques (la création d'une frontière externe commune aux pays de l'UE, l'harmonisation de leurs politiques migratoires, la crise et la stagnation économique qui les ont marqués et ont réduit leur attractivité, et parallèlement la croissance économique et la stabilité politique marocaines et la capacité du Maroc d'attirer des capitaux étrangers et de traverser les crises politiques qui ont secoué les pays nord-africains et du moyen Orient), à se configurer comme un pays à la fois d'émigration et d'immigration. En prenant en compte l'ensemble de ces facteurs on constate qu'il est réducteur de penser les politiques migratoires mises en place par le Maroc comme organisées uniquement à l'avantage de l'UE. Le Maroc développe au contraire ses politiques en fonction de ses propres projets et de ses propres intérêts diplomatiques et économiques. Pour ce faire, il doit aménager des relations diplomatiques les plus cohérentes possibles avec des partenaires aux intérêts contradictoires : d'un côté l'UE prône la formation d'une frontière matérielle et symbolique qui puisse marquer la séparation nette entre un dedans et un dehors, entre les pays de l'Union et les pays étrangers et, de l'autre, les intérêts des États africains qui visent à faciliter et à accroître la circulation des personnes et des biens. Je souhaite ici exposer brièvement le processus qui a entraîné la mise en place des politiques actuelles de gestion des mouvements migratoires au Maroc afin de comprendre quel est le cadre politique et institutionnel dans lequel se réalisent les mobilités que j'étudie. Pour ce faire, il est certes nécessaire d'expliquer le processus qui a poussé les pays de l'UE à organiser une politique commune et à y associer des pays tiers. Mais, afin d'avancer dans mon argumentation, je choisis de garder mon focus sur la manière dont ce processus a concerné plus spécifiquement le Maroc. À partir de là, je souhaite montrer la manière dont le Maroc a dû aménager ses politiques en tenant compte à la fois de ses propres intérêts, des pressions de l'UE, de son ancrage africain et de ses relations historiques avec de nombreux États africains.

Le Maroc face à la politique migratoire européenne.

La mise en place et l'élargissement progressif de l'espace Schengen ont amené à la réalisation d'une frontière extérieure commune pour l'ensemble des pays appartenant à l'espace communautaire, mais aussi à la mutualisation de la gestion des frontières avec les pays frontaliers. Le premier accord relatif aux questions migratoires concernant le Maroc remonte à 1992, lorsque le Royaume signa avec l'Espagne l'Accord de Malaga dans lequel il s'engageait formellement à réadmettre toute personne ayant transité par son territoire. Cet accord ne fut mis en œuvre qu'à deux reprises ; la première fois, treize ans plus tard, lors de la crise meurtrière de l'automne 2005 au cours de laquelle environ 13 migrants subsahariens furent tués (Migreurop, 2006, 2009) en essayant d'escalader les grillages à la frontière de Ceuta et de Melilla ; la seconde, en septembre 2012, lorsque près de 70 migrants subsahariens débarquèrent sur l'îlot espagnol de Pécil à quelques centaines de mètres des côtes marocaines.

Le premier pas dans une gestion commune de la frontière méditerranéenne a été fait en 1995 avec la Déclaration de Barcelone, dans laquelle l'UE a exprimé la nécessité d'organiser un partenariat euro-méditerranéen avec les pays nord-africains. Ce partenariat avait pour objectif la promotion dans la région méditerranéenne de la stabilité politique, de la croissance économique et de la lutte contre la migration illégale. Dans ce cadre, le Maroc est désigné comme l'un des pays prioritaires pour élaborer des plans d'action visant à maîtriser les flux migratoires. C'est pour cela que, dès 1998, l'UE et le Maroc ont ouvert officiellement des négociations en vue d'un accord de réadmission qui envisageait en contrepartie le déblocage de 70 millions d'euros pour des plans de développement. Il est cependant important de souligner que, jusqu'à présent, le Maroc n'a pas signé d'accord de réadmission avec la Commission européenne. En mars 1999, la Commission européenne a publié le règlement n. 557/99 qui généralise le système des visas. Du point de vue de la Commission Européenne cette procédure poursuit le double but d'uniformiser et d'organiser les politiques d'immigration et de contrôler les flux des personnes désirant séjourner sur le territoire commun. Ce règlement établit une liste de 101 pays dont les ressortissants sont obligés de détenir un visa pour entrer dans l'espace commun européen. C'est à partir de ce moment et plus précisément à l'occasion du Conseil de Tampere que sont mises en place les aides économiques destinées aux pays désignés comme « d'origine et de transit ». Ces aides sont envisagées comme le moyen permettant de négocier avec les pays tiers leur engagement dans la lutte contre la migration illégale et la signature

d'accords de rapatriement. Au début des années 2000 l'UE commence à développer des politiques *d'externalisation des frontières* : concrètement il s'agit d'entamer des négociations avec les pays tiers frontaliers afin de leur déléguer le traitement des demandes d'asile. Cela implique la délocalisation et l'implantation dans les pays frontaliers de centres d'accueil et de traitement des demandes d'asile, dans lesquels les migrants pourraient être renvoyés dès leur tentative de passage de la frontière européenne, afin que leur demande d'asile soit examinée. Ce projet prévoit nécessairement l'engagement du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) qui devrait assumer la tâche de gérer les zones de protection, d'accueil et de traitement qui se situeraient en Turquie, en Iran, au Kurdistan, en Somalie et au Maroc. En mars 2003, la Commission européenne a élaboré la « politique européenne de voisinage » (PEV). Il s'agit d'un tournant décisif dans la mesure où ce document prescrit les lignes à suivre en termes de coopération avec les pays frontaliers et en particulier avec les pays du Maghreb. Le projet élaboré par la Commission européenne prévoit, en échange de l'engagement de la part des pays du Maghreb dans la lutte contre l'immigration illégale, la mise en place d'un plan de financement pour la modernisation des systèmes policiers de contrôle des frontières et pour l'implantation de programmes de développement économique et social. Dans ce cadre ont été définies certaines priorités dont les pays partenaires doivent se faire garants en vue d'accéder aux programmes d'aide économique. Il s'agit de la mise en place d'une politique des visas, de la signature d'accords de réadmission et de l'adoption d'une série de mesures dont la finalité est de garantir un meilleur contrôle des frontières maritimes et/ou terrestres, telles que le renforcement de la capacité d'intervention des unités de surveillance des frontières, la sécurisation des documents de voyage ou encore l'échange d'informations sur les modalités de contrôle des frontières. Concrètement, comme l'a remarqué Delphine Perrin, la politique mise en œuvre par l'Union européenne pousse « les pays maghrébins à des aménagements opérationnels (contrôles policiers, arrestations, accueil d'officiers de liaison), juridiques (réformes législatives), administratifs (création d'organes chargés de la question migratoire, formation des agents) et politiques (participation aux forums et conférences sur le thème, engagements, discours répressifs) » (Perrin 2009, p. 24). De plus, la PEV permet de différencier le système de cogestion des frontières à travers des « plans d'action » concertés avec chacun des pays concernés afin de prescrire les actions à accomplir en fonction des priorités contingentes. En 2004, un an après la publication de la PEV, la Commission européenne, à travers le règlement n. 491/2004, lance le programme AENEAS qui prévoit un soutien économique pour la mise en place d'un dispositif policier de contrôle des flux migratoires et la fourniture

d'assistance technique en faveur des pays frontaliers dont, entre autres, des pays du Maghreb. La même année a été créée FRONTEX, l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures. Le rôle de FRONTEX est de coordonner la coopération entre les États de l'UE en matière de réglementation de l'immigration. Depuis 2006, FRONTEX s'est chargée de coordonner des patrouilles maritimes italiennes, grecques et maltaises pour le contrôle des eaux au large de la Libye, de la Tunisie et de l'Algérie. Elle appuie également l'activité de la police et des militaires espagnols pour la surveillance du détroit de Gibraltar et des routes qui relient les Îles Canaries aux côtes de la Mauritanie, du Sénégal et du Maroc.

Suite à la publication de la PEV, le Maroc a adopté en juin 2003 la loi 02-03 qui régle l'émigration et l'immigration irrégulières sur son territoire : l'entrée au Maroc des étrangers sans permis de séjour régulier est réprimée conformément à la réglementation française. Il est important de signaler l'introduction dans le corpus juridique marocain du délit d'« émigration clandestine » ou, en d'autres termes, de l'« infraction de sortie irrégulière ». D'après la loi 02-03, la sortie du territoire marocain « de façon clandestine » ou par des « moyens frauduleux » est punie par une amende allant de 3 000 à 10 000 dirhams et par une période d'emprisonnement qui peut varier de un à six mois. Cette loi s'applique à tous les citoyens marocains qui seront obligés de montrer une autorisation d'entrée dans un pays tiers pour pouvoir quitter le leur. Mais plus encore, l'interdiction de l'émigration clandestine ne concerne pas seulement les nationaux mais s'étend à tous les immigrés arrivés dans le Royaume.

À la suite de cette loi, en novembre 2004, la représentation au Maroc du HCR a été déménagée de Casablanca à Rabat et a été réactivée en entamant une politique visant à renforcer les capacités d'accueil du Maroc. Grâce aux financements de la Commission européenne, le HCR enrôle diverses ONG dans le but d'encourager à la fois des formations portant sur le droit d'asile mais aussi le développement du réseau associatif et des études sur la dynamique migratoire. L'année suivante, le Maroc a signé l'accord de siège de l'Organisation Internationale des Migrations (OIM), structure intergouvernementale destinée à gérer les flux migratoires en développant des politiques de retour volontaire des expatriés. Au cours de la période 2007-2010, le Maroc a reçu 654 millions d'euros de l'UE qui s'est en outre engagée à entamer la procédure qui devait amener le Royaume à passer, en 2008, du statut d'associé ordinaire de l'UE à celui d'« associé avancé », préambule à l'insertion progressive dans l'espace économique commun. Sur le plan de la surveillance policière des frontières, depuis la signature des accords de partenariat avec l'UE, le Maroc a accepté que l'action de la police et de la

marine royale se coordonne avec le Système intégré de vigilance externe (SIVE) lancé en 1999 par le gouvernement espagnol du président Aznar. Son but est de détecter et de neutraliser le trafic de drogue et le passage des migrants partis des côtes marocaines et algériennes en direction de l'Espagne. Concrètement, le SIVE est un dispositif électronique qui intègre radars, liaisons satellitaires, caméras thermiques et infrarouges, unités d'intervention rapide sur mer et par hélicoptères. Cet arsenal militaire permet de coordonner les unités de police dans le but de surveiller les eaux nationales espagnoles, et en particulier le Détroit de Gibraltar. Dès 2005, l'objectif du SIVE était de garantir le blocage total de la côte andalouse. Plus tard, ce système de surveillance a été élargi à la « protection » des deux enclaves de Ceuta et Melilla et de l'archipel des Canaries.

Suite à ces efforts, à l'occasion du 7^{ème} Conseil d'association UE-Maroc en octobre 2008, et bien que le Maroc n'ait pas signé d'accord de réadmission avec l'UE, cette dernière lui a reconnu un statut avancé tout en saluant les efforts accomplis pour faire face à l'immigration clandestine. Le Maroc donc, dans l'urgence de mettre en place une politique migratoire répondant aux nouveaux enjeux géopolitiques¹⁸, s'est aligné au début des années 2000 aux politiques sécuritaires européennes en traitant la mobilité humaine en termes de contrôle et de répression de la mobilité irrégulière.

Maroc et Afrique : Une nouvelle politique migratoire au Maroc et la régularisation des étrangers en situation irrégulière.

Si au début des années deux mille la politique migratoire était orientée par le registre sécuritaire on constate une évolution importante qui doit être soulignée. En effet, si la politique sécuritaire et de contrôle mise en place par l'UE a été renforcée par le dernier sommet Afrique-UE sur la migration tenu à Malte au mois de novembre 2015, en réponse entre autre aux crises syriennes et libyennes et aux mobilités qu'elles ont générées, le Maroc joue un rôle important sur la scène africaine en organisant une nouvelle politique africaine qui intègre les dimensions économiques, sociales, humanitaires, culturelles et

¹⁸Il est utile de souligner qu'avant la mise en place de la loi 02/03, le Maroc ne disposait pas d'aucune loi réglementant la mobilité de ses citoyens et des citoyens étrangers. Les seules loi existantes étaient des dahirs promulgués entre 1930 et 1940 et réglementant l'immigration « dans les zones françaises du Royaume Marocain ». Il s'agissait donc de lois concernant une entité politique qui n'existe plus depuis une moitié de siècle. Pour plus de précisions voir Madrisotti (Madrisotti, 2015, 2014)

migratoires. En effet, pour l'Etat marocain la politique migratoire devient un volet d'une plus large et cohérente politique africaine visant à donner au pays la place de référent en termes de développement économique, social et humain. Dans ce cadre, la nouvelle politique d'immigration envers les Subsahariens est un levier de dynamisation de la nouvelle politique africaine. À partir de 2013 cette nouvelle politique migratoire s'organise donc autour de trois volets principaux : l'asile, l'immigration et la lutte contre la traite. Elle s'est appuyée sur une campagne de régularisation exceptionnelle qui a débuté le premier janvier 2014 et a pris fin le 31 décembre de la même année. En effet, en réaction aux nombreux épisodes de violence subie par des migrants subsahariens et relatés par les médias et les organisations locales et internationales, en juillet 2013 le Conseil National des Droits de l'Homme publie une note de synthèse « *Etrangers et droits de l'homme au Maroc : pour une politique d'asile et d'émigration radicalement nouvelle* », qui recommande la mise en place d'un ensemble de mesures en faveur des migrants et notamment des Subsahariens pour l'amélioration de leurs conditions de vie et la lutte contre toute forme de discrimination à leur égard ; parmi ces mesures le CNDH réclame la « reconnaissance du statut de réfugié, la délivrance de titres de séjours et le principe du non-refoulement arbitraire et l'encadrement des procédures administratives par un dispositif juridique » (Ait Ben Lmadani, 2016). Les recommandations du CNDH ont été accueillies par le chef de l'État, le Roi Mohammed VI, le 10 septembre 2013, qui avec une Lettre Royale annonce la mise en place d'une nouvelle politique d'immigration et la régularisation des immigrés en situation irrégulière. La Délégation interministérielle des Droits de l'Homme, le CNDH et le Ministère de l'intérieur ainsi que le Département des Affaires Migratoires participent activement à l'organisation de la nouvelle politique d'immigration. Parallèlement les associations de la société civile, nationales et internationales, qui oeuvrent dans le domaine de la migration et des droits fondamentaux (HCR, Caritas Maroc, GADEM, ALECMA, etc.), ont été, depuis le début, considérées comme « partenaires » de ce processus. La nouvelle politique d'immigration se veut volontariste, autonome et humaniste : en effet, depuis 2014 le Maroc s'est doté de textes de loi dans les domaines de l'asile, et la traite humaine alors que jusqu'à ce moment il ne se pliait qu'aux exigences fondamentales du statut de réfugié établies par la convention de Genève. La campagne de régularisation est une étape importante de cette nouvelle politique migratoire qui ne peut se concevoir en dehors de la reconnaissance juridique, économique, sociale et culturelle des migrants résidant ou traversant le territoire marocain. La campagne de régularisation des migrants en situation irrégulière a été lancée donc le 2 janvier 2014 et a pris fin le 31 décembre 2014. Selon les statistiques communiquées par

le Ministère de l'Intérieur, 27 332 dossiers ont été déposés dont 65 % ont reçu une réponse favorable (Ait Ben Lmadani, 2016). Les demandes déposées ont émané de 116 nationalités. Avaient droit à la régularisation de leur situation toutes les personnes 1) pouvant attester leur présence sur le sol marocain depuis au moins 5 ans, 2) exerçant une activité rémunérée étalée sur une période de deux ans, 3) pouvant attester une vie commune avec un conjoint marocain, 4) pouvant attester une vie commune avec un conjoint étranger légalement établi au Maroc et 5) souffrant d'handicaps liés à des maladies ou infirmités. La régularisation des migrants en condition irrégulière s'accompagne, dans les projets de l'État marocain, d'une intégration économique et sociale. L'intégration économique est un défi majeur de la nouvelle politique migratoire : l'enjeu est de stimuler un marché du travail relativement faible à absorber des migrants aux profils les plus variés : pour les migrants qualifiés, cadres dans des entreprises ou affiliés aux institutions internationales et continentales, journalistes et entrepreneurs, l'accès au marché du travail se fait de manière automatique. Pour les migrants non qualifiés, l'insertion dans le marché du travail régulier est plus difficile compte tenu des taux du chômage élevés et des barrières administratives et linguistiques. Sur une petite échelle le Maroc essaye de mettre en place des dispositifs favorisant l'insertion dans le tissu économique : le programme initié par l'association Jiber pour le développement à Sefrou et coordonné par le ministère des Marocains Résidents à l'Étranger et des Affaires de la Migration et le Ministère de l'agriculture en est un exemple : il s'agit d'un programme de formation à l'insertion professionnelle dans le secteur de l'agriculture ; son objectif est de former 60 migrants originaires de l'Afrique subsaharienne à l'aviculture, l'arboriculture et l'élevage. La régularisation et la politique d'immigration s'accompagnent aussi d'un effort pour une intégration sociale des migrants. En octobre 2013, le ministère de l'Éducation Nationale avait publié une circulaire expliquant que les services pédagogiques allaient intégrer les « *élèves étrangers issus des pays du Sahel et subsahariens dans le système scolaire marocain* ».

L'ensemble des éléments cités ici, bien que modestes et souvent d'une efficacité bien relative, sont à mon sens les indicateurs d'une réorientation considérable de la politique migratoire marocaine : si au début des années deux mille la question migratoire était abordée uniquement sous l'angle sécuritaire, dans cette deuxième décennie elle est traitée de manière plus humaniste et articulée : la politique migratoire devient pour l'État marocain un enjeu politique, économique et social et non plus uniquement un problème, un flux à endiguer. Je considère que ce tournant est strictement lié à la nouvelle orientation politique et économique du Maroc à l'égard du continent africain : en d'autres termes, la

politique migratoire marocaine et strictement liée à sa politique africaine.

La politique migratoire dans le cadre d'une politique africaine.

Les années deux mille ont constitué un tournant dans le cadre des relations entre le Maroc et les pays du continent africain : en effet, on assiste au développement d'un nouveau partenariat fondé sur la coopération Sud-Sud et dans lequel le Maroc souhaite occuper le poste de référent. Du point de vue économique cette tendance apparaît dans la dynamique des IDE des entreprises marocaines en Afrique : les IDE marocains en Afrique ont connu une augmentation considérable entre 2000 et 2015 au point que le Maroc devient le deuxième investisseur africain en Afrique derrière l'Afrique du Sud (Ait Ben Lmadani, 2016) : les investissements principaux se réalisant dans des secteurs stratégiques tels que les télécommunications, les banques et assurances, les industries pharmaceutiques, le bâtiment et travaux publics, l'agriculture et les énergies renouvelables : ils sont concentrés en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Les visites royales effectuées dans plusieurs pays africains à partir de 2013 sont le signal d'une nouvelle politique africaine mais aussi un moyen permettant de l'implémenter : en effet, si du point de vue symbolique elles indiquent l'intérêt porté par le Maroc au continent africain, du point de vue économique et politique, elles ont favorisé la signature de plus de 900 accords et conventions dans les secteurs de la formation professionnelle, des mines, de l'énergie et du tourisme. À travers ces accords économiques et politiques le Maroc vise à récupérer une profondeur africaine, tisser de nouveaux liens avec son continent, ne pas limiter son regard uniquement au nord, à l'Europe et aux pays occidentaux en général, mais investir au Sud. Autre que sur le plan des relations économiques le Maroc vise à assumer une place de référent dans les enjeux sécuritaires dans la région sahélo-saharienne en apportant une contribution importante aux opérations de maintien de la paix et en participant, aux côtés de l'ONU, à la gestion des situations de crise dans plusieurs pays africains à l'instar de la RDC, le Soudan, la Somalie, le Congo, le Niger et plus récemment le Mali ou la Centrafrique. Enfin, la politique africaine du Maroc ne se limite pas aux volets économique, diplomatique et sécuritaire mais se développe aussi sur l'axe religieux : en effet, le ministère des Habous et des Affaires islamiques s'est approprié la politique africaine et en mars 2015 a restructuré l'Université Al-Qaraouiyine de Fès pour en faire le pôle autour duquel s'organisera la légitimité historique de l'offre religieuse transnationale et continentale ainsi que l'expertise pour la lutte contre l'extrémisme religieux. Une année plus tôt, en mai 2014,

on avait assisté à la création de l'Institut Mohamed VI visant à la formation des Imams marocains et étrangers. L'ambition de l'État est d'instruire, qualifier et encadrer les préposés au service religieux (prêche, conduite de la prière, orientation). Cette institution reçoit en termes de coopération religieuse internationale, des imams d'autres pays : des Maliens (500 candidats), Guinéens, Tunisiens et Français.

Concrètement, le Maroc de Mohammed VI vise à se présenter comme un référent diplomatique et politique à l'échelle africaine et comme un modèle de développement économique, social, culturel et humain. Comme le souligne Fatima Ait Ben Lmadani (Ait Ben Lmadani, 2016), la politique migratoire et l'opération de régularisation des migrants en situation irrégulière se configurent à mon sens comme un jalon supplémentaire de cette politique africaine permettant au Maroc de se présenter comme un pays qui renoue avec ses racines africaines et qui est capable d'accueillir, former et intégrer dans le marché du travail de nouveaux migrants venant d'Afrique. En effet, pour se présenter comme un référent politique et économique sur le continent africain le Maroc doit paraître comme un pays accueillant, offrant de nouvelles opportunités à des ressortissants des pays subsahariens et en respectant leurs droits. Ainsi, le renforcement des relations institutionnelles entre le Maroc et les pays de l'Afrique subsaharienne favorise la mobilité de milliers d'individus souhaitant se rendre au Maroc pour travailler, étudier, ouvrir des commerces, passer des vacances, découvrir, tenter de passer la frontière espagnole, etc. Il convient de souligner, à cet égard, que le Maroc, le Sénégal, le Mali, le Gabon, le Niger, le Congo Brazaville, la Côte d'Ivoire et la Guinée Conakry ont signé des conventions portant sur la suppression réciproque des visas : les ressortissants de chaque pays peuvent se rendre librement dans un autre pays ayant signé ces conventions. Plus que le gendarme de l'Europe, le Maroc vise à mettre en place une politique migratoire conforme à ses ambitions africaines : pour ce faire, il doit aménager des intérêts contradictoires ; d'une part il doit favoriser l'arrivée de migrants des pays subsahariens et d'autre part il doit garantir le contrôle de ses frontières, notamment celles avec l'UE. Ces contradictions sont liées non seulement à la géographie du pays mais aussi à une volonté politique de renouer des liens avec les pays africains tout en continuant à développer des relations bienveillantes avec l'UE.

Le Maroc comme carrefour d'une nouvelle configuration migratoire interafricaine et euro-africaine.

L'évolution de la politique migratoire marocaine entre 2001 et 2014 témoigne de l'évolution de la configuration migratoire euro-africaine. En effet, l'organisation de l'espace commun européen et la mise en place d'un système policier de contrôle des frontières extérieures se sont réalisées sur deux décennies, entre 1990 et 2010. Ce processus s'est accompli donc sur une période relativement longue et en concomitance d'autres processus sociaux, politiques, économiques et historiques qui ont révolutionné la configuration géopolitique euro-africaine dans sa globalité et par conséquent les équilibres nord-africains. Au Maroc on assiste, à partir de la fin des années quatre-vingt-dix, à une forte croissance économique et à une diversification de la structure productive qui a conduit à l'ouverture de nouvelles filières professionnelles et à la création de nouveaux emplois notamment dans les secteurs de l'offshoring, de l'automobile, de l'aéronautique et du textile (Ait Ben Lmadani, 2016). Cette transformation a permis d'attirer de nombreuses entreprises étrangères et de créer de nouveaux pôles économiques. En outre, l'État marocain vise à mettre en place une fiscalité favorisant l'arrivée d'investissements directs étrangers (IDE) ainsi que des entreprises multinationales (Ait Ben Lmadani 2016). En effet, de grandes entreprises européennes (Renault) ont délocalisé une partie de leur production au Maroc afin de profiter d'un régime fiscal très compétitif et d'un coût de la main-d'oeuvre extrêmement faible. Outre ces entreprises européennes, des entrepreneurs des pays du Golfe misent sur la stabilité politique du pays et sur son ouverture vers le marché européen pour faire des investissements considérables. À ces investissements privés s'ajoutent les investissements publics destinés à la création ou à la requalification des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes. En effet, consciente des faiblesses structurelles de l'économie marocaine, la monarchie vise à favoriser l'arrivée de capitaux étrangers en finançant le renouvellement, l'amélioration et le développement des infrastructures du Pays : les effets de ces investissements sont évidents sur tout le territoire national : dans la région de Tanger-Tétouan de nouvelles infrastructures ou le renouvellement des anciennes ont favorisé le développement de la ville et son attractivité pour une migration interne et transnationale : l'élargissement de l'aéroport de Tanger, la construction d'une zone franche, la reconversion de l'ancien port, la construction du grand port Tanger-Med

figurent parmi les facteurs qui ont contribué à donner un élan économique et urbain à la ville et, en plus, à produire de nouveaux espaces sociaux, urbains et économiques où des migrants des campagnes, des autres villes et de l'étranger ont pu s'installer.

Mais l'économie marocaine peut compter aussi sur les remises des émigrés marocains installés à l'étranger ; certains émigrés construisent ou achètent des maisons où envisagent s'installer une fois leur retraite obtenue. D'autres envoient régulièrement leurs économies à la famille sous forme d'un revenu supplémentaire mensuel. D'autres encore investissent leurs économies dans des projets d'entrepreneuriat : ils ouvrent des cafés, des boutiques de produits divers, des téléboutiques ; ils achètent des locaux ou ils envoient des produits à revendre de manière formelle sur un marché ou informelle à travers le réseau familial.

Enfin, le tourisme a une place importante dans la croissance économique du pays. À partir de la fin des années quatre-vingt-dix le Maroc a commencé à devenir une destination pour de nombreux touristes étrangers attirés par le climat et par un coût de la vie très bas. Parmi les touristes de nombreux retraités anglais, français, belges et espagnols ont acheté des maisons secondaires et y séjournent régulièrement. De grands projets touristiques ont été réalisés sur tout le territoire national afin d'attirer les touristes étrangers et de favoriser le tourisme national.

Cette dynamique économique se comprend mieux si elle est examinée en relation avec l'évolution politique du pays. Le 23 juillet 1999 le roi Mohammed VI succède à son père Hassan II et entame un renouvellement institutionnel en rupture avec la politique sécuritaire de son père (Vermeren, 2001, 2011, 2016). À partir de 2010 certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient sont secoués par des mouvements sociaux populaires qui contestent les pouvoirs locaux. Ces mouvements, en dépit des différences locales, ont été désignés comme « printemps arabes » (Kajjou, 2012 ; CEI, 2012 ; Vermeren, 2016). Or, ces mouvements sociaux se sont déclinés de manière différente en fonction de l'histoire politique et du contexte socio-économique dans lequel chaque pays était inscrit. Dans le cadre nord-africain trois gouvernements autoritaires s'appuyant sur l'appareil policier et militaire ont été renversés : c'est le cas de l'Égypte, de la Libye et de la Tunisie.

Au Maroc des manifestations ont éclaté à partir du printemps 2010. Les manifestations restaient circonscrites et encadrées par un dispositif policier puissant. Dans plusieurs villes manifestants et forces de l'ordre se sont affrontés. Dans plusieurs cas les manifestations ont été réprimées avec détermination. Cependant, et heureusement, les tensions n'ont pas débouché sur un conflit à l'échelle nationale. Les manifestants ont fait

preuve de persévérance en se rassemblant tous les vendredis dans toutes les villes majeures. Des sensibilités politiques hétérogènes convergeaient : des militants se revendiquant de la tradition socialiste et laïque et d'autres se revendiquant de l'islam politique réclamaient une réforme politique capable d'intégrer dans le débat institutionnel des franges politiques réprimées par la monarchie et une nouvelle constitution définissant de manière plus claire la place de la monarchie dans l'échiquier politique, limitant ses pouvoirs et s'orientant vers un régime démocratique. Le Mouvement du 20 Février est né avec le but de donner une forme politique aux revendications exprimées par les militants de la gauche laïque. En réaction au mouvement populaire et aux nouvelles venues d'autres pays d'Afrique du Nord le roi Mohammed VI promet la rédaction d'une nouvelle constitution redéfinissant l'équilibre des pouvoirs dans le champ politique et octroyant une majeure autonomie au parlement face à la monarchie (Kajjou, 2012 ; CEI, 2012 ; Vermeren, 2016). Ces changements institutionnels, tout comme le caractère globalement pacifique des manifestations et la mesure de la réaction policière, ont permis au Maroc de sortir de manière pacifique et sans troubles majeurs d'une période qui a déstabilisé une grande partie des États nord-africains. Le Maroc a traversé l'orage en conservant stabilité politique, cohésion sociale et croissance économique. Ces éléments ont contribué à ce faire que le Maroc devienne, au cours de la dernière décennie, un pays d'attraction pour des milliers de migrants venant d'Afrique subsaharienne et souhaitant étudier, trouver un travail, explorer, développer un business, faire des commerces, se lancer à l'aventure ou passer en Europe.

En conclusion, on peut affirmer que, d'une part, la configuration migratoire dans la zone euro-méditerranéenne a été recomposée avec la mise en place d'une frontière extérieure commune pour les pays de l'UE et, d'autre part, la déstabilisation de certains pays nord-africains, la stabilité politique et le dynamisme économique du Maroc ont constitué les éléments principaux qui rendent ce pays très attractif pour les capitaux et les migrants étrangers venus d'Europe ou d'Afrique. En effet, en espérant trouver un travail ou des opportunités, en comptant sur sa stabilité politique et économique et sur sa progressive ouverture *au sud*, des nombreux migrants ont choisi de se rendre au Maroc. Le Maroc devient ainsi une nouvelle plateforme de la mobilité interafricaine mais aussi des mobilités sud-nord et nord-sud. Le Maroc n'est plus uniquement un pays de transit vers l'Europe mais une véritable destination et/ou une étape décisive pour des milliers de migrants. En effet, nous verrons dans les chapitres suivants à quel point la mobilité des exclus de la mobilité privilégiée se greffe sur la dynamique économique et politique du Maroc et sur les autres formes de mobilités qui s'entrecroisent sur son territoire.

Tanger : l'explosion urbaine et économique de la ville du Détroit.

Comme je l'ai anticipé, au moment de mon arrivée à Tanger je pensais pouvoir visiter un campement informel dans la forêt à la périphérie de la ville ; j'envisageais de réaliser dans cet espace une ethnographie. Tanger est une ville-routière, un carrefour entre deux continents et deux mers. Pour cette raison, elle est un espace stratégique pour étudier la mobilité des migrants subsahariens. Une fois sur le terrain j'ai pressenti que Tanger pouvait être pensée comme un catalyseur des sociabilités de la transmigration et devenir le lieu idéal pour mener mon enquête. En effet, sa morphologie, sa configuration urbaine, sa position géographique et son dynamisme économique font d'elle un carrefour où se croisent et s'imbriquent différents types de mobilités : commerçants et entrepreneurs du sud et du nord, étudiants de l'Afrique de l'ouest et centrale et de Madagascar, *expatriés* européens travaillant pour de grandes entreprises, retraités européens voulant passer l'hiver dans un pays plus chaud et où le coût de la vie est moindre, touristes, aventuriers, migrants en quête de travail, migrants en quête de fortune, etc. Tanger est une ville-frontière, un carrefour, une porte d'entrée entre deux continents mais, en même temps, elle porte en elle-même, dans son organisation urbaine et ses dynamiques sociales, les paradoxes et les tensions d'une frontière symboliquement, politiquement et économiquement forte, celle de l'espace Schengen : une frontière à circulation sélective et marquant des différentiels économiques considérables.

Ici, je ne dresserai pas l'histoire de longue durée de la ville ; je me limiterai à souligner le processus de transformation qui, à partir de la fin des années quatre-vingt-dix, avec la succession au trône du Roi Mohammed VI, a porté une petite ville exotique mais marginale par rapport à l'axe urbain littoral qui s'étend de Al Jadida au sud à Kenitra au nord et qui englobe Casablanca et Rabat, à se transformer en une grande métropole, capable d'attirer une migration nationale et internationale et des investissements publics et privés considérables.

L'agglomération tangéroise s'étend de la baie de Tanger au Nord, sur la côte méditerranéenne, aux basses collines méridionales. La ville, dans son développement, s'est étalée à partir des deux axes principaux que sont la route de Rabat en direction du Sud et la route de Tétouan en direction de l'Est. Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, presque la totalité de la population vivait derrière les murailles de la Médina et de la Kasbah. Le centre économique de la ville était la grande Place du Grand Socco (Souk el Barra, souk de l'extérieur, hors les murs), à la sortie méridionale de la Médina, où se tenait le marché. Lentement, mais de manière progressive, tout au long du XX^{ème} siècle, la ville s'est

étendue le long de la baie et vers les terrains au Sud de la Médina et de la Kasbah. À partir des années quatre-vingt-dix le développement de la ville s'est soudainement accéléré à la fois en raison d'une dynamique endogène de développement urbain et de la volonté politique (exprimée par le Roi et traduite par le pouvoir politique centrale) de faire de Tanger un grand pôle industriel et touristique.

Dans sa thèse sur les mineurs marocains migrants Mercedes Jimenez (Jimenez, 2011) décrit, de manière très suggestive, son arrivée à la fin des années quatre-vingt-dix à Tanger où elle aurait ensuite vécu pendant plusieurs années. Pendant son séjour elle constate des transformations radicales : en 1997 un bateau mettait presque trois heures pour faire le trajet entre Algésiras et Tanger. Il n'y avait pas de cybercafés et l'internet était une innovation presque inconnue. Pour communiquer avec l'étranger il fallait utiliser des cabines à jetons dans les téléboutiques. En sortant de la ville en direction du sud, en suivant la route de Rabat, avant d'arriver à proximité de l'aéroport, des villages gardaient leur aspect traditionnel en restant isolés et déconnectés du tissu urbain. Tout change rapidement à partir de la fin des années quatre-vingt-dix quand, après plusieurs décennies de marginalisation, l'État lance de grands projets pour valoriser la position stratégique de la ville : Tanger doit devenir une locomotive pour le développement du pays favorisant son insertion dans l'économie globalisée. La ville assiste alors au lancement de grands projets d'infrastructures et s'alimente d'un développement économique considérable : un nouveau complexe portuaire est projeté et réalisé, l'ancien port est réaménagé, des zones industrielles et commerciales sont créées, de nouvelles voies ferrées et de nouvelles autoroutes désenclavent la ville, connectent les nouvelles infrastructures, facilitent et favorisent les mobilités. Ce renouvellement tangérois est poussé par des investissements nationaux et étrangers dans le secteur secondaire et tertiaire mais aussi par une forte spéculation sur les valeurs foncières et immobilières. Tanger connaît un étalement urbain spectaculaire ; de nouveaux espaces sont ouverts sur de vastes superficies sur tous les axes disponibles : en direction du sud, le long de la route de Rabat et du littoral atlantique, au cœur de la péninsule tingitane mais aussi sur l'axe oriental en suivant le littoral méditerranéen ou sur l'axe du futur corridor urbain en direction de Tétouan. De nouvelles zones résidentielles sont créées sur des terrains qui étaient 5 ans auparavant des surfaces agricoles ou boisées quasiment vides d'occupation humaine. Elles sont rapidement occupées par des dizaines de grands immeubles en béton armé, tous identiques et disposés de manière orthogonale. Les nouvelles cités sont privées d'infrastructures de base et de services essentiels et la municipalité doit faire des efforts considérables pour intégrer ces espaces dans le tissu urbain en garantissant des voies d'accès, le branchement à l'eau

potable et l'assainissement, mais aussi en y installant des commissariats, des mosquées, des écoles et des services.

En 2010 les éléments principaux qui contribuent à renforcer le rôle international de Tanger sont : sa place dans le trafic maritime entre le Maroc et l'Europe, le poids des activités industrielles (Tanger est le deuxième centre industriel du pays), le développement d'une activité touristique orientée vers l'international et la réalisation de grands projets, notamment le Port Tanger Méditerranée (PTM). Pour supporter ces vecteurs de développement de nouvelles infrastructures ont été créées ; la voie ferroviaire a été développée avec l'inauguration en 2003 d'une nouvelle gare. Depuis 2005 Tanger est reliée par l'autoroute à la conurbation littorale Al Jadida – Kénitra. L'aéroport Ibn Batouta a été élargi et agrandi permettant d'accueillir un nombre de passagers en constante augmentation. Grâce à l'installation de compagnies *low cost* (Ryan Air par exemple) l'aéroport de Tanger connaît une relance de son activité de telle sorte qu'il enregistre déjà en 2007 303 172 passagers (Annuaire statistique, 2007).

Lors de ma première enquête de terrain en 2010 l'ancien port vivait ses derniers jours avant de se préparer à une grande métamorphose provoquée par la construction, à 40 kilomètres de la ville, du nouveau grand port de Tanger Med. En 2001 *l'ancien port* était le premier port de passagers du pays et recevait les trois-quarts du trafic maritime national des camions TIR. Le trafic de voyageurs et le transport international routier avaient explosé à partir de la fin des années quatre-vingt-dix. Des dizaines de camions et de voitures partaient ou arrivaient tous les jours à l'ancien port congestionnant ainsi la circulation urbaine. Progressivement, le trafic de passagers et de marchandises a été dirigé vers le nouveau Tanger-Med et *l'ancien port* conserve ses espaces pour les navires de pêche, pour l'accueil des ferrys et des navires de croisière et se prépare à aménager un vaste espace pour l'accueil des navires sportifs privés et des croisiéristes ; l'objectif affiché est d'alestir un port capable de concurrencer les ports espagnols de la *Costa del Sol*.

Le nouveau Tanger-Med est un chantier colossal dont le projet remonte à 2003 : le projet englobe un port en eaux profondes, des zones franches commerciales et industrielles et des infrastructures autoroutières et ferroviaires. Le port est relié à Tanger et aux autres villes de la péninsule tingitane par un réseau de communication qui comprend autoroutes, voies rapides et une nouvelle ligne de chemins de fer. Sa création a contribué à transformer l'organisation économique régionale et le profil urbain de Tanger en créant de nouveaux emplois, en amplifiant les anciens trafics et en remplaçant les anciennes circulations par des nouvelles ; la capacité du nouveau port (à terme, 7 millions de

passagers et 2 millions de véhicules par an) est 3 fois supérieure à celui de Tanger. Sa localisation réduit à une heure la durée de la traversée vers Algerisas, permettant aux bateaux d'effectuer 5 rotations par jour au lieu de 3 à partir de l'ancien port.

Grâce aux nouvelles infrastructures, la région Tanger-Tétouan s'est transformée en un pôle de croissance économique capable d'accueillir d'importantes entreprises étrangères : dans ce sens l'engagement de Renault quant à la création d'une usine de montage de véhicules a permis de créer de nouveaux emplois directs et indirects. Grâce à l'installation des entreprises étrangères et à l'activité des deux grandes zones franches à proximité de Tanger-Med et de l'aéroport, Tanger se configure donc comme le deuxième pôle industriel après Casablanca.

Parallèlement au développement économique et industriel, Tanger a enregistré une croissance urbaine alimentée par l'exode rural mais aussi par une immigration internationale en provenance du continent africain et européen. Ces migrants sont attirés par les emplois créés dans la ville mais aussi par le faible coût de la vie (c'est le cas des retraités européens par exemple). L'arrivée de nombreux migrants accentue la pression et la demande en logements et en équipements et services urbains. Rapidement, de nouvelles cités ont été construites. Là où 5 ans auparavant existaient seulement des petits villages déconnectés de la ville ont été créées de nouvelles cités résidentielles destinées aux migrants venant des campagnes et des autres villes marocaines, mais aussi aux migrants étrangers, aux touristes ou encore à aux Marocains résidant à l'étranger. La croissance urbaine a été alimentée aussi par les capitaux liés au trafic du haschisch et à la contrebande (Peraldi, 2008, 2007). Pour être blanchis, les capitaux liés à ces activités illégales ont été investis dans l'immobilier ; cela a favorisé un développement urbain désorganisé, incohérent et anarchique.

L'ancienne ville du détroit, la ville visitée dans les années soixante et soixante-dix par les jeunes routards de la *beat generation* européenne en recherche d'aventure et d'exotisme, la ville à la fois cosmopolite et traditionnelle, charmante et passionnelle, luxurieuse et violente décrite par Jean Genet, Mohammed Choukri et Paul Bawls, s'est transformée, en une vingtaine d'années, en un pôle économique, industriel et touristique capable d'attirer migrants et capitaux du Maroc et de l'étranger. Le voyageur/aventurier qui dans les années quatre-vingt-dix voulait s'y rendre et devait prendre un ferry dans un port andalous peut, aujourd'hui, voyager rapidement et commodément sur un vol *low-cost* entouré de familles de vacanciers, de touristes, d'expatriés, d'entrepreneurs et de commerçants.

Tanger : un Portrait Ethnographique.

Sur une plus petite échelle, au niveau des interactions dans le contexte urbain, les éléments macrosociologiques (croissance économique, changement de la configuration migratoire, stabilité politique) prennent des formes concrètes et structurent le vécu des migrants ; en explorant les activités des migrants qui arpentent sans cesse les rues de Tanger ces éléments prennent les formes les plus composites et hétérogènes.

À côté de l'ancien port, à l'intérieur de l'enceinte du parking pour les camions et les voitures arrivés d'Europe, assis sur un monceau de vieux pneus abandonnés, trois migrants ouest-africains échangent avec deux jeunes hommes marocains : les premiers sont installés dans la médina et vivent en gagnant de l'argent au jour le jour grâce à des petits travaux ou grâce à la générosité d'un ami, d'un parent ou de quelque touriste. Les derniers viennent d'être expulsés d'Espagne après y avoir vécu des années ; le jour ils traînent dans la ville ancienne en faisant la manche ou en vendant du *shit*¹⁹ aux touristes, la nuit ils dorment dans des entrepôts vides à côté du port. Les cinq hommes observent les mécaniciens à l'oeuvre sur le moteur d'un camion ; s'ils arrivent en Europe, et s'ils obtiennent des papiers, ils se disent qu'ils vont acheter un camion comme celui-là, peut-être plus petit mais quand même un camion à peu-près comme celui-là ; ils ont un intérêt commun : ils veulent entrer en Espagne ; ils s'échangent des informations et des conseils : comment tenter à nouveau ? Sur quel bateau se cacher et comment ? Quelle est l'heure la plus propice pour se faufiler à l'intérieur de l'enceinte du port et contourner la surveillance ? Quoi dire aux policiers espagnols une fois arrivés au port de Tarifa ou d'Algésiras ? Quelques dizaines de mètres plus loin, à l'autre bout de l'esplanade, un garçon sénégalais sert des sandwiches avec des frites dans un petit restaurant pour touristes : il a été embauché 6 mois auparavant pour 250020 dirhams par mois, sans contrat ; il travaille 6 jours sur 7 et il peut manger le midi et le soir dans le restaurant même ; c'est une bonne affaire : il n'a rien à dépenser pour sa nourriture. Les affaires vont plutôt bien surtout à partir du mois de mars et jusqu'à la fin novembre ; tous les jours des dizaines de touristes européens débarquent des ferrys et des grands bateaux de croisières, s'installent en terrasse et commandent des fritures de poisson, des soupes ou des sandwiches. Sur la même terrasse, tout au fond, décalés vers la droite, dans un coin discret, trois *businessmen* ouest-africains laissent filer le temps en traînant les verres de café sur la table : deux d'entre eux ont acheté un camion en Belgique pour le revendre au Sénégal

¹⁹Avec le terme *shit* les migrants désignaient l'haschisch.

²⁰Environ 225 euros.

ou en Guinée Conakry. Ils viennent de le faire entrer au Maroc par le port de Tanger Med. Ils ont conduit jusqu'à Tanger et ils l'ont garé sur le parking à côté de l'ancien port, juste en face du café dans lequel ils sont assis ; des mécaniciens essayent de régler un problème du filtre à huile et personne ne connaît le temps que prendra cette opération ; le troisième est un *transitaire* : il les a aidés dans les démarches nécessaires pour permettre au camion de passer la douane au port Tanger-Med : il attend maintenant sa rémunération pour partir. En même temps un jeune Ivoirien, habillé à la mode, réclame au serveur de manière énergique son propre passeport et les 25 euros qu'on lui avait promis ; il avait loué son passeport à un ami du serveur qui s'en était servi pour faire un *déchargement*²¹ et pour se faire payer le service : le *déchargement* avait été fait et l'Ivoirien insiste pour avoir son argent.

Quelques centaines de mètres plus loin, dans une petite ruelle de la Médina, le *Café des clochards* est en train de s'animer ; les serveurs servent du thé, du café, des cocas et du lait chaud ; tout au fond des clients jouent aux dames en fumant du haschisch. Des Subsahariens sirotent leurs cafés en discutant entre eux ou en regardant la télé installée près de l'entrée. D'autres migrants passent, jettent un coup d'oeil à l'intérieur du café, rentrent et s'installent près d'un ami ou à une table vide en attendant que quelqu'un leur paye un café. D'autres encore passent, jettent un coup d'oeil, examinent rapidement la situation, ne décelant aucun visage connu, n'ayant pas de pièces pour s'acheter un café et ne voyant personne avec qui discuter, un peu déçus, ils continuent leur parcours.

À côté du *Café des clochards*, dans le petit restaurant solidaire de Kébé, Fatoumata sert le plat du jour à des migrants installés aux quatre tables en bois brut. Outre ces tables, le café comprend comme décor une petite étagère, une grosse bouteille de gaz butane, une grande casserole et un évier ; les touristes, et tous ceux qui sont en mesure de le faire, sont invités à financer un ou plusieurs repas pour un migrant qui ne dispose pas assez d'argent en inscrivant leur nom sur une liste affichée au mur et en payant à l'avance à Fatoumata la somme souhaitée.

Quelques pas plus haut, sur la petite place du petit Socco, assis à l'élégante terrasse du Café Central, Karim guette les touristes ; réussira-t-il aujourd'hui à aborder quelqu'un et à le guider à travers la Médina et la Kasbah ? Encore plus haut, dans la ville nouvelle, en face du Consulat de France, quatre garçons sénégalais stationnent, alignés sur le trottoir, à deux mètres de distance les uns des autres entre le café de Paris, le magasin de souvenirs et pacotilles diverses et la pharmacie ; ils vendent des portables chinois d'imitation, des

²¹Nous verrons ce que cela signifie dans le chapitre final de ce travail.

lunettes, des bagues et des bracelets ; ils négocient avec les passants, ils s'animent, ils proposent un prix et ils relancent ; zigzaguant entre le français et le *darija* ils essayent de convaincre les passants : pour *khamzin dirhams* (50 dirhams, environ 5 euros) ils vendent de fausses lunettes Ray-Ban à la mode. Pour l'instant c'est calme mais vers 17 heures les rues s'animeront et ils auront beaucoup plus de clients ; vers 23 heures ils prendront un taxi collectif et ils rentreront dans l'appartement qu'ils occupent, avec 4 autres camarades, à Boukhalef, le nouveau quartier résidentiel à l'extrême périphérie de la ville. À partir de 2013 de nombreux migrants subsahariens s'y sont installés en profitant du faible prix des loyers ou en occupant des appartements vides ou invendus.

Entre-temps, dans l'élégante et très sélective maison d'hôtes Villa Joséphine, un de leurs compatriotes, Matar, gère les réservations et l'accueil ; il a un très bon salaire, un contrat rédigé en bonne et due forme et légalisé, un permis de séjour régulier, il jouit d'une très bonne considération de la part du propriétaire et il est ravi des pourboires que les clients, toujours très aisés, lui offrent. Un an plus tôt il dormait dans la rue sur un banc près d'une discothèque située sur la corniche. Aujourd'hui, il vient de louer un appartement en plein centre-ville. Il y vit avec sa copine et réfléchit à son aménagement.

Près de la grande Mosquée, le sénégalais Mustapha attend un grand taxi collectif. Il est arrivé au Maroc directement de sa ville, Saint Louis. Après avoir passé une année et demie à Tanger à vendre des tissus sénégalais à des boutiques et à des privés, il a décidé de chercher un travail qui lui permettrait d'avoir un salaire mensuel fixe. Il s'est présenté dans tous les hôtels du centre-ville pour avoir un poste d'agent de sécurité : on lui a dit que, vu sa taille et son aspect, il peut facilement être embauché ; il attend maintenant le taxi pour se rendre à la nouvelle zone franche car il souhaite se présenter à des recruteurs. On lui a, en effet, appris que les entreprises étrangères installées dans la zone franche construite près de l'aéroport recrutent, en ce moment, beaucoup d'agents de sécurité.

2^{ÈME} PARTIE**MIGRATION ET DISCOURS : LES ACTEURS D'UNE MOBILITÉ
SUBALTERNE**

Chapitre I: Les Migrants dans les médias

Pour comprendre l'expérience des migrants et leur façon de la penser et de la dire, il est utile de prendre en considération à la fois le contexte matériel et le contexte symbolique dans lesquels ils évoluent. Pour le *contexte matériel* j'entends la configuration géopolitique, le cadre juridique et les espaces urbains dans lesquels les migrants réalisent leurs parcours. Concernant le *contexte symbolique* j'entends l'ensemble des discours et des représentations publics (médiatique, militant et scientifique) qui sont produits autour de la mobilité humaine. Ayant traité du contexte matériel dans le chapitre précédent, il sera question, ici, d'aborder le contexte symbolique. J'essayerai de montrer dans ce chapitre qu'il existe une relation forte entre la façon dont les migrants *se disent* et, pour utiliser le langage de Bourdieu, la façon dont les migrants *sont dits*.

Au cours de leur étape marocaine les migrants rencontrent des journalistes, des chercheurs, des militants avec qui ils discutent, échangent, partagent des portions de leur quotidien et à qui ils relatent leur expérience ; dans leur quotidien ils côtoient et interagissent avec ce qu'Agier définit comme le *troisième élément* (Agier, 2006), à savoir l'ensemble des acteurs présents sur le terrain (institutions, organisations non gouvernementales, l'État, entre autres) et qui contribuent à mettre en forme, et à transformer l'expérience de la mobilité dans l'espace euro-africain. Je considère que ces rencontres contribuent à structurer l'expérience que les migrants font de leur trajectoire migratoire et à leur fournir les éléments discursifs pour la raconter publiquement. Dans le chapitre suivant j'examinerai de quelle façon les migrants ont été étudiés, pensés, présentés et dits dans le contexte marocain par la presse locale et internationale, les professionnels des organisations internationales, les militants et les chercheurs ; je montrerai qu'en examinant ces représentations médiatiques, scientifiques, artistiques et militantes produites autour de cette mobilité on retrouve des topos narratifs qui s'agglutinent et forment le *champ sémantique de la migration sud-nord*. Ce champ sémantique constitue le cadre dans lequel la migration est pensée et dite. C'est en effet en mobilisant ce champ sémantique que les trajectoires migrantes sont mises en récit par des acteurs institutionnels (médias, militants, chercheurs) : or ces acteurs institutionnels sont dotés d'un pouvoir symbolique et économique et d'une légitimité professionnelle qui les situe dans une position dominante par rapport à celle des migrants qu'ils interrogent et définissent. En effet, la relation d'enquête entre les migrants et ces acteurs du *troisième élément* n'est pas symétrique. Au contraire elle est hiérarchisée sur la base d'un capital économique et social et d'un savoir

« légitime » à l'apanage du premier. En conséquence de cette subalternité à la fois sociale et contextuelle (le contexte de l'enquête) ces migrants *sont dits* publiquement par les acteurs institutionnels plus que ce *qu'ils se disent* eux-mêmes. Comme dans un miroir déformant les migrants retrouvent dans les échanges avec le troisième élément une image d'eux-mêmes qui s'impose comme étant celle légitime ; les migrants intériorisent cette image, la métabolisent et la mobilisent dans les différents contextes d'interaction afin de se dire publiquement. Les migrants composent donc leurs récits publics avec les définitions et les descriptions que le *troisième élément* élabore et popularise de l'expérience migratoire : ils puisent dans le champ sémantique de la migration sud-nord le répertoire rhétorique, linguistique et sémantique qui leur permet de *se penser* et de *se dire* publiquement de manière légitime et conforme.

Comme l'a souligné Mauger, « les enquêtés savent que leurs réponses ne sont pas seulement enregistrées, comprises, déchiffrées, mais sont aussi des « signes de richesse » destinés à être appréciés, évalués, classés, jugés, et que « la valeur » qui leur sera accordée dépend de la capacité qu'ils ont d'imposer des critères d'appréciation favorables à leurs produits, la situation d'enquête doit être analysée comme une situation d'examen, une sorte de procès, où les enquêtés sont et se savent toujours mesurés à une norme » (Mauger, 1991, p. 131). L'enquêté participe à l'enquête seulement s'il se sent capable de présenter à l'enquêteur un « moi acceptable ». Le « moi acceptable » est, ici, celui qui adhère aux topos de la migration sud-nord. Alors les migrants organisent leur récit afin de mobiliser un « moi acceptable » qui devient une ressource, un moyen d'échange, un élément à mobiliser afin d'en tirer un profit à court ou à long terme.

Les Migrants dans les médias marocains (la décennie 2000-2010).

À partir de 2005, suite aux événements tragiques de Ceuta et de Melilla, la présence discrète et relativement invisible d'une population grandissante de migrants africains commence à attirer l'attention des appareils médiatique et politique. L'immigration au Maroc devient soudainement une problématique sociale et politique. Les chaînes publiques de télévision 2M et la RTM, en insistant sur les efforts réalisés par les forces de l'ordre afin d'arrêter et détenir les migrants en situation irrégulière, contribuent à renforcer l'orientation sécuritaire établie par le gouvernement à travers la loi 02/03 (Martínez, 2009). La presse s'intéresse aussi à la problématique. En effet, la presse dite officielle constate

les succès policiers dans la lutte contre l'immigration irrégulière et les trafics illégaux et affirme au sujet des événements de Ceuta et Melilla, selon les sources officielles, qu'aucun migrant parmi les centaines de clandestins qui séjournent illégalement sur le territoire marocain n'a été lâché dans le désert ou abandonné à son sort aux frontières sud du Royaume²². Le discours officiel est relaté aussi par l'agence de presse Maghreb Arab Presse (MAP) dont les dépêches sont systématiquement reprises par la presse écrite et audiovisuelle, et qui fait l'éloge des opérations sécuritaires et des arrestations massives. La presse indépendante constitue un contre poids en essayant de montrer, de manière plus globale, quels sont les enjeux de cette migration. Ces publications décrivent les raisons qui poussent les migrants à partir et dénoncent les violences qui sont commises par les forces de l'ordre et par de simples citoyens à l'égard de la population subsaharienne. En constatant ces violences, l'hebdomadaire francophone *Tel Quel* s'interroge en février 2003 : « Les Marocains sont-ils racistes ? »²³. On dénonce alors les agressions physiques et verbales dont les migrants sont victimes et les violences policières commises de manière tant systématique qu'illégale. Les autorités marocaines et espagnoles sont critiquées pour leur gestion de la crise de Ceuta et Melilla et pour les refoulements, les déportations et l'abandon de centaines de personnes dans des aires désertiques ²⁴. Le *Journal Hebdomadaire* écrit par exemple : « Il y eut d'abord des tirs à balles réelles et puis il y eut cette décision sidérante d'inhumanité : abandonner en plein désert des milliers d'êtres humains sans eau ni nourriture [...]. Notre État n'a pas été à la hauteur du devoir solidaire qui nous lie à tous les peuples qui partagent notre calvaire de l'immigration clandestine »²⁵. Cependant, le sujet reste marginal et est évoqué de manière extrêmement sporadique en s'appuyant sur de brefs reportages qui se limitent à relater les témoignages de quelques migrants installés en ville ou dans les campements de fortune dans les forêts. Il faut ajouter que dans un pays avec un taux d'analphabétisme très élevé ces publications indépendantes et francophones touchent une petite minorité de la population. C'est dans les plus petites publications ou dans celles de portée locale qu'on trouve les tons les plus virulents. Les migrants sont présentés comme des « criquets noirs », un « tsunami », des « sauterelles » porteuses de maladies et de malheurs. *Al-Haraka*, le journal du parti conservateur Mouvement Démocratique et Social publie un article intitulé : « Maroc. Terre des déchets

22 *Le Matin* (15 octobre 2005).

23 « Les Marocains sont-ils racistes? », *Tel Quel* (14 février 2003), p. 34.

24 *Tel Quel* (15 octobre 2005), p. 4.

25 *Le Journal Hebdomadaire*, 15 octobre 2005.

humains de l'Afrique Subsaharienne »²⁶ ; quelques années plus tard, en 2005, l'hebdomadaire régional arabophone « Ashamal » publié à Tanger, lance, dans sa une, un titre qui, plus tard, deviendra un slogan négatif mobilisé par les militants qui dénoncent le racisme au Maroc : « Les sauterelles noires envahissent le nord du Maroc »²⁷. Les migrants subsahariens sont présentés comme une plaie infectant la ville et en causant les principaux malheurs : ils sont des misérables porteurs de prostitution, de trafic de drogue, de mendicité, d'insécurité, de diffusion de maladies sexuellement transmissibles, etc.

Cet amalgame de rumeurs et de racisme, mélangé à une politique sécuritaire supportée par la criminalisation des migrants diffusés par les médias, a contribué à produire et diffuser un discours qui caricature, de manière hostile, les migrants subsahariens. Dans un article publié dans la revue *Jeune Afrique* le journaliste malien Zoubeïrou Maïga installé au Maroc depuis plus de 15 ans décrit de manière subjective et colorée l'expérience quotidienne du migrant subsaharien entre mépris, violence et stigmatisation : à travers son témoignage on comprend bien l'implication des médias dans la production et la diffusion d'une image négative et stigmatisant de l'immigré subsaharien :

« Qird (singe), khanzir (cochon), zeïtoun (olive), choqlata (chocolat), sale nègre... Au Maroc, les termes insultants pour désigner les Subsahariens sont légion [...]. Passe encore qu'un adulte vous gratifie de tels propos, mais lorsque, dans les bras de son père, un bambin vous traite effrontément de k'hal (« Noir »), c'est que, sans doute, il y a un problème. Bien sûr, l'enfant ne comprend pas ce qu'il dit et l'on n'y prêterait guère attention si les manifestations de ce racisme « innocent » étaient moins fréquentes dans le royaume.

[...] Mais force est de reconnaître que les médias n'ont pas toujours joué un rôle très positif. TVM et 2M International, les deux chaînes de télévision marocaines, ont largement contribué à donner de l'Afrique subsaharienne une image catastrophique. Il n'y est jamais question que de conflits armés (Éthiopie, Somalie, Liberia...), de famines, d'épidémies et d'endettement « chronique ». [...] Le Sénégal est le seul pays à bénéficier d'une image plutôt positive : il passe pour « le plus riche » et « le plus civilisé d'Afrique », noire bien sûr. La Guinée, le Gabon, le Cameroun (à cause du football), le Kenya (à cause de l'athlétisme), le Congo-Brazza, la RDC, la Guinée équatoriale et Madagascar (où Mohammed V fut bien accueilli lors de son exil) s'en tirent sans trop de dommages, mais le reste... Le reste, c'est la jungle [...].

Rissâlat al-Oumma, le journal de l'Union constitutionnelle, avait accusé, sans aucune vérification, « des Africains » d'avoir mangé un bébé à Takaddoum, un quartier populaire de la capitale. Très vite, une partie de la presse avait démenti l'information, mais le mal était fait. [...] Même Le

²⁶Al-Haraka (31 mai 2000), cité par Martinez (Martínez 2009).

²⁷Ashamal (12 septembre 2005).

Journal, qui n'est pas le moins objectif des organes de presse marocains, se laisse parfois aller à véhiculer, peut-être sans mauvaise intention, certains stéréotypes. Un exemple ? Dans un reportage –très incomplet – qu'ils ont récemment consacré aux immigrés clandestins réfugiés dans la forêt de Ben Younech, deux journalistes s'effarient : « Trois cents mètres plus loin, c'est le choc. Nous sommes en Afrique, dans un vrai village africain ». Comme si le Maroc n'était pas lui-même en Afrique ! [...] »²⁸.

Dans la presse nationale et dans les médias nationaux le migrant est présenté sous trois registres principaux : le registre sécuritaire, le registre de la victimisation et le registre raciste/folklorisant. Dans une logique sécuritaire les migrants sont présentés comme des individus contournant les lois pour arriver au Maroc, pour y vivre et ensuite pour partir. On les accuse d'occuper des appartements ou d'installer des campements dans des espaces interdits, de vivre de la générosité de la population locale, de la mendicité, mais aussi de petits vols et des arnaques. Dans le pire des cas, on les accuse d'être de véritables criminels développant des trafics illicites et moralement condamnables : drogues, alcool, prostitution. On justifie l'action des forces de l'ordre et on salue leurs succès opérationnels : rafles, refoulements, délogement des squatteurs illégaux, élimination des réseaux criminels, etc. À ce discours s'oppose le registre de la victimisation : les migrants sont alors pensés comme en fuite d'un pays gangréné par des guerres, des injustices, des violences et la famine. Ils cherchent à sauver leur vie et envisagent de se rendre en Europe : cependant, trouvant les portes de l'UE fermées ils sont obligés de rester au Maroc. Dans ce registre les actions de la police sont illégitimes, injustifiées et excessivement violentes. On demande aux autorités d'agir afin de sensibiliser les forces de l'ordre et la population locale en vue de réduire les actes violents, discriminatoires et racistes. Enfin, le registre raciste/folklorisant rejoint le registre de la victimisation dans la mesure où il invoque une subalternité économique qui s'articule, en l'infériorisant, sur une altérité religieuse²⁹, culturelle et ethnique. Si le migrant est pauvre et fuit d'un contexte sociopolitique violent, il est en outre porteur d'une culture et des habitudes inférieures, illégitimes et capables de

²⁸ Zoubeïrou Maïga, « Singes, Olives, Chocolats », *Jeune Afrique*, 14 Juin 2004, <http://www.jeuneafrique.com/106947/archives-thematique/singes-olives-et-chocolats/> : date de consultation 19/06/2015

²⁹ À ce sujet voir l'article de Timera, La religion en partage, la « couleur » et l'origine comme frontière. Les migrants sénégalais au Maroc, dans *Cahiers d'Études africaines* [En ligne], 201 | 2011, mis en ligne le 05 mai 2013, consulté le 08 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/16612>, (Timera 2011).

contaminer la société d'accueil : les migrants sont représentés comme des sauterelles qui envahissent le pays dévorant les ressources qu'elles trouvent : ils sont porteurs de tous les vices et sont la cause de tous les maux qui gangrènent la société locale. Ils sont pauvres et méprisables pour leur pauvreté ou alors inversement, s'ils disposent d'argent ils sont soupçonnables car porteurs d'un attribut qui n'est pas censé leur appartenir: la richesse : ils sont alors accusés d'être des dealers, des malfaiteurs, etc. (on assiste là à la plus classique *alchimie morale*³⁰ décrite par Merton. Dans le registre raciste les migrants subsahariens sont porteurs de toutes les stigmates de l'infériorité : pauvres, misérables, fraudeurs, déracinés : ils ne connaissent pas la langue locale, occupent par dizaines les mêmes appartements, vivent dans l'insalubrité et dans la précarité ; dans ce registre ils sont nommés « singes », ou « esclaves », ou « négro » ou « Ébola ».

Ces trois registres sont, en effet, constamment mobilisés pour produire à la fois une image cohérente et négative du migrant ou, au contraire, une image cohérente et positive. Ce qu'il est nécessaire de souligner c'est le fait que dans la sphère médiatique marocaine, sur les chaînes télévisuelles et dans la presse, ces trois registres se rejoignent sur une image commune de la migration au Maroc : que ce soit dans le registre sécuritaire, dans celui de la victimisation ou dans le registre raciste ces migrants sont décrits comme des individus de condition extrêmement modeste et misérable en route pour l'Europe ; ils fuient la misère (ce qui fait d'eux des victimes dans un registre et des misérables dans un autre) économique et sociale, ils viennent du plus bas fond du monde et leur seul espoir est d'aller en Europe. Leur mobilité est une contrainte, une nécessité, une obligation : au Maroc ils sont des individus en transit, des sans papiers (ce qui fait d'eux des criminels dans le registre raciste et des exclus dans le registre de la victimisation) vivant dans la précarité et la marginalité.

Les migrants dits par les associations non-gouvernementales (les premiers entrepreneurs de cause : 1990/2005).

À la fin des années quatre-vingt-dix et au début des années deux-mille, l'intérêt des associations marocaines pour la problématique migratoire se concentrait sur l'émigration illégale des marocains. À cette époque la Ligue Marocaine de Défense des Droits de

³⁰Je fais référence ici au concept développé par Merton dans son article « La prédiction créatrice » dans (Merton, 1997, p. 136-157)

l'Homme (LMDDH) et l'Association Marocaine de l'Homme (AMDH) rédigent des communiqués à travers lesquels elles expriment leur préoccupation pour les violences subies par les migrants marocains à l'étranger et pour le sort des migrants marocains qui partaient sur des navires de fortune ou cachés dans des camions ou dans les soutes des ferrys vers l'Europe. À Larache des militants-citoyens s'engagent dans la défense des migrants marocains partant illégalement vers l'Espagne et fondent l'association *Pateras de la Vida*³¹ ; dans le nord du Maroc l'émigration légale et illégale vers l'Espagne est une expérience inscrite dans l'histoire familiale et dans la mémoire collective. Les militants de *Pateras de la Vida* font rapidement le lien entre les migrants marocains et les nouveaux migrants subsahariens qui ont le même rêve : partir. Les militants de *Pateras de la Vida* et ceux de l'AFVIC³² ont été des pionniers en s'intéressant à la migration subsaharienne : ils se sont engagés dans la prise en charge des cadavres rejetés par la mer, dans le soutien des familles des disparus et dans la sensibilisation de la population et des autorités locales. Conscients de leur méconnaissance de la législation européenne mais aussi de celle du Maroc, ces premiers militants ont commencé à organiser des cours spécialisés et des rapports d'études de terrain. Ces initiatives ont permis la rencontre entre des associations aux profils différents : les associations généralistes³³ comme l'Organisation Marocaine des Droits de l'Homme et l'Association Marocaine de Défense de l'Homme, les associations spécialisées comme l'AFVIC, *Pateras de la Vida*, le GADEM³⁴ et l'association-réseau Chabaka³⁵, les organisations charitables qui réalisent un travail considérable de proximité et de soutien aux personnes en détresse comme Caritas³⁶ et le

31 *Pateras de la Vida* est une association née à Larache en 1997 grâce à la rencontre de militants locaux et andalous qui décident de travailler conjointement afin de supporter les migrants irréguliers (et leurs familles) partis du Maroc vers l'Espagne.

32 L'AFVIC est née en 2001 dans la localité de Khourigba qui est un lieu privilégié pour le départ de nombreux migrants pour l'Europe.

33 Pour une description détaillée de ces associations consulter Martinez, op.cit. 16.

34 Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants créé en 2006 et qui s'empare de la problématique migratoire en devenant le référent à l'échelle nationale et internationale.

35 Le réseau Chabaka regroupe environ une centaine de petites associations locales installées dans le nord du Maroc : ce réseau se mobilise en soutien des migrants et organise la marche de la paix se tenant tous les mois d'octobre près du grillage frontalier de Ceuta pour dénoncer le caractère violent et discriminatoire de la politique migratoire européenne et marocaine.

36 Caritas a reçu, en 1983, la permission de s'installer au Maroc et développer publiquement ses activités. Les deux diocèses de Rabat et de Tanger se sont assez rapidement intéressés à la migration de transit en intégrant cette problématique dans les plans d'aide aux mineurs et aux personnes démunies et en détresse.

Comité d'Entraide Internationale (CEI), et enfin les collectifs d'entraide organisés par les migrants eux-mêmes.

Ces acteurs associatifs sont les premiers à s'intéresser, et à mettre en récit, la problématique migratoire. Ce sont les « entrepreneurs de cause » (Becker, 2012) qui ont porté à la surface cette nouvelle problématique migratoire. Grâce au travail de ces acteurs et à une table ronde organisée en mars 2003 à Rabat par la CIMADE et l'Église évangélique, est née l'idée d'une coordination entre les différentes associations : ainsi, à partir de 2004 est mise en place la « Plateforme Migrants Maroc » qui regroupe les principales associations engagées dans la protection des droits des migrants. Cette structure a permis aux associations locales et internationales de se connecter et de se constituer en réseau afin d'échanger des compétences et de concevoir des modalités de mobilisation.

On constate à cette époque que, progressivement, commencent à se mettre en place les éléments qui favorisent l'émergence de la problématique sociale et sociologique de la migration au Maroc : des associations naissent, se mobilisent, s'organisent en réseau, entament des partenariats avec les associations étrangères, ouvrent des espaces de débat, encouragent ou financent des études ethnographiques, forment des militants, entament un travail de soutien aux migrants, commencent à leur donner la parole et à formuler les premières critiques envers les institutions européennes et marocaines. Les politiques migratoires sont présentées comme discriminatoires et violentes et comme une entrave empêchant les migrants en transit de rejoindre leur destination. Les événements de l'automne 2005 à Ceuta et Melilla propulsent à l'attention nationale et internationale la problématique migratoire au Maroc : l'action discrète des associations et le bien fondé de leurs revendications apparaissent dans toute leur légitimité. Les journalistes, et les chercheurs étrangers qui s'intéressent à la question et qui se rendent au Maroc, trouvent un réseau d'associations actif, solide et de plus en plus organisé sur lequel appuyer leurs travaux. Rapidement, ces associations ont renforcé leur activité de dénonciation et de plaidoirie : elles ont émis des communiqués, réalisé des déclarations conjointes et organisé des caravanes ou des *sit-in* de protestation³⁷. Dans les communiqués et les discours produits par ces associations les migrants sont décrits comme des individus démunis qui

³⁷ Les associations charitables restent, elles, plus discrètes afin d'éviter des accusations graves de prosélytisme qui pourraient compromettre sérieusement leurs activités. En effet, s'agissant de cultes minoritaires, leur présence dépend entièrement des autorités qui surveillent leur programme de travail en les obligeant à se centrer sur l'humanitaire et la charité, plus que sur la dénonciation et la plaidoirie.

ont traversé le désert pour se rendre au Maroc où ils se cachent dans des squats avant de s'embarquer pour traverser la mer Méditerranée (Migreurop, 2006, 2009 ; APDHA, 2006, 2011, 2012). Le Maroc est décrit comme un pays de transit sur la route de l'Europe. On dénonce les violences commises par les forces de l'ordre, les arrestations arbitraires, les refoulements dans le désert, les vols des biens personnels mais aussi les violences commises par la population locales : insultes, agressions, agressions sexuelles, etc. Les militants expriment leur solidarité aux migrants et demandent la cessation de cette persécution institutionnelle dont ils sont victimes : l'UE est accusée de vouloir « extérioriser » le problème en déléguant le contrôle des migrants aux pays frontaliers ; le Maroc est réduit au rôle de « gendarme de l'Europe » et de « gardien de la frontière sud de l'Union européenne »³⁸. Les militants critiquent le caractère autoritaire du régime marocain et l'absence totale de garanties concernant les droits et la protection des migrants³⁹. On évoque les causes de l'émigration et on décrit le profil des migrants : on parle de pauvreté, d'exploitation, de guerres, de violences publiques et privées, de discriminations, de privations, de famine et d'inégalités économiques globales. Le caractère dramatique de la situation est mis en évidence par la gravité des images et des formules rhétoriques utilisées pour la décrire. On dénonce une véritable « guerre aux migrants »⁴⁰ et on parle d'une « répression de la migration clandestine » organisée par l'UE et le Maroc qui se charge de la « sale besogne » du contrôle des migrants. On dénonce la « militarisation et la transformation des frontières en nouveaux murs de la honte »⁴¹. Les interventions de la police sont des « chasses à l'homme » et les refoulements sont des « déportations dans le désert ». Les campements dans lesquels les migrants vivent sont décrits comme des camps « de la honte où vivent entre 200 et 300 Subsahariens, la plupart arrivés par “pateras” (petites barques de fortune) dans l'espoir de vivre une vie meilleure, et qui se retrouvent enfermés dans les bois comme des animaux »⁴². Le migrant est décrit comme une victime et un exilé qui a dû fuir son pays : le départ est une contrainte et une

38Déclaration de Larache, signée par Chabaka, AMDH, APDHA, Andalucía Acoge et Pateras de la Vida (5/10/2005), <http://cahbaka.canalblog.com/>

39Déclaration de Larache, signée par Chabaka, AMDH, APDHA, Andalucía Acoge et Pateras de la Vida (5/10/2005), <http://cahbaka.canalblog.com/>

40Voir l'étude publiée par Migreurop *Guerre aux migrants, Le livre noir de Ceuta et Melilla* (Migreurop, 2006).

41Déclaration de Larache, signée par Chabaka, AMDH, APDHA, Andalucía Acoge et Pateras de la Vida (5/10/2005), <http://cahbaka.canalblog.com/>

42Espuche Brigitte, Bel Younes ou le camp de la honte, 15 avril 2005, <http://cahbaka.canalblog.com/>

nécessité afin d'éviter des drames, pour fuir un continent où vivent « plus de 100 millions de personnes d'une extrême pauvreté. L'Afrique et les Africains ont été spoliés, dépouillés et condamnés à la dislocation et à la misère, notamment par les entreprises multinationales.(...) [à cause de cette] situation désespérée, [ils] tentent d'émigrer, [mais] l'Europe les empêchent de le faire légalement et ne leur laisse pas d'autre alternative que de tenter la terrible traversée de l'émigration irrégulière »⁴³. Ces personnes sont donc des « exilés en transit » au Maroc : « il s'agit de personnes qui, après de nombreux maux pour traverser la moitié de l'Afrique, vivent dans des conditions inhumaines »⁴⁴. Les migrants habitent dans des campements informels « comme des animaux, car cette vie est infâme pour n'importe quel Être humain, à fortiori quand cet Être a fui son pays pour des raisons politiques ou économiques, pensant trouver refuge et tranquillité dans un pays “civilisé” et “démocratique” »⁴⁵. Ils sont dans le « désarroi »⁴⁶ et le « désespoir »⁴⁷ victimes d'une « politique marocaine inhumaine qui les laisse mourir sans scrupules »⁴⁸ à cause de laquelle « ils sombrent dans un désespoir inimaginable »⁴⁹.

À travers leurs enquêtes et leurs communiqués les associations ont eu le mérite de permettre aux migrants de s'exprimer publiquement et d'exprimer leurs revendications ; elles ont joué un rôle décisif dans la médiatisation de la problématique migratoire et ont rendu visible une population étrangère discriminée, marginalisée et sans droits ; elles ont aussi construit un répertoire discursif centré sur la victimisation du migrant et sur la dénonciation des politiques migratoires de l'UE et du Maroc et ont défendu le droit à la libre circulation des migrants : en effet, dans les communiqués on affirme que ces derniers doivent être libres de circuler et de rejoindre la destination souhaitée : l'Europe. On constate une convergence entre les discours des militants et les enquêtes des chercheurs qui comme nous l'avons indiqué dans l'état de l'art⁵⁰ s'intéressent aux crypto-sociabilités (Madrisotti, 2016) des migrants : ces derniers sont, en effet, décrits par les chercheurs comme étant en transit et bloqués dans une nasse, dans l'entre-deux, dans un vide juridique et donc comme étant fragilisés, condamnés à se cacher des rafles de la police, à vivre des

43Déclaration de Larache, (5/10/2005), <http://cahbaka.canalblog.com/>

44Déclaration de Larache, (5/10/2005), <http://cahbaka.canalblog.com/>

45Espuche Brigitte, op. Cit.

46Espuche Brigitte, op. Cit.

47Espuche Brigitte, op. Cit.

48Espuche Brigitte, op. Cit.

49Déclaration de Larache, (5/10/2005), <http://cahbaka.canalblog.com/>

50Voir l'introduction de ce travail.

vies dans l'ombre en attendant de partir. Militants et chercheurs s'accordent alors sur l'image du migrant en transit et du Maroc comme pays de passage ; par conséquent leurs revendications concernent le droit des migrants à circuler librement, à sortir du Maroc et à ne pas être victimes d'une répression policière arbitraire et violente : on demande la garantie de la libre circulation, l'ouverture des frontières, l'arrêt des violences arbitraires commises par la police et enfin la mise en place d'un système de protection juridique et d'accompagnement qui garantit aux migrants leur droits fondamentaux.

Comment les migrants sont dits, le tournant 2010/2014 (Droits sociaux, « je ne m'appelle pas azzi », régularisation, manifestations publiques)

L'évolution de la configuration migratoire dans le cadre euro-africain s'accompagne d'une évolution des discours militants, des revendications des migrants et des paradigmes d'analyse scientifique : comme nous l'avons expliqué, les infrastructures reliant le Maghreb et l'Afrique subsaharienne sont de plus en plus efficaces, les moyens de transports plus accessibles et moins chers, les contrôles à la frontière espagnole strictes et l'économie marocaine connaît une croissance constante : pour ces raisons certains des migrants qu'on considérait trois ou quatre ans auparavant comme de passage sont toujours là ; ils se débrouillent tant bien que mal, ils ont trouvé des logements, du travail, ou ouvrent de petits commerces ; certains parlent le *darija* et ont eu des enfants qui sont inscrits dans les écoles locales. Certains quartiers périphériques se sont convertis en quartiers d'immigration où la population subsaharienne est nombreuse et interagit avec les immigrés marocains venant des campagnes ou des banlieues des autres métropoles. En dépit des *crypto-sociabilités* (Madrisotti, 2016) décrites par les premiers chercheurs, ces migrants remplissent les cafés, les téléboutiques, les boutiques et les marchés. Ils sont bien visibles et présents : on ne les retrouve pas uniquement dans les campements informels près de Ceuta et Melilla ou sur les plages de la Méditerranée en train de démarrer le moteur d'un zodiac, ou cachés par dizaines dans des appartements des quartiers périphériques. La présence de ces migrants est de plus en plus tangible. Ils animent les rues, organisent des business, font leurs courses dans les boutiques du quartier, passent du temps dans les cafés et les restaurants populaires, interagissent avec la population marocaine en produisant de nouvelles sociabilités et de nouvelles solidarités. Cependant, régulièrement des conflits

éclatent entre cette population étrangère et la population autochtone⁵¹. Les forces de l'ordre interviennent souvent et de manière massive⁵² et musclée. Les faits divers tragiques concernant les migrants subsahariens se multiplient très rapidement. Des migrants ont trouvé la mort à Tanger⁵³ lors de deux interventions de la police visant à évacuer les appartements occupés illégalement. Quelques mois plus tard un migrant sénégalais est égorgé par des jeunes locaux lors d'une dispute⁵⁴. En réaction à ces événements des marches sont organisées par des associations, d'autres naissent plus spontanément⁵⁵. Les

51 <http://observers.france24.com/fr/20150623-maroc-tanger-boukhalef-affrontements-migrants-marocains-clandestins-appartements> : date de consultation : 11/03/2018

<http://www.elmundo.es/espana/2014/08/16/53eed50e268e3e39558b456b.html>: date de consultation : 11/03/2018

<https://www.yabiladi.com/articles/details/28621/tanger-subsahariens-nouveau-agresses-quartier.html> : date de consultation : 11/03/2018

<https://www.yabiladi.com/articles/details/27649/migrants-subsahariens-maroc-passe-t-il-boukhalef.html> : date de consultation : 11/03/2018

<http://observers.france24.com/fr/20140901-tanger-attaques-machette-noirs-africains-maroc-violence-racisme-migrants> : date de consultation : 05/03/2018

<http://www.jeuneafrique.com/45584/politique/racisme-au-maroc-tanger-un-pogrom-anti-migrants-fait-au-moins-un-mort/> : date de consultation 10/03/2018

52 <https://www.medias24.com/SOCIETE/156268-Vaste-operation-de-police-a-Tanger-a-l-encontre-de-ressortissants-subsahariens.html> : date de consultation : 11/03/2018

<https://www.yabiladi.com/articles/details/37307/tanger-quoi-servent-operations-repressives.html> : date de consultation 11/03/2018

53 <https://www.yabiladi.com/articles/details/21448/tanger-mort-d-un-camerounais-declenche.html> : date de consultation : 10/03/2018

<https://www.medias24.com/SOCIETE/7023-Mort-d-un-ressortissant-camerounais-incidents-a-la-peripherie-de-Tanger.html> : consultation : 10/03/2018

<http://www.jeuneafrique.com/164860/politique/maroc-halte-au-racisme-anti-noirs/> : date de consultation 10/03/2018

54 <https://www.yabiladi.com/articles/details/28964/racisme-tanger-marocain-egorge-senegalais.html> : date de consultation : 11/03/2018

http://www.seneweb.com/news/Immigration/le-senegalais-alphonse-ndour-egorge-a-ta_n_134109.html : date de consultation : 11/03/2018

55 https://elpais.com/internacional/2013/12/05/actualidad/1386265710_077636.html : date de consultation 05/06/2016

<https://www.yabiladi.com/articles/details/28969/tanger-marche-subsahariens-pour-reprendre.html> : date de consultation 05/06/2016

<https://www.yabiladi.com/articles/details/21452/migrants-subsahariens-maroc-camerounais-meurt.html> : date de consultation 05/06/2016.

manifestations et les *sit-in* pour la défense des droits des migrants sont de plus en plus fréquents. La marche de la paix organisée tous les ans par le réseau Chabaka près de la frontière de Ceuta est annulée en octobre 2014 par la préfecture de Tanger qui craignait des débordements. Les consulats des pays étrangers se plaignent publiquement auprès du gouvernement marocain et du Roi pour le traitement réservé à leurs ressortissants. Les magazines hebdomadaires en langues française et arabe consacrent leurs unes à la problématique migratoire. Le 2 novembre 2012 l'hebdomadaire Maroc Hebdo (l'un des hebdomadaires en langue française le plus diffusé) titre sa Une « Le Péril Noir »⁵⁶ sur une photo d'un migrant subsaharien. Les réactions sont très vives. Des intellectuels, des politiciens et des journalistes sont appelés à commenter la une et à exprimer leur avis sur *l'immigration au Maroc*. Pour certains, le Maroc n'étant doté d'aucune structure industrielle forte et ayant une économie extrêmement fragile ne peut pas intégrer ces migrants⁵⁷. D'autres évoquent la tradition musulmane et les valeurs de l'hospitalité et de l'accueil⁵⁸. Pour d'autres encore les migrants apportent des maladies, de la prostitution, du trafic de drogue, de l'alcool et des dangers. D'autres font le lien entre le traitement des émigrés marocains en Europe et celui réservé au Subsahariens au Maroc. D'autres encore soulignent que le nombre de migrants subsahariens, toutes catégories sociales et origines nationales confondues, reste toujours modeste, derrière celui des Européens (Français en tête estimés à environ 50.000)⁵⁹. Des colloques universitaires sont organisés dans plusieurs universités. Les associations militantes coordonnent des forums internationaux sur la question migratoires en invitant des experts, des militants et des anciens migrants. On assiste donc à une évolution considérable : les migrants subsahariens sont bien visibles, ils font l'objet d'un débat national et essayent de s'organiser afin de faire respecter leurs droits. Cette évolution est saisie par les chercheurs : comme nous l'avons indiqué dans l'état de l'art⁶⁰ dans les universités on se libère du paradigme du pays de transit et on

56 <https://www.courrierinternational.com/article/2012/11/09/pourquoi-le-peril-noir-de-maroc-hebdo-provoque-l-indignation> : date de consultation 01/06/2016 ; <http://www.slateafrique.com/97581/racisme-anti-noirs-se-banalise-t-il-au-maroc> : date de consultation 01/06/2016

57Entretien radiophonique avec la participation de Mehdi Alioua, sociologie et président du GADEM : <http://www.atlanticradio.ma/index.php/emissions/invite-atlantic/item/4508-mehdi-alioua-president-du-gadem>.

58 Émission radiophonique : <http://www.atlanticradio.ma/index.php/emissions/invite-atlantic/item/4508-mehdi-alioua-president-du-gadem>

59 Émission radiophonique : <http://www.atlanticradio.ma/index.php/emissions/invite-atlantic/item/4508-mehdi-alioua-president-du-gadem>

60Voir l'introduction de ce travail.

commence à étudier le Maroc comme une destination à part entière. La notion de transmigrant devient de plus en plus populaire (Alioua, 2011) : le migrant est présenté comme un acteur d'une trajectoire transnationale et non plus uniquement comme un individu vivant dans l'exclusion et dans la précarité : on s'intéresse aux stratégies qu'il élabore pour contourner les frontières, aux attachements multiples qu'il produit dans plusieurs pays, aux mobilités touristiques (Lanza, 2014) aux pèlerinages religieux (Lanza, 2014), aux activités commerciales que certains migrants installent au Maroc et à leur mobilisation politique (Martínez, 2009). À l'évolution du discours scientifique correspond une évolution du discours militant et des revendications des migrants. Les migrants ne se limitent plus à dénoncer les violences subies et les drames personnels qui les ont obligés à abandonner leur pays. Ils ne se bornent pas à dénoncer la fermeture des frontières européennes. Ils prennent conscience du fait qu'un bon nombre d'entre eux demande à s'installer au Maroc ; ils ne sont pas seulement de passage ; ils demandent à avoir des droits ; ils souhaitent créer des activités, pouvoir étudier sans avoir à s'inquiéter des arrestations arbitraires et obtenir une carte de séjour. Les migrants sont désormais des acteurs importants de la société marocaine ; ils intègrent le marché du travail, demandent des droits sociaux et s'organisent pour lutter contre la violence policière, la discrimination et le racisme. Le temps est mûr pour que les autorités marocaines changent leur politique migratoire. Sous la pression des organisations locales et internationales, des collectifs, des chercheurs, des militants, des migrants descendant dans les rues et des consulats étrangers, le gouvernement marocain entame une campagne de régularisation qui débute le 1er janvier 2014 pour s'achever le 31 décembre. Au début de l'année 2014 naît le collectif « Papiers pour tous » qui se donne comme mission de veiller sur la campagne de régularisation. Ce collectif, en réaction à la persistance des violences contre les migrants, lance une grande campagne qui prend le nom de "Masmiytich Azzi" (Je ne suis pas Azzi : Azzi est un terme dépréciatif avec lequel sont désignés les migrants subsahariens ; sa signification est ambiguë mais peut se traduire à la fois comme Nègre⁶¹ et esclave) et qui connaît un énorme succès médiatique à l'échelle nationale et internationale. Pour les associations et les militants la lutte pour la reconnaissance juridique de cette population étrangère et pour son intégration dans un système de droit et de protection sociale est conçue comme un instrument capable de favoriser l'avancée des droits et des libertés des citoyens marocains. Nous observons que le barycentre des revendications des associations

⁶¹Pour une définition du terme « azzi » voir l'article de Timera « La religion en partage, la « couleur » et l'origine comme frontière. Les migrants sénégalais au Maroc », (Timera 2011).

et des migrants commence à basculer : d'une demande de protection et de soutien pour une population démunie et de passage on passe à une demande de reconnaissance pour une population marginalisée certes mais bien présente et active. On ne peut plus se limiter à dénoncer la violence commise par les autorités sur les migrants en transit, au contraire, on s'engage à demander la définition d'un cadre légale garantissant droits et devoirs des étrangers résidents *de facto* sur le territoire ; on exige donc un renouvellement du cadre juridique intégrant de nouvelles catégories de personnes et de nouveaux droits ; les discours des chercheurs, des militants associatifs et des migrants eux-mêmes évoluent en suivant cette orientation.

On assiste donc à une progressive visibilité des migrants qui, grâce au soutien des associations marocaines et étrangères et à une réorientation graduelle de la politique migratoire marocaine, se frayent petit à petit une place dans l'espace public. Ils revendiquent publiquement leurs présences, leurs droits en se racontant et en manifestant à travers des *sit-in* et des projets artistiques⁶². Ce faisant ils sortent de l'invisibilité et se transforment en un véritable sujet politique, enraciné dans le tissu socio-économique, et capable de contribuer à la transformation de la société marocaine.

La mobilisation politique des migrants : de l'entraide aux revendications politiques.

En décembre 2014 la mort d'un jeune camerounais lors d'une intervention de la police marocaine dans le quartier populaire de Boukhalef, dans la périphérie de Tanger, avait provoqué une réaction sensationnelle et inédite des migrants résidant dans le quartier : quelques centaines de migrants avaient pris en charge le corps et l'avaient transporté en cortège vers le centre-ville, bloquant l'Avenue Moullay Rachid (une des principales artères de la ville) et provoquant une réaction massive des forces de l'ordre et l'étonnement des résidents et des automobilistes en transit. Ainsi, j'avais décrit l'épisode dans mon journal de terrain.

Tanger, la ville du Détroit, n'est plus la ville charmante et décadente décrite par Truman Capote, Tennessee Williams, Paul Bowles et Jean Genet [...]. La ville des deux mers s'est

⁶²Voir par exemple le groupe Diaspora Guinée composé par des migrants guinéens installés à Tanger.

transformée rapidement comme pôle économique de la région septentrionale du Maroc. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, Tanger connaît une croissance urbaine impressionnante ; rapidement, à partir de son centre historique, la ville s'est étendue vers le sud le long de l'axe atlantique en direction de l'aéroport situé à une quinzaine de kilomètres du centre-ville. Les villages qui entouraient la ville ont été investis par l'expansion urbaine. Avec une rapidité impressionnante des blocs résidentiels en béton armé ont été érigés dans l'arrière-pays vallonné qui caractérise la plaine tangéroise. Au début des années deux-mille, Boukhalef était un village habité par quelques centaines de campagnards vivant de leur bétail et des produits agricoles. Le village se situait en contrebas d'une colline distante de quelques kilomètres de la côte atlantique. En 2007 les champs qui entouraient le village se sont transformés en d'énormes chantiers. À partir de l'Avenue Moullay Rachid une route à double voie a été ouverte en direction de la colline. Sur ce nouvel axe, ont été tracés des lotissements et en quelques mois des dizaines de blocs identiques ont été construits en suivant un schéma orthogonal. Vu de l'Avenue Moullay Rachid Boukhalef il apparaît désormais comme un grand ensemble d'immeubles blancs à 5 étages, tous identiques, détachés du tissu urbain et complètement enclavés. Les immeubles sont souvent vides et très mal entretenus. Les appartements plus grands sont mis en vente par les agences immobilières pour un prix qui peut varier entre 20 000 et 25 000 euros ; les plus économiques sont vendus à un prix d'environ 13 500 euros. Boukhalef se configure, à nos jours, comme l'extrême périphérie de la ville ; il marque la limite entre la spéculation immobilière et une campagne dévorée par la construction d'une nouvelle université et d'une zone franche industrielle. Sa population est extrêmement hétérogène : en effet, c'est dans cette périphérie délaissée d'une ville qui se fait métropole que s'installent les nouveaux arrivants, les plus marginaux. Des migrants marocains et des migrants venant des pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale croisent leurs trajectoires. Des ouvriers marocains venant des campagnes, des montagnes du Riff ou des banlieues populaires de Casablanca et de Rabat s'y installent en espérant trouver du travail. Des étudiants partagent des appartements à bon marché et proches de la nouvelle université. Avec les étudiants marocains, d'autres étudiants d'origine subsaharienne, ont commencé à s'installer dans le quartier. Ces derniers sont rapidement devenus le relais qui a favorisé l'arrivée de centaines de migrants subsahariens qui ont laissé Casablanca et Rabat pour s'installer à Tanger et chercher du travail ou un moyen pour franchir la frontière espagnole. À partir de 2012 ces migrants sont de plus en plus visible à Boukhalef. Ils louent et/ou occupent des appartements : certains appartements sont occupés par une dizaine de migrants qui décident de partager le loyer afin d'économiser

de l'argent. Certains migrants y habitent de manière stable, d'autres font des allers-retours entre Tanger et les autres villes : Casablanca, Rabat, Fez, Nador. D'autres encore arrivent à Tanger pour y rester seulement quelques jours et « tenter leur chance », c'est-à-dire pour tenter d'entrer en Espagne. C'est à Boukhalef que les passeurs subsahariens organisent les « convois » en direction des côtes andalouses et stockent leur matériel (moteurs, zodiacs, gilets de sauvetages, etc.). Pour ces raisons les rafles de la police visant à arrêter des migrants en situation irrégulière et à vider les appartements occupés illégalement sont fréquentes. Le dispositif policier mis en place est souvent spectaculaire : des centaines de policiers pénètrent à l'aube dans les appartements, demandent les documents des occupants et arrêtent tous ceux qui ne peuvent pas faire preuve d'un statut régulier. Comme le dénoncent les migrants et les ONG, les protocoles d'intervention des forces de l'ordre sont opaques : les arrestations se font souvent de manière aléatoire et violente : elles se transforment en véritables représailles. Les policiers confisquent illégalement les documents, les portables et les objets de valeurs des migrants. Toute tentative d'opposition est réprimée dans la violence. Des accidents graves ont été relatés par la presse locale et internationale. Entre 2013 et 2014 plusieurs épisodes graves se sont produits. Le 24 juillet 2013 un migrant congolais de 40 ans, résidant au Maroc avec un titre de séjour régulier, est interpellé par la police et embarqué dans un bus en direction du commissariat. Il mourut pendant le voyage suite à une chute provoquée par un policier⁶³. Le 10 octobre le Sénégalais Moussa Seck meurt défenestré d'un appartement de Boukhalef lors d'une descente de la police. Quelques mois plus tard, le mercredi 4 décembre, se produit un épisode identique : en début d'après-midi les forces de l'ordre déclenchent une rafle dans le quartier. Des fonctionnaires de police pénètrent dans un appartement situé au 4^{ème} étage d'un immeuble à l'extrémité occidentale du quartier et interpellent les occupants. Ces derniers réagissent, l'ambiance s'embrase et l'un d'entre eux tombe de la fenêtre. Son corps s'écrase sur le trottoir quatre étages plus bas. Cédric Bété, Camerounais de 18 ans, meurt sur le coup⁶⁴. Au rez-de-chaussée, autour du corps, s'organise un groupe d'une dizaine de migrants camerounais : ils empêchent l'intervention de l'ambulance et chassent les sanitaires chargés de récupérer la dépouille. Le corps de leur compagnon restera avec eux, ils s'en chargeront jusqu'au moment où tout le monde

63 <https://www.yabiladi.com/articles/details/18795/maroc-rafles-subsahariens-continuent-congolais.html> : date de consultation : 03/05/2014

64 <http://www.yabiladi.com/articles/details/21448/tanger-mort-d-un-camerounais-declenche.html> : date de consultation : 03/05/2014.

aura su ce qui s'est passé. Tout le monde doit voir et témoigner. Au fur à mesure que les minutes passent le groupe devient de plus en plus important. Des migrants d'autres nationalités s'unissent aux Camerounais. Certains brandissent des bâtons et des armes blanches. Le sentiment d'impuissance contre les abus des forces de l'ordre se transforme en rage qui éclate et embrase le quartier. Des slogans contre les forces de l'ordre et les Marocains sont criés. « Marocain assassin » crient les manifestants. Vers la fin de l'après-midi le corps de Cédric est mis sur une civière improvisée réalisée avec une planche trouvée sur un chantier. Il est couvert d'une vieille couverture avec des bandes jaunes et rouges rongée par l'humidité et la poussière. Ses baskets blanches sortent de l'extrémité basse de la couverture. Une toile grise lui recouvre les épaules et la tête. Une tache de sang souille la toile à la hauteur du front. La civière est soulevée par quatre migrants en direction de l'Avenue Moullay Rachid. Les migrants veulent transporter le corps eux-mêmes jusqu'à la morgue ; ils veulent montrer à tout le monde leur rage et leur fierté. C'est un défi collectif à une ville et à un pays tout entier. « On ne le laisse pas à la police », « on veut la justice », « Marocains assassins » continuent à scander certains manifestants. « Police assassine » relancent d'autres. Pour la première fois au Maroc les migrants donnent vie de manière spontanée à une réaction spontanée, publique, collective et bruyante : ils lancent un défi public aux forces de l'ordre et portent une revendication manifeste d'une présence concrète et nombreuse. Une solidarité transversale aux partages nationaux et ethniques se manifeste : un cortège d'environ 400 personnes accompagne le corps de Cédric et avance dans l'obscurité illuminée par la lumière tamisée des lampadaires au bord de la route. Le spectacle est impressionnant. Le cortège parcourt la route à double voie qui, en sortant de Boukhalef, conduit à l'Avenue Moulay Rachid, et tourne à gauche en direction du Centre-ville. L'Avenue Moulay Rachid est paralysée. Les voyageurs qui attendaient les grands taxis collectifs au bout de la rue se déplacent vers les cafés de l'autre côté de la rue ; des terrasses des cafés sortent les clients ; ils observent la scène admiratifs, méprisants, interloqués. Certains s'amusent, d'autres semblent intimidés. Beaucoup parmi eux enregistrent la scène avec leurs téléphones portables. Jamais au Maroc on avait assisté à une manifestation d'une telle portée et d'une telle puissance symbolique.

La police déploie ses effectifs. Un barrage est mis en place pour faire en sorte que le cortège ne puisse plus avancer vers le centre-ville. Des négociations sont entamées grâce à l'aide des chefs de communautés et du personnel des ONG installées en ville. Au bout de quelques heures le cortège se défait. Le corps de Cédric est rendu aux sanitaires qui l'accompagnent à la morgue avec les représentants de la communauté camerounaise. La

version officielle fournie par les forces de l'ordre parle d'une chute accidentelle lorsque Cédric essayait de s'évader de l'appartement à travers la fenêtre.

[Journal de terrain, 19 décembre 2014]

La marche spontanée de Tanger est, à mon sens, le signe de la progressive visibilité et de la mobilisation de la population subsaharienne. À partir du début des années 2000 les migrants au Maroc s'organisent dans des collectifs d'entraide afin d'éviter les rafles policières, de trouver un logement et de partager les ressources dont ils disposent. Ils se rencontrent et s'organisent pour poursuivre leur trajectoire : ils composent des binômes (Escoffier, 2006) squattent les parcs nationaux (Pian, 2009, 2010) ou alors occupent des campements informels. En s'organisant les migrants peuvent ainsi trouver les ressources pour faire face aux difficultés et relancer leur projet migratoire. Ces groupes d'entraide se structurent au cours du temps et s'enracinent dans les espaces urbains, deviennent des organisations solides, survivent à leurs fondateurs (qui, eux, sont arrivés, se sont installés et sont repartis) et recrutent d'autres migrants en devenant ainsi des repères pour les nouveaux. À partir de 2010 et avec le processus de régularisation de 2014 il devient évident que les migrants ne sont plus, uniquement, en transit mais s'installent pour des raisons diverses dans le pays. Certains quartiers deviennent des espaces privilégiés de la mobilité transnationale subsaharienne. Le nombre de migrants séjournant sur le territoire marocain est de plus en plus considérable. Au cours du temps, en réponse à la constante répression policière et motivés par une installation qui se fait de plus en plus profonde et stable, certains collectifs d'entraide deviennent de véritables associations de défense des droits et de revendication politique (Alioua, 2015). Une étape importante de ce processus de développement d'un militantisme associatif est la création, sous le patronage du HCR de Asil'maroc, d'une formation dont l'objectif est de sensibiliser les ONG locales aux problématiques de la migration et de former les militants subsahariens (mais pas exclusivement) aux questions liées aux droits d'asile des réfugiés et des demandeurs d'asile. À partir de cela on assiste à la création ou au renforcement d'associations formées par des migrants subsahariens. Celles-ci recrutent encore plus facilement en réaction aux rafles et aux refoulements qui se font de plus en plus fréquents. Les migrants militants commencent donc à s'approprier des discours critiques sur les politiques européenne et marocaine et à les utiliser dans leurs interventions publiques. Entre juin et juillet 2006, une nouvelle initiative donne de l'impulsion à la structuration du militantisme des migrants : sur l'initiative des associations des deux rives de la méditerranée a été organisée, à Rabat, la conférence euro-africaine sur les « migrations, droits fondamentaux et liberté de

circulation ». Cette conférence a permis de mobiliser des migrants, des chercheurs et environ 250 ONG. À travers ces plates-formes les migrants subsahariens apparaissent comme des acteurs sur la scène publique marocaine ; ils se définissent comme migrants avec des droits et des revendications. Ils ne sont plus des « sans voix », des sans-papiers condamnés à se cacher ; au contraire ils organisent des *sit-in* à Rabat devant le parlement et devant les bureaux du HCR⁶⁵. Rapidement, les associations se multiplient : il s'agit généralement d'associations de petite taille qui se composent principalement de migrants d'une même nationalité formant des groupes informels de solidarité et d'entraide. Parmi les associations les plus actives, on peut citer le Conseil des Migrants, l'Association des réfugiés et demandeurs d'asile congolais au Maroc (ARCOM), les Comités des réfugiés exilés, l'Association pour l'intégration au Maroc (ASIM), Réfugiés sans frontières Maroc, ou le Conseil des Migrants Subsahariens au Maroc.

Certains migrants sont embauchés par des ONG avec la mission de faire le lien entre l'institution et la population subsaharienne et donc de permettre à celle-ci un meilleur accès aux aides proposées. La marche improvisée de décembre 2014 à Tanger, pour son ampleur et son caractère spectaculaire, a eu un écho considérable à l'échelle locale et internationale. Elle représente, à mon sens, un symptôme de ce processus de visibilité et de revendication : face aux violences subies, les migrants de Boukhalef ne sont pas condamnés au silence et à une vie cachée comme les migrants qui les ont précédés une dizaine d'années auparavant : au contraire, ils sont conscients de leurs poids, de l'impact que leurs actions peuvent avoir, connaissent leurs droits et sont conscients de l'attention médiatique qui porte sur la problématique migratoire. Ils marchent transportant le corps de leur compagnon ; au lieu de se taire ils crient leur colère dans la rue : « on veut la justice »⁶⁶ « policier assassin » ; ils sont interviewés par des journalistes étrangers, d'autres prennent la parole dans des communiqués des associations locales. L'écho de la manifestation est répercuté par la presse locale et internationale.

On assiste donc à un processus qui se caractérise par la progressive visibilité d'une population marginalisée et exclue et qui est réintégrée, grâce au travail associatif, « dans le sillage des rapports sociopolitiques de l'État-nation » (Alioua, 2015). Ces migrants qui étaient pensés comme des oiseaux de passage au Maroc, deviennent des acteurs conscients de leurs droits et portent des revendications censées faire évoluer la législation marocaine

⁶⁵ Voir l'article de Massamba Fiston, *Mouvements aux frontières*, Vacarme, n 37, octobre 2006, <http://www.vacarme.org/article1188.html> consulté le 11/09/2014

⁶⁶ Vidéo youtube des événements : <https://www.youtube.com/watch?v=EbCwqGzuub0>

et obliger le pays à prendre en compte une réalité qui existe *de facto* : celle d'une présence stable et enracinée d'une population étrangère faisant tant bien que mal sa vie au Maroc.

Les Migrants dans les médias : Médiatisation des migrants dans le Nord du Maroc.

J'ai évoqué dans les chapitres précédents qu'à partir de 2005 la problématique de la migration au Maroc a fait l'objet d'un intérêt de plus en plus croissant. Tout au long de mon enquête j'ai pu constater à Tanger une présence importante de professionnels du monde médiatique, journalistes freelance, étudiants et militants intéressés à interroger les migrants. À partir de 2010 des dizaines de reportages, films, documentaires, enquêtes sociologiques ont été réalisés au Maroc. Dans la quasi-totalité de ces reportages les migrants sont présentés comme des sans-papiers, des individus démunis ayant franchi le désert et bloqués au Maroc dans la précarité et la misère des plus profondes en attendant de pouvoir franchir la frontière espagnole : l'intérêt est porté sur les souffrances physiques et psychologiques vécues par les migrants : les témoins plus prisés sont les migrants installés dans les campements informels dans les forêts près de Ceuta, Nador et Oujda. *The Land Between* un long-métrage réalisé par David Fedele montre des migrants en train de construire leurs abris dans la forêt près de Ceuta ; ils fixent des branches d'arbres sur la terre humide et utilisent des bâches pour créer une cabane ; ils font à manger collectivement dans de vieilles casseroles sur un feu protégé par une rangée de pierres disposées en cercle : ils discutent, préparent des thés, réparent leurs chaussures, s'affectent, prient, téléphonent aux amis à Rabat et Tanger. La caméra insiste sur les chaussures délabrées, les vêtements sales, les vieux outils utilisés dans le quotidien : des récipients en plastique pour laver les vêtements et d'autres pour laver les aliments trouvés dans les poubelles, les couper et préparer les repas ; de vieilles casseroles noircies par le feu de bois, bossues et rayées ; des bouteilles en plastique pour récupérer et garder l'eau ; d'autres bouteilles sectionnées pour en faire des gobelets ; des bouts de miroirs pour la toilette personnelle. Interrogés, les migrants racontent leur souffrance quotidienne, les violences subies, les refoulements : « Il y a beaucoup de souffrance, on ne mange rien, on fouille dans les poubelles des Marocains [...]. On se fait chasser, les clochards aussi nous attaquent [...], les militaires nous battent, nous blessent aux bras, ils cassent les pieds de certains et la tête à d'autres [...]. Quand tu rentres au Maroc c'est comme si t'entrais en prison » dit un migrant. Un autre ajoute que

quand la police arrête des migrants « on te refoule à la frontière avec l'Algérie... après maintenant si tu retournes la nuit c'est 3 ou 4 heures de marche, c'est à 18 km, on marche la nuit... il y a des clochards qui t'agressent et volent l'argent et après te blessent avec des couteaux... ». Le réalisateur documente les aspects tragiques du parcours de ces migrants : il leur demande de raconter les agressions et les violences subies : les migrants racontent les violences subies en traversant le désert, en Algérie ou au Maroc, par la police, les militaires, les passeurs, les coupeurs de routes : vols, agressions, tabassages. À la fin du reportage Yacou, un des protagonistes, téléphone à un de ses amis lui demandant s'il souhaite participer au tournage : « un des amis ici est journaliste, il demande si c'est possible de te voir pour te saluer et de te poser des questions, des questions sur ce que tu endures [...] ». Il est venu ici pour faire un documentaire. Il fait connaître à tout le monde ce qu'on a enduré depuis l'enfance. Les difficultés qu'on a rencontré, comment on s'en est sorti, et le travail qu'on faisait chez nous. [...] L'autre jour il m'a questionné sur ma souffrance dans mon village, il m'a demandé pourquoi j'ai quitté le Mali pour la Mauritanie et après pour venir travailler ici au Maroc, et combien de fois j'avais essayé de franchir la barrière pour entrer en Espagne. Il a tout filmé [...] ». Tout au long du court métrage la souffrance semble être à la fois le centre d'intérêt du journaliste et la raison d'être des migrants : c'est seulement en racontant des souffrances vécues tout au long de leur vie qu'ils deviennent des sujets légitimes, des migrants intéressants et que leur expérience de la mobilité fait sens. Toujours en 2014, la journaliste freelance Sara Creta diffuse un documentaire d'une vingtaine de minutes réalisé en collaboration avec l'organisation *Médecins sans frontières* auprès de migrants installés dans les campements informels de Gourougou. Le reportage choque les spectateurs pour son contenu et est rediffusé par les grandes agences journalistiques internationales : on documente les conditions de vie d'un groupe de migrants camerounais ayant essayé de franchir la frontière de Melilla : de nombreux migrants sont blessés à la tête, aux jambes, aux bras et aux mains ; certains parcourent en claudiquant le sentier glissant qui monte la pente de la montagne ; d'autres portent des béquilles ; ils montrent à la caméra les blessures récemment cousues et les cicatrices plus anciennes ; ils décrivent les violences, les coups et les agressions subis par les forces de l'ordre et les clochards : ils expliquent qu'ils sont en voyage pour aider leurs familles et qu'ils veulent entrer en Europe : ils sont tous exténués : parmi eux Clément porte un maillot d'une équipe de foot avec un numéro 9 sur le dos. Il est allongé sur une couverture posée au sol : il respire péniblement, les yeux entrebâillés. Depuis le jour de l'attaque à la barrière de Melilla sa santé se dégrade rapidement disent ses compagnons ; les migrants s'organisent pour le remonter jusqu'à un endroit accessible aux secours : quelqu'un charge

Clément sur son dos et commence à remonter la pente : plié par le poids du corps de Clément, essoufflé, il s'adresse à la caméra : « *chaque jour qui passe on tue nos frères [les forces de l'ordre marocaines et espagnoles]... les journalistes viennent ici, prennent des photos comme vous le faites... mais rien, ça n'aboutit à rien* » Entre-temps d'autres compagnons prennent de l'avance pour chercher une ambulance. Quelques minutes plus tard Clément cesse de respirer. La caméra de la journaliste montre son corps allongé sur des couvertures. Autour de lui ses compagnons silencieux répriment les larmes.

Le samedi 29 novembre 2014 la chaîne française de télévision, France 2, diffuse un reportage intitulé « L'aventure clandestine ». Le célèbre présentateur, Laurent Delahousse, introduit le reportage en faisant référence aux conditions de détresse dans lesquelles vivent les migrants : « une misère et une détresse que vous allez aujourd'hui voir de face : direction la barrière de Melilla ». L'équipe de France 2 réalise un reportage « sur la route des clandestins au Maroc » et tourne dans les campements de Gourougou et à Fez ; le reportage s'ouvre sur la caméra qui suit deux migrants qui parcourent un sentier escarpé sur la pente du mont Gourougou pour rejoindre un campement informel. La voie du chroniqueur annonce qu'après avoir parcouru des « milliers de kilomètres ces migrants sont à trois heures de marche de leur destination finale : Melilla » ; ensuite elle ajoute : « dans la montagne les migrants africains sont traqués : ils doivent éviter les militaires marocains qui patrouillent la zone et les bergers qui pourraient les dénoncer ». Les journalistes donnent la parole aux migrants qui disent être partis pour « chercher l'argent » pour leurs parents et leurs enfants restés au pays ; ensuite les migrants, en suivant le scénario désormais classique, parlent de leur passé dramatique et des violences subies au Maroc et dans le désert : on filme Yassan en train de prier, lui qui « *avec ses compagnons ont fui la guerre civile en Côte d'Ivoire* ». Ça fait trois ans que Yassan habite ici. Le fait d'avoir fui la guerre devient ici un atout pour prendre une position centrale dans le reportage. La caméra montre les migrants en train de construire des échelles pour escalader les grillages à la frontière. Ils préparent une *attaque* : on les voit construire des crochets et installer des boulons et des vis aux semelles des chaussures pour s'agripper plus facilement aux grillages. « *Quand l'ordre est donné, les migrants attaquent le grillage par centaines* » dit le chroniqueur et il ajoute que ceux qui entrent à Melilla ont « *un billet direct pour l'Europe* ». Cependant, de nombreux individus échouent dans leur tentative de franchir la frontière ; on évoque donc le thème des refoulements des migrants pris par les forces de l'ordre près de la frontière lors des attaques massives : les migrants sont expulsés à la frontière Algérienne et après une marche nocturne arrivent à Oujda d'où une fois reposés repartent en direction de Fez : ici « *livrés à eux-mêmes, épuisés et blessés, [les*

migrants] trouvent refuge dans l'Église Évangélique », nous disent les journalistes : les migrants sont alors soignés des blessures reçues lors des attaques à la frontière de Melilla. En tournant dans une salle où reposent des migrants, le journaliste demande à voir les blessures : « *qui c'est qui a des blessures là ?* », et les filme l'une après l'autre : la caméra s'arrête successivement sur les crânes, les têtes, les doigts, les jambes et les bras marqués par des cicatrices, des pincements ensanglantés, des plaies et des entailles récemment suturées. Ensuite les journalistes se rendent à Rabat où « *les migrants squattent les abords de la gare ; en journée [...] ils vont faire la manche, taper les salam, comme ils disent* ». Ici les journalistes rencontrent Jamel qui « *a fui la République Démocratique du Congo en 2000, pendant la guerre, après avoir tenté trois fois de passer en Europe il a décidé d'arrêter l'aventure ici ; aujourd'hui ses papiers sont en règle et il fait des études de théologie pour devenir pasteur* ». Joumel est bénévole au comité d'entraide internationale et il accueille « *les clandestins perdus au Maroc* ». L'équipe de france2 filme Joumel pendant un entretien avec une jeune fille, Néné, arrivée au Maroc « *après un voyage de 6000 kilomètres à travers l'Afrique* ». Néné, pendant son parcours, doit se prostituer au Nigeria pour payer les transports. Elle raconte son parcours tragique à travers le désert entre « *faux soldats* », « *coupeurs de route* » et « *viols* ». À cette fille Joumel conseille de garder l'espoir, d'aller de l'avant, de laisser ces tragédies derrière elle et lui propose de petits financements pour un microprojet au Maroc. Le chroniqueur termine le reportage en évoquant le fait que le Maroc commence à devenir un pays d'immigration mais il ajoute que « *ici les migrants sont sûrs qu'un jour leur volonté sera plus forte que les barbelés et qu'ils pourront enfin achever leur aventure* ».

En décembre 2014 un reportage réalisé à Tanger est diffusé dans le magazine « *Les Observateurs* » par la chaîne francophone, France 24. Le titre du reportage est *Tanger, fin de parcours pour les migrants*⁶⁷. Le Maroc est présenté comme le pays où s'interrompt le voyage des migrants subsahariens qui « *attendent pendant des semaines, des mois ou parfois des années le passage vers l'Europe* ». À Tanger, est-il dit, la cohabitation avec ces nouveaux arrivants s'avère tendue. Le reportage démarre dans le centre de Tanger où le journaliste Julien Pain rencontre Cédric un militant camerounais travaillant pour des associations espagnoles et observateur pour France 24. Cédric et le journaliste se dirigent vers les campements informels près de Ceuta. Sur la route, des migrants font la manche et un jeune guinéen, Mamadou, s'offre pour accompagner le journaliste et Cédric dans le campement des guinéens ; « *au campement on découvre que beaucoup de migrants sont*

⁶⁷En septembre 2016 le reportage avait été visualisé sur youtube plus de 87000 fois.

blessés » dit le journaliste ; immédiatement on interroge les migrants sur la dernière attaque à la frontière et sur les agressions physiques subies. On filme la tente de Mamadou où dorment 7 personnes « *dans le froid et l'humidité* » : le journaliste demande à Mamadou si la police « *est déjà venue ici* ». La réponse est positive : « *ils ont démolie, détruit et brulé* » dit Mamadou. Plus tard le journaliste et Cédric se rendent à Boukhalef : ici les migrants interrogés disent être « *persécutés par les Marocains* » et les forces de l'ordre. Ils dénoncent le racisme ambiant, accusent les Marocains de les désigner avec le terme « *Ébola* » ou de faire semblant de se cacher le visage pour se protéger des odeurs quand ils les croisent. Des migrants expulsés d'un appartement dorment sur un toit : ils disent que des clochards les agressent avec des couteaux ou des machettes. À la fin du reportage un homme marocain aborde l'équipe de journalistes et l'amène à son appartement occupé illégalement par des migrants. Un des occupants dit qu'il dormait sur les toits et lorsque l'hiver est arrivé il a décidé de se loger dans cet appartement qui était occupé par d'autres migrants. L'équipe de France 24 interroge ensuite un activiste qui milite pour la protection des droits des migrants et qui dénonce une complicité entre les autorités et des groupes de citoyens du quartier qui s'arment pour agresser les migrants : il considère que ces bandes feraient le sale travail de répression et d'intimidation à la place de la police.

Dans le film *Delta, Back to shores* réalisé par Charlie Petersmann en 2016 et dont une partie a été tournée à Tanger, Ibrahima, mon colocataire, arrivé au Maroc pour faire un stage et travaillant comme serveur dans un restaurant, joue le rôle du « migrant clandestin » voulant rejoindre l'Espagne. Dans le film Ibrahima discute avec les filles sénégalaises avec lesquelles il partage l'appartement : celles-ci jouent les « migrantes clandestines » et lui disent qu'elles vont essayer d'entrer illégalement en Espagne le soir même ; elles expliquent qu'elles partiront à bord d'un « *bateau* » : il en existe deux types : « *les bateaux zodiac avec moteur* » qui peuvent transporter entre 20 et 30 personnes et « *les bateaux gonflables* » plus petits et sans moteur : elles voyageront sur un « *zodiac sans moteur* » et devront « *ramer* » jusqu'en Espagne. Une des filles a peur mais elle dit qu'« *elle n'a pas le choix* » : soit partir en Espagne soit repartir au Sénégal. Entre-temps l'autre fille regarde, à la télévision, le journal de France 24 : la voix de la chroniqueuse annonce que « *hier un navire transportant 400 personnes a fait naufrage au large de Lampedusa, les secouristes ont déjà repêché plus de 130 corps mais ils restent encore quelque 200 disparus* ». Le lendemain Ibrahima part à la rencontre des passeurs qui lui disent que « *prendre la mer c'est une affaire d'hommes* », que « *si tu viens ici c'est juste pour partir, chaque jour la marine arrête des gens* » ; ils ajoutent que « *la seule solution c'est de traverser* » et que « *certains meurent sur terre, d'autres meurent en mer* » ; un

autre passeur affirme que « *si Dieu me tue dans cette mer, je bénis son choix* », « *c'est une guerre pour la survie* » ; « *ici il n'y a rien du tout mon frère* ».

Dans la scène suivante Ibrahima échange avec ses collègues pêcheurs autour d'un feu près de la mer. L'échange porte sur les « *voyages clandestins pour aller en Europe* » ; un pêcheur lui dit qu'il faut aller en Libye, et qu'au Maroc beaucoup d'Africains disparaissent dans la mer, et qu'on retrouve leurs corps quand la mer n'est pas bonne. Un autre pêcheur lui conseille d'essayer d'entrer par Ceuta sans avoir à prendre le risque de traverser le Détroit. Ibrahima se rend alors dans un campement informel près de la frontière de Ceuta. Les migrants qu'il croise dans la brousse semblent des spectres : immobiles, muets avec les regards fixés dans vide. Un migrant lui dit qu'il faut faire attention dans cette forêt parce que les « *arabes, les villageois peuvent être très dangereux, les militaires sont dangereux, les policiers sont dangereux* ». Le migrant montre et explique à Ibrahima comment faire pour éviter le contrôle des militaires marocains, nager un kilomètre, passer le grillage de la frontière, et entrer en Espagne.

Rentré dans son appartement Ibrahima se confie à Moustapha (notre ancien colocataire qui joue lui aussi le migrant clandestin alors qu'il est agent de sécurité et vendeur de tissus) qui lui dit que le Maroc est *un piège* car on ne peut pas y rester mais on ne peut pas non plus rentrer au Sénégal. Finalement, Moustapha encourage Ibrahima à rentrer chez ses parents au Sénégal ; Ibrahima lui répond que « *de toute façon on n'a pas le choix* » et décide de rentrer au pays. À Dakar un ami lui dit qu'après 4 ans à l'étranger ça va être difficile pour lui de trouver un travail. En outre la copine de l'époque lui annonce qu'elle est prête à se marier avec un autre homme. Assis sur la plage un ami lui demande un conseil : il veut prendre la route, « *voyager, même par la mer, pour sortir la famille de la misère* ».

J'ai choisi ces reportages et ces films parmi beaucoup d'autres réalisés entre 2010 et 2016 (à peu près la période de mon enquête) car, d'une part, ils me semblent bien synthétiser la production globale autour de cette thématique et, d'autre part, ils ont connu un succès international et récompensés par des prix, des citations et des visualisations.

On constate que dans tous ces travaux l'intérêt est porté de manière privilégiée et presque exclusive sur les aspects violents et tragiques de la migration qui est réduite essentiellement à une migration linéaire du sud vers le nord, de l'Afrique vers l'Europe et donc à une migration de transit : on retrouve un répertoire d'images récurrent : les migrants sont en route vers l'Europe ; leur parcours est souvent présenté, dans les reportages, comme seulement de la marche à pied filmés à hauteur des genoux des migrants qui escaladent des sentiers penchés dans des paysages sauvages nécessitant beaucoup de force

pour avancer ; on a évoqué, à plusieurs reprises, la traversée du désert avec son répertoire dramatique de violences, vols, viols, agressions de toute sorte perpétrés par des militaires, des policiers, des passeurs et des coupeurs de route. La marche des migrants s'achève sur les plages méditerranéennes du Maroc ou en face des grillages frontaliers de Ceuta et Melilla. La frontière se configure comme le dernier obstacle à franchir avant d'atteindre la destination : elle est présentée dans toute sa violence : les images insistent sur les lames des barbelés, les bandes de ciment et les grillages qui marquent le terrain comme une cicatrice et définissent brutalement le dedans et le dehors. Contre ce monstre de fer, ciment et lames, les migrants partent à l'« *attaque* », à corps « *perdu* » ; on retrouve une opposition symbolique forte entre, d'une part, les grillages illuminés, les postes de surveillance, les militaires avec leurs hélicoptères, et de l'autre, les migrants avec leurs corps, leurs plaies, leurs blessures, leur souffrance ; d'un côté la technologie moderne et de l'autre des corps nus et des outils primitifs : des échelles réalisées avec des branches, des crochets métalliques attachés aux baskets, etc. ; c'est la lutte du faible contre le plus fort, du pauvre contre le riche, des individus contre les institutions étatiques. L'attaque à la barrière provoque des victimes : seulement peu de migrants arrivent à la franchir ; les autres, blessés, restent au Maroc. Certains tenteront à nouveau, d'autres essayeront la traversée de la mer. Une mer dangereuse qui tue et avale des dizaines de migrants dont elle restituera les corps seulement quand elle se sera calmée. Les survivants restent au Maroc dans des campements informels, des petits villages dantesques des damnés de l'humanité. Le Maroc est alors présenté, certes, comme un pays de transit, mais aussi comme une *prison*, une *nasse* et un *piège*. Les migrants sont partis pour fuir la misère, parce qu'ils n'avaient pas le choix, ils sont poussés par la pauvreté et la nécessité de trouver de l'argent pour leurs familles. La migration se vit alors comme une entreprise tragique, comme une question de vie ou de mort (« *certain meurent sur terre d'autres en mer* ») et une « *guerre pour la survie* ». Il en résulte ainsi une image dramatique de la migration qui est réduite à une mobilité du sud vers le nord, une mobilité sous contrainte, afin d'échapper à la misère et à la guerre. Le Maroc est décrit comme un transit, comme une prison et les migrants sont des *clandestins perdus* ayant subi toute sorte de violences dont témoignent les cicatrices qui marquent leurs corps.

Le champ sémantique de la migration sud-nord et ses topos.

Les images qui émergent de manière évidente dans les reportages et les films présentés ici se retrouvent dans une grande majorité des travaux réalisés sur la migration en général et la migration au Maroc en particulier. Nous avons vu que ces images structurent dans une large mesure le discours médiatique au Maroc mais aussi à l'échelle internationale, celui des associations militantes marocaines ou internationales et, en partie, celui des chercheurs. Elles composent ainsi le cadre à travers lequel ce phénomène est appréhendé et dit par les acteurs du troisième élément et ensuite, nous le verrons, par les migrants. En effet, ces images composent des *topos médiatiques* de la migration, à savoir un arsenal de thèmes, d'images et d'arguments dont l'orateur se sert pour dire et penser ce phénomène et pour attirer l'attention et l'adhésion des auditeurs. Grâce à leur répétition et à leur réitération dans des contextes différents tels que le discours militant, médiatique ou scientifique, ces topos se confirment mutuellement et deviennent des réalités objectives qui composent le cadre offrant les codes pour penser, dire et représenter la migration. On retrouve le topo de la marche à travers le désert, le topo de la traversée de la mer et le topo de la migration comme une contrainte et comme une lutte pour la survie. Ces topos conduisent à une double représentation des migrants comme héros d'une lutte pour la survie et comme victimes d'un système global discriminatoire : nous avons vu à quel point ces représentations alimentent les revendications des associations militantes : ces associations, notamment dans une première période, ont construit leurs revendications sur la base de l'image du migrant en détresse de passage au Maroc et condamné à y rester par un système global discriminatoire de triage des bons et mauvais migrants.

Nous sommes donc face à trois *registres de vérité* (les représentations des associations, les représentations médiatiques et les représentations des chercheurs – du moins une partie d'entre eux–) qui se soutiennent en se confirmant mutuellement et en définissant l'archétype humain du migrant et l'axiologie de l'expérience migratoire. D'une part, ils décrivent le migrant qui part parce qu'il n'a pas le choix et qui fait preuve de courage et d'endurance titanesques et de l'autre la migration comme une fuite dramatique, une odyssée anonyme à travers déserts, mers, et périls de toute sorte. Il en résulte une image qui, bien que capable de décrire une portion de la réalité de l'expérience migratoire, se révèle à la fois réductrice et totalisante en cristallisant la figure du migrant autour de celle du « clandestin perdu ». Cette image relancée par les médias, vue par des centaines de

milliers de personnes acquiert une visibilité débordante justifiée certes par son caractère dramatique ; elle catalyse en elle-même le débat sur la mobilité internationale en totalisant la scène et en animant d'autres journalistes et chercheurs voulant aborder une actualité qui apparaît dramatique et clivant. Autour de ces topos une multiplicité d'études, enquêtes et reportages a été produite⁶⁸ et constitue un répertoire certes très vaste mais aussi redondant. Les topos de la migration semblent se constituer, en effet, comme l'horizon légitime de compréhension et de représentation du phénomène migratoire : c'est, semble-t-il, uniquement dans le cadre d'une lutte pour la survie et d'un voyage dramatique vers l'Europe que cette mobilité semble devenir légitime, intelligible et pouvoir se dire. Et c'est notamment en relation avec ces topos, dans leur sphère de représentation, qu'elle attire l'attention médiatique. En d'autres termes, les acteurs médiatiques, les acteurs associatifs, les militants et les journalistes contribuent de manière importante à définir le *champ sémantique* à l'intérieur duquel la migration peut être pensée et dite. Or dans un jeu de miroir ce champ sémantique se confirme et se renforce à travers les représentations produites par les différents acteurs qui, eux, puisent une grande partie de leurs unités descriptives et analytiques dans ce même champ. Nous assistons à un *effet de boucle* (Hacking et Bouillot, 2002 ; Hacking et Jurdant, 2008) à travers lequel les acteurs s'engageant sur la question migratoire mobilisent les unités descriptives et analytiques qu'ils trouvent dans le champ sémantique de la migration sud-nord afin de décrire la réalité qu'ils observent en les confirmant davantage comme réalités objectives et références pour la pensée. En puisant dans le champ sémantique et en décrivant la réalité selon les topos que celui-ci fournit on aboutit à la confirmation de celui-ci en tant que cadre légitime et cohérent de la pensée.

Le champ sémantique qu'on vient de décrire n'est pas exclusif : d'autres façons de décrire ce phénomène existent ; il n'est pas non plus figé : au contraire, il évolue constamment en intégrant de nouveaux topos et de nouvelles unités descriptives et analytiques : cependant, on peut dire, à mon sens, qu'en ce moment ce phénomène semble le cadre sémantique dominant compte tenu de son poids et de sa présence dans les travaux qui se font sur la migration au Maroc et que son barycentre porte l'image de la migration comme une contrainte, une fuite tragique, une route du sud vers le nord.

⁶⁸Voir par exemple les reportages photographiques de Marcos Moreno sur les migrants subsahariens installés dans les campements informels dans le Nord du Maroc ou encore le livre de Traoré et Le Dantec « *Dem ak Xabaar* » *Partir et Raconter. Récit d'un clandestin africain en route vers l'Europe* (Traoré and Dantec 2017).

Nous verrons par la suite que ces répertoires symboliques, ces topos de la migration, outre le fait de fournir le cadre principal des représentations de la migration, ils sont connus, intériorisés et mobilisés par les migrants afin de se dire publiquement face au troisième élément qui les interroge et qui définit fortement le champ sémantique de la migration.

Chapitre II : Comment les migrants se disent.

Didier ou le petit prince du Sahara.

Le 30 août 2011, l'émission *Les Pieds sur terre* de France Culture diffusait un reportage réalisé à Tanger par un journaliste freelance⁶⁹ et intitulé « Didier, le petit prince du Sahara ». On y découvrait un migrant camerounais arrivé à Tanger pour entrer clandestinement en Espagne. Didier était présenté par la chroniqueuse comme un « harraga », autrement dit un brûleur, ainsi nommés car ils brûlent leurs papiers d'identité avant de décider de franchir la frontière entre le Maroc et l'Espagne, 14 kilomètres d'eau qui matérialisent leur rêve de réussite. Ils sont des centaines, voire de milliers, (difficile à recenser) à errer dans les rues de Tanger à la recherche d'une occasion, de quelque chose à taper, d'une rencontre qui leur sera favorable. (...) Venus de l'Afrique subsaharienne pour la plupart, du Mali, du Niger, du Sénégal, de Guinée ou du Burkina, ils passent des mois, souvent des années, coincés là à attendre de pouvoir passer en Espagne. Il y a quelques années encore ils faisaient tout pour rejoindre l'enclave espagnole de Melilla sur le territoire marocain mais celle-ci est si férocegardée qu'ils tentent aujourd'hui leur chance sous les essieux des camions, dans les ferrys ou à bord de bateaux de fortune appelés *pateras*⁷⁰.

Didier a « 22 ans hors taxes, ou plutôt 28 dtc, de toute façon personne ne peut vérifier parce qu'il a brûlé ses papiers » et raconte sa « vie rêvée de l'autre côté, de son enfer à Tanger ». Il est convaincu qu'en Europe il réussira à « 200 % ». « L'Europe c'est le paradis » il nous dit, « il y a de l'argent, je le sais, on le voit à la télévision : je suis France24, je suis Tv5, je suis Euro News, je suis la télévision espagnole : il y a l'argent en Europe ». Il explique au journaliste qu'étant habitué au style de vie européen il ne peut pas comprendre l'aventure de la migration d'un Subsaharien : « ton niveau de vie n'est pas égal au mien : en Occident il faut refaire la maison, acheter une belle voiture, il faut prendre des vacances... il faut, il faut, il faut : trop de « il faut ». Toi t'as besoin de vacances, un noir africain n'as pas besoin de vacances ». Il ajoute qu'il ne dépensera pas de l'argent pour des choses superflues : « un Africain n'a pas besoin d'aller au restaurant, alors qu'il peut

⁶⁹ <http://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/didier-le-petit-prince-du-sahara> : date de consultation 10/10/2013.

⁷⁰ Reportage France Culture, Didier, le petit prince du Sahara.

préparer chez lui ; un Africain n'a pas besoin de changer de voiture seulement parce qu'elle a 5 ans, ou bien changer de frigo... ça c'est dans vos habitudes » : d'ailleurs il n'a pas besoin de dépenser « 15 euros aux Champs Elysées pour un sandwich ; chez nous on n'a pas besoin de ça, on n'a pas grandi dans cette culture » ; il prendra un travail qu'« un Français normal ne veut pas faire » : il peut par exemple « garder un vieillard, laver le sol, balayer la rue... il faut pas avoir honte » : « vous êtes mieux payés qu'un ministre en Afrique. Un euro c'est 650 CFA, c'est beaucoup, vous avez un plat de nourriture accompagné d'un jus ». Il dit qu'ainsi il pourra économiser : « le petit supplément que tu dépenses pour les distractions, moi je fais des économies et à la fin de l'année j'ai de l'argent ».

Ce qui le motive à partir sont les migrants installés en Europe et qui de retour au pays racontent qu'en Europe « il faut être battant pour réussir sa vie », mais que la vie est meilleure qu'en Afrique. Ils passent au port de Tanger avec leurs voitures pour rentrer au Sénégal, Guinée ou Mali et racontent qu'en Europe ceux qui ne réussissent pas sont des paresseux. Il est convaincu que l'Europe est la région des droits de l'Homme, une fois là-bas, il sait qu'il sera aidé par « les associations » : d'ailleurs il nous dit que même dans un centre de détention en Europe on est mieux qu'en Afrique « Même un prisonnier en Europe vit mieux que certains fonctionnaires en Afrique ». Didier a besoin de trouver les 30 dirhams pour payer la pension : il propose au journaliste de l'accompagner pour voir où il dort : « on s'étouffe ici, pas de fenêtre... ça sent mauvais, il n'y a rien, on est obligés de faire avec, on est obligés de supporter le manque d'air, l'insalubrité [...]. Comme vous voyez là c'est sale, les oreillers on ne les change presque jamais, ça me gratte, c'est une petite pension pour les pauvres, on n'a pas le choix [...]. Donc je suis là avec ma petite valise, mon petit sac, je suis comme un pigeon voyageur, j'ai mon petit sac et d'un moment à l'autre je peux le porter et changer de lieu, [...] il ne faut pas s'encombrer, j'ai quelque tee-shirts, un jeans, ce sont de petites choses ». À côté de son sac il garde sa bible « je prie, hein » et l'huile d'olive béni par un prêtre : « je me huile avec pour que je puisse avoir la grâce ». Et encore dans un autre coin il y a une petite sacoche dans laquelle il garde son passeport sa carte de séjour, un agenda avec des adresses, un dictionnaire d'espagnol et son argent. La sacoche est toujours attachée à sa ceinture : « si j'ai un peu de sous je l'enfonce dans mon slip, c'est caché dans mon slip, parce que si on vous vole ici vous êtes morts et je ne suis pas prêt à mendier ». Il explique que pour gagner quelque sous il cherche des touristes et surtout « des femmes espagnoles pour se marier, je suis quand même un garçon élégant ». Mais ce n'est pas facile parce que « on a un obstacle : les Marocains. Parce qu'ils leur disent « faites attention, vous êtes touristes et pour éviter des

problèmes ici ne marchez pas avec les blacks parce qu'ils ont une mauvaise réputation, ils sont sans papiers, ils sont des voleurs, c'est très faux, vous êtes avec moi depuis et moi je ne vous ai jamais volé ». Pour terminer l'entretien Didier amène le journaliste dans son église « c'est ici que je vais à la messe tous les dimanches, c'est la cathédrale espagnole de Tanger » ; face au microphone il prie le *credo* en espagnol et il offre quelques pièces à l'offertoire : « je vais essayer de mettre les quelques pièces que j'ai ». Sorti de la messe il répond au téléphone, il est sollicité par un ami, un Européen, il doit partir, il avait fixé un rendez-vous et il est en retard : « il pourra me donner un café, et peut-être je vais lui... on appelle ça le grattage, il pourra me payer un sandwich, ça fait pointer la journée ».

L'image dressée de Didier s'applique décidément au champ sémantique de la migration sud-nord. On retrouve le topo de la traversée de la mer : Didier est présenté comme un *harraga* qui brûle ses papiers pour traverser le Déroit. La référence au Sahara dans le titre du reportage semble évoquer le topo de la traversée du désert. Didier est parti de chez lui parce qu'il n'a pas le choix ; il laisse une mère malade et une famille dans la détresse économique ; il laisse un continent dans la misère qui n'offre aucune opportunité où certains fonctionnaires vivent bien pire que les prisonniers en Europe.

Il est prêt à supporter toutes sortes de difficultés et à accepter toutes sortes de travaux : il économisera chaque centime en adoptant une vie austère ; il sait qu'il faut être « battant » mais il le sera car en Europe il y a l'argent et on peut se réaliser. Entre-temps à Tanger il vit l'enfer en séjournant dans une petite chambre insalubre, en subissant le racisme des Marocains et devant se battre pour trouver l'argent pour survivre. L'image qui en résulte conduit à une double victimisation et héroïsation de Didier qui, en tant que pauvre démuné, affronte des obstacles titanesques en défiant les inégalités globales : il est actif, cultivé, modeste, pieux et peut-être un peu naïf. Le portrait qui en découle est le résultat d'un travail de coproduction implicite entre Didier et les journalistes de France Culture afin d'adhérer au champ sémantique de la migration sud-nord : l'expérience de Didier est, en effet, doublement tirée afin de se conformer à ses codes et à son langage : d'une part, elle est tirée par le récit de Didier lui-même qui insiste sur les difficultés à affronter les souffrances passées, la misère au Cameroun et l'espoir en Europe ; d'autre part, la voie de la chroniqueuse qui définit Didier comme un *harraga* qui a brûlé ses papiers et qui « va tenter sa chance sur des bateaux de fortune » et son expérience à Tanger comme un enfer sur terre. Didier et les journalistes se conforment, chacun dans sa présentation, au champ sémantique de migration sud-nord, le confirment et le concrétisent. Le portrait de Didier est ainsi conforme aux attentes de la narration de la migration sud-nord, tout en gardant certains décalages : en effet, Didier le *harraga* garde soigneusement son permis de séjour

et sa carte de séjour dans sa sacoche. Cependant, à travers cette coopération entre Didier et les journalistes son expérience devient légitime, digne d'intérêt, elle peut, ainsi, être dite par Didier et être enregistrée et racontée par France Culture.

Régis, le footballeur.

J'avais connu Didier en septembre 2010. Il s'appelait Régis. Il avait un aspect athlétique et fort, le visage affilé, des bras longs et musclés. Il aimait parler et il le faisait très bien : une rhétorique séduisante, un rythme recherché, parfois bouillant et empesé, d'autres volontairement poussif et réfléchis, un lexique précis et substantiel, des arguments solides et la ferveur pour les défendre.

Au moment de notre rencontre nous étions des nouveaux qui venaient d'arriver au Maroc ; Régis était à Tanger depuis trois mois, moi depuis quelques semaines ; il était arrivé à Casablanca par avion et avait pris un train pour Tanger. Grâce à sa capacité oratoire il s'était fait de nombreux amis parmi les expatriés européens. Il était un maître à se raconter. Je m'en étais aperçu le jour où je l'avais invité à une assemblée organisée par le réseau Chamaka qui dénonçait le caractère discriminatoire des politiques migratoires du Maroc et de l'UE. Régis écoutait attentivement en se syntonisant sur les registres rhétoriques du débat et dès qu'il en eut l'occasion il a pris la parole pour raconter son histoire : il racontait la souffrance des migrants au Maroc, les lois qui les obligent à risquer leur vie pour traverser le Sahara et la Méditerranée, la misère qu'il fuyait chez lui et les agressions qu'il avait subies de la part de la police. Son intervention a été saluée par les organisateurs et il a été invité à participer à la marche de la paix quelques jours plus tard. Dans un premier temps je trouvais le discours de Régis extrêmement attachant : il était devenu l'un de mes informateurs privilégiés. Il se présentait comme un footballeur : il m'avait dit qu'il avait passé un casting avec l'équipe professionnelle de Tétouan mais il n'avait pas été retenu : son rêve était de devenir footballeur professionnel et il voulait se faire remarquer par quelque manager sportif qui aurait voulu l'embaucher dans un club de foot européen. Il voulait aller en Europe et le Maroc n'était pour lui qu'une escale : le foot était une piste pour y arriver mais il y en avait d'autres : des amitiés, un mariage, quelqu'un qui aurait pu lui faire une invitation. Au Cameroun il avait laissé la misère, une mère malade de diabète et une famille incapable de la soigner : au Cameroun il n'y avait aucune opportunité pour lui : pas de travail, pas de future... Même le foot était corrompu. Pour toutes ces raisons il se disait prêt à endosser toutes les épreuves nécessaires pour arriver en Europe : la

pauvreté, la misère, l'épuisement physique, la faim et le racisme des Marocains... Son destin était tragique : soit l'Europe soit rien : il ne pouvait pas revenir en arrière parce qu'au Cameroun il n'aurait rien trouvé d'autre que misère, déception et honte. Il ne pouvait pas rester sur place non plus à cause du racisme des Marocains, de leur culture et du manque d'opportunités. Ainsi, il devait (à son dire) survivre au jour le jour. Chaque jour il devait trouver 60/70 dirhams pour payer sa pension et ses repas : il trouvait des touristes qu'il guidait à travers la ville et à qui il racontait son histoire tragique : ceux-ci pouvaient l'aider avec 20, 50 ou 100 dirhams ; le soir il se couchait épuisé. Le lendemain, il se réveillait avec la même angoisse... et à celle-ci s'ajoutaient le froid en hiver, les gripes, le rhume, les accidents, les petits vols, les mauvaises nouvelles du pays, les pressions de la famille pour recevoir de l'argent, les aléas du quotidien, etc.

En ce début d'enquête le discours de Régis s'accordait parfaitement avec l'image que, à travers mes premières lectures et observations, je m'étais construit de la migration au Maghreb et au Maroc. Lentement, au fil du temps, cette image a commencé à se nuancer et ensuite à s'effriter. En même temps le récit de Régis changeait au gré de l'évolution de notre relation et en fonction des différents contextes d'énonciation dans lesquels il prenait la parole ; ainsi progressivement il m'a fourni un portrait de lui fort différent.

Régis l'entrepreneur de soi.

Au cours des mois et des années suivants j'ai ordonné, de manière plus précise, les pièces de la vie de Régis. J'ai pu comparer ses discours et ses pratiques à ceux d'autres migrants en l'entendant se présenter dans des contextes et des situations divers : une image différente de Régis a commencé alors à s'esquisser. Le petit prince du Sahara (tel qu'il avait été défini par l'émission de France culture) était arrivé au Maroc par avion dans un vol Yaoundé - Casablanca. Il disposait d'un permis de séjour et était parti du Cameroun avec des économies qui lui permettaient de séjourner au Maroc pendant plusieurs mois. Après quelques jours à Casablanca, il était parti à Tanger où il s'était installé dans une petite pension. Il était arrivé au Maroc sans avoir de contacts sur place. Il voulait explorer le pays, chercher de nouvelles opportunités et peut-être, sous certaines conditions, partir en Europe. Il rêvait certes d'aller en Europe mais plus concrètement il espérait trouver au Maroc des relais qui auraient pu l'aider à se réaliser, que ce soit au Maroc, en Espagne, en France, au Cameroun ou ailleurs. Il cherchait quelqu'un qui pouvait l'aider à implanter une activité commerciale au Cameroun ou qui pouvait l'embaucher dans une entreprise ou

dans une équipe de foot. Il ne se considérait nullement comme un clandestin : il ne serait jamais monté à bord d'une *patera* ou d'un zodiac pour se lancer à la mer en direction de l'Espagne : il considérait que c'était trop dangereux : en effet, depuis que je l'ai rencontré en 2010 il n'a jamais essayé de s'embarquer sur une *patera* ou de se lancer contre les grillages de Ceuta et Melilla et il vit encore aujourd'hui à Tanger. Pour rien au monde il aurait brûlé son passeport qui lui garantissait, à l'époque, un séjour régulier. Bien que dans l'entretien de France culture il ait été présenté comme un *harraga* il ne se pensait nullement comme un clandestin, et il tenait à marquer une distance nette avec ces migrants « prêts à tout pour entrer en Espagne »⁷¹. Au contraire, il s'éloignait de ceux-ci et essayait de côtoyer les étrangers européens installés en ville ou de passage. Sa mère n'avait pas le diabète et l'argent qu'il demandait à ses amis européens ou à Caritas pour acheter des médicaments était envoyé à sa copine. Il vivait avec ses économies et avec l'argent qu'il demandait, en mobilisant le récit du *harraga* et tout le champ sémantique dramatique de la migration sud-nord, à des amis européens, à des touristes ou aux associations locales. Avant l'expiration de son permis de séjour il était rentré au Cameroun avec un vol de Casablanca à Yaoundé. Au Cameroun, il avait reconstitué un petit capital et renouvelé ses papiers. Il était ensuite reparti au Maroc accompagné par sa copine sur un vol Yaoundé-Casablanca. Quelques mois après leur arrivée à Tanger la jeune femme a donné vie à deux jumeaux. Afin de combler les besoins de sa petite famille, Régis a acheté une télévision, une antenne et un lecteur DVD pour regarder des films. Mais en dépit des efforts faits Régis n'était pas en mesure d'assurer à sa famille une vie confortable. La jeune mère a décidé alors de laisser Régis et de rentrer au Cameroun avec les enfants. Régis est resté quelques mois de plus à Tanger et il est ensuite retourné au Cameroun. Il est revenu à nouveau au Maroc en 2015 et il collabore maintenant avec l'Église Espagnole de Tanger en tant qu'intermédiaire entre l'institution et les migrants africains. En définitive, plus qu'un *harraga* ou un clandestin Régis apparaît, comme je le montrerai plus en détail dans les chapitres suivants, comme un self-made migrant, comme un entrepreneur de soi qui cherche une émancipation économique et sociale à travers la mobilité et qui procède par tâtonnements pour trouver son chemin. Sa trajectoire peut être rapprochée de celle du *harraga*, ou plus généralement, s'inscrire dans le registre sémantique de la migration sud-nord à travers un travail de mise en scène de sa part et de la part des journalistes qui,

⁷¹Ainsi Régis définissait dans nos échanges certains aventuriers camerounais qui investissaient tout leur temps, toutes leurs ressources et leurs énergies à franchir illégalement la frontière espagnole en prenant en outre des risques considérables.

ensemble, contribuent à conserver et confirmer les topos dramatiques de la migration sud-nord.

La double herméneutique et la confirmation réciproque.

Le portrait que j'ai dressé de Régis comme un self-made migrant et un entrepreneur de soi plutôt que comme un *harraga* n'a pas la fonction de le signaler comme un menteur ni de dénoncer l'incompétence des journalistes. Au contraire, je considère que dans cette divergence réside un intérêt scientifique considérable. Elle nous permet d'observer deux versions différentes (publique/privée) de la présentation de soi, faite par un même enquêté dans des espaces de parole et d'observation différents. Cette divergence possède une fonction euristique : elle marque des contradictions qui nous poussent à mieux penser l'expérience migratoire. En effet, cette divergence entre les deux portraits de Régis ouvre une piste d'analyse qui concerne la façon dont les migrants s'approprient le discours médiatique portant sur la migration et construisent leurs récits en puisant dans l'énorme répertoire d'images, significations et topos qui composent le champ sémantique de la migration sud-nord : ce faisant, ils contribuent à le renforcer : face aux journalistes, aux chercheurs et aux militants les migrants se disent à partir de la façon dont ils sont dits.

J'ai constaté qu'au cours de notre relation Régis alternait deux registres discursifs : d'une part, il se présentait souvent comme un pauvre, un démuné et un subalterne. D'autre part, il se vantait d'avoir été bien éduqué, il aimait se distinguer des aventuriers (qu'il appelait clochards) vivant de mendicité et prêts à tout pour aller en Europe, et vantait ses bonnes conditions de vie au Cameroun. L'alternance ou l'utilisation sélective d'un registre plutôt qu'un autre est strictement liée au cadre d'énonciation dans lequel Régis se raconte.

Le premier registre discursif, celui de la victimisation et de l'héroïsation, était celui que Régis mobilise dans les situations d'enquête dans lesquelles il était mis en examen et/ou en présence d'étrangers européens, touristes, militants, chercheurs et journalistes. Le deuxième registre était celui mobilisé dans des cadres plus informels et notamment dans les échanges avec d'autres migrants. Ces deux registres sont les indicateurs de deux façons de se penser et de se dire dans deux contextes d'énonciation différents et sont donc des indicateurs d'un travail de mise en scène de soi, d'une façon de se penser, se dire et se justifier en rapport à un contexte interactionnel déterminé. Dans le récit que Régis fait de lui-même pour le reportage de France culture, il mobilise les topos médiatiques de la migration et ses unités sémantiques : il se présente comme un bon migrant, un homme

cultivé, modeste, pieux, qui, fuyant la pauvreté et dans l'espoir d'une vie meilleure, a échoué au Maroc dans l'attente d'entrer, d'une façon ou d'une autre, en Espagne. Il endosse sa condition doublement subalterne de pauvre et *d'Africain* face à de riches *Européens*. Il est prêt à vivre dans une maison modeste et à faire toute sorte de travaux pour économiser pour lui-même et sa famille. Il peut nous sembler quelque peu naïf dans sa façon de penser la société européenne mais il est certainement animé d'un esprit entreprenant et généreux. Régis construit son récit afin d'adhérer le plus possible au champ sémantique de la migration sud-nord et donc aux codes et aux topos légitimes de la mobilité véhiculés par les acteurs associatifs ou par les journalistes, etc. : il mobilise alors le registre qui lui permet de valoriser (ou inventer) les aspects tragiques de son expérience. D'autre part, les journalistes construisent le portrait de Régis à partir de leurs propres représentations de la mobilité en Afrique qui puisent elles aussi dans le champ sémantique de la migration : ces représentations se trouvent, dans un deuxième temps, confirmées par les éléments discursifs et descriptifs que Régis mobilise : ainsi Régis devient l'individu que le champ sémantique de la migration sud-nord préconise comme étant le véritable et légitime migrant : un *harraga* qui brûle ses papiers, quelqu'un qui n'a pas eu le choix et qui a dû fuir vers l'Europe. Il se réalise ainsi un consensus mutuel et implicite entre le journaliste et l'enquêté autour des topos de la migration : or de par ce consensus ces topos sont confirmés ; en définitive, l'image qui émerge de Régis comme un *harraga*, un démuné fuyant la misère pour trouver de l'argent pour sa famille est le produit d'un équilibre fragile et constamment remis en discussion entre les représentations réciproques que le migrant et le journaliste produisent l'un et l'autre en tant que représentants l'un du monde africain et de l'épopée migratoire et l'autre du premier du monde européen. Il s'agit d'une « double herméneutique » (Cefai, 2014) qui structure une relation entre l'enquêté et l'enquêteur. Cette double herméneutique est essentielle, à mon sens, pour comprendre la façon dont les migrants se perçoivent et se disent. Comme l'a dit Cefai :

« [...] Tous les enquêtés – jusqu'aux peuples les plus exotiques, jusque-là traités comme sans écriture et sans histoire ont acquis une capacité à lire, à accéder à ce que l'on écrit sur leur compte à y riposter en produisant leur propre littérature et souvent, à le contrôler et à le censurer [...]. Le mécanisme de double herméneutique, selon lequel les enquêtés s'approprient les enquêtes que des enquêteurs en sciences sociales ont menées sur eux et les enquêteurs sont confrontés dans leur processus d'enquête à des versions transformées de ce que leurs collègues ont écrit – passées dans l'expérience des enquêtés ou brandies par eux à des fins stratégiques » (Cefai, 2014).

Régis se conforme donc aux topos de la migration sud-nord en essayant d'harmoniser sa présentation de soi et de respecter les attentes des journalistes. Or si on rappelle avec Maurger que « la situation d'enquête peut n'être que concédée » (Mauger, 1991, p. 141), qu'elle est hiérarchiquement structurée et qu'elle existe par la volonté de l'enquêteur on comprend pourquoi, pour y avoir sa place, l'enquêté doit adapter son récit aux valeurs et aux représentations ainsi qu'aux intérêts qu'il croit être ceux de l'enquêteur : pour participer à la relation d'enquêté à enquêteur Régis doit se rendre intéressant, mobiliser ce qui peut intéresser l'enquêteur. Pour participer à l'enquête l'enquêté doit donc « s'exposer – temporairement – à la domination (économique et culturelle) de l'enquêteur » (Mauger 1991, p. 141) ; pour dérouler son récit il se plie aux intérêts de l'enquêteur : il camoufle des parties entières de son parcours, gomme certains aspects de sa vie, renforce d'autres, anoblit ou dramatise certains faits au détriment d'autres. Le pécule que Régis doit payer pour se rendre intéressant est de se dire à travers le champ sémantique de la migration sud-nord et, particulièrement, à travers les topos de la traversée du désert et de la mer. Ainsi, Régis évite par exemple de décrire précisément sa condition sociale au Cameroun ou les conditions réelles de son voyage au Maroc ; face au journaliste il se diminue : se minimiser est, ici, pour lui, une solution rentable lui permettant de fournir une image de soi répondant à l'image du *harraga* sans papiers dont le journaliste souhaite écouter le témoignage : ce faisant, il se fait intéressant, il accède à l'échange et peut en tirer un profit économique et/ou symbolique. Pour ce faire, il tisse son récit en puisant dans son expérience directe, dans les récits d'autres migrants qu'il a pu rencontrer, qu'il croise dans les rues et qu'il côtoie et des infos qu'il lit dans les journaux ou entend à la télévision. On est ici dans un jeu de miroirs déformants dans lequel plus Régis se dit petit plus il sera grandi par la logique renversante des topos de la migration sud-nord ; pour répondre à l'image du *harraga* il doit se rabaisser et en se rabaissant il sort grandi aux yeux des journalistes qui font de lui le protagoniste d'un reportage radiophonique écouté en France par des milliers de personnes. En se rabaissant il s'anoblit, il gagne un surplus de légitimité, il devient le bon *harraga*, le protagoniste absolu du reportage. Régis a bien conscience que ses réponses sont évaluées, classées et jugées et que la valeur qui sera accordée à son récit est liée à sa « capacité à imposer des critères d'appréciation favorables » (Mauger, 1991, p. 131). Se dire en détresse, se rabaisser, exagérer ou inventer les aspects tragiques de son voyage, sont des actes qui peuvent le rendre intéressant ; au contraire raconter son voyage en avion le rendrait moins crédible, moins parfait dans son rôle de *harraga*, moins intéressant.

En conclusion, ces deux portraits de Régis, celui du *harraga* et celui du self-made

migrants et de l'entrepreneur de soi sont le produit de deux conditions d'énonciation et d'observation très différentes. Quand Régis parlait aux journalistes il le faisait en tant que subalterne dans une relation ponctuelle à laquelle il s'efforçait d'accéder afin, nous le verrons plus tard, d'en tirer un profit économique et symbolique ; quand, par contre, plusieurs mois après notre première rencontre, il discutait dans un restaurant où nous mangions avec d'autres migrants, il le faisait en tant que Camerounais cultivé, un grand qui connaissait la ville et les ruses de la migration. La première image est le produit d'un discours public alors que la deuxième, celle que j'ai essayé de reconstruire, est le produit de fragments de discours, d'échanges et de discussions réalisés dans des contextes privés. Il s'agit bel et bien de la même personne celle-là même qui s'exprime et qui est observée dans deux systèmes d'interaction et d'énonciation de soi et dans deux temporalités extrêmement différentes : dans le premier cas le portrait est le produit d'un entretien ponctuel, une rencontre face à face entre l'enquêté et le journaliste, dans le deuxième cas il est le produit d'observations, d'entretiens, d'échanges, de longs moments passés ensemble, de rencontres informelles avec d'autres migrants dans les cafés, les restaurants et d'un long travail de ma part de mise en situation, de réduction progressive de la distance réciproque.

On peut donc opposer un portrait construit à partir d'un récit public émis dans un contexte fortement formalisé et ponctuel (celui de l'entretien avec le journaliste de France culture) et un portrait (celui qui émerge de ma description) construit à partir d'une analyse comparée entre discours publics et discours privés. Les dyscrasies de son discours sont les indices de l'effort fait pour se dire en public en conformité avec les grands topos médiatiques de la migration. Or cet effort, en rejoignant les représentations des journalistes, militants et chercheurs, en se structurant dans le champ sémantique de la migration sud-nord le confirme et le légitime.

Conclusion

Régis avait fait pour le reportage de France culture comme Ibrahima et Moustapha qui avaient composé, dans le film *Delta, Back to shores*, leur image afin de répondre aux topos de la migration sud-nord. Comme eux un grand nombre de migrants que j'ai rencontrés étaient conscients de la médiatisation de la problématique migratoire et face aux acteurs du troisième élément et aux chercheurs ils savaient présenter une image de soi qui adhère

aux topos médiatiques de la migration ; ils dramatisent ou inventent certains aspects de leurs parcours et négligent ou masquent d'autres ; ainsi par un effet de boucle en se disant par et dans le champ sémantique de la migration sud-nord ils contribuent à renforcer ces topos en leur donnant un surplus de véracité et de légitimité.

Pour cette raison, et afin de rendre compte de la façon dont les migrants se disent, il est indispensable d'examiner la façon dont ils sont dits par les acteurs médiatiques, les journalistes et les chercheurs présents sur le terrain ; en effet, les récits de ces migrants se réalisent dans un contexte extrêmement marqué par la présence de ces acteurs qui popularisent l'image du migrant comme exilé légitime et qui structurent le cadre à l'intérieur duquel ce phénomène est pensé et dit. Ainsi l'image qui émerge comme étant légitime et digne d'intérêt est celle de l'exilé, qui fuit son pays, traverse le désert et brûle ses papiers ; le « bon migrant », celui qui est digne d'être raconté, est celui qui fuit son pays pour des raisons qui dépassent sa volonté, qui a été blessé et qui souffre, il est un « exilé » et un « réfugié ». Un soir pendant notre dîner mon colocataire Moustapha, commerçant sénégalais de tissus et agent de sécurité, m'a fait part d'un épisode qui s'était produit l'après-midi même :

« J'ai rencontré une fille qui m'achète des tissus... elle est étudiante à la faculté et elle m'a demandé si elle peut m'interviewer pour une recherche à l'université... je lui ai dit « je ne sais pas, je ne sais ce que je peux te dire... ». Elle m'a dit qu'elle voudrait savoir comment ça se passe le passage du Sahara et toutes ces choses-là des clandestins. Elle m'a dit : « est-ce que t'es entré légalement ? ». D'abord eux [les étudiants, les chercheurs et les journalistes] ils cherchent les gens qui sont rentrés illégalement par la voie de l'Algérie ou du Sahel. Moi je lui ai dit que je suis entré légalement parce qu'entre le Sénégal et le Maroc il y a une convention, vous n'avez pas besoin de visa, vous arrivez avec le passeport, on te fait le tampon et vous rentrez. Je lui ai dit « si tu veux que je te raconte de Belgouendouz comment je suis arrivé à Tanger je peux te le dire, avec tout ce que j'ai vécu et comment je suis parvenu à m'installer à Tanger, je peux te dire ça ; mais ce n'est pas tellement extraordinaire comme tu penses » [...] Mais eux veulent quelque chose de frappant, c'est à dire quelque chose comme une femme avec son enfant, le désert... ils veulent ces choses-là. Moi je lui ai dit que c'est très rare de voir un Sénégalais ou une Sénégalaise qui te raconte ce genre de choses. Peut-être les anglophones, les Nigériens, ces gens-là. Mais il y a de plus en plus de gens qui arrivent par avion et surtout par bus, les gens ne vont pas marcher dans le désert pour venir ici, qui t'a dit ça ? Ce n'est pas vrai ça. Peut-être en Algérie, peut-être il y a des gens qui peuvent marcher de Meghnia jusqu'à Oujda, j'ai des amis qui ont fait ça. Ismail a fait ça, il a marché de l'Algérie jusqu'à Oujda et quand il est arrivé ici il avait les pieds gonflés ». [Entretien Moustapha 10/11/2013].

Après cette réponse, Moustapha n'a plus été contacté pour l'entretien : aux yeux de l'étudiante il était trop distant du profil du migrant qui répond aux topos médiatiques de la migration et donc à l'image légitime et digne d'intérêt ; comme pour l'étudiante, pour un grand nombre de journalistes, militants et chercheurs la seule image intéressante et légitime du migrant au Maroc serait encore et toujours celle du « clandestin perdu » sur son chemin pour l'Europe et en lutte pour la survie. La concentration de l'intérêt médiatique sur ces aspects de la migration pousse les migrants à s'y conformer dans leurs récits publics. Nous verrons dans le dernier chapitre de ce travail que savoir mobiliser une image de soi répondant aux topos de la migration sud-nord peut permettre aux migrants d'en tirer un profit économique et symbolique. En outre, cette image entre dans une stratégie de présentation de soi visant à « séduire » les touristes et les étrangers de passage ou installés en ville afin de demander des aides et toute sorte de solidarité.

Ici, il est important de souligner à quel point les représentations produites par les militants, les journalistes ou les chercheurs conditionnent en profondeur la façon dont les migrants se disent : en effet, les récits des migrants, les comptes rendus ou les analyses qu'en font les journalistes, les chercheurs et les militants s'alimentent et se renforcent mutuellement et tendent à dessiner et à populariser, dans un jeu de miroirs qui se renvoient la même image : l'image du migrant comme un sans-papiers, démuné, qui est parti parce qu'il n'a pas le choix, un exilé ; la migration est réduite ainsi à un parcours à destination de l'Europe ; le Maroc apparaît comme un pays de transit, dans lequel le migrant est bloqué contre son gré.

En disant cela je ne nie aucunement le fait que des migrants traversent le Sahara pour se rendre dans les pays maghrébins, ni que d'autres se lancent sur des *pateras* dans des traversées dramatiques de la Méditerranée, ni que des centaines de personnes vivent dans des conditions critiques dans des campements informels, ni que tout au long de leurs parcours ils ne subissent pas de violences de la part des forces de l'ordre, des coupeurs de route et des populations autochtones. Je ne souhaite pas non plus désigner les migrants comme des menteurs, des acteurs construisant un discours fictif afin de manipuler les interlocuteurs pour en tirer un profit (bien que cela se produit et peut devenir une stratégie économique comme nous le verrons à la fin de ce travail). Ce que j'essaie de montrer c'est que dans leurs discours publics les migrants ont tendance à adapter leur vécu afin de répondre le plus possible à l'image, qui dans l'univers médiatique, semble être la seule légitime et digne d'intérêt : celle de l'exilé de la mobilité sud-nord, pour fuir guerre et misère et pour sauver sa famille. Ici je souhaite montrer la nécessité de mettre en relation

les récits des migrants avec d'une part les représentations produites par le troisième élément et d'autre part leurs pratiques quotidiennes. En effet, en situant les récits des migrants dans le champ sémantique de la migration sud-nord et en associant l'analyse des pratiques quotidiennes de ces individus nous pouvons ouvrir de nouvelles pistes d'analyse en nous détachant, du moins en partie et de manière provisoire, d'une vision de la migration comme une contrainte, un chemin vers l'Europe et en mettant le focus sur les sociabilités et les pratiques produites par ces migrants.

En se détachant d'une telle vision de la migration on pourra plus facilement déplacer le focus sur d'autres aspects de ces mobilités subalternes et les observer sous une forme nouvelle. Outre que la réalité des assauts massifs réalisés par des migrants démunis et désespérés contre les grillages de Ceuta et Melilla et de la traversée de la mer et de la fuite de la misère, existe la réalité de milliers de migrants qui se déplacent en bus ou en avion, qui s'installent dans les grandes villes après avoir vécu dans d'autres pays étrangers et avoir rencontré d'autres migrants. Ces migrants s'organisent, explorent de nouvelles solutions, travaillent dans les interstices de l'économie régulière et dans l'économie informelle, développent de petits business, avancent en réorganisant et en reformulant leur projet migratoire en fonction des occasions, des opportunités et des contraintes rencontrées sur la route.

Pour rendre compte de cela nous devons sortir du biais analytique de la migration sud-nord alimenté par la façon dont les migrants *sont dits* et *se disent* publiquement et par l'existence d'un champ sémantique de la migration sud-nord constamment relancé et auquel les migrants font référence pour se dire publiquement en contribuant par-là à le confirmer. En sortant de ce biais analytique on verra émerger des mobilités transnationales se développant dans l'espace interafricain et euro-africain et porteuses de sociabilités denses à explorer.

Chapitre III : Aux racines d'un choix : prendre la décision

Un après-midi de janvier 2013 je me suis rendu au logement d'Oumar pour l'entretien que nous avions prévu de réaliser : il occupait une chambre avec Mansour, au premier étage d'un ancien immeuble de la Médina. Un couloir central divisait l'étage en deux parties symétriques et chacune des parties est divisée en plusieurs chambres de taille variable. L'étage était entièrement occupé par des migrants arrivés en ville pour chercher de nouvelles opportunités : certains étaient Marocains et venaient des campagnes ou des banlieues populaires de Casa et Rabat : ils occupaient les chambres près de l'entrée. D'autres venaient de l'Afrique de l'ouest : ils étaient Sénégalais, Guinéens et Ivoiriens ; ils occupaient les chambres au fond du couloir. La chambre d'Oumar et Mansour faisait environ 7 mètres carrés : elle n'avait pas de fenêtres : un trou au-dessus de la porte faisait circuler l'air entre la chambre et le couloir ; un matelas était posé au sol sur une bâche qui devait le protéger de l'humidité. Une ampoule poussiéreuse attachée à deux câbles descendant du plafond diffusait une lumière livide qui rebondissait sur la peinture orange délavée des parois. Les manteaux étaient attachés à un croché vissé au mur. Les valises qui avaient servi pour arriver au Maroc étaient déposées sur des étagères. Deux petits tabourets en plastique complétaient le mobilier. Sur le premier était posé un plateau en métal où étaient disposés trois verres, deux brosses à dents, un savon, un cendrier, un téléphone portable en train de se charger, les clés du cadenas qui fermait la porte et une petite théière en métal cabossée par le temps et noircie par les usages. Au-dessous du tabouret étaient rangées une boîte de petits carrés de sucre, une boîte de thé vert, une bouteille de jus d'orange industriel, une bouteille de coca-cola, et un brûleur à gaz.

Je connaissais Oumar depuis plusieurs mois et ce jour-là il m'avait accueilli avec une bouteille de whisky qu'il avait ouvert avant mon arrivée. Son portable diffusait de la musique reggae. Mansour n'était pas dans la chambre. L'ambiance était décontractée et on n'a pas tardé à commencer l'entretien en buvant des gorgées de whisky. Une quinzaine de minutes plus tard Mansour était de retour. Il nous a salué, il s'est servi un verre de whisky et s'est installé sur le matelas : pendant quelques minutes il est resté silencieux en écoutant mes questions et les réponses d'Oumar. Soudain, il a décidé d'intervenir en contestant les réponses d'Oumar. L'entretien s'est transformé en échange entre eux deux sur les raisons qui ont poussé chacun à venir au Maroc, sur les choix faits et les attentes pour le futur. Oumar est convaincu qu'en arrivant en Europe il trouvera son bonheur, il pourra gagner des sommes considérables et faire sa vie comme il le souhaite ; Mansour

considère que les ambitions d'Oumar sont naïves : depuis son arrivée au Maroc il a rencontré beaucoup de migrants africains installés en Europe : il a constaté qu'ils vivent de manière médiocre et il s'est convaincu que pour un migrant illégal la vie en Europe est plus dure qu'au Maroc : pour cette raison il préfère faire sa vie en Afrique. L'échange se fait intense au point qu'Oumar appelle les voisins et leur demande d'expliquer les raisons qui les ont poussés à venir au Maroc : « Pourquoi vous êtes là ? » leur demande-t-il, « Pourquoi ? Pourquoi ? » :

– Oumar : En Afrique j'étais dépendant de mes parents... et moi je veux être quelqu'un aussi, c'est pour ça que je suis parti. Depuis que tu es un bébé jusqu'à l'âge de 25 ans toujours t'es là, tu dis « papa, maman, aidez-moi » : surtout ton père, tu prends son cou : « aide-moi ». Ça ne peut pas aller comme ça. Écoute-moi. T'as besoin de chercher pour toi. Si c'est pour la commodité je quitte ici, je rentre en Guinée tout de suite, je suis cool en Guinée moi.

– Mansour en s'adressant à moi : Demande-lui s'il rentre en France comment il va se débrouiller. (en s'adressant à Oumar) Comment tu te débrouilles maintenant si t'es en France ?

– O : Attendez, le Maroc c'est plus dur, man. Putain, le Maroc c'est plus dur. La manière que j'ai souffert ici, que j'ai supporté ma galère du Maroc, je peux supporter le double en France. [...] Moi je sais que Mansour c'est un gars qui veut taper la marche arrière et rentrer en Sénégal. Moi je ne suis pas pour la marche arrière.

– M : Non, non...

– O : Moi je sais ce que je veux, moi je sais ce que je veux.

– M : Eh, il y a des blacks qui sont en Europe, et les gens qui vivent au Sénégal, en Guinée, au Mali ou en Guinée Bissau, ils vivent à l'aise plus qu'eux !

– O : Non ! Non ! Jamais, jamais. Putain, écoute...

– M : ... C'est la vérité que j'ai parlé. Oumar actuellement, la manière dont il vivait en Guinée, je prends son cas parce qu'il est là, Oumar avec ses parents et sa famille, la manière qu'il vivait en Guinée, il ne vit pas ça ici au Maroc, il était beaucoup mieux en Guinée.

– O : Mais pourquoi je supporte cette galère ? Pourquoi ? Ça c'est un gros point d'interrogation ! Je ne veux pas dépendre de mes parents... dis donc. Je veux chercher pour moi. Pour moi-même. Putain !

– M : Francesco, écoute, l'argent que sa maman lui a envoyé de Guinée, c'est lui qui m'a parlé, avec cet argent il avait une boutique en Guinée, une boutique d'habits de femme, lui il m'a parlé, le voici, ce n'est pas moi qui a inventé.

– O : Je n'ai jamais inventé, elle m'a toujours aidé, c'est vrai !

– M : Il m'a parlé la vérité, il m'a dit que « moi, ma maman m'a donné l'argent pour faire une boutique dans le grand marché de Conakry », lui il avait une petite place là-bas et il vendait des

habits pour les femmes. Donc, ce n'est pas parce qu'il est arrivé en France qu'il a tout gagné, non. Ce n'est pas parce que t'es en France ou aux États-Unis que t'as tout gagné. Il était plus à l'aise chez lui et il pouvait faire son marché. Et il était en Guinée et non pas aux États-Unis.

– O : Attends, Attends, ne dis pas... Nous sommes là pourquoi ? La seule personne qui m'a financé c'est ma maman, je ne connais pas d'autres. Si j'ai des dettes à rembourser c'est avec ma maman, pas avec d'autres personnes.

– M : L'argent qu'on lui a donné, en Afrique avec ça il pouvait faire des choses...

– O : Moi je sais que je peux rembourser ça le jour que je serai dans ma situation...

– M : Tu peux faire ça en Europe ?

– O : Je peux faire ça en un clin d'œil !

– M : Il ne faut pas dire que t'es rentré en Europe, t'es rentré au Paradis. Non, ce n'est pas ça. C'est là-bas que l'aventure commence.

– O : Pourquoi j'ai insisté d'aller en Europe ? Pourquoi ? Moi je le sais. On m'a posé la question plein de fois : « tu veux aller en Europe ? ». J'ai dit « Oui, si je n'arrive pas à aller en Europe ce sont des soucis pour moi ». J'ai menacé ma maman pour que je parte en Europe. Moi j'ai menacé ma grand-mère, je te dis, j'ai menacé la grand-mère, pour que ma maman m'envoie en Europe...

[...]

– M : Eh, Francesco, demande-lui depuis qu'il est venu au Maroc combien d'argent il a mangé ici... beaucoup d'argent, il a tout perdu.

– O : Mais je ne me dis pas ça, combien d'argent j'ai mangé ici, tout mon argent... c'est le Maroc qui a fait que j'ai mangé l'argent.

– M : Francesco, lui en venant ici il a pris l'avion. Lui-même m'a parlé. Lui il est venu ici avec de l'argent. Sa maman lui avait donné l'argent. J'ai vécu avec lui longtemps, plus d'un an, c'est lui qui m'a raconté ça. Maintenant demande-lui, l'argent qu'il a mangé ici, est-ce qu'il peut travailler ici pour le gagner ? Est-ce que en travaillant ici il peut récupérer cette somme ? Non, il ne peut pas. C'est pour ça que je te dis, ce n'est pas en disant que je suis en Europe que je suis arrivé. Lui, l'argent qu'il a reçu, s'il faisait un business chez lui en Guinée maintenant il aurait gagné pas mal.

– O : Mais n'oublie pas qu'au pays j'ai fait des business. Ça ne marchait pas. [...] L'argent que j'ai bouffé en Guinée je n'ai pas su le récupérer. Moi le business que j'avais... je n'étais pas un grossiste, donc des fois tu gagnes et des fois tu ne gagnes pas. J'aurais dû entrer dans le “*grossisme*” mais je n'ai pas pu. Je n'avais pas assez de moyens pour faire du “*grossisme*”. Ma tante qui voyage aux États-Unis m'a dit « je ne veux plus te voir comme ça à dormir à la maison, tu pars, tu cherches une boutique et tu te renseignes ». Je suis parti, je me suis renseigné, j'ai loué une boutique et elle m'envoie des vêtements.

– M : Moi, Francesco, tu sais, je suis venu au Maroc avec 2700 euros. C'est moi-même qui ai gagné l'argent, personne ne m'a rien donné. C'est dans mon expérience que j'ai gagné cet argent. Mais je vais te dire, l'argent que j'ai gaspillé pour venir au Maroc, si je savais, avec cet argent

même si j'étais aujourd'hui au Sénégal... [...] Si j'étais actuellement au Sénégal, ou bien au Mali ou en Guinée Bissau, je sais que j'aurais pu beaucoup progresser. Je te le jure hein.

– O : Alors pourquoi t'es venu au Maroc ?

– M : Ecoute, c'est ça ce qu'on dit : si l'homme ne sait pas il peut se tromper. C'est pour cela si aujourd'hui tu me dis « il n'y a rien en Europe », je peux te croire mais il y a des gens qui ne te croient pas, mais arrivés, s'ils voient la réalité de l'Europe ils vont dire « Ah, il y avait un gars qui m'avait parlé ». Mais moi si je savais, l'argent de l'avion et l'argent que j'ai gaspillé ici, si j'étais au Sénégal ou bien au Mali ou n'importe où, actuellement j'aurais beaucoup progressé. Mais tu vois un Africain, on lui donne de l'argent pour travailler chez lui, pour ouvrir une boutique, il ramasse tout l'argent, il dit qu'il veut aller en Europe, il prend tout l'argent, il achète un billet d'avion, il vient au Maroc ici bien habillé, bien, bien, il est bien, il reste dans des hôtels à l'aise, un mois plus tard tu vois le gars-là comme ça, il n'a même pas à manger, il a tout gaspillé. Et l'argent qu'il a gaspillé, s'il était chez lui il n'aurait pas mal avancé.

– O : Tu ne peux pas, tu ne peux pas, man ! dis-donc, attends, moi je vais te dire, attends, je vais te le dire... moi je vois qu'il y a beaucoup de personnes ici au Maroc, bon, il y a des trucs qui me sont arrivés, ça c'est le destin. Je souffre ici ! Combien de fois j'ai été dans la merde ici ? Combien de fois je suis là à risquer ma vie ? Mais j'ai trouvé que ça c'est le destin. Je voudrais être d'autres personnes moi aussi tu vois ? Est-ce que tu comprends. Mais moi je connais la réalité de l'Afrique, j'ai vécu en Afrique toute ma vie, j'ai bientôt 29 ans. J'ai fait tout ce temps en Afrique, avec mes parents. Tes parents te calculent. Tu sors et ils te calculent. Ils peuvent te calculer. Ils calculent ta journée. Ils calculent tes démarches, tout ce que tu fais on te calcule...

– M : Eh Francesco je suis black comme lui hein, on est tous des blacks...

– O : Ne coupe pas ma parole. Moi je ne connais pas ton problème. T'es au Maroc... Pourquoi t'es au Maroc ? C'est un point d'interrogation pour moi. Un gros point d'interrogation. Moi je ne suis pas venu au Maroc pour me récréer, sur les deux seins de ma maman, je ne suis pas venu au Maroc pour ça. J'ai été trahi, je ne vais pas rentrer dans mon pays comme ça. Parce que les gens ont su que je suis parti. Je ne vais pas rentrer comme ça. Ils ne vont pas me voir dans le quartier banalement comme ça, ça serait la honte pour moi.

– M : Moi je ne suis pas venu au Maroc pour faire le clandestin... Je vais te répondre... Moi je suis venu au Maroc pour faire mon business, je ne suis pas venu en immigration, je ne suis pas un immigré. Je ne suis pas venu ici pour passer la mer. J'ai payé une seule fois ici pour passer et le gars [le passeur] a mangé mon argent. Voici Oumar, on était dans le même convoi, le voici. Et le gars [le passeur] a fui avec l'argent avant de nous faire voyager. Jusqu'à présent je n'ai pas porté un gilet de sauvetage pour aller au bord de la mer pour dire que je vais tenter d'entrer en Espagne. Et j'ai fait ici 1 an et 4 mois. Et je n'ai jamais porté un gilet pour que la police vienne au bord de la mer m'arrêter pour dire que je suis un clandestin. Jamais. Moi je ne savais même pas que le Maroc était proche de l'Europe. J'étais venu pour faire mes affaires. Finalement j'ai hésité, j'ai eu

peur du Maroc. Moi je ne connaissais même pas Tanger. Je connaissais deux villes du Maroc : Casablanca et Rabat. [...] Moi j'ai pris mon billet d'avion pour venir au Maroc pour faire mes affaires. Mais je ne savais pas quelles affaires j'allais faire au Maroc [...].

– O : Francesco, si je ne rentre pas en Europe je suis foutu, man ! Moi je suis venu ici pour entrer en Europe. Quelqu'un m'a dit que je viens ici, je paye 5000 euros et je rentre.

– M : 5000 euros ? Moi, si j'ai ça, même caché dans une voiture [c'est la forme d'entrée clandestine la plus sûre, caché dans une voiture qui a franchi la frontière terrestre à Ceuta ou Melilla], je ne rentre pas en Europe, si j'ai ça je fais quelque chose ici ou au Sénégal.

– O : Attends, quand on m'a parlé de ça je suis débarqué ici. À cette époque ma maman n'était pas au courant ; elle avait laissé une petite voiture que j'ai vendue. Elle me l'avait donnée. Pourquoi elle me l'avait donnée... c'est à cause de mon petit frère. Mon petit frère [demi-frère, le fils de sa mère qui habite à Saint-Denis et d'un Guinéen naturalisé Français : il était Français de nationalité] devait faire deux mois en Guinée. Mais après, son père a dit qu'il ne devait pas rentrer en France ; c'était un châtement que son père lui faisait pour ses mauvais comportements à Paris : il était mineur et il a volé et il a eu des problèmes avec la justice. Il avait 17 ans je crois. Alors son père lui a dit de ne pas revenir en France, qu'il devait rester en Guinée. Alors ma mère a dit « Avant qu'on perd le billet de retour de ton frère [demi-frère] tu peux tenter ta chance et essayer de voyager avec son passeport ». Deux jours avant le voyage ma maman change le programme. Elle m'avait envoyé de l'argent pour que j'achète des vêtements et des trucs à ramener. Bon, deux jours avant le voyage elle m'appelle, elle me dit « écoute mon fils, j'ai beaucoup réfléchi, ce n'est pas la peine d'essayer de voyager avec les papiers de ton petit frère ». Je suis devenu fous d'un seul coup. Dieu n'était pas venu sur moi. J'ai dit « tu ne peux pas me faire ça ». J'étais content, deux jours plus tard je serai en France avec mes petites sœurs. Tu sais, le père de mon petit frère lui avait dit qu'il n'allait pas revenir en France, qu'il fallait qu'il étudie avant. Moi j'étais furieux, fou. Moi j'ai dit « maman tu ne peux pas me dire ça, je vais voyager quand même ! ». Elle dit « non, n'insiste pas ! ». J'ai dit « non, je vais aller, si t'as peur pour les papiers je passe ici en Guinée, je franchis l'aéroport seulement et une fois que j'arrive en France je sors en France comme clandestin. Elle a tout fait pour me convaincre qu'elle me donne sa voiture avec encore de l'argent pour acheter des fringues. Alors moi j'ai pris la route pour le Maroc en complicité avec ma petite sœur. Elle m'a dit qu'elle connaissait quelqu'un au Maroc qui pouvait me faire entrer en Espagne et elle a acheté mon billet d'avion. Directement j'ai vendu la voiture, j'ai mis l'argent dans ma poche et je suis venu à Casa. C'est quand je suis venu, une semaine plus tard que ma maman était au courant que j'étais ici. Je lui ai parlé. Elle s'est renseignée avec une copine marocaine qui habite là-bas. Elle lui a dit que tout ce qui se passe au Maroc c'est du faux. Elle dit que rien peut se passer ici sauf si on paye de l'argent. Et c'est vrai. Si tu ne connais pas tu dois payer. Ici tu peux perdre beaucoup d'argent. Moi j'ai perdu beaucoup d'argent. Mais je ne connaissais pas le chemin, maintenant je connais tout, par où entrer.

– M : Francesco, même si je ne rentre pas en Europe, moi je prie le bon Dieu, même si je suis

chez moi au Sénégal, moi je gagne un peu seulement, moi je ne veux pas être un riche, je préfère mieux ici que la manière que j'ai appris l'Europe ; il y a un Ivoirien, Magic Système, qui a chanté *un Gau à Paris*. Il faut chercher ça sur Google. Un *Gau* c'est quelqu'un qui ne connaît rien, qui arrive en Europe et qui ne connaît rien, il arrive en Europe aujourd'hui, il voit la réalité de Paris, la réalité de l'Europe. C'est très intéressant pour toi. Moi je sais que la manière que beaucoup d'Africains vivent en Europe c'est zéro.

– O : Ça c'est faux, je trouve que c'est faux ; regarde Sow [migrant guinéen] par exemple. Il était à Tanger, il est rentré en Guinée et il est revenu encore. Pourquoi il est revenu ? Sow n'est pas pauvre. Francesco, pourquoi les Africains viennent ici ? Pourquoi ils sont là ?

– M : Parce que jusqu'à présent ils ne connaissent pas la réalité.

– O, En s'adressant à moi : toi t'es parti en France et t'as vu ma maman, selon tes idées pourquoi je suis là ? Et pourtant avec sa position, la situation qu'elle a en Europe là, je peux rester free en Guinée. Elle a pu me supporter ici où l'argent est encore plus fort que chez nous en Afrique. Elle peut très bien me supporter en Guinée. La première fois qu'elle m'a envoyé de l'argent tu sais quelle somme c'était ? 3000 euros pour que je fasse ma boutique. Mes oncles se sont opposés, ils disaient que « le petit ne sait pas vendre, cet argent-là est trop pour lui ; pour qu'il fasse du commerce il faudrait qu'il fasse de petits pas ». Mais pourquoi tu me vois ici ? Pourquoi ? Parce que je veux être riche, pas pour me débrouiller en Afrique. Je ne veux pas me débrouiller en Afrique. Quand je rentre en Afrique je dois être riche man... Mon père c'est un fonctionnaire de l'État, il travaille à la Société Générale, la banque de la Guinée. Ma petite sœur est dedans aussi. Moi je n'ai pas voulu faire des études supérieures. Je voulais toujours sortir ; je ne comprenais rien. Quand je suis là à faire de l'immigration, une chose que ma mère ne serait jamais d'accord, pourquoi je le fais ? Ce n'est pas banalement pour voir l'Europe. Mais je sais que mon espace est là-bas ; une fois que je suis là, que je m'installe un peu et je gagne l'argent, je retourne en Afrique et je peux me réaliser quoi, tu vois ? Et toi tu me dis que ce n'est pas facile d'économiser de l'argent en Europe, mais si ce n'est pas facile en Europe est-ce que c'est facile en Afrique ? Tu ne connais pas là-bas. J'ai passé toute ma vie en Afrique, je connais tout ce qui se passe là-bas, chez moi, pas au Sénégal, pas au Mali et quoi et quoi et quoi. Je te parle de la Guinée. Karim [un jeune-homme guinéen] est là pourquoi ? C'est sa tête. Tu peux prendre qui ? Sow. Sow, tout le monde croyait qu'il était devenu fou, il est rentré en Guinée, il s'est retrouvé en Guinée et il est retourné là où on le traitait de fou. Il est revenu ici et il dit qu'il préfère ici, pourquoi ? C'est un point d'interrogation et c'est seulement chacun de nous qui peut répondre ; mais l'Afrique ce n'est pas bon.

– M : Eh, moi chez moi c'est bon hein ! Moi au Sénégal c'est bon.

– O : Ok c'est bon, c'est pour ça que tu dis que tu vas te retourner. Moi je dis que l'Afrique c'est plus pire. C'est la réalité que je te parle. Tu prends 10 immigrés qui sont là. Régis il est là pourquoi ?

– M : Lui il est con !

– O : Ok, attends, moi je suis là pourquoi ? Non mais attends peut-être moi je suis dingue plus que lui. Karim est là pourquoi ? Ibrahima est là pourquoi ? Où sont les autres gars ? Je vais appeler les autres gars... [Il se lève et il appelle ses amis qui habitent dans la chambre d'à côté] Ok lui, c'est un Ivoirien... attend qu'est-ce qui t'amène ici ? T'es venu ici pourquoi ? Il faut expliquer, t'es au Maroc pourquoi, dis-moi s'il te plaît.

– L'Ivoirien : Je voulais passer, *haha*.

– O : Passer où ? aller où ?

– I : En Espagne ! Je voulais passer ici par la mer.

– O : Pourquoi en Espagne ? Pourquoi ? Dis-moi pourquoi. [...] C'est une question, moi j'ai déjà donné mes raisons... Petit, viens toi aussi ici [il appelle un autre voisin]. Tout le monde va venir. Tout le monde va me dire pourquoi ils sont ici. Viens. Francesco, écoute, maintenant il y a plein de blacks ici, interviewes-les, demande leurs plans, chacun est là pour faire quoi ? Et pourtant eux, chacun parmi eux, dans leurs pays, ils ne sont pas comme les clochards que je vois ici ; putain. Ok, lui c'est un Guinéen [il attrape un de ses amis], pourquoi t'es là ? Hein ? Pourquoi tout le monde est là ? Moi je me le demande ; je me demande pourquoi moi-même je suis là à faire le clandestin ici. L'argent que j'ai financé pour quitter la Guinée et venir ici, ça, ça peut me faire quelque chose, je peux me débrouiller avec ça en Guinée mais moi je veux être plus riche, pas un débrouillard. Ok qu'est-ce qui t'a envoyé ici ? parle... l'autre aussi.

– Le Guinéen : Moi ça fait 20 jours que je suis là...

– O : 20 jours ? T'es un étranger ! Moi j'ai fait bientôt deux ans hein. Lui il vient d'arriver, pourquoi il est là ? Petit, explique pourquoi t'es là. Explique ton cas... Lui il est un jeune, nous sommes des anciens, pourquoi il est venu ici ? Il vient se chercher soi-même. C'est pour cela qu'il est là. Tu pouvais rester en Afrique, pourquoi tu n'es pas resté en Afrique ?

– G : C'est difficile à expliquer. J'ai fait presque une année en Mauritanie avant...

– O : Quand tu vois un Africain ici c'est que ça ne va pas chez lui. Si ça va chez lui il va se retourner. Il y a d'autres personnes qui viennent ici, elles ne restent même pas deux jours, trois jours et elles se retournent. Ils disent « il n'y a rien ici », ils partent et ils retournent. Putain man, si tu es là... si tu es là c'est que t'as quelque chose en tête. [...] Ici il y a tout, des étudiants, des commerçants... mais les étudiants sont là pourquoi ? Pour étudier et se retourner dans leur pays. Tu te retournes et tu es bien titré. Ou bien il y a d'autres personnes qui cherchent un travail ici, ils disent que là-bas c'est de la merde, qu'on ne peut pas les payer au niveau de leurs études. Il y en a d'autres qu'une fois qu'ils ont étudié ici ils cherchent les études supérieures pour aller étudier en France. Pourquoi ne pas se retourner dans leur pays ? Peut-être ils disent que leur salaire c'est petit. Ici c'est la merde man ». [Entretien Oumar, 14/12/2012].

Cet échange dévoile les paradoxes et les contradictions d'une expérience migratoire se

configurant comme un projet individuel qui se concrétise, se transforme et change de signification au fil du temps et des expériences vécues.

Dans ce passage émergent, à mon sens, les contradictions et les doutes, les petites et grandes réussites, les négociations, les déceptions et les renversements de sens que la trajectoire migratoire engendre. La migration se dessine comme un projet *en Fieri* qui se construit progressivement à travers le changement de cadres, de repères, de connaissances, de statuts et de reconnaissance sociale qu'elle provoque et auxquels le migrant doit se plier. Les migrants s'interrogent constamment sur leur parcours, interrogent leurs compagnons, tracent un bilan et envisagent des solutions pour le futur. Dans cette confrontation entre Oumar et Mansour émergent certains des éléments qui structurent l'expérience migratoire et que j'essayerai d'explicitier dans ce chapitre.

Dans un premier temps j'irai aux racines de la migration en montrant qu'elle se configure comme un projet conçu et mûri au fil du temps : pour ces migrants partir signifie chercher des voies pour une émancipation économique et sociale : en utilisant le jargon des migrants partir signifie aller *chercher sa vie*, explorer de nouvelles opportunités, se mettre en jeu et s'individualiser. Je montrerai que le départ est souvent précédé par de courts voyages à l'étranger et par des échanges avec des compatriotes ou des parents établis à l'étranger, ou avec des étrangers installés dans son pays d'origine : ce sont les premières expériences de l'altérité qui alimentent le désir d'ailleurs et contribuent à ouvrir la porte du départ.

Dans la deuxième partie de ce chapitre je montrerai que le parcours que ces migrants construisent est pensé comme un parcours ouvert, orienté plus par la recherche d'opportunités que par des destinations précises. Je montrerai que les migrants se déplacent sur des itinéraires qui sont très peu structurés et qu'ils créent, inventent ou modifient de manière inédite : plus que les contacts, ce qui compte est l'acquisition d'un *savoir circuler* transposable aux nouveaux parcours et aux nouvelles destinations mais aussi la capacité d'aller au-delà des difficultés auxquelles la mobilité les expose.

Dans la troisième partie je montrerai que cette expérience migratoire oblige les migrants à une forte réflexivité qui s'exerce à la fois sur leur trajectoire géographique et sur leur trajectoire biographique : les aléas de la route, les inattendus, les difficultés, les expériences violentes, la précarité économique et l'évolution géopolitique les obligent à repenser leur projet migratoire afin de trouver des solutions alternatives et de nouvelles pistes. D'autre part, la mobilité transnationale oblige les migrants à un effort de réflexivité en les exposant à l'expérience de l'altérité : la mobilité transnationale oblige les migrants à se mesurer à l'inconnu, à des cultures et modes de vie différents et donc à repenser leurs

choix et leurs trajectoires biographiques : les interrogations répétées d'Oumar sont les signes de cette réflexivité qui caractérise l'expérience migratoire : « attends, moi je suis là pourquoi ? Non mais attends nous sommes là peut-être moi je suis dingue plus que lui. Karim est là pourquoi ? Ibrahima est là pourquoi ? ».

Dans la quatrième partie je montrerai que la transmigration se caractérise par une transition entre des statuts légaux divers : les migrants rencontrés se sont tous trouvés, à un moment donné, pour des raisons diverses en situation irrégulière. Ils ont souvent régularisé leur situation et mais se sont retrouvés à nouveau dans l'illégalité. Pendant leur séjour au Maroc tous mes enquêtés se sont trouvés en situation juridique irrégulière. Je montrerai que, bien que dans une même illégalité juridique, l'expérience faite de cette illégalité est extrêmement différente : elle sera vécue et conceptualisée par les migrants entre deux extrêmes : d'une part, le migrant en situation irrégulière et, d'autre part, le *vrai clandestin*.

Sur les parcours de la transmigration se croisent une multiplicité d'histoires subjectives et irréductibles. Des migrants avec des origines, des ambitions et des destins différents se rencontrent, s'interrogent, solidarisent et se séparent afin d'avancer dans leur parcours. Ces singularités composent l'expérience de la mobilité transnationale subalterne. Or au-delà des subjectivités existent des aspects communs qui font de la transmigration une expérience collective. Les migrants partent pour « chercher leur vie » en suivant un désir d'émancipation sociale et économique et ils se livrent à un travail réflexif constant qui les oblige à repenser, jour après jour, choix après choix, leur trajectoire migratoire et biographique : chercher un travail ici, partir ailleurs, chercher un business, rentrer chez soi et repartir, s'embarquer sur une *patera*, faire des démarches pour un visa, acheter un passeport d'une autre nationalité etc. : ce sont certaines des questions que tout migrant se pose à un moment ou un autre de son parcours.

Prendre la décision.

Les migrants que j'ai rencontrés au Maroc avaient pris la décision de laisser leurs foyers, leurs familles, leurs professions, leurs pays, et partir à l'étranger. Leur trajectoire migratoire se constituait comme un projet réfléchi et non pas comme une mobilité contrainte et désespéré.

Le moment où la décision de partir est prise constitue un moment clé ; il s'agit d'une rupture à la fois avec le foyer, la vie domestique, la famille, le quartier, le pays et la vie

sédentaire. Elle est le produit d'une envie qui prend forme progressivement et se transforme en une décision concrète au cours de plusieurs mois et années. Cette décision peut puiser ses racines dans le passé lointain et façonner le présent en vue du départ futur :

« Étant tout petit j'avais envie de voyager. C'est pour ça qu'au Cameroun je n'ai pas fait d'enfants et je n'ai pas voulu me marier. Parce que la fille avec qui je vivais au Cameroun elle avait compris que je voulais voyager ; si je lui laisse un bébé c'est qui va s'occuper de lui ? Moi je veux voyager ». [Entretien Tangui, 01/02/2013]

D'autre part, le désir de voyager peut se défaire avant de devenir un projet migratoire réel, il est abandonné pendant quelque temps et reprend une consistance réelle plus tard dans des contextes différents ; Serin me raconte qu'en 2004 à Saint-Louis beaucoup de ses amis et voisins parlaient sur des *pateras* en direction des Îles Canaries : il était jeune et entreprenant et pensait à s'embarquer avec eux ; cependant, un conseil avisé d'un *grand*, lui a fait changer d'avis, du moins de manière provisoire :

« Moi j'ai un grand au Sénégal, un grand, plus âgé que moi, il est très doué, il a fait des études, il comprend beaucoup de choses dans la vie, il travaille au ministère de la santé. Quand j'étais jeune, à cette époque, un jour, on est parti chez lui... on est en train de parler et il m'a dit : « mais vous-là, pourquoi vous voulez partir en Espagne et prendre les pirogues ? ». Moi je voulais lui dire : « parce que au Sénégal il n'y a rien, il n'y a pas d'argent, pas de travail ». Il dit : « oui, il n'y a pas de travail. Mais là tu gagnes le peu qui te fait manger pendant la journée. Mais pourquoi vous, vous partez en Espagne, vous mourez dans la mer, alors que le poisson est pour vous mais c'est vous qui devenez la nourriture des poissons ? » [grosse rigolade]. Et depuis ce jour-là, ce n'est pour rien, mais j'ai gardé beaucoup d'attachement pour ces paroles. Parce que ce sont de très grandes paroles, on dirait comme ça que ce petit mais ce sont de très grandes paroles. [...] Depuis j'ai décidé que je ne précipite pas ma vie. Si on n'est pas mort on fait *piano piano* [grosse rigolade]...une chose à la fois, on ne précipite pas la vie ». [Entretien Serin, 22/03/2013]

Presque dix ans plus tard, en 2013 marié et avec deux enfants, Serin décide de partir à l'étranger, mais non pas en Europe mais au Maroc où réside son frère et où il a beaucoup d'amis ; il pense pouvoir faire un petit commerce : « l'argent circule au Maroc plus qu'au Sénégal » [Entretien Serin, 22/03/2013].

La décision de partir se construit dans le temps et évolue en fonction des contraintes et des expériences personnelles ; elle est souvent négociée avec la famille et peut-être prise en rupture ou en complicité avec celle-ci : Ibrahima raconte son expérience :

« Bon, j'avais décidé de quitter le Sénégal et de partir au Maroc pour faire un stage à Casablanca. Du Sénégal j'avais contacté une entreprise et quand je suis venu sur place à Casa je les ai contactés à nouveau. Ils avaient déjà le dossier que je leur avais envoyé par Internet. Et quand je suis venu ils m'ont demandé encore des documents comme la photocopie du passeport, le CV... et après cela ils m'ont fait patienter en me disant que mes documents ont été envoyés au ministère de l'Intérieur pour voir la procédure de stage pour les étrangers. Et après cela ils m'ont fait attendre. Le temps passait, trois mois déjà, le cachet dans mon passeport était fini et donc je n'étais plus légal au Maroc. J'ai eu un sentiment de découragement et j'ai laissé tomber... Avant de partir j'avais ciblé trois entreprises de fabrication d'électricité. Si ça ne va pas marcher avec celle-ci, ça va marcher avec l'autre et l'autre. [...] C'étaient des entreprises qui avaient fait des séminaires au Sénégal. Des entreprises très bien réputées dans le commerce international de l'électricité. C'est au cours du séminaire à Dakar que j'ai pris le contact avec l'entreprise parce que j'avais été impressionné. [...] J'ai pris la décision de partir après mon diplôme de brevet professionnel en Électrotechnique et après avoir fait deux stages dans deux entreprises au Sénégal, l'un dans la Senelec et l'autre à la Signa c'est-à-dire l'aéroport international du Sénégal. [...] Bon mon père n'était pas convaincu de mon choix de partir. Du tout. Et ma mère aussi... mais vu la confiance qu'elle a en moi elle m'a dit « je suis derrière toi, je sais que tu peux te débrouiller seul ». Mais mon père n'était pas très bien convaincu et ma mère était avec moi. [...] Ça a été une décision personnelle, à 100%. J'étais très décidé. »⁷² [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

Si le départ d'Ibrahima a été concerté avec sa famille, au contraire Oumar était parti contre l'avis de sa mère, déjà installée en France et mariée avec un Guinéen ayant la nationalité française. De la même façon trois ans auparavant, Barry, insatisfait de son travail dans la boutique de son oncle et de la rétribution que celui-ci lui proposait, partait contre l'avis de sa famille et de ses proches. Il laissait Conakry pour explorer de nouveaux pays et chercher de nouvelles opportunités à l'étranger :

« Ce qui m'a poussé à partir... Attends, j'ai un truc que je suis en train d'écrire comme ça [il sort un petit cahier d'une des poches de son blouson]. C'est mon récit de voyage. Ce qui m'a poussé à partir c'est que j'ai travaillé avec un de mes oncles qui a vécu en Amérique, il est revenu au pays et il a ouvert une boutique dans la Médina de Conakry. Il partait en Chine pour acheter des pièces de rechange moto, il m'a embauché pour les factures... [...] J'ai travaillé avec lui 3 ans... Je trouvais qu'il ne me payait pas assez. Alors j'ai posé mes conditions pour le travail. Il n'a pas voulu et j'ai

⁷² Entretien Ibrahima, sénégalais, 23 ans, serveur dans un restaurant (au moment de l'entretien) et mon colocataire.

laissé moi aussi. J'ai tout noté ici dans mon cahier, c'est la première page... » [Entretien Barry, 05/03/2014]

Dans tous ces cas, le départ est conçu comme un choix personnel réfléchi et indépendant qui se réalise avec ou contre la volonté familiale. Le départ se configure comme un projet et comme une forme d'action à travers laquelle l'individu espère pouvoir changer une condition qui ne le satisfait pas. Oumar est insatisfait des petits commerces qu'il réalise à Conakry, Barry du salaire que son oncle lui propose, Ibrahima, après deux stages au Sénégal, estime que pour avancer il faut partir à l'étranger, Tangui a toujours rêvé de « voyager », Serin s'était dit qu'enfin était arrivé pour lui le moment propice pour partir à l'étranger.

Le projet migratoire mûrit et évolue au cours du temps jusqu'au moment où il trouve les conditions et les ressources pour se concrétiser. Souvent le départ est précédé par des rencontres avec des étrangers réalisées sur place ou lors de courts séjours dans d'autres pays. Ce sont ces rencontres qui ont alimenté les imaginaires des migrants en leur faisant croire à la possibilité de trouver de nouvelles et de meilleures opportunités ailleurs. Ibrahima, à Dakar, avait eu l'opportunité de rencontrer de nombreux étrangers. Il se rendait souvent au centre culturel français et au centre culturel américain : il avait connu des expatriés et des touristes et il avait appris des rudiments d'anglais ; il avait connu aussi des expatriés marocains qui l'avaient encouragé :

« Oui je connaissais beaucoup d'étrangers [à Dakar]. Beaucoup, beaucoup. C'est ça aussi qui m'a facilité une meilleure adaptation au Maroc. Et avant de venir au Maroc, deux semaines avant, j'ai rencontré des Marocains qui me parlaient du Maroc et qui m'ont dit que le Maroc est comme ici. Il y a du travail, tu dors, tu dois faire ça pour t'en sortir et c'est un pays plus grand que le Sénégal » [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

Ibrahima gardait le contact à travers les réseaux sociaux avec ses cousins installés en Italie, France, Espagne et Suède. Ces cousins nourrissaient ses rêves européens. À chaque appel téléphonique ou à chaque conversation en chat il demandait des nouvelles, des avis, des indications sur les pays européens : « et la vie en Suède elle est comment ? », « c'est bien la Suède ? », « il y a du travail en Espagne ? », demandait-il régulièrement à ses cousins.

Serin dans sa ville natale à Saint Louis vendait, à la sauvette, des produits locaux et des souvenirs à des étrangers et travaillait en tant que guide touristique informel. Ainsi il

avait rencontré des dizaines de touristes européens : Français, Belges, Italiens en majorité. En accompagnant ces touristes il avait visité certains des pays voisins :

« Avant de venir ici j'ai fait tout le Sénégal, j'ai fait un peu la Gambie... j'ai voyagé avant de venir au Maroc. Je ne voyageais pas pour travailler ; je voyageais pour amener les touristes... Et ça marchait : tu ne payes pas l'hôtel, tu ne payes pas à manger ; ils te payent le déplacement et ils te donnent quelque chose pour la famille. Mais à un moment il n'y a plus eu de touristes au Sénégal... c'est pour ça que je suis là hein ». [Entretien Serin, 22/03/2013]

À travers ces rencontres Serin avait appris des rudiments de langues étrangères : il pouvait se débrouiller en espagnol, anglais et italien ; son français était bon. Il avait même accompagné un Italien en Guinée et Sierra-Leone, deux pays qu'il découvrait pour la première fois.

Hadija était arrivée au Maroc invitée par un couple français connu au Sénégal pour lequel elle avait travaillé comme femme de ménage : le couple avait prévu de réaliser une maison d'hôtes au Maroc et lui avait proposé de le rejoindre afin de travailler avec eux. Elle raconte ainsi ses rencontres à Dakar avec des étrangers :

« Déjà au Sénégal je ne fréquentais pas les Sénégalais, je restais avec les Européens. Depuis l'âge de 10 ans parce qu'on habitait en ville, au centre-ville à Dakar. Donc on avait le contact facile avec les Français qui sont là-bas ». [Entretien Hadija, 16/03/2014]

Oumar, pendant toute son enfance et adolescence avait l'habitude de se rendre en Côte d'Ivoire qui était le pays d'origine de son père ; en outre, quand son demi-frère avait été envoyé par son père en Guinée, Oumar était devenu son référent : il lui faisait connaître la ville et ses diversions : en échange son demi-frère lui avait fait écouter de la musique rap français et américain et lui avait montré un répertoire énorme de séries et films hollywoodiens : depuis que sa mère s'était installée en France il gardait soigneusement le contact téléphonique avec elle et avec ses demi-sœurs. Il était aussi très proche de sa sœur aînée, qui disposait d'un bon travail à Conakry et pouvait se rendre, de manière relativement aisée, en France pour rendre visite à sa mère. Ces liens avec la France le faisaient rêver d'Europe qu'il considérait comme le lieu dans lequel il aurait pu se réaliser. Ces voyages, ces rencontres et ces liens constituent les premiers contacts avec l'étranger et l'ailleurs. C'est grâce à ces contacts que les migrants commencent à composer et à donner forme à leur désir de partir mais aussi à leur répertoire de compétences

migratoires. Ce faisant, ils se construisent et alimentent l'imaginaire de l'ailleurs ; le futur migrant commence à imaginer⁷³ sa vie ailleurs, dans un pays étranger, dans un contexte nouveau et entouré par une population nouvelle. Il compose pièce après pièce son portrait personnel du monde qui existe au-delà des frontières nationales. Ainsi commence à se concrétiser l'espoir de trouver ailleurs ce qui ne peut pas être trouvé sur place. À partir de ce moment l'aspirant migrant ébauche des plans pour le départ, sélectionne les possibles destinations, cherche des pistes, des conseils, des informations. Il acquiert des compétences qui deviendront ses compétences migratoires : il apprend des notions de langues étrangères, des rudiments du cadre législatif réglementant la mobilité, les destinations qui lui sont ouvertes avec son passeport et à quelles conditions ; il s'informe sur les habitudes, les modes de vie et les possibilités dans les pays étrangers dans lesquels il serait possible ou souhaitable de se rendre.

La chaîne est désormais en branle et prend progressivement de la vitesse : si elle entre dans le bon pignon le départ se concrétisera : il faudra, à partir de ce moment, compter sur la stabilité du dérailleur.

Partir pour se chercher.

« Je suis parti le 25 Avril, j'ai pris l'avion à Conakry à minuit »⁷⁴. « Je suis sorti le 8 août, de bon matin je suis allé à la gare routière pour prendre le bus ». « C'est à ce moment-là que je suis parti. Le 21 juillet je suis entré à Dahkla »⁷⁵. « Je suis arrivé au Maroc le 2 juillet 2012 à 14 heures »⁷⁶. « Le 14 juillet passé (2013) j'ai repris le vol pour Casablanca »⁷⁷.

Les migrants interviewés se souviennent avec grande précision du moment de leur départ et de leur première arrivée dans un pays étranger : c'est le moment décisif qui produit une coupure entre l'avant et l'après, entre la vie que les migrants ont eu et la vie qu'ils souhaitent avoir. En utilisant le jargon des migrants c'est le moment où « on sort », on

⁷³ Ici je fais référence à la notion d'imagination telle qu'elle a été définie par Appadurai (Appadurai, Abélès, et Bouillot 2015).

⁷⁴ Entretien Oumar, 14/12/2012

⁷⁵ Entretien Serin, 22/03/2013

⁷⁶ Entretien Barry, 05/03/2014

⁷⁷ Entretien Barry, 05/03/2014

laisse le pays, la vie sédentaire, la famille, les habitudes et la stabilité quotidienne afin d'entreprendre un parcours, une découverte, un projet qui est certes flou, ambigu, souvent construit de manière naïve, mais qui s'alimente de la volonté de se voir ailleurs et autrement.

Après une période plus ou moins longue de préparation, avoir trouvé les ressources et attendu la bonne occasion et le bon moment, ces individus deviennent des migrants.

Au-delà des variations subjectives des conditions de vie familiale, de catégories socioprofessionnelles, de nationalité et de lieux de résidence (campagne ou métropole), ces migrants partent animés par une ambition commune qui transforme, en action, l'insatisfaction due au sentiment d'être dans l'impossibilité de se réaliser pleinement : de nouvelles opportunités peuvent être recherchées en dehors de son pays et indépendamment de la famille. En effet, les migrants considèrent que dans leurs pays, ils ne sont pas en condition de réaliser leur vie telle qu'ils le souhaitent : leurs compétences, leur envie de faire, leurs diplômes ne sont pas valorisés à leur juste valeur :

« Je suis parti pour chercher du travail, parce que là-bas chez nous, j'ai eu un diplôme en gestion, gestion des ressources humaines ; j'ai fait des stages à la TransRail, mais comme ça n'évoluait pas, je ne pouvais pas avoir un bon travail, alors j'ai décidé de partir, de venir voir comment c'est ici »⁷⁸ . [Entretien Chadi, 27/02/2014]

Pour d'autres, les ressources familiales n'étaient pas suffisantes afin de développer un marché véritablement rentable et gagner des profits satisfaisants : ils devaient donc partir afin de trouver les ressources qui leur permettraient de réaliser leurs projets : c'est le cas d'Oumar : il aurait pu continuer à vendre des vêtements à Conakry grâce à l'aide de sa mère mais ces activités n'étaient pas à la hauteur de ses ambitions.

De la même manière, Moustapha envisageait de réaliser des commerces mais il ne pouvait pas compter sur un capital de départ suffisant pour entamer une activité rentable : il avait alors décidé de partir au Maroc pour travailler et économiser l'argent nécessaire pour entamer son activité :

« ...mon idée dans ma tête c'est le commerce. Moi, au Sénégal, ma grand-mère et ma mère aussi ont fait du commerce. C'est ça le problème, quand un enfant grandit sur ça il pense que n'importe quel travail c'est le commerce, c'est ça qui est dans ma tête. Mais pour faire du commerce il faut avoir déjà un peu d'argent. Alors je suis parti au Maroc pour chercher un travail salarié, je me

⁷⁸ Entretien Chadi, sénégalais, 28 ans, résidant au Maroc depuis 8 mois au moment de l'entretien.

suis dit que comme c'est un pays plus développé je peux trouver un travail salarié. [...] Je peux travailler comme salarié pendant 5 ans, *inchallah* ou bien 7 ans, pour acheter une maison et me faire un départ⁷⁹... mais après dans ma tête c'est le commerce ». [Entretien Moustapha, 10/11/2013]

Pour certains individus le départ est le moyen pour s'émanciper du contrôle économique et relationnel de la famille : en partant ces individus souhaitent se rendre autonomes et montrer qu'ils peuvent réussir leur vie et gérer de manière autonome leurs activités et leurs revenus. Oumar, par exemple, voulait s'émanciper économiquement de ses parents qui « calculaient » ses dépenses et contrôlaient son style de vie et ses relations ; il voulait gagner son propre argent et ne pas avoir à justifier ses dépenses : « Tes parents te calculent. Tu sors et ils te calculent. Ils peuvent te calculer. Ils calculent ta journée. Ils calculent tes démarches, tout ce que tu fais on te calcule... »⁸⁰. Souvent, le désir d'émancipation ne se borne pas uniquement à l'indépendance économique. Si le migrant décide de se mettre en jeu et d'endurer les difficultés de la migration c'est parce qu'il rêve d'une réussite économique qu'il ne peut pas réaliser dans son pays d'origine et qu'il croit pouvoir réaliser à l'étranger. Ici, compte tenu de la grande force des devises, le migrant envisage de pouvoir facilement économiser et accéder à des niveaux plus élevés de consommation et d'épargne. Régis, dans l'entretien cité dans le chapitre précédent, disait qu'en travaillant en Europe il aurait ensuite pu vivre comme un « prince » au Cameroun. Oumar dans l'entretien cité au début de ce chapitre dit qu'il supporte les souffrances de la mobilité parce qu'il ne veut pas « dépendre de mes parents... [...] Je veux chercher pour moi. Pour moi-même ».

Matar, Sénégalais de 24 ans, ayant fait des études de droit à Dakar et un stage au port dans une compagnie d'import-export, décrit ainsi ses ambitions et la raison qui l'a poussé à partir :

« Avec mes études je peux facilement avoir un travail au Sénégal, sans doute. Mais ça sera un travail qui me permettra tout simplement de survivre, de vivre sans trop gagner. [...] Je vise à mieux, je veux mieux car je m'estime capable d'obtenir mieux. Par exemple si j'arrive en Europe, dans n'importe quel pays, les 6 premiers mois, je dois apprendre et maîtriser leur langue. Deuxièmement trouver un travail non pas pour gagner de l'argent mais pour survivre. [...] Et

⁷⁹Un « départ » c'est un capital suffisant à acheter un stock de marchandise qui permettrait d'entamer une activité commerciale réellement rentable.

⁸⁰Entretien Oumar, 14/12/2012.

après trouver des partenaires dans certaines capitales européennes où les entreprises tous les 7/8 ans renouvellent leurs voitures et leurs logistiques. Ils le font comment ? Ils les garent quelque part, ils les vendent ou elles partent à la casse. Et ce sont des voitures qui peuvent entrer en Afrique. Un Européen avec du bon sens, ça ne lui coûterait rien, je peux lui payer l'avion, on ira faire un partenariat au Sénégal, ça ne le dérangerait pas que je lui vire chaque année sur son compte 10 000 euros. Il ne dira pas non. Alors que les voitures partent à la casse là-bas, qu'ils n'en ont pas besoin. Mon idée c'est de m'investir dans ça parce que tout simplement j'ai étudié le marché au Sénégal avec un cabinet d'étude. Et c'est un marché que même dans 20 ans va générer beaucoup d'argent. Je vais donc viser sur le partenariat, pour faire un vrai commerce au Sénégal ». [Entretien Matar, 11/03/2014].

Pour d'autres migrants « sortir » devient l'occasion pour compléter leur formation et ouvrir de nouvelles opportunités professionnelles ailleurs : c'est le cas d'Ibrahima qui, à 20 ans, a laissé le Sénégal dans l'espoir de faire un stage au Maroc, compléter sa formation et possiblement se faire embaucher dans une entreprise. Et, enfin, pour certains migrants partir signifie réagir à un environnement stagnant qui n'offre pas d'opportunités réelles de réalisation personnelle, échapper à une routine monotone, vide et improductive :

« Chez moi on était en retard... mes potes sont en retard. Ce n'est pas s'habiller, se mettre une casquette ou un collier qui fait les choses. Tu n'évolues pas. Tu te lèves le matin à 10h. Tu fais quoi ? Tu pars où ? En ville. Où ? Au ghetto. Tu fais quoi ? Fumer marijuana. T'as aucun travail. Rien à faire. À une heure, tu viens à la maison pour le repas. Ta maman a préparé, elle est fatiguée. Tu manges. Une heure trente/deux heures, tu sors encore, ghetto. Tu restes là-bas. 7 heures/8 heures, tu rentres chez toi, tu manges, tu sors encore avec les filles. Tu vois non ? Il y a rien, rien, rien. Rien à faire. Rien ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

En dépit des différences subjectives, ces migrants disposent de petites économies familiales et dans certains cas des diplômes ; pour tous ces individus « sortir », laisser le pays, signifie « chercher sa vie » : en partant ils se donnent la possibilité d'aller chercher des opportunités qu'ils estiment ne pas pouvoir trouver chez eux et assument le défi d'aller explorer d'autres horizons. « Sortir » signifie aussi « se chercher », s'émanciper en tant qu'individus, s'arracher, du moins en partie, aux logiques familiales et communautaires et aux liens de dépendance qu'ils véhiculent. « Sortir » signifie se donner la possibilité de vivre selon ses propres règles, évoluant dans un groupe formé par des individus ayant les mêmes ambitions, et loin des regards de la famille, des anciens, des proches : à l'intérieur de ce groupe on peut se permettre des transgressions et des conduites

stigmatisées : fumer des cigarettes, consommer de l'alcool ou des drogues, avoir des relations amoureuses en dehors des cadres formels des fiançailles et du mariage. « En sortant » les migrants ouvrent une porte vers une multiplicité de parcours : ils sont attirés plus par des opportunités que par des destinations : « je vais là où il y a l'argent » me disait Mansour, « je vais là où je peux faire mon business ». Or ce business ne consiste pas en un projet entrepreneurial précis mais plutôt en une quête d'opportunités variées se présentant localement et pouvant permettre d'avancer vers une véritable émancipation économique et sociale. Le projet migratoire est donc un projet ouvert qui ne se fonde pas sur une destination à attendre mais sur des opportunités à chercher : le premier pas à faire et celui de *sortir* et ensuite le migrant construit son parcours ; comme le dit Matar :

« En tout cas je sais que le 26 Avril quand j'ai quitté le Sénégal il fallait aller quelque part. Peut-être j'ai fait le mauvais choix en venant au Maroc... mais je ne peux pas le dire... ». [Entretien Matar, 08/01/2014]

Les opportunités que les migrants cherchent peuvent se trouver dans une destination précise mais aussi, plus radicalement, dans la mobilité même, dans la capacité de circuler entre différents pays, de bouger constamment pour exploiter de nouvelles situations. « Sortir » permet donc d'explorer le dehors, aller vers l'ailleurs, penser un parcours, vérifier les bonnes et les mauvaises destinations, chercher des opportunités et relancer son itinéraire vers toute destination où on peut « trouver sa vie ».

Chercher les ressources pour entamer et alimenter son voyage.

Les migrants partent donc avec un projet migratoire qui n'est pas fermé et défini et qui se configure plutôt comme une quête de nouvelles opportunités. Pour pouvoir « sortir » ils doivent disposer d'un petit capital qui leur permet de se payer les démarches administratives pour obtenir un passeport ou le cas échéant un visa, les transports, un logement et de quoi vivre pendant les premiers jours et les premiers mois de leur voyage. La grande majorité des migrants que j'ai rencontrés lors de mon enquête étaient « sortis » avec un capital économique qu'ils avaient composé en économisant pendant quelques mois ou années, en vendant des biens ou en puisant dans les économies familiales. Barry avait travaillé dans la boutique de son oncle pendant 4 ans et au moment de son départ il disposait de 7 000 euros d'économies ; Bousso avait travaillé comme boucher à Dakar

pendant plusieurs années ; Moustapha avait économisé en travaillant comme constructeur de châteaux d'eau au Sénégal et au Mali et en faisant de petits commerces : il avait ainsi cumulé une petite somme qui lui permettait d'arriver au Maroc :

« La première fois que je suis venu ici, ça m'a pris 7 jours, [...] c'est long. La première fois, pour venir ici j'ai dépensé l'équivalent de 3 000 dirhams. C'était de Dakar jusqu'à Casablanca, juste pour le transport. C'était avec une fourgonnette, je venais avec 1 500 euros pour me débrouiller ici ». [Entretien Moustapha, 10/11/2013]

Souvent les revenus du travail ne permettent pas de cumuler le capital nécessaire ; l'aspirant migrant doit alors les compléter en faisant appel à la famille ou en vendant certains biens dont il dispose : Oumar a vendu une voiture que sa mère lui avait offerte et a intégré ce capital à l'argent que sa sœur lui a offert pour payer le billet d'avion. Serin, pour sa part, a demandé de l'aide à un cousin installé au Maroc :

« Tu sais qui c'est qui m'a amené ici ? Mon frère. Mon petit frère. Parce que le moment où j'étais au Sénégal c'était un peu difficile. Lui était au Maroc, il travaillait avec quelqu'un qui vendait des portables. Il m'a donné l'argent pour faire le voyage... le voyage pour venir ici ça a été dur hein. Je suis arrivé une fois ici avec des amis jusqu'à la frontière et ils m'ont renvoyé au Sénégal parce que le passeport que j'avais [...] s'était mouillé dans l'eau, il avait de la moisissure, tu vois ? Et la photo [...] on ne la voyait pas bien. Et à la douane au Maroc [...] Ils m'ont dit que « non, non tu ne peux pas passer » : moi je voulais même donner 100 euros pour entrer parce que mon frère m'avait donné de l'argent pour que je rentre ; [...]. Finalement j'ai dit à mes compagnons « Partez, moi je retourne ». Je suis retourné au Sénégal et j'ai fait encore un mois. Un mois pour faire des papiers neufs. J'ai fait une carte d'identité, un passeport et je suis revenu. J'ai perdu presque 1 000 euros sur le voyage pour venir au Maroc. 1 000 euros j'ai dépensé... et seulement pour arriver à Casa ». [Entretien Serin, 22/03/2013]

Mansour avait vendu un terrain appartenant à la famille. Cela lui avait permis de se construire un capital suffisant pour se rendre en Tunisie, y rester deux mois, rentrer au Sénégal et repartir à nouveau au Maroc où il espérait faire son « business » :

« Quand je suis arrivé ici, Francesco, j'avais beaucoup d'argent, j'avais plus de 2 700 euros. Avec mon billet d'avion... parce que j'avais acheté mon billet d'avion à 470 euros, Dakar/Casa. J'avais beaucoup d'argent. Je suis resté dans un hôtel où je payais 450 dirhams par jour. 24 heures. Mais il y avait tout dedans, c'était un 4 étoiles, tu mangeais, tu ne devais pas aller chercher, t'avais un

restaurant en bas, tu descends et tu manges, le matin, la journée et le soir, tout, tout ». [Entretien Mansour, 10/03/2014]

Une fois prise la décision de partir l'aspirant migrant se mobilise donc pour réunir la somme nécessaire pour financer son départ : il pourra compter sur des économies personnelles, sur des aides familiales ou amicales ou sur la vente de ses biens: le capital collecté peut varier entre quelques centaines et quelques milliers d'euros. C'est avec cette somme que le migrant complétera ses papiers en faisant des démarches auprès de l'administration pour avoir telle ou telle pièce manquante ou en achetant une fausse pièce auprès d'un passeur, il s'achètera les vêtements nécessaires au voyage, les billets de transport (avion, bus, fourgonnette) et il conservera une partie pour se loger pendant le voyage et pour subvenir à ses besoins lors des premières semaines et des premiers mois à l'étranger. Tout est prêt : l'aventure commence.

Les transmigrants que j'ai rencontrés donc partent pour « chercher leur vie », pour s'émanciper socialement et économiquement. Comme l'indique Alioua (Alioua, 2011) le projet migratoire a une importance décisive dans la définition de leur expérience. Ce projet est souvent flou et indéterminé mais il est le moteur de leur action et du processus d'individuation dans lequel ils s'engagent en se lançant dans la mobilité. C'est en effet par la définition d'un projet et par l'action⁸¹ de le réaliser que ces migrants deviennent des sujets autonomes. Le projet déclenche le choix du départ, le choix difficile de « sortir » pour *s'en sortir*, de laisser le chez-soi pour se mesurer à l'altérité afin de suivre ses ambitions. Je me rapproche ici de la sociologie de Touraine, du retour de l'acteur. Les migrants sont, à mon sens, des sujets sociologiques dans la mesure où ils assument et maîtrisent une expérience personnelle qu'ils définissent en tant que projet, comme une volonté de réussite et d'émancipation ; en assumant la migration comme un projet ces migrants réalisent la « transformation d'une situation vécue en action libre » (Touraine, 1994, p. 23) et, ils se définissent comme des acteurs au détriment de toutes les approches misérabilistes et toutes les tendances victimisantes qui traitent le migrant comme un individu fuyant guerres et misère. C'est donc par le projet, par l'action et par le choix de s'investir dans la mobilité, que ces migrants deviennent des sujets engagés dans un processus d'individuation, de construction et de transformation de soi.

⁸¹J'entends ici l'action dans le sens Wébérien d'un comportement humain auquel l'individu attribue un sens subjectif. Weber définit l'action comme « un comportement humain quand et pour autant que l'agent lui communique un sens subjectif » (Weber 2003, p.28).

Un parcours ouvert et à inventer : avancer par étapes.

J'avais croisé Barry à plusieurs reprises dans les rues de la Médina. Il était pour moi un de ces visages récurrents des habitués des cafés populaires, une de ces personnes qu'on a l'habitude de voir assises à une table à quelques mètres de distance, en train de fumer une cigarette en silence et en regardant un match de football à la télé. Immanquablement, quand on se croisait, il me saluait. J'avais l'impression que son regard s'attardait sur moi comme en attente d'un geste de ma part pour entamer un échange. Lui aussi m'avait déjà croisé : j'avais débarqué dans l'appartement qu'il partageait avec d'autres migrants le jour où quelqu'un m'avait appelé en me demandant de venir en aide à Oumar qui vomissait depuis le matin. Barry habitait dans la chambre contiguë à celle d'Oumar mais je ne l'avais pas remarqué. Quelques mois plus tard un ami commun nous avait présentés dans un café de la médina et quelques semaines plus tard il était passé chez moi pour un entretien.

C'était un de ces entretiens qui prennent rapidement la forme d'un échange informel. Le récit de Barry fuyait mes efforts de le brider, suivait ses propres chemins à travers des temporalités, des lieux et des séquences d'événements, distants dans le temps et l'espace et cependant strictement entremêlés. Le récit avançait par des associations analogiques ; la narration basculait entre l'histoire du clochard qui lui avait volé sa pochette avec ses documents sur la corniche de Tanger et le vieux monsieur ouest-africain rencontré 5 ans plutôt dans un quartier de Johannesburg et qui lui avait suggéré de se méfier des gens : *la vie est difficile, reste patient et confiant* lui avait-il dit ; la narration chavirait, se réorientait et trouvait une nouvelle piste : la piste, par exemple, de la consommation d'alcool : le clochard lui avait volé la pochette pendant qu'il buvait du whisky à trois heures du matin avec un ami. En Guinée, Barry avait déjà l'habitude de boire, mais avec modération et de manière discrète. Le récit continuait : c'était au Congo qu'il avait commencé à boire de l'alcool de manière constante et à se soûler : il se soûlait pour se *casser la tête*, pour oublier les soucis. Le récit filait ; j'essayais de le rattraper en lui demandant de me préciser une situation ou un détail ; mais Barry me coupait la parole : *« non, non, attends, écoute-moi, écoute-moi... »* . Il bégayait et s'en excusait : *« je bégaye, c'est comme ça, c'est un don de Dieu »* . Il se servait du whisky, il reprenait le souffle et il continuait dans un nouvel élan narratif enrayé régulièrement par des mots quequeuillés. Le récit bondissait entre des espaces géographiques, des temporalités et des cadres

sociaux différents ; il procédait en avant et en arrière entre la Guinée, le Maroc, le Congo, l'Afrique du Sud, encore le Congo et à nouveau le Maroc en connectant des temporalités différentes : le présent tangerois, le passé de sa vie au Congo il y a trois ans, le travail dans la boutique de son oncle dans la médina de Conakry il y a 8 ans, à nouveau le Maroc et le futur possible voyage à Cuba. Barry recomposait des fragments de sa trajectoire migratoire et de son parcours de vie en essayant de leur donner une nouvelle cohérence. C'était un effort difficile. Le récit essayait de rendre compte d'un parcours fait d'allers-retours, d'explorations, d'étapes, de projections, de déceptions, de pertes, de gains, de changements d'avis, de changements de statut (migrant légal au Sénégal, illégal au Cameroun), de réorganisation, de mouvements contradictoires. L'embrouillement du récit, ce chaos que Barry essayait de formaliser dans une narration cohérente, exprimait la complexité de son parcours migratoire. Il s'agit d'un parcours qui était très loin de la trajectoire linéaire tendue entre un départ et une destination établie. Au contraire, il s'agit d'un parcours fait d'étapes, de réorganisation, d'installation et, enfin, de nouveaux départs pour de nouvelles destinations. C'est un parcours en constante évolution qui peut être constamment relancé en allant de l'avant ou en revenant en arrière. C'est un parcours à la fois *en acte* et *en fieri*, tendu au-dessus et au-delà des frontières nationales entre les étapes qui ont été franchies dans le passé et celles qui seront traversées dans le futur.

Le récit de Barry, dans ses mouvements oscillatoires, dans ses élans et ses replis, reflétait la nature de l'expérience transmigratoire ; une expérience difficile à formaliser et à raconter parce qu'en constante tension entre temporalités, espaces et situations différents :

« Je suis parti de la Guinée en 2005. Je suis parti pour la première fois au Sénégal. Après le Sénégal, j'ai fait quelque temps là-bas. Après je suis parti à Praia, la capitale du Cap Vert. J'ai été là-bas deux fois, aller-retour, on m'avait dit que je pouvais trouver un visa pour le Portugal. Après je suis parti en Guinée Bissau. Après la Guinée Bissau je suis parti au Mali, j'ai fait le Burkina, le Bénin, le Nigeria, le Cameroun, le Congo. Je suis parti en Afrique du Sud et je suis revenu en Afrique Centrale où j'ai fait 4 ans et 9 mois.

– T'as travaillé là-bas ?

– Oui, parce qu'au Congo les étrangers peuvent exercer l'activité commerciale avec les petits trucs, les téléphones, etc. c'est comme les Sénégalais que tu vois ici vendre des téléphones dans la rue... au Congo avec ça tu vas gagner de l'argent. Tu fais ça un an ou deux ans et tu vas ouvrir un petit container. Si t'as 5 millions de CFA tu peux aller à Dubaï acheter de la marchandise que tu mets dans l'avion, tu reviens, tu revends et tu gagnes ton intérêt... [...]. C'est là-bas que j'ai eu l'argent qu'on m'a fait perdre ici [au Maroc]. Et à ce moment-là j'envoyais de l'argent à la famille ; pas tous les mois, mais au moins 200 dollars tous les 4/5 mois. Et la famille était contente.

Maintenant ici c'est le contraire : ce sont eux qui m'envoient de l'argent.

– Quand t'es parti pour la première fois la famille était d'accord ?

– Non, ils n'étaient pas d'accord. Ce qui m'a poussé à partir... Attends, j'ai un truc que je suis en train d'écrire comme ça [il sort un petit cahier d'une des poches de son blouson]. C'est mon récit de voyage. Ce qui m'a poussé à partir c'est que j'ai travaillé avec un de mes oncles qui a vécu l'Amérique, il est revenu au pays et il a ouvert une boutique dans la Médina de Conakry. Il partait en Chine pour acheter des pièces de rechange moto, il m'a embauché pour les factures... il est mon oncle et il revenait d'Amérique, j'ai travaillé avec lui 3 ans... Alors j'ai posé mes conditions pour le travail. Il n'a pas voulu et j'ai laissé moi aussi. J'ai tout noté ici dans mon cahier, c'est la première page... J'ai commencé à l'écrire le 25 décembre 2013. Un carnet de voyage. La vérité dans le monde ouvert.

– Je vais le lire... Donc t'as fait pas mal de pays. Et tu gagnais ta vie avec le commerce dans tous les pays ?

– Non, j'ai commencé le commerce en Afrique Centrale. Mais comme j'ai quitté la Guinée avec un peu de sous, c'est ça qui m'a permis de rouler dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, du Nigeria jusqu'à arriver en Afrique Centrale, au Cameroun et au Congo. [...] Au Nigeria il y a beaucoup de monde. Ils sont peuplés. Bon, le jour où je suis entré je suis sorti aussi. Je suis entré au Nigeria à 12 heures en venant de Cotonou la capitale du Benin. Entre là-bas et Lagos il y a plein de monde. La route était pleine comme ça. Quand je suis entré pour la première fois je me suis dit « mais les gens là... est-ce que la mort ne vient pas chez eux ? ». [il rigole]... Après je suis sorti vers le Cameroun. J'ai pris le bus à Lagos et le bus m'a envoyé jusqu'à la dernière ville du Nigeria vers le Cameroun, à Calabar. Je suis arrivé là-bas le lendemain à 18 heures et j'ai passé la nuit. À 10 heures du matin j'ai pris une pirogue pour qui tu payes 1 000 Naira [devise du Nigeria], j'ai fait ça en cachette parce que les Guinéens doivent avoir un Visa pour entrer au Cameroun. Et au Congo aussi je suis rentré comme ça. J'ai pris le risque, en cachette. Mais il y a beaucoup de monde qui fait ça. C'est là-bas que tu vois les Africains qui ont pris la destination pour l'Angola ou pour l'Afrique Centrale. La manière dont t'as entendu parler que les Africains passent la frontière entre l'Algérie et le Maroc... c'est comme Oujda et Meghnia [il rigole]... c'est la même chose, c'est de la même façon que les blacks font à la frontière entre le Cameroun et le Congo, dans une ville qui s'appelle Sokambo... et tu rentres à Ouéssou au Congo [entre Sokambo – Cameroun – et Ouéssou – Congo Brazzaville – existe une ligne de Ferry]. Certains vont en Angola d'autres se limitent à l'Afrique Centrale. Avec un passeport guinéen t'as besoin d'un visa pour le Cameroun mais si t'as un passeport malien ou sénégalais tu n'as pas besoin de visa mais juste le cachet d'entrée et tu vas payer ça. Et avec la police tu peux faire des arrangements. Les policiers savent que tous ceux qui viennent d'Afrique de l'Ouest ont un peu de sous. Par exemple à Brazzaville, la police qui circule en ville, si elle te voit, ils savent que t'es étranger. Nous sommes tous des noirs mais il y a des différences entre nous, la tête, les yeux, la taille. On a la peau noire tous mais il y a des différences. Ou alors la façon de parler aussi. Mais déjà l'aspect physique on

peut le reconnaître.

Mais avant j'ai passé au Cameroun... ils sont racistes aussi, c'est vrai, mais avec la concordance de la sécurité du pays... parce que nous les étrangers ouest-africains, pour entrer au Cameroun, il y a des pays pour lesquels il y a visa et il y a d'autres pays pour lesquels il n'y a pas de visa mais si tu rentres tu vas chercher de manière obligatoire une carte de séjour qui valait en ce moment 13 5000 CFA. Mais pour les Guinéens il faut un visa. Sinon, si la police te ramasse comme ça dans la rue, on te met en prison... il y en a qui vont rester en prison 4 ans à cause de ces 13 5000 CFA. La police n'est pas bien. Mais aussi le peuple camerounais, ils ont des ethnies différentes et il y a toujours des malentendus entre eux. Donc il y a souvent des tensions [...]. Ce n'est pas un pays si pauvre mais c'est un pays qui est dirigé par un mauvais président, un dictateur. C'est pour ça qu'il y a beaucoup de camerounais dehors. Ils souffrent beaucoup. Ici ils sont beaucoup. C'est un pays qui est pauvre. Et l'alcool c'est le numéro 1 du pays. Tout le monde consomme de l'alcool. Et ce n'est pas un bon signe. En Afrique ils sont les premiers pour la consommation de l'alcool. Mais quand même l'éducation au Cameroun est très forte, ils sont très forts... Après le Cameroun je suis allé au Congo, je suis resté 4 ans là-bas. C'est à partir du Congo que j'ai pris le visa pour Cuba... c'est de là-bas [République du Congo] que, avec le visa pour Cuba, je suis venu au Maroc.

– Non, attend, je ne comprends pas...

– C'est au Congo que je vendais les téléphones. Et c'est au Congo que j'ai pris l'avion pour venir au Maroc et après pour aller à Cuba. L'avion a fait 7 heures 30 de vol. En Afrique Centrale (au Congo) je vendais des téléphones, des DVD, des fils de DVD et des trucs électroniques, en général ça marche bien. Ce sont les petits de la RDC, les gens du Congo Kinshasa qui amènent ça. Tu vas acheter avec eux. Et si par exemple ils te disent que c'est 500 CFA [devise de la République Démocratique du Congo], tu vas les revendre à 1 500 ou à 1 300 ; tu gagnes 800 ou 1 000 comme ça. Mais c'est un pays où ça marche à la fin du mois. Parce qu'ils ne sont pas nombreux. Le pays compte 3 millions d'habitants et il y a 4 millions de Congolais qui vivent là-bas, sans compter les Maliens, les Guinéens et les Sénégalais qui sont là-bas... maintenant à la fin du mois tout le monde a sa petite monnaie, maintenant avec ça, à partir du 25 jusqu'au 10 ça marche, à partir du 10 jusqu'au 25 ça ne marche pas [il rigole]. À la fin du mois tout le monde a l'argent mais ils dépensent dans les deux semaines qui viennent, et ils vont garder un peu pour la bouffe pour les deux semaines qui restent. C'est comme ça. La vie était bien là-bas... parce que la police ne nous embêtait pas. Les Congolais malgré qu'ils ne sont pas nombreux... ce sont les étrangers qui sont nombreux, les *Zairois* et les Ouest-Africains...

– Comment t'as pris la décision d'aller au Congo ?

– Tu sais, en sortant [de la Guinée Conakry] je n'avais pas une forte somme mais j'avais une somme qui pouvait envoyer une personne aux États-Unis... environ 7 000 euros. Mais j'ai bouffé l'argent entre le Sénégal, le Cap Vert et la Guinée Bissau pour chercher un visa pour le Portugal. C'est quand l'argent est diminué que je suis parti en Afrique Centrale. J'ai bouffé l'argent, c'est comme ça que je suis parti. On m'a dit qu'on pouvait faire des affaires là-bas. Et à Brazzaville j'ai

eu de l'argent. J'avais une maison où je payais 25 000 FCFA par mois. 50 dollars. J'avais le courant, un stéréo, un petit frigo ; des fois je mange là-bas et des fois je mange au restaurant. Et je gagne. Des fois je pouvais gagner 20 000 francs congolais par jour, ce n'est pas loin de 40 dollars. Je pouvais économiser. À Brazzaville, nous les étrangers, on peut nous donner des visas facilement pour la Chine et pour Dubaï pour qu'on achète de la marchandise. Donc j'ai fait un peu d'argent au Congo. Et j'ai pris un vol pour Casablanca. Mais avant j'ai demandé un visa pour la Havane... j'ai même envoyé de l'argent dans une banque là-bas pour avoir le visa. J'ai pris un vol pour Casablanca et un vol Casablanca-La Havane avec escale à Madrid. Je me suis dit si j'arrive à Madrid je reste là-bas... ou alors je continue à Cuba et de Cuba pour les États-Unis... si ça marche pas je fais des affaires au Maroc. On m'a dit que le Maroc est riche. À Casablanca ils m'ont dit qu'il fallait un visa d'Espagne pour prendre le vol pour Cuba, ils m'ont dit que je ne pouvais pas partir. J'ai dit que j'avais le visa de Cuba, ils m'ont dit que comme il y a une escale en Espagne il faut le visa d'Espagne. J'ai un peu forcé pour qu'on me laisse aller. Ils m'ont dit non... Alors quand je suis sorti de la direction générale de la compagnie aérienne à Rabat. En sortant de là-bas en cours de route j'ai rencontré un Congolais qui venait à Tanger ; je lui ai expliqué mon cas, il m'a dit « comme ton passeport est valide et ton visa est en cours tu peux peut-être prendre un bateau pour aller en Espagne et prendre un vol en Espagne pour aller à la Havane » ; je suis monté à Tanger avec 1 500 euros. Je me suis dit « ça va marcher » et je suis resté intégralement à Tanger. Après deux mois j'ai quitté Tanger pour la Mauritanie. J'ai fait quelques jours et je suis remonté à Tanger. Je suis arrivé au Maroc le 2 juillet 2012 à 14 heures. Au Maroc je ne connaissais personne. [...] Donc quand je suis arrivé [à Tanger] j'avais l'ambition que j'allais partir. Donc je suis arrivé et ça n'a pas marché. J'avais l'ambition de voyager en Espagne avec le visa de Cuba mais j'ai essayé d'aller au port pour prendre le ferry, une fois, deux fois, trois fois et ça n'a pas marché. C'est comme ça que j'ai connu *le petit* en bas, là dans le jardin à côté du port. C'était un peul du Sénégal. Il m'a dit « il y a un peul guinéen ici qui s'appelle Oumar » et il m'a envoyé chez Oumar ici à Médina là où il habitait avec Mansour. Quand je suis arrivé chez lui ils m'ont dit « l'hôtel c'est cher, il y a une maison à Misnana »... je suis resté à Misnana deux mois, après on m'a fait un coup de fil et ils m'ont dit « ici c'est libre, il faut revenir à Médina ». Donc là j'ai quitté Misnana et je suis revenu à Médina ». [Entretien Barry, 05/03/2014]

Ce fragment me semble décrire bien cette forme de mobilité transnationale subalterne dont il est question dans ce travail. Barry était parti de sa ville avec une somme d'argent considérable. Il avait décidé de « sortir », d'aller « chercher sa vie » et il avait récolté le capital nécessaire pour partir. En « sortant », il n'avait pas établi une destination précise. Il se donnait la possibilité d'explorer et chercher de nouvelles opportunités ailleurs. Il traverse plusieurs pays, il se rend au Sénégal et ensuite il part au Cap-Vert où il pense pouvoir acheter un visa pour le Portugal ; il séjourne au Cap-Vert mais il n'arrive pas à

obtenir un visa pour le Portugal. Il prolonge alors son chemin en Guinée Bissau et ensuite au Mali. En cours de route il a perdu une partie de son argent. Il décide alors d'aller « tenter sa chance » au Congo. Il traverse le Burkina Faso, le Bénin, le Nigeria, le Cameroun et il arrive au Congo où il vend des téléphones ; pendant 4 ans il gagne bien sa vie au point qu'il économise un bon capital qu'il décide d'investir en partant au Maroc avec la possibilité de se rendre à Cuba, mais peut-être aussi en Espagne ou aux États-Unis.

Depuis son départ Barry a dû repenser et reformuler à plusieurs reprises son parcours : premièrement le Sénégal, ensuite le Cap-Vert pour chercher un visa pour le Portugal, ensuite le Congo pour faire des *business*. Quelques années après il décide de partir à nouveau, cette fois-ci au Maroc et peut-être en Espagne ou à Cuba. Au Congo il s'était installé, il avait travaillé, il avait entamé un business avec des commerçants locaux ; il avait connu les conduites de la police et les modes de vie locaux : il avait loué une chambre et envoyé de l'argent à la famille : il s'était réorganisé et il avait économisé de l'argent. Au moment de notre rencontre il était au Maroc depuis deux ans. Il s'était installé à Tanger, il se débrouillait au jour le jour. Il repensait sa trajectoire et il envisageait de nouvelles stratégies pour continuer son chemin. Le Maroc donc pour Barry était une étape d'un parcours plus long et qui n'était pas pensé comme achevé ou définitivement clos, ni comme une mobilité verticale et structurée de manière linéaire du sud vers le nord.

L'expérience vécue par Barry ne peut donc pas être réduite au schéma classique de la mobilité sud-nord ni à la mobilité transnationale verticale et fortement structurée décrite par Alioua (Alioua, 2011, 2013). Elle est plus complexe et en même temps moins articulée. Comme Barry, les migrants que j'ai rencontrés à Tanger avaient traversé et vécu dans plusieurs pays : ils avaient dû s'arrêter, s'organiser, faire marche arrière, changer de destination, repartir et s'installer et réorganiser à nouveau leur futur. Comme Barry, ils avaient fait l'expérience de l'émancipation, de la débrouille et de l'altérité. Certains avaient comme destination finale l'Europe et organisaient leur quotidien et leurs stratégies en fonction de cela. D'autres envisageaient l'Europe comme une destination possible parmi d'autres et avaient laissé leurs villes pour chercher de nouvelles opportunités ailleurs. D'autres étaient arrivés au Maroc pour travailler, pour mettre en place des activités commerciales ou pour étudier et n'envisageaient pas de franchir la frontière européenne de manière clandestine mais plutôt, éventuellement, de s'orienter vers d'autres pays. D'autres encore, partis avec l'idée de rejoindre l'Europe, avaient ensuite repensé le sens de leur voyage et s'étaient installé dans d'autres pays et d'autres encore, partis avec l'idée de chercher des opportunités, avaient décidé d'essayer d'entrer

en Europe en cours de route. Tous ces migrants étaient donc engagés dans un travail constant de réorganisation de leur projet migratoire et de leur trajectoire de vie. En fonction des rencontres faites, des contingences matérielles, des changements de configuration migratoire, des aléas du quotidien, de leurs ressources et de leurs ambitions, ils se réorganisaient et réorganisaient leur voyage en lui donnant un sens et une signification différents : ils envisageaient de nouvelles destinations, de nouveaux parcours pour les atteindre, de nouveaux *business*, de nouvelles activités et de nouvelles opportunités. Le voyage est pensé comme la recherche d'opportunités, d'un business, d'un travail salarié, comme une aventure personnelle, comme un voyage vers l'Europe, etc. Toutes ces configurations de sens sont possibles et peuvent être mobilisées par un migrant à un moment ou à un autre de son parcours afin de penser, dire et justifier sa trajectoire. L'élément commun à toute ces trajectoires singulières est le fait qu'elles soient toujours pensées comme ouvertes et inachevées : elles peuvent s'orienter vers de nouvelles étapes et de nouvelles destinations. Mansour décrit ainsi les circonstances qui l'ont amené au Maroc :

« J'ai fait beaucoup de pays. J'ai fait 6 pays. Guinée Bissau, Mali, Guinée Conakry, Mauritanie, Tunisie et Maroc... Mais en Guinée Conakry seulement un petit séjour. J'étais là-bas pour voir un ami. J'ai fait seulement 5 jours, aller-retour. Au Mali j'étais parti pour voir un marabout, et j'ai fait seulement 13 jours... mais finalement le marabout on l'avait déplacé, il était en France [...]. Après la Tunisie, moi j'étais parti là-bas pour chercher l'argent hein. Mais en Tunisie je n'ai pas fait plus de deux mois. Tu sais la Révolution ? La Révolution m'a trouvé là-bas. Je suis rentré au Sénégal pour acheter encore un billet pour venir ici. [...] Je faisais mes business, Francesco. J'étais parti pour chercher l'argent. Je n'avais pas un programme précis. Nous on part sans programme [Il rigole], non, nous, on tente la chance. Tous les gens que tu vois ici sont sortis pour chercher l'argent. [...] Une fois que tu sors de chez toi seulement, t'es parti pour chercher l'argent même si tu dors dehors dans la rue t'es parti pour chercher l'argent, c'est comme ça. Et la Tunisie c'était un bon pays et si j'étais là-bas en ce moment j'aurais pu commencer à travailler là-bas. En Tunisie il y a plus de travail qu'au Maroc. Pour le travail c'est mieux que le Maroc... mais il y avait la Révolution et tous les pays d'Afrique ont ramené leurs ressortissants par avion. Nous Wade [président Sénégalais à l'époque où se sont déroulés les faits racontés par Mansour] nous a fait rentrer avec Air Sénégal. Quand tu es Sénégalais tu pars dans ton ambassade et on te prend. Beaucoup de pays en Afrique ont envoyé des avions pour leurs ressortissants. [...] Au Sénégal je voulais repartir : ma destination était la Malaisie mais le gars qui devait m'accueillir à Kuala Lumpur a perdu son père et il est venu faire le sacrifice au Sénégal. Et il m'a dit de l'attendre et quand il repartira on devait partir ensemble. Je lui ai dit que je ne pouvais pas rester là-bas. Et donc je suis venu au Maroc... mais depuis que j'ai commencé à voyager c'est le seul pays dans

lequel je suis resté deux ans. Dans les autres pays j'avais fait au maximum 2 mois, trois mois. Le Maroc c'est un pays de *business*... tous les pays arabes même. Et Tanger est bien... plus que toutes les villes du Maroc ». [Entretien Mansour, 10/03/2014]

En « sortant » du Sénégal, Mansour n'avait ni une destination ni un « programme » précis. Au contraire, il se donnait l'occasion d'explorer de nouveaux pays (Guinée Bissau, Mauritanie, Tunisie et Maroc) pour chercher des opportunités qu'il estimait ne pas trouver chez lui. Son voyage se configure comme un parcours ouvert et non pas comme une trajectoire linéaire pensée comme définitive entre un pays de départ et un pays de destination. Partir en Tunisie ne signifie pas pour Mansour arriver à destination : au contraire, cela signifie uniquement ouvrir une porte et entamer une mobilité qui ne montre pas sa fin.

Deux mois après son arrivée à Tunis, ayant constaté l'augmentation de la violence et de l'instabilité politique du pays, il a rebroussé chemin et est rentré au Sénégal afin de s'organiser pour repartir à nouveau : il souhaite alors se rendre en Malaisie où un ami peut l'accueillir mais ce dernier se désiste au dernier moment. Mansour décide alors de prendre un avion pour Casablanca où il séjournera pendant quelques mois ; dans un premier temps il loue une chambre d'hôtel et ensuite il déménage avec des Sénégalais dans le quartier de Bourgogne. Le capital avec lequel il était parti lui permettait de vivre commodément pendant plusieurs mois : entre temps il cherchait du travail et apprenait à connaître les astuces et les ruses pour vivre en tant que migrant au Maroc.

Si ce parcours est conçu de manière ouverte c'est aussi à cause du fait que Mansour se déplace sans pouvoir mobiliser des contacts ni s'inscrire dans une chaîne migratoire constituée. Les contacts dont il dispose sont limités (un ami, un numéro de téléphone), flous et précaires.

Cette mobilité transnationale ne peut pas compter sur des repères et sur des relais migratoires : pour cette raison elle doit être constamment inventée et prendre des formes inédites. En arrivant à Tunis Mansour ne connaît personne et il n'a pas de visibilité sur son futur proche ; il prend du temps pour explorer les opportunités qu'il peut trouver sur place et éventuellement partir. Dans ces parcours transnationaux la destination choisie n'est pas pensée comme définitive mais comme une étape, comme un pays (ou une ville) à explorer, un lieu où chercher des opportunités en dépit de la faiblesse des contacts dont on dispose. En arrivant dans une nouvelle étape le migrant essaye de se faire une place, se loger, se faire des amis, rencontrer d'autres voyageurs et aventuriers, entamer, s'il le peut, une activité pour trouver de l'argent, survivre, économiser et peut-être prospérer.

Ainsi Simon décrit son parcours avant d'arriver à Tanger.

« Je suis d'abord parti en Gambie pour étudier quand j'étais en terminale. Mon papa, à l'époque, comme l'anglais n'était pas étudié en Guinée... alors mon père qui travaillais dans le gouvernement et qui voyageait, il partait en Gambie et il avait des contacts là-bas. Donc je suis parti là-bas pour étudier. En Guinée je faisais la musique de Tam Tam et j'ai vu en Gambie des gens qui jouaient, des gens de mon école, j'ai pris les contacts et on a commencé à jouer ensemble. Leur comportement et ce qu'ils faisaient m'ont encouragé et je les ai suivis parce qu'avec ça tu gagnes ton propre argent, tu n'escroques pas et en plus tu gagnes de l'expérience. Bon, quand j'ai fini mes études ma famille m'a dit de retourner en Guinée et je n'ai pas voulu parce que là-bas tout est facile, je reste chez moi, je mange... Donc en Gambie j'ai commencé à devenir un Homme, à devenir moi-même, je commence à gagner ma vie. Dans mon pays il suffit de demander à mes parents : « donne-moi, donne-moi ». Je vivais avec la musique en Gambie, la musique m'a donné beaucoup de choses, j'étais gros avant d'arriver ici et très clair [être gros et très clair de peau est pour Simon un signe de bonne santé]. La musique m'a donné beaucoup de choses avec les touristes, Anglais, Français, Américains, n'importe qui. Tu t'assois avec eux, tu causes et ça t'éloigne des mauvais comportements... c'est-à-dire comme ce qui se passe ici, banditisme, des choses comme ça... des vols. Donc j'ai dit à mes parents que je voulais rester en Gambie et préparer mon dossier pour l'Angleterre. Parce que mon père avait envoyé ma sœur faire des études en Angleterre jusqu'à ce qu'elle ait eu ses diplômes. Moi en Gambie, ils m'ont donné un papier d'artiste et je gagnais ma vie. J'ai fait 9 ans en Gambie. Avec les touristes et la musique. Des fois si des gens me donnaient des commissions, comme pour de la poudre [cocaïne] ou de la marijuana, j'allais chez mes amis et je revenais avec ça. [...] Après j'ai quitté la Gambie ; j'ai fait 4, 5, 6, 7... 7 pays en Afrique de l'Ouest. Le Maroc est le huitième pays ; je connais les mentalités ; je connais les comportements de beaucoup de pays. Sénégal, Gambie, Guinée, Sierra-Leone, Liberia, Mali, Bissau... quand j'ai été au Liberia la guerre était finie mais il y avait encore des tensions. J'étais parti au Liberia pour chercher un visa pour London. On vendait les visas là-bas. On m'a dit... parce que moi j'avais de l'argent de partir là-bas mais ça n'a pas marché. J'ai quitté là-bas et je suis venu en Sierra-Leone et je suis resté là-bas. Et là-bas je faisais la musique avec les Sierra-Leonnais... on jouait. Et moi je n'ai jamais eu de problèmes. Quand j'arrivais là-bas je ne connaissais personne. J'avais un contact d'un hôtel. Je viens et après je sors. Je suis sorti dans le rue, je trouve les bons gens pour qu'on me trouve une petite maison, j'habite là-bas, j'économise, je marche doucement, doucement. Après j'ai vécu comme ça, je gagnais mon argent.

– Et quand t'es arrivé au Maroc tu connaissais quelqu'un ?

– Quand je suis arrivé ? Non ! Je suis venu ici avec un contact. Je suis arrivé à l'aéroport... quand je suis arrivé je l'ai appelé et lui aussi m'a dit qu'il est à Al Hoceima, donc je ne connaissais personne ; comme ça donc je suis sorti, j'ai quitté et je suis arrivé à Casa, en ville. J'ai regardé là-bas, j'ai trouvé les blacks ils m'ont dit « allons chez nous », comme ça, comme ça. J'ai dit « non,

je vais prendre un hôtel et après-demain on verra ». J'ai pris l'hôtel deux jours, trois jours, j'ai regardé comment ils font et j'ai dit que non, « je ne vais pas marcher avec eux ». C'étaient des Guinéens, ils vivent n'importe comment ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

Simon a vécu ainsi dans plusieurs pays avant d'arriver au Maroc. Il vit en jouant de la musique et en faisant du business avec les touristes. Il s'est déplacé d'un pays à un autre pour chercher de nouvelles opportunités. Il se déplace sans pouvoir mobiliser des contacts solides ni s'inscrire dans des chaînes migratoires : il ne dispose pas de repères ni de contacts qui puissent lui donner une visibilité réelle sur les possibilités et les difficultés qu'il trouvera dans sa nouvelle destination. Ainsi quand il arrive au Maroc il dispose uniquement d'un numéro de téléphone mais la personne qu'il doit contacter se trouve à Al Hoceïma : il se retrouve donc seul à Casablanca : cette solitude n'est pas une condition nouvelle ni perturbante : comme il l'avait fait au Liberia et en Sierra-Leone il cherche un hôtel, commence à explorer la ville et à faire des rencontres.

Comme Mansour, Simon et Barry, de nombreux migrants avaient vécu dans plusieurs pays africains avant d'arriver au Maroc. D'autres, pour qui le Maroc était la première destination une fois « sortis » de leur pays, se sont ensuite rendus ailleurs, dans d'autres pays africains ou européens. Barry, par exemple, après 3 ans vécus au Maroc entre Tanger et Agadir, s'était rendu en Libye d'où, pendant l'été 2016, il s'est embarqué clandestinement, avec une centaine d'autres migrants, sur un bateau qui avait été secouru par la marine italienne. Barry se trouve, à nos jours, dans un centre d'accueil et il attend la réponse au recours qu'il a introduit contre le refus de sa demande d'asile. Régis, après son premier séjour à Tanger, était rentré au Cameroun, son pays d'origine. Quelques mois plus tard il était reparti avec une copine en direction du Maroc : à présent il vit à Tanger où il collabore avec Caritas. Oumar, après les deux ans passés au Maroc, entre en Espagne clandestinement le 17 mars 2013 à bord d'un zodiac avec une trentaine de personnes : après une courte détention dans un centre d'identification pour étrangers sans papiers il est assigné à une ONG à Séville. Trois semaines plus tard, il se rend chez sa mère à Saint-Denis. Il restera avec sa mère, ses demi-sœurs et ses frères pendant plusieurs mois et entame les démarches pour une demande d'asile. Insatisfait et en quête d'autonomie il décide de partir en Allemagne : il avait, en effet, entamé une relation avec une femme allemande connue sur un site de rencontres en ligne. Il est arrêté par la police allemande et fait à nouveau des démarches pour une demande d'asile qui échouent tout comme celle faite en France. Deux ans après son arrivée en Allemagne il a trouvé un travail comme soudeur dans une petite usine près de Dortmund.

Entre-temps, Matar, Ibrahima et Moustapha arrivés au Maroc 5 ans auparavant continuent de travailler à Tanger avec des fortunes diverses : Matar travaille comme aide-gérant dans un restaurant à la mode, Ibrahima a repris le poste de vendeur de livres dans une petite librairie qu'il avait occupée en 2012 et Moustapha alterne ses commerces de tissus et les postes d'agent de sécurité. Ils envisagent tous de partir ailleurs dès qu'ils en auront l'opportunité : cet ailleurs reste indéfini : peut-être en Europe, peut-être au Sénégal, peut-être ailleurs.

En définitive, le Maroc n'est qu'une étape dans un parcours plus vaste et dont les limites sont indéfinies. Pour ces migrants leur parcours ne se configure pas comme un parcours linéaire, fermé ou achevé. Il ne s'agit pas d'une route structurée dans un pays de départ vers une destination selon des étapes préétablies en mobilisant des contacts et des liens. Au contraire, c'est par le manque de contacts que cette mobilité doit constamment être réinventée par le migrant qui cherche par tâtonnements des opportunités. Ce qui était primordial pour ces individus c'est le fait de *sortir*, ouvrir des portes vers l'extérieur, explorer, briser le lien de sédentarité et s'émanciper des liens familiaux afin d'aller chercher sa vie ailleurs, là où on pourrait/saurait la trouver. Une fois dehors, le parcours se configure comme un enchaînement d'étapes, d'allers-retours, de changements de route déterminés par les opportunités qui apparaissent et les contraintes qui s'imposent.

Au-delà des territoires circulatoires. Atomisation et autonomisation des parcours.

Alain Tarrius (Tarrius, 2007) a analysé la mobilité de certains commerçants maghrébins et afghans qui se déplacent entre la France et le Maroc en passant par l'Espagne (les premiers) et entre les pays du Moyen Orient et l'espace Schengen (les deuxièmes). Tarrius montre que ces migrants se déplacent par étapes préétablies sur des circuits fortement structurés et connus à l'avance : à chaque arrêt ces migrants trouvent des relais, des amis, des partenaires commerciaux qui peuvent les accueillir, leur acheter de la marchandise ou les connecter avec des clients et d'autres figures de la mobilité. À chaque étape ils vendent une partie de leurs marchandises ou achètent des produits qu'ils vendront à l'étape suivante ou à la fin du parcours. Pour désigner ces circuits transnationaux, Tarrius développe la notion de *territoires circulatoires* (Tarrius 2015, 2007) ; ces territoires circulatoires sont parcourus année après année en suivant les mêmes étapes. Les

commerçants qui circulent sur ces itinéraires réalisent une mobilité des *poors to poors* et des *pears to pears* ; ils sont, en effet, les acteurs d'une mobilité subalterne qui s'alimente d'un commerce adressé aux populations économiquement marginalisées : ces commerçants vendent à des prix cassés les produits que ces populations sont incapables d'acheter sur le marché régulier. Alioua (Alioua, 2011, 2013) a appliqué la notion des *territoires circulatoires* à l'analyse des parcours des transmigrants en route vers l'Europe. Or bien que pertinente et utile pour la compréhension du phénomène, cette notion me semble dépassée par la transformation de la mobilité interafricaine, les développements des transports, la multiplication des itinéraires et les évolutions du dispositif migratoire euro-africain ; en effet, cette notion semble figer et réduire ces itinéraires à une courte série de parcours préétablis alors que les parcours que nous avons décrits se configurent comme des parcours ouverts et singuliers. Les transmigrants décrits par Alioua sont en route pour l'Europe : « le rêve pour seul bagage, des dizaines de milliers de migrants parcourent l'Afrique par étapes, se dirigeant ainsi vers l'Europe, traversent le Sahara et passent par les pays du Maghreb [...]. Fuyant la misère, la guerre et le chômage » (Alioua 2011, p. 142). Ils empruntent des itinéraires transnationaux structurés et jalonnés par des étapes préétablies ; au moment de leur départ ils disposent de contacts qui les orientent sur les bonnes pistes. À chaque étape ils rencontrent des migrants qui peuvent les héberger, les accueillir et leur donner les coordonnées pour avancer : l'adresse d'un ghetto ou d'un squat dans la ville suivante, le numéro de téléphone d'un chef de communauté ou des agences de voyages informelles, etc. À chaque étape ils rencontrent d'autres migrants avec lesquels ils constituent des collectifs d'entraide et des communautés d'itinérance (Ecoffier, 2006) qui s'appuient sur le sentiment de participer à une expérience commune : celle de la transmigration vers l'Europe. Dans leurs déplacements ils suivent donc des itinéraires structurés à travers des villes, des régions et des pays, en passant par le Sahel, le Sahara et en arrivant au Maghreb : d'après Alioua, par exemple, ceux qui passent par le Mali suivent un parcours bien précis : de Bamako à Gao, de Gao à Kidal, de Kidal à Tinzaouatine, d'ici à Silet et à Tamanrasset pour ensuite rejoindre Alger (Alioua 2011, p. 163–64). À Alger ils peuvent continuer vers la Libye ou le Maroc : s'ils prennent à l'ouest pour le Maroc ils passeront par Maghnia, ils entreront au Maroc par Oujda, continueront pour Nador, Tanger et finalement l'Espagne. L'itinéraire par le Mali semblait, à l'époque où Alioua rédigeait sa thèse, le plus emprunté : « La plupart des transmigrants subsahariens passent par le Mali ou le Niger pour se rendre sur les côtes Méditerranéennes » (Alioua 2011, p. 167); par contre, la mobilité à travers la Mauritanie était très limitée : « la grande majorité des transmigrants subsahariens, du moins ceux

que j'ai rencontrés (95%) passent par le Mali et le Niger et ne sont qu'une minorité à être passés par la Mauritanie » (Alioua 2011, p. 167). Alioua souligne, comme pour chaque étape, que les migrants disposent de contacts qui leur permettront de s'installer et se socialiser : ils connaissent les noms et les coordonnées téléphoniques de chairmans⁸², de migrants compatriotes, de passeurs, etc.

Les migrants qu'Alioua a rencontrés suivent donc « des routes déjà dessinées et balisées, d'étapes déjà établies par des migrants antérieurs » (Alioua 2011, p. 142) et à chaque étape s'inscrivent dans des collectifs d'entraide, de communautés, d'itinérance qui leur permettent de continuer leur voyage. Les migrants semblent donc suivre des chaînes migratoires solides et ouvertes par les premiers pionniers. Or la mobilité interafricaine et euro-africaine des self-made migrants que je décris ici dépasse et déborde les circuits décrit par Alioua ; les mobilités qu'on observe sur le continent africain s'individualisent, se singularisent et se complexifient. Les migrants que j'ai rencontrés se déplacent seuls, vers des destinations qu'ils ne connaissent pas et sans pouvoir disposer, au préalable, de contacts leur permettant de se loger et se socialiser.

Ibrahima décrit ainsi son arrivée à Casablanca :

« Quand je suis arrivé je ne connaissais personne. Je n'avais pas de contacts, seulement les mails des entrepreneurs des entreprises à qui j'avais envoyé mon CV. Quand je suis arrivé, au fil du temps, j'ai fait beaucoup de contacts. J'avais un petit budget, disons environ 80 euros en venant du Sénégal au Maroc. Et donc ce que je pensais c'était de trouver un petit logement. Quand je suis arrivé à Casa il fallait trouver un logement. Il y a eu un monsieur, un Marocain, Monsieur Hajar qui m'a hébergé. C'est un Monsieur que j'ai rencontré à Casa, le premier jour où je suis arrivé. Je lui ai expliqué : « je viens d'arriver à Casa et je ne connais personne et je voudrais rester un jour ou deux, le temps de contacter le directeur de l'entreprise pour commencer mon stage. C'est une personne que j'ai croisée comme ça dans la rue à la gare routière. Il m'a amené chez lui et je suis resté chez lui une semaine. Par la suite j'ai déménagé, j'ai trouvé un autre logement mais avant cela ça a été très difficile parce que j'ai dormi dans une mosquée durant trois jours au mois de ramadan [...] ». [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

Ibrahima voyage seul, sans contacts qui puissent l'accueillir et le socialiser ; une fois sur place il doit trouver des solutions afin de se loger, gérer son petit capital et trouver un travail : il découvre par tâtonnements les possibilités qu'il peut trouver mais il affronte

⁸² Les chairmen sont des chefs de communauté élus par des migrants d'une même nationalité comme représentants et coordinateurs du groupe.

aussi les imprévus et les difficultés inattendues. Dans ce processus de découverte il ne peut compter que sur lui-même et il doit trouver des solutions personnelles et inédites : à la gare de Casablanca il demande aux personnes qu'il rencontre si quelqu'un peut l'aider à se loger jusqu'à ce qu'un monsieur lui propose de s'installer chez lui. Après quelques mois il décide de déménager à Tanger. Il prend un train et quelques heures plus tard il se retrouve dans une nouvelle ville qu'il ne connaît pas et où il ne connaît personne. À nouveau il entame un processus de découverte par essais et tâtonnements :

« Quand je suis arrivé à Tanger je ne connaissais personne. J'ai vécu ça comme à Casa. Je suis venu, je suis arrivé à la gare, j'ai pris un taxi vers le centre-ville et j'ai commencé à demander pour un logement. Des tailleurs marocains m'ont hébergé deux jours. Je les ai rencontrés comme ça. Je suis entré dans un magasin, dans un atelier de couture, je leur dis bonjour, je demande « est-ce que vous connaissez par hasard s'il y a une chambre à louer ? ». Le Monsieur m'a dit : « ici il y a des chambres à louer. Viens, je vais te montrer quelqu'un qui pourra te montrer des chambres à louer. À ce moment j'étais à l'hôtel. J'avais passé disons une semaine à l'hôtel. Et donc il m'a montré deux tailleurs, il leur a dit « ce jeune Sénégalais cherche une chambre », et après cela, ce jour-là on n'a pas trouvé de chambre mais ils m'ont dit « viens avec nous, tu dormiras dans notre chambre et demain on va continuer à chercher » ». [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

Comme Ibrahima ces self-made-migrants voyagent seuls. Ils disposent parfois d'un numéro de téléphone, d'un contact d'un ami ou d'un ami d'un ami. Cependant, ces contacts se révèlent inutiles ou inaccessibles. Comme ils l'avaient fait dans les étapes précédentes de leur voyage, une fois arrivés à destination ils louent une chambre d'hôtel : une fois installés ils commencent à explorer la ville et à chercher des solutions pour se loger à des prix plus favorables et pour entamer leur séjour. Mansour arrive à Casablanca avec quelques milliers d'euros et sans aucun contact ; à la sortie de l'aéroport de Casablanca il demande à un chauffeur de taxi de le conduire dans un hôtel : il se retrouve ainsi à payer un prix extrêmement élevé pour séjourner dans un hôtel 4 étoiles avant de se rendre compte qu'il peut se loger dans des hôtels moins chers ou louer un appartement avec des compatriotes. C'est donc seulement une fois arrivé sur place qu'il commence l'exploration de la ville.

Comme Mansour, Joseph est arrivé au Maroc tout seul et sans contacts :

« C'est après tout cela que je suis venu à Tanger... Donc à Tanger je ne connaissais personne, je suis arrivé ici et j'ai cherché un hôtel, deux jours, et entre-temps je cherchais une maison parce que je connaissais déjà le Maroc, comment ça se passe ici, si tu payes l'hôtel à 30 dirhams la nuit

à la fin du mois t'as 900 dirhams, alors j'ai cherché une maison à 600/700 dirhams. » [Entretien Joseph, 25/01/2014]

Et encore le Guinéen Simon, qui après avoir vécu pendant quelques années en Gambie, est parti au Liberia et au Sierra Leone pour ensuite arriver au Maroc :

« J'ai quitté là-bas [Liberia] et je suis venu en Sierra Leone et je suis resté là-bas et là-bas je faisais la musique avec les Sierra-Léonais... on jouait. Et moi je n'ai jamais eu de problème. Quand j'arrivais là-bas je ne connaissais personne. J'avais un contact d'un hôtel. Je viens et après je sors. Je suis sorti dans la rue, je trouve les bons gens pour qu'on me trouve une petite maison, j'habite là-bas, j'économise, je marche doucement, doucement.

– Et quand t'es arrivé au Maroc tu connaissais quelqu'un ?

– Quand je suis arrivé ? Non ! Je suis venu ici avec un contact. Je suis arrivé à l'aéroport... quand je suis arrivé je l'ai appelé et lui aussi m'a dit qu'il est à Al Hoceima, donc je ne connaissais personne ; comme ça donc je suis sorti, j'ai quitté et je suis arrivé à Casa, en ville. J'ai regardé là-bas, j'ai trouvé les blacks ils m'ont dit « allons chez nous », comme ça, comme ça. J'ai dit « non, je vais prendre un hôtel et après-demain on verra ». J'ai pris l'hôtel deux jours, trois jours, j'ai regardé comment ils font et j'ai dit que non, « je ne vais pas marcher avec eux ». C'étaient des guinéens, ils vivent n'importe comment ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

Certains de ces migrants ont une expérience migratoire consolidée : avant d'arriver au Maroc ils ont vécu dans plusieurs pays étrangers : c'est le cas de Joseph, Mansour et Simon ; pour d'autres, comme Ibrahima, le Maroc représente la première étape de leur voyage ; tous voyagent seuls, sans contacts à mobiliser à leur arrivée à destination et en organisant leur propre itinéraire. En effet, au moment de leur arrivée au Maroc personne ne les attend pour les héberger, ni pour leur donner des indications et des conseils. Ils procèdent par tâtonnements et explorations : en paraphrasant Simon ils *marchent doucement, doucement*. Après avoir laissé leurs affaires dans un hôtel, ils commencent à arpenter les rues de la ville en demandent des renseignements afin de trouver une chambre à louer mais aussi pour faire des rencontres et apprendre comment pouvoir trouver un travail, ou monter un business ou trouver un passeur.

Certes, contrairement aux cas cités, d'autres migrants avaient un frère, un oncle ou un ami qui les avait encouragés à partir ou qui a pu les accueillir une fois arrivés à destination. Cependant, il me semble que cette mobilité transnationale se configure comme une mobilité solitaire de migrants qui inventent leur parcours en avançant par découvertes et explorations. Nous voyons que les self-made-migrants s'émancipent des parcours

historiques et balisés de la mobilité sud-nord : ils voyagent sans contacts, ils se lancent vers des destinations inconnues et découvrent sur place des opportunités qu'ils peuvent saisir mais aussi les difficultés qu'ils doivent affronter ; ils se déplacent en construisant des parcours singuliers ; ils inventent des itinéraires en ouvrant au maximum leur éventail d'options et en connectant des espaces géographiques extrêmement lointains : on peut envisager avec Mansour de partir en Malaisie après être rentré au Sénégal de la Tunisie, avant de prendre un avion pour le Maroc ou alors on peut penser avec Barry à se rendre à La Havane après avoir vécu au Congo et avant de décider de rester au Maroc. Ces parcours n'ont rien de linéaire et ne suivent pas les itinéraires historiques transsahariens ; au contraire ils s'ouvrent sur des espaces transnationaux en complexifiant et en autonomisant les mobilités historiques à travers l'invention d'itinéraires et parcours singuliers. Les progrès dans les transports contribuent à multiplier les possibles destinations, les options et les itinéraires ; l'ouverture de l'autoroute mauritanienne est un exemple de la facilitation progressive de la mobilité entre les « deux rives du Sahara » (Brédeloup et Pliez, 2005 ; Bensaad, 2009 ; Peraldi, 2011) : ainsi la mobilité s'émancipe, s'individualise et les migrants inventent leurs propres parcours : ils explorent des destinations et des itinéraires en ouvrant de nouvelles portes, des fissures, et des interstices à la marge, au-delà et au-dessus des routes historiques. On assiste donc à des trajectoires singulières s'élaborant sur un éventail large et mobile d'options étalées sur l'espace africain et comprenant les grandes capitales mais aussi les centres mineurs : Laos, Dakar, Abidjan, Nouakchott, Conakry, Banjul, Praia, Bamako, Tripoli, Alger, Tunis, Casablanca, Agadir, Laâyoune, Rabat, Fez, Marrakech, Meknès, Oujda, Tanger, Tétouan ; ces villes deviennent des espaces du possible qu'on peut explorer et où on peut chercher et trouver sa vie.

Plus que les contacts, ce qui compte est la volonté et le courage de se lancer dans l'inconnu, d'être indépendants et autonomes, de se « débrouiller » tous seuls sans le soutien de la famille, d'endurer des difficultés et d'envisager de nouvelles opportunités, de nouvelles destinations, de nouvelles rencontres. « L'aventure ce n'est pas les contacts, c'est le cœur » m'avait dit, par exemple, Simon.

Le modèle de la mobilité sud-nord cartographié par un nombre limité de flèches et d'axes qui de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, en traversant le Sahel, arrivent sur les côtes méditerranéennes, doit, à mon sens, être complexifié à travers la prise en considération des mobilités interafricaines des self-made migrants.

En définitive nous constatons que de plus en plus de migrants se déplacent en dehors des circuits balisés, des chaînes migratoires et des collectifs d'entre-aide. Certes existent

encore des itinéraires bien définis et jalonnés de points de relais : la littérature qui porte sur les routes sahariennes est riche d'exemples (Bensaâd, 2003, 2005, 2009). Cependant, au-delà de ces routes balisées et de ces plateformes migratoires il me semble que nous assistons à un éclatement, à une individualisation et à une démocratisation de la mobilité interafricaine : les parcours des migrants que j'ai rencontrés me paraissent beaucoup moins formatés que ce que semble suggérer la thèse d'Alioua : ils semblent s'éclater sur une infinité de parcours singuliers que chaque migrant compose ou invente en fonction de ses nécessités, de ses possibilités et des contraintes qu'il doit affronter. Les migrants que j'ai rencontrés inventent leurs parcours en ouvrant le répertoire du possible, s'alignant parfois sur des itinéraires connus à l'avance, se greffant sur des groupes de migrants rencontrés *in loco* et se lançant très souvent sur des pistes inconnues, dans une exploration individuelle et solitaire : les itinéraires limités traversant le continent africain semblent se multiplier dans une infinité de parcours singuliers façonnés par la créativité des migrants grâce aux informations et aux éventuels contacts dont ils disposent et à partir des contraintes matérielles qui limitent ou favorisent leurs possibilités de se déplacer (ressources économiques, papiers, développement des transports, croissance économique et raréfaction des possibles destinations, violences, etc.).

Une mobilité solitaire : méfiance et solidarités précaires.

Comme l'a montré Alioua, tout au long de leur parcours les migrants se rencontrent et s'entraident : ils se socialisent, ils se connaissent, discutent, échangent des informations et louent ensemble des appartements. Souvent les *nouveaux* s'appuient sur les *anciens* pour trouver un logement, un travail ou un business mais aussi pour avoir des informations et des conseils.

Les migrants décrits par Alioua se reconnaissent comme faisant partie d'une expérience commune ; ils forment ainsi des collectifs d'entraide ou des communautés d'itinérance (Escoffier, 2006). J'ai montré que cette mobilité s'émancipe des itinéraires historiques et que les self-made-migrants se déplacent sans contacts (ou avec des contacts faibles) et procèdent par découvertes et tâtonnements. Certes, en arrivant à leur destination ils rencontrent d'autres migrants avec lesquels ils échangent et souvent collaborent. Cependant, il me semble que ces migrants n'adhèrent que partiellement à des collectifs d'entraide ou à une communauté d'itinérance. Ces concepts me semblent en effet exagérer

l'idée de la participation des migrants à une expérience commune et donc d'adhésion à un sentiment d'égalité et de solidarité. Or la mobilité que j'examine ne se configure que comme une expérience solitaire dans laquelle les autres migrants représentent des individus avec lesquels on est amené à collaborer mais aussi des altérités dont on doit se méfier. Comme nous l'avons avancé en effet les profils, les origines et les ambitions des self-made-migrants sont différents : cependant, tous rêvent d'une émancipation économique et sociale qui peut s'obtenir aussi au détriment des autres migrants.

Simon a laissé la Guinée il y a une douzaine d'années et après une longue période en Gambie, il s'est rendu au Liberia et en Sierra Leone avant d'arriver au Maroc. Arrivé à Casablanca il décide de se loger seul dans un hôtel. En se promenant en ville, Simon rencontre des migrants guinéens qui lui proposent de loger avec eux. Cependant, Simon a besoin de les étudier, d'examiner la situation, de comprendre les profils de ces personnes et de regarder « comment ils font ».

En effet, le sentiment de partager une expérience commune de la mobilité n'est pas suffisant à créer des liens de confiance et de solidarité et encore moins la formation de collectifs d'entraide. Au contraire, c'est ce même sentiment de partage d'une expérience commune de vie à l'étranger et dans la mobilité, d'une expérience solitaire de l'émancipation de soi et pour soi et qui se fait par la débrouille, qui pousse Simon à ne pas faire confiance aux Guinéens qu'il a rencontrés. Ce sentiment de méfiance à l'égard des autres migrants rencontrés sur la route et avec lesquels ils sont amenés à socialiser est extrêmement répandu :

« En effet, c'est la vérité. Moi je me méfie beaucoup des blacks. Parce que comme ce que Mohammed m'avait fait ici... on m'avait dit « lui il fait ça, il arnaque ». Mais moi j'ai dit « non, peut-être c'est faux, les gens sont jaloux... ». Mais non, il m'a volé le téléphone. Les Africains disent qu'on est tous des frères et qu'on est ensemble mais c'est le contraire. Moi le système des blacks au Maroc je n'aime pas. En Afrique noire s'il n'y a pas d'argent, on s'assoit, on cause et on se dépanne entre nous... mais ici c'est le contraire quoi. Chacun veut escroquer son ami même si c'est pour gagner 50 dirhams ou 100 dirhams et puis, les 100 dirhams là [il se frappe les mains] ils ne servent à rien quoi. Tu vois non ? Il fait tomber son ami pour un rien ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

Le sentiment de faire partie d'une expérience commune, d'un collectif ou d'une communauté s'étioule et se relativise face au caractère solitaire de cette mobilité, aux différences des profils des migrants et aux intérêts individuels qui peuvent être

extrêmement divergents, voire conflictuels. Ces self-made-migrants circulent seuls et recherchent une émancipation pour et par eux-mêmes. Ils circulent avec des ressources limitées et dans un contexte de précarité économique et affective ; tout au long de leur parcours ils produisent, certes, des liens relationnels mais ces liens restent faibles et ponctuels face au caractère profondément solitaire de l'expérience migratoire.

Dans ce contexte, pour alimenter leurs parcours, ils doivent trouver des ressources pour aller de l'avant, pour alimenter leur mobilité ; or cela peut se faire au détriment des autres migrants qu'on croise dans la rue ou avec qui on partage une chambre, un repas ou un café : nous verrons en effet, dans le chapitre suivant, à quel point la ruse, l'arnaque et les vols ont une place dans cette mobilité subalterne et à quel point les migrants trouvent les ressources pour avancer dans leur voyage en exploitant au maximum les relations qu'ils construisent : « ici tout le monde est pareil, je te le dis, tu ne connais pas, ici tout le monde veut bouffer tout le monde » m'avait dit Simon en signalant à quel point il devait faire attention à ne pas se faire voler ou arnaquer par d'autres migrants. Au détriment de l'idée de l'appartenance à une expérience commune, dans cette expérience du déracinement, de la mobilité et de l'altérité, chaque migrant représente pour un autre une altérité plus ou moins profonde : face à cette altérité les migrants doivent avancer « doucement, doucement », « regarder comment les autres font », observer et rester méfiants car au-delà du fait d'être partis pour « se chercher » ils ne savent rien des personnes qu'ils sont amenés à côtoyer : ils ne connaissent ni leurs conditions, ni leurs intérêts, ni leurs ambitions : Joseph, originaire de la Sierra-Leone, explique ainsi ce sentiment de méfiance :

« Ici je ne fais confiance à personne, j'ai eu certaines personnes proches...mais même pas 5 personnes. Et jamais à 100%. Je peux donner peut-être 80% de confiance. Non, ça ne sera jamais 100%... Pourquoi je ne fais pas confiance à 100% d'abord ? Parce que ce sont des gens, on se rencontre, on s'assoit et on cause. Il parle et je parle. Je n'ai pas habité avec lui. Si j'ai habité avec lui, la manière qu'il se comporte, la manière que tu fais tes gestes, alors je peux comprendre un peu qui il est. [...] Mais le Sierra-Léonais que je viens de rencontrer et que je ne connais pas, on se rencontre ici, je dois l'étudier d'abord avant de lui donner 100% de confiance parce que je sais bien que l'intention qui l'a poussé ici c'était l'intention de porter des millions chez lui plus que moi. Peut-être il se dit « moi que je suis venu ici je vais avoir des millions mais ça passera sur toi ». Peut-être il va se dire « je vais le voler ». Et peut-être moi je ne pense pas à ça. Si je l'amène chez moi parce que c'est un frère à moi et il me vole ou alors je te le présente parce qu'il est Sierra-Léonais et il va te faire du mal...c'est grave, il faut rester prudents. [Entretien Josèphe, 25/01/2014]

Ainsi pour le self-made-migrant le migrant qu'il rencontre à l'étranger reste un mystère, un individu inconnu et qu'il faut observer et étudier. Comme le dit Joseph, il a besoin d'observer « la manière qu'il se comporte », déceler ses intérêts et ses ambitions et entre-temps rester méfiant : en effet, la seule chose dont il est certain est le fait que cette personne est en voyage « pour porter des millions chez lui », pour trouver une émancipation économique et que dans un contexte de précarité cela peut se faire au détriment de son prochain : « peut-être il va se dire « je vais le voler » ». Les migrants qu'on rencontre peuvent certes être des compagnons de route mais le sentiment de méfiance prime sur le sentiment de proximité : dans ce contexte de précarité et de déracinement tout migrant peut être un danger : cela pousse les self-made-migrants à ne se dévoiler que difficilement face à leurs compagnons, à se replier sur eux-mêmes, à se dire par petits mots et à faire profil bas. Le Camerounais Steve s'explique ainsi :

« Je ne veux pas d'amis ici... j'en ai pas... je marche seul. Tu sais les gens qui font des zigzags ici... ils sont nombreux, ça ne manque jamais... tu sais, je suis nouveau ici, et c'est pour cela que je ne veux pas trop rencontrer des gens, j'ai un peu peur parce que je sais qu'il y a des gens ici qui ne sont pas trop justes [...]... c'est pour ça que je me méfie un peu, que je me cache un peu, je ne vais pas trop vers les gens, j'essaie de voir un peu les informations... tu es le seul à qui j'ai dit que j'ai la thune, même Mohammed [un migrant guinéen], je ne lui dis pas que j'ai de la thune... le mec va me jouer un coup s'il le sait. Il faut se méfier des gens...j'essaie de me méfier, je ne vais pas rencontrer un garçon, causer un peu, lui parler de ma life, non...parce que le terrain de la migration ici est trop risqué, il ne faut pas faire confiance aux gens... ici je ne connais pas, je suis nouveau, je ne connais personne, je suis seul, il faut taper petit à petit... pour comprendre comment c'est la chose ici. Ici s'il se passe un faux truc et que tu perds ton argent, c'est difficile, c'est pour ça qu'il faut faire les choses un peu en solo, et après dégager très vite, avant que la thune finisse, parce que sinon, *my God*, t'es grave. Moi ici je marche seul, je ne marche pas beaucoup avec les gens parce j'ai peur des faux trucs, ici il faut se méfier de tout le monde... je vais doucement, j'observe une personne, même si c'est un Camerounais, je vois quels sont ses attitudes, après je cause avec lui... rien n'est jamais sûr ici... » [Entretien Steve, 03/03/2014]

Même si le self-made-migrant rencontre un compatriote il reste méfiant parce que, finalement, dans un contexte précaire et dans l'expérience du déracinement il ne peut pas vraiment connaître le profil et les intentions de cette personne : il doit rester méfiant car rien n'est sûr dans « le terrain de la migration ». Il fait alors profil bas, il se « cache un peu », il ne va pas trop vers le gens (ou alors il y va prudemment) et s'il a de l'argent il ne

le dit pas par crainte de se faire voler car ses proches, les autres migrants qu'il rencontre peuvent lui « jouer un coup ». Nous voyons donc l'importance pour ces individus d'aller « doucement », de ne pas se dévoiler, d'observer les personnes qu'ils côtoient et de rester constamment méfiants et vigilants. Cette méfiance conduit à un repli sur soi et un sentiment de solitude : « moi, ici, les blacks je n'ai confiance en personne. De personne hein. Eh Francesco, il y a des traîtres ici, il y a des blacks traîtres ici », m'avait dit Mansour et avait ajouté : « je connais pas mal de personnes moi, mais je suis seul moi ». Dans cette mobilité solitaire les migrants ne peuvent avoir confiance qu'en eux-mêmes. Certes ils rencontrent, échangent, solidarisent avec d'autres migrants : ils échangent des informations et ils s'entraident. Cependant, le sentiment d'un lien communautaire semble pouvoir émerger seulement de manière ponctuelle et fonctionnelle tout comme le sentiment d'appartenance à un collectif. En effet, les migrants semblent se méfier de leurs compagnons et tendent à s'autonomiser le plus possible : dans leur voyage ils sont seuls et ils peuvent faire confiance seulement à eux-mêmes :

« Il n'y a pas de solidarité entre les Africains. [...] Ils peuvent dire « on est ensemble », ils peuvent dire qu'ils sont tous ensemble mais ils ne le vivent pas. Il n'y a pas de confiance parce qu'il y a plein de gens qui volent l'argent des autres en leur promettant n'importe quoi [...]. C'est pour ça que je ne peux pas dire que j'ai de vrais amis ici ; je connais de très bons gens mais je ne peux pas faire complètement confiance à personne... je connais des personnes que je considère comme des bons gens, des amis, mais je ne peux pas leur faire confiance à 100%. Parce que c'est difficile la vie quoi, pour tout le monde. Voilà je pense que je peux compter seulement sur moi-même. Je ne connais personne à qui je pourrais faire confiance à 100%, seulement à moi-même. [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

En définitive, cette mobilité n'a rien d'une expérience collective et se configure comme un parcours individuel et solitaire : les solidarités qui se produisent restent ponctuelles et fonctionnelles et peuvent se réaliser autour d'un intérêt commun : réduire le coût du loyer, payer ensemble un passeur, etc., : en revanche les sentiments de méfiance et de vigilance restent élevés car dans un contexte de précarité économique et affective dans lequel les liens relationnels restent faibles et constamment mis en cause le migrant peut compter uniquement sur lui-même.

« Ici les Africains disent « on est ensemble » : c'est de la foutaise. Je ne pense pas qu'on est tous ensemble, non, je ne pense pas, ici c'est chacun pour soi [il le dit avec un sourire malicieux]. Chacun pour soi. [Entretien Matar, 08/01/2014]

Les Compétences migratoires.

Les parcours des self-made-migrants sont des parcours ouverts, constamment reformulés qui se réalisent par étapes sur des espaces transnationaux. Les migrants se déplacent, s'installent, s'organisent, explorent les opportunités qui se présentent, repensent leurs trajectoires et repartent ensuite vers d'autres destinations ; tout au long de leur parcours ils apprennent à se déplacer et à franchir des frontières étatiques, sociales et culturelles. Ils rencontrent des individus aux origines, coutumes, croyances et conditions sociales les plus diverses avec lesquels ils doivent interagir et coopérer.

En avançant dans leur mobilité ils acquièrent des compétences migratoires sous la forme d'un savoir-circuler et d'un savoir relationnel qui leur permet de se rapprocher des populations sédentaires et migrantes.

Le *savoir-circuler* se compose de l'ensemble des connaissances, des ruses et des stratégies qui permettent aux migrants de se déplacer : j'entends par-là la connaissance des itinéraires (historiques et nouveaux), des lois réglant la mobilité à l'échelle internationale et locale, des moyens de transport plus efficaces, des stratégies pour contourner les contrôles frontaliers, des destinations qui leur sont accessibles avec leur passeport et celles qui peuvent être atteintes avec le passeport d'un autre pays ; Barry par exemple explique dans l'entretien cité plus haut qu'il circule librement avec son passeport guinéen entre le Sénégal, le Cap Vert, la Guinée Bissau et le Nigeria. Il décide ensuite d'entrer au Cameroun : pour le faire il a besoin d'un visa mais il décide de franchir la frontière illégalement à bord d'une pirogue. Pour la première fois depuis son départ de Conakry il rentre de manière volontaire et consciente dans une situation d'illégalité juridique. Il continue son parcours en direction du Congo Brazzaville. Il doit apprendre à éviter les contrôles de la police, à négocier avec eux en cas de contrôle mais aussi à prendre de petites précautions. Il arrive à la frontière congolaise. Il a besoin d'un visa mais il sait aussi qu'avec un passeport sénégalais ou malien il suffit du cachet d'entrée : à ce stade il a deux choix : il peut acheter un vrai passeport malien ou sénégalais et passer la frontière ou alors entrer au Congo illégalement :

« Je suis rentré comme ça [...] en cachette. Mais il y a beaucoup de monde qui fait ça. C'est là-bas que tu vois les Africains qui ont pris la destination pour l'Angola ou pour l'Afrique Centrale.

La manière dont t'as entendu parler que les Africains passent la frontière entre l'Algérie et le Maroc... c'est comme Oujda et Meghnia [il rigole] [...] Certains vont en Angola d'autres se limitent à l'Afrique Centrale ». [Entretien Barry, 05/03/2014]

Ces compétences peuvent être transposées lors du passage d'autres frontières à d'autres moments du parcours du migrant ; Barry nous dit par exemple que les migrants qui se dirigent vers l'Angola, entrent au Congo exactement comme d'autres migrants le font quelques milliers de kilomètres plus au nord entre l'Algérie et le Maroc, entre les villes de Meghnia et Oujda. Pour circuler d'un pays à un autre outre contourner les contrôles frontaliers et entrer illégalement sur le territoire on peut se procurer un passeport d'une nationalité permettant l'accès légal sans visa : Simon s'était par exemple rendu au Liberia parce qu'on lui avait dit que là-bas il aurait pu acheter un visa pour l'Angleterre : « Je suis parti là-bas pour chercher un visa pour London. On vendait les visas là-bas. On m'a dit... parce que moi j'avais de l'argent de partir là-bas mais ça n'a pas marché ». Le Sierra-Léonais Joseph, avait préféré acheter un passeport guinéen afin de pouvoir entrer au Maroc sans visa : « Je suis venu avec un passeport guinéen parce que les Guinéens n'ont pas besoin de demander le visa pour le Maroc ». Il m'avait expliqué qu'au moment de l'achat d'un passeport il fallait, à son avis, faire attention à certains détails :

« Si t'achètes un passeport tu dois faire attention à trois choses : la ressemblance, l'âge et la taille. C'est ça le passeport que tu vas acheter. [...] Avant d'acheter le passeport tu dois regarder bien d'abord ton visage, après la date de naissance, la taille... [...] Si t'as ça tu peux passer facilement [au contrôle frontalier] parce que ce sont des questions que nous chez nous les policiers ils vont te poser. [...] Tu sais moi je peux marcher ici à Tanger avec 2 passeports ». [Entretien Joseph, 25/01/2014].

À Tanger un grand nombre de mes enquêtés circulait avec deux ou plusieurs passeports : cela était particulièrement vrai pour les ressortissants des pays ayant besoin d'un visa pour accéder au territoire marocain. Ces individus achetaient des passeports des pays dont les ressortissants sont dispensés de visa pour l'entrée au Maroc afin de pouvoir entrer au Maroc ou d'avoir plus de possibilités d'y rester : Régis, lors de son deuxième séjour au Maroc, avait acheté un passeport sénégalais, Karim ayant perdu le sien avait acheté un nouveau passeport guinéen, Tangui circulait avec son passeport camerounais et avec un passeport sénégalais. Nous constatons que savoir obtenir et mobiliser le « bon » passeport devient un atout important pour avancer dans la mobilité et pouvoir se rendre

dans la destination souhaitée et éviter de se retrouver en situation irrégulière. Cependant, même s'ils peuvent acheter d'autres passeports, les migrants se retrouvent souvent, au cours de leur voyage, dans une situation d'illégalité juridique : ils doivent apprendre donc à vivre dans l'illégalité et à s'éloigner des forces de l'ordre et à éviter ou contourner les contrôles de police.

Pour pouvoir circuler, franchir des frontières et contourner les contrôles les migrants doivent donc savoir mobiliser des compétences spécifiques grâce auxquelles ils maximisent leurs possibilités de réussite ; mais la mobilité de ces individus ne se limite pas à un mouvement mécanique dans l'espace : outre des frontières physiques et géographiques ils traversent des frontières symboliques et culturelles ; leur mobilité se configure alors comme une confrontation inévitable avec l'altérité. En laissant leurs villes et leur pays ils s'exposent à la rencontre et à l'interaction avec des personnes d'origines diverses, qui parlent des langues inconnues et qui ont des modes de vie, des croyances et des conditions sociales divers. Les migrants doivent interagir avec ces personnes et dans certains cas collaborer. Cette interaction commence souvent par l'apprentissage d'une (ou plusieurs) langue étrangère : en effet, tout au long de leur voyage, en faisant de longues étapes dans des pays étrangers où ils s'installent et travaillent, les migrants apprennent la langue ou (les langues) locale et les coutumes :

« Je suis né en Guinée Conakry mais j'ai grandi en Sierra-Leone. J'ai fait mes études en Sierra-Leone encore, j'ai fait l'anglais. J'ai été au Sénégal aussi, à Tiez, je parle leur langue... j'ai appris le wolof, c'est pour ça que j'ai des amis sénégalais ici. Je les comprends bien, leurs habitudes... J'ai fait là-bas deux ans ». [Entretien Josèphe, 25/01/2014]

Outre l'apprentissage des langues étrangères qui favorisent la connaissance et l'assimilation d'autres modes de vie, les migrants peuvent ensuite les pratiquer lors de nouvelles rencontres. Nous nous souvenons de Barry qui en voyageant à travers plusieurs pays se forge des opinions sur les populations locales : on se souvient de son étonnement quand il constate l'importante population au Nigéria (« est-ce que la mort ne vient pas ici ? »), mais aussi de son jugement sévère sur le Cameroun qu'il considère comme un pays qui « n'est pas si pauvre » mais qui « est dirigé par un mauvais président ». Dans la mobilité et à travers la rencontre avec l'altérité, les migrants apprennent des modes de vie étrangers, s'y familiarisent, les intègrent dans leur quotidien et les mobilisent ensuite lors de nouvelles rencontres dans les étapes successives de leur voyage. Ainsi les migrants maîtrisent et intègrent l'altérité dans leur quotidien et, ce faisant, construisent des

stratégies relationnelles et des schémas de jugement qui leur permettent de penser la réalité et les relations dans lesquelles ils sont impliqués.

« Je n'ai pas d'amis Guinéens. Et bon... je connais la mentalité et je n'aime pas : ils amènent des problèmes. Je reste avec les Sénégalais. Mais mes amis sont seulement des gens de Casamance, je n'ai pas d'amis de Dakar. Si j'ai un ami de Dakar il peut y avoir une connaissance mais il n'y a pas du profond. Parce que j'ai voyagé ; je connais toutes les mentalités des gens... je connais les mentalités des gens, Sénégalais, Guinéens, Maliens, Nigériens et tout et tout. » [Entretien Simon, 27/02/2014]

C'est donc en rencontrant des étrangers dans la mobilité que les migrants connaissent « les mentalités » des autres et apprennent à s'y rapporter. Face à cette altérité ils produisant des schémas personnels de compréhension, d'anticipation des événements et d'action. En effet, grâce à ses voyages et à sa connaissance des « mentalités » étrangères Simon peut décider avec qui s'associer et qui éviter : il évite par exemple ses compatriotes guinéens et fait confiance aux Sénégalais, mais uniquement à ceux originaires de la région de Casamance. L'intégration et la maîtrise de l'altérité permet donc aux migrants de développer un savoir-faire relationnel qui leur permettra tout au long de leur voyage de s'associer ponctuellement et de manière fonctionnelle avec d'autres migrants : c'est grâce à cette maîtrise qu'ils peuvent choisir les bons partenaires pour avancer dans leur mobilité :

« Moi je respecte beaucoup les Nigériens. Il y en a qui sont ici depuis longtemps, qui parlent *darija*... ce sont les maîtres de l'Afrique. J'ai rencontré des Nigériens en Gambie, ils vendaient des chargeurs, des portables... moi je jouais la musique, on habitait dans un appartement comme celui-ci, dans un immeuble comme celui-ci. On partageait la même cour mais on ne se parlait pas. Donc on a fait amitié, on a commencé à causer... le Nigérien il ne s'occupe pas des problèmes de quelqu'un, lui, son problème c'est comment il va gagner, et puis en secret. En secret, il ne fait pas de bruit, il ne parle pas, il ne fait pas de blabla, il est toujours tranquille même s'il n'a rien. Il travaille son esprit. C'est ça que j'aime. Ils travaillent avec la tête. Tu peux faire cent ans sans savoir ce qu'il fait. Et en plus le Nigérien s'il gagne il donne à ses parents aussi. Et puis, ils gardent le secret. C'est pour ça que j'aime les Nigériens. Moi en Gambie j'ai fait de l'amitié avec les Nigériens pour 3 ans... eux tous vendaient de la poudre. Ils m'ont dit aussi de travailler avec eux : ils m'ont dit « you are from Guinée », j'ai dit, « Yeah, i'm from Guinée », ils m'ont dit que non, parce que je ne vis pas comme les Guinéens... » [Entretien Simon, 27/02/2014]

Des identités cosmopolites façonnées par la mobilité.

L'expérience de la mobilité se configure comme une expérience de confrontation avec l'altérité à travers la rencontre de populations autochtones et migrantes aux croyances, modes de vie, langues et cultures les plus divers.

Cette confrontation oblige les migrants à un travail réflexif qui les pousse à reformuler leurs identités. La mobilité devient ainsi un processus de transformation de soi.

Mais ce travail ne se limite pas à la connaissance de la différence, au contraire il se concrétise dans son intégration et sa déclinaison personnelle dans le quotidien du migrant. En intégrant et en déclinant de nouveaux modes de vie, de nouvelles habitudes, de nouvelles langues, de nouveaux codes et de nouvelles croyances, les migrants réalisent un travail en profondeur sur eux-mêmes. Il s'agit d'un travail intime et profond de transformation de soi par l'exposition à l'altérité qui amène à la production d'identités cosmopolites de l'errance. Le Guinéen Simon, après de longues années à l'étranger, a intégré, dans son quotidien, des modes de vie, des manières de se comporter, de parler et de s'habiller qu'il peut mobiliser au gré des situations en se construisant des identités fonctionnelles lui permettant d'examiner :

« Je n'avais pas de contacts avec les Guinéens ici... sauf quand j'ai connu Sékou j'ai commencé à les fréquenter. Sinon personne peut connaître ici que moi je suis Guinéen. Je parle le wolof, je parle beaucoup de langues, l'anglais, le français... le peul et le soussou... donc ce n'est pas facile de comprendre d'où je viens. Quand je suis avec des francophones et on me demande je dis que je suis Gambien. Donc tous les gens savent que les Gambiens sont des anglophones et donc ils s'en foutent d'eux. Donc quand je dis Gambien tout le monde me laisse tranquille. Et quand ils parlent, s'ils parlent soussou, ou pular ou français je reste attentif pour comprendre leur mentalité, pour comprendre comment ils pensent... J'écoute ce qu'ils disent et eux pensent que je ne comprends pas. Partout, là où je suis, si je suis Guinéen et vous êtes Guinéens, moi je ne parlerai pas la langue de la Guinée. Si tu me parles moi je dirai que je suis Gambien. Vous parlez tout ce que voulez dire. Moi j'écoute bien. Je vais vous étudier, qui je vais marcher avec, qui je vais contacter, qui je dois éviter. Tu comprends ? Je vais essayer de connaître vos idées d'abord parce que je fais l'aventure. Si vous êtes Gambiens je dirai que je suis Guinéen, et j'écoute si vous parlez anglais pour comprendre votre mentalité...Tu vois, voyager c'est très bon, c'est ça qui m'a donné cette expérience. Mais dans tous mes voyages, ceux que j'ai rencontrés, Sénégalais, Guinéens, Bissau Guinéens, Libériens, ceux que j'aime les plus sont les Nigériens » [Entretien Simon, 27/02/2014]

Nous voyons que Simon peut se présenter indistinctement comme Guinéen ou comme Gambien selon la convenance : il maîtrise plusieurs langues : le français, l'anglais, le wolof, le pular et le soussou : « ce n'est pas facile de comprendre d'où je viens ». En effet, Simon peut parler anglais avec les migrants anglophones, français avec les francophones, soussou et pular avec les Guinéens, wolof avec les Sénégalais... Grâce à ces compétences il peut construire des cercles relationnels larges et dépassant le cadre national et linguistique : il peut se faire comprendre, s'associer et réaliser des projets avec des individus aux origines les plus diverses. Maîtriser plusieurs langues et assumer une multiplicité d'identités nationales devient une stratégie lui permettant de mieux observer et s'inscrire dans les situations qu'il vit : « quand je suis avec des francophones et on me demande je dis que je suis Gambien » : Simon peut, en effet, jouer avec ses repères et ses connaissances, se dire en conformité avec les attentes de ses partenaires ou en opposition à celles-ci ; cela lui permet de pouvoir écouter avec discrétion, observer de près et étudier ses partenaires : grâce à la mobilité il a appris à jouer avec les repères identitaires et à assumer des identités multiples et variables. Cela se fait par l'intériorisation lente et progressive de codes culturels, de langues et de modes de vie étrangers. Ce processus amène à la production d'identités hybrides et cosmopolites ou encore à des identités nomades qui ne se réduisent plus à des identités nationales ou ethniques. Simon décrit ainsi son compagnon Chris :

« Tu me vois là-bas avec Chris, moi je reste tranquille, je fume, je ne parle pas, parce que j'ai fait l'aventure, je connais les Libériens, les Guinéens, les Sierra-Léonais quoi, quoi, quoi. Et Chris est un aventurier, tu ne peux pas connaître là où il a quitté, s'il est Libérien, Guinéen... tu ne peux pas connaître d'où il vient. Ça c'est l'aventure qui fait ça, parce qu'il a vécu dans beaucoup de pays. Il peut faire comme s'il est Guinéen ou comme s'il est Libérien, ou bien Sierra-Léonais. Et puis il connaît beaucoup de choses ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

Grâce aux expériences vécues dans la mobilité, Chris « peut faire comme s'il est » Guinéen, ou Libérien ou Sierra-Léonais, il peut mobiliser des référents nationaux multiples et divers au point que « tu ne peux pas connaître là où il a quitté ». Ainsi, à travers la mobilité les migrants construisent progressivement une identité hybride et cosmopolite, modelée par la confrontation, parfois paisible et harmonieuse et d'autres fois dure et violente, avec l'altérité sociale, culturelle, économique et religieuse.

Dans leurs parcours les migrants portent et recomposent leur propres frontières

identitaires ; ils les apprennent et les intègrent dans leurs nouveaux modes de vie et références symboliques qu'ils déclinent au quotidien, en fonction des situations particulières, dans des identités cosmopolites et dans l'errance. Ces identités, modelées par la rencontre et la fréquentation de l'altérité, se constituent à l'opposé des identités sédentaires. Elles sont transversales aux identités nationales et permettent de composer de nouvelles solidarités. Ainsi Simon décrit le lien qui l'unit à de jeunes Marocains qu'il a rencontrés au port et qui ont vécu en Europe avant d'être rapatriés :

« Il y a dans l'ancien port des Marocains qui ont été en Europe. On cause ensemble. On cause mais on n'est pas à 100% de confiance parce qu'ici je n'ai confiance en personne, mais quand même on s'entend bien ; ce sont des gens marocains qui ont été en Europe et ils les ont rapatriés. Donc ils sont venus vers moi... causerie... on a fait amitié, parce que l'expérience est un peu commune. Ils sont partis, ils ont vu un peu et ils sont retombés ici... Un peu comme nous, parce que nous sommes sortis et on voit ce qu'il y a dehors. Donc ils prennent les autres Marocains comme s'ils ne connaissent rien parce qu'ils n'ont jamais eu le cœur de sortir d'ici. Des fois là-bas à côté de l'ancien port, on part, on s'assoit au café et on cause ; eux ils ont envie de partir encore. Ils disent que... ils sont partis et ils ont vu, ils disent que si t'es né ici et tu vis ici c'est 0, et que quand tu n'es pas parti tu ne peux pas savoir ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

On retrouve ici une solidarité et un sentiment de proximité entre Simon et de jeunes Marocains qui sont, eux aussi, des migrants de la mobilité subalterne : ils ont voyagé à l'étranger, ont vécu dans l'illégalité et ont fait l'expérience (des fois violente) de la rencontre avec l'altérité : à travers la mobilité ils ont ainsi développé un regard critique sur eux-mêmes, leur vécu et leurs origines. Ils estiment que c'est uniquement en « sortant », en partant de chez soi pour faire la rencontre avec l'altérité, qu'on peut se mettre en perspective, se connaître et se transformer. Pour cette raison ils se sentent proches de migrants originaires de pays subsahariens : en effet, ils font tous l'expérience commune de la mobilité, de la relation avec l'altérité linguistique, culturelle, religieuse et raciale et de la vie dans l'errance. Nous voyons que la mobilité pousse à la rencontre entre des individus arrachés, au moins en partie, aux attachements sédentaires et nationaux et recomposant leurs identités ; ces individus parlent plusieurs langues, côtoient des étrangers et créent des liens avec des individus aux appartenances nationales, ethniques, linguistiques et culturelles les plus diverses. Ce faisant, ils créent des identités cosmopolites et singulières mais fondées sur les expériences communes de la rencontre avec l'altérité et de la vie dans la mobilité : ces identités sont détachées (au moins en partie) des repères nationaux et sédentaires, ouvertes et éduquées à la différence et à

l'altérité, capables de les intégrer dans le quotidien, de les maîtriser et de les mobiliser de manière fonctionnelle.

Redéfinir son présent, repenser ses plans et ses choix.

Dans la mesure où les migrants décident de « sortir », d' « aller chercher leur vie » dans la mobilité, ils s'exposent au risque de l'inconnu, de la découverte et de l'échec. Face à cela ils sont amenés, tôt ou tard, à repenser leur projet initial, à le réajuster en fonction des contraintes, des difficultés mais aussi des nouvelles opportunités. Ibrahima décrit ainsi sa déception après avoir compris que son projet initial de stage dans des entreprises à Casablanca avait échoué :

« Non, je ne m'imaginai pas ça, d'avoir à passer toutes ces difficultés. Je croyais que si j'arrivais au Maroc j'allais faire mon stage et après ils allaient me recruter. J'allais travailler là-bas et serai le représentant du Sénégal [il rigole], c'est ça ce que je pensais quoi. Et je vais faire beaucoup de voyages pour l'électrotechnique. Tu vois ? C'est ça ce que je pensais. Et un jour j'aurais fait une entreprise de fabrication de matériel électrotechnique au Sénégal ». [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

Face à cet imprévu Ibrahima décide d'aller de l'avant, de ne pas renoncer à son rêve d'émancipation et recherche un travail à Casablanca. Il est serveur dans un restaurant et habite avec ses collègues. Il part ensuite à Tanger où il cumule différents emplois : vendeur de livres, vendeur à la sauvette, serveur dans un restaurant, etc.

Moustapha, pour sa part, était parti du Sénégal à l'âge de 33 ans en espérant trouver, au Maroc, un travail salarié. Après plusieurs tentatives et plusieurs échecs il a dû repenser ses projets :

« Vraiment lorsque je suis venu ici au Maroc je suis venu avec l'idée de travailler avec un travail salarié mais, tu sais, quand tu viens dans un nouveau pays, c'est le pays lui-même qui te pousse à faire quelque chose, autre chose hors de ce qui était dans ton projet. J'ai beaucoup cherché du travail à Casa et on me payait mal. [...] J'ai travaillé dans des chantiers et c'était difficile. Je commençais à 6 heures jusqu'à 18 heures. Arrivé à la maison, enlevé mes chaussures, je dormais. Alors je me suis dit qu'il fallait entrer dans le commerce et quand je suis entré dans le commerce j'ai pu aider ma famille. Avec le commerce tu gagnes facilement de l'argent. C'est à cause de ça que j'ai fait mon registre de commerce, ma carte professionnelle... ». [Entretien Moustapha,

10/11/2013]

Il décide alors de s'associer à un commerçant sénégalais en l'aidant à vendre ses tissus. Il déménage à Tanger où il continue ce commerce mais il vend aussi des bijoux à son compte. Il cherche alors un prêt dans une banque pour acheter un stock de marchandise mais la banque le lui refuse. Il obtient alors un travail salarié en tant qu'agent de sécurité et continue son commerce aux heures creuses.

Le Sénégalais Bousso arrive au Maroc avec un visa touristique dans l'espoir de trouver un travail ou plus généralement « des opportunités » :

« Ça fait deux ans, deux ans que je suis là. Je suis entré ici, j'ai fait un peu de temps et je suis retourné au Sénégal et puis je suis revenu ici encore. [...] Je cherchais des opportunités pour travailler. J'ai été à Fez et Tétouan aussi, je vendais là-bas des massages et des montres. [...] À une époque, j'avais un peu d'argent et je voulais acheter une voiture et travailler avec elle à Casa. Mais j'ai échoué. Il fallait l'acheter à 1 000 euros, 1 500 euros et l'utiliser comme taxi. C'est un bon business. Ça ne sera pas un taxi normal disons ; c'est un taxi informel. Le seul problème c'est qu'à chaque six mois t'es obligé de sortir la voiture. J'ai donc cherché des contacts mais j'ai perdu l'argent que j'avais. Après je suis parti au Sénégal pour voir si je pouvais faire quelque chose là-bas mais c'est compliqué parce que je n'ai pas les moyens et j'ai décidé de reprendre la route à nouveau pour voir si je trouve ici ». [Entretien Bousso, 10/12/2013]

Après avoir envisagé plusieurs activités professionnelles Bousso repense son parcours et décide de rentrer au Sénégal. Une fois là-bas, ayant constaté qu'il ne trouve pas de nouvelles opportunités il décide de partir à nouveau vers le Maroc. Barry décide de partir de la Guinée pour se rendre au Cap Vert où il pense pouvoir acheter, grâce au capital dont il dispose, un visa pour le Portugal. Son projet échoue et il perd une partie de ses économies. Il décide alors de se rendre au Congo et d'y travailler. Après quatre ans au Congo il décide de partir au Maroc pour se rendre à Cuba ou s'arrêter en Espagne lors de l'escale de son avion. Ce projet échoue et il reste deux ans de plus au Maroc.

Tous ces migrants partent de chez eux et arrivent au Maroc avec des projets qui malheureusement échouent. Ils doivent alors trouver de nouvelles solutions et reformuler leurs parcours : ils peuvent décider si rester sur place et chercher des opportunités, partir ailleurs ou encore rentrer chez eux.

Les trajectoires de ces migrants se réalisent dans des espaces inconnus et sont donc pointées par des entraves, des aléas et des imprévus. Les migrants doivent donc constamment repenser et reformuler leur parcours afin de trouver de nouvelles

opportunités. Il s'agit là d'un travail de réflexivité qui se porte sur leur trajectoire géographique et qui les amène à créer face aux imprévus des itinéraires inédits. Ainsi ces mobilités subalternes se construisent par le réaménagement constant des plans et des ambitions face aux aléas, aux imprévus et aux contraintes matérielles qui pèsent sur les trajectoires des migrants ; la mobilité des self-made migrants se configure donc comme un projet qui est constamment repensé et renouvelé face aux difficultés, aux contraintes et aux imprévus. Elle s'alimente de cette capacité à reformuler et à réajuster le projet migratoire et de cette envie inlassable de chercher d'autres opportunités. On retrouve-là l'essence même de cette mobilité subalterne : partir pour découvrir et chercher des opportunités par tâtonnements et explorations, reformuler et réorganiser ses projets et ses plans à chaque étape en fonction des contraintes et des opportunités qui se présentent. Or cette réflexivité constante ne se porte pas uniquement sur le parcours géographique mais aussi sur les choix de vie assumés. Le travail de réaménagement et de redéfinition de son parcours s'accompagne d'un travail réflexif sur son propre parcours biographique, sur ses choix, ses convictions, les représentations et les ambitions qui animaient le projet migratoire. Ce travail de réflexivité ne se fait pas sans troubles : les choix faits dans le passé peuvent s'avérer mauvais, on peut regretter de ne pas avoir pris d'autres pistes ou de ne pas avoir cherché d'autres solutions, de ne pas être restés chez soi, ou encore on peut revaloriser ses conditions de vie au moment du départ et on peut se sentir piégé. L'échange entre Oumar et Mansour cité au début de ce chapitre est représentatif de ce travail réflexif dans lequel chaque migrant se plonge avec son histoire personnelle, sa ténacité, ses ambitions et ses désillusions. Les deux jeunes partagent la même chambre et les mêmes conditions de vie ; ils s'interrogent sur leurs choix passés, envisagent le futur et recherchent une cohérence dans leurs parcours : « Pourquoi, pourquoi j'ai insisté d'aller en Europe ? » se demande Oumar, « Pourquoi je supporte cette galère ? Pourquoi ? Ça c'est un gros point d'interrogation ! ». Il formule sa propre réponse : « Je ne veux pas dépendre de mes parents... dis donc, c'est quoi ? Je veux chercher pour moi. Pour moi même ». D'autre part, Mansour, compte tenu de son état actuel, estime que son choix a été regrettable : il aurait mieux fait de s'organiser autrement, peut-être partir dans un autre pays ou rester au Sénégal :

« Moi, Francesco, tu sais, je suis venu au Maroc avec 2 700 euros. C'est moi-même qui ai gagné l'argent, personne ne m'a rien donné. C'est dans mon expérience que j'ai gagné cet argent. Mais je vais te dire, l'argent que j'ai gaspillé pour venir au Maroc, si je savais, avec cet argent même si j'étais aujourd'hui au Sénégal [...] Si j'étais actuellement au Sénégal, ou bien au Mali ou en Guinée

Bissau, je sais que j'aurais pu beaucoup progresser. Je te le jure hein ». [Intervention de Mansour dans l'entretien de Oumar 14/12/2012]

Pour Oumar les fatigues du quotidien, l'argent perdu et les souffrances endurées prennent du sens en fonction d'une projection future fondée sur un jugement subjectif de son passé : il est convaincu qu'en « Afrique » il n'avait pas de chance car tous les projets qu'il a lancés en Guinée ont échoués :

« Mon business ne marchait pas. L'argent que j'ai bouffé en Guinée je n'ai pas su le récupérer. Moi le business que j'avais, je n'étais pas un grossiste, donc des fois tu gagnes et des fois tu ne gagnes pas. [...] ». [Entretien Oumar, 14/12/2012]

De la même façon, mais avec des résultats opposés, Mansour envisage son futur à partir du regard réflexif qu'il porte sur le passé. Il considère, contrairement à Oumar, qu'il peut trouver des opportunités pour faire sa vie en « Afrique » : en fonction de cela il donne du sens à son présent comme le développement, au Maroc, d'un travail qui lui permet de faire des économies et de se construire des relations professionnelles.

Ainsi Oumar et Mansour, en se comparant l'un avec l'autre, et aux autres migrants, ainsi qu'aux expériences vécues repensent et redéfinissent leur présent et se projettent dans le futur de manière extrêmement diverse : pour Oumar il faut insister pour aller en Europe, pour Mansour il vaut mieux rester sur place et développer ses activités au port Tanger Med. La mobilité comporte un questionnement perpétuel, une remise en question des choix réalisés, une redéfinition de son présent et une projection dans le futur. C'est cette réflexivité qui alimente la mobilité et qui permet d'envisager de nouvelles solutions, de nouvelles stratégies, de nouveaux parcours, de nouvelles étapes. Dans l'entretien cité, Oumar exprime cette réflexivité par des doutes sur ses choix et en s'interrogeant sur les choix de ses compagnons :

« Karim est là pourquoi ? C'est sa tête. Tu peux prendre qui ? Prenons Sow. Sow, tout le monde croyait qu'il était devenu fou, il est rentré en Guinée, il s'est retrouvé en Guinée et il est retourné là où on le traitait de fou. Il est revenu ici et il dit qu'il préfère ici, pourquoi ? C'est un point d'interrogation et c'est seulement chacun de nous qui peut répondre ; mais l'Afrique ce n'est pas bon. [...] ». [Entretien Oumar, 14/12/2012]

Le projet migratoire reste toujours flou et ambigu : il est constamment repensé et mis en question : chaque migrant part pour des raisons et avec des attentes particulières : « c'est

seulement chacun de nous qui peut répondre ». Chacun élabore, pas après pas, choix après choix, une trajectoire personnelle qui répond à ses ambitions particulières : « Karim est là pourquoi ? Mansour est là pourquoi ? ». Certains abandonnent, font marche arrière, et ensuite repartent, d'autres changent de direction, d'ambition, de projet, d'autres encore persistent dans leurs convictions. Tous repensent, reformulent et redéfinissent leur parcours et par-là leurs choix passés. La mobilité des self-made migrants se réalise dans cette tension et cette réflexivité perpétuelle. Or ce questionnement continu, cette réflexivité et cette projection peuvent aboutir à des solutions multiples et diverses et des fois contradictoires.

En conclusion, en affrontant des souffrances et des risques les migrants s'imposent comme « hommes », comme des individus autonomes engagés dans un effort d'émancipation économique et sociale. La souffrance éprouvée pendant le voyage est une maîtresse sévère qui oblige les migrants à se mesurer, à explorer leurs limites et leurs capacités de résilience : ce sont ces souffrances et ces risques qui, comme l'indique Ulrich Beck (Beck, 2001, 2005), deviennent une mesure de la capacité d'action individuelle. Comme le dit Matar c'est à travers la souffrance qu'il a appris à devenir un homme et à prendre ses responsabilités : cela ne veut pas dire qu'il ne fera plus d'erreurs mais qu'il saura les rectifier : il pourra assumer ses choix, rester solide, sans se décourager face à l'échec et continuer son chemin : l'expérience acquise au Maroc lui fait croire que maintenant il pourra aller n'importe où, que toute autre destination et toute étape future seront plus simples parce que maintenant il est plus fort moralement et psychiquement ; c'est donc par le fait d'affronter des choix, assumer des risques, se repenser constamment et se relancer dans de nouveaux projets que ces migrants deviennent des sujets sociologiques⁸³ qui affirment leur liberté : la mobilité pousse ces individus à se penser comme des sujets capables d'assumer et de maîtriser leur expérience personnelle en transformant une « situation vécue en action libre » (Touraine, 1994, p. 23), ils deviennent les auteurs de leur destin : c'est, au fond, la plus grande ambition qu'ils recherchent et le plus grand enseignement que la mobilité peut leur offrir.

⁸³Encore une fois j'utilise ici la notion de *sujet sociologique* telle qu'elle est élaborée par Touraine (Touraine 1994, p. 23)

« T'es devenu un touriste maintenant, tu n'es plus un clandestin ! »

Certains des migrants cités dans ce travail étaient arrivés au Maroc de manière légale par voie terrestre (à travers la Mauritanie) ou par voie aérienne. D'autres étaient entrés illégalement par la frontière algérienne. En dépit de cette différence tous les migrants que j'ai rencontrés ont vécu des périodes plus ou moins longues en situation irrégulière : dans des circonstances variables, pendant des mois ou des années ils ont fait l'expérience de l'illégalité à cause de l'expiration de leur titre de séjour et du cachet d'entrée, ou encore parce qu'ils étaient entrés illégalement sur le territoire marocain ; certains de ces migrants ont ensuite régularisé leur situation en obtenant un titre de séjour ou en sortant du territoire marocain pour ensuite y revenir en toute légalité. Au cours de leur trajectoire les migrants traversent différents statuts légaux : Barry, par exemple, avait voyagé légalement en Afrique de l'Ouest avant d'entrer illégalement au Cameroun et ensuite au Congo. Il avait ensuite régularisé sa situation, obtenu un nouveau passeport guinéen et pris un avion pour le Maroc où il était entré légalement par l'aéroport de Casablanca. Après avoir séjourné au Maroc illégalement pendant deux ans suite à l'expiration de son cachet d'entrée, il a demandé un laissez-passer pour sortir du pays et rentrer en Guinée. À Conakry il a fait des démarches pour obtenir un nouveau passeport et est reparti au Maroc où grâce à son passeport il peut séjourner légalement sans avoir besoin de visa en tant que touriste pendant trois mois à partir de la date d'arrivée. À l'expiration du cachet d'entrée il prolonge son séjour en se retrouvant à nouveau en situation irrégulière. Comme Barry les migrants cités dans ce travail oscillent constamment entre des statuts juridiques différents, entre une condition de légalité et une condition d'illégalité. Ce basculement continu caractérise profondément leur expérience de la mobilité. Cependant, même si du point de vue juridique ils vivent tous la même situation d'irrégularité, leur expérience varie profondément ; Bousso m'avait expliqué, par exemple, à quel point ses projets avaient changé en cours de route et à quel point sa façon de penser son expérience migratoire avait évolué : il avait essayé, à plusieurs reprises, d'entrer illégalement en Espagne : toutes ses tentatives s'étaient soldées par un échec ; progressivement il avait commencé à penser autrement son séjour au Maroc ; il avait cherché des petits travaux, se débrouillait au jour le jour et cherchait des contacts pour développer une activité commerciale ; il logeait dans un hôtel dans la médina et avait une copine marocaine : cependant, il envisageait encore, parmi d'autres options et seulement à certaines conditions, de partir en Europe : il m'explique ainsi son état d'âme :

« [D'une part] je suis en train de chercher des contacts pour trouver des professionnels avec de l'argent pour pouvoir retourner au pays et travailler. Des gens avec un peu d'argent pour travailler en Afrique, au Sénégal, Mali ou Mauritanie, dans un domaine très précis que je connais : la boucherie. J'ai travaillé dans ça presque dix ans dans une structure qui s'appelle Belle Viande. [...] [D'autre part] moi je suis motivé à 100% pour partir en Espagne. C'est devenu une obsession cachée. Cachée parce que peut-être tu ne penses pas qu'une personne que tu vois comme ça veut aller en Europe. Tu me vois comme ça ici... mais moi j'espère que je vais passer en Europe. Et pourtant je ne vais plus aller en forêt carrément et être un *vrai clandestin*, dis-donc. Parce que j'ai été en forêt à maintes reprises à Ceuta, Nador... mais j'y vais plus : Tangui [migrant camerounais et organisateur de convois], quand il me voit, bien habillé comme ça, ou que je travaille au port, me dit « t'es devenu un touriste maintenant, tu n'es plus un clandestin ! », je lui dis « bon, on est là pote » [il rigole]. Et c'est une vraie obsession parce que j'en ai vraiment envie. Là, si je trouvais une vraie opportunité je partirai à la seconde. Mais une vraie opportunité : des gens qui ont un bon matériel et qui veulent aller. Tangui me taquine des fois comme ça. Des fois quand il me voit que je discute avec John [migrant gambien et organisateur de convois] pour le convoi il me dit « donc maintenant t'es redevenu un *vrai clandestin* ? ». [Entretien Bousso, 10/12/2013]

Ce qui m'avait surpris et amusé dans ce récit c'est la façon dont Bousso et Tangui distinguent les migrants en situation irrégulière des *vrais clandestins*. Bousso dit qu'il a arrêté d'aller dans les campements informels de Ceuta et de se comporter comme un *vrai clandestin* qui investit son temps et ses énergies dans le développement de stratégies pour entrer illégalement en Espagne. Il travaille maintenant au port de Tanger Med, il a une copine et des projets : en utilisant le langage de Tangui et Bousso, maintenant il n'est plus un *vrai clandestin* : « t'es devenu un touriste maintenant, tu n'es plus un clandestin ! ». La distinction entre les migrants en situation irrégulière et les *vrais clandestins* marque la façon dont les migrants pensent leur séjour au Maroc et font l'expérience de leur mobilité : certains migrants se définissent comme des *vrais clandestins* alors que d'autres refusent cette définition « je ne suis pas venu au Maroc pour faire le clandestin » m'avait dit Mansour. Les premiers pensent (à un moment précis ou tout au long de leur trajectoire) leur parcours et leur séjour au Maroc comme une étape sur un chemin vers l'Europe : c'est en fonction de ce projet qu'ils donnent sens à leur expérience quotidienne : ils orientent ainsi leurs efforts et définissent leurs priorités : leur présent et leur expérience font sens entièrement pour eux en tant que voyage clandestin vers l'Espagne. D'autres migrants, par contre, bien que vivant en situation irrégulière au Maroc pensent différemment leur séjour : le Maroc devient un pays où ils peuvent construire leur vie, trouver un travail, louer un appartement et économiser de l'argent : certains travaillent

alors en tant que *faux guides*, d'autres travaillent au port de Tanger Med, d'autres créent des *business*, vendent sur des marchés et s'enracinent de manière plus durable dans le pays. En d'autres termes, la définition subjective que les migrants donnent à leur voyage détermine fortement leur expérience du quotidien, leurs choix et définit des logiques d'actions particulières. Il existe donc, sur le plan des logiques de l'action (Dubet, 1994) assumées par les migrants, une différence nette entre les migrants en situation irrégulière qui se définissent comme des *vrais clandestins* et les migrants en situation irrégulière qui refusent cette catégorie. Dans une même illégalité juridique et dans une proximité spatiale extrême (les migrants partagent les mêmes chambres, les mêmes immeubles et les mêmes cafés) les migrants font une expérience extrêmement différente de leur séjour au Maroc, selon que, à un moment donné, ils se pensent comme des *vrais clandestins* ou refusent cette définition. Mansour et Oumar, par exemple, se trouvent au Maroc illégalement, partagent la même chambre et les mêmes conditions de vie : cependant, Oumar se pense et se dit comme un *vrai clandestin* alors que Mansour refuse de se penser ainsi. Oumar a essayé à plusieurs reprises de s'embarquer à bord d'un zodiac ; il a été arrêté par la police à plusieurs reprises ; il a été gardé en prison et refoulé à la frontière algérienne ; il a passé des jours dans les campements informels aux alentours des enclaves espagnoles ; il a payé des passeurs (qui lui ont volé l'argent) pour s'embarquer sur une *patera* ; il définit donc ses priorités en fonction du voyage vers l'Europe : il s'entoure d'autres migrants qui partagent les mêmes priorités, il passe du temps dans les cafés en faisant des plans pour « passer », il s'informe et se renseigne, il se tient prêt à partir à tout moment ; il dépense le moins possible pour la location d'une chambre et il investit ses économies dans des recharges téléphoniques pour rester en contact avec les passeurs et pour payer sa place dans un convoi ou dans une *patera* ; en même temps il apprend tout le savoir-faire technique du *vrai clandestin* : il sait comment acheter un zodiac et à quel prix ; il apprend les techniques pour le cacher et le transporter vers une bonne plage ; il apprend comment le gonfler, comment se disposer à bord, comment ramer, comment les conduire dans la bonne direction, les procédures à suivre si quelqu'un tombe en mer, etc. Dans nos échanges, Oumar me racontait, de manière détaillée, les tentatives faites pour entrer illégalement en Espagne. Dans l'extrait d'entretien qui suit il décrit une tentative réalisée quelque mois auparavant avec des compagnons : ayant déjà essayé plusieurs fois de « frapper » il connaissait le chemin qui conduit à une plage, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Tanger : il utilisait cette connaissance pour guider, en échange d'une somme d'argent ou d'une place dans le *convoi*, des aspirants clandestins disposant du matériel nécessaire (zodiac, rames, etc.) vers ce lieu. Oumar décrit le

moment où après quelques minutes de navigation, Patrick, un de ses compagnons, a glissé du zodiac et est tombé à l'eau :

« On ramait, on ramait, on ramait et après il [Patrick] est tombé dans l'eau... [...] On a tendu les rames et il ne pouvait pas les prendre. On a fait un demi-tour pour revenir vers lui. On lui a tendu les baguettes pour qu'il les prenne et vous le tirez pour le faire remonter. Mais c'est un gars qui sait nager aussi. [...] Ça arrive souvent qu'on tombe à l'eau... Après on avance et même moi je suis tombé dans l'eau... Mais ce n'est pas de ma faute. Tu sais, quand t'es là, quand tu rames et que tu te concentres sur les baguettes de toute ta force, une fois que tu fais une petite panique, étant donné qu'il y a toute ta force, tu pars dans l'eau. Quand tu te dis de te forcer de ne pas aller dans l'eau tu peux renverser tout le monde. Donc une fois quand tu pars, tu te laisses partir, mais n'oublie pas la corde qui est là, de tomber avec la corde. Donc tu tombes avec la corde, t'attrapes la corde, tu tombes dans l'eau et après immédiatement ils vont te faire monter.

– Ça c'est une règle qu'on vous donne avant de partir ?

– Mais... Tu parles avec des professionnels, non ? Oui, on t'explique ça. Mais quand t'es derrière, le temps que tu tombes, les gens ne vont même pas s'apercevoir que tu tombes. C'est après qu'ils vont comprendre que t'as quitté le zodiac et que tu es tombé dans l'eau. Mais quand tu dis que tu ne veux pas tomber, tu t'attrapes à l'autre qui est là, si ta force le prend, tu peux tomber dans l'eau avec lui. Mais toi tu dois te laisser faire, te laisser tomber, tu tombes et après tu remontes. On explique ça aux gens avant le départ [...]. Donc moi je suis tombé, j'ai pris la corde et je suis remonté. Pour se remonter ce n'est pas difficile hein. Il faut tout faire pour ne pas perdre le contact avec le zodiac, si tu perds le contact avec le zodiac tu nages... mais si une fois que tu tombes tu prends la corde alors tu remontes facilement, on te prend par le maillot et on te tire. [...] Ce jour-là on avançait bien... Après bon il y a eu un problème parce que quand t'es en pleine mer, là, si les vagues font tourner le zodiac tu ne vas plus savoir tu viens d'où et tu vas où... Parce que tu regardes du côté marocain et il y a des montagnes, tu regardes du côté Espagnol et il y a des montagnes. Donc si tu sais cibler, tu regardes en direction de Tanger et tu peux remarquer le Port de Tanger Med. Donc nous avons avancé et l'eau nous a tourné un peu, il y a d'autres personnes qui disent : « l'Espagne c'est par ici », il y a d'autres personnes qui disent : « l'Espagne c'est par là ». Après j'ai regardé, j'ai dit : « vous voyez là-bas ? Là-bas c'est Tanger Med, donc l'Espagne ce n'est pas là-bas hein, c'est de l'autre côté ». C'est après que les gens ont dit : « oui, c'est Tanger ça ». Et pourtant on a failli faire demi-tour. Parce que vers Tanger, tu regardes le Port [Tanger Med] c'est grand, il y a beaucoup de lumières, donc si tu ne fais pas attention tu vois les lumières et tu vas dire que c'est l'Europe. Donc là on avance encore, on avance pas mal. Et à un moment la marine nous prend. Et quand tu vois la marine venir dans l'eau... hein... là c'est très mal [il rigole]. Putain ! C'est quand t'es en danger que tu peux être content. En danger c'est-à-dire que, bon, il y a des problèmes dans votre zodiac dans l'eau, il y a de l'eau qui rentre ou bien il est percé.

Dans ces cas-là t'es content... Mais là non, moi je ne pensais pas à ça. Ils sont arrivés et ils nous ont embarqués pour aller au Maroc. [...] Donc aujourd'hui on est le combien ? Il y a beaucoup de gens qui sont morts déjà ce mois. Pour voyager il faut avoir de bonnes conditions. Regarder la mer. Le moteur aussi. Il faut avoir un moteur en bon état, un moteur que tu tires une seule fois et il démarre, pas un moteur que tu dois tirer 5, 6, 7 fois pour le faire démarrer. Pour l'installer sur le zodiac tu serres bien. Dans tous les zodiacs professionnels t'as là où installer le plancher ; si c'est le bateau en plastique tu peux arranger deux bois, tu mets comme ça et tu tires l'autre. Donc on arrange comme ça le bois, mais jusqu'à ce niveau-là, il ne faut pas que le bois dépasse en bas du zodiac parce que si ça dépasse en bas, si ça démarre l'eau va se bloquer. Tu dois faire ça juste un peu plus en bas du zodiac, comme ça, quand tu démarres l'eau va passer...

– Mais comment t'as appris tout cela ?

– C'est ici que j'ai connu ça, mec. Et tu sais, les gens en forêt doivent aussi amener le zodiac jusqu'à la plage. Avant d'arriver à la plage ils doivent protéger le zodiac. Quand le zodiac est là on le met dans un carton. On prend un carton, on le déchire, on met le zodiac dedans, on roule le zodiac avec le carton, on met le scotch dur, on scotche tout, après on vient, on prend un grand couvre-lit, on emballe, on met dans un sac, on ferme et c'est comme ça que vous partez vers la plage. Même si ça arrive qu'il y ait des épines ça ne va pas arriver au niveau du zodiac. La vie du clandestin... elle est dure hein. Il y a des gens qui partent comme ça et ne savent même pas ramer. La catastrophe c'est quand dans le convoi personne ne sait comment faire. Personne ne connaît ; vous payez l'argent seulement pour aller en Espagne, et il y a des gens qui organisent les convois qui s'enfichent. Ils vous donnent le matériel et vous vous débrouillez. Eux c'est l'argent qu'ils regardent. Il [le passeur] vous donne le zodiac, il vous réunit, il vous parle, il vous montre l'eau, il pompe et il vous dit « bonne chance ». Lui il ne part pas avec vous hein, est-ce que tu comprends ? Il se cache, il rentre dans la brousse, il vous montre la route, il prend l'argent, vous pompez et il vous dit « maintenant, adieu, bonne chance ». Il y a d'autres qui se font emporter par les vagues. C'est la mer qui les envoie. Même s'ils ne rament pas c'est la mer qui les pousse. Mais le problème c'est qu'ils ne savent pas si c'est du bon côté ou pas. Si l'eau vous amène du mauvais côté, si ce sont des gens compétents, ils vont se battre pour revenir du bon côté ». [Entretien Oumar, 13/03/2013]

Dans ce récit on retrouve un grand nombre d'éléments de la vie des *vrais clandestins*: les passeurs, l'organisation des *convois*, les négociations pour en faire partie, les séjours dans les campements informels, l'organisation de l'*attaque*, les tentatives de franchir le détroit de Gibraltar à bord d'un zodiac ; on y retrouve en outre le savoir-faire pratique du *vrai clandestin* : comment s'attraper au zodiac quand on rame afin de ne pas tomber, quoi faire si on tombe dans la mer, comment installer un moteur à bord du zodiac, comment s'orienter au milieu de la mer, etc. Oumar se définit, et se dit, comme un *vrai clandestin*

et il vit l'expérience migratoire au prisme de cette définition de soi. Mansour par contre vit une expérience tout à fait différente. Il refuse de se considérer comme un *clandestin* et tient à marquer sa différence avec les migrants qui endossent ce rôle : il n'est pas venu au Maroc pour entrer illégalement en Espagne :

« Moi je ne suis pas venu au Maroc pour faire le clandestin... [...] Moi je suis venu au Maroc pour faire mon business, je ne suis pas venu en immigration, je ne suis pas un immigré. Je ne suis pas venu ici pour passer la mer. J'ai payé une seule fois ici pour passer et le gars [le passeur] a mangé mon argent. Voici Oumar, on était dans le même convoi, le voici. Et le gars a fui. Jusqu'à présent je n'ai pas porté un gilet pour aller au bord de la mer pour dire que je vais tenter d'entrer en Espagne. Et j'ai fait ici 1 an et 4 mois. Et je n'ai jamais porté un gilet pour que la police vienne au bord de la mer m'arrêter pour dire que je suis un clandestin. Jamais. » [Intervention de Mansour pendant l'entretien Oumar, 14/12/2012]

Mansour n'a jamais subi des arrestations ou des refoulements, il n'a jamais dû fuir la marine royale ou les militaires, il n'a jamais porté un gilet de sauvetage pour s'embarquer sur un zodiac, il n'a jamais ramé à travers la mer ou sauté les grillages de Ceuta ; il n'a jamais vécu dans les campements informels situés dans les forêts, ni payé un guide pour le conduire sur une plage. Depuis son arrivée à Tanger il travaille au port de Tanger Med en tant que transitaire informel⁸⁴ ; il gagne ainsi sa vie. Dès qu'il a pu il a déménagé dans un quartier résidentiel où il loue un petit studio. Il a choisi un lieu de résidence à l'écart des autres migrants subsahariens. Il apprend l'arabe marocain et il communique facilement avec la population locale. Il tisse des liens avec des commerçants locaux et étrangers afin de développer son activité d'intermédiaire : petit à petit il fait sa place au Maroc. Il s'estime chanceux d'habiter à Tanger car d'autres compatriotes au Sénégal aimeraient être à sa place : il considère que Tanger grandit énormément et que beaucoup d'argent y circule : il peut donc y réaliser des affaires.

« Je vais rester ici, ici j'ai mes affaires, mon business, c'est ici que ça marche. À Casa il y a un grand port aussi mais il n'y a pas des Africains qui arrivent là-bas avec les camions ou les voitures. Ici ça bouge. Ici c'est mieux pour moi... ici c'est mieux pour moi. Il y a des gens qui cherchent Tanger comme l'Europe, il ne faut pas minimiser Tanger ». [Entretien Mansour, 17/03/2014]

En définitive, bien que Mansour et Oumar aient disposé du même statut légal, aient

⁸⁴ Nous verrons dans la dernière partie de ce travail en quoi consiste cette activité.

partagé la même chambre et les mêmes conditions de vie leur expérience diffère par la façon dont ils pensent et définissent leur séjour au Maroc. D'une part, au moment de l'entretien, Oumar considère qu'il est au Maroc uniquement pour entrer en Europe et de l'autre Mansour considère qu'il peut faire sa vie au Maroc. Oumar est, à ce moment de sa trajectoire, l'archétype du *vrai clandestin* en route pour l'Europe. Mansour est un migrant en situation irrégulière qui « cherche sa vie » dans la mobilité. Ce qui distingue ces deux expériences n'est pas le statut juridique qui les encadre mais la façon dont les deux jeunes pensent, à un moment donné, leur mobilité. Certains des migrants que j'ai rencontrés endossent, comme Oumar, le rôle du *vrai clandestin* et toute leur expérience fait sens en tant que voyage clandestin vers l'Europe. D'autres, comme Mansour, conçoivent leur expérience comme un voyage en recherche d'opportunités et pensent, à un moment donné, pouvoir les trouver au Maroc. Or ces deux modes de vie et ces deux définitions de soi et de la trajectoire migratoire sont extrêmement proches et imbriqués : en effet, ils peuvent se retrouver dans des moments différents dans la biographie d'un seul individu ; au cours de sa trajectoire, outre à passer du statut légal au statut d'illégal (ou vice versa), le migrant peut passer d'une conception de soi et de sa trajectoire à une autre : à un moment ou à un autre de leur trajectoire de nombreux migrants partis pour faire des études, explorer, réaliser un stage et/ou travailler ont repensé leur parcours et l'ont défini comme un voyage pour entrer illégalement en Europe et ont adhéré, pendant une période plus ou moins longue, à l'archétype du *vrai clandestin*, en vivant dans des campements informels ou en essayant de s'embarquer sur un zodiac ou de se lancer contre les grillages de Ceuta et Melilla. D'autre part, des migrants partis de leurs pays en endossant le rôle de *vrais clandestins* ont ensuite repensé leur situation et leur parcours, ont changé de priorités et réorganisé leurs plans. En définitive, la frontière symbolique et matérielle entre le migrant en situation irrégulière et le *vrai clandestin*, est subtile et poreuse et les migrants peuvent la franchir au cours de leur voyage.

Le Sénégalais Matar, après avoir vécu commodément mais en situation irrégulière à Casa pendant une année après l'expiration de son cachet d'entrée, décide de tenter d'entrer illégalement en Espagne : il redéfinit à ce moment-là son parcours : il se pense comme un migrant clandestin et il en endosse le rôle : il part à Tanger ; il n'a plus d'argent et il dort dans la rue : il tente, à plusieurs reprises, d'intégrer un convoi ; il est arrêté par la police et refoulé à la frontière algérienne. Revenu à Tanger, il abandonne l'idée de faire « le clandestin » ; il redéfinit à nouveau son parcours et sa place au Maroc : il décide alors de chercher un travail à Tanger : grâce à l'aide d'un ami sénégalais il trouve un travail en tant que serveur dans un restaurant ; à partir de cette expérience il évolue

rapidement jusqu'à obtenir un poste de chef de bar dans un hôtel prestigieux : lors d'un entretien il explique comment à un moment donné, après avoir endossé le rôle du vrai clandestin, il a repensé son parcours et a redéfini ses priorités : au lieu d'investir son temps et ses énergies dans l'effort d'entrer illégalement en Espagne il décide de s'investir pour trouver un travail, se rendre autonome, se garantir une stabilité économique et évoluer au Maroc :

« Mais tu sais, on vient tous au monde avec la même intelligence mais il y en a qui orientent leur intelligence vers des choses qui ne leur apportent rien. Tu sais, le fait d'attendre la nuit, de tromper la vigilance des garde-côtes, monter sur un zodiac, ramer vers l'Europe, c'est de l'intelligence. C'est très subtil. Mais ils l'utilisent pour ça, pour un objectif qui n'est pas un objectif. Ils pourraient utiliser leur intelligence pour trouver quelqu'un qui pourrait leur donner du travail. Moi, à un moment, après avoir tenté de partir en Espagne une fois, deux fois, trois fois, j'ai restitué toute mon intelligence à un seul objectif, aller de l'avant ici au Maroc sans pour autant traverser la Méditerranée avec un zodiac. Tout simplement. Moi j'ai décidé de faire mon chemin ici. Je travaille et tout ce que je fais... tous mes efforts sont concentrés sur le fait de me montrer irréprochable. Sur le travail je dois être irréprochable » [Entretien Matar, 26/06/2015]

Conclusion

Au-delà des différences subjectives inscrites dans les biographies individuelles (origine nationale, catégorie socio-économique, genre, résidence) existent des aspects communs qui caractérisent l'expérience de la mobilité de ces self-made-migrants. Ces individus sont les acteurs d'une mobilité subalterne et transnationale qui se développe sur des territoires interafricains et euro-africains. Ils se déplacent par étapes en franchissant et en contournant des frontières étatiques mais aussi symboliques et culturelles. Leur mobilité se configure comme un projet dans lequel ils investissent leurs économies, leurs énergies et leurs espoirs. Ce projet est mûri au fil du temps et peut se réaliser grâce aux solidarités familiales ou au détriment de celles-ci. Ces migrants partent pour « chercher leur vie », pour « gagner pour eux-mêmes », pour trouver une émancipation économique et sociale. Ils cherchent dans l'ailleurs des opportunités qu'ils estiment ne pas trouver dans leurs pays d'origine : ils partent pour trouver un travail salarié, pour réaliser des business et des marchés, pour explorer de nouvelles destinations ou pour essayer d'entrer en Europe. Ne

disposant pas de contacts, de relais migratoires à l'étranger ces individus doivent construire leur propre itinéraire : ils élaborent donc des trajectoires singulières et originales et souvent chaotiques, faites d'allers-retours, de changements de destination, d'imprévus et de nouvelles opportunités. Leur parcours migratoire n'est pas conçu comme une trajectoire linéaire entre un pays de départ et un pays de destination mais plutôt comme un parcours ouvert qui se construit progressivement par tâtonnements et découvertes en fonction des contraintes et des opportunités : l'essentiel est de partir, « sortir » de chez soi, et aller « chercher sa vie » à l'étranger, dans la mobilité et la rencontre avec l'altérité. Leur mobilité se réalise comme une mobilité singulière et solitaire dans laquelle les solidarités avec d'autres migrants restent ponctuelles et fonctionnelles : finalement face aux difficultés et aux aléas les migrants sont seuls et doivent se méfier de leur compagnon de route qui, dans un contexte de précarité économique et émotionnelle, peuvent profiter de leurs faiblesses, leur voler de l'argent, les exploiter et les laisser dans une situation de grande difficulté. La mobilité de ces self-made-migrants se fait, en effet, aussi au détriment de leurs compagnons de route « ici c'est chacun pour soi » m'avait dit Matar et, dans une méfiance absolue, « ici on ne peut faire confiance à personne ». Construire des liens intimes reste une tâche difficile et cela renforce la solitude du migrant dans son voyage. La mobilité de ces individus se caractérise par une forte réflexivité qui se porte à la fois sur leur trajectoire géographique et sur leur choix endossés dans le passé : face aux aléas, aux imprévus et aux contraintes objectives les migrants doivent repenser leurs plans, reformuler leurs ambitions et réagencer leurs itinéraires : ils peuvent décider de rester sur place en se consacrant à des activités autres que celles prévues au départ mais ils peuvent aussi décider de partir ailleurs, envisager une nouvelle étape dans leur voyage, ou revenir en arrière ou encore rentrer de manière définitive ou provisoire dans leur pays d'origine. Le parcours de ces individus est constamment repensé et retravaillé, il change de sens et de signification et peut se penser par moments comme la recherche d'un emploi, d'un marché ou d'un business, ou comme une exploration et une mise en jeu de soi, ou comme une aventure pour aller en Europe.

En circulant dans des espaces transnationaux ces migrants apprennent un savoir-circuler qui se compose de ruses et de stratégies leur permettant d'avancer et de contourner les frontières étatiques et administratives mais aussi un savoir relationnel leur permettant de rencontrer et de se rapprocher des populations étrangères, sédentaires ou migrantes. Ce savoir relationnel se compose de la maîtrise de plusieurs langues étrangères et de l'intériorisation et de la mobilisation de codes culturels étrangers. En effet, la mobilité

subalterne se construit comme une expérience de rencontre avec l'altérité sociale, culturelle, religieuse et administrative. À travers ces rencontres les migrants développent des identités cosmopolites en intégrant des modes de vie divers et en se détachant des ancrages identitaires nationaux, ethniques et sédentaires. Ces identités cosmopolites sont des identités forgées par la mobilité et la confrontation avec l'altérité. Ces sont des identités nomades et hybrides qui s'opposent aux identités sédentaires.

Enfin, au cours de leur trajectoire, les migrants se retrouvent à un moment donné et pour des raisons diverses dans une situation irrégulière et d'illégalité. Leur mobilité se constitue aussi comme un mouvement oscillatoire entre différents statuts légaux : ces individus peuvent se retrouver en situation irrégulière après l'expiration de leur visa ou de leur permis de séjour et ensuite régulariser, à nouveau, sur place ou ailleurs leur situation. Cependant, l'expérience de l'illégalité est signifiée et vécue de manière profondément différente par les migrants. Certains adhèrent à l'archétype du vrai clandestin prêt à tout pour entrer illégalement en Espagne, se pensant comme un aventurier et définissant ses priorités et son quotidien en fonction de cette définition de soi. D'autres refusent cette catégorie et bien qu'en situation irrégulière essaient de faire leur vie sur place en cherchant des opportunités locales d'ancrage. Nous avons indiqué que cette séparation poreuse et qu'au cours de sa trajectoire un self-made migrant peut se penser à un moment comme un vrai clandestin et à un autre moment comme un migrant en situation irrégulière.

En conclusion, je considère donc ces self-made migrants comme des *entrepreneurs de soi* et leur mobilité comme un processus de transformations intimes et subjectives. Les migrants investissent leurs économies et leurs énergies dans une mobilité subalterne afin de trouver, à l'étranger, de nouvelles opportunités d'émancipation économique et sociale en composant jour après jour, étape après étape, des itinéraires singuliers et originaux. En affrontant les risques de la vie dans la mobilité, en s'exposant aux difficultés de la vie à l'étranger et de la confrontation avec l'altérité, en devant compter uniquement sur soi, ces personnes s'autonomisent et s'imposent comme individus et comme sujets sociologiques qui maîtrisent et donnent du sens à leur expérience :

« Je ne regrette pas d'être parti parce que je suis toujours en train de lutter, de me débrouiller, de me battre pour y arriver. D'après mon idée, si je m'organise, je crois qu'avec le temps je peux m'en sortir ; il y a un an je me disais que ça n'aurait jamais été possible d'arriver à ce stade où je suis aujourd'hui avec un travail au restaurant après toutes les galères que j'ai vécues. Donc les choses peuvent évoluer. Et tu sais, même quand je galérais je n'ai jamais pensé à rentrer au

Sénégal parce que rentrer au Sénégal et croiser les bras ce n'est pas intéressant. Je peux avoir une stabilité, être nourri et logé au Sénégal chez ma famille. Mais moi, je ne veux pas être nourri et logé. Je ne veux pas ça. Être nourri et logé par mes parents. Je veux dépendre de moi-même et c'est ça qui va me permettre de faire mon nid, de faire mon nid petit à petit ; j'ai pensé de rentrer pour des vacances, pour voir la famille mais ce n'est pas le bon moment. J'ai toujours l'idée de quitter le Maroc mais pour le moment si je parviens à avoir la carte de séjour je vais me stabiliser ici. Mais je ne veux pas quitter le Maroc, aller dans un autre pays et vivre à nouveau ce que j'ai vécu ici ; si je pars dans un autre pays ça sera avec des papiers en règle et tout cela.

– Donc finalement tu penses que ça a été une expérience enrichissante ?

– Oui, parce que je me dis que j'ai tout vécu ici, j'ai tout vu, j'ai été minimisé, j'ai été discriminé mais j'ai vécu aussi des choses positives. Je pense que même si j'avais connu avant mon départ les difficultés que j'ai vécues je serai parti quand même parce que je ne voyais que ça, que le voyage. J'étais fatigué de rester au Sénégal. J'en avais marre. Je voulais partir, laisser le Sénégal, connaître, voir des choses nouvelles ; je me disais que j'étais enfermé et ce que je voyais c'était de partir. » [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

3^{ÈME} PARTIE
LES ÉCONOMIES DES MIGRANTS

Introduction

« Passes demain soir » m'avait dit Chris « on fait une petite fête ». Chris avait une quarantaine d'années et on l'appelait « le président ». Il était un référent pour les migrants libériens, sierra-léonais et guinéens installés en ville. Il était le responsable de la maison qu'il occupait dans la Kasbah avec une dizaine d'autres migrants. Le lendemain, j'avais acheté deux bouteilles de whisky à 50 dirhams chacune dans le magasin de la rue de Hollande où on avait l'habitude d'aller acheter de l'alcool pas cher (et de mauvaise qualité). J'avais ensuite rebroussé chemin pour remonter à la Kasbah. C'était le 19 décembre, il était 18h, et la ville était très animée. Je connaissais très bien le chemin pour arriver à la « maison des Guinéens », comme l'appelaient les migrants à Tanger. La maisonnette de trois étages était occupée par des Guinéens, des Libériens et des Sierra-Léonais ; elle était située à quelques dizaines de mètres du célèbre et élégant restaurant Marocco Club, dans l'extrémité occidentale de la Kasbah. Sa façade était sale et délabrée. Arrivé devant l'entrée j'ai frappé à la petite porte en bois moisi et gonflé par l'humidité. Une musique sortait de la fenêtre du premier étage. Soudain, la serrure tourne et la porte s'entrouvre. Une tête apparaît dans l'obscurité entre le bois de la porte entrouverte et le mur. « Ah, c'est toi Francesco, viens ». C'était Mohammed qui m'avait accueilli. Il portait des survêtements Adidas blancs et des pantoufles en plastique, « Monte... je viens tout de suite ». Le rez-de-chaussée était sombre et humide. Une petite ampoule diffusait une lumière opaque et orange. L'entrée donnait sur un espace central d'une dizaine de mètres carrés. À ma gauche se trouvaient les escaliers qui montaient en spirale jusqu'au troisième étage et à côté des escaliers une première chambre d'une dizaine de mètres carrés. Y habitait Joseph, un Sierra-Léonais de 45 ans. En face, la chambre de Mohammed. Il la partageait avec Diallo et Sékou. Le premier, originaire de la Guinée Conakry, était au Maroc depuis 2008, le deuxième, originaire de la Guinée Bissau, était arrivé 8 mois plus tôt. Le premier se définissait comme un *businessman*, le deuxième était musicien. Enfin, la troisième porte, à ma droite, était celle des toilettes : un espace exigü avec un trou au milieu et séparé du rez-de-chaussée par une petite marche. Un petit seau rose et vide était posé à gauche, un seau plus grand rempli d'eau à droite. Une forte odeur d'urine et de détergents chimiques montait du sol. Dans l'espace central des seaux et des cuvettes en plastique étaient rangés : ils servaient à laver le sol, faire la toilette, la vaisselle et la lessive. En montant au premier étage Chris me salue et dit à Simon d'aller me chercher un tabouret :

« Mets-toi à l'aise ». Assis sur une chaise installée sur le palier central, il préparait du riz dans une casserole placée sur un petit réchaud à gaz ; dans une autre casserole il avait disposé des sardines frites. La télévision, allumée dans la chambre, transmettait des vidéos musicales ivoiriennes, nigériennes et américaines. La chambre de Chris était la plus grande. Il l'occupait avec une femme camerounaise qu'il disait être sa copine. Elle était en train de coiffer une jeune femme camerounaise qui portait un grand tatouage sur la main gauche.

J'ai offert les deux bouteilles de whisky à Chris qui a demandé à quelqu'un de m'amener un verre qu'on a rincé avec de l'eau contenue dans un seau en plastique. Des migrants guinéens et libériens arrivaient et s'installaient. D'autres apparaissaient et disparaissaient aussitôt. Diallo, appuyé sur le rebord de la seule fenêtre du salon, me serre la main et me demande si j'allais bien ; il me pose ensuite des questions sur Oumar : « il est où en ce moment ? Dans quel pays ? Il a eu ses papiers ? Il travaille ? ». Ils s'étaient connus quand Oumar était arrivé à Tanger et Diallo lui avait trouvé une maison : ils avaient ensuite continué à se côtoyer régulièrement. La télévision continue à transmettre des clips musicaux commerciaux et on se sert du vin et du whisky. Mohammed, improvise une danse sur une musique pop nigérienne. Certains le filment avec leurs téléphones. On discute, sans distinction, des tâches ménagères, de l'église protestante de Tanger et des aides qu'elle distribue aux migrants subsahariens, du prix d'un sac de riz à Tanger, et d'une nouvelle Porche fabriquée en Allemagne, de l'Europe, de comment les gens se débrouillent à Tanger, des business que les migrants font au Port de Tanger Med, des projets futurs : Chris m'annonce alors qu'il a décidé de laisser le Maroc : il partira bientôt pour les pays du Golfe : il ne connaît pas encore précisément sa destination. « Qu'est-ce que tu vas faire là-bas ? », je lui demande ; « mes *business*... il y a de l'argent là-bas », il me répond. Simon est Guinéen ; je l'ai déjà vu jouer le djembé avec Sékou sur *la place des Paresseux*, au centre-ville. Il rigole avec un petit enfant qui parle un anglais avec un parfait accent british : « c'est le fils de ma sœur... elle habite en Angleterre, ils sont là pour les vacances ». Simon m'explique que tous les Libériens et les Sierra-Léonais « marchent » à Tanger avec des passeports guinéens parce que « c'est plus facile, la Guinée n'a pas besoin de visa pour le Maroc ». Diallo qui était parti quelque temps auparavant nous rejoint à nouveau : il s'excuse : « j'étais avec quelqu'un pour une affaire qu'on a... quelqu'un qui veut une chambre ». Soudain il baisse la voix, il se rapproche et il chuchote « Tu sais, la Guinée est un pays très riche... mais les gens ne savent pas exploiter les richesses... il y a des diamants, de l'or... Ma famille a une bonne situation là-bas. Bientôt je pars en Guinée pour des business... je peux vendre de l'or pur », il me

regarde droit dans les yeux, « on peut faire des affaires. Tu viens, je t'achète un billet, c'est moi qui paye, tu viens et tu vois comment c'est la situation ». Dans ma tête résonnaient les mots d'Oumar : « Ne fais jamais d'affaires avec des Africains, ils sont tous des escrocs ». Diallo me verse un verre de whisky et continue à me parler des opportunités que la Guinée peut offrir : « Ma famille travaille dans l'administration, on a des bras longs là-bas... on peut faire des business ensemble, on achète des machines pour trouver de l'or et tu le revends en Europe. Je peux te vendre de l'or pur, en poudre et après tu le revends en Europe ». Il me souriait, il me rassurait et il insistait. Personne ne semblait s'intéresser à notre échange, comme si personne ne voulait déranger Diallo dans son travail de persuasion. Il insistait en souriant.

À la télévision, Kenny Rogers chantait un des ses morceaux les plus célèbres : *The Gambler*. Chris répétait le refrain en faisant mijoter la sauce qu'il préparait : *he said* : « *if you are gonna play the game, boy, you gotta learn to play it right* » ; il chantait pensif, absorbé par ses pensées et le mouvement répétitif de la cuillère dans la soupe, *you got to know when to hold 'em, know when to fold 'em, Know when to walk away and know when to run*, il connaissait les paroles par cœur, *You never count your money when you're sittin' at the table, there'll be time enough for countin' when the dealing's done*.

J'ai pensé que, comme le *Gambler* de la chanson de Kenny Rogers, Chris et les autres personnes qui fréquentaient cette maison étaient des joueurs de jeux hasard : ils avaient misé sur la mobilité afin de chercher de nouvelles opportunités économiques et personnelles. Une fois partis ils devaient apprendre à jouer le jeu, maîtriser leurs cartes, apprendre à bluffer et à reconnaître quand *suivre* les autres et quand *se coucher* et abandonner la table. Chris, après 5 ans à Tanger, abandonnait la table mais pas le jeu ; il partait jouer sur une autre table, il allait chercher des opportunités ailleurs ; en dépit de toutes les déceptions et des petits succès ce n'était pas encore le moment de faire le bilan, de compter ce qu'il avait gagné, parce que, comme le dit la chanson, il comptera l'argent seulement quand le jeu sera fini, et le jeu de la mobilité était loin d'être fini.

*

Nous avons décrit les self-made-migrants comme des *entrepreneurs de soi* qui investissent dans la mobilité subalterne transnationale pour chercher une émancipation sociale et économique. Tout au long de leurs itinéraires ces individus doivent faire preuve de créativité et capacité d'adaptation : à chaque étape ils mobilisent leurs *compétences*

migratoires et relationnelles afin de trouver un logement, s'installer et trouver l'argent pour payer la location, la nourriture, les vêtements et alimenter leurs parcours. Dans cette partie de mon travail j'analyserai les pratiques économiques développées par les migrants dans leur étape marocaine. Dans un premier moment je décrirai les pratiques économiques développées par les migrants pour favoriser la mobilité d'autres migrants de la mobilité subalterne : certains migrants organisent des *convois* et/ou vendent le matériel nécessaire pour la traversée du Détroit, d'autres guident les nouveaux migrants le long des pistes qui conduisent aux plages ou aux campements informels et d'autres encore leur louent des chambres ou agissent comme intermédiaires entre ceux-ci et la population locale.

Je procéderai ensuite à la description des pratiques économiques développées par les self-made-migrants autour des circuits de la mobilité privilégiée et des circulations des touristes et retraités européens et plus généralement des étrangers venant d'Europe ou des États-Unis : ces derniers deviennent, pour les migrants, de véritables ressources économiques.

Je traiterai ensuite des activités commerciales et micro-commerciales organisées par les migrants : je montrerai qu'elles sont réalisées à des degrés variables s'étalant du commerce de rue pour se dépanner à l'activité commerciale structurée à l'échelle nationale ou internationale : parfois ces commerces sont conçus comme un moyen pour survivre au jour le jour, d'autres fois comme de véritables projets d'entrepreneuriat qui peuvent se réaliser sur des espaces nationaux et transnationaux.

Enfin, je consacrerai une dernière partie de ce travail à l'accès au marché du travail régulier ; je montrerai que de plus en plus de self-made-migrants trouvent ainsi, de manière provisoire ou durable, les ressources pour aller de l'avant et reformuler leur projet migratoire.

Nous verrons comment toutes ces activités se greffent sur le développement économique et urbain de la ville et sur les mobilités qui s'y croisent : les migrants alimentent, en effet, une économie de la débrouille et de la mobilité qui se greffe sur les marges et les interstices de l'économie légale et dans laquelle ils trouvent les ressources pour avancer. Comme leur mobilité, les pratiques économiques qu'ils développent se réalisent à la marge et au-delà de la réglementation étatique. Ce sont des économies de petites sommes, de petits revenus variables, aléatoires et parfois dérisoires qui, cependant, permettent aux self-made-migrants de circuler et d'alimenter leurs ambitions d'émancipation économique et sociale..

Chapitre I : L'économie des migrants pour les migrants. Les Business de la mobilité subalterne.

Les business de Tangui et d'Oumar.

« Salut, Francesco, t'es à la maison ? On peut passer ? », la voix d'Oumar sonnait étrangement énergique. « On veut parler avec toi, on peut passer ? ». Le ton de la voix me surprenait : il était 10h30 du matin un mardi du début du mois de février ; dans la voix, la pesanteur des galères quotidiennes, des inquiétudes et de la fatigue, laissait la place à un ton frais et vivace. Oumar venait de recevoir 2500 euros de la part de sa mère : il m'avait demandé de garder 2100 euros chez moi afin de ne pas courir le risque de se faire voler par ses voisins. L'aide de sa mère l'avait rempli d'espoir. Il était convaincu qu'avec cet argent et grâce à sa maîtrise « du terrain », il pouvait trouver un moyen pour entrer en Europe. Quelques minutes plus tard, Oumar et Tangui, souriants, rayonnants et remarquablement bien habillés, étaient devant ma porte, . La veille ils s'étaient rendus dans un grand supermarché et s'étaient offert de nouveaux vêtements. Ils entrèrent et s'installèrent dans le salon. J'ai servi du thé avec des viennoiseries ; Tangui prit la parole : « Écoute Francesco, on veut te parler... tu peux nous faire un service ? Avec ton passeport tu peux aller à Ceuta n'est-ce pas ? ». La question était tout à fait rhétorique : Tangui connaissait la réponse. « Alors, tu peux aller à Ceuta pour nous. Tu vas avec l'argent d'Oumar. Quand t'es là-bas t'achètes un trésor et tu le ramènes ici pour nous ». Je restai interloqué : « C'est quoi ça ? Qu'est-ce que je dois acheter à Ceuta ? ». « Un trésor... tu le ramènes ici... Si tu peux y aller en voiture tu peux en acheter 3 ou 4. Tu vas au magasin tu les achètes et tu reviens ». Je ne comprenais absolument pas à quoi Tangui se référait : « Qu'est-ce que tu veux que je fasse ? C'est quoi le trésor ? » répondis-je inquiet. Oumar prit la parole « Tu ne sais pas ce que les Africains appellent le trésor ? C'est un zodiac de 400kg. Tu vas à Ceuta dans un magasin de trucs pour la plage et t'achètes ». J'étais gêné : ils me demandaient d'aller acheter à Ceuta un (ou plusieurs) bateau gonflable et de l'apporter à Tanger où des migrants l'auraient utilisés pour essayer de traverser le détroit de Gibraltar. J'ai essayé de leur faire comprendre indirectement que je n'étais pas disposé à leur rendre ce service. Décidés, ils revinrent à l'assaut avec des arguments, des garanties et des promesses. À ces arguments je répondais en multipliant les questions, les objections et les interrogations ; « Tu vas à Ceuta... c'est simple, t'achètes les trésors et

tu reviens. On a un ami qui est entré... on te donne son numéro, un Camerounais qui était là... Eric tu te souviens ? Il est entré il y a 3 mois, il va te guider ». Je répondis que je ne voulais pas acheter un zodiac avec lequel des gens pouvaient se tuer en mer en traversant le Détroit. « Tous les blacks ici voudraient un trésor... ici tout le monde cherche ça pour partir. C'est pour ça qu'on l'appelle trésor. Parce que c'est un trésor, tout le monde le veut. Nous on est là pour passer [en Europe], ce n'est pas pour se tuer mais pour aller en Europe », me lança Oumar ; et il ajouta : « Écoute, je veux aller en Europe ou faire mon business ici. Mais je veux le faire bien. Pas pour dire que je fais le business mais pour gagner mon argent. Les zodiacs c'est un bon business, mec. Avec ça je peux gagner de l'argent. Tu les achètes dans un magasin à 180 euros et tu les revends ici à 5000 dirhams... à 5500 même. Tous les Africains ici veulent un trésor. Tu les vois qu'ils sont là, qu'ils galèrent et qu'ils veulent voyager. Maintenant ici il y en a pas, on en trouve pas... on ne les vend pas dans les magasins parce qu'ils savent que les Africains vont les prendre pour aller en Espagne. Même à Rabat ou à Casablanca on ne les trouve pas... tout le monde sait que si c'est un Africain qui achète c'est pour aller en Espagne. Ici c'est le business de Tangui. Il achète à des policiers de vieux zodiacs... les policiers quand ils attrapent des blacks dans l'eau, les amènent au commissariat et percent le zodiac et le jettent. Tu comprends ? C'est ça que Tangui achète. Il y a un Marocain dans la médina qui revend ça, avec de vieux gilets. C'est avec lui qu'il [Tangui] achète les vieux zodiacs. On les répare et on les revend aux blacks. Ou alors s'il sait qu'il y a un Marocain qui vend un zodiac il parle avec lui et il lui dit « écoute, il y a 5 Africains qui veulent un zodiac, tu le vends à combien ? ». Si le Marocain dit 3500 dirhams, il part chez les Africains et leur dit que c'est 4000 ou 4500 dirhams. S'ils acceptent il prend les 4500 dirhams et il donne les 3500 au Marocain : le reste c'est pour lui. Et ça avec des zodiacs qui sont vieux. Lui, il a ses clients, avec des zodiacs neufs, bien emballés dans les cartons, on peut les vendre à 5000 dirhams. Si on ajoute les rames et la petite pompe on demande 5500 dirhams. Tangui connaît des gens qui achètent, il peut vendre ça daba-dabass, vite fait ». Je ne voulais pas accepter. Se rendre à Ceuta sans voiture me paraissait compliqué, et acheter des bateaux gonflables en février encore plus. Encore plus je sentais l'angoisse d'avoir à justifier cela du point de vue morale, légale et déontologique. Était-il légitime et morale d'aider des migrants à réaliser leur objectif en leur fournissant des bateaux gonflables qu'ils allaient utiliser pour traverser le détroit de Gibraltar en mettant ainsi en danger leurs vies. Était-ce légal ? Jusqu'à quel point pouvais-je m'engager dans les faits que

85En darija l'expression daba-daba signifie « tout de suite » ou « maintenant ».

j'étudiais ? « Ecoute... écoute, tu pars à Ceuta, t'achètes ça pour nous... tu pars avec l'argent de ma mère, ok ? T'achètes pour nous à 160, 170 euros et tu nous ramènes ça ici. On vend ici à 5000, 5500 dirhams et tu gardes 1000 dirhams pour toi. Je veux que tu gagnes ton intérêt aussi. Tu peux aller une fois par semaine et tu trouves ton intérêt ou bien tu y vas en voiture et t'achètes 3 ou 4 zodiacs et tu les mets dans le coffre ». [Journal de terrain et reconstruction d'entretien, 10 février 2013]

Des milliers de migrants subsahariens arrivent à Tanger tous les ans. Certains viennent visiter des amis, d'autres y chercher un travail, d'autres encore veulent visiter la ville, d'autres viennent pour vendre ou acheter des produits, pour réaliser des affaires, pour chercher des business, pour récupérer des voitures ou des camions au port de Tanger Med. D'autres encore arrivent en ville avec l'objectif d'entrer illégalement en Espagne. Parmi ceux-ci certains ont des contacts et sont déjà inclus dans un *convoi* ; ils logent pendant quelques nuits dans un appartement et partent le moment venu ; d'autres cherchent des solutions sur place. Certains migrants décident, à un moment donné et pour des raisons diverses (échecs professionnels, perte d'espoir quant à leurs possibilités au Maroc) ou grâce à des suggestions et à des opportunités inattendues, de « tenter leur chance » et essayer de franchir la frontière espagnole. Autour de cette mobilité s'organise une vaste économie de la mobilité et de la débrouille. Cette économie est alimentée par les migrants au service d'autres migrants ; en effet ces self-made-migrants proposent à d'autres voyageurs de la mobilité subalterne les services qui ne sont pas prévus par les acteurs officiels de l'économie légale de la mobilité privilégiée, qui n'existent pas et/ou qui sont illégaux, ou auxquels ils ne peuvent pas y accéder faute de moyens et de ressources économiques. Ainsi, à Tanger, Tangui gagne une partie de ses revenus mensuels en fournissant à des migrants qui veulent franchir le Déroit de Gibraltar le matériel pour le faire. Il leur trouve des zodiacs, des rames, des pompes, des gilets et tout autre outil nécessaire. Pour ce faire, il mobilise ses compétences migratoires : il parle le *darija*, l'anglais et le français ; il connaît bien « le terrain » car il habite à Tanger depuis deux ans ; en outre, il dispose d'un vaste réseau de contacts autochtones et étrangers : il connaît, en effet, des dizaines de migrants camerounais qui arrivent en ville pour franchir le Déroit et qui s'installent à Boukhalef, mais il est aussi en relation avec des pêcheurs et des policiers qui lui vendent le matériel pour la traversée. Grâce à son travail de négociation il trouve et vend à ces migrants les outils avec lesquels ils peuvent essayer de parvenir à leur objectif (entrer en Espagne) et en tire profit. Avec Oumar, en disposant d'un capital économique, d'une relation stratégique qui leur permet d'obtenir des produits rares ou

introuvables (moi dans ce cas qui, grâce à mon passeport, je peux me rendre à Ceuta) et d'un vaste réseau de clients il compte développer ce business : le profit peut être considérable et tout le monde y trouvera son compte : d'une part, les migrants voulant entrer en Espagne auront les moyens pour le faire : un matériel de bonne qualité et complet ; d'autre part, lui et Oumar pourront repenser leur parcours et leurs objectifs, fixer de nouvelles priorités, décider de s'établir sur place et obtenir, grâce à cette activité, un bon capital qu'ils pourront ensuite investir autrement, pour partir vers une nouvelle destination ou planifier des activités dans leurs pays d'origine. Pour Tanguï, il s'agit donc de fournir à des migrants de la mobilité subalterne les services et les outils qu'ils ne trouvent pas ou auxquels ils ne peuvent pas accéder par manque de ressources et de faciliter ainsi leur mobilité. Avec cette activité d'intermédiaire Tanguï se débrouillait tant bien que mal à Tanger. Parfois, après une belle affaire, il célébrait en achetant une bouteille de whisky qu'il offrait à ses amis. Cependant, ce business restait très aléatoire car, pendant de longues périodes, les affaires ne marchaient pas, ou alors des projets s'écroulaient à la dernière minute à cause de la disparition d'un client ou d'un vendeur, du manque d'argent de l'acheteur ou d'autres problèmes liés à l'organisation des convois. Tanguï devait alors cumuler ses revenus et les gérer, en fixant les dépenses prioritaires. Il associait en outre les revenus de cette activité avec d'autres d'origine diverse : il composait ainsi un budget mensuel qui lui permettait de survivre mais non de faire des économies durables.

Les convois de John.

John est dans le *business* de la migration depuis qu'il est arrivé à Tanger en 2012. Je l'avais connu sur un parking en face de l'université la nuit où j'avais accompagné Oumar et je m'étais présenté comme garant pour le paiement de son voyage. Deux jours plus tard, un dimanche après-midi, nous nous rencontrâmes à nouveau. Je lui avais donné rendez-vous dans un café élégant du centre-ville situé au premier étage d'un immeuble en face de la *place des Paresseux* ; le décor intérieur était composé de rideaux rouges aux fenêtres, moulures au plafond, nappes blanches sur les tables dans une sorte de déclinaison tangéroise, contemporaine et bon-marché du baroque européen. La clientèle était issue des couches aisées de la population ; le dimanche après-midi le café était rempli de familles, jeunes couples, groupes d'amis et d'hommes. J'avais choisi ce café car cette rencontre m'intimidait : j'étais au Maroc et j'allais payer au comptant un passeur pour le

voyage illégal d'un ami ; je craignais ses réactions et son attitude. En le sortant de son monde, des quartiers populaires, des cafés populaires de la médina et en le situant dans un espace qui lui était étranger, je pensais pouvoir, en quelque sorte, le désorienter et avoir un contrôle majeur sur la situation. Dans la grande salle du café John était le seul subsaharien ; il semblait se faire tout petit en baissant la tête et en enfonçant le cou entre les épaules. Nous commandâmes un thé et un coca : John gardait son bonnet vissé sur la tête en cachant ses yeux. Il était très aimable et discret : il parlait lentement en écorchant les mots entre les dents : « donc ton gars est rentré... » il me lança : « oui, il m'a appelé ce matin, vers 7h, il était dans le bateau de la Croix Rouge » je lui répondis en glissant une enveloppe contenant les 8000 dirhams convenus pour le voyage d'Oumar ; « tu peux vérifier... » je lui dis, « non, je te fais confiance » il me rétorqua en enfonçant l'enveloppe dans la poche interne de son blouson. À partir de ce jour notre relation se fit de plus en plus étroite. Le succès de *son convoi* lui avait permis d'obtenir respect et confiance de la part des anciens et des nouveaux migrants. Il était désormais une référence pour les migrants installés à Tanger et sa réputation de businessman et passeur sérieux et de succès le précédait.

Son parcours migratoire commence 5 ans plutôt quand il laisse la Gambie pour « chercher l'argent dehors »⁸⁶ avec l'ambition de construire un jour une ferme. Il passe une année environ en Mauritanie où il travaille dans le « bâtiment » : « tu sais, les Mauritaniens blancs ne sont pas comme les Marocains, ils ne travaillent pas... il y a beaucoup de travail pour les noirs... mais leur devise là ne vaut rien ». Une fois économisé l'argent nécessaire il se rend au Sénégal où il obtient le visa pour le Maroc. Arrivé à Casablanca il trouve très rapidement du travail au port ; il intègre l'équipage d'un bateau de pêche en valorisant facilement la formation maritime qu'il avait eu en Gambie. « À cette époque je pensais qu'il n'y a pas besoin d'aller en Europe et qu'au Maroc je peux faire ma vie »⁸⁷, m'avait-il expliqué lors d'une rencontre dans un café. Mais rapidement son jugement change : « mais les Marocains c'est des arnaqueurs, on part pêcher, on revient, on divise l'argent du poisson vendu, mais le salaire ils ne le payent pas... »⁸⁸. Après trois mois au port de Casablanca il décide alors d'abandonner et de rejoindre Tanger. À Tanger il loge dans un petit hôtel et il commence à connaître le « terrain », à se faire des contacts. Rapidement, il entame ses petits *business* en mettant en valeur sa capacité de médiation et de

⁸⁶C'était l'expression qu'il avait lui même utilisé lors d'une rencontre qu'on avait eu dans un café.

⁸⁷Reconstruction d'entretien informel : journal de terrain 18/11/2013.

⁸⁸Reconstruction d'entretien informel : journal de terrain 18/11/2013.

communication avec les différents groupes nationaux ou ethniques présents dans la ville mais aussi avec la population autochtone : John maîtrisait bien le mandinka, le wolof, le pular, le français, l'anglais et il se faisait comprendre en darija. Il pouvait donc communiquer avec des migrants anglophones et francophones, avec des individus issus de groupes ethniques et linguistiques différents, avec des étrangers européens et nord-américains et avec des partenaires marocains. Dans un premier temps il vend de la cocaïne :

« Mais ces business ne sont pas très rentables parce que les partenaires ne sont pas dignes de confiance... un jour un Africain vient me voir et me dit qu'un ami, un Américain, veut acheter 10 grammes. Ça fait un truc de 4000 dirhams, 400 dollars quoi...donc je lui donne le produit et il s'en va. Il revient avec 300 dollars, mais c'étaient de faux billets. Il m'a dit que l'Américain ne pouvait pas payer plus que ça... nous sommes partis à la boutique pour changer l'argent et c'étaient des faux ». [Reconstruction d'entretien informel : journal de terrain 18/11/2013]

En décembre 2012 il s'associe à deux passeurs camerounais afin d'organiser un *convoi* : ils achètent un zodiac avec un moteur et négocient avec la marine royale : le 17 mars 2013 32 personnes sont secourues par la Croix Rouge espagnole au large des côtes andalouses⁸⁹. Ce succès lui permet de se faire connaître et gagner l'estime des migrants installés à Tanger au point qu'une dizaine de personnes achètent leur place dans le deuxième convois avant qu'il ait commencé à l'organiser en lui payant leur quota. Rapidement John se lance dans l'organisation d'un deuxième convoi mais les difficultés se multiplient : la police confisque les trois moteurs qu'il avait cachés dans son immeuble, certains des passagers qui lui avaient avancé l'argent pour payer leur place le réclament et, en outre, il se rend compte que les partenaires avec lesquels il s'était engagé ne sont pas dignes de confiance :

« Un Marocain préfère l'argent qu'il voit, il préfère les 1000 dirhams d'aujourd'hui plus que les 5000 dirhams qui peuvent venir...il y en a un qui m'a bouffé 6000 dirhams, un qui sait où j'habite et moi je connais où il habite, il m'avait même invité chez lui. Il devait acheter pour moi des planches moteur chez un ami. Il est parti chez son ami : il lui a proposé deux produits, le bon et le pourri... le pourri coûtait la moitié. Il a parlé avec son ami et il a gardé la moitié de l'argent et il a acheté le matériel pourris...inutilisable... il m'a dit : « mon ami m'a dit que le matériel est le bon ». Alors moi j'ai dû parler avec son ami, un Marocain que je connais moi-aussi et il m'a donné

⁸⁹www.elpueblodeceuta.es/201303183201.html, date de consultation : 25/03/2013.

le bon matériel mais j'ai dû rajouter... ». [Reconstruction d'entretien informel : journal de terrain, 18/11/2013]

Après de longs mois d'organisation son deuxième convoi échouera en décembre 2013 car le *capitaine* qui avait été choisi pour conduire le zodiac s'est retiré à la dernière minute alors que les passagers et le « matériel » se trouvaient déjà sur la plage. Le succès du deuxième convoi lui était indispensable car ça lui aurait permis de gagner assez d'argent pour organiser un troisième convoi dans lequel il se serait embarqué lui-même avec sa femme et sa petite fille.

John vivait dans une chambre de 13 mètres carrés avec sa femme et sa petite fille : il y avait installé un lit, un canapé et une grande télévision. Le reste du mobilier se composait d'un petit réchaud à gaz, une petite table basse et une petite étagère en plastique. En octobre 2015 les médecins de l'hôpital Mohammed V lui diagnostiquèrent un cancer du foie. Gravement malade, il accepta l'aide de Caritas Tanger qui lui offre un ticket de transport pour rentrer en Gambie et passer ses derniers jours auprès de sa famille. Son voyage de retour se fera dans la solitude. Sa femme l'avait laissé quelques mois plus tôt et sa petite fille se trouvait en Espagne, prise en charge par une famille d'accueil après avoir été retrouvée seule, sans ses parents, sur un zodiac secouru dans le Détroit de Gibraltar par la Croix Rouge d'Algésiras⁹⁰.

Pendant son séjour à Tanger John devait trouver l'argent pour payer le loyer et faire vivre sa famille : son téléphone était un outil fondamental : il sonnait sans cesse de 7 heures du matin jusqu'à minuit et il lui permettait de rester en contact avec ses partenaires et ses clients et de trouver ainsi des affaires à exploiter. Il courait ainsi à travers la ville ; il rencontrait des acheteurs à Médina, de potentiels passagers à Boukhalef, des débiteurs à Misnana et des vendeurs dans l'ancien port ; il consacrait tout son temps à « gagner des marchés », à trouver des affaires dans lesquelles il pouvait s'insérer. À travers ses business John était en mesure de payer son loyer, la nourriture et les produits de première nécessité. Il avait toujours de l'argent sur lui : des billets de 200 dirhams (la plus grosse coupure) enroulés et planqués dans ses chaussettes ou dans la poche interne de son blouson. Il

90 https://politica.elpais.com/politica/2014/08/12/actualidad/1407871294_561996.html [date de consultation : 14/08/2014]

<https://www.elperiodico.com/es/sociedad/20140813/bebe-pocos-meses-llega-solo-tarifa-patera-3448729> [date de consultation : 14/08/2014]

https://www.huffingtonpost.fr/2014/08/22/princesse-fatima-bebe-espagne_n_5698693.html [date de consultation : 23/08/2014]

devait cependant se « casser la tête »⁹¹ pour maîtriser les aléas, limiter les imprévus, régler les problèmes et les complications qui surgissaient dans tout business, avec tout partenaire et à tout moment ; « J'ai la tête qui chauffe », me disait-il : il devait éviter les interventions policières, empêcher les vols, protéger son matériel, se faire payer en totalité, insister, presser ses débiteurs mais aussi, à son tour, rembourser ses dettes, éviter ses crédateurs, prendre du temps, négocier, justifier ses retards.

Pour son business principal, l'organisation de son convoi, John doit cumuler un petit capital de départ qui lui permet d'acheter les premiers éléments ; grâce à la bonne réputation qu'il s'est forgé auparavant, certains passagers réservent leur place en payant à l'avance : ils sont constamment rassurés par John qui leur garantit un départ rapide : leur argent permettra d'acheter un zodiac mais aussi de payer une commission à l'intermédiaire qui permet l'échange ; ensuite il lui faudra cacher le matériel en payant une commission aux personnes qui acceptent de le garder chez eux : entre-temps il faut continuer à négocier avec les nouveaux et les anciens passagers : ces derniers peuvent réclamer un remboursement à cause du retard que le *convoi* commence à cumuler. Il faudra d'ailleurs trouver une *auto-mafia* (à savoir une fourgonnette qui pourra amener les voyageurs jusqu'à la plage) et un chauffeur et, ici aussi, payer des commissions aux intermédiaires. Il faudra ensuite négocier avec les policiers et la marine royale en payant encore une fois des commissions. Ainsi, dans ce business, les transactions se multiplient, le temps se dilate et les risques augmentent de manière proportionnelle. On est face à des échanges dans lesquels l'argent est rare, les risques élevés et les intermédiaires nombreux ; en outre les échanges se font souvent sur des dettes et des crédits à la parole. Ainsi dans cette économie de la mobilité et de la débrouille John était dans l'incapacité de se constituer de véritables épargnes ; bien que très attentif, bon négociateur et excellent gérant de ses ressources il devait constamment faire face aux aléas et aux imprévus qui pouvaient compromettre en un instant des mois de travail : après une organisation méticuleuse de plusieurs mois comprenant l'achat des matériels, la négociation avec les forces de l'ordre, la gestion des passagers et de leurs paiements, son dernier convoi avait échoué car le capitaine qui devait conduire le zodiac s'était désisté à la dernière minute.

En conclusion, pour « trouver l'argent » qui lui permettrait de survivre avec sa famille, John devait constamment bouger, trouver de « nouveaux marchés », de nouveaux clients, mais en même temps payer le matériel, les dettes ou essayer de récupérer l'argent de ses

⁹¹John utilisait l'expression « se casser la tête » pour indiquer les efforts émotionnels et psychiques qu'il devait endurer pour réaliser ses business et trouver l'argent pour aller de l'avant.

créditeurs. On est donc là dans une économie de la mobilité et de la débrouille caractérisée par la rareté de l'argent, la multiplication des intermédiaires (nous le verrons par la suite) et la microcirculation de petits capitaux dont chacun essaye de prendre son petit morceau en découpant le plus possible la part d'autrui. Dans ces flux de micro-capitaux John devait grignoter son bénéfice en recevant l'argent de ses voyageurs, en payant les créditeurs, les vendeurs et les intermédiaires. Avec John et Tanguy, nous nous trouvons dans le cadre d'une économie de la débrouille et de la pauvreté réalisée *par* des migrants de la mobilité subalterne *pour* des migrants de la mobilité subalterne : or, comme l'a montré Pian (Pian, 2009, 2010), contrairement à l'image diffusée par les médias, ces passeurs ne sont pas des individus appartenant à des organisations mafieuses structurées et puissantes et contrôlant les voyages clandestins en direction de l'Europe : au contraire ils sont des migrants ayant acquis un *savoir-circuler* et des *compétences relationnelles* et qui, pendant des périodes limitées, se consacrent à ces *business*. On est là dans une économie des petites sommes et des grandes « prises de têtes », de quelques centaines d'euros et d'une incertitude infinie. Le « business des zodiacs » pouvait certes rapporter de l'argent ; cependant ces gains étaient toujours incertains, précaires, volatils. Ces transactions économiques construites autour de cette mobilité subalterne permettaient à John et aux autres passeurs de survivre, de cumuler quelques centaines d'euros pour relancer leurs projets ou leur trajectoire mais elles ne fournissaient aucunement le capital nécessaire pour sortir de l'économie de la débrouille et de la pauvreté, de s'en tirer définitivement et financer d'autres projets dans le cadre de l'économie régulière.

Les business des faux passeurs.

Dans cette économie de la mobilité de nombreux acteurs se définissent comme des *businessmen* : ces individus organisent des *affaires* qui leur permettent de faire des bénéfices en grignotant des portions de capitaux en circulation. Les fournisseurs de nouveaux capitaux sont les nouveaux migrants qui ayant entamé leur voyage disposent d'économies intactes et manquent de compétences migratoires. C'est parmi ces migrants que certains businessmen font leurs affaires. Les migrants récemment arrivés à Tanger avec l'objectif d'entrer illégalement en Europe sont leur cible privilégiée. Au mois de novembre 2013 je partageais mon appartement avec Ibrahima. À cette époque il travaillait en tant que serveur dans un restaurant qui sert une clientèle aisée. Il passait toute sa journée au restaurant mais le salaire commençait à être tout à fait respectable : après une

période d'essais tourmentée et de négociations tendues il touchait 4000 dirhams par mois : ce salaire lui permettait de payer 600 dirhams de loyer, de s'acheter de nouveaux vêtements et d'offrir les anciens, d'alimenter son compte d'épargne tari au moment où il avait abandonné son travail de serveur à Casablanca. Un soir, en rentrant à la maison, Ibrahima me décrit un épisode qui s'était produit pendant sa pause-déjeuner : il traversait la place du grand Socco quand il avait été interpellé par un Guinéen, un homme grand d'une trentaine d'années, costaud et avec des rastas :

« J'étais au Socco et un grand rasta m'a parlé... c'est un Guinéen, grand, un mec costaud. Il m'a dit « petit, tu veux voyager ? », il m'a demandé si je suis là pour l'Europe... il m'a dit qu'il fait passer les gens. Il a dit qu'il travaille avec des Marocains et qu'ils t'amènent avec une moto d'eau... ils t'amènent jusqu'à Ceuta. Il m'a dit : « c'est sûr ». Il va me donner aussi la combinaison pour l'eau. Je lui ai dit « je veux aller en Europe... je paye combien ? ». Il me dit « il faut 350 euros... et tu voyages ». C'est un imbécile, il pense que je viens d'arriver, que je ne connais rien, c'est un arnaqueur... je connais Tanger plus que lui. Je connais le Maroc plus que lui, comment qu'il peut me faire aller en Europe celui-là ? Il arnaque les gens... il prend l'argent et il part avec, ou bien il te dit que les Marocains l'ont trahi et blablabla. Je connais ces choses mieux que lui ». [Reconstruction d'un échange informel, Journal de terrain : 14/11/2013]

À la même époque je suivais l'organisation d'un convoi : les passeurs étaient un Malien qui s'appelait Tidjan, et un Guinéen rasta, grand et costaud, exactement la même personne qu'Ibrahima avait croisé au Grand Socco. J'avais rencontré Tidjan grâce à Mohammed, un Guinéen qui habitait dans la *maison des Guinéens* dans la Kasbah et qui voulait participer au convoi ; il m'avait demandé de rencontrer Tidjan et de me présenter comme son garant. J'avais donc demandé à Mohammed de fixer un rendez-vous avec Tidjan afin de le connaître et l'examiner. Ainsi j'ai décrit l'épisode dans mon journal de terrain :

« Le dimanche je suis descendu au café des clochards⁹² où j'avais été convoqué par Mohammed. Tidjan est souriant. Disponible. Peut-être un peu tendu. Il n'hésite pas à me parler. Il me dit qu'il réside à Tanger depuis longtemps et qu'il « a fait passer plusieurs personnes » et qu'il « a aidé beaucoup de frères ». Il me précise les détails de l'affaire : le départ est prévu dans la nuit entre jeudi et vendredi d'une plage à 7 km de Tanger-Med

⁹²Un café populaire situé dans la médina de Tanger. Il était appelé ainsi par les migrants que je rencontrais car au fond du café quelques dizaines de mendiants marocains avaient l'habitude de s'installer et fumer du haschisch.

à bord d'un zodiac moteur de 4 mètres. Il cherche entre 12 et 14 personnes. Il veut que « ça file un peu ». Lui même participera au voyage. Il m'explique qu'il va falloir acheter un gilet pour 250 dirhams et payer « l'auto-mafia »⁹³ (500 dirhams par personne). Il n'y aura pas besoin de la protection contre l'eau froide : « il faudra travailler un peu avant de partir », c'est à dire « qu'on va se chauffer en déposant le matériel, en le gonflant et en ramant avant de démarrer le moteur ». Quand je dis que, d'après mes informations, les plages près de Tanger sont très surveillées et qu'il n'est pas très facile de partir d'ici, Tidjan me dit que pour lui ce n'est pas un problème. Avant il partait de Tanger, maintenant il a choisi de partir de Tanger-Med d'où la traversé est plus facile.

Dans le périmètre marqué par le petit-Socco et les deux cafés (café américain et café des clochards) l'activité est frénétique. Les gens échangent des informations et se consultent. On se cherche et on se suit. Les portables sonnent. Des groupes de personnes se forment et se défont dans les coins et dans les ruelles secondaires. [Journal de terrain : 26/11/2013]

Le convoi de Tidjan n'est jamais parti. J'ai ensuite su que les deux organisateurs avaient auparavant écopé de quelques mois de prison pour avoir volé de l'argent à des migrants à qui ils avaient promis de les faire entrer en Europe en les cachant dans une voiture qui aurait traversé la frontière espagnole à Ceuta. Quelques semaines plus tard il n'y avait plus trace de Tidjan en ville. J'ai interrogé les migrants de la médina à son sujet : certains ne l'avaient jamais connu, pour d'autres, les plus anciens, il était un arnaqueur qui « bouffe l'argent des gens ». Le grand Guinéen costaud avec des rastas, restait à Tanger et continuait à proposer ses business.

Comme eux, des dizaines de migrants qui se définissaient comme « businessmen » vivaient de ces suggestions. Matar, un Sénégalais de 24 ans, décrit ainsi dans son journal intime le moment où il s'aperçoit qu'il a été arnaqué par un faux passeur qui lui avait promis de le faire entrer en Espagne :

« À Casa, avec Awa, [j'avais] une vie paisible, tranquille et j'étais à l'abri des petits besoins. Je ne payais ni le loyer, ni la nourriture, ni l'eau et l'électricité, ni même mes cigarettes, c'est elle qui me les payait, mais pour moi c'était pas la vie que je voulais avoir. [...] Beaucoup d'étrangers aimeraient avoir une vie pareille, surtout avec une fille comme Awa qui dépense sans compter,

⁹³Le terme « automafia » indique la voiture et la fourgonnette qui transporte les migrants de leur lieu de rendez-vous en ville à la plage d'où est prévu le départ de leur *convoi*.

fringues, portables, enfin tout ce qu'un homme riche peut avoir. Elle m'offrait plein de cadeaux, les uns plus chers que les autres, et on me prenait pour quelqu'un en vacance au Maroc à chaque fois que je sortais pour aller quelque part. J'ai presque visité tout le pays avec elle, [...] on logeait dans les hôtels les plus chers, voire même parfois 500 euros pour deux nuits. Mais ce n'était pas vraiment ma vie à moi, du moins pour le moment car ça faisait 6 mois que j'avais quitté le Sénégal. Elle était très attentionnée, gentille, mais très possessive, aussi enfin j'aurais rien gagné en restant à côté d'elle, sauf peut-être, savourer les bonnes choses de la vie et moi j'aspirais à autre chose de meilleur, de digne. Je savais bien que ça n'allait pas être facile de continuer sans elle mais j'étais sûr de pouvoir y arriver car j'avais la volonté de réussir ma vie. [...] J'ai décidé que je voulais aller en Europe. Depuis lors, j'ai maintes fois tenté d'aller à Tarifa et à chaque fois cela s'est soldé par un échec. J'ai fait quatre tentatives qui m'ont coûté 550 euro et sans compter les efforts physiques à faire juste pour atteindre la mer à l'aide d'un guide qui est aussi rémunéré. [...] Ma première tentative a eu lieu au début du mois de juillet 2013. Je vivais toujours avec Awa. C'est un Sénégalais du nom de Ibou que j'ai connu à Casa deux mois après que je suis arrivé au Maroc, lui est marchand de téléphones portables et après il est venu s'installer à Tanger et c'est là qu'il a connu certains convoyeurs, c'est-à-dire des organisateurs de voyages clandestins vers l'Espagne sur des zodiacs. Donc on se rencontrait souvent sur un marché à Casa qui s'appelle Ba-Marrakech et beaucoup de noirs africains ont leurs boutiques là-bas, surtout des Sénégalais. Plus on se rencontrait là-bas 2 ou 3 fois par mois, plus il me parlait de la vie à Tanger et surtout des voyages clandestins qu'il organisait avec ses voisins. Lui il s'y connaissait pas beaucoup, mais il leur trouvait des clients et il gagnait un pourcentage sûrement et c'est comme ça qu'il m'a convaincu de tenter ma chance à bord d'un zodiac, avec une cotisation de 250 euros non remboursables en cas d'échec. Il m'a fallu 10 jours pour réunir la somme de 250 euros et je ne pouvais rien dire à Awa car c'était hors de question pour elle que je sois loin d'elle [...]. Donc, il fallait trouver des astuces pour la convaincre à me prêter 300 euros : à chaque fois que je lui proposais de me prêter de l'argent elle se fâchait. [...] J'ai pu avoir les 300 euros en lui disant que ma mère était gravement malade et que je devais lui envoyer de l'argent. Il fallait aussi trouver un prétexte pour m'absenter pendant quelques jours de Casa car ces voyages clandestins ne se font qu'à Tanger. Pour cela je lui ai dit qu'un ami qui venait d'entrer au Maroc de l'Espagne par bateau avait besoin de moi pour conduire une voiture jusqu'à la frontière avec la Mauritanie. [...] J'ai appelé Ibou pour lui dire que les 250 euros étaient disponibles et en même temps lui dire que je ne pouvais pas rester à Tanger plus de 2 jours. Je devais quitter Casa samedi car Ibou m'avait programmé dans un voyage pour le lendemain. Je suis arrivé à Tanger en début de soirée du samedi. Il était 20 h quand j'ai débarqué à Tanger avec un immense espoir d'aller en Europe et de pouvoir bien gagner ma vie. J'étais enfin chez Ibou, c'est un appartement de 2 pièces plus cuisine et toilette et on était plus d'une quinzaine dans l'appartement. La nuit on s'entassait comme des sardines, c'était vraiment le contraire de la vie que j'avais avec Awa. J'ai pas eu de difficultés à l'accepter parce que j'allais tenter ma chance le lendemain mais surtout parce que j'avais beaucoup d'espoir. Le lendemain après-midi les

convoyeurs sont venus pour expliquer ce qu'on devait faire et ils ont pris l'argent de ceux qui n'avaient pas payé. J'ai donné les 250 euros parce que je voulais voyager cette nuit. Ils ont dit qu'ils allaient payer l'auto-mafia qui est la voiture qui allait nous amener à la plage. Nous devons nous tenir prêts à partir de 21 heures. Nous avons passé l'après-midi chez Ibou pressés comme des sardines. À 21 h les convoyeurs n'étaient pas de retour. Ibou a commencé à les appeler mais les téléphones sonnaient à vide. J'ai commencé à perdre l'espoir. J'étais très déçu parce que je savais que mon rêve était en train de se briser. Les convoyeurs sont partis avec l'argent de tout le monde, ils avaient au moins 2000 euros. Certains ont menacé Ibou pour avoir volé leur argent et disaient qu'ils les avaient volés et que c'était une arnaque. Mais Ibou n'y pouvait rien, il n'était pas l'organisateur. Le lendemain je suis rentré à Casa avec les 50 euros qui me restaient. [Journal intime de Matar, 3 septembre 2013]

Au sein de cette économie de la mobilité de nombreux self-made-migrants deviennent des faux passeurs ; leur *business* consiste à faire croire à leurs victimes de pouvoir les faire entrer en Espagne. Il s'agit pour ces faux passeurs de créer des situations vraisemblables mais qui existent uniquement en tant que discours ; ils doivent ensuite « jouer le jeu », alimenter la fiction par le discours, chercher des voyageurs, les inciter à faire vite, les rassurer, leur donner des précisions et des garanties, leur indiquer d'où partira le convoi, leur préciser les détails et leur dire que « ça va filer », que le zodiac traversera rapidement le Détroit. Leur *business* consiste à faire croire à leurs victimes/clients à des suggestions entretenues et alimentées par le discours et en obtenant par là leur confiance. Comme me l'avait dit un businessman « il faut savoir parler, dire des mots doux », séduire et savoir convaincre par la parole. Pour se rendre crédibles ces faux passeurs fondent leurs récits sur une connaissance profonde de la mobilité subalterne et des voyages illégaux en direction de l'Espagne : ils utilisent les jargons et les registres rhétoriques des passeurs avec lesquels ils ont souvent des relations et qu'ils côtoient dans les cafés et dans les bars. Ils ancrent leur discours dans l'expérience de la mobilité subalterne et s'appuient sur des complices qui témoignent de la véracité de leurs propos. Ici, aussi, pour réussir ce business, ces faux passeurs doivent mobiliser toute leur connaissance de la mobilité subalterne afin de convaincre et séduire les nouveaux migrants. Cette connaissance est le produit de leur expérience personnelle de l'errance. Les nouveaux migrants, inexperts, sont les premiers à croire aux suggestions mobilisées par les faux passeurs et à y adhérer. Ce faisant, ils se font « bouffer leur argent », ils perdent toutes (ou une partie) leurs économies et font le bonheur temporaire de ces faux passeurs, experts dans la création d'illusions par des paroles charmeuses. Ces faux passeurs deviennent ainsi des figures importantes de la mobilité subalterne et marquent

l'expérience de milliers de migrants ; en même temps leur activité représente un business qui leur permet de gagner de l'argent et aller de l'avant. Ces business sont souvent liés à d'autres affaires qui, comme nous le verrons, s'apparentent à l'escroquerie et au vol.

Les convois d'Antitero.

Antitero devait son surnom au fait qu'à l'époque où il se trouvait en Algérie, il s'était présenté dans un café d'Alger habillé complètement en noir : lunettes noires, maillot noir, pantalon noir et bottes noirs ; une ceinture noire marquait sa taille et lui donnait un aspect martial : ses compatriotes camerounais qui l'attendaient dans le café se sont moqués de lui : « on a commencé à l'appeler Antitero parce qu'il ressemblait aux militaires de l'antiterrorisme algériens, ils sont habillés en noir, on les appelle les ninjas... on lui a dit : « t'es devenu un militaire maintenant ? » », m'avait confié Tanguy qui l'avait connu à cette époque. Antitero avait une quarantaine d'années, était trapu et costaud. Il était « sorti » de Yaoundé en 2008. Depuis lors il errait entre l'Algérie et le Maroc : il avait vécu à Tanger en 2009 et avec des compagnons il avait réussi à entrer illégalement à Ceuta. Quelques mois plus tard il avait été rapatrié au Cameroun. Il avait décidé alors de reprendre la route et de revenir au Maroc. Au moment de notre rencontre il se définissait comme un *convoyeur* : son *business* consistait dans l'organisation de *convois* à destination des campements informels, des plages andalouses ou des grillages de Ceuta et Melilla. Je l'ai rencontré dans la chambre d'Oumar où il allait passer la nuit ; il était assis sur un petit tabouret en plastique et débattait énergiquement avec son hôte et le Guinéen Diallo qui était passé leur rendre visite :

- Nous [les Camerounais] avons quitté Fez et Nador et nous sommes venus ici pour frapper et beaucoup ont eu la chance de traverser [...], 500 Camerounais sont entrés en Europe entre septembre et octobre.

- Tu dis quoi ? lui rétorqua Oumar, ne dis pas ce que tu ne connais pas. [...]

- Nous avons notre politique à nous... on va pas se mettre devant tout le monde pour le dire ; on est passé plus que les Sénégalais.

- Non, non, ils viennent de venir les Camerounais, et pourtant vous êtes venus et la mer s'est fâchée, tous les convois qui ont frappé ici en août et septembre, eux tous sont morts, tu ne peux pas me dire que 500 Camerounais sont entrés [en Espagne], cesse de raconter ce que tu ne connais pas.

- Ils sont tous en train de passer, tu ne connais pas ce qui se passe dans le milieu des Camerounais, ferme ta bouche !

- Tu sais, les gens [les migrants] viennent ici et je leur montre la route [pour se rendre dans les campements informels dans les forêts près de Ceuta], et tu dis que je ne connais rien ? J'ai montré à combien de Camerounais la route ici pour qu'ils passent ? Tu dis que je ne connais rien...

- Arrête, qui c'est qui est plus ancien au Maroc que moi ? Je suis passé ici à Tanger en 2009, tu n'étais pas encore au Maroc, j'arrivais, je prenais mon solde et j'allais avec une voiture à Cassiaco... J'ai traversé dans cette mer pour aller en Europe moi hein... j'ai traversé cette même mer, et tu dis que je ne connais pas ? [Retranscription d'un enregistrement informel ; journal de terrain : 14/12/2012]

Antitero était arrivé à Tanger quelques heures auparavant avec ses clients ; il avait prévu de passer la nuit dans la chambre d'Oumar et Tanguï. Le lendemain il aurait accompagné ses clients « en forêt », dans les campements informels, près de Ceuta ; entre-temps ils logeaient en échange d'une somme d'argent chez des amis et des partenaires d'Antitéro : pour chaque transaction Antitero prenait sa part : les deux clients qui passaient la nuit dans le Riad où vivait Karim payaient 300 dirhams : Antitero négociait avec Karim : il lui avait apporté des clients et il voulait 150 dirhams. Tout avait commencé 2 ans plutôt : Antitero venait de se faire rapatrier au Cameroun après être entré en Espagne illégalement en passant par le Maroc : 20 jours plus tard il décide de repartir : en sillonnant le quartier il rassemble une petite brigade d'une dizaine de jeunes :

« J'ai pris 10 enfants du quartier et on est partis ; j'ai dit « on sort, je vous montre la route » », ça nous a pris 14 jours pour arriver au Maroc et après directement en forêt [...]. Quand on est entré à Oujda on a pris le bus, directement pour Fez, on est sortis de Fez pour se laver, changer les habits, on a pris un bus, Fez-Tetouan-Fnideq, on est arrivé en forêt et on a construit une petite tente, une fois là-bas j'ai dit « bon inshallah, je dois partir », et je suis parti à Rabat... mais je ne suis pas trop mécontent de ma déportation hein, ça m'a donné un peu de recharge du pays et j'ai pu grossir ma femme avant de ressortir ». [Retranscription d'un enregistrement informel ; journal de terrain : 14/12/2012]

En rassemblant sa petite brigade dans son quartier de Yaoundé, Antitero avait négocié un accord avec ses compagnons : il leur « montrait la route » et ils payaient son voyage. Quelques semaines plus tard il avait réussi sa mission en conduisant ses compagnons

jusqu'à Fnideq⁹⁴ ; en revanche, ces derniers lui avaient payé le voyage : du Cameroun au Maroc, en passant par le Nigeria, le Niger et l'Algérie, ils lui avaient payé les transports, la nourriture et le logement. Antitero était ainsi devenu un guide et depuis ce moment il s'octroie les galons de *convoyeur* : non seulement il guidait ses clients jusqu'aux campements informels près de Ceuta et de Melilla mais il organisait aussi ses propres convois : il cherchait des clients à Rabat, il leur disait qu'il pouvait « les envoyer en Europe » et qu'il « avait déjà aidé beaucoup de frères » ; il contactait ensuite ses amis installés à Tanger et dans les campements informels : quand quelqu'un l'informait qu'un assaut massif était prévu alors il rassemblait à Rabat ses clients, leur disait qu'un assaut massif se préparait à Ceuta ou à Melilla et qu'il pouvait les conduire sur place : il négociait le prix avec chacun de ses passagers : si un ami à Tanger l'informait qu'il disposait d'un zodiac, il pouvait alors trouver à Rabat des personnes qui voulaient traverser le Détroit : il négociait avec celles-ci le prix et en tirait son bénéfice. Il reliait ainsi Rabat, Tanger, Fnideq, Fez, Nador et Oujda et il tirait son profit de sa capacité à faire circuler des personnes entre ces destinations. À Tanger il contactait les partenaires qui disposaient de chambres afin de loger ses clients ; il négociait avec eux le prix et prenait son intérêt. Avec ces activités Antitero gagnait l'argent qui lui permettait de vivre au Maroc : de business en business, de « marché en marché », il tirait l'argent qui lui permettait de payer son loyer, de se nourrir, d'acheter son crédit téléphonique, d'appeler sa femme et de lui envoyer de temps en temps de l'argent. Cependant, ces gains restaient extrêmement aléatoires : les clients pouvaient réclamer leur argent après un échec, ou ne pas payer, ou lui faire une mauvaise réputation auprès des autres migrants : toute transaction était sujette à négociation et à chaque étape de la négociation des problèmes pouvaient surgir : quelqu'un pouvait se désister, ou changer son offre ou ne pas accepter celle d'Antitero ou encore finalement ne pas se présenter à un rendez-vous. Ainsi, Antitero devait se débrouiller au jour le jour en s'engageant dans des activités frénétiques à travers des va-et-vient entre Tanger, Casablanca, Rabat et Fnideq.

Tout comme Antitero ou John, les passeurs et les convoyeurs ainsi que les faux passeurs rencontrés au Maroc sont des migrants partis dans l'espoir de « chercher leur vie », de trouver des opportunités à l'étranger et qui, grâce leur expérience, ont appris les formes et les codes de la mobilité subalterne ; en outre, grâce à leur expérience ils connaissent « le terrain » : ils ont une bonne maîtrise des villes, des modalités de circulation et d'installation et des sociabilités qui s'y produisent ; ils ont aussi des partenaires (autochtones ou

⁹⁴Fnideq est un village marocain situé à 4 kilomètres de la frontière de Ceuta.

étrangers) installés sur place avec lesquels ils élaborent des business. Ces self-made-migrants mettent leur savoir-circuler et leurs compétences migratoires au service d'autres migrants de la mobilité subalterne, contribuent à leur circulation dans l'espace national et sur des espaces transnationaux : ce faisant, ils tirent des bénéfices économiques qui constituent, de manière totale ou partielle, leurs revenus. Ces revenus, bien que précaires et aléatoires, leur permettent de survivre et de relancer leur projet migratoire. Leurs compétences migratoires et leur savoir-circuler deviennent donc un outil économique qui leur permet de survivre au jour le jour à travers l'organisation de vrais ou de faux convois et en faisant circuler des individus d'un lieu à un autre, d'une ville à une autre ou encore d'un pays à un autre. Tant bien que mal ces business leur permettent de continuer à alimenter leurs projets d'émancipation économique et sociale à travers la mobilité.

Les intermédiaires : Karim et Oumar.

De nombreux migrants comme John et Antitero gagnent leur argent en favorisant la mobilité légale et/ou illégale d'autres migrants plus inexperts et disposant d'un savoir-circuler mineur. Pour ce faire, ils s'appuient sur des migrants installés dans les villes et les campements informels qui deviennent leurs partenaires et les supports pour leurs activités. Ces individus sont des *intermédiaires* qui constituent des relais entre les voyageurs et le tissu urbain ; ils favorisent l'ancrage de ces circulations dans l'espace urbain, dans les quartiers périphériques et les campements informels. Pour les intermédiaires cette activité devient une activité économique grâce à laquelle ils tirent de petits profits qui peuvent constituer l'intégralité de leurs revenus mensuels ou les compléter. Ces intermédiaires sont eux-mêmes des migrants de la mobilité subalterne et offrent à d'autres migrants les services auxquels ils n'ont pas accès autrement. Grâce à leur activité ils contribuent par le bas à alimenter cette forme de circulation en la facilitant. Quand Antitero, par exemple, conduisait ses passagers à Tanger, il contactait Karim qui logeait dans un petit Riad appartenant à un retraité français qui passait uniquement quelques semaines par an à Tanger. Pierre (le retraité) permettait à Karim de vivre dans son Riad mais, en échange, ce dernier devait s'occuper de l'entretien et du ménage. Le Riad se composait de 4 étages : au rez-de-chaussée une chambre, au premier étage la salle de bain, au troisième un salon marocain et au quatrième la cuisine et la salle à manger : Karim, à l'insu de Pierre, hébergeait régulièrement des migrants de passage à Tanger pour « tenter leur chance » à Ceuta ou dans le Détroit mais aussi des migrants qui comptaient

y passer quelques jours afin de connaître la ville ou rencontrer des amis : Antitero le contactait quand il avait un *convoi* de passage ; ils négociaient les prix pour l'hébergement d'un ou plusieurs voyageurs. Karim louait le Riad pour tout type de diversions en le transformant en un espace dans lequel on pouvait tenir, dans une certaine discrétion, des festins et des rendez-vous intimes : ainsi de nombreux migrants organisaient leurs rendez-vous avec des prostituées ou des copines qu'ils souhaitaient séduire en lui payant une commission. Karim passait quelque nuits dans un hôtel ou chez des amis et laissait la maison libre. Il louait aussi son Riad à des migrants qui avaient besoin d'un logement pendant quelques jours : quand Oumar avait dû abandonner son appartement après une dispute violente avec son colocataire il avait demandé de l'aide à Karim en comptant sur leur amitié. Ce dernier l'avait hébergé gratuitement pendant 5 jours mais au sixième jour il lui avait demandé de payer. Karim offrait donc un service que les migrants de la mobilité subalterne ne trouvaient pas sur place ou auquel ils ne pouvaient pas accéder, faute de moyens économiques. Ainsi, il s'assurait tous les mois quelques centaines de dirhams qu'il intégrait à ses autres sources de revenus (travail de faux guide, aides de la part d'amis, etc.). Ainsi ce *business* était une ressource qui lui permettait de survivre au jour le jour dans une situation relativement commode, de sortir de l'urgence et d'augmenter ses revenus. En même temps cette activité permettait à de nombreux migrants de s'installer pendant quelques jours ou quelques semaines à Tanger, mais aussi d'organiser des rencontres intimes dans des conditions très convenables et en toute discrétion. Le Riad devenait un lieu de rencontre et permettait à Karim de renforcer sa position dans les cercles des migrants installés à Tanger : « maintenant on l'appelle le consul, il est devenu le consul des Guinéens à Tanger » m'avait dit de manière sarcastique Kamara, un ami guinéen.

Oumar, pour sa part, gagnait une partie de ses revenus en guidant des migrants vers les plages ou les campements informels. En effet, quand des voyageurs arrivaient à Tanger et voulaient atteindre les campements informels près de Ceuta, ils devaient s'adresser à quelqu'un qui pouvait les conduire. Oumar connaissait le chemin et demandait une commission de 100 dirhams pour chaque voyageur : « je leur montre la route et ils me donnent 100 dirhams chacun ». Il recevait souvent des voyageurs que lui envoyait Antitero de Rabat et qui passaient une nuit à Tanger (chez Karim ou chez d'autres partenaires) avant de partir en *forêt*. Oumar les rencontrait dans la Médina ou à la gare routière. Ils prenaient ensuite un taxi collectif en direction de Ceuta. Ils descendaient à Belyounech et continuaient à pied jusqu'aux campements informels. Sur la route il leur expliquait les règles et les codes de la vie dans les campements et leur indiquait, le cas

échéant, à qui s'adresser pour être accueilli. Oumar mettait donc ses compétences migratoires et son savoir-circuler au service des nouveaux voyageurs et il en tirait un profit économique. Ainsi en favorisant la mobilité subalterne de ces migrants il gagnait quelques centaines ou quelques milliers de dirhams qui lui permettaient de se dépanner et de continuer à chercher un moyen pour entrer en Espagne.

Les business de Diallo.

« Salut, tu ne m'as pas reconnu ? J'ai fait les rastas, je suis Diallo, l'ami d'Oumar... Prend mon numéro » ; j'avais rencontré Diallo quelques mois auparavant au cours d'une soirée chez Oumar et Tanguï. Je le croisais à nouveau près de la Grande Mosquée. Il avait 33 ans et il était arrivé au Maroc en 2008. À Tanger il partageait une chambre de 9 mètres carrés avec deux migrants au rez-de-chaussée d'une maison connue comme la *maison des Guinéens*.

Il m'avait donné rendez-vous dans un café branché où se croisent artistes, journalistes, étudiants et touristes. Il portait des jeans gris, un t-shirt blanc, une veste beige et une grosse bague au doigt. Élégant et décontracté, il souriait assis sur sa chaise : « je suis peul de Conakry comme Oumar, c'est pour ça qu'on s'est collé... », il avait débuté, « comment il va ? Il est où maintenant ? En France ? ». Diallo vivait depuis 5 ans au Maroc et il se déplaçait régulièrement entre Tanger et Rabat. Après quelques minutes je lui demande quelles sont ses activités au Maroc ; un peu surpris il me répond ainsi :

« Bha... j'ai mes business. Maintenant je suis en contact avec un groupe qui organise des fêtes de mariage. Quand ils ont besoin de quelqu'un ils m'appellent. Ils me donnent 100/150 dirhams par jour... j'installe et désinstalle les chorégraphies des fêtes. Ça fait de l'argent pour le loyer [...]. Mais ce que je fais maintenant c'est que j'ai loué un appartement à un ami marocain pour 3000 dirhams près de la station Rabat Agdal à Rabat...j'ai pris quatre locataires, des Africains que je connais et je sais qu'ils peuvent payer, un couple et deux gens : ils me donnent 1100 dirhams chacun ; le couple me donne 1600 dirhams. Je prends les 3800 dirhams qu'ils m'ont donné et je donne 3000 au propriétaire. Je garde les 800 dirhams pour moi, propre... Si je suis à Tanger je paye ma chambre 300 dirhams, nous sommes trois [dans la chambre]... moi, Sékou et Mohammed : nous payons 800 dirhams de location et les 100 dirhams qui restent on fait des petites courses. Quand je suis à Rabat je vis dans une chambre ou alors je la partage et je négocie avec les autres pour faire un loyer de 3500/3700 dirhams. Je donne les 3000 à mon ami marocain et je garde le reste ; c'est moi qui gère avec le proprio, alors je fais mes calculs... exemple : on décide de rester

5 personnes ; je dis que le couple paye 1500, celui qui est dans la première chambre met 1000, et nous mettons, 650 dirhams chacun. Ça nous fait disons 3800... je donne les 3000 au Marocain ; je garde les 800 pour moi... Maintenant à Tanger comme je connais beaucoup de monde je fais l'intermédiaire entre les Marocains qui ont des chambres et les Africains ; je connais beaucoup de gens ici...il y a des Marocains qui m'appellent "hey Ali⁹⁵ viens voir", moi, je viens, je regarde et puis quand quelqu'un me demande [pour se loger] je lui dis... mais il faut qu'il me donne 100 dirhams, 150 dirhams... la chambre dans la médina où Oumar était, c'est moi qui lui a dit. Quand il a pris la chambre il m'a donné 100 dirhams et après 100 dirhams Tanguy [le colocataire] ». [Reconstruction d'un entretien informel : journal de terrain : 3/10/2013].

Diallo cumule plusieurs activités : il travaille comme journalier pour des groupes qui organisent des fêtes mais il a aussi organisé une activité d'intermédiation entre des bailleurs marocains et des migrants subsahariens : en gérant la location d'un appartement à Rabat il gagne environ 800 dirhams par mois. En outre, en mobilisant ses connaissances locales, son ancrage marocain mais aussi ses relations à l'intérieur du cercle des migrants subsahariens, Diallo réalise ses business : il gagne, en effet, son petit bénéfice en échange du lien et du « marché » qu'il a contribué à produire entre les bailleurs et les migrants. Ces relations commerciales informelles, sans contrat de location et sans aucune forme de facturation, se réalisent dans un échange en face-à-face (Peraldi, 1999 ; Tarrus, 2000) et se fondent sur un lien personnel de confiance. Diallo est le producteur de ce lien et doit constamment le renouveler : cette confiance est la condition de ses petits succès : c'est grâce au fait « qu'ici tout le monde me connaît », qu'il peut réaliser ces échanges.

Diallo cumule donc différentes activités et les imbrique dans un réseau relationnel où celles-ci peuvent assumer une valeur économique et marchande. La capacité de construire des relations, bâtir un lien de confiance et créer un lien entre la population migrante et la population autochtone et sédentaire devient une source de revenus. Cependant, ces revenus, restent aléatoires : « avec ça [les locations à Tanger] un jour je peux avoir 400 dirhams, et je suis content... après une semaine je peux avoir 300 dirhams... mais après, pendant deux mois je peux avoir personne... » ; le business de Diallo consiste donc dans la création de connections entre la population locale et les migrants ; en effet c'est en exploitant ces connections qu'il peut construire son profit : c'est tout le travail de l'intermédiaire : « il faut créer une chose que même si t'es assis, t'as rien, mais tu sais que là-bas ça peut marcher » [reconstruction entretien journal de terrain] ; ainsi même s'il se trouve assis sans argent et discute avec un bailleur qui dispose d'une chambre à louer,

⁹⁵Diallo se faisait appeler ainsi par les Marocains qu'il connaissait et qui résidaient dans la Médina.

quelques jours ou semaines plus tard cette relation pourra devenir une relation marchande car un voyageur peut lui demander de lui trouver une chambre ; dans ce cas, en mettant en relation le bailleur et le locataire, il obtient une commission : l'essentiel pour Diallo est donc de produire un réseau et de créer et alimenter du lien social ; ce faisant, même « quand t'es assis et t'as rien », peut se présenter une occasion qui te permet de réaliser un *business*. Pour cela, Diallo peut compter, d'une part, sur la connaissance de la ville, ses quartiers et ses sociabilités et, d'autre part, sur les compétences migratoires qu'il acquiert à travers l'expérience du voyage, du déracinement et de l'enracinement.

Les Business de Mohammed.

Les habitants de la *maison des Guinéens* l'appelaient « le capitain pooh » parce qu'« il est comme l'ourson de l'émission de télévision des enfants⁹⁶... il est paresseux, il a un gros ventre et il a toujours envie de manger » m'avait dit Joseph en décrivant Mohammed. Il était en effet costaud avec une petite tête ronde, le crâne rasé, deux grands yeux noirs et ronds et un gros ventre saillant. Je le voyais souvent marcher empressé dans la rue. Il marchait avec les pieds écartés, les pointes ouvertes vers l'extérieur. On le voyait remonter les rues escarpées de manière dégingandée, en traînant la jambe gauche, le torse plié vers le sol et la respiration profonde. Il marchait beaucoup. Il m'arrivait régulièrement de le voir remonter une pente, ou traverser un carrefour ou zigzaguer entre les ruelles de la médina, à toute vitesse, le torse plié, la jambe gauche en retard, la bouche entrouverte et la respiration profonde. Je le voyais trotter du Petit-Socco en direction du vieux port ; il s'arrêtait à proximité du café américain et du café des clochards en dévisageant les consommateurs cherchant des amis mais aussi des visages inconnus de migrants qui venaient d'arriver en ville ; il reprenait ensuite son chemin ; il arrivait à l'esplanade de l'ancien port, se faufilait dans un café et ressortait aussitôt ; à nouveau il remontait en direction du marché du poisson, il tournait à gauche en remontant l'escalier qui mène à la rue de Belgique et il prenait encore à gauche vers le consulat de France et le café de Paris. C'était le circuit qu'il parcourrait tous les jours en fin d'après-midi. En circulant ainsi il cherchait des *affaires* dans lesquelles s'y mettre. Il parcourait les lieux de rencontre des migrants en cherchant des visages inconnus. Dès qu'il repérait un « nouveau »⁹⁷ il se

⁹⁶Référence à Winnie de Pooh, ou Winnie l'ourson, un personnage de la littérature enfantine.

⁹⁷Avec l'adjectif « nouveau » les migrants désignaient d'autres migrants qui venaient d'arriver à Tanger et

rapprochait de lui et entamait la conversation. Il lui expliquait qu'il connaissait bien Tanger, qu'il y habitait depuis longtemps, qu'il avait la carte de séjour et qu'il pouvait l'aider dans ses démarches. Si le « nouveau » était à Tanger pour tenter la traversée du Détroit, Mohammed pouvait l'aider en lui trouvant un logement pas cher, ou en le mettant en contact avec un vrai ou faux passeur, pouvait l'accompagner dans les campements informels, l'aider à trouver des faux papiers, etc.. Pour toute activité il demandait une commission. Mohammed était donc un relais entre les nouveaux migrants, la population locale et la ville. D'autres fois, c'est en connaissant un convoyeur ou un passeur qu'il pouvait lui chercher des clients : si le passeur demandait 400-450 euros pour chaque voyageur il négociait avec le potentiel client à 500-550 euros. Il revenait vers le convoyeur en disant que le passager était prêt à payer 550 mais qu'il voulait 50 euros pour lui. L'accord trouvé avec le convoyeur il organisait la rencontre. En février 2014 la rumeur circulait qu'un convoi de John était sur le point de partir. Les passeurs cherchaient des clients et pouvaient négocier au prix fort. La formule entré-payé était la plus convenable pour les passagers qui disposaient du capital nécessaire et qui ne voulaient pas courir le risque de le perdre en cas d'échec : le prix de la formule entré-payé se négociait au double du prix de la formule normale : 8000-9000 dirhams pour l'entré-payé contre 4500 de la formule classique. En payant la formule entré-payé le passager paye le double mais uniquement en cas de succès : le paiement se faisait à travers un garant accepté au préalable par les passeurs. Une fois le convoi entré en Espagne, le garant et le passeur se donnaient rendez-vous pour régler l'affaire.

Un après-midi je reçois un appel téléphonique : Mohammed me demande de nous rencontrer au plus vite :

« Francesco... c'est un ami ivoirien [il me présente un homme d'une trentaine d'années], il veut voyager avec John avec entré-payé. Il veut te demander si tu peux faire le garant. Il a 900 euros, il te donne ça. Tu parles avec John et tu le payes ».

Encore, comme d'autre fois je sens l'angoisse monter. « Allons... » Mohammed me prend par le bras et on s'éloigne de quelques mètres en laissant l'Ivoirien derrière nous. « S'il te plaît...j'ai parlé avec John, il dit 800 euros. Le petit là [l'Ivoirien] a 900 euros. Je veux que tu gagnes ton profit aussi. Tu donnes à John les 800, et les 100 là, on fait 50/50. J'ai aussi une femme guinéenne. La femme a 650... elle veut entrée-payé. Je dis à John qu'elle a 550, s'il accepte c'est bon, sinon je dis 600... après tu gardes ta part et tu me donnes

ou qui venaient de commencer leur parcours migratoire.

pour moi » [Journal de terrain : 10/02/2014]

Ainsi, de client en client, Mohammed cherchait des affaires pour en tirer son profit. Il créait de la valeur à partir des relations qu'il réalisait ou qu'il disait pouvoir réaliser. Son travail d'intermédiaire consistait à mettre en relation des individus et trouver des solutions aux problèmes des premiers en accommodant les seconds. Pour ce faire, il devait mobiliser sa connaissance *du terrain* et ses compétences migratoires et relationnelles. Il devait connaître les passeurs, les modalités de paiement, les marges de négociation et les ruses pour négocier à la hausse ; mais il devait plus généralement avoir une bonne connaissance du terrain : il devait connaître les bailleurs, les locataires, les vendeurs de tel ou tel produit, les marchés, etc.. Ses *business* consistaient donc à proposer toute sorte de solutions pour toute sorte de problèmes qu'un migrant de la mobilité subalterne pouvait devoir affronter. Parfois les solutions qu'il proposait étaient réelles, d'autres fois possibles et d'autres tout à fait irréalisables ; l'essentiel pour lui n'était pas d'apporter véritablement une solution mais plutôt de créer une relation par la promesse d'une solution : il lui fallait ensuite transformer cette relation en une relation marchande et donc en tirer un profit indépendamment du fait que les nécessités des clients soient satisfaites ou pas : s'il arrivait à apporter une solution aux nécessités du client alors l'échange était abouti dans sa totalité, sinon restait l'essentiel : la possibilité d'en tirer d'une manière ou d'une autre, de l'argent. En d'autres termes, son véritable *business* consistait beaucoup plus à proposer une solution qu'à la fournir : ensuite il lui fallait rendre la relation rentable par des commissions payées à l'avance, par des sommes d'argent demandées pour telle ou telle activité et avec tel ou tel argument, telle ou telle justification. Un grand nombre de ses clients étaient des étudiants à qui il promettait de trouver un logement, une copine, un endroit sympa pour sortir, des bouteilles d'alcool, un plombier, un déménageur, etc.. Ainsi Chérif, un commerçant et businessman sénégalais, décrit les business de Mohammed :

« C'est ça son travail, ce sont des sous qui arrivent et qui partent vite... Mohammed s'il a 100 business, 90 échouent : mais c'est ça le business, être toujours en mouvement, il est toujours en mouvement, c'est ça... si c'était en Europe il serait un factotum du jet-setter, c'est à dire, toi t'es un homme important, t'as de l'argent, tu veux acheter quelque chose mais tu ne peux pas parce que t'es un homme connu, tu donne l'argent à Mohammed et il l'achète pour toi. C'est un intermédiaire. Il fait ce que tu ne peux pas faire. Son business c'est de te dire que « oui je peux le faire ». Exemple : si maintenant je l'appelle et je lui dis : « je veux voyager en Europe, je veux un passeport français », même s'il ne peut pas te le trouver il me dit « oui, oui, il y en a, il y en a beaucoup, j'en ai, il y a

mon ami qui en a », et il te dit qu'il peut acheter pour toi un, même s'il y en a pas. Même s'il n'a pas de passeport il te dit que oui et pour lui ça c'est un bon objectif ; c'est un bon démarrage pour lui. Si par exemple là maintenant je l'appelle et je lui dis « Mohammed comment ça va ? t'es où ? Je suis là et j'ai une femme qui veut voyager [clandestinement] », whallai, il te dit « je peux » même s'il ne peut pas, et c'est un bon démarrage, il dit qu'il peut te trouver une solution, la faire voyager... par exemple s'il te dit qu'il peut trouver le passeport, il te dit que c'est 50 euros, il garde ça et il disparaît ou alors il dit que l'autre lui a bouffé l'argent... ou alors il te dit que c'est 100 euros et il achète un faux à 50 et il te l'amène. Donc il est là, si t'as besoin de quelque chose il te dit qu'il la trouve pour toi, même s'il ne peut pas... C'est ça son business, « gagner des marchés », dire « oui, je peux » » [Entretien Cherif98, 01/07/2015]

Le business de Mohammed consiste donc à proposer des solutions à toute sorte de nécessités et à se faire assumer par ses clients en tant que personne capable de fournir des solutions : outre que trouver un logement ou une place sur un convoi, un faux ou vrai passeport, la route pour les campements informels, ces intermédiaires construisent leurs business en s'insérant dans toute situation liée à la mobilité transnationale et nationale d'autres migrants. Le travail de Mohammed, consiste comme le dit Chérif à « gagner un marché », à savoir créer des relations qui peuvent être rentabilisées d'une manière ou d'une autre. Quelqu'un cherche un passeport français pour entrer en Europe, Mohammed dit qu'il peut en trouver un : une fois qu'il obtient la confiance du client alors Mohammed a gagné « son marché ». Il ne lui reste qu'à rentabiliser au maximum cette relation et la confiance que lui prête son client.

Un après-midi Mohammed m'appelle

« Francesco... il y a un Africain au port, il vient d'Espagne. Il veut me vendre son téléphone. C'est un vieux téléphone. Il me le donne pour 100 dirhams... Tu me prêtes les 100 dirhams ? J'ai un étudiant ivoirien qui veut le téléphone. Je lui ai dit que je lui donne ça à 160 dirhams. J'achète le téléphone et quand je le vends je te rembourse les 100 dirhams ». [Extrait de journal de terrain : 25/01/2014]

On se retrouve à la sortie de la Kasbah à 18h ; il arrive essoufflé ; je lui donne les 100 dirhams et il file à toute vitesse vers l'ancien port. Le lendemain il m'appelle pour me rembourser les 100 dirhams. Il avait revendu le téléphone à 140 dirhams. Ainsi il avait fait un petit bénéfice de 40 dirhams en vendant un téléphone qu'il n'avait pas et qu'il avait

98Cherif est un migrant sénégalais, il travaille en tant qu'intermédiaire et transitaire au Port Tanger Med

acheté avec de l'argent qui n'était pas le sien. Grâce à sa connaissance du terrain il avait aidé un voyageur à vendre son téléphone et à se faire un peu d'argent de poche et un étudiant à en acheter un pas cher. C'est dans ce type d'échanges que les intermédiaires réalisaient leurs business en mobilisant leur connaissance du terrain, leur réseau mais aussi les ruses qu'ils ont appris au cours de leur expérience migratoire. Parfois, le téléphone qu'il promettait à un client n'existait pas ou existait différemment par rapport aux attentes de celui-ci ; l'important était, pour Mohammed, de dire au client qu'il pouvait trouver un téléphone et se faire donner de l'argent ; une fois « le marché » gagné, la confiance du client obtenue, il essayait de générer son propre bénéfice en transformant la relation ainsi créée en une relation marchande.

Les business : maîtrise du terrain et séduction par la parole

Autour de la mobilité subalterne émergent des figures comme celles des *passeurs*, des *faux passeurs*, des *convoyeurs*, et des *intermédiaires* et des *businessmen* : ces individus sont des self-made-migrants qui s'implantent dans les itinéraires et les expériences de vie d'autres migrants. Ils réalisent leurs *affaires* en faisant circuler les migrants plus inexperts et en réalisant un travail d'intermédiation entre ces derniers et la population autochtone et le contexte urbain. À travers leurs activités ils offrent les services auxquels les nouveaux migrants de la mobilité subalterne n'ont pas accès car inexistantes ou trop coûteux. Pour alimenter leurs activités, ils sillonnent les lieux stratégiques de la ville à la recherche de nouveaux clients à qui ils proposent de leur trouver une chambre ou un hôtel, leur acheter des produits rares ou illégaux (du vin, de l'alcool, du haschisch etc.), leur procurer un téléphone, leur indiquer un restaurant pas cher, leur réserver une place dans un convoi, leur vendre le matériel pour la traversée du Détroit ou encore les conduire dans les campements informels près de Ceuta ou Melilla. À travers leur activité ils favorisent la circulation, l'installation et la socialisation des nouveaux migrants en se configurant par là comme des éléments centraux de ces mobilités transnationales et subalternes. En même temps, à travers ces activités, ils obtiennent un profit économique personnel qui leur permet de survivre à Tanger, d'aller de l'avant et d'alimenter leur propre mobilité. Pour réaliser ces affaires ces self-made-migrants mobilisent leur maîtrise du « terrain », leur connaissance de la ville, de ses sociabilités mais aussi de la mobilité transnationale des self-made-migrants ; ainsi grâce aux compétences acquises à travers la mobilité et

l'expérience de l'altérité ils envisagent des solutions pour les besoins des nouveaux voyageurs en les conduisant à la destination souhaitée, en leur trouvant sur place les produits ou les relations dont ils ont besoin, en leur permettant d'essayer de franchir la frontière espagnole, etc. Les self-made migrants définissent ces activités comme des *business*. Ces *business* se configurent comme des activités économiques de nature marchande qui se fondent sur des relations en face-à-face et sur la production d'un lien personnel d'amitié et de confiance ; ces relations se basent sur la parole échangée : d'une part les partenaires sont liés uniquement par la parole donnée car il n'existe aucune autre forme de certification du lien et du contrat stipulé (Peraldi, 1999, 2001) ; d'autre part, c'est grâce à leur capacité oratoire que ces *businessmen* gagnent la confiance de leurs clients, les convainquent du bien fondé de leurs activités et de leurs capacités à répondre à leurs besoins : ils doivent pouvoir les séduire, les rassurer et faire preuve de maîtrise du *business* ; « oui, je peux » disait Mohammed. L'essentiel pour ces *businessmen* est donc de construire des relations et se faire élire par les clients comme les *personnes ressources* capables de résoudre leurs problèmes : en construisant ce type de relations ils « gagnent un marché » et se donnent les moyens pour en tirer un profit économique : en effet, après avoir construit des liens de confiance ils peuvent les exploiter économiquement, en définissant des marges de profit, en se faisant avancer de l'argent, etc. Ces activités se fondent donc sur la construction et la mobilisation d'un réseau relationnel qui permet à ces migrants, d'une part, de trouver les ressources pour proposer des solutions pour leurs clients et, d'autre part, de pouvoir exploiter économiquement le lien de confiance qu'ils ont construit avec ces derniers. Or, se réalisant dans un contexte de précarité économique et relationnelle ces *business* sont extrêmement aléatoires, irréguliers et précaires : ils demandent alors une activité constante et incessante de la part des *businessmen*. D'autre part, se fondant uniquement sur la parole et la confiance, ces *business* peuvent s'achever avec la même rapidité que celle avec laquelle ils ont commencé. En outre se réalisant dans un contexte d'illégalité et au-delà de toute forme de régulation formelle, ces *business* sont exposés à toute sorte de dangers : ils peuvent subir la répression des forces de l'ordre mais aussi les aléas provoqués par les autres partenaires. Pour cette raison, les migrants doivent diversifier leurs *business* et « sauter » sur tous les « marchés » qu'ils peuvent envisager : ainsi par exemple ils peuvent guider des voyageurs vers les campements informels ou leur trouver une location, leur vendre des produits illicites ou encore leur trouver tel ou tel produit d'occasion ; d'une activité à l'autre, d'une affaire à l'autre ces self-made-migrants composent leurs revenus. En définitive, nous nous trouvons face à une économie des *poors to poors* et des *peers to peers* (Tarrus, 2015), une économie faite par les migrants

pour les migrants. En effet, ces individus, à travers leurs activités, contribuent à alimenter la mobilité d'autres self-made-migrants en la favorisant *par le bas*, en aidant les « nouveaux » à circuler, s'installer et se socialiser lors des nouvelles étapes de leur parcours. Dans ces *business* la ruse et l'arnaque, comme nous l'avons déjà vu avec les cas des faux passeurs, ont une place importante. Parmi ces *business* fondés sur l'arnaque et la ruse certains atteignent une sophistication extrême : ces derniers ne s'adressent pas uniquement à la population migrante mais visent aussi des touristes, des retraités européens, des expatriés européens et surtout la population autochtone ; c'est le cas, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, du business des faux billets mais aussi du business de l'or et des diamants.

Ruses, Arnaques et Vols. Les business des faux billets.

Quand Mohammed promet d'apporter un nouveau passeport à un client tout en étant conscient de l'impossibilité de le faire, son *business* s'apparente à l'arnaque. Quand il reçoit de l'argent de la part d'un client pour réaliser un service qu'il sait être irréalisable et qu'il disparaît sans donner de nouvelles, son *business* s'apparente au vol. La ruse, l'astuce, la bravoure et les arnaques font partie intégrante de l'expérience de cette mobilité subalterne et des économies de la pauvreté qui y sont attachées : les faux passeurs, les rabatteurs, les intermédiaires et surtout les businessmen y sont des figures centrales (Bredeloup, 2008b). En effet, « chercher sa vie » par la mobilité et dans l'aventure signifie aussi chercher sa vie par la ruse et la tricherie (Bredeloup, 2008a ; Bredeloup et Grégoire, 2014). Vivre dans la débrouille et la précarité légitime aux yeux de certains self-made-migrants la possibilité de trouver de l'argent par la ruse, l'arnaque et le vol. La figure du businessman à succès, disposant d'argent, bien habillé et impliqué dans des activités illégales renforce le mythe de la réussite à travers la ruse (Bredeloup, 2008b). De nombreux migrants rencontrés à Tanger vivent de ces business, de ces arnaques, de ces vols, et de ces activités d'intermédiation ambiguës. Parmi eux certains ont fait leurs preuves dans d'autres pays, en apprenant les techniques et les formules de ces business et en les adaptant ensuite au Maroc. Certains de ces business (qui sont de véritables arnaques) demandent un savoir-faire extrêmement sophistiqué, une organisation solide et des complices. C'est le cas par exemple du business des « faux billets » qu'Oumar décrit ainsi :

« Quand je suis arrivé [au Maroc], j'ai rencontré des Guinéens... Ils m'ont dit « toi qu'est-ce que tu fais ? Tu veux aller en Europe ? Ici c'est plus que l'Europe. On peut gagner plus ici qu'en Europe ». Alors ils m'ont expliqué comment faire le business des faux billets ; les gens au Maroc font l'argent avec ce business : ça marche très bien. Ils disent qu'ils font le « mystère » : par exemple un billet de 100 euros, ils mettent une pâte faite avec de la farine, pâte à dents et un truc noir qu'on utilise pour les cheveux, c'est une poudre, une poudre qu'on utilise en Afrique pour noircir les cheveux, on met ça sur le billet... mais c'est un vrai billet qu'ils ont noirci. Après ils te disent que c'est un vrai billet qui sort de la banque et qu'ils peuvent le laver avec un produit chimique qui est très cher, mais en réalité c'est de l'eau. Ils lavent le billet avec l'eau et là c'est le billet qui sort et ils te disent qu'ils l'ont lavé [...]. Ça commence comme ça : tu me vois dans un maquis ou un bar et tu commences à me parler ; je ne te dis pas directement mes business mais tu vas dire « ah le gars là il est riche hein » parce que tu vas me voir toujours bien habillé, bien cravaté, de belles bagues, je fréquente des boîtes chères... Comme ici Mohammed au 555 [discothèque tangéroise très à la mode] où l'entrée est à 250 dirhams, il cherche des gens parce que c'est là qu'il peut trouver les gens avec l'argent. Il doit faire comme s'il était riche... Et comme les Marocains et les Arabes sont curieux, on commence à boire, je t'invite une fois, deux fois, trois fois, j'assume, c'est moi qui paye : tu dis : « Mais comment ? Tu fais quoi pour avoir l'argent ? » ; je te dis : « je fais des business... je peux laver de l'argent », tu dis « comment ? » ; alors je te montre : je sors un billet, un billet de 100 euros que j'ai coiffé, il est tout gris, tu ne vois rien, seulement un billet gris que j'ai noirci avec la pâte que je t'ai dit. Je te dis que c'est un vrai billet que je peux laver : je te dis : « j'ai un produit pour le laver mais seulement un peu », et je le lave devant toi avec le produit que j'ai dans une flasque... mais en réalité c'est de l'eau avec du savon mais je t'ai dit que c'est le produit très cher : je lave le billet de 100 euros et je te dis : « tiens ». Tu dis : « ah, c'est du vrai billet ». Après je te dis « j'ai une mallette pleine mais il faut que je gagne le produit... je n'ai pas assez de produit pour laver les billets » ; je te dis que je dois l'acheter, que ça vient de l'Inde, parce que les gens là ils sont bien organisés. Alors tu vas demander : « combien ça coûte le produit » et ils vont te dire « 7000 euros » ; alors tu me dis : « il faut que tu me démontres ». Alors je te fais encore une démonstration avec un autre billet de 100 euros que j'ai coiffé ; donc je te lave encore un billet de 100 devant toi et je te le donne ; je te dis « prend ça, vas-y, va regarder si c'est vrai ou pas », toi t'es curieux, t'amène le billet quelque part, pour acheter des chaussures ou à une agence de change et vous voyez que c'est un vrai billet. Après il te dit « le billet gris que tu vois là, j'ai plus de 200.000 euros dans une mallette ». Tu lui dis de te montrer ça. Il te dit : « où on peut le faire ? », tu lui dis « chez moi », il te dit : « non, non, je ne viens pas chez toi, c'est un business qu'on va faire à huis-clos toi et moi, peut-être dans un hôtel, en tout cas pas chez toi, pas chez moi, quelque part discret ». Vous calez le rendez-vous, alors ils te montrent la mallette. Après ils te disent : « on peut faire les affaires, mais c'est top secret, il ne faut parler à personne »... Ils te montrent alors une mallette pleine de billets. Ce sont des billets de papier rame qu'ils ont noircis : il te dit que ce sont 200.000 euros ; il te dit « on peut faire les affaires mais il

faut que je gagne pour moi la moitié, et tu prends l'autre moitié mais c'est toi qui payes le produit parce que j'ai seulement un petit peu ». La valise est remplie de billets rame qu'ils ont coupé comme de vrais billets qu'ils ont noirci, ce n'est pas de l'argent... Ils peuvent faire encore une démonstration avec de vrais billets qu'ils ont noircis et qu'ils ont marqués et qu'ils ont mis ensuite avec le papier rame noirci. S'il t'a convaincu tu lui donnes l'argent pour acheter le produit... alors il peut disparaître avec l'argent, sinon, s'il sait que tu as l'argent et que t'es dans le jeu il peut continuer... il prend tes billets et il dit qu'il va acheter le produit. En ce temps il prend tes billets et il les noircit, il les coiffe ; après vous avez rendez-vous et il commence à laver des billets qu'il tire de sa valise, il lave, il lave, mais ce sont tes billets qu'il a noirci, il lave 2000 euros et il te donne devant toi, et là il te gare : il te dit qu'il a fini le produit ou que ce n'est pas assez bon... il vient de laver devant toi ton argent, l'argent que tu lui a donné pour acheter le produit mais tu penses qu'il lave les billets qu'il avait dans la valise. Après pour te troubler il peut dire qu'il y a un problème et qu'il faut acheter encore le produit. Maintenant tu es fou, t'as vu l'argent devant toi, t'es excité, mais tu lui dis : « ah, je t'ai donné 7000 et t'as lavé que 2000 », il te dit : « c'est le produit qui est mauvais », si t'es chaud il insiste, t'as payé 7000 mais il t'a parlé qu'il y a 200.000, t'as vu les billets, t'es motivé... Alors c'est comme ça qu'ils détournent l'argent... »

- Moi : Personne ne m'avait raconté ça, on m'avait dit que ça existait mais jamais dans le détail. « Mais comment ils vont te raconter ça ? Toi t'es blanc, tu penses qu'ils vont dire ça à quelqu'un d'autre ? Ça c'est un secret noir. [...] Tu sais c'est quand je suis venu au Maroc que j'ai vu ça, parce que quand j'étais en Guinée j'entendais les gens parler de ça ; ma soeur m'avait dit qu'elle avait parlé avec quelqu'un qui lui avait dit qu'il pouvait laver l'argent, mais je ne savais pas, je pensais que c'était du maraboutage ; c'est quand je suis venu au Maroc et que j'ai vu les gens le faire que j'ai su que c'est une arnaque. [...] Tangui connaît bien ce business : il a appris ça en Algérie... Diallo aussi, même Mohammed. [...] ils font ça avec les Marocains, pas avec les Européens ; les Européens calculent : par exemple tu dis à l'Européen que tu peux faire l'argent, il te dit : « pourquoi alors t'as besoin de moi ? ». Mais les Marocains ne réfléchissent pas trop, ils aiment le business, tout ce qui est facile ils le veulent. L'Européen réfléchit, calcule. Au Marocain tu lui dis : « il ne faut dire ça à personne, parce que l'argent vient de la Banque, c'est une fraude, si tu dis ça on va avoir des problèmes tous les deux parce que t'es avec moi maintenant ». [...] Ou alors ils peuvent préparer un mélange de deux produits chimiques... Ils mettent ça dans une petite bouteille et ils te donnent ça et te disent que c'est le produit que tu viens d'acheter et de le garder pour eux : ils te disent de le mettre au frais, mais c'est un produit chimique qui quand il devient froid ça explose : alors tu ne sais pas, tu le mets au frigo et le lendemain matin il a explosé. Tu l'appelles et tu lui dis : « ça a explosé » et lui te dit « non, mais t'es bête ou quoi ? je ne t'ai pas dit de le mettre au frigo », ils t'embobinent. Tu sais quand on parle d'argent ça excite, et là ils te disent que le produit vaut 2000 euros et que t'as tout gâché. Ils te disent : « il faut payer encore ». Je te dis, quand tu rentres dans leur jeu c'est fini pour toi, tu ne vas pas t'en sortir, ils vont tout prendre, tout. Ils font travailler leur tête. [...] C'est comme ça que Diallo a fait, mais lui il a eu de petites

sommes ; à Casa il y a des personnes qui peuvent faire beaucoup plus, mais ce sont des gros patrons : quand ils font les grosses sommes ils partent ; ils rentrent en Guinée ou vont dans un autre pays ; ils ne vont plus revenir au Maroc. Tous les gens que tu vois dans la maison où Diallo habite ont fait l'argent comme ça. [...] Si ce sont des petites sommes ils partent dans une autre ville : par exemple quand vous avez fait l'acte, si vous avez fait l'acte à Tanger vous partez à Casablanca ou à Rabat et ils recommencent. Mais il y a aussi des gens qui se sont fait bastonner, d'autres ont été pris par la police mais tu ne peux pas aller expliquer à un policier que lui voulait faire du faux argent avec toi parce que toi aussi t'es complice [...]. Au Maroc il y a plein de gens qui font ça... ils ne font pas ça en Europe mais dans les pays arabes : ils sont bien habillés, bien cravatés, tu les vois dans les restaurants ou les boîtes de nuit, ils prennent leur petit café et quand il y a des gens qui vont leur parler, ils se font amis et petit à petit, rendez-vous après rendez-vous, ils payent pour toi, ils assument, mais c'est pour t'embobiner, tu vas dire : « mais le mec là, chaque fois c'est lui qui paye, il a l'argent » ; et alors tu vas lui dire : « comment tu fais ça ? Quel est ton boulot ? ». Après il commence à te dire : « comme t'es mon pote je ne vais rien te cacher, je fais des business » et après il commence à te dire qu'il peut laver l'argent et à te mettre dans son jeu ; et si tu rentres dans son jeu tu es mort. [...] Chris est spécialiste dans ça... Ce sont des gens qui se débrouillent pas mal, ils parlent la langue marocaine, parce qu'il faut que tu parles pour les convaincre ». [Entretien Oumar, 11/02/2018]

À travers le business des faux billets certains self-made-migrants gagnent l'argent qui leur permet d'alimenter leur mobilité. Nous voyons que ce business se fonde sur la ruse, sur une maîtrise des gestes et des discours et sur un art de la séduction ; les migrants qui font cela doivent « faire travailler leur tête », organiser dans le détail leur « acte » et s'appuyer sur des complices. Nous voyons que ces business peuvent être extrêmement articulés ; c'est en effet leur articulation et leur finesse qui leur donnent toute leur efficacité : d'une part ces self-made-migrants doivent soigner leur aspect afin d'adhérer à l'image du businessman à succès et donc faire entrer la victime dans le « jeu » et lui construire autour un monde duquel elle ne pourra pas s'en sortir. D'autre part ces individus doivent prévoir des « dépenses de prestige » (Elias, 1985) afin d'apparaître aux yeux des victimes comme un businessman à succès : ils invitent leurs victimes, ils leur payent leurs consommations, ils prennent en charge leurs frais, ils les rassurent et les séduisent. Comme les faux passeurs et les intermédiaires ils essayent de créer un lien de confiance et d'amitié qui est le fondement sur lequel élaborer leur arnaque. Comme les faux passeurs et les intermédiaires ils construisent, par leurs récits et leurs gestes, un monde fictif dans lequel ils font progressivement entrer leurs victimes. On retrouve ici tout le pouvoir performatif des paroles et des représentations : en effet, s'ils arrivent à faire adhérer leurs victimes au

monde qu'ils créent et aux représentations qu'ils produisent leur business a de fortes chances d'aboutir. L'entrée en jeu des complices permet de renforcer ces représentations, de leur donner un caractère davantage concret et plonger encore plus les victimes en profondeur dans le « jeu ». Ces business se font en effet souvent grâce à la participation directe ou indirecte d'autres compagnons qui soutiennent l'escroquerie en tant que complices ou au nom d'une solidarité de pairs qui se reconnaissaient dans l'esprit de l'*aventure* (Bredeloup, 2008a) mais aussi dans le respect d'un principe d'autonomie dans les *business* que chacun fait et gère à sa façon.

Ce qui me paraît essentiel c'est le fait que ces business peuvent être réalisés ailleurs, dans d'autres villes, dans d'autres pays et dans d'autres étapes ; en d'autres termes, ils sont transposables. Oumar explique bien qu'il avait eu connaissance de ces activités en Guinée mais c'est seulement au Maroc qu'il a appris comment elles sont organisées. Tangui pour sa part, a appris les ruses de ces activités en Algérie. D'autres migrants les ont apprises au Maroc et après avoir réalisé « l'acte », partent ailleurs en exportant leur savoir-faire : ceux qui ont fait « l'acte » à Tanger partent à Casablanca, ceux qui ont fait l'acte à Casablanca partent à Marrakech et ainsi de suite. En outre, ceux qui ont gagné de grosses sommes partent en Guinée ou dans d'autres pays arabes et investissent une partie de leur argent dans des dépenses de prestige leur permettant de correspondre au statut du businessman à succès et d'attirer ainsi de nouvelles victimes. Quand Chris, pendant la fête dans la *maison des Guinéens*, m'avait dit qu'il allait partir dans les pays du Golfe pour faire ses business il faisait référence (entre autre) à ces business. Le *business de l'or* que Diallo m'avait proposé ce même soir suit les mêmes logiques et se configure comme une arnaque qu'il maîtrisait et qui lui avait permis de gagner de belles sommes d'argent. Ces business se déclinent en effet dans une multiplicité de business différents (les faux billets, l'or, les diamants et d'autres encore) ayant les mêmes caractéristiques : la construction d'un lien de confiance, la mobilisation de dépenses de prestige, la séduction par l'art de bien parler, l'intervention de complices etc. Il est important de souligner ici aussi que pour réaliser ces business il faut mobiliser des compétences migratoires et notamment la maîtrise de la langue locale et du terrain : « ils parlent la langue marocaine, parce qu'il faut que tu parles pour les convaincre ».

En définitive, ces activités alimentent concrètement les mobilités de ces businessmen qui, à travers ces arnaques, gagnent l'argent qui leur permet de partir ailleurs et reproduire à nouveau leurs activités dans des terrains vierges ou, en tous les cas, la où ils ne sont pas connus. Ces business se configurent, pour de nombreux migrants, comme un moteur de leur mobilité en leur permettant de circuler, de s'installer et de chercher constamment de

nouvelles opportunités. Or, encore une fois, ces business ne se font pas sans dangers :

« Tous, eux, ils font des affaires ici... [...] J'ai vu comment ça se passe l'arnaque. J'ai vu beaucoup de gens comment ils font mais ce n'est pas bon. La police les attrape tous devant moi... Ils vont faire six mois, un an de prison, ils sortent et ils recommencent. Et c'est pareil avec les organisateurs de zodiacs, moi je préfère vivre avec l'argent que la famille me donne. [...] Moi ici je ne veux pas gâcher ma vie à cause de 1000 ou 2000 euros. Tous ceux qui font les affaires comme ça, ils vont tous partir en prison. Tous ! [...] Diallo dit qu'il lave l'argent. Je lui ai dit : « vous prenez l'argent des gens, 1000 euros, 2000 euros, et après vous ne faites rien ». Tu vois ? Tu prends l'argent, tu pars à Casa ou à Rabat, tu t'assois trois semaines, un mois et c'est fini, tu reviens... Ça sert à quoi ? Et en plus tu as gâché la vie de quelqu'un. Ils fatiguent les gens, ils les mettent en retard, ce sont eux qui ont fait que les Marocains sont contre nous, les noirs. Mohammed fait ça aussi. Il prend l'argent des gens et il leur dit qu'il va les envoyer en Europe. Eux, ils vivent pour l'escroquerie, mentir pour gagner sa vie. Ce que les Africains font ici... les petites choses, les petites affaires, ce n'est pas normal. [...] Et puis leur argent ça ne leur fait rien, ça ne peut pas leur changer la vie. Ils le bouffent ça en 24 heures. Et puis après le stress... il faudrait voir ton petit, Mohammed, comment il marche, on dirait quelqu'un qui a oublié son bagage, il marche tout le temps, à toute vitesse... À droit, à gauche, il monte et il descend, tout le monde dit « non, le gars là est fou », on le voit filer comme une moto, il passe et il revient. Maintenant personne ne le veut dans son café parce que tout le monde se dit qu'il va faire quelque chose ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

Les vols.

Les tricheries, les ruses et les vols font partie intégrante de cette économie de la débrouille de la mobilité subalterne : en effet, à travers ces activités de nombreux migrants financent des moments plus ou moins longs de leur mobilité. Ces activités sont définies par les migrants comme des *business* : elles s'adressent à d'autres self-made-migrants, à des migrants de la mobilité privilégiée et aux populations autochtones. Elles demandent souvent un savoir-faire qui se construit au fil de l'expérience migratoire et qui est transposable à d'autres étapes du voyage. Comme les business des faux billets, ainsi les business des faux passeurs et des faux intermédiaires peuvent être reproduits dans tous les lieux et les régions où les self-made-migrants circulent et s'installent. Ces tricheries génèrent de nouvelles solidarités sous la forme de complicité et de support : les habitants de *la maison des Guinéens* se soutiennent mutuellement des fois par une complicité directe des uns dans les affaires des autres, ou d'autres fois par leur légitimation et

protection indirecte. En revanche, ces business provoquent régulièrement des conflits avec les clients arnaqués, les amis volés, les relations « trahies ». En outre, les sommes gagnées sont souvent dilapidées dans des dépenses courantes et dans des dépenses de prestige : sorties en boîte, bouteilles de whisky, nouveaux vêtements, petits bijoux et colliers. En définitive, à travers la catégorie de « business » les migrants décrivent et « coiffent » des activités qui s'apparentent à des arnaques et/ou qui sont de véritables vols. Or si le vol réalisé à travers le *business* des faux billets se cache derrière une forte articulation et théâtralité et se réalise par la persuasion, d'autres vols peuvent être beaucoup plus explicites, moins maquillés et plus directs :

« Moi je me méfie beaucoup des blacks. Parce que comme ce que Mohammed m'avait fait ici... on m'avait dit : « lui il fait ça, il fait ça et il fait ça ». Mais moi j'ai dit : « non, peut-être c'est faux, les gens sont jaloux... ». Mais non, il m'a volé le téléphone. [...] J'étais au café avec Antoine, le français, et Barry. On était plus de 7 ou 8 personnes. On cause. Bon, moi j'ai appelé Sékou, je lui ai dit : « quand tu viens il faut amener les instruments pour jouer la musique ». Mohammed est venu et il m'a dit : « Prête moi ton téléphone ». Je lui ai dit : « Pourquoi ? ». Il m'a dit : « je vais appeler Sékou ». J'ai fait sortir le téléphone et je lui l'ai donné. Il m'a demandé de lui donner le numéro de Sékou et il est sorti devant nous pour appeler. Barry est sorti aussi pour acheter des cigarettes. Au moment où Barry est sorti Mohammed voulait vendre le téléphone au Marocain propriétaire du restaurant d'en face ; Barry a vu l'action et il est rentré dans le café, il m'a dit : « Rasta, ton téléphone va partir ». J'ai dit : « comment ? », il dit : « le petit [Mohammed] là va vendre ton téléphone ». À ce moment-là je sors dehors : où est Mohammed ? J'ai commencé à le chercher... [...] Ce qui m'a aidé ce que j'avais mis un code sécurité à mon téléphone... donc il l'a amené chez un Marocain et le Marocain lui a dit : « il faut ouvrir ». Il a dit : « ah, attends, je l'ai donné à mon petit et il a mis le code, je vais le chercher et on va revenir ». Donc le téléphone est resté avec le Marocain. [...] Après je suis parti chez eux (les habitant de la *maison des Guinéens*) et j'ai dit : « expliquez ça ! ». Ils m'ont dit « non, non peut-être t'avais oublié le téléphone sur la table ». J'ai dit : « mais vous là, vous tous, vous êtes avec Mohammed, vous êtes la même chose ». J'ai dit : « Ok, mais, Antoine j'ai donné le téléphone à Mohammed devant toi oui ou non ? ». Il a dit que oui. Barry a dit que oui aussi. Ils ont dit « Ok, alors quand il va venir on va arranger ! ». J'ai dit : « chez moi il n'y a pas d'arrangement. Vous êtes tous la même chose maintenant, parce que c'est vous qui le soutenez ». [...] Moi le système des blacks au Maroc je n'aime pas. Ici chacun veut escroquer son ami même si c'est pour gagner 50 dirhams ou 100 dirhams et puis, les 100 dirhams là ils ne servent à rien quoi, ils partent tout de suite. Tu vois non ? Il fait tomber son ami pour un rien [...] Même Mohammed a fait la même chose à Aïcha, la femme guinéenne. Je l'ai entendue crier dans la rue « mais Mohammed, tu n'as pas pitié de moi ? ». À une femme comme celle-là, avec 5 enfants il peut lui faire des choses comme ça ? Il lui a pris son téléphone. Il y a eu

un scandale. Tout le monde cause. Explication, explication. Moi j'ai dit « vous soutenez un voleur, comment vous pouvez soutenir un voleur comme celui-là? Parce que vous êtes comme lui ». [Entretien Simon, 27/02/2014]

Ainsi nous voyons que dans un contexte de précarité économique et caractérisé par des liens faibles et ponctuels, le vol (dans sa forme maquillée ou basique) est un instrument permettant d'obtenir de l'argent et pouvoir survivre et/ou alimenter sa mobilité. Ces pratiques s'adressent à d'autres migrants, à des Marocains et à des étrangers venant d'Europe. Elles me semblent constitutives d'une part de cette économie de la débrouille dans laquelle s'inscrivent les migrants et d'autre part de cette forme de mobilité subalterne qui se fonde sur le contournement des frontières mais aussi sur la ruse et la duperie. Ces pratiques génèrent des solidarités et des conflits qui animent toute l'expérience migratoire ; les habitants de *la maison des Guinéens* défendent Mohammed alors que Simon fédère autour de lui des témoins qui peuvent le soutenir. En même temps, en caractérisant cette forme de mobilité, ces pratiques confirment le sentiment de méfiance que les migrants éprouvent à l'égard de leurs compagnons : « moi je méfie beaucoup des blacks » dit Simon. En effet, si d'une part dans un contexte de précarité économique le vol et la ruse sont un moyen pour aller de l'avant, d'autre part dans un contexte de précarité affective caractérisé par des liens faibles il n'existe quasiment aucune forme de protection contre ces pratiques. Les migrants rencontrés sur la route sont tout d'abord des inconnus qui cherchent une émancipation économique et qui, pour ce faire, peuvent en mobiliser la ruse, la duperie, l'arnaque et le vol. Ainsi dans un cadre caractérisé par la perte des anciens repères de la vie sédentaire et locale et la construction de nouveaux repères de la vie dans la mobilité, tout migrant peut être victime de la ruse de son compagnon, de son envie et/ou de sa nécessité de trouver les moyens pour aller de l'avant.

Chapitre II : Les économies de la mobilité privilégiée.

Le travail avec les touristes.

Les intermédiaires ne se limitent pas à réaliser leurs *business* avec les migrants de la mobilité subalterne. Au contraire, les individus qui se déplacent sur les circuits de la mobilité privilégiée sont pour eux une ressource considérable et facilement exploitable : les touristes, les retraités, les journalistes, les chercheurs et les « expatriés » du nord, les commerçants qui arrivent au port TangerMed, deviennent des cibles extrêmement convoitées compte tenu de leur capacité économique et de leur méconnaissance du « terrain ».

Karim, Guinéen de Conakry, vivait à Tanger depuis 5 ans. Pour gagner son argent il travaillait avec les touristes. Il avait appris le travail en imitant Mohammed, un faux guide marocain d'une quarantaine d'années, originaire et résident de la médina :

« C'est Mohammed, le Marocain, c'est lui qui m'a appris ce travail. Il m'a dit « tu peux travailler avec les touristes... », j'ai commencé à le suivre. Quand il voit arriver un bateau avec des touristes il met sa djellaba et descend au port... » [Reconstruction d'un échange informel, Journal de terrain, 07/11/2012].

Après son réveil Karim s'installait dans un café ou flânait à travers les ruelles de la médina en guettant les touristes et les étrangers. Quand il remarquait des touristes potentiels il se lançait : « Bonjour, ça va ? » : c'était sa formule de démarrage, sa façon d'entamer un échange qui aurait pu se transformer en une relation marchande et peut-être ensuite devenir un *parrainage*. Il demandait aux personnes abordées si elles connaissaient la ville, si elles avaient besoin de quelque chose (« vous cherchez quelque chose ? ») et s'il pouvait les aider à transporter leurs bagages ou à trouver leur hôtel. Souvent les touristes refusaient de se faire aider ; d'autres fois par contre Karim arrivait à les accompagner à travers la Médina ; il les faisait promener à travers les ruelles marchandes et s'ils souhaitaient acheter des souvenirs ou prendre un café il les conduisait dans des boutiques et des cafés dont il connaissait les propriétaires et les gérants : avec ceux-là il avait des accords pour avoir de petits pourcentages sur les achats des touristes qu'il accompagnait. Il continuait à guider les touristes à travers les ruelles de la Kasbah et il terminait son tour

aux tombeaux phéniciens⁹⁹, dans le quartier Marchan à 200 mètres de la sortie de la Kasbah. Plus il passait du temps avec eux plus ses chances d'obtenir une rémunération et d'entamer une relation durable augmentaient. Plus le temps passait plus Karim pouvait entrer dans la vie de ces touristes, se faire une petite place, les connaître, se présenter et leur raconter son parcours, exactement comme il l'avait fait avec moi lors de notre première rencontre. Plus le temps passait plus il avait des chances de tirer un profit de cette rencontre. À la fin de la journée, en accompagnant les touristes à leur hôtel, il leur demandait une aide de quelques dizaines de dirhams et leur donnait son numéro de téléphone ; ce faisant, il obtenait 20, 50, 100 dirhams. Les jours suivants il relançait les clients de la veille. Dans un certain nombre de cas la rencontre se poursuivait et se transformait parfois en une amitié durable et en une forme de *parrainage*. De temps à autre les touristes invitaient Karim à déjeuner et/ou à dîner et lui demandaient de les accompagner tout au long de leur séjour. Karim avait accompagné des touristes à Tétouan, à Asilah, à Chefchuaen. Il devenait ainsi un support pour des touristes qui ne connaissaient pas le pays et qui se sentaient souvent dépaysés à cause de la langue et des modes de vie ; ce faisant, il devenait un ami et un guide. Il obtenait leur confiance en rendant tous les services qu'on lui demandait : faire des courses, porter les sacs ou les bagages, négocier un produit, acheter de l'alcool, des cigarettes ou des drogues, avoir des indications utiles sur les magasins, les transports, etc. Toutes ces commissions sont rémunérées de manière directe ou indirecte à travers de petits pourboires ponctuels, de l'aide occasionnel (des repas payés), une somme d'argent à la fin du voyage, mais aussi des cadeaux (t-shirts, chemises, pantalons, pulls, mousse pour se raser, parfums, vieux téléphones, écouteurs, bouteilles d'alcool que souvent les touristes ne peuvent ou ne veulent pas rapporter chez eux). Ainsi Karim gagnait l'argent pour aller de l'avant au jour le jour et essayait de développer des relations durables avec ces étrangers fortunés : cela lui permettait de recevoir de petites sommes d'argent et de l'aide pendant plusieurs jours, voire des semaines ou des années. Pour ce faire, dans son discours il assumait les topos médiatiques de la migration subalterne : il se présentait comme un *immigré* sénégalais, venant d'un petit village et qui avait traversé le *désert* pour *aller en Europe* : il racontait qu'il était échoué au Maroc sans pouvoir avancer ni rentrer chez lui : ce discours lui permettait de susciter de l'empathie chez les personnes qu'il rencontrait et de légitimer sa demande d'aide. Il s'agissait d'un discours d'accroche rodé par des centaines de répétitions qui lui

⁹⁹Un site touristique et historique où on trouve des traces d'un certain nombre de tombeaux de l'époque phénicienne.

avait permis de rencontrer de nombreux étrangers qui le soutenaient pendant leur séjour en échange de ses services. Des étudiants ont réalisé de petits reportages et des vidéos sur son parcours : d'autres l'ont interviewé dans le cadre de leur mémoire de licence ou de master. Il possédait un carnet contenant les numéros de téléphone, les adresses électroniques et les cartes de visite des amis étrangers qu'il avait connus à Tanger : parmi tout cela il gardait, avec soin tout particulier, les cartes de visite de certains journalistes français qu'il avait rencontrés et avec lesquels il essayait de rester en contact. Plus tard, quand Pierre lui avait prêté son Riad, il avait commencé à héberger les amis européens qu'il avait connus auparavant et qui revenaient régulièrement à Tanger : il demandait environ 100 dirhams par jour : une somme considérable pour lui et cependant relativement modeste pour les touristes étrangers qui pouvaient difficilement louer des chambres dans des hôtels à moins de 150 dirhams par jour. Certaines périodes lui étaient très favorables, d'autres beaucoup moins. D'avril jusqu'à fin octobre les touristes étaient nombreux. *La Semana Santa* en Espagne inaugurait la haute saison avec des centaines de touristes andalous venant d'Algesiras par ferry passer le week-end à Tanger. À partir de cette période les bateaux de croisière débarquaient des dizaines de touristes plusieurs fois par semaine ; mais Karim rencontrait aussi des routards européens en quête d'exotisme et de plaisirs « illicites » (haschisch), des jeunes profitant de leurs vacances pour une aventure africaine etc.. Entre novembre et fin février c'était plus dur : les touristes étaient moins nombreux et il fallait alors compter sur les contacts créés pendant l'été et sur les *amis* européens installés en ville : une petite aide par-ci, un coup de pouce par-là, un cadeau ici, un prêt ailleurs, 100 dirhams offerts par un touriste, des courses achetées par Olivier, un journaliste français installé à Tanger, un manteau et des chaussures offertes par Alejandro l'instituteur espagnol de l'Institut Cervantes, etc. Ainsi Karim composait son budget mensuel : il payait la location (à l'époque où il devait la payer), il s'achetait la nourriture et les cigarettes. En avançant ainsi, il alimentait son projet d'émancipation économique et sociale : ce projet avançait certes à travers les galères du quotidien, la précarité économique et l'instabilité affective. Cependant, pour lui, c'était la meilleure des solutions envisageables :

« Rentrer en Guinée ? Non... Tu sais quand je suis reparti en Guinée, mon père était décédé, j'ai trouvé que ma famille n'était pas dans une bonne condition, ils pensaient que moi j'avais réussi, ma sœur a abandonné les études... Donc j'ai failli péter un câble là-bas. Je n'étais pas bien dans ma peau. Mais maintenant ça va un peu tu vois. Ça va mieux [il se fait très triste]. Je n'étais pas dans ma peau, je n'étais pas joyeux. [...] Je préfère rester ici... [...] Ici je suis seul, je suis autonome,

je n'ai rien à donner aux autres, je me débrouille pour moi. J'ai mes business, mon travail avec les touristes. Et ici, même si je n'ai rien, je peux toujours me débrouiller avec mes amis tu vois ? Je gagne mon petit argent, j'ai ma maison... Si je retourne en Guinée... Je vis en Guinée comme je vis ici. Je n'ai aucune famille à qui je peux demander de me trouver un travail. C'est ça le problème, tu vois ? Et là je peux avoir toujours une opportunité, travailler avec les touristes, gagner mon petit argent... je n'ai pas à aller chercher de l'argent pour ma mère ou ma sœur. Quand je suis là je peux avoir une chance, ici je peux avoir des opportunités, peut-être d'avoir plus d'argent ici au Maroc, ou de traverser un jour ». [Entretien Karim, 17/06/2015]

Exploiter les différentiels économiques.

Pour de nombreux migrants les touristes et les *expatriés européens* deviennent des ressources économiques. En effet, ils arrivent au Maroc avec une devise dominante. Attirés par le faible coût de la vie et animés par l'esprit vacancier, ils se permettent des dépenses inhabituelles. Ils débarquent des bateaux de croisières par dizaines, ils ont des appareils photos, des vêtements de marque, des téléphones et des tablettes, des appareils photos au cou, ils négocient des souvenirs à des prix disproportionnés en faisant la joie des commerçants locaux. Ils s'installent dans les cafés touristiques où la consommation d'un thé, d'un jus ou d'un soda coûte le double ou le triple que dans les cafés populaires moins attirants quelques mètres plus loin. Ils incarnent, à travers leurs vêtements, leurs gadgets, leurs postures, leurs fréquentations et leurs habitudes le différentiel économique frontalier existant entre le nord et le sud, l'Europe et l'Afrique (Peraldi, 1999, 2002). Ce différentiel anime un grand nombre de migrants qui se rendent dans des pays où la devise est plus forte afin de maximiser leurs gains. Rencontrer ces touristes, créer des relations, travailler pour eux, les accompagner dans leur parcours tangérois peut se révéler un moyen efficace pour réaliser et ou compléter ses revenus mensuels. Les petits dons et les petites commissions qu'ils offrent en euros sont convertis par les migrants en grandes sommes en dirhams : les migrants transforment immédiatement ces petites sommes, les miettes du budget des touristes offertes sous forme d'aide, de soutien et de solidarité, en une partie considérable de leurs revenus mensuels leur permettant de payer la location, de s'acheter de la nourriture et de vivre au jour le jour : cela est possible grâce à la fois au différentiel économique frontalier et à une gestion minutieuse de l'argent. D'une part les petites sommes offertes en euros par les touristes deviennent des sommes considérables en dirhams, dans l'économie de la débrouille dans laquelle s'inscrivent les migrants ; d'autre part, les dons des touristes sont cumulés et additionnés constituant ainsi des

revenus qui permettent aux migrants d'aller de l'avant au jour le jour. Ainsi Régis raconte son expérience :

« Honnêtement, je ne peux pas te dire comment je me finance... Chaque jour c'est différent. Ce sont les miracles [il rigole]...Par exemple aujourd'hui Francesco me donne 100 dirhams. Je gère mes 100 dirhams. Les 100 dirhams pour quelqu'un qui vit en Europe c'est facile. C'est petit 100 dirhams pour un Européen. Après il y a un ami espagnol, il est en vacances ici, je l'ai connu dans la médina. On est devenu amis. Maintenant on discute, je lui parle, il enlève 200 dirhams et il me les donne. Pour lui c'est rien, pour moi c'est beaucoup. S'il gagne 2000 euros, les 200 dirhams c'est rien du tout pour lui. Moi je peux faire des choses avec. Je gère ces 200 dirhams et je jongle avec les 100 dirhams de Francesco. Je peux faire beaucoup. Un kg de dinde par exemple je peux l'acheter à 22 dirhams... J'ai encore combien ? 275 dirhams, c'est beaucoup. Je peux faire des choses avec. Je gère mon argent... Tu sais, l'argent dépend de comment tu le dépenses. Tu fais tes calculs... Je dois payer la location, c'est 900 dirhams. Pour ce mois il y a quelqu'un à Caritas, c'est un Français, il peut me donner 50 euros, ce sont 500 dirhams... pour lui c'est rien, pour moi c'est très bien. Je les mets dans la location... avec les 275 dirhams que j'ai à côté j'ai le mois. Si je rencontre un touriste qui veut m'aider avec 5 ou 10 euros, je prends. C'est comme ça que je fais et je vis ma vie. Je vis bien. Francesco, aujourd'hui ma philosophie c'est : je vis ma vie, parce qu'au fond c'est ma vie que je suis en train de vivre. Quand 2013 finit ça ne va plus revenir. Mais il faut que je vive 2013. Et donc je ne veux pas vivre malheureux. Donc, comme ça, avec l'argent qu'on m'a donné j'ai acheté une télé à 250 dirhams à Casabarata. Après j'ai pris un petit dvd et j'ai aussi une antenne à 20 dirhams, et avec l'antenne je peux voir des chaînes marocaines. Et ça me permet de voir la coupe d'Afrique à la maison. Et maintenant j'aurai un ordinateur : il y a quelqu'un qui m'a promis un ordinateur d'occasion... C'est un ami espagnol qui me fait confiance, je lui ai dit s'il trouve un PC d'occasion. Il m'a dit qu'il va chercher. Comme ça je vis bien, je gère mes choses : l'argent dépend de comment tu le dépenses. [Entretien Régis, 20/01/2013]

Comme le dit Régis, 100 dirhams c'est une somme marginale pour un grand nombre de touristes qu'il rencontre, alors que pour lui ça devient une ressource essentielle. S'il maîtrise bien cet argent, il peut aller de l'avant, payer le loyer, se nourrir et peut-être économiser quelque peu. Mais pour ce faire, pour transformer les miettes des budgets de ces touristes en ses revenus mensuels, il doit d'abord les comptabiliser et les additionner en les cumulant avec les petits cadeaux qu'il reçoit (un ordinateur dans ce cas) : c'est par un travail constant d'adjonction de petites sommes et petits cadeaux qu'il construit son petit capital. En apprenant à gérer ce capital avec attention Régis peut aller de l'avant : il doit gérer ses dépenses, définir des priorités et réaliser des arbitrages. Ainsi les petites sommes offertes par ces étrangers du nord deviennent les grandes sommes de son budget,

le peu se transforme en suffisant, le « rien du tout » devient « assez » : « l'argent dépend de comment tu le dépenses » il répétait dans l'entretien. Avec cette gestion des ressources, en exploitant ce différentiel économique qui transforme le surplus des autres en la base de son budget, Régis peut se débrouiller au Maroc et continuer à alimenter son projet migratoire. Pour les migrants le travail avec les touristes et les étrangers est extrêmement rentable car ils peuvent profiter d'une surévaluation instantanée de la devise étrangère (euros et dollars) qui, convertie en devise locale, cumulée et introduite dans les circuits de l'économie de la débrouille acquiert une force suffisante pour alimenter leurs projets. La relation avec les touristes et les expatriés (souvent définis par les migrants comme les « blancs ») du nord était donc particulièrement convoitée par les migrants qui pouvaient en tirer des profits économiques et symboliques sur une courte ou longue durée. Mais pour pouvoir construire ces relations il était nécessaire de mobiliser des compétences migratoires et un savoir-faire relationnel : c'est d'une part parce qu'ils parlaient un bon français et d'autre part parce qu'ils connaissaient bien Tanger et les grandes villes marocaines que Karim et Régis pouvaient aborder des touristes et construire des relations durables. Pour conclure, en profitant de ce différentiel économique frontalier et en cumulant et en gérant les petites sommes d'argent selon leurs priorités, Karim, Régis et beaucoup d'autres migrants peuvent transformer les petites sommes que les touristes ou les résidents européens leur offrent en des revenus en dirhams qui leur permettent de vivre au quotidien et d'alimenter leur projet migratoire.

Le travail avec les journalistes, les chercheurs, les acteurs médiatiques et les militants.

Comme je l'ai montré dans les chapitres précédents, la problématique migratoire au Maroc est devenue un sujet fortement médiatisé et attire de nombreux journalistes, chercheurs, militants et étudiants. Comme je l'ai également souligné, Karim conservait les cartes de visite, les numéros, et les courriels électroniques de nombreux journalistes, étudiants, et militants qu'il avait rencontrés. Face à ces personnes Karim assumait le rôle du migrant clandestin, du *harraga* qui traverse le désert, brûle ses papiers et traverse la mer ; ainsi il avait témoigné dans des reportages, il se faisait interviewer, filmer et prendre en photo. Pour cela, il demandait des commissions et des dons. Ces relations devenaient donc, pour Karim, des relations marchandes dans lesquelles il pouvait négocier ses commissions sous

forme d'échange réciproque de don et contre-don (Mauss, 2012), de prestations monétaires, de commissions, ou d'aides. Olivier, un documentariste free-lance qui souhaitait réaliser un documentaire sur des figures tragiques de la mobilité et notamment sur des migrants subsahariens échoués à Tanger, avait choisi Karim comme protagoniste. Pour participer au reportage en tant que protagoniste Karim négociait avec Olivier des commissions et des dons : le paiement du loyer, des transports, de la nourriture, des cigarettes et des sommes d'argent à la fin du tournage. Ce faisant, il rentabilisait sa relation qui devenait ainsi amicale, professionnelle et marchande : Karim était à la fois l'ami qui se disait en détresse, le protagoniste du reportage et le locataire du Riad. Grâce aux petites sommes qu'Olivier lui versait régulièrement, Karim composait son capital mensuel et obtenait l'argent suffisant pour se débrouiller commodément pendant plusieurs semaines. La collaboration avec Olivier lui avait permis aussi de rentrer en Guinée sans avoir à payer ses billets : Olivier devenait pour Karim un instrument favorisant la débrouille économique et la mobilité.

Mon colocataire Ibrahima (un jeune Sénégalais de 23 ans qui, comme nous l'avons vu, était arrivé au Maroc pour faire un stage dans une entreprise) avait connu un réalisateur allemand dans le restaurant où il travaillait en tant que serveur. Le réalisateur lui avait proposé de tourner un documentaire-fiction dans lequel Ibrahima devait jouer le rôle du migrant illégal au Maroc désireux de passer illégalement le détroit de Gibraltar. Ibrahima était enthousiaste du projet et avait demandé au réalisateur une contribution en échange de sa participation :

« Il m'a donné 3000 dirhams... Il m'a payé les transports, les restaurants... il m'a payé le billet pour le Sénégal et le loyer quand nous sommes allés au Sénégal. Mais c'est peu, c'est peu... ; parce qu'on tournait tous les jours... ce n'est rien. [...] Quand il a filmé les Sénégalais à Boukhalef pour faire les passeurs, il leur a donné 200 euros. Seulement pour un après-midi. À Moustapha il a donné 100 dirhams. Il me dit qu'il n'a pas d'argent mais il donne aux Sénégalais 200 euros pour un après-midi ». [Reconstruction d'un échange informel, journal de terrain, 21/06/2015]

Ibrahima avait reçu 3000 dirhams pour le tournage au Maroc et le paiement du billet d'avion pour rentrer au Sénégal. En outre, le réalisateur lui avait offert 1400 dirhams pour payer le loyer à Tanger pendant leur séjour au Sénégal. Cependant, après l'enthousiasme initial, Ibrahima avait vite déchanté : il était déçu de sa relation avec le réalisateur : en comparant sa rémunération avec celle reçue par les autres comparses, il s'estimait arnaqué : il pensait, peut-être de manière naïve, que son rôle de protagoniste pouvait lui permettre

de gagner plus d'argent et de voyager pour présenter le film dans les festivals internationaux. Grâce à cette expérience, quelques mois plus tard, il joue dans une trilogie de courts-métrages intitulés *Mon Ami* et inspirée de son parcours, ou du moins de l'image que le réalisateur se fait de son parcours : Ibrahima endosse encore une fois le rôle du migrant clandestin échoué au Maroc avec l'espoir de traverser le Détroit à bord d'une *patera*. Grâce à ce travail il participe à des festivals de cinéma locaux et nationaux, à des soirées et des ateliers artistiques et à des rencontres de réflexion, en apportant son expérience de migrant en situation irrégulière au Maroc. Cela lui avait permis d'entrer dans le cercle des artistes locaux et étrangers installés en ville et de se faire des amis parmi des jeunes étudiants, des journalistes, etc.

Mohammed le Guinéen, dans ses circulations à travers la ville et les cafés afin de « gagner des marchés », avait rencontré un étudiant français qui voulait filmer les migrants installés dans un campement informel afin de réaliser un reportage dans le cadre de ses études d'ethnologie. Il s'était empressé de *gagner ce marché* en rassurant l'étudiant : « Il voulait filmer les blacks en forêt. J'ai dit que je pouvais l'amener : « oui tu peux filmer les Africains mais il faut payer quelque chose, il faut leur apporter des sardines, des pommes de terre »... je lui ai dit qu'il me donne 300 dirhams pour acheter des choses comme ça » [Reconstruction d'un échange informel, journal de terrain 09/01/2014]. Des dizaines de journalistes, chercheurs, étudiants et militants arrivent régulièrement au Maroc et à Tanger avec l'ambition de décrire et analyser l'expérience des migrants subsahariens : ils les côtoient dans leur quotidien, en leur posant des questions, en leur demandant de parler de leur parcours, en enregistrant des entretiens, en les filmant ou en les prenant en photo. En échange de cela les migrants reçoivent de petites sommes d'argent, des cadeaux, des dons, des aides ; cela va de quelques dizaines ou centaines d'euros, à des cigarettes, des repas, des vêtements, des gadgets et de biens de prestige (les écouteurs de Dr Dre de Karim, des téléphones, des ordinateurs, etc.), offerts à la fois comme un échange pour leur collaboration et/ou comme une aide adressée à des individus occupant une position précaire et subalterne. L'échange entre les migrants et les journalistes et militants n'est jamais tarifé ni codifié ; les partenaires s'engagent dans une relation qui comporte une certaine réciprocité et donc un échange de dons qui, à aucun moment, n'est défini de manière monétaire et tarifée. Cependant, les migrants savent qu'ils peuvent exploiter à leur avantage l'intérêt que ces étrangers du nord portent sur leurs parcours et notamment sur les aspects les plus dramatiques ; ils peuvent en tirer de l'argent et des aides ; la relation assume pour eux un caractère marchand et économique dans le sens où les gains qu'ils peuvent en tirer sont calculés, mesurés, comparés avec les dons offerts à d'autres migrants

ou reçus antérieurement. Avec ces étrangers intéressés à leur sort se créent de véritables relations marchandes fondées sur leur visibilité autour de l'image du *harraga*, du voyage de la misère, de la fuite et de la souffrance. Ainsi, une relation amicale et d'entraide asymétrique est transformée par les migrants en une relation marchande dans laquelle ils essayent de tirer un maximum de profit : pour ce faire, ils ne négocient pas sous la forme de la transaction commerciale qui sortirait du cadre de signification que lui attribuent les journalistes, les militants et les chercheurs ; la négociation est maquillée, cachée, elle se fait en mobilisant, au moment de l'échange, non pas un registre commercial, mais un double registre discursif qui est celui du lien amical et affectif et de la subalternité sociale et économique : l'argent et les cadeaux sont demandés comme un échange de réciprocité, comme des dons et des aides et jamais comme de véritables paiements pour des services rendus. On assiste à des relations qui, pour les migrants, deviennent marchandes tout en se niant comme telles et en se conservant par le registre discursif comme des relations amicales et de solidarité. Alors jouer le *harraga*, endosser le rôle du clandestin, renfoncer dans le récit la galère vécue au quotidien relève d'une stratégie qui a une valeur multiple : cela permet aux migrants d'entamer la relation avec ces étrangers du nord, stimuler leur intérêt et demander des aides et de l'argent sous forme de solidarité et d'aide. Bien qu'il n'ait jamais tenté de passer illégalement la frontière espagnole et qu'il ne se soit jamais qualifié comme un *vrai clandestin* Ibrahima assume ce rôle dans les films dans lesquels il est appelé à participer. Il le fait sans beaucoup de gêne car il partage ou connaît de près certains traits de l'expérience de vie des *vrais clandestins* : il est en effet un migrant qui est parti vers le nord pour essayer de réaliser ses rêves, qui fait l'expérience de l'altérité, de la précarité économique et émotionnelle ; en revanche, il n'a jamais essayé de s'embarquer sur un zodiac, il n'a jamais été arrêté par les forces de l'ordre, il n'a jamais essayé de sauter les grillages de Ceuta et Melilla ou de séjourner dans les campements informels. Il compose son récit en mobilisant son vécu, ses expériences, les récits entendus et les situations observées. C'est en endossant le rôle du *harraga* qu'il se garantit une place dans le film (la place du protagoniste) et un gain économique sous des formes diverses : quelques centaines d'euros, un loyer payé, un billet aller-retour pour le Sénégal. D'autre part, il en tire un bénéfice sur le plan symbolique et relationnel : il entre petit à petit dans les circuits artistiques marocains et élargit ses relations. Ainsi, en bricolant ses revenus mensuels avec des travaux, des participations à des films et des soirées artistiques, mais aussi avec les aides et les cadeaux des amis plus fortunés, il continue à alimenter son projet migratoire.

Pour conclure, ces relations qui pour les migrants deviennent marchandes ne sont pas

dites et vécues par les acteurs qui y participent comme telles : elles restent ambiguës : elles sont à la fois personnelles, amicales et marchandes. Elles sont, en outre, hiérarchisées et prennent leur sens par cette hiérarchisation : le migrant démuni est dans une position subalterne face aux journalistes et aux professionnels médiatiques occupant une position économique et sociale privilégiée. En même temps ce différentiel social est à l'origine de la relation qui s'instaure, de l'intérêt que les journalistes portent aux migrants et du type de transaction économique qui s'ensuit : un payement en forme d'aide, de dons et de solidarité et non pas d'une rémunération commerciale et tarifée. En prenant partie à ce marché et en l'alimentant, les migrants tirent un profit économique et symbolique ; mais pour participer au marché, pour entrer dans le jeu, ils doivent endosser le rôle du *vrai clandestin* et du *harraga* ; en définitive, les migrants qui accèdent à ces relations peuvent en tirer, d'une part, de petites sommes d'argent qu'ils cumulent, des aides matérielles, un soutien économique ponctuel ou plus durable et, d'autre part, un bénéfice symbolique : en effet, en construisant des liens puissants avec des étrangers du nord, en devenant des informateurs privilégiés, ils entrent un peu plus dans le cercle des acteurs et des usagers du marché culturel local, et sortent, du moins en partie et provisoirement, du cercle des transmigrants de la mobilité subalterne.

Trouver des sponsors et des parrainages.

Grâce au journaliste français qu'il côtoyait, Karim avait pu rentrer en Guinée afin de continuer le tournage dans son pays d'origine. Suite à une violente dispute entre les deux, Olivier décide d'abandonner le projet. Karim, après quelques mois chez sa famille à Conakry, reprend la route vers le Maroc.

« C'était en août 2013, je voulais revenir au Maroc... J'ai pris la route au Sénégal, on m'a mis en taule deux semaines à Saint-Louis [il rigole]. Tu sais, je suis arrivé à Saint-Louis, et je suis parti dans un hôtel... Pierre [un retraité français connu à Tanger] m'avait dit qu'il allait m'aider à avoir un peu d'argent pour passer en Mauritanie. La nuit je suis arrivé à Saint-Louis, je suis allé dans un hôtel. Je n'avais pas d'argent, j'ai mangé pour 10000 francs CFA, j'ai pris en plus un paquet de cigarettes et un café. 10000 CFA c'est à peu près 100 dirhams. [...] Quand j'ai pris ça ils ont dit : « non, c'était pas inclus dans le prix de la chambre. T'as déjà payé ta chambre maintenant tu dois payer le dîner. T'as mangé et tu dois payer ». J'ai dit : « non, mais j'ai pas d'argent, attendez demain matin je vais payer ». Donc ils ont parlé entre eux et ils ont dit « ah mais lui peut-être il veut nous

faire un coup... ». Donc ils m'ont dit : « paye ». J'ai dit : « je n'ai pas d'argent ». Ils m'ont dit : « comment tu vas payer ? ». J'ai dit : « demain on va m'envoyer l'argent ». Ils m'ont dit : « tu payes sinon tu ne vas pas aller dans ta chambre ». J'ai un peu riposté et ils ont appelé la police. La police est arrivée et elle a donné raison au garçon de l'hôtel puis ils m'ont embarqué. J'ai fait une semaine au Commissariat. Au Sénégal hein [il rigole amusé]. Et puis ils m'ont envoyé à la prison centrale de Saint-Louis. J'ai passé là-bas deux semaines. Ça m'a fait trois semaines... Puis je sors et le malheur m'arrive : après la prison je viens à la frontière de la Mauritanie et les Mauritaniens me disent qu'il me faut 50 euros d'argent de poche pour passer. C'est la règle, maintenant pour entrer en Mauritanie il faut avoir 50 euros d'argent de poche. Comme le Maroc c'est 500 euros la Mauritanie c'est 50. Alors je suis rentré en Guinée encore une fois... En Guinée Pierre m'avait envoyé 500 euros et j'ai pris la route et je suis venu jusqu'à la frontière marocaine. Donc les 500 euros, j'avais dépensé 250 euros jusqu'à la frontière du Maroc. Les Marocains m'ont demandé 500 euros d'argent de poche. Et je n'avais pas les 500 euros. Donc ils m'ont refoulé en Mauritanie.

- T'as travaillé là-bas ?

Non, j'ai expliqué à Pierre [il rigole]. Encore, oui. Parce qu'il n'y a pas de travail là bas. Si il y a du travail mais c'est comme 30 dirhams par jour. Pierre m'a envoyé l'argent, encore. 300 euros et j'ai pris le billet d'avion. J'étais à Nouadhibou, à 60 kilomètres de la frontière du Maroc. Là bas il y a pas d'hôtels ni de pensions. J'avais trouvé un Guinéen là-bas et je logeais chez lui. [...] J'ai habité avec ce gars. Il est là actuellement, à Tanger. J'ai fait 5 jours avec lui et quand Pierre m'a envoyé l'argent j'ai pris un vol pour venir à Casa. À Casa directement je suis allé à la gare et j'ai pris un train pour Tanger. Quand je suis venu je suis arrivé ici et je suis entré directement ici [dans cette maison, le Riad de Pierre]. [...] [Karim reçoit un appel téléphonique : il attrape un papier et y note un code avec un stylo bleu]. C'était Pierre, il m'a envoyé 50 euros par Western Union. C'est mon meilleur ami [il rigole]. Moi, des fois j'ai pitié de lui : il m'aide trop, c'est fatigant, ça fait trois ans qu'il m'aide comme ça. C'est lui seul qui peut faire ça.... [...] Normalement il devait venir demain avec Sylvie [une copine française] pour quatre jours. Il m'a appelé avant-hier « non, on ne vient pas, la météo n'est pas bonne ». Il m'a appelé aujourd'hui... pourquoi il m'a envoyé l'argent aujourd'hui ? Parce que je lui ai dit que j'ai pris une femme de ménage qui a nettoyé la maison... [j'avais remarqué que la maison n'était pas propre] Non, bof, j'ai menti [il rigole], tu es mon ami, tu me connais... ce n'est pas propre mais j'aurais dû le faire. Il m'a dit : « c'est combien » et moi j'ai dit : « c'est 200 dirhams » ; « ok », il m'a dit : « je vais t'envoyer 500 dirhams ». Mais il devait venir jeudi et il devait m'envoyer l'argent le lundi. Mais le lundi il m'a appelé et il m'a dit qu'il ne vient pas. Moi j'ai menti, je lui ai dit que j'avais déjà fait travailler la femme de ménage et qu'elle est venue chaque matin. Donc il est inquiet pour moi, il pense que la femme de ménage vient me casser la tête. Et comme il ne vient pas il va m'envoyer l'argent et je vais faire moi-même le ménage ou alors j'appelle une femme qui fait le ménage pour 100 dirhams... [...] Sinon ici c'est comme je l'ai laissé, tout le monde est là. Sékou [un ami guinéen] est là. Sékou était partis en Guinée avec une femme espagnole. Il a demandé le visa mais ça n'a pas réussi. Il a demandé à la

femme l'argent pour revenir au Maroc et elle l'a aidé. [Entretien Karim, 17 juin 2015]

Karim raconte ici son parcours de retour au Maroc après un séjour en Guinée. Dans ce passage émergent certains éléments que nous avons déjà traités auparavant : cette mobilité se réalise par des allers-retours, des accidents, des changements de destination, des replis et de nouveaux départs : il s'agit de trajectoires accidentées et constamment recomposées : Karim rentre en Guinée après trois ans au Maroc, décide de repartir, traverse le Sénégal, fait de la prison, reprend la route, est arrêté à la frontière de la Mauritanie, rentre en Guinée et repart à nouveau. Or nous voyons ici que cette mobilité est favorisée par le lien particulier que Karim entretient avec Pierre, un retraité français, qui a acheté un Riad à Tanger. On constate que cette relation s'étend dans le temps et se fait de plus en plus dense. Pierre autorise Karim à occuper son Riad et lui envoie constamment de petites sommes d'argent pour qu'il puisse faire des travaux à la maison, acheter de l'électroménager, mais aussi payer des dettes ou résoudre des problèmes personnels. De la première rencontre et de l'accompagnement ponctuel, on est passé à une relation de plus en plus intime qui se transforme en un *parrainage*. Ce type de relation entre les migrants et des parrains étrangers est fréquent et recherché. Pierre soutient régulièrement son ami à Tanger et pendant ses voyages. Les sommes d'argent qu'il lui envoie sont considérables (500 euros, encore 300 euros et ensuite 50) et sont destinées pour partir vers le Maroc, ensuite pour acheter un billet d'avion de Nouadhibou à Casablanca et ensuite pour payer une femme de ménage à Tanger. Les aides de Pierre permettent à Karim de se débrouiller et de voyager. Ici la relation amicale et de solidarité devient un véritable parrainage et une ressource permettant à Karim d'alimenter son errance pendant de nombreuses années. Cette relation a pour Karim une valeur économique importante : les aides, les virements d'argent, les opportunités que Pierre lui offre lui permettent d'acquérir des biens de consommation, accéder à un meilleur confort de vie.

Comme Karim d'autres migrants rencontrent des touristes et envisagent des relations avec des femmes et des hommes européens. Comme le dit Karim dans l'entretien, Sékou avait connu à Tanger une femme espagnole d'environ cinquante ans avec laquelle il entretenait une relation amicale et sexuelle : elle lui avait payé le voyage pour rentrer en Guinée, l'avait soutenu dans les démarches pour avoir un visa espagnol et lui avait payé le voyage pour revenir à Tanger. La vie quotidienne de Sékou et sa mobilité étaient favorisées par le soutien constant de la dame espagnole : pour sa part il intégrait ces aides aux sommes qu'il gagnait en jouant de la musique dans des restaurants ou à l'argent que son père lui envoyait de temps en temps : il aménageait ainsi son quotidien en payant la location, la

nourriture, le crédit téléphonique, les cigarettes et le haschisch. Diallo sortait avec une femme anglaise d'une cinquantaine d'années, qu'il avait connue à Tanger et qui depuis ce moment faisait des allers-retours constants entre l'Angleterre et le Maroc : ils sortaient ensemble dans les cafés et voyageaient dans d'autres villes marocaines : ils avaient une relation amoureuse et sexuelle ; Diallo définissait la femme comme « ma copine » : elle lui envoyait de l'argent et des cadeaux : quand elle était au Maroc ils habitaient dans l'appartement qu'elle louait.

Karim accompagne Pierre dans son séjour tangérois, lui donne de la compagnie, l'aide à porter les courses et à réaliser des travaux à la maison, et tisse un lien d'amitié sincère ; entre les deux existe un lien affectif et amical avéré : en même temps, en contrepartie, Karim reçoit de la part de Pierre, des dons, un logement, des sommes d'argent, de l'aide quotidienne, de l'aide dans ses démarches administratives. Nous assistons dans tous ces cas à des relations qui s'apparentent à l'échange économique-sexuel étudié par la sociologie et l'anthropologie féministe (Broqua et Deschamps, 2014) ; ce sont des relations de nature à la fois amicale, sexuelle/affective et économique dans lesquelles les sentiments, les affections et l'argent se tiennent mutuellement. En effet, ces femmes et ces hommes européens contribuent matériellement avec de l'argent, des dons, du soutien administratif à l'amélioration de la vie quotidienne de ces migrants et à favoriser leur mobilité : mais cela se fait à travers l'engagement réciproque dans des liens affectifs, amoureux, amicaux et sexuels réels. Il s'agit donc de relations dans lesquelles on ne peut pas dissocier les liens intimes de nature amicale, amoureuse ou sexuelle, des liens de nature économique ; on assiste à un jeu profond de transactions complexes entre différents domaines : les sentiments, le plaisir, le pouvoir, le prestige et l'argent. Pour les comprendre nous devons donc concilier dans l'analyse des mondes conçus comme antagonistes comme celui de l'espace intime et de l'argent (Zelizer, 2001, 2005 b ; Journet, 2005 ; Martial, 2009 ; Henchoz, 2008 ; Belleau et Henchoz, 2008 ; Belleau et Martial, 2011). Entre les migrants et leurs parrains européens nous assistons à des relations affectives, à des liens d'intimité et d'amitié mais aussi à des pratiques sexuelles donnant lieu, directement ou non, à une rétribution financière, matérielle ou symbolique : la compagnie, l'amitié et la sexualité deviennent pour les migrants des formes de contribution en échange d'argent, prestige et opportunités. Ces relations s'apparentent de manière évidente aux relations décrites par Christine Salomon (Salomon, 2007, 2014) entre des femmes âgées européennes et des jeunes hommes originaires de l'Afrique subsaharienne ou des Antilles. Dans son article *Intimités mondialisées entre « vieilles blanches » et « jeunes blacks », Rêve, argent, sexe et sentiments (France, Sénégal)* (Salomon, 2014), elle décrit les échanges économique-

sexuels et intimes entre des femmes européennes (vieilles blanches) et des jeunes sénégalais (jeunes blacks) et elle montre à quel point ces formes d'intimité peuvent être plus ou moins commercialisées : en effet, des personnes plus âgées et plus riches (les vieilles blanches) « fournissent une compensation en termes économiques ou de sécurité administrative contre des prestations masculines qui vont de la compagnie au service sexuel, ce dernier n'est jamais tarifé ou assimilable à une « passe » (un acte ponctuel) et il n'est pas présenté comme commercial et il est exceptionnel qu'il soit présenté clairement commercial » (Salomon, 2014, p. 222). Les migrants que j'ai rencontrés entament des relations affectives et sexuelles qui sont aussi économiques sans pour autant que la nature et le type de prestation soient tarifés ou régularisés ; ces prestations s'inscrivent dans la durée et constituent des liens transnationaux entretenus à travers les nouvelles technologies de communication et les agences de transfert d'argent : internet et réseaux sociaux, agences Western Union ou Moneygram : Pierre donne de l'argent à Karim quand ils se trouvent ensemble à Tanger mais aussi quand ils sont séparés, l'un en France et l'autre en Guinée ; ils sont constamment en contact par téléphone, e-mail ou facebook ; le lien amical et affectif est constamment entretenu et renégocié. Il serait injuste et limité de réduire l'engagement de ces migrants à une pure stratégie économique ; au contraire, ces relations de longue durée exigent un *travail émotionnel en profondeur* (Hochschild, 2003) pour ressentir suffisamment les émotions, pour adhérer aux attentes émotionnelles et matérielles qu'on attribue au rôle de l'ami intime, de l'amoureux et de l'amant : « C'est mon meilleur ami [il rigole]. Moi, des fois j'ai pitié de lui : il m'aide trop, c'est fatigant, ça fait trois ans qu'il m'aide comme ça. C'est lui seul qui peut faire ça.... », nous dit Karim à propos de Pierre ; ces migrants ne pensent pas leurs partenaires européens comme des clients qu'ils peuvent exploiter, comme des étrangers à contourner, comme des personnes à qui on vendra un produit (émotionnel ou sexuel) dans une pure relation marchande : au contraire, ils les pensent comme des amis de cœur, des copains/copines, des compagnons tout en étant conscients des avantages économiques et symboliques que ces relations peuvent favoriser. En d'autres termes, l'aspect commercial ou économique n'exclut pas l'investissement émotionnel et les migrants qui se définissent comme des aventuriers ou des businessmen ne voient pas dans leurs partenaires des clients mais des amis, des copains ou des copines, des compagnons. Cela-dit, le fait de s'engager physiquement (mais aussi virtuellement, par internet et les réseaux sociaux) dans des relations avec des Européens/ennes permet à ces migrants de sortir un peu plus de la précarité et de faire face à leurs obligations quotidiennes et familiales : il y a donc un intérêt économique explicite et qui ne se nie pas. Ces relations sont toujours marquées par un différentiel

hiérarchique entre le partenaire européen qui occupe une position dominante du point de vue économique, social et du droit à la mobilité et le partenaire subsaharien qui occupe une position subalterne. Salomon (Salomon, 2012) montre bien que ces relations sont encadrées par une multiplicité de rapports de domination et d'oppression : ces échanges se structurent autour d'une imbrication complexe de plusieurs ordres de domination (genre, race, classe) qui dépassent le cadre de la relation ponctuelle entre les partenaires et qui définissent chacun au delà de la relation considérée : les femmes européennes qui s'engagent dans ces relations sont souvent de condition modeste et subissent une domination économique et de genre dans leurs sociétés d'origine : cependant, par rapport à leurs nouveaux partenaires, elles occupent une position économiquement et socialement dominante : pour les jeunes hommes subsahariens s'afficher avec une femme européenne plus âgée constitue une transgression des règles sociales dominantes qui leur imposerait d'avoir des relations avec des femmes plus jeunes et souvent du même groupe social et que ce soit lui qui devrait l'entretenir économiquement. Ces jeunes occupent donc dans la relation une position « féminine » selon leurs codes culturels, celle de la subalternité de par la classe d'âge et le pouvoir économique. Ces rapports de domination qui dépassent l'univers de la micro-relation s'actualisent et prennent des formes nouvelles dans celle-ci : ces formes sont souvent l'expression d'une transgression de la norme mais aussi de réappropriation d'une subjectivité subalterne : certes ces jeunes migrants doivent se plier à une relation « anormale » de subalternité à l'égard d'une femme (ou d'un homme) plus âgée mais peuvent s'ouvrir par-là des voies, autrement fermées, d'ascension sociale, de par les modes de consommation ou par la mobilité géographique. Or bien que les partenaires entretiennent la conception d'un bénéfice équitablement partagé (un lien d'amitié, de la compagnie, des prestations sexuelles en échange d'une aide économique) la complexité des attentes réciproques inscrites dans les rapports de domination qui encadrent et structurent la relation ne tardent pas à se manifester : ils s'expriment dans les conflits, les drames et le sentiment de duperie qui émergent une fois la relation finie. Les partenaires se présentent en victimes et s'accusent réciproquement d'être des arnaqueurs et des manipulateurs : pour les partenaires européens (hommes ou femmes) les migrants ont abusé de leur confiance et ont entretenu une relation basée uniquement sur un intérêt économique et pour les migrants les partenaires européens les ont abandonnés sans recevoir la contrepartie escomptée. Ainsi, ces relations transnationales et asymétriques s'écroulent souvent minées par leur propre caractère transgressif, par leurs ambiguïtés et contradictions : en effet, ces relations économiques et émotionnelles et qui, cependant, ne sont ni exclusivement économiques, ni exclusivement émotionnelles trouvent des

équilibres fragiles et nécessitent un rééquilibrage constant, souvent intenable :

« Pierre m'a viré de la maison, j'ai invité des amis à la maison et son téléphone et son passeport ont disparu... il m'a dit que je suis un voleur et que je l'ai trahi » [Échange téléphonique avec Karim, journal de terrain, 17-07-2017].

Après des années, la relation de parrainage peut s'achever à cause de la perte de confiance réciproque ; bien que durables, ces relations restent extrêmement éphémères car s'alimentent d'une part d'une ambiguïté profonde qui tient à l'asymétrie (en termes de pouvoir économique et social, de mobilité et d'intérêts réciproques variables) qui les caractérise et d'autre part d'un ensemble d'ordres de domination et d'oppression qui s'imbriquent et refondent selon des alchimies nouvelles. Parfois elles ne survivent pas à une suspicion, à une méfiance ou un mépris réciproques indépassables :

« Diallo en tout cas à l'heure là, il a une femme anglaise, une femme qu'il a connue ici. C'est une femme vieille mais pas trop vieille. Ils se sont connus il y a 4 mois dans le grand Socco, elle est touriste ; elle vient maintenant tous les mois : il cherche l'argent : est-ce que la femme va lui donner l'argent ? Elle dit que si elle amène Diallo en Europe, Diallo va la laisser. Mais Diallo ne l'aime pas. » [Entretien Mohammed, 28/10/2013]

Pour de nombreux migrants les relations avec des touristes européens (hommes ou femmes) constituent donc des relations économiques qui cependant ne peuvent pas se réduire à des relations marchandes : ces relations sont conçues comme un parrainage durable qui peut apporter des avantages économiques et symboliques mais elles sont aussi investies d'un lien amical, personnel et affectif. Mais ces relations sont aussi exploitées afin de se garantir un maximum de ressources et d'opportunités : les sommes reçues, les dons, les aides, sont comptabilisés, cumulés avec d'autres formes de revenus et gérés dans cette économie de la débrouille dans laquelle les migrants évoluent. Ces aides, sur la longue durée, favorisent l'inclusion dans la mobilité transnationale de ces individus et par-là alimentent l'espoir d'une progressive émancipation et ascension économiques et sociales. Nous assistons donc à l'émergence d'une véritable économie du lien affectif qui se greffe et s'imbrique aux économies de la mobilité et de la débrouille : c'est notamment grâce à des sommes d'argent et à des aides obtenues à travers la mobilisation ou la création de liens affectifs que les migrants alimentent leur parcours. Mais ces liens affectifs ne sont pas réductibles aux liens amicaux, amoureux ou sexuels. Au contraire, ces économies du

lien affectif puisent aussi dans les relations familiales : certains migrants trouvent des sponsors et des parrains parmi des personnes de leur famille jouissant d'un statut privilégié par rapport au leur. Sékou par exemple intégrait l'argent que la femme espagnole lui offrait aux petites sommes d'argent que son père lui envoyait de temps en temps. Simon comptait sur l'aide régulier de sa sœur installée en Angleterre : les sommes qu'il recevait de la part de sa sœur constituaient le socle de ses revenus mensuels et il les intégrait à d'autres revenus ponctuels.

« Tu sais, vers la fin du mois, chaque mois, ma sœur m'envoie une petite somme, 100 livres, 90 livres ou comme ça. Moi je paye le loyer et je consomme ça avec mes amis proches, avec les amis qui sont cool avec moi je mange ensemble » [Entretien Simon, 27/02/2014]

Ce que je souhaite souligner ici c'est le fait qu'une portion de ces économies de la débrouille et de la mobilité qui alimentent les parcours des migrants se compose d'une économie affective dans laquelle les échanges émotionnels, sexuels, affectifs et économiques sont strictement imbriqués. Ces économies affectives sont partie intégrante de la mobilité et de l'errance de ces migrants et contribuent à alimenter leurs projets d'émancipation sociale et économique. Elles me semblent constituer des indicateurs de la façon dont les migrants se réapproprient leur parcours en essayant, de manière plus ou moins inconsciente, de renverser ou de bousculer par le bas des rapports de domination et d'oppressions afin de tracer leur chemin et chercher de nouvelles opportunités : ces économies de l'affectivité se configurent comme des arts de faire (Certeau, 1980) et des arts de résistance (Scott, 2008) dévoilant la capacité d'agir d'acteurs en apparence dominés qui cherchent par la transgression de la norme et par le défi des structures de dominations (économiques, de genre, d'âge) des opportunités de réussite. Mais cela ne se fait pas sans difficultés, ambiguïtés et ruses : la relation intime et de confiance se mêle à l'intérêt économique : les regards se croisent et se mesurent : des liens émotionnels se créent et des circuits économiques s'activent.

Chapitre III : Les activités commerciales.

Le commerce des voitures.

« J'ai demandé à Oumar de m'accompagner au Port Tanger-Med où il fait des déchargements. Nous avons rendez-vous à la place du Grand Socco. Je suis en avance et je le vois arriver avec une silhouette grande et fine, le torse recroquevillé, la tête baissée, un bonnet jamaïcain qui contient les rastas, les mains dans les poches du blouson noir. « Il fait froid mec », il me lance en se rapprochant. On est en retard : on doit monter jusqu'à la place des Paresseux et ensuite descendre le boulevard jusqu'à la gare routière. Nous marchons vite et arrivons à un énorme rondpoint où se rencontrent trois grands axes routiers : « c'est là-bas qu'on prend le bus » : Oumar m'indique un point à l'extrémité opposée du rondpoint. 5 personnes attendent debout, immobiles, les mains dans les poches des manteaux, elles sont les seuls indicateurs d'un arrêt de bus. « Le bus arrive quand ? » je demande à Oumar ; « Il y a un bus chaque 20 minutes... », il me répond : « maintenant le bus c'est 50 dirhams par personne... avant c'était gratuit. On prenait le bus gratuitement, free. Après ils ont dit qu'il fallait payer, mais c'était gratuit si tu devais prendre un bateau là-bas... alors on disait qu'on avait un bateau qui partait et on montait gratuitement. Après ils ont commencé à demander le ticket du bateau et après ils ont mis 50 dirhams pour tout le monde ». Un bus arrive et se gare : « c'est celui-là » me dit Oumar. Nous montons les premières marches et payons les 50 dirhams chacun au chauffeur ; les tourniquets se débloquent et nous pouvons passer. Nous sommes une dizaine de passagers. Le bus grand, propre, moderne et commode roule sur une autoroute presque vide. Une quarantaine de minutes plus tard on arrive à la gare maritime du Port Tanger Med. Le bus s'arrête ; « ce n'est pas ici... on descend après » me dit Oumar. Le bus reprend la route, à notre gauche les infrastructures du port, imposantes : le dépôt où sont rangés des centaines d'énormes containers et les énormes grues qui les déplacent. Tout le périmètre est protégé par un grillage de plusieurs mètres. On arrive sur un parking où sont garés des centaines de camions. À l'extérieur du grillage, de l'autre côté de la route, trois enfants traînent, les yeux absents, aspirent de la colle d'un sac en plastique qu'ils portent régulièrement au visage ; ils se cachent derrière de gros blocs de béton. Personne ne semble s'y intéresser. Le bus s'arrête à nouveau, « c'est ici, on descend » me

dit Oumar. Nous sommes dans un parking, le vent souffle fort et froid. Il est encore plus percutant qu'en ville. Face à nous le détroit de Gibraltar, à notre gauche un édifice et une entrée surveillée par des policiers. Un groupe de Subsahariens discute. Parmi eux il y a Abdoulaye, un des colocataires d'Oumar : lui aussi fait ses business au port. On le salue de loin et on rentre dans l'édifice à notre gauche. On accède à un grand espace aménagé en restaurant/café, avec des dizaines de grosses tables en métal et un long comptoir où on peut acheter des plats chauds et des cafés. On commande deux cafés et on s'assoit à une des tables. Sur le côté droit de la grande salle s'ouvrent deux portes qui semblent donner sur des espaces consacrés à des bureaux. Des personnes entrent et sortent avec des papiers, des enveloppes, des documents, des passeports, des photocopies. Les clients du restaurant, assis aux tables ou faisant la queue pour acheter un repas sont des voyageurs, des chauffeurs de camions et des commerçants. Ils fument des cigarettes en buvant leur café. Certains discutent au téléphone : une femme pleure, énervée : ça fait plusieurs heures que sa voiture est bloquée à la douane. Un jeune chauffeur de camion Espagnol, petit, gros, souriant et avec des cheveux longs rares et attachés en queue de cheval, rigole avec deux jeunes Guinéens que j'ai déjà vus dans la Médina de Tanger. Soudain, de l'entrée principale, je vois apparaître Diallo, un Sénégalais que j'avais connu à Médina un an auparavant. Je me souvenais de lui pour ses vêtements excentriques : il portait une veste élégante avec des pantalons kaki. Un bouc très long, un béret noir, de grosses lunettes, de nombreux colliers au cou et de grosses bagues aux doigts. Il m'avait dit qu'il faisait des business au Port Tanger Med. Je le salue et il me reconnaît ; Oumar, étonné, nous lance : « vous vous connaissez ? C'est Diallo qui m'a appris le travail ici... c'est lui le big boss ici... ». Ils se serrent la main, Diallo fait signe à Oumar de le suivre et ils partent avec Abdoulaye et un autre garçon vers la sortie du restaurant. Je reste seul avec mon café. À côté de moi des personnes parlent en italien : « qui è tutto un casino, aspettiamo i documenti »¹⁰⁰ dit un jeune d'origine subsaharienne au téléphone. Avec lui un monsieur blanc, âgé et en surpoids, la tête chauve, parle avec un fort accent du sud de l'Italie. De l'autre côté de la salle j'aperçois Mansour, le colocataire sénégalais d'Oumar, avec sa veste en cuir : « eh Francesco, tu fais quoi ici ? Je suis pressé là... voici-mon transitaire, c'est avec lui que je travaille », il me présente un grand monsieur marocain, avec une grande moustache et un gros ventre. On se serre la main, mais ils m'ignorent et continuent à discuter avec un client qui vient d'arriver avec un camion. Je vois Mansour partir avec un cartable bourré de papiers vers une des entrées où se trouvent les bureaux

100 « Ici tout est compliqué, nous attendons les papiers ».

de la douane. Oumar revient trois heures plus tard : « j'ai mangé avec les Africains... il n'y a pas de travail aujourd'hui ». Il est déjà 15 heures. Nous sortons sur le parking. La lumière de la journée commence à céder à la lumière du soir, plus horizontale et éphémère. Il fait froid. « Viens, je te montre où on fait les déchargements, il faut entrer dans le port » me dit Oumar. Je regarde l'entrée du Port entourée par des grillages le séparant du parking ; une barre horizontale bloque l'accès aux voitures ; un passage est laissé libre pour l'entrée des piétons entre la barre et le poste de garde : « Mais... on fait comment avec les policiers... » ; « Viens, tu marches derrière moi, on fonce tout droit ». Je me dis « merde » et je le suis ; il passe rapidement et sans hésitations face au poste de garde, je passe après lui. Le policier ne nous demande rien. On accélère le pas en prenant la rue qui descend vers la mer. Oumar s'arrête à un arrêt de bus : « c'est ici qu'on prend le bus... » il me dit. Le bus arrive, on monte et il descend en direction de la mer. On traverse le dépôt de containers le long du quai principal ; ici Oumar dit au chauffeur « c'est ici, on s'arrête ici ». On descend et le bus continue son parcours. On arrive sur un parking délimité par un mur en béton d'environ 5 mètres de hauteur : des plaques soutenues par des poteaux et des poutres métalliques protégeaient de la pluie les voitures et les fourgonnettes arrivées d'Algésiras et des autres ports européens. Deux fourgonnettes et un petit camion sont garés dans le premier hangar ; une fourgonnette bleue des années 70 est garée dans le deuxième ; les coffres ouverts, une grosse quantité de marchandise rangée à l'intérieur et encore de la marchandise disposée au sol : des chaises, des couettes, des couvertures, des meubles, des tiroirs, un frigo, une petite cuisine, des matelas, des sacs de vêtements. Les propriétaires sont des Sénégalais qui vivent en Espagne et qui rentrent au Sénégal. Ils déchargent la marchandise pour la faire inspecter par des douaniers afin d'avoir l'autorisation de continuer leur voyage. Quelques minutes plus tard le coffre du camion est ouvert aussi. Le propriétaire décharge de gros matelas et une télévision ; il se fait aider par un jeune Guinéen qu'il a rencontré dans le café/restaurant du port. Les propriétaires des fourgonnettes observent à quelques pas du camion. De l'autre côté, un homme marocain décharge une vieille fourgonnette bleue. Il en sort un lit, un canapé, des matelas, une chaise, des couettes et des couvertures. Oumar discute avec les Sénégalais. Il est déjà 16h30. Je décide de rentrer à Tanger. Oumar par contre préfère rester au port : l'aller-retour à Tanger le lendemain lui coûteraient 100 dirhams. « Je reste ici... », il me dit-il. Il me conduit vers un bus abandonné sur le parking à quelques dizaines de mètres des fourgonnettes : « c'est ici qu'on dort quand on passe la nuit au port » : un vieux bus de ville dont la porte d'entrée est déglinguée, les vitres sont cassées, les rembourrages des sièges sont arrachés ; « bon, je vais rester ici la nuit » il me dit. On

s'embrasse, je lui souhaite bon chance, je lui dis de m'appeler le lendemain : je lui laisse 50 dirhams, je monte dans le bus et je pars ». Le lendemain, en fin d'après-midi, vers 18h, je reçois un appel téléphonique : c'est Oumar : « Francesco, viens me retrouver au bar... je t'invite ; j'ai fait un déchargement avec un Malien qui vient d'Espagne avec sa voiture. Il m'a filé 50 euros. On arrive ensemble à Tanger ». [Journal de terrain, 13/02/2013]

Tanger est une ville en expansion située dans une zone charnière entre deux continents et deux mers. Le port TangerMed est un des vecteurs de la croissance économique et urbaine de la ville. Il se configure comme une zone franche et un lieu de transit pour des centaines de milliers de touristes, voyageurs et commerçants. Le Port Tanger Med est devenu, depuis 2012, le lieu de passage d'un commerce informel intercontinental particulier : des commerçants originaires des pays de l'Afrique subsaharienne et résidant dans les pays européens achètent en France, Italie, Belgique ou Allemagne des voitures d'occasion, des fourgonnettes ou des camions qu'ils chargent avec toute sorte de marchandises : matelas, ordinateurs, télévisions, pneus, téléphones, câbles, pièces de voitures, de motos, etc. Ils comptent se rendre en Afrique subsaharienne afin de revendre les véhicules et la marchandise en obtenant un profit. Ils doivent réaliser des voyages d'environ 6000 ou 7000 kilomètres. Ils traversent l'Espagne en parcourant sa côte méditerranéenne jusqu'en Andalousie. Ils arrivent au port d'Algésiras et ils s'embarquent pour le Maroc : le port Tanger Med se trouve à 20 kilomètres et à deux heures de Ferry de l'Andalousie : il constitue la porte d'accès au continent africain : il se configure comme la clôture d'un espace de circulation (l'espace Schengen) et l'ouverture d'un autre (l'espace africain). Arrivés au port TangerMed ces commerçants doivent passer les procédures douanières : ils déchargent leur cargaison pour que les inspecteurs de police la contrôlent, ils la rechargent à nouveau, ils payent des taxes de douane et enregistrent leurs véhicules : ils doivent déclarer si les véhicules qu'ils introduisent au Maroc sont en transit ou, au contraire, sont destinés à la vente dans le Royaume. Les commerçants voyageant avec plusieurs véhicules peuvent en enregistrer seulement un à leur nom : ils doivent chercher des personnes qui peuvent enregistrer leur véhicule à leur nom jusqu'à la sortie du territoire marocain : ces dernières seront considérées comme les responsables légaux du véhicule tant qu'il circulera sur le territoire marocain. Ces démarches effectuées, les commerçants repartent, en direction de Tanger et ensuite vers le sud, en direction de Rabat, de la frontière mauritanienne, ou encore en direction du Sénégal, de la Guinée ou du Mali. D'autres commerçants achètent des voitures d'occasion en Europe et les conduisent au Maroc où elles sont vendues à des acheteurs originaires du Sénégal, de la Guinée ou du

Mali, qui ensuite continuent le voyage afin de les revendre dans les pays subsahariens. Les voitures sont conduites à Tanger Med par le vendeur qui dispose de papiers lui permettant de faire des allers-retours entre la frontière marocaine et espagnole (un permis de séjour ou la nationalité d'un des pays membres de l'UE par exemple) mais sont introduites au Maroc au nom de l'acheteur qui, lui, ne possède généralement pas de papiers lui permettant de se rendre en Europe.

Autour de cette activité intercontinentale et transnationale réalisée par des migrants qui accèdent aux circuits de la mobilité privilégiée, des migrants de la mobilité subalterne inventent des professions et des activités afin d'en tirer des petits profits. En effet, le Port Tanger Med, avec ses milliers de voyageurs journaliers, devient un pôle économique principal qui génère des activités commerciales et marchandes légales et des activités marginales et informelles. Les migrants de la mobilité subalterne peuvent y trouver et/ou y créer leurs *business* de la débrouille et de la mobilité.

Le commerce transnational de voitures d'occasion : oralité et confiance. Le Business de Mansour.

« Tous les gens que tu vois ici sont sortis pour chercher l'argent. [...] Une fois que tu sors de chez toi seulement, t'es parti pour chercher l'argent même si tu dors dehors t'es parti pour chercher l'argent », m'avait dit Mansour [Entretien Mansour, 10/03/2014]. Il était parti du Sénégal pour « chercher l'argent » et après un séjour à Casablanca avait déménagé à Tanger où il espérait entamer des *business*. Il avait alors connu Diallo, un *businessman* sénégalais qui vivait à Tanger depuis une dizaine d'années ; il avait épousé une femme marocaine et il avait eu deux enfants. Depuis quelques années il travaillait au port Tanger Med et il avait conseillé à Mansour de le rejoindre là-bas : « c'est un vieux Sénégalais qui m'a appris le travail au port, Diallo... Le Sénégalais avec la barbichette, il porte toujours une veste noire... avec des jeans militaires. C'était lui qui m'avait amené au port. C'était au mois de carême 2011. Lui un jour m'a dit « viens au Port ». [Entretien Mansour, 24/09/2013]

Depuis ce jour Mansour a continué à se rendre au port Tanger Med et a entamé un apprentissage de sa nouvelle activité : il a appris à connaître la distribution et l'organisation du Port : la gare maritime à l'extrémité occidentale, le parking où se garent les fourgonnettes et les voitures en attente du déchargement, les zones franches logistiques,

les zones de contrôle d'accès, et surtout le restaurant situé à l'extrémité orientale, un véritable espace de rencontre, d'organisation et d'échange : c'était là que les voyageurs prenaient un repas ou un café en attendant de terminer les démarches administratives ou en attendant le départ de leur ferry. C'était là qu'on pouvait rencontrer les transitaires officiels des sociétés de transit : ces professionnels se chargent d'accompagner les voyageurs (notamment ceux qui voyagent avec des camions) dans leurs démarches douanières ; on les voyait faire des allers-retours avec des dossiers entre leurs clients et les douaniers afin de vérifier les cartes grises, d'enregistrer les véhicules en associant le code de chaque véhicule avec le numéro du passeport de la personne qui en est responsable tant que celui-ci circulera sur le territoire marocain¹⁰¹, etc.. À Tanger Med des migrants subsahariens peuvent se faire recruter par des voyageurs et ou des commerçants afin de *décharger* leurs véhicules ou de les enregistrer à leur nom. En effet, les voyageurs qui arrivent d'Europe au Maroc avec des camions, des fourgonnettes ou des voitures remplis de marchandises qu'ils comptent vendre ou offrir tout au long du voyage ou à l'arrivée à destination, doivent passer les procédures douanières : les douaniers inspectent les véhicules et la marchandise : pour ce faire, les véhicules doivent être déchargés et ensuite rechargés ; il s'agit d'une procédure longue qui peut demander un effort physique considérable. Les voyageurs qui arrivent avec plusieurs véhicules peuvent en enregistrer un seul à leur nom : ils doivent donc trouver des personnes qui peuvent enregistrer les véhicules à leur nom et les accompagner jusqu'à la frontière mauritanienne. Pour ces activités, ces commerçants subsahariens installés en Europe, peuvent s'appuyer sur des self-made-migrants qu'ils rencontrent sur place : ces derniers les aident à décharger et recharger leurs véhicules et peuvent, le cas échéant, les enregistrer à leur nom pour les introduire au Maroc. Mansour a appris cette activité : il peut donc guider les voyageurs vers le bon bureau, leur expliquer les démarches à suivre, leur indiquer la personne qui peut les aider, etc. Pour cela, il reçoit des commissions. Il aide un voyageur à décharger sa fourgonnette avant l'inspection des douaniers ; il l'adresse vers un transitaire officiel et l'accompagne jusqu'à Tanger où il lui indique un hôtel économique, un restaurant, un parking ou un garage pour faire des réparations. En outre, il enregistre des véhicules à son nom avec son passeport afin de les faire entrer au Maroc pour le

101 En effet la loi marocaine prévoit des impôts douaniers variables en fonction des véhicules qui accèdent au territoire soit en transit ou destinés à la vente. Les véhicules entrant au Maroc sont associés au numéro de passeport du conducteur qui en sera responsable. Un véhicule entré au Maroc et ayant payé à la douane uniquement de transit ne pourra pas être vendu sur le territoire marocain.

compte de ses clients ; ainsi il accompagne le voyageur jusqu'à à la frontière mauritanienne où les douaniers indiquent que la voiture sort du territoire marocain et « libèrent » ainsi son passeport. Il reçoit une commission et il remonte à Tanger. À travers cette activité il construit un socle de relations et une clientèle fidèle parmi les commerçants et les voyageurs subsahariens installés dans les pays européens, les chauffeurs subsahariens qui venaient récupérer des voitures à TangerMed et les transitaires professionnels et commerçants marocains. Il devient ainsi un acteur d'un commerce informel transfrontalier et transnational fait par de petits commerçants reliant l'Europe aux pays subsahariens :

« Oui, le travail ça va pas mal. J'ai pas mal de voyageurs. Maintenant beaucoup de monde me connaît. Il y a un transitaire, une société qui m'a promis que quand j'aurais ma carte de séjour elle va me prendre. Une société marocaine. Ils ne m'ont pas dit combien c'est payé. On m'a juste dit quand je trouve la carte de séjour de les informer. Ils vont me donner un badge de transitaire. Maintenant je suis seulement un mandataire : j'ai des clients, je te les donne, je fais sortir une voiture, je gagne ce que je gagne, et après ils te payent. Si t'as besoin de faire des papiers, de faire la carte grise, tout ça, je fais et je te donne et tu me payes ». [Entretien Mansour, 10/03/2014].

Plus son séjour se prolonge à Tanger, plus Mansour s'implique dans cette activité : il connaît ainsi des *personnes ressources* qu'il peut mobiliser afin d'envisager des solutions pour ses clients : ces *personnes ressources* sont des commerçants locaux, des transitaires officiels au port, des amis qui peuvent l'aider en lui prêtant leurs passeports, etc. En effet, un élément décisif de l'activité de Mansour consiste en sa capacité à créer un réseau large de voyageurs, de commerçants locaux et de commerçants étrangers qu'il met en relation ; il s'inscrit ainsi dans un réseau de circulation transnational qui donne vie à des échanges économiques transnationaux :

« Je te parle d'un Ivoirien, c'est un ami, il habite à Paris avec une blanche. Il a la carte de séjour française. Il a acheté un camion pour le revendre en Afrique. Il avait acheté 28 frigos, des frigos que les blancs jettent et il les a mis dans le camion. Il voulait les revendre à 800 chacun ici. Il faut comprendre, lui achète pour revendre, c'est moi qui l'accompagne... il m'a dit qu'il voulait vendre des frigos. On a fait descendre les bagages mais le problème c'est qu'ici à Tanger les Marocains ne payent pas beaucoup. Ici quand on a appelé les Marocains qui voulaient acheter, ils nous faisaient un prix bas. Il avait 28 frigos avec des télévisions... plus de 30 télévisions, il a vendu aussi les télévisions à 400 dirhams, 40 euros, mais c'est pas mal. Et on avait 6 ou 7 pneus, grands. On les a vendu à 900 dirhams... tous pour 900 dirhams. L'argent, tout, quand on a compté l'argent

ça nous a fait 34000 dirhams. 34000 dirhams ! Plus de 34000... parce que pour les télévisions, comme il a tout acheté il a fait un prix. Il m'a payé, il m'a laissé 1500 dirhams pour moi. Moi je me suis retourné et lui, il a pris la route et il a continué vers le Sénégal. Je l'ai connu ici au port mais ça fait longtemps, en 2011. J'ai connu pas mal de personnes au port. Donc j'ai fait des contacts avec eux. Quand ils viennent ici je fais un bon travail pour eux comme ça quand ils rentrent en Europe quand il y a leurs amis qui veulent venir ils leurs disent d'appeler Mansour, ils leur donnent mon numéro ». [Entretien Mansour, 24/09/2013]

Mansour crée des contacts qu'il alimente et entretient ; en effet en mobilisant son réseau, il peut mettre en relation des commerçants venant de l'étranger avec des commerçants locaux : en profitant de l'intermédiation de Mansour, les premiers trouvent des acheteurs pour leur marchandise mais aussi des garagistes, des hôtels pour dormir, des restaurants, etc. À travers ce travail, Mansour compose petit à petit, échange après échange, ses revenus. En déchargeant une voiture, en conduisant un client chez un transitaire, en négociant une affaire entre un commerçant local et un étranger, en enregistrant un des véhicules de ce dernier sur son passeport ou sur des passeports qu'il se charge de procurer, en l'accompagnant à travers le Maroc et jusqu'à la frontière mauritanienne, pour toutes ces activités, Mansour touche une commission. Mansour trouve ainsi sa place dans un commerce transnational qui s'apparente au commerce de Bazar décrit par Peraldi (Peraldi, 1999) et des circulations marchandes des *poors to poors* et *peers to peers* décrites par Tarrius (Tarrius, 2015). Il s'agit d'une circulation marchande qui est réalisée par les *fourmis* de la circulation internationale (Tarrius, 2007 ; Tarrius et Wiewiorka, 2002), à savoir des petits commerçants qui, comme l'ami ivoirien de Mansour, se déplacent avec leurs marchandises sur des espaces transnationaux en exploitant les différentiels économiques frontaliers. Ainsi, en utilisant l'exemple d'un ami, Mansour décrit ce commerce :

« Pap, il est parti là-bas, en Russie. Il a eu un visa pour la Russie. Il dit qu'il n'y a rien là-bas. Il était dans un hôtel. Il m'appelle et il me dit « il y a seulement le froid, l'alcool et baiser des femmes. Et encore les Russes sont les plus racistes ». Il est parti 2 semaines et il est revenu. Il a fait 15 jours en Russie et il dit qu'il ne peut pas rester, il n'y a rien là-bas. Maintenant il achète des voitures et il les revend en Guinée-Bissau ; il était venu jusqu'à la frontière pour acheter une voiture, ça ne fait même pas deux semaines, il m'a appelé. Et maintenant il achète des voitures ici à Tanger Med. Il appelle en Espagne ou en France et on lui envoie des voitures... Ce sont des Sénégalais, des Africains qui lui vendent. Il achète ici à Tanger et il part en Guinée-Bissau, au Mali ou bien au Burkina. Pour acheter il n'y a pas de prix. C'est seulement la parole. Exemple : quand toi t'as une

voiture, tu lui envoies une photo sur la boîte mail, tu lui expliques, « c'est une voiture de 2006 ou bien 2007 », il te donne un prix, vous tombez d'accord, il vient ici, tu envoies la voiture, enregistrée à son nom, il te paye et il prend la voiture. La voiture sort à son nom parce que quand tu envois la voiture jusqu'au port ici, lui il va prendre son passeport pour enregistrer la voiture à son nom ici. Toi tu viens avec une procuration, toi tu n'enregistres pas, lui il enregistre. Même si la carte grise est à ton nom, t'as déjà fait une procuration à son nom, c'est à dire que tu lui donnes la voiture » [Entretien Mansour, 10/03/2014]

L'activité de Mansour prend place dans une économie de bazar (Peraldi, 1999) fondée sur le primat de l'échange sur tout autre relation économique (absence de salariat et de rapport d'exploitation) et sur la réduction de cet échange à des relations personnelles, des relations de « face à face » qui deviennent des relations personnalisantes et de clientèle fidélisée (Geertz, 2003 ; Peraldi, 1999). Avec Mansour et les self-made-migrants qui prennent part à ces échanges nous sommes dans une économie horizontale et subalterne, dont les traits constitutifs sont l'oralité, la confiance, la fluidité des rôles, et les relations en face à face. Nous voyons que ces économies se développent à partir de la parole donnée, d'un lien personnel qui se constitue sans contrats ni régularisations externes, comme garant de l'échange. Nous avons vu que Mansour insiste pour tisser des liens de confiance : « donc j'ai fait des contacts avec eux. Quand ils viennent ici je fais un bon travail pour eux comme ça quand ils rentrent en Europe, quand il y a leurs amis qui veulent venir ils leurs disent d'appeler Mansour ». Ce réseau de contacts et ces échanges se fondent sur la parole échangée entre des individus s'estimant réciproquement dignes de confiance : « Pour acheter il n'y a pas de prix. C'est seulement la parole » nous dit Mansour ; mais il s'agit d'une parole échangée entre des individus se connaissant et se respectant mutuellement : ce commerce se fonde donc sur la parole donnée entre un vendeur et un acquéreur séparés par des frontières et des milliers de kilomètres mais unis par un lien de confiance. On trouve ici toute la force et la faiblesse de ces transactions et de ces commerces : c'est parce qu'ils se font sur la base de relations de confiance et sur le manque de toute régularisation contractuelle, qu'ils peuvent être développés par les self-made-migrants et peuvent générer des profits ; mais c'est aussi parce qu'ils se font dans le manque de régularisation qu'ils restent extrêmement aléatoires, imprévisibles et instables. Or ces liens de confiance et de réciprocité qui structurent ce réseau commercial et qui en sont la condition primaire, dépassent les frontières et les territoires, tout en les rapprochant, en les rendant plus fluides. Cette confiance s'alimente certes par la répétition des échanges (nous avons vu que Mansour nous dit qu'il a beaucoup de clients et que les gens lui font confiance) mais

elle se fonde souvent sur des liens sociaux, à la fois nationaux, ethniques, linguistiques et religieux qui sont mobilisés au préalable au début de tout échange : en effet, les clients de Mansour sont dans leur grand majorité des Subsahariens se reconnaissant comme des « frères », ayant une expérience et des repères communs. Ce commerce mobilise donc, de manière ponctuelle mais fonctionnelle, des liens sociaux historiques et dispersés (Peraldi, 1999, 2001, 2016) ; ce sont des liens diasporiques qui ne se présentent pas comme des liens forts de dépendance communautaire ou familiale ni comme des liens normatifs ; au contraire, ils se constituent comme des liens faibles et pragmatiques, des alliances ponctuelles, renforcées par leur réitération et qui visent à réduire les risques et l'incertitude dans un commerce qui se fait au-delà des régularisations et des contrats. Ces liens diasporiques donnent au réseau commercial une forte plasticité et lui permettent de s'étaler et être effectifs sur des territorialités politiques et nationales rigides. Mansour et Pap trouvent donc une place dans cette économie de bazar, dans cette économie de la circulation subalterne, qui se fonde sur des arrangements relationnels, des accords oraux et des rapports de confiance. Ces commerces existent grâce aux compétences migratoires des acteurs qui s'y engagent : les migrants mobilisent leurs compétences migratoires pour contourner les réglementations et exploiter au maximum les infrastructures existantes mais aussi pour inventer de nouveaux itinéraires fournissant de nouvelles opportunités : pour réussir dans son travail Mansour doit connaître les démarches administratives à suivre pour introduire une voiture et de la marchandise au Maroc, il doit connaître les routes, les étapes, les lieux de ravitaillement et de repos et il doit savoir se interagir avec des commerçants étrangers et locaux, des policiers et des douaniers : bref, il doit mobiliser son *savoir-circuler* et son *savoir-relationnel*.

Or les compétences qui structurent ces économies ne se limitent pas aux compétences individuelles mais tiennent à l'extension et la solidité des réseaux migrants à l'échelle des territoires parcourus : Mansour et Pap s'inscrivent, avec leurs compétences singulières, dans des réseaux diasporiques et de circulation plus anciens et solides mais en constante transformation par l'action des migrants venant d'en bas et par l'action des acteurs institutionnels venant d'en haut et visant à réglementer la circulation des biens et des personnes. Ces économies se fondent sur le franchissement de différentiels frontaliers, qui sont autant de différentiels économiques, sociaux, politiques et culturels : ce n'est pas la marchandise en soi qui a de la valeur mais le fait de lui faire franchir des frontières et gagner de la profitabilité : les voitures que ces commerçants vendent sont des voitures ayant fini leur vie en Europe et qui en retrouvent une en Afrique en apportant un profit au commerçant : les marchandises offertes ou vendues pendant le trajet sont souvent les

déchets de l'économie de la consommation du nord : les télévisions et les frigos vendus par Mansour et son ami ivoirien sont de l'électroménager qui sort du marché européen parce que trop vieux et/ou en mauvais état, des invendus ou des produits de vide de stock qu'ils font circuler dans de nouveaux marchés en tirant leurs profits.

En s'insérant dans ces circulations commerciales transnationales Mansour gagne l'argent pour alimenter sa mobilité : son *business* reste cependant aléatoire et fluctuant : il se fonde, en effet, uniquement sur des liens de confiance : rien n'atteste la nature et la validité des échanges et des transactions économiques prévues. En dépit de cela, il a su rendre rentable son activité en construisant des réseaux qui lui permettent d'avoir constamment des clients. Les prestations offertes par Mansour ne sont pas tarifées ; en effet, si les relations entre les commerçants se fondent sur la parole et se définissent comme des relations marchandes dans lesquelles les prix des marchandises, sont, au moment de l'échange, établis, en revanche, les prestations offertes par Mansour se font dans le registre de l'échange réciproque, de la solidarité et de l'entraide ; pour une journée de travail Mansour peut recevoir 10, 20, 30 ou 50 euro ; d'autres fois quand il réussit à réaliser des transactions ou des échanges importants il peut gagner des sommes plus considérables. Le prix de la prestation n'étant pas fixé, la transaction se réalise sous la forme de dons et de l'échange pour un service rendu. Parfois, en échange de son travail, il reçoit un sandwich, ou 5 ou 10 euros. Il considère ces paiements comme une forme de charité qu'il refuse. En effet, ses clients conçoivent souvent son aide et l'échange qui se réalise comme une forme d'entraide alors que pour Mansour il s'agit bien d'un *business*, d'une relation marchande. Cette ambiguïté réside dans le fait que cette transaction est pensée de manière variable en fonction des acteurs qui y participent et n'arrive pas à se dire explicitement comme étant une relation marchande. Cependant, à travers son business, Mansour trouve finalement son bonheur et quand je lui demande quels sont ses plans pour le futur il me répond :

« Je vais rester ici, ici j'ai mes affaires, mon business, c'est ici que ça marche. À Casa il y a un grand port aussi mais il n'y a pas d'Africains qui arrivent là-bas avec les camions ou les voitures. Ici ça bouge. Ici c'est mieux pour moi... ici c'est mieux pour moi. Il y a des gens qui cherchent Tanger comme l'Europe, il ne faut pas minimiser Tanger ». [Entretien Mansour, 10/03/2014]

Créer de la valeur

Dans cette mobilité subalterne dans laquelle ils s'insèrent, les migrants doivent être

capables de trouver les ressources pour avancer. Ils doivent être capables de créer de la valeur à partir des faibles ressources dont ils disposent. Souvent ces ressources sont de nature immatérielle : ce sont les compétences qu'ils ont acquises au cours du voyage et les relations qu'ils ont su construire. À Tanger Med, un simple passeport peut devenir le moyen pour gagner de l'argent. On retrouve ici Barry :

– Tu peux m'expliquer comment ça se passe le travail au port ?

– C'est un réseau. Tu sais, les Africains qui viennent de l'Europe peuvent acheter un camion et mettre deux voitures à l'intérieur par exemple. Si c'est pour aller en Afrique noire ils doivent demander un transit... quand ils ont le transit ils ne peuvent pas vendre le camion ou les voitures ici. Les voitures et les camions doivent sortir [du Maroc]. Parce que pour les vendre ici il faut demander un autre permis plus cher. Maintenant la personne qui arrive avec le camion ne peut pas mettre sur son nom deux voitures et un camion quand elle rentre ici [au Maroc]. Quand il arrive à Tanger Med il [le voyageur commerçant] va chercher des passeports des gens... avant ils prenaient des passeports même si le cachet était expiré. Maintenant je ne sais pas. Donc par exemple tu lui donnes ton passeport pour enregistrer la voiture. Lui il met la voiture à ton nom, au nom du passeport, parce que tu peux aller avec le passeport d'une autre personne et enregistrer sur celui-ci et sur le tien. Quand le camion arrive à la frontière de la Mauritanie, à la douane, on libère les passeports qu'on a pris, et les passeports ne seront plus chargés et le camion continue en Mauritanie. À partir de la Mauritanie c'est pour lui [le voyageur commerçant] maintenant. Parce qu'à ton arrivée au Maroc tu ne peux pas faire entrer tout ça à ton nom, mais en Mauritanie, les voitures qui sont dans le camion, il n'y a pas de problèmes, t'es en Afrique noire, tout peut être pour une personne. Quand t'arrives ici à Tanger Med, tu demandes le transit, tu sors avec les papiers, ton permis de conduire, ta carte grise, l'assurance, les papiers de la douane qui prouvent que la voiture a été vérifiée et elle peut entrer au Maroc. Au Port les voitures ne sortent pas du camion mais ils [les douaniers] doivent juste vérifier ce qui se trouve dans le camion... c'est pour ça qu'on appelle ça déchargement. Il faut décharger toute la marchandise qui est dans le camion pour montrer ce qu'il y a à l'intérieur. Le propriétaire peut appeler un Africain pour l'aider à décharger... c'est comme ça que les Africains ici font leur argent. Après le propriétaire enregistre les voitures avec le passeport d'une personne, celui qui l'a aidé à décharger ou un autre Africain qu'il a rencontré au port... Par exemple si c'est toi qui fais le déchargement, il y a un papier vert où on marque ton nom et le numéro du passeport. Tu sais, chaque trajet au Maroc a un numéro privé. Maintenant si le camion sort à la frontière du Maroc ils vont supprimer le numéro de ton passeport... parce que le numéro-là c'est à ton nom, au nom de ton passeport. [...] C'est quand le camion arrive à la frontière que le chauffeur laisse le papier vert aux douaniers et ils vont supprimer ton nom. Après, lui il repart et il n'y a pas de problèmes. Ton passeport va rester libre maintenant, sans plus être chargé. Pour le chargement tu peux avoir tes 50 euros. Juste pour mettre

la voiture ou le camion à ton nom ». [Entretien Barry, 05/03/2014]

Il suffit donc d'un passeport pour se faire de petits revenus en faisant des chargements au Port Tanger Med : on peut utiliser son propre passeport ou le passeport d'un compagnon. Il suffit d'être dans le réseau des transitaires officiels et informels et de rencontrer un voyageur qui souhaite faire transiter, par le Maroc, des voitures et/ou des camions. Ce dernier enregistre l'un de ses véhicules au nom du migrant en utilisant son passeport. Sorti du port, le voyageur continue son chemin jusqu'à la frontière mauritanienne. En sortant du Maroc les douaniers marocains vérifient les documents et signalent que les véhicules sont sortis du pays en libérant par-là le passeport « chargé ». Une fois les véhicules sortis, le passeport est donc affranchi et le migrant qui l'a mobilisé peut chercher un autre *chargement* : en échange il obtient une commission qui peut aller d'un minimum d'une cinquantaine d'euros (si on s'est limité à prêter le passeport) à quelques centaines d'euros si on a accompagné le voyageur tout au long de son trajet. Les migrants que j'ai rencontrés ont su profiter de ces pratiques et de ces circulations marchandes ; en se faufilant dans les marges de la réglementation ils ont su créer une activité rentable. Certains de mes enquêtés se rendaient régulièrement au port. Dans les poches de leur blouson ils gardaient leur passeport et/ou les passeports d'amis qui les leur avaient confiés pour faire des *chargements* : Oumar gardait dans la poche de son pantalon un ou deux passeports que d'autres compagnons lui avaient confiés ; Mansour et Tanguï faisaient de même. Ils cherchaient des voyageurs ou des transitaires officiels et ils essayaient de « charger » un plus grand nombre de passeports : une fois le chargement réalisé ils touchaient environ 50 euros pour chaque « chargement ». Une fois rentrés à Tanger ils partageaient leurs revenus avec les personnes qui leur avaient confiés leurs passeports.

Ceux qui, comme Mansour, avaient construit un grand réseau de clients, pouvaient mobiliser un grand nombre de passeports en contactant leurs amis et leurs proches. Ainsi, un passeport devenait un moyen qui pouvait permettre de gagner de l'argent dans une activité à la marge de la réglementation douanière et de l'économie régulière. L'inventivité de ces migrants leur permet de créer de la valeur à partir de leur passeport et de la procédure d'enregistrement et de contrôle de la circulation des marchandises. C'est dans les marges et les limites de ces procédures qu'ils trouvent les espaces pour gagner l'argent qu'ils mobilisent dans l'économie de la débrouille et de la circulation :

« Tu sais, il y a des Africains ici qui ne sont pas bien : j'ai vu et on me l'a fait aussi : ils peuvent prendre un passeport... ils prennent ton passeport, ils l'ont utilisé et ils ont reçu 50 euros. Ils

viennent et ils te disent « l'affaire n'est pas résolu ». Et t'es déjà victime de ça. Et en plus, tu vois, on m'a bloqué à cause de ça à l'aéroport de Casablanca. Ils m'ont bloqué et ils m'ont dit qu'il y a un camion qui n'est pas sorti le 30 octobre 2012. j'ai dit « comment ? ». La personne qui a pris mon passeport, il a fait le déchargement et elle a bouffé mon argent. La personne qui est partie au port avec mon passeport a reçu mon argent, il l'a bouffé et il dit que l'affaire n'a pas marché. Maintenant si le camion a été vendu au Maroc même si on ne pouvait pas le vendre, il reste enregistré sur ton passeport. c'est toi, le propriétaire du passeport qui est victime. Ou alors tu peux avoir d'autres problèmes. Si les douaniers à la frontière oublient de supprimer ton nom, ton passeport sera toujours chargé mais tu ne le sauras pas, c'est quand tu va prendre un avion pour sortir, ou que tu pars à la frontière pour sortir, c'est là-bas qu'ils vont t'arrêter. Ils vont t'arrêter parce qu'ils vont dire que le camion a été vendu au Maroc. Toi t'as demandé le transit, ce n'était pas pour le vendre et quand tu demandes de faire entrer un camion ici pour le transit ce n'est pas le même prix que pour le vendre. À la douane ils vont dire que t'es un malfaiteur que par exemple t'as fait le transit et t'as vendu à l'intérieur.

Donc c'est ce qui s'est passé avec moi. Ils m'ont bloqué à l'aéroport. [...] Le policier a vu mon passeport et il a écrit sur le papier « CD ». Il m'a dit « Monsieur vous avez fait entrer un camion au Maroc à telle date à TangerMed et il n'est pas sorti du Maroc donc vous l'avez vendu ». Et là tu vas te dire « comment ça se fait ? ». Tu vas penser à la personne qui t'as pris le passeport et qui a fait le déchargement et qui a menti. Il a reçu l'argent, il l'a bouffé et il t'a menti. Ils m'ont bloqué parce que j'aurais dû prendre l'avion de 22h40 à Casa ; je suis resté à l'aéroport jusqu'au moment où l'avion pour Conakry est parti, j'ai pris le train et je suis venu à Casablanca pour chercher où dormir mais je n'ai pas trouvé ; le moins cher c'était à 150 dirhams. Le matin je suis parti à la douane de Casablanca. J'ai fait l'explication avec le douanier. [...] C'est quelqu'un qui a utilisé mon passeport et je suis sûr que le camion est sorti et qu'il est en Guinée ». [...] Ils ont regardé mon passeport, ils ont tapé dans l'ordinateur et ils m'ont dit que j'ai fait 4 déchargements. Ils m'ont envoyé dans un autre bureau. Ils m'ont dit « Monsieur vous avez fait entrer 3 voitures et 1 camion au Maroc. Les trois sont sorties mais il reste le camion ». Ils m'ont dit « Et le camion tu l'as vendu ? Où est le camion ? ». J'ai dit « le camion n'est pas pour moi, je l'ai fait entrer au Maroc mais il est sorti. Le propriétaire est en Espagne ». Ils m'ont dit « portez plainte contre lui ». J'ai dit « porter plainte contre qui ? Quelqu'un qui vit en Europe, je ne le connais pas et c'est ici qu'on s'est rencontré ». [...] » [Entretien Barry, 05/03/2014]

Comme nous le voyons dans cet extrait ces business fondés sur la parole et les relations en face à face, en marge de l'économie officielle, dans les espaces peu ou pas réglementés, laissent apparaître tout leur caractère aléatoire et précaire. Ces business se défont avec la même rapidité avec laquelle ils se font, il peut y avoir des erreurs administratifs (de la part des douaniers) mais aussi des contournements et des tricheries (de la part d'autres

migrants). Des problèmes, des imprévus et des inconvénients, peuvent surgir de toute part, briser toute ambition et tout espoir de réaliser un business et gagner de l'argent.

On retrouve ici le caractère dramatique de cette économie informelle et de la débrouille : les raisons qui lui permettent de germer sont les mêmes qui peuvent aussi l'achever. Ce qui est intéressant dans le cadre de notre travail c'est qu'en marge de ces mobilités marchandes, dans des espaces charnières comme le sont Tanger et son port Tanger Med, dans les vides ou les approximations laissés par la réglementation juridique et l'appareil administratif, les migrants de la mobilité subalterne trouvent le terrain pour semer et alimenter leurs *business*, leurs petites affaires de la débrouille, pour créer de la valeur à partir de petites ressources dont ils disposent.

Les commerces à la sauvette. Un commerce de la débrouille.

En interrogeant certains migrants à propos de leurs activités ils me répondaient qu'ils faisaient du *commerce* ou qu'ils étaient des *commerçants*. En effet, vendre des marchandises était une solution pour trouver les ressources pour survivre et alimenter l'expérience migratoire. On avait vu dans les chapitres précédents qu'avant d'arriver au Maroc Barry vendait des téléphones au Congo en tirant un petit profit. De la même façon, les migrants développent à Tanger un grand nombre de petits commerces. Tanger, grâce à sa croissance économique, attire des populations hétérogènes (touristes, retraités européens, jeunes marocains cherchant du travail, entrepreneurs marocains et étrangers) qui circulent et se croisent dans ses boulevards, ses rues, sa médina et ses marchés. Dans ces espaces se développent de petits commerces à la sauvette réalisés par des jeunes locaux et par des jeunes venant de l'Afrique subsaharienne : Le Grand Socco, la corniche, la petite *place des Africains*¹⁰² à la sortie septentrionale de la médina, l'esplanade de l'ancien port, la place de France sont les lieux où les jeunes et les familles marocaines sortaient pour se promener le soir et où flânaient les touristes étrangers ; dans ces lieux, les migrants déployaient des draps sur lesquels ils disposaient leur marchandise : colliers, bracelets, grigris africains, montres, lunettes, téléphones, câbles et batteries de chargement pour téléphones, vestes, chaussures, ceintures. Sur *la place des Africains* une

¹⁰² Il s'agit d'une petite place entre la Médina et l'ancien Port : elle est définie ainsi par les habitants de la médina et par les migrants car de nombreux migrants subsahariens s'installent pour vendre des produits à la sauvette.

dame sénégalaise proposait du café contenu dans un thermos métallique qu'elle installait à côté de sa marchandise : 5 dirhams pour un café qu'elle servait dans un gobelet en plastique qu'on lui rendait une fois terminé et qu'elle lavait et réutilisait pour les clients suivants. D'autres migrants par contre arpentaient les rues de la ville et les boulevards et entraient dans les cafés et les restaurants afin de vendre la marchandise qu'ils transportaient dans des sacs en plastique ou dans de petits coffres. Ibrahima, après avoir travaillé en tant que serveur dans un restaurant à Casablanca, arrive à Tanger et cherche un travail qui lui permet de survivre ; il raconte ainsi son expérience :

« Depuis que j'étais à Casablanca déjà j'entendais « Tanger, Tanger, Tanger... ». [...] Après, le cuisinier du restaurant dans lequel je travaillais m'avait dit qu'il avait travaillé à Tanger et qu'il gagnait bien sa vie, que c'était une petite ville où il y avait plus de travail alors que Casa était très grande. Je me disais qu'à Tanger je pouvais travailler facilement et donc j'ai décidé de venir ici... Aussi il y avait un emplacement géographique très important, c'est la porte de l'Afrique, tu vois ? C'est l'entrée de l'Afrique Tanger ; il y a la Méditerranée, l'Atlantique... c'est un bon emplacement. [...] Donc je suis venu ici pour travailler. [...] Quand je suis arrivé à Tanger je ne connaissais personne. J'ai vécu ça comme à Casa. Je suis venu, je suis arrivé à la gare, j'ai pris un taxi vers le centre ville et j'ai commencé à demander pour un logement [...].

– À cette époque tu travaillais dans le restaurant asiatique ?

– Non, je travaillais, à cette époque, dans un pub qui s'appelle IrishPub. Je travaillais avec des Marocains qui ont vécu en Angleterre. [...] Ça n'a pas été facile de trouver ce travail. Surtout je suis arrivé à Tanger au mois de décembre. Après 6 mois à Casablanca. Je suis arrivé à Tanger le 4 décembre 2011. C'était un froid... c'était mon premier décembre au Maroc. Très froid. J'avais acheté des chaussettes, des gants, des bonnets, des tarbouches comme on le dit en *darija*. Et donc chaque matin je sortais en disant : « tqachar¹⁰³, tarbouche, liguat¹⁰⁴ ; tqachar, tarbouche, liguat », j'essayais de vendre... j'ai vendu sur le boulevard, à la playa... après à Médina. Je vendais aux Marocains que j'arrêtais dans la rue. J'ai décidé de le faire parce que je ne peux pas tendre ma main [pour demander de la charité], donc il fallait que je travaille pour gagner un peu tu vois ? Et donc je vendais, je vendais, je marchais et je vendais. Je m'en sortais pas mal. Je gagnais assez pour acheter le déjeuner, le dîner, tu vois ? Je payais ma location, j'achetais la recharge pour appeler ma famille. Je m'en sortais pas mal. Et donc je faisais ça et en même temps je cherchais du travail. J'avais mon sachet, je mettais mes chaussettes, mes gants et mes tarbouches dedans et quand je voyais un restaurant je rentrais : « Bonjour, je cherche du travail ». De restaurant en restaurant. De porte en porte. Et lorsque j'ai trouvé du travail au IrishPub, le premier restaurant

103 En *darija* le terme *tqachar* indique les chaussettes.

104 En *darija* le terme *liguat* indique les guants.

dans lequel j'ai travaillé à Tanger, je suis rentré et j'ai dit : « *salam aleikoum*, je cherche du travail ! ». Ils m'ont dit « il y en a pas ». Je suis sorti, je marche un peu et je m'assois sur une marche, déprimé, la tête baissée et je me dis « comment je vais trouver ici un boulot ? ». À ce moment-là la fille sort du restaurant. Elle m'appelle, elle me dit : « viens ! ». Je viens. Elle me dit : « tu parles anglais ? ». Je lui dis : « oui, je parle anglais ». « Est-ce que tu pourras travailler avec nous ? ». « Oui je pourrai travailler avec vous ». Elle m'a demandé ma nationalité, depuis combien de temps je suis là... je lui dis : « je suis Sénégalais, j'ai déjà travaillé dans un café à Casa, dans un restaurant »... et je me débrouillais pas mal aussi en *darija* ; et donc elle m'a dit : « ce soir tu viens, je vais te montrer la mise en place, tout, comment est-ce qu'on travaille ». Je suis revenu le soir là-bas et c'est comme ça que j'ai commencé à travailler là-bas avec un salaire de 50 dirhams par jour. 5 euros par jour. Environ 150 euros par mois. Sans contrat. Rien. Et donc la difficulté était de gérer mes économies. Payer la chambre et la bouffe. Et des fois des inconvénients peuvent venir. Tu vois ? Je payais la chambre 600 dirhams.. j'économisais. J'avais 600 dirhams pour la chambre et 900 dirhams qui me restaient pour le mois. Et chaque jour j'avais des petites dépenses. Chaque jour tu dois acheter des petits trucs. Acheter la bouffe, la pâte à dents, un savon, tu vois ?

– Et pour gérer tes économies tu faisais comment ?

– Ça n'a pas été facile. Je gardais. Je gardais. J'avais mon argent et je le gardais dans mon portefeuille. Parce que moi ce qui me préoccupait c'était d'abord que je garde l'argent de la location. D'abord la location. Ça... Je ne blaguais pas avec ça. Les autres trucs peuvent attendre. Mais concernant la location... il m'est arrivé aussi que je voulais m'acheter des jaquettes pour mieux me protéger du froid mais j'ai dit « Non, ici je ne suis pas dans mon pays, il faut d'abord que je garde la location de côté ». Si je pouvais payer la location j'étais tranquille. Ma tête était tranquille. Si je devais dépenser, j'avais des trucs à acheter, je dépensais 20 dirhams et je gardais 30 dirhams à côté. Et tous les soirs je mangeais au restaurant où je travaillais, je dînais en bas, dans la cuisine ; mais je prenais mon petit déjeuner dans une laiterie, comme on le dit « malbana » dans le dialecte marocain. Donc c'était là-bas que je prenais mon petit déjeuner. Je prenais des omelettes. Il me faisait les omelettes avec du cachet à 7 dirhams. Avec du pain. Si je prenais aussi un verre de thé Lipton il me faisait 10 dirhams au total. Je prenais mon petit-déjeuner et après le soir je dînais au restaurant. [...] Mais après j'ai laissé le travail parce que le patron au mois de janvier m'a dit « Il n'y a pas assez de travail, quand on aura besoin de toi on t'appellera », et donc quand il m'a dit ça j'ai su que c'était fini. Et quand il m'a dit ça, ce jour-là j'étais stressé. Seul. La lourdeur dans la tête. Qu'est-ce qu'il faut... je ne peux pas aller vers les autres, il faut que je me débrouille. La lourdeur dans la tête. Le lendemain je me suis réveillé à 8h du matin. J'ai recommencé de porte en porte, de restaurant en restaurant. J'avais des tableaux à vendre ; un ami m'avait donné des tableaux et je les vendais. Je n'ai même pas vendu une semaine et après une semaine de ça j'ai trouvé un travail à Otori Sushi le restaurant asiatique.

– Tu m'as pas parlé de tes compatriotes... entre-temps tu étais en contact avec des Sénégalais ? Tu les côtoyais ?

–Oui, oui, je côtoyais des Africains, j'ai côtoyé des Africains, tu vois, il y avait des gens qui venaient, qui venaient, la plupart d'entre eux venait d'arriver. Ils étaient arrivés à la même période que moi. Eux aussi ils étaient dans le besoin. Tu vois ? Et moi aussi j'étais dans le besoin. Et moi je suis quelqu'un qui cherche, qui fonce, qui cherche. Et donc on se croisait dans la rue à Médina, on restait là-bas, on discutait, mais je restais 5 minutes, 10 minutes, après je retourne à mes occupations. Tu vois ? Ils étaient pas très actifs. Tu vois ? Et c'est ça qui fait la différence. Ils restaient au café en train de faire des plans pour pouvoir partir de l'autre côté [en Espagne]. Et donc ils étaient au café tout le temps en train de parler « comment est-ce qu'on va frapper ? On va frapper par là ! Le truc (le zodiac) il faut le mettre là... ». Tu vois ? Et donc moi je me disais : « Vrai, d'accord, partir... mais aussi demain qui c'est qui va me donner à manger ? Aujourd'hui que est-ce que je vais déjeuner ? Où je vais dormir ? À l'hôtel ou dans ma chambre ? Aujourd'hui avec quoi je vais payer la chambre ? Si aujourd'hui je prends ça comme déjeuner à 20 dirhams, demain je n'aurais pas l'argent pour payer l'hôtel. Attends alors ». Je retourne dans le boulevard, dans les rues « tqachar, tarbouches, liguat », je vendais des gants, des bonnets, des tarbouches. Je marchais et je vendais « tqachar, tarbouches ». Ibrahima a 50 dirhams pour payer l'Hôtel demain, je reviens à l'Hôtel, je dors. Je n'ai même pas le temps de rencontrer mes frères africains dans les cafés. Donc j'avais pas aussi le temps de les fréquenter. Et bon, quand j'ai commencé à travailler dans l'autre restaurant asiatique j'ai démangé avec mes collègues de travail au centre-ville. [...] Ils étaient tous Marocains ; ça s'est bien passé. On a été comme des frères. Mais toujours il y avait des petits problèmes. Jusqu'au moment où j'ai quitté là-bas à cause du... parce que quand j'ai dû quitter le travail automatiquement j'ai dû quitter l'appartement. [...] C'était la première fois que je vivais avec des employés marocains. On avait la même cuisine mais chacun cuisinait par lui-même, j'avais ma propre bouteille de gaz, si je descendais du travail je cuisinai, je dormais un peu, je retourne au travail et quand je descends le soir chacun fait sa cuisine. Le gérant m'a beaucoup soutenu. Même si on a eu des problèmes il m'a beaucoup soutenu parce qu'au début je mangeais avec lui, on mangeait ensemble, on faisait tout ensemble. Il m'a pris comme son frère. [...] Après on a eu des malentendus à cause du travail. Lorsque j'ai cassé des plats il a enlevé de mon pourboire 25 dirhams. Et moi aussi j'avais des besoins, des choses à faire. [...] Donc à partir de ça il y a eu des malentendus mais au début il m'a beaucoup aidé. Après, quand j'ai laissé ce travail, j'ai recommencé le commerce dans la rue. Toujours la fatigue, toujours des moments difficiles... quand on est immigré, donc ça a été encore un moment très difficile. J'ai attaqué encore à nouveau. J'ai recommencé avec des tableaux. J'ai déménagé chez un artiste malien à Misnana. Je vendais ses tableaux. Deux jours ça n'a pas marché. J'ai repris les « tqachar, tarbouches, liguat... » comme au début. Ça fonctionnait bien mais ça ne me permettait pas de vivre. Juste manger et payer la location. Mais déjà pour payer la location c'était difficile ou alors pour appeler la famille : impossible. Je ne pouvais pas m'acheter des vêtements parce qu'il y avait le froid, tu vois ? Après de temps en temps je vendais des livres parce qu'avec ce travail je pouvais assurer 50 dirhams par jour. Je vendais des livres usagés dans la rue, dans un coin de la rue de Mexique

avec Mohammed, un monsieur marocain. Je gagnais difficilement parce que le patron des fois il ne me payait pas complet. Il me donnait ça en tranche : 30 dirhams, ou 40 dirhams.. Ça n'a pas fonctionné. J'ai repris mes chaussettes : « Chaussettes, chaussettes, tarbouches », je marchais dans la rue et je vendais des chapeaux, des gants... jusqu'au moment où j'ai rencontré un Français qui vendait des parfums. Il m'a proposé de vendre des cravates. Il m'a donné deux cravates. Je l'avais déjà vu mais lui il ne me connaissait pas. Il m'a donné donc deux cravates mais il n'avait pas confiance en moi. Il m'a dit : « essayes de les vendre et après tu m'appelles ». Donc je suis resté avec ces cravates une semaine. J'ai marché sur le boulevard avec ces deux cravates. Sans les vendre. Tellement c'était difficile. Et donc quand je l'ai revu je lui ai remis ses cravates. Il m'a dit : « maintenant ce qu'on va faire... je vais te donner des parfums... ». C'était un parfum très lourd de la marque Diesel. Il m'a dit : « Je vais te le donner pour que tu le vend à 100 dirhams ». Je lui ai dit : « impossible. Je ne peux pas le vendre à 100 dirhams ». Il m'a dit : « tu vas voir, tu vas le vendre à 100 dirhams ». Le parfum est resté dans mon sac pendant une semaine et je l'ai vendu à 150 dirhams..

– Mais donc t'as fait deux semaines avec deux cravates et un parfum ? Tout ce que t'as gagné en 14 jours c'est 150 dirhams ?

– Non, non, je marchais encore avec les tarbouches, les tqachar, les chaussettes, les gants... et je vendais bien ces trucs. Et après l'avoir vendu je me suis surpris. Je me suis dit que ce Français connaît ce commerce. Quand j'ai vendu le parfum à 150 dirhams, je l'ai appelé et je ne l'ai pas eu au téléphone. J'ai gardé les 150 dirhams dans ma poche deux jours ou trois jours. Je l'ai revu quand il est passé au carrefour où je vendais les livres. Je lui ai rendu son argent et il a été surpris. Il avait même oublié. Je lui ai remis les 150 dirhams et il m'a dit : « ça c'est quoi ? ». Je lui dis : « le parfum que tu m'avais donné ». Il me dit : « c'est l'argent même ? ». Je lui dis : « Oui, c'est l'argent, je l'ai vendu à 150 dirhams ». Il a été surpris quand je lui ai remis ça parce que bon, ce n'est pas évident aussi qu'un... à cette période très difficile pour moi, ce que je vivais, c'était difficile que je garde cet argent dans ma poche alors que j'avais même besoin de cet argent pour ma location... c'était difficile de ne pas le dépenser. [...] Donc je lui ai remis ça, il m'a donné 50 dirhams et il a pris 100 dirhams. Il a gagné aussi ma confiance. Et j'ai gagné la sienne. Il m'a dit je reviendrai ici te voir. Et depuis ce jour quand on est ensemble et il voit des gens il leur dit en m'indiquant « Nickel, il est Nickel ». Donc j'ai continué à vendre les parfums mais entretemps je travaillais aussi avec Mohammed pour l'aider à vendre ses livres ; avec Mohammed on a eu des malentendus parce qu'il ne me payait pas mon argent complet. Il me donne 40 dirhams, je prends et je ne lui dis rien parce que je me dis : « ce n'est pas grave, il est bien avec moi et pour moi c'est ça l'essentiel ». Et j'ai continué avec lui et je travaillais bien. Il a même eu honte après de m'avoir donné 40 dirhams et il a commencé à me donner 50 dirhams tous les jours et il respectait ça. J'ai fait là-bas presque... disons, 10 mois. Et j'avais presque jamais des jours de repos. Donc la fatigue c'est dans la tête qu'elle rentre. Elle est dans la tête. C'était une époque pénible hein. Tu voyais mon visage et tu savais que j'étais fatigué. [...] Et alors je suis parti quand on m'a appelé à

Tangerino. Je suis parti et quand je suis parti Mohammed était fâché parce qu'il avait beaucoup de confiance en moi. Il a dit qu'il avait plus de confiance en moi qu'en les Marocains. Mais moi il fallait que je quitte là-bas parce que j'avais trouvé un travail meilleur. Et moi je veux gagner ma vie. Je veux voyager comme tout le monde. Et donc je lui ai dit « j'ai trouvé un autre travail, je vais arrêter ».

– Et l'argent qu'il te donnait était suffisant pour toi ? T'arrivais à te débrouiller avec 40, 50 dirhams par jour ?

– Ce n'était pas suffisant. Ce n'était pas suffisant mais je le faisais suffire ; je parvenais à m'organiser comme d'habitude en gardant mon argent ; parce que moi, la première chose c'est la location. J'ai payé une chambre à Médina pendant deux mois et j'arrivais même à payer en avance. Tu vois ? Parce qu'ici c'est manger et dormir qui est essentiel. T'as de quoi manger et alors t'as pas de problèmes. Après quelque chose qui n'est pas à toi, la location, tu loues la chambre, donc payes le propriétaire. Ce sont mes premiers soucis. Donc je parvenais à m'organiser. Je gardais. Je m'organisais. J'ai appris à m'organiser. Tu sais, avant ça il m'était même arrivé de rester sans argent du tout. Rien dans mes poches. Quand j'ai quitté OtoriSushi. Je n'avais rien du tout. J'avais la pression de vendre des tableaux et des chaussettes. J'avais même faim : vouloir manger et j'avais rien de quoi manger. Il m'arrivait même de venir dans un restaurant pour demander même à manger. Sincèrement il m'est arrivé de faire ça parce que j'avais faim.

– Avant de quitter le Sénégal est ce que t'aurais jamais pensé que t'aurais pu vivre ce genre de choses ?

– Non, je ne m'imaginai pas ça. Je croyais que si j'arrivais au Maroc j'allais faire mon stage et après ils allaient me recruter. J'allais travailler là-bas et serai le représentant du Sénégal [il rigole] c'est ça ce que je pensais quoi. Et je vais faire beaucoup de voyages pour l'électrotechnique. Tu vois ? C'est ça ce que je pensais. Et un jour j'aurais fait une entreprise de fabrication de matériel électrotechnique au Sénégal. [...] et en réalité je me suis trouvé à demander de la bouffe dans les restaurants. Ça c'est à cause de la faim [...], des périodes très difficiles parce que je n'arrivais pas à vendre, j'avais faim... que dois-je faire ? Il y a le restaurant à côté j'avais faim et je n'arrivais pas à vendre. Les gens ne me regardaient pas à cause du fait que j'étais, disons, pale, sale, avec mon sac de chaussettes, de chapeaux que je voulais vendre. Mais j'ai toujours été dans la sincérité. J'ai demandé de la bouffe seulement quand j'avais pas d'autres solutions parce que je n'arrivais pas à vendre. [Entretien Ibrahima, 10/03/2014]

Ibrahima arrive à Tanger et doit trouver un logement ; il dispose de quelques économies qui lui permettent de louer une chambre dans un hôtel à 50 dirhams la nuit : c'est une solution chère et provisoire. Rapidement, grâce à de jeunes Marocains qu'il a connus en arrivant en ville, il trouve une chambre en location à 600 dirhams par mois. Cela lui permet de réduire ses dépenses mensuelles pour la location. À partir de ce moment il

entame la recherche d'un emploi qui puisse lui permettre de payer la location et de subvenir à ses besoins : l'angoisse de trouver l'argent pour respecter ses engagements le taraude : « mais aussi demain qui c'est qui va me donner à manger ? Aujourd'hui qu'est-ce que je fais à déjeuner ? Où je vais dormir ? À l'hôtel ou dans ma chambre ? Aujourd'hui avec quoi je vais payer la chambre ? » : chaque jour il se lève avec l'angoisse de devoir gagner assez d'argent pour arriver à la fin de la journée. Son horizon temporel correspond au paiement de la location : un mois après l'autre. Il décide de vendre des bonnets, des tarbouches, des gants et des chaussettes qu'il achète dans un entrepôt : il parcourt les rues de la ville en proposant sa marchandise aux passants. De temps en temps quelqu'un achète une paire de chaussettes, des gants ou un bonnet. Ibrahima empoche les 20, 30 ou 50 dirhams et comptabilise : 50 dirhams pour le tarbouche vendu le matin plus les 40 dirhams pour les deux paires de chaussettes vendus l'après-midi, ça lui fait 90 dirhams. De ces 90 dirhams il lui faut enlever le prix d'achat de la marchandise ; au fil du temps il avait établi un plafond minimum de revenus qu'il devait atteindre à la fin de la journée : 50 dirhams nets : il calculait que 20 dirhams journaliers composaient le budget de la location afin d'arriver à 600 dirhams à la fin du mois ; avec les 30 dirhams restants il pouvait s'acheter de la nourriture, une recharge téléphonique et peut-être mettre quelques dirhams de côté. Ce faisant, en additionnant les 20, les 30, et les 40 dirhams, il composait son budget pour la location : en même temps il réduisait au maximum ses dépenses : « il m'est arrivé aussi que je voulais m'acheter des jaquettes pour mieux me protéger du froid mais j'ai dit « Non, ici je ne suis pas dans mon pays, il faut d'abord que je garde la location de côté » ». Il avait appris à s'organiser, à définir ses priorités et à protéger ses économies : il « gardait » son argent dans ses poches ou dans un tiroir de la table de chevet : « Je gardais. Je m'organisais. J'ai appris à m'organiser ». Il arrivait ainsi à se payer la nourriture, la location, le crédit téléphonique : « je m'en sortais pas mal ». Même s'il n'y avait pas beaucoup d'argent et même si les entrées étaient aléatoires il faisait en sorte, en s'organisant, de respecter ses engagements : « Ce n'était pas suffisant mais je le faisais suffire ». Après quelques jours passés à Tanger et grâce à ses efforts, Ibrahima arrive à se faire embaucher comme serveur dans un pub. On lui propose 50 dirhams par jour au noir que le gérant lui remet à la fin de la journée, après son service. En revanche, il peut dîner sur place. Il accepte et il calcule : en dînant au pub il peut économiser sur la nourriture : avec 10 dirhams il se paye le petit-déjeuner le matin : des omelettes et un thé : 20 dirhams sont mis de côté pour alimenter le budget destiné à la location, d'autres 20 dirhams peuvent être économisés tous les jours. Mais le travail au pub se termine soudainement : « il n'y a pas assez de travail » lui dit le patron. Il recommence alors à nouveau à vendre

des chaussettes, des tarbouches, des chapeaux. À nouveau il trouve un travail dans un restaurant : ici non plus, on ne lui fera pas de contrat : cependant, le patron lui paye la location dans un appartement qu'il partage avec ses collègues : ça lui permet de réaliser de bonnes économies car il ne doit plus réserver une partie de ses revenus à la location. Malheureusement, une dispute avec le patron l'oblige à partir. Il déménage alors chez un ami peintre à qui il paye 200 dirhams par mois pour la location. Il recommence à vendre des tarbouches, des chaussettes, des gants et des bonnets. Il est physiquement et moralement épuisé. Des fois, vers 13 heures, après des heures passées à se promener avec sa marchandise sans avoir gagné le moindre dirham, il s'assoit sur un banc, la faim lui dévore le ventre. Il demande aux restaurateurs de l'aider : on lui offre un sandwich et un verre d'eau : « J'avais rien du tout. J'avais la pression de vendre des tableaux et des chaussettes. J'avais même faim : vouloir manger et j'avais rien de quoi manger ». Après un petit repos il reprend sa marche avec ses chaussettes, ses tarbouches et ses gants. Il commence alors à collaborer avec Mohammed, un vieux Marocain qui vend des livres et qui dispose d'un petit entrepôt au rez-de-chaussée d'un immeuble au carrefour entre la rue de Mexique et la rue de Fez. Tous les matins Ibrahima dispose sur le trottoir une structure métallique où il range des livres d'occasion. Ils travaillent de 11h du matin jusqu'à 10h30 du soir pour 50 dirhams par jour. Il travaille ainsi 10 mois sans aucun jour de repos : « donc la fatigue c'est dans la tête qu'elle rentre. Elle est dans la tête. C'était une époque pénible hein ». En dépit de cela les 50 dirhams qu'il recevait tous les jours lui permettaient d'aller de l'avant : il avait appris à « s'organiser », à fixer les dépenses prioritaires et à conserver ses économies : « ce n'était pas suffisant. Ce n'était pas suffisant mais je le faisais suffire ; je parvenais à m'organiser comme d'habitude en gardant mon argent ; parce que moi, la première chose c'est la location. [...] Parce qu'ici c'est manger et dormir qui est essentiel. T'as de quoi manger et alors t'as pas de problèmes. Après quelque chose qui n'est pas à toi, la location, tu loues la chambre, donc tu payes le propriétaire. Ce sont mes premiers soucis. Donc je parvenais à m'organiser. Je gardais. Je m'organisais. J'ai appris à m'organiser ». Les priorités sont définies clairement : la nourriture et la location : à partir de cela il ordonne ses dépenses sur une échelle de priorités et opère des arbitrages nécessaires : « Je gardais. Je gardais. J'avais mon argent et je le gardais dans mon portefeuille. [...] Si je pouvais payer la location j'étais tranquille. Ma tête était tranquille ». Comme Ibrahima les migrants obtiennent des gains économiques grâce aux petits commerces de rue : il s'agit d'acheter et de revendre des marchandises et des pacotilles et en tirer un petit bénéfice. Or ces profits sont faibles et aléatoires : le manque de clients, le flux variable de touristes, les contrôles de la police, la fatigue journalière, rendaient les

gains précaires et irréguliers : Ibrahima vendait des chaussettes, des gants et des tarbouches, des cravates et des parfums ; Omar Sok vendait des crèmes, des genouillères et des bandes pour les articulations ; Serin des bracelets et des colliers, Bousso des lunettes et des téléphones. À travers ces activités les migrants obtiennent l'argent (ou une partie de l'argent) qui leur permet de continuer à financer leur mobilité. Or ces revenus sont modestes, aléatoires et irréguliers : en vendant des produits dans la rue Ibrahima peut gagner 70 dirhams le lundi mais rien ne lui assure qu'il pourra gagner la même somme le lendemain. Alors, pour avancer dans son parcours Ibrahima doit apprendre à gérer ses revenus. Cette économie de la débrouille et la mobilité s'apparente ainsi aux économies de la pauvreté décrites et analysées par Collins, Morduch, Rutherford et Ruthven (Collins, Morduch, Rutherford, Ruthven, 2009). Les auteurs montrent que les personnes et les foyers vivant dans des conditions de pauvreté et avec des revenus inférieurs à 2 dollars par jour font preuve d'une gestion fine de leurs économies : c'est justement parce que les revenus de ces derniers sont faibles et aléatoires qu'ils doivent faire preuve de maîtrise : cette gestion se fonde sur la protection maximale des revenus et des biens, qui sont gardés, mis de côté, séparés, cachés dans un tiroir, une poche d'un blouson ou d'un sac rangé dans la chambre. C'est notamment parce que les revenus sont limités et aléatoires que ces individus doivent apprendre à les gérer ; pour le dire avec les mots de Lazuech et Moulévrier qui ont étudié les usages de l'argent des populations économiquement subalternes en France « les pratiques économiques des plus démunis sont finalement assez bien adaptées aux contraintes qui pèsent sur elles [...]. Ces pratiques ne sont pas pour autant unifiées. [...] Elles ne sont pas non plus stabilisées. [...] Elles sont sans conteste contingentes » (Lazuech, Moulévrier, 2008, p.61). Les migrants de la mobilité subalterne, au cours de leur parcours, disposent de revenus faibles et aléatoires et doivent apprendre à les maîtriser ; ils doivent élaborer des stratégies adaptées et contingentes de gestion de leurs ressources : Ibrahima sépare de ses revenus journaliers les 20 dirhams qui seront destinés à la location, réduit toutes ses dépenses, et dépose le surplus journalier dans un petit tiroir. On trouve ici une étape importante de l'expérience migratoire et du processus d'individuation et d'émancipation du migrant : pour circuler et s'installer les migrants doivent apprendre à gérer des revenus faibles et aléatoires. Ibrahima multiplie par exemple les sources de revenus en travaillant comme serveur, en faisant la plonge, en vendant des produits dans la rue mais aussi, en vendant des livres, en faisant le ménage chez une famille locale, en participant (plus tard) à des films et des reportages : il cumule toutes les activités auxquelles il peut accéder et calcule ses revenus ; il garde son argent (« je gardais »), réduit ses dépenses à l'essentiel et élimine toute dépense « inutile » : il

achète par exemple des produits à l'unité qu'il exploite au maximum : le sachet monodose de nescafé est partagé en trois ou quatre portions : à chaque usage il est refermé et déposé soigneusement à côté des épices, du sel et du sucre : l'huile utilisée pour frire est gardée dans la poêle et utilisée pour frire les repas suivants : Ibrahima ne « garde » pas uniquement les revenus mais aussi les biens dont il dispose et qu'il a achetés avec un effort considérable : les flacons de crème, de parfums, de pâte à dents, de shampoing, les briquets, les allumettes, sont utilisés jusqu'à leur épuisement : à chaque déménagement il les prend avec lui soigneusement gardés parmi ses autres affaires : les couvertures et les matelas sont des biens de valeur auquel les migrants sont attachés et qu'ils gardent avec eux scrupuleusement : Ibrahima apportait avec lui le matelas qu'il avait acheté à chaque déménagement même si les chambres qu'il allait occuper étaient meublées.

En conclusion, il doit s'organiser car l'argent dont il peut disposer est limité et inconstant : il cumule de petites sommes à travers des activités diverses et des petits commerces ; il additionne chaque dirham qu'il gère de manière scrupuleuse en priorisant ses dépenses et en éliminant les dépenses superflues. À travers ce travail quotidien constant il façonne son micro capital de la survie qui lui permet d'arriver à la fin de la journée et ensuite de se projeter sur la journée suivante tout en gardant comme horizon temporel la fin du mois, l'échéance pour le paiement du loyer. Il s'agit d'un travail pour la survie, qui lui permet de rester au flot, de s'accrocher à sa volonté de continuer à chercher « sa vie » et à l'espoir d'un futur meilleur. L'errance d'Ibrahima se construit à travers ces micro-activités quotidiennes qui lui permettent d'aller de l'avant. Il s'agit d'un véritable travail de fourmis, qui par une infinité de petites activités, génère des micro-économies faites de micro-revenus et de micro-dépenses.

Quand il arrive à économiser quelques sous il achète du crédit téléphonique et des produits de première nécessité : s'il arrive à conserver encore quelques dizaines de dirhams il peut s'acheter des vêtements, s'octroyer des petits plaisirs : des lunettes, un joli blouson, de belles chaussures, des écouteurs, etc. D'autres individus gèrent leurs petits revenus aléatoires de manière différente : certains réduisent au minimum les frais de loyer pour pouvoir acheter un zodiac et des gilets de sauvetage, certains gardent leurs capitaux constamment dans leurs poches. Tous ces self-made migrants se façonnent ainsi en multipliant les activités et en gardant les revenus, un capital journalier et mensuel qui leur permet d'alimenter leur mobilité et de continuer à conserver les rêves d'émancipation économique et sociale.

Les autres commerces de la débrouille.

Barry avait vendu des téléphones au Congo. C'était ce commerce qui lui avait permis de vivre à Brazzaville pendant 4 ans et de se construire le capital avec lequel il était parti au Maroc. À Casablanca, après avoir dépensé une partie de ses économies, il avait repris la vente de téléphones. À Tanger Bousso s'installait avec des compatriotes en face du consulat français, à côté du café de Paris et présentait aux passants deux ou trois téléphones qu'il tenait dans ses mains. Il achetait des téléphones chinois qui imitent, dans le design, les téléphones des grandes marques et il les revend. La personne qui dispose d'un petit capital achète une vingtaine de téléphones qu'il distribue à des amis. Il leur propose de les vendre à un prix minimum qui doit lui revenir : ces derniers négocient avec les passants à partir du prix minimum qu'ils doivent rembourser à l'acheteur des téléphones : le gain supérieur leur appartient. Certains de mes enquêtés achetaient des crèmes et des bandes qu'ils revendaient en arpentant les rues : l'hiver était la période où ce genre de produits se vendait le plus. Mais on pouvait aussi vendre des bijoux, des colliers, des lunettes et toute sorte de marchandises. Certains avaient pratiqué ce type de commerce de rue dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays dans lesquels ils avaient séjourné. Cette activité leur avait permis de construire un petit capital pour partir ou pour continuer leur voyage. À Tanger ces activités leur permettent de composer leurs revenus. Pour certains il s'agissait d'une activité qui leur permettait de trouver au jour le jour l'argent pour payer une location, de la nourriture et des cigarettes. Pour d'autres il s'agissait d'une activité qui leur permettait de se stabiliser, chercher un meilleur travail et accéder peut-être à l'économie légale. Pour d'autres encore c'était un moyen afin de gagner l'argent à investir dans une « frappe », une tentative de passer illégalement la frontière espagnole. Ibrahima comme nous l'avons vu économisait pour payer sa location et la nourriture dans l'attente de trouver un meilleur travail. Il cherchait, quand il en avait les moyens, une chambre où il pouvait être seul : il investissait donc une grande partie de ses revenus dans la location : 600 dirhams. Omar, Sénégalais originaire de la Casamance, par contre, vendait des crèmes, des bandes et des huiles pour les massages qu'il achetait dans un magasin situé dans la Rue de la Plage et qu'il vendait en parcourant les boulevards. Il était au Maroc pour entrer en Europe : tout son argent était destiné à organiser une frappe pour tenter la traversée du Détroit. Alors il réduisait au maximum les dépenses pour la location en partageant une chambre avec 9 personnes dans un quartier à la périphérie de Misnana ; ils l'appelaient « chambre » mais il s'agissait en réalité d'une cave ou d'un garage au sous-

sol, humide et en béton armé brut. La cave faisait une vingtaine de mètres carrés et avait un accès indépendant. Ils la louaient au propriétaire de la maison construite au-dessus. Ils étaient Sénégalais et Gambiens et ils organisaient ensemble un *convoi* dont Omar était le capitaine car il était le plus expérimenté. Ils cotisaient pour payer ensemble la location de 600 dirhams par mois. Ils payaient du riz, des légumes, du thé, une citerne de gaz : le strict nécessaire pour se nourrir et se protéger du froid (Omar pour sa part se payait aussi une heure dans des Cybercafé pour regarder sur internet des combats de lutte sénégalaise). Toutes ses autres économies étaient investies dans l'achat d'un zodiac, de rames, d'une pompe, de gilets, et dans le paiement du transport jusqu'à la plage d'où il pensait partir. Bousso vendait des téléphones mais aussi des lunettes et des colliers. Il se plaisait au Maroc. Certes, partir en Europe était pour lui une option mais seulement à certaines conditions, avec un convoi sûr et un passeur de confiance. Il vivait dans un hôtel dans la Médina. Il faisait du commerce de rue mais il se rendait aussi au port Tanger Med pour des déchargements et des chargements. Une fois par an il rentrait au Sénégal pour visiter la famille, « changer d'air » comme il le disait, voir quelles étaient les opportunités là-bas et se ressourcer. Simon après avoir vendu des téléphones avait finalement décidé de faire de la musique : il avait composé une bande avec Sékou et d'autres amis Guinéens : ils jouaient des musiques traditionnelles et du reggae dans des restaurants, lors de fêtes privées, dans le cadre de manifestations artistiques et culturelles mais aussi lors de marches militantes pour les droits des migrants.

Ainsi Omar, Bousso, Ibrahima, Barry, Simon, grâce à ces petits commerces et à ces activités, alimentent avec des perspectives diverses leur mobilité. Cependant, ces commerces de rue présentent des risques considérables : ainsi Simon raconte son parcours, les activités qui lui ont permis de gagner de l'argent pendant son errance, le moment où il a commencé à vendre des téléphones et les raisons qui lui ont fait prendre la décision d'abandonner cette activité et se consacrer à la musique comme il l'avait fait auparavant en Gambie et Sierra-Leone :

« Je suis d'abord parti en Gambie pour étudier quand j'étais en terminale. Mon papa, à l'époque, comme l'anglais n'était pas étudié en Guinée... alors mon père qui travaillais dans le gouvernement et qui voyageait, il partait en Gambie et il avait des contacts là-bas. Donc je suis parti là-bas pour étudier. En Guinée je faisais la musique et j'ai vu en Gambie des gens qui jouaient, des gens de mon école, j'ai pris les contacts et on a commencé à jouer ensemble. Leur comportement et ce qu'ils faisaient m'a encouragé et je les ai suivis parce qu'avec ça tu gagnes ton propre argent, tu n'escroques pas et en plus tu gagnes de l'expérience. Bon, quand j'ai fini mes études ma famille

m'a dit de retourner en Guinée et je n'ai pas voulu parce que là-bas tout est facile, je reste chez moi, je mange... Donc en Gambie j'ai commencé à devenir un Homme, à devenir moi-même, je commence à gagner ma vie. Dans mon pays il suffit de demander à mes parents : « donne-moi, donne-moi ». Je vivais avec la musique en Gambie, la musique m'a donné beaucoup de choses, j'étais gros avant d'arriver ici et très clair. La musique m'a donné beaucoup de choses avec les touristes, les Anglais, les Français, les Américains n'importe qui. Tu t'assois avec eux, tu causes et ça t'éloigne des mauvais comportements... C'est-à-dire comme ce qui se passe ici, banditisme, des choses comme ça... des vols. Donc j'ai dit à mes parents que je voulais rester en Gambie et préparer mon dossier pour l'Angleterre. Parce que mon père avait envoyé ma sœur à faire des études en Angleterre jusqu'à ce qu'elle ait eu ses diplômes. Moi en Gambie ils m'ont donné un papier d'artiste et je gagnais ma vie. J'ai fait 9 ans en Gambie. Avec les touristes et la musique. Des fois si des gens me donnaient des commissions, comme pour de la poudre [de la cocaïne] ou de la marijuana, j'allais chez mes amis et je revenais avec ça. [...] Je je suis parti là-bas [au Libéria] pour chercher un visa pour London. On vendait les visas là-bas. On m'a dit... parce que moi j'avais de l'argent de partir là-bas mais ça n'a pas marché. J'ai quitté là-bas et je suis venu en Sierra-Leone et je suis resté là-bas. Et là-bas je faisais la musique avec les Sierra-Léonais... on jouait. Et moi je n'ai jamais eu de problèmes. Quand j'arrivais là-bas je ne connaissais personne. J'avais le contact d'un hôtel. Je viens et après je sors. Je suis sorti dans le rue, je trouve les bons gens pour qu'on me trouve une petite maison, j'habite là-bas, j'économise, je marche doucement, doucement. [...]

Je suis venu ici [au Maroc] avec un contact. Je suis arrivé à l'aéroport... quand je suis arrivé je l'ai appelé et lui aussi m'a dit qu'il est à Al Hoceima, donc je ne connaissais personne ; comme ça donc je suis sorti, j'ai quitté et je suis arrivé à Casa, en ville. J'ai regardé là-bas, j'ai trouvé les blacks ; ils m'ont dit « allons chez nous », comme ça, comme ça. J'ai dit « non, je vais prendre un hôtel et après-demain on verra ». J'ai pris l'hôtel deux jours, trois jours, j'ai regardé comment ils font et j'ai dit que non, « je ne vais pas marcher avec eux ». C'étaient des Guinéens, ils vivent n'importe comment, tu vois non, des arnaques, du faux or, les faux billets, des vols, des histoires... des gens pas bien. [...] Je suis venu à Rabat... j'ai duré un peu à Rabat, j'ai commencé à travailler, travailler, travailler... toujours avec beaucoup de problèmes. Je vendais les téléphones chinois. J'ai fait ça beaucoup. Ça marchait. Ça marche mais avec beaucoup de problèmes, des couteaux et tout ça dedans, t'as vu ? On m'a pointé un couteau... Parce que tu vends des téléphones chinois qui ne fonctionnent pas très bien, la personne part avec son téléphone et une semaine après elle revient. Donc le jour où tu vas dire que tu ne changes pas le téléphone, si tu n'es pas intelligent tu vas te bagarrer [...] ; ou alors tu peux vendre un téléphone volé... et ça amène de problèmes avec les Marocains et les policiers. Donc les téléphones c'est beaucoup de problèmes si tu ne fais pas attention. [...] La musique ça amène beaucoup moins de problèmes que les commerces : on joue dans un restaurant on nous donne 800 dirhams... Si tu vends les téléphones chinois... Un jour un Marocain veut avoir un téléphone. Il vient. Quand il voit que c'est bon. Il te dit « 200 », tu lui dis « donne-moi 300 », il te donne, tu gardes... mais les Marocains ont des problématiques : ils se

disent : « mon gars j'ai vu des blacks qui vendent des téléphones là-bas ». Ils vont parler avec les policiers et après ils viennent et ils font semblant que tu vends leur téléphone, que c'est un téléphone volé. Et pam, menottes. Moi j'ai été à la police plusieurs fois pour des histoires de téléphones. » [Entretien Simon, 27/02/2014]

Après son départ de la Guinée Conakry Simon a vécu dans plusieurs pays. En Gambie et en Sierra-Leone il gagnait de l'argent en faisant de la musique mais aussi en rencontrant des touristes auxquels vendait des drogues (cocaïne, marijuana...) que des amis Nigériens lui procuraient : cela lui a permis de vivre, économiser et relancer son voyage. Arrivé au Maroc il a commencé à vendre des téléphones. Mais les risques sont multiples : on peut être accusé de vol, se disputer avec des acheteurs, avoir des problèmes avec la police : le commerce peut permettre de gagner quelques dizaines ou quelques centaines de dirhams, mais il expose aussi au risque de perdre toutes les économies réalisées. Donc Simon décide de se limiter à jouer de la musique et à rencontrer des touristes étrangers. Il gagne alors une partie de ses revenus en s'exhibant dans des festivals, dans des fêtes privées mais aussi dans des restaurants.

Ainsi, en faisant de la musique, en vendant des téléphones, des lunettes, des crèmes, des tarbouches les migrants gagnent au jour le jour l'argent qu'ils peuvent ensuite dépenser selon leurs priorités : grâce à ces activités donc, à chaque étape de leur parcours ils peuvent s'installer, socialiser et économiser. Un grand nombre de ces activités sont transposables au-delà des frontières nationales et peuvent être reproduites ailleurs, dans d'autres pays en les adaptant aux nouveaux contextes : ce sont donc des activités qui alimentent ces mobilités des self-made-migrants et à travers lesquelles ils trouvent les ressources pour s'installer et relancer leur errance. Ces économies de la débrouille se configurent ainsi comme un tissu connectif reliant des espaces proches et lointains divisés par des frontières politiques et culturelles et permettant aux migrants de circuler et de trouver les ressources pour avancer. Ainsi Matar explique à quel point ces commerces réalisés par des Sénégalais à Tanger sont liés à des activités réalisées par ces mêmes individus au Sénégal :

« Tu sais, au Sénégal, tout le monde fait le commerce [...] J'ai des amis qui après la licence ont quitté la fac pour aller faire un petit commerce. Je leur disais ceci pour les taquiner : si tout le monde part faire du commerce qui c'est qui va acheter après ? Non parce que tu te retrouves avec des amis avec qui deux ans en arrière vous étiez à la fac un samedi quelque part à Dakar chez un même ami. Chacun débarque avec des sacs, celui-là avec des sacs remplis de trucs de femme, l'autre avec des sacs remplis de n'importe quoi... finalement si tout le monde le fait qui c'est qui

va acheter ? Personne ne va plus acheter. [...] Avec eux, avec n'importe quelle bourse tu peux commencer à faire du commerce de pacotille. Seulement il y en a maintenant qui ont su que Dakar est saturé et ils sortent de Dakar pour aller vendre dans les autres villes, comme dans la petite côte qui est un peu loin de Dakar et où les filles ont besoin de ceci pour s'habiller et de cela pour sortir. Ces personnes se font un peu d'argent là-bas. [...] Ici aussi il y a des Sénégalais qui s'en sortent pas mal avec le commerce. Mais ils ne sont pas très nombreux. Les téléphones par exemple ; moi je connais un Sénégalais, il y a deux ans en arrière, il s'est marié, il a amené sa femme par vol ici et tout cela avec les téléphones et les gadgets qu'il vendait. Il partait à Casa, il achetait en gros et il les amenait ici. Mais il y a toujours des problèmes : c'est-à-dire que tu dois les vendre à un Marocain... moi un jour à la playa quelqu'un m'a choppé, il m'a serré le col comme ça et il m'a dit « tu m'as vendu un téléphone, on va aller à la police ». J'ai jamais vendu des téléphones à Tanger. Maintenant c'est trop. Il y a trop de gens qui font ces petits commerces. Et ils continuent à le faire. C'est-à-dire, tous les Sénégalais ont tant soit peu gardé un peu d'argent quelque part. Je te jure, je parle en connaissance de cause. Tous ceux qui font ces petits commerces peuvent avoir 500 euros quelque part. Peut-être même dans leurs poches. Ils ont gagné cet argent ici. Tu sais que... ces téléphones, le fait de les vendre... Ce sont des téléphones de deuxième choix qu'ils arrivent à acheter dans une ville comme Casablanca chez un grossiste à 180 dirhams la pièce. C'est le même design que le Galaxy s/4, s/5, seulement celui-là c'est de fabrication chinoise. Tu en achètes une cinquantaine ou bien une centaine. Tu donnes une dizaine à ton ami ici. Une dizaine à un autre ami là-bas. Vous vous alignez à Casabarata [un grand marché populaire de Tanger]. L'autre part vers Beni-Makadal ou je ne sais pas où. Si au début ils arrivaient à vendre 100 téléphones par semaine, aujourd'hui je dirais qu'il y en a qui n'arrivent pas à vendre 15 téléphones par semaine parce que les Marocains ont compris que c'est un gâchis. [...] Et la plupart de ces Sénégalais, ils ont tous l'argent dans leur poche, ils n'ont pas de compte en banque parce qu'ils n'attendent pas grand chose du Maroc. Pour eux, ils vont partir ailleurs un beau jour. Donc ils ne vont jamais garder leur argent dans une banque ; ils gardent leur argent dans leur poche. La police m'a maintes fois amené au commissariat pour des contrôles et quand ils fouillent ces Sénégalais, tous ces Sénégalais avaient au moins 500 euros dans leur poche, c'est de l'argent qui rentre et qui part, ils se débrouillent avec ça ». [Entretien Matar, 11/03/2014]

On voit bien comment la vente de téléphones à Tanger est, pour de nombreux migrants, la prolongation d'une activité micro-commerciale qu'ils réalisaient auparavant dans leur pays d'origine et qu'ils reproduisent en la déclinant sous des formes différentes à l'étranger. Ce sont donc des activités commerciales informelles qui s'inscrivent en profondeur dans l'expérience, la pratique et la mémoire de ces migrants. Ces activités marquent leur mobilité et sont constamment renouvelées dans les nouveaux temps et les nouveaux espaces de leurs itinéraires. Des centaines de migrants ayant réalisé des petits commerces

dans leurs pays d'origines (Bredeloup et Lombard 2008), partent à l'étranger et prolongent l'activité commerciale en trouvant de nouvelles marchandises, de nouveaux marchés et de nouveaux clients. Ils trouvent ainsi l'argent qui leur permet de survivre et continuer leur parcours. Or ce qui émerge dans le récit de Matar est le fait que ces commerces se font sur des échelles variables : d'une part, le commerçant qui dispose d'un capital considérable et d'un projet commercial structuré et qui peut acheter de grosses quantités de marchandises qu'il vend en personne ou qu'il distribue à des vendeurs en obtenant des profits lui permettant d'investir dans un nouveau stock de marchandises ; d'autre part, des micro-commerçants de la débrouille, les commerçants de la rue, qui arpentent les boulevards et qui s'installent dans les squares et les carrefours et qui essayent de vendre la marchandise par unité : Barry, Omar, Simon, Bouso, Ibrahima font partie de ce dernier groupe : ils vendent à l'unité des produits qu'ils achètent à l'unité ; leur marge de profit est extrêmement réduite et les risques très élevés. Ces commerces de la débrouille leur permettent de se dépanner en attendant de meilleures opportunités ou en espérant partir ailleurs. Ce sont des micro-commerces que les migrants intègrent avec toute sorte d'autres activités : le travail au port, le travail dans des restaurants ou des cafés, le travail à la journée sur des chantiers, le travail avec les touristes, les journalistes ou les chercheurs, les petits business du quotidien, mais aussi l'aide d'un ami installé à l'étranger ou de passage sur place, de la famille ou de quelque bénévole croisé dans les rues de Tanger. C'est en jonglant entre plusieurs activités, en cumulant les revenus, en calculant et en gérant les dépenses selon les priorités que chaque migrant définit et selon le sens qu'il donne à sa présence au Maroc, qu'il essaye de maîtriser les imprévus et les aléas et donc alimenter son projet d'émancipation par la mobilité.

Les Commerçants : Moustapha et Serin.

Certains migrants étaient partis de leur pays avec l'intention de se lancer dans une activité commerciale ; d'autres avaient élaboré cette option après avoir passé quelque temps au Maroc, avoir exploré d'autres alternatives et avoir côtoyé des commerçants. Ces personnes disposaient d'un petit capital qu'ils appelaient « un départ » mais surtout d'un projet commercial. Ils envisageaient d'acheter des stocks de marchandises pour ensuite les revendre dans les rues de Tanger. Le profit obtenu était investi dans l'achat d'un nouveau stock. Pour réaliser ces activités les migrants doivent mobiliser des connaissances spécifiques concernant les produits, les prix et les options de vente : la

mobilité permet d'accéder à certaines de ces compétences : les migrants peuvent s'apercevoir par exemple que certaines marchandises sont plus rares à un endroit alors qu'elles se trouvent à bon marché ailleurs (c'est le cas par exemple des téléphones qu'on peut acheter chez un grossiste à Casablanca et revendre plus chers à Tanger, comme nous l'a dit Matar), ils peuvent se rendre compte que certaines marchandises ont un marché plus vaste pendant une période précise de l'année (c'est le cas par exemple de certains tissus africains qui sont très bien vendus pendant la période du Ramadan, comme nous le dira Moustapha). D'ailleurs, ils apprennent à maîtriser les différentiels frontaliers qui s'expriment ici non pas en termes de différentiels entre la valeur des devises mais entre la valeur des marchandises : certaines marchandises acquièrent de la valeur si elles sont vendues loin de leur lieu de production, là où elles sont rares et convoitées : c'est le cas par exemple des tissus sénégalais qui peuvent être vendus au Maroc au prix fort ou des produits en cuir marocains qui peuvent être vendus au Sénégal à un prix très favorable. On retrouve alors Moustapha qui décrit son arrivée au Maroc :

« Vraiment lorsque je suis venu ici au Maroc je suis venu avec l'idée de travail avec un travail salarié mais, tu sais, quand tu viens dans un nouveau pays, c'est le pays lui-même qui te pousse à faire quelque chose, autre chose hors de ce qui était dans ton projet. J'ai beaucoup cherché du travail à Casa et on me payait mal. Alors je me suis dit d'entrer dans le commerce et quand je suis entré dans le commerce j'ai pu aider ma famille. Avec le commerce facilement tu gagnes de l'argent. C'est à cause de ça que j'ai fait mon registre de commerce, ma carte professionnelle. [...] Avant j'ai travaillé dans des chantiers et c'était difficile. Je commençais à 6 heures jusqu'à 18 heures. Arrivé à la maison, enlevées mes chaussures, je dormais [Il rigole]. Mais mon idée dans ma tête c'est le commerce. Je peux travailler comme salarié pendant 5 ans, inshallah ou bien 7 ans, mais après dans ma tête c'est le commerce. Moi, au Sénégal, ma grand-mère et ma mère aussi ont fait du commerce. C'est ça le problème, quand un enfant grandit sur ça il pense que n'importe quel travail c'est le commerce, c'est ça qui est dans ma tête ». [Entretien Moustapha, 23/06/2015]

Moustapha arrive au Maroc avec l'idée de trouver un travail salarié qui lui permettrait de se constituer un capital suffisant pour ensuite entamer son propre commerce. Ne trouvant pas un travail salarié il décide de se faire embaucher sur des chantiers : il s'adapte donc à la situation et il explore de nouvelles opportunités : « quand tu viens dans un nouveau pays, c'est le pays lui même qui te pousse à faire quelque chose, autre chose hors de ce qui était dans ton projet ». Cependant, le travail sur les chantiers le fatigue excessivement ; une connaissance lui conseille de vendre de la marchandise à Tanger. Il repense alors ses plans, il entrevoit une nouvelle opportunité et il s'y lance :

« J'ai fait même pas deux mois à Casa. [...] Après je suis venu à Tanger parce qu'à ce moment-là il y avait quelqu'un qui avait beaucoup beaucoup de marchandise et il ne savait même pas comment faire pour la vendre. Lui m'a dit qu'à Tanger c'est bien, que je pouvais venir ici pour vendre ; et effectivement c'est vrai ! Moi seul j'ai vendu je ne sais pas combien de pièces ici. Dans les premières semaines on a vendu 36000 dirhams ici à Tanger. On était trois personnes ici en ce moment à vendre ça. C'était en 2010, ce n'était pas comme actuellement. On avait vendu 36000 en même pas trois semaines. Ici les gens achètent. Une fois la police m'a confisqué mon sac, ma marchandise... Ils m'ont dit qu'il faut revenir [au commissariat] dans 24 heures. Je suis revenu le mardi et comme mon cachet était valide, il a regardé mon cachet et il m'a dit que c'était interdit de faire du commerce ici, il faut avoir une autorisation... alors il m'a dit qu'il faut faire une carte de commerce comme la carte que j'ai actuellement. Il m'a dit que j'avais le droit de rester ici et il m'a rendu mes bagages. Après ils m'ont encore contrôlé, après ils m'ont contrôlé à Boukhalef. Ils croyaient que moi je suis quelqu'un qui partait en Espagne, ils sont venus là-bas, ils nous ont fait des fichiers, ils nous ont pris les empruntes et tout ça. Après ils nous ont encore laissé partir. [...] On me l'a fait 4 fois. [...]

– Et quand t'es arrivé ici t'avais déjà l'idée de faire du commerce de tissus ?

– Non c'est grâce à une femme qui m'a dit qu'au Sénégal nous avons des tissus qu'on ne trouve pas ici, le bazin. C'était une couturière. Elle m'a dit qu'il faut vendre ça ici parce que les gens aiment ça. Surtout pendant le ramadan et les femmes qui partent à la Mecque. Ou bien lors des cérémonies de mariage. Ils achètent la meilleure qualité qui coûte 1800 dirhams les trois mètres. [...] Nous au Sénégal on avait un local où on vendait. Ma mère vendait et ma grand-mère aussi. Je peux dire que nous sommes une famille qui a toujours fait du commerce. J'ai grandi avec le commerce ; mais c'est ici que j'ai vraiment fait le commerce de cette façon... je peux dire qu'en 2010 j'ai fait le tour de Tanger. Je partais ici, je partais là-bas, je partais partout. Mais je vendais, je parvenais à avoir 3000 dirhams par jour. Mais ce n'était pas mon argent à moi. Je prenais une commission de 600, 700 dirhams le reste c'est pour le propriétaire de la marchandise. C'est lui qui fait vraiment le bénéfice. C'est pour cela qu'après avec l'argent que j'ai gagné j'ai acheté des djellabas pour les revendre. Je les vends bien mais si j'avais un stock plus grand.... Je n'ai pas encore pu acheter un stock très grand. C'est pour ça que je vais arriver au mois de mars à avoir au minimum 500 coupons, même si je dois m'endetter, 500 coupons à la maison. Après je peux essayer de travailler avec ces 500 coupons entre mars et avril. Cette année j'ai vendu plus de 700 coupons mais celui qui fait le grand bénéfice c'est celui qui me vend les tissus. Parce que moi, si j'achète 50, quand c'est fini je pars encore acheter chez lui. Moi j'achète chez le grossiste à 75 dirhams et j'essaye de vendre à 150 mais ce n'est pas possible maintenant. Il faut descendre parce que il y a des gens qui partent jusqu'à Casa pour les acheter là-bas à 100 dirhams au lieu de les acheter à Tanger. Moi j'essaye de vendre à 120/130 parce que je leur dit que c'est une qualité supérieure mais les gens vont connaître que c'est la même qualité. Mais je pensais aussi

commercialiser un autre tissu de très bonne qualité, mais c'est cher, c'est à 300/350 dirhams mais ici il y a des familles qui peuvent l'acheter. Tanger c'est une ville bourgeoise. Casa est plus industrielle. À Casa l'argent circule toute l'année. À Tanger c'est par périodes, mais quand ça circule il y a de grosses sommes. À Casa c'est 9 mois sur 12 je dirais, alors qu'ici ça circule 5 mois. Donc à mon avis si t'as une grande quantité de marchandise tu peux la vendre à Casa en sachant que tu vas la vendre à un prix un peu plus bas. Sinon, si tu n'as pas beaucoup de marchandise tu peux vendre pour plus cher ici. C'est pour ça que pour moi c'est bon ici. [...] On m'a dit que si on est bien habillé on s'imagine qu'on est là pour travailler, qu'on est sérieux. Si par contre on a un aspect délaissé on pense qu'on est un aventurier qu'on est là pour passer. C'était un commissaire de police qui m'a dit ça. On s'est assis dans un café pour discuter avec un journaliste. Il a beaucoup insisté sur cet aspect. [...] Ils m'ont aidé avec les papiers. Ils m'ont expliqué comment faire pour avoir le registre de commerce. [Entretien Moustapha, 23/11/2013]

Après quelques mois au Maroc Moustapha entrevoit la possibilité de faire du commerce sans pour autant avoir le capital nécessaire pour entamer sa propre activité : un commerçant lui propose de vendre sa marchandise car il est incapable de la vendre tout seul ; en échange il obtiendra des commissions en fonction de la quantité de marchandise vendue. Moustapha accepte. Le grossiste lui propose d'aller vendre la marchandise à Tanger : en effet, en ce printemps 2010, à Tanger cette marchandise est très rare et aucun commerçant ne la vend. Moustapha laisse Casablanca et part à Tanger. En deux ou trois semaines il vend sa marchandise pour 3600 dirhams. Malheureusement, il peut conserver uniquement une petite commission ; environ 600 dirhams. Rapidement le marché s'élargit, les ventes et les revenus aussi. Il décide alors de travailler tout seul et de vendre sa propre marchandise. Une couturière lui conseille de vendre des tissus sénégalais très convoités à Tanger. Il s'y lance. Cependant son capital de départ ne lui permet pas d'acheter un stock conséquent : il doit se limiter à acheter chez un grossiste 50 coupons à 75 dirhams chacun. En disposant d'un stock limité il fait le pari de vendre ses marchandises à Tanger où il peut hausser les prix par rapport à Casablanca où d'autres commerçants vendent le même produit moins cher. Cependant, il sait que les commerces à Tanger ont des rythmes et des durées variables et réduits : « À Casa c'est 9 mois sur 12 je dirais, alors qu'ici ça circule 5 mois ». Son projet est d'arriver à acheter 500 coupons de façon à réduire le prix d'achat et augmenter son profit : malheureusement il n'a pas réussi à économiser assez d'argent et il entame des démarches auprès des banques afin d'obtenir un crédit. Nous voyons comment Moustapha réorganise ses plans et ses projets en fonction des opportunités qui se présentent. Rapidement le commerce se configure comme son projet principal. Au cours du temps il acquiert des compétences commerciales et peut ainsi envisager son propre

« marché » : il les vend à Casablanca et à Tanger, il sait comment acheter la marchandise à un prix favorable et où la revendre au prix fort ; il connaît les temporalités des marchés dans les deux villes : à Casablanca il peut vendre pendant une période plus longue mais à un prix plus bas. Il apprend au commissariat de police qu'il peut faire une carte de commerce qui l'autorise à vendre ses produits : le commissaire lui conseille d'ailleurs de bien s'habiller et d'éviter de vivre avec des migrants séjournant à Tanger uniquement pour entrer en Espagne. Il avait décidé ainsi de louer un appartement tout seul au centre-ville. Quand je lui demande s'il fréquente encore les quartiers où est installée une grande partie de la population africaine de Tanger il me répond :

« Ah, non, ça non. Moi je reste à wilaya¹⁰⁵, moi c'est le travail et la maison safé¹⁰⁶. Je ne sais pas si c'est un défaut. Le problème c'est que, il faut le dire, il y a des Africains, que ce soit Camerounais ou Sénégalais, qui ne veulent pas travailler. Moi je préfère aller gagner 2000 dirhams et garder ma dignité plutôt qu'aller demander, tendre la main pour qu'on me donne 10, 20 ou 100 dirhams. Je préfère ma dignité. Ils ont tous la force pour travailler dans des chantiers et les Marocains, les chefs de chantier, te prennent facilement. Seulement ce sont eux qui ont choisi cette vie là, cette facilité là de tendre la main à gauche et à droite. Mais ils peuvent faire quelque chose, ce pays là déborde de chantiers. [...] C'est pour ça que j'ai quitté Boukhalef parce que là-bas c'est compliqué, il y a tout le temps des problèmes. Des fois tu rentres à la maison et il y a quelqu'un qui est assis en bas de chez toi et qui te dis « mon frère t'as pas 10 dirhams ? », voilà, si je peux je donne... Tu vois, des fois moi je suis dans mes problèmes et quand je sors pour partir travailler, les gens pensent que j'ai beaucoup d'argent alors que moi aussi je suis un peu en difficulté. Les gens disent que je suis bien habillé et que j'ai une très bonne situation. Mais ça fait mal de voir les Africains comme ça. À Boukhalef si tu es noir tu peux marcher et voir 200 Africains dans une ruelle comme celle-là, des fois je n'ai même pas envie de passer par là et je contourne pour ne pas voir ça. Et ils ne font rien du tout, s'asseoir, discuter, fumer... préparer des pirogues de temps en temps pour partir ». [Entretien Moustapha, 23/06/2015]

Moustapha réalisait donc un commerce en achetant et en revendant des produits au Maroc et en essayant de profiter des différentiels économiques entre Casablanca et la région de Tanger.

Serin avait laissé sa femme et ses enfants à Saint-Louis. Son frère lui avait proposé de le rejoindre au Maroc et lui avait payé le transport. Le départ pour le Maroc se configurait

¹⁰⁵En darija le terme wilaya indique la mairie : ici Moustapha dit qu'il reste dans le quartier de la mairie au centre-ville.

¹⁰⁶En darija le terme safé signifie « c'est tout » ou « c'est bon ».

comme l'occasion pour chercher des opportunités ailleurs et pour faire une expérience de vie : « Lorsque je suis parti du Sénégal je disais à ma femme : " je vais partir au Maroc. Mais comme j'ai toujours vécu au Sénégal, j'ai grandi ici et tout ça, je vais faire un an au Maroc. Même si c'est pour rien du tout mais c'est pour avoir une autre expérience. Une nouvelle expérience pour moi, ce n'est pas pour la famille mais c'est pour moi quoi. Ça sert à moi pour savoir autre chose" » [Entretien Serin, 22/03/2013]. À Tanger il partageait une chambre dans la Médina avec un cousin. Quand je l'avais rencontré la première fois, il vendait des petits bijoux dans la rue. Quelques semaines plus tard je l'avais croisé à nouveau sur la corniche en face de la plage. Il avait déplié un drap et il y avait disposé des masques ethniques, des figurines d'animaux en bois et des tableaux représentant des paysages exotiques africains : des plages avec des palmiers et des couchers de soleil. Il achetait les tableaux à Essaouira où il se rendait régulièrement.

« Oui j'ai acheté des tableaux à Essaouira. J'ai des cousins là-bas. [Il rigole]. Il y en a des gens qui vendent des choses, des gens qui travaillent dans des bars, ils font la plonge tout ça... des fois ils viennent ici ; il y en a qui vendent des masques, des objets comme ça. Quand je vais là-bas je reste chez eux. J'ai acheté des petits tableaux comme ça. [Il me montre un petit tableau d'une vingtaine de centimètres sur une vingtaine]. Je les achète dans un petit atelier. Je connais bien le propriétaire. Je les achète à 30 dirhams. Et je les vends ici à 50 dirhams, le dernier prix. Mais je peux les vendre à 60, 70... 80 dirhams, mais 50 c'est le dernier prix : soit tu prends soit tu ne prends pas. Hier j'ai vendu 9 tableaux. C'est pas mal. C'est pas mal ». [Entretien Serin, 22/03/2013]

Avec ces commerces, Serin compte économiser assez d'argent pour ensuite relancer et ses activités : il estime qu'en 5 ou 6 mois il pourra se constituer un petit capital lui permettant d'acheter de nouvelles marchandises. La saison touristique commence en mars et Serin compte augmenter ses gains en vendant les tableaux aux touristes européens face auxquels il surenchérit les prix en vendant les tableaux à 100 dirhams l'unité. Il se donnait 7 mois pour économiser assez d'argent et rentrer au Sénégal afin de visiter sa famille et d'acheter de nouvelles marchandises : il avait en effet un projet commercial plus vaste. Il l'explique ainsi :

« Maintenant je vais rester ici jusqu'à la fin octobre inshallah. Ce que je veux faire c'est... à la fin octobre je rentre au Sénégal. Mais pas pour rester. Je pars pour après revenir parce que moi je connais pas mal de choses qu'on ne trouve pas ici et qu'on trouve au Sénégal, et les Marocains aiment ça, je peux vendre bien. C'est l'expérience, ce sont beaucoup de choses que j'ai vécues ici. C'est l'expérience qui fait la différence, on dit ça. C'est ça ce que je vois. Je vois que c'est

l'expérience qui fait la différence. Si tu fais des expériences dans la vie dans d'autres pays, tu vois que c'est différent. Il y a des choses ici que je ne vois pas au Sénégal et il y a des choses au Sénégal que je ne vois pas ici. Et les Marocains aiment ce qu'ils n'ont pas et les Sénégalais aussi. Et je peux faire un commerce sur ça. Les Marocains aiment les *boubous* [le boubou est un vêtement africain] africains. Il y en a pas ici. Des boubous qui arrivent jusqu'ici [il m'indique sa jambe à la hauteur du genou] pour aller à la mosquée, à des cérémonies... ça il n'y a pas ici. Et les femmes aussi : il y a des robes, très longues, je les ai vu à Essaouira et j'ai demandé le prix. Ils m'ont dit 180 dirhams. Et les mêmes robes je peux les acheter au Sénégal à 3000 FCA, 5 euros. Ça, je vois que c'est un bon business. Donc je peux acheter au Sénégal et vendre ici. Mais quand je quitte le Maroc je vais aussi faire le voyage avec de la marchandise : il y a des chaussures, des babouches quoi, que j'achète ici à 60 dirhams et tu peux les vendre au Sénégal à 10000 FCA, c'est-à-dire 15 euros. C'est-à-dire t'achètes ici à 6 euros et tu peux revendre à 15. Parce que le travail comme on le fait ici en cuir des chaussures en cuir comme celles que j'ai vues on les voit pas au Sénégal. Et je vais faire le voyage en bus, je peux charger pas mal de choses en bus. [...] Donc ça c'est le commerce que je veux faire entre le Maroc et le Sénégal ; par exemple les chaussures, les babouches qu'on trouve ici... Si j'arrive à acheter deux cents ou trois cents paires, je les amène au Sénégal, je fais tout de suite l'argent et je reviens au Maroc. Dans les bazars au Sénégal, si t'achètes à 5 euros au Maroc tu les vends au minimum 12 euros pour les magasins. Si t'as 300 paires tu fais rapidement de l'argent. Moi je le vois très bien. Tu vas gagner 7 euros minimum par paire de chaussures. C'est de l'argent ça. [...] Je connais des Africains qui sont à Essaouira et qui font des business un peu comme ça... Ils achètent 50 paires et ils les envoient au Sénégal... Leurs femmes les vendent, elles gardent un peu et elles leur envoient l'argent pour acheter encore des chaussures. Maintenant si je rentre au Sénégal j'amène beaucoup de chaussures, je les vends, je fais l'argent, je reprends l'argent et j'achète les vêtements que je te parle pour les revendre ici. Ces vêtements tu les achètes à 8 euros. Si c'est cher c'est 10 euros. Tu les revends ici à 250 dirhams ou 200 dirhams, le minimum, c'est du *bazin* [le bazin est un tissu africain]. Les Marocains l'aiment beaucoup. Ils le voient pas beaucoup, c'est pour cela. Ici le vêtement traditionnel c'est la djellaba mais il y a beaucoup de Marocains qui me demandent ça : « tu n'as pas de vêtements africains ? Le kaftan avec le pantalon ? ». Moi je dis que non. Mais ce que je veux c'est ça. [...] Ce que je compte faire inchallah c'est amener les chaussures au Sénégal et amener ici les kaftans qu'ils n'ont pas ici. Je ne laisse pas le Maroc comme ça hein. Je vais partir voir la famille et je vais retourner inchallah. Parce que moi aussi je vois l'Europe mais le problème c'est que c'est le budget qui fait le business là-bas. Si tu n'as pas un budget tu ne fais pas de business, pas de travail. Il faut avoir de l'argent pour démarrer. Petit à petit je vais peut-être y arriver inchallah. Si tu fais un pas, deux pas, trois pas, quatre pas, ça ira jusqu'à cent pas inchallah. [il rigole], la vie on ne la précipite pas. [Entretien Serin, 22/03/2013]

Serin envisage donc d'élargir son marché : le commerce qu'il réalise mais aussi

l'organisation qu'il donne à ses dépenses vont lui permettre de se composer un capital qu'il peut investir dans un stock de marchandise et dans le voyage au Sénégal. Serin envisage d'exploiter les différentiels économiques entre deux pays : ces différentiels ne concernent que la valeur qu'on attribue à la marchandise hors de son contexte de production et de diffusion. Les babouches en cuir fabriquées au Maroc peuvent doubler de valeur si elles sont vendues, sous certaines conditions, au Sénégal. De même, les boubous produits au Sénégal acquièrent un surplus de valeur s'ils sont vendus au Maroc. Ce qui est en jeu dans ce commerce c'est ce que Serin définit comme l'« expérience », à savoir les compétences et les connaissances que les migrants acquièrent grâce à la mobilité, en se rendant dans un pays étranger et en faisant l'expérience de l'altérité. À travers la mobilité Serin fait (entre autres) des expériences commerciales : il vend de la marchandise à Tanger, il connaît les prix des produits, il apprend à se rapporter aux clients marocains et étrangers, il apprend que les Marocains aiment certains produits qui sont rares et que par contre il peut acheter facilement au Sénégal. Il réalise qu'à certaines époques de l'année le commerce est plus facile et qu'en vendant à des touristes européens il peut augmenter ses gains ; il apprend que des compatriotes installés à Essaouira envoient à leurs épouses, au Sénégal, des produits en cuir qu'elles revendent. Il sait que les commerçants de Saint-Louis peuvent vendre très facilement ces produits : il se projette, il entrevoit une opportunité commerciale et il envisage des solutions pour la concrétiser. Tout cela signifie faire de l'« expérience ». Pour Serin et Moustapha le commerce se configure comme un véritable projet et non pas uniquement comme une manière de se débrouiller au jour le jour, payer la nourriture et la location, ou une manière de survivre en attente d'autres opportunités : au contraire, il s'agit d'un véritable projet qui s'étend sur une longue durée et qui se définit et se peaufine au fil du temps et des expériences. Cette activité devient la raison même qui justifie leur vie à l'étranger et dans la mobilité et c'est grâce à cette activité qu'ils peuvent se projeter dans le futur, envisager de s'installer au Maroc de manière plus durable ou alors réaliser des allers-retours entre leur pays et le Maroc. Comme Serin et Moustapha, de nombreux migrants se consacrent, avec des succès variables, à des commerces nationaux ou transnationaux et c'est grâce à cette activité qu'ils peuvent circuler à l'étranger. Pour beaucoup de migrants comme pour Serin l'Europe reste un rêve, un horizon lointain de mobilité ; cependant leur mobilité ne peut pas être réduite à ce rêve : au contraire en circulant entre des espaces transnationaux ils organisent une multiplicité d'activités qui leur permettent de chercher une émancipation économique et sociale qu'ils estiment ne pas trouver chez eux. En définitive, à travers l'action de ces self-made-migrants qui circulent sur des espaces transnationaux le Maroc est relié de plus en

plus fortement aux pays subsahariens : en effet, des milliers de commerçants et self-made-migrants tissent des liens transnationaux en dépassant, en contournant et en exploitant les frontières. Ces individus « trouvent leur vie » dans la mobilité, en partant à l'étranger et en circulant dans des espaces transnationaux. En même temps ils contribuent par le bas à alimenter cette mobilité interafricaine, une mobilité ouverte du sud vers le sud dans laquelle d'autres migrants, plus jeunes, s'introduisent afin de « chercher leur vie », de faire de l'« expérience », rencontrer l'altérité et se mettre à l'épreuve. Les commerces réalisés par Moustapha et Serin contribuent à rapprocher et à relier des espaces économiques et culturels séparés par des frontières nationales et favorisent par-là le développement d'une mobilité subalterne, des exclus de la mobilité privilégiés qui se greffent sur ces mobilités commerciales pour chercher leur vie, des opportunités d'émancipation à l'étranger, dans un horizon ouvert fait d'une multiplicité de destinations possibles.

L'accès au Travail régulier.

En juin 2015 j'étais hébergé dans l'appartement qu'Ibrahima louait au centre-ville derrière l'hôtel Rembrandt. Le ramadan avait commencé depuis une semaine : Ibrahima avait invité Moustapha à passer le *ftor* avec nous. À la fin de janvier 2014 Moustapha avait réussi à se faire embaucher en tant qu'agent de sécurité pour une compagnie travaillant dans la zone franche. On lui avait proposé trois mois de période d'essai et ensuite un CDI à 2500 dirhams mensuels. Un bus venait le chercher à 5h30 du matin et le conduisait, avec d'autres travailleurs, à la zone franche, à proximité de l'aéroport. Au moment de l'embauche Moustapha résidait au Maroc depuis trois ans et se trouvait en situation irrégulière ; depuis qu'il était au Maroc il réalisait un commerce de tissus ; il avait l'ambition d'obtenir un crédit lui permettant d'acheter un stock de marchandise et développer son activité : il avait rédigé un projet commercial mais aucune banque ne lui avait accordé un crédit. En essayant de vendre des tissus dans un hôtel, il avait discuté avec l'agent de sécurité qui lui avait dit que les entreprises de la zone franche embauchaient des étrangers. Il s'était présenté à un bureau d'emploi, il avait passé une journée de formation, on lui avait donné un uniforme et il était ainsi prêt à commencer. À cette époque il dormait sur le grand canapé marocain du grand salon dans l'appartement que je louais avec Ibrahima. Moustapha se levait à 4h30 du matin, faisait ses ablutions et consacrait quelques minutes à la prière. Il s'habillait soigneusement, se préparait du pain avec du beurre, chauffait le lait et il y ajoutait du café en poudre et plusieurs grosses cuillères de sucre. Il prenait sa grosse veste en cuir et il sortait pour se diriger vers le Grand Socco où passait le bus de l'entreprise. Il prenait son poste à 7h. Il terminait à 18h. Au bout de quelques semaines il était épuisé. Il se plaignait du fait que le salaire ne lui suffisait pas et que le travail le fatiguait énormément et l'empêchait de continuer ses commerces.

J'étais alors rentré en France et la colocation s'était dé faite : Moustapha avait loué un appartement dans la banlieue méridionale de Tanger et Ibrahima une chambre dans le centre-ville. Un an plus tard, assis autour de la petite table basse dans le salon de l'appartement d'Ibrahima, en attendant la rupture du jeûne, Moustapha m'explique qu'il a laissé le travail d'agent de sécurité à la zone franche pour reprendre ses commerces de tissus et de bijoux. Avec l'abandon du travail à la zone franche il avait décidé de laisser son appartement dans la banlieue et louer un appartement au centre-ville, près de la Mairie, dans les quartiers qu'il sillonnait pour vendre ses marchandises. Il cherchait à nouveau un travail salarié et venait de passer un entretien : Ibrahima, curieux, lui posait des questions ;

de mon côté j'enregistrais l'échange :

Moustapha « Le recruteur m'a parlé du travail, il m'a posé des questions de travail, des questions techniques concernant le travail, j'ai répondu... on m'a proposé un SMIG ; j'ai dit que pour moi c'est bien. À la dernière minute on m'a posé une question qui m'a embêté. Il m'a dit : « est-ce que le SMIG qu'on va te donner ici va résoudre tes problèmes ? ». Moi je l'ai regardé et je lui ai dit « si je te dis oui je mens, si je te dis que ça va résoudre mes problèmes je ne te dis pas la vérité. En matière d'argent on a toujours besoin d'argent. Le SMIG ne va pas régler tous mes problèmes mais quand même je vais travailler pour ça parce que j'ai jamais eu un travail de 8h de temps, donc c'est une opportunité pour moi ». Donc quand j'ai répondu à cette question là que ça ne réglerait pas mes problèmes, lui, il a pris acte de ça. Mais moi je ne lui ai pas répondu seulement pour le travail mais dans le cadre de la vie en général. Un SMIG ne peut pas régler tous mes problèmes. Actuellement le SMIG c'est 2600 dirhams, ils vont augmenter d'ici juillet à 2700 ou 2800, c'est l'État marocain qui augmente le SMIG. Et donc, bon, ils ont pris cette réponse là pour décliner mon travail... Parce qu'ils pensent que si demain je trouve un travail avec un salaire plus haut je vais partir là-bas...

Ibrahima – Là ! Là ! La ! moi, c'est ça ce que je veux...

– M : Donne-moi ton CV je te dis, t'es jeune, t'as des diplômes, tu peux avoir ce travail. C'est à Zignaia, à la zone franche... j'ai fait la sécurité là-bas. À Zignaia il y a des bureaux de recrutement donc tu me donnes ton CV et je le dépose. Et ce sont eux qui vont te rappeler. Ton CV et ton diplôme.

– I : Non, mais c'est un bon travail... c'est intéressant.

– M : Tu fais trois mois à 2000, quand ils voient que t'as de l'expérience ils commencent à t'augmenter. Il faut juste entrer. Après il y a un car qui vient te chercher ici au centre ville... et toutes les fêtes il y a une augmentation ou une subvention. Ce sont des entreprises étrangères, les directeurs peuvent être Français, Norvégiens, Anglais... Et ce sont les employés qui sont Marocains. Après il faut apprendre à travailler avec les Marocains... Tu connais comme ils sont les Marocains. Ils mentent, ils font de mauvaises choses pour te coller des problèmes, ils sont très jaloux ».

L'échange tourne ensuite sur le thème du salaire :

« [...] Au Sénégal est-ce que je pourrais gagner plus qu'ici ? Non je ne pense pas... je pourrais arriver à 3000 dirhams, 150000 CFA, c'est ça. Moi je ne discute pas le salaire qu'on m'a proposé, pour moi c'est très bien, c'est 8 heures de temps de travail, je commence à 6 heures jusqu'à 14 heures et le soir j'ai largement le temps de faire autre chose. Et en plus je peux avoir un CDI et moi dans toute ma vie je n'ai jamais eu un CDI. Et le CDI est important parce que ça te permet

d'avoir un crédit pour acheter une maison ou je ne sais pas quoi. Mais si j'arrive à avoir un CDI je vais rester ici, je peux demander un visa pour partir et revenir. [...] Un gars comme Ibrahima peut rester à Tanger et chercher un travail chez Renault... ils recrutent beaucoup en ce moment. Moi je peux rester ici, si je trouve un travail, 3000 dirhams, c'est bon je peux économiser et faire un petit commerce le soir. Et avec les entreprises tu peux gagner plus, jusqu'à 4500 dirhams. Et tu peux faire des heures supplémentaires... pendant les fêtes on te donne un peu plus d'argent. [...] Pour moi un CDI à 3000 dirhams c'est bon... Mais moi, avec mon niveau de vie il faut que je bouge beaucoup. 3000 dirhams je vais les dépenser sans pouvoir mettre de côté. Moi ce n'est pas le salaire que je vise... Le salaire me permet de payer ma location. Mais moi je veux avoir un salaire qui me permet de faire autre chose le soir. Tu sais, à Tanger tout bouge à partir de 5 heures du soir jusqu'à 22 h. Tu peux bouger et gagner bien ta vie avec ton commerce. Avec ça j'ai une base qui est le salaire et après je gagne avec mon commerce et mes clients. [...] J'ai essayé de demander un crédit à la banque, j'ai fait un projet et tout et ils ont refusé de me le donner parce que je n'ai pas de garantie à leur donner. Si t'as un travail de 8 heures de temps et après le soir t'essayes de bouger tu peux gagner de l'argent et déjà avec ton salaire tu peux commencer. Et en plus si t'as un CDI c'est une garantie. Tu peux d'abord t'acheter une maison, ou alors je peux demander un crédit à la banque pour financer mon projet. [Entretien Moustapha, 23/06/2015]

Après 4 ans de résidence à Tanger, Moustapha entrait donc dans le marché du travail régulier. Au moment de sa première embauche il était en situation irrégulière ; au moment de l'entretien par contre il avait obtenu une carte de séjour grâce au processus de régularisation des migrants étrangers entamé en 2014. Il cherchait un travail salarié de 8 heures par jour afin de pouvoir continuer ses commerces l'après-midi et le soir : il était prêt à accepter un salaire au SMIG car il était convaincu qu'un contrat de travail lui fournirait les garanties dont il avait besoin pour avancer dans ses projets personnels et commerciaux. La trajectoire de Moustapha nous montre, à mon sens, à quel point le parcours migratoire des self-made-migrants est constamment repensé, retravaillé et réorienté en fonction des contraintes et des opportunités qui se présentent. Cette fois-ci, après le refus d'un prêt bancaire, il réorganise ses plans : il souhaitait trouver un travail salarié. Nous voyons comment le projet migratoire se recompose ici encore une fois et se relance. Pour certains migrants au Maroc, il est envisageable de s'intégrer de manière plus ou moins durable dans le marché du travail légal et réorganiser ainsi leur projet migratoire. Nous voyons d'ailleurs que ce projet n'est pas figé mais au contraire se donne la possibilité d'évoluer en fonction des opportunités futures. En s'appuyant sur cette nouvelle opportunité Moustapha recompose ainsi ses projets qui deviennent de plus en plus concrets lui permettant de se donner un nouvel horizon de possibilités :

« Moi je te parle du commerce que moi je fais, donc les tissus, les bijoux et tout ça. Mais pour faire un bon commerce il faut avoir des moyens. Si t'as 40000 dirhams, ou 35000 dirhams, tu pars au Sénégal, t'achètes la marchandise, tu reviens, tu revends et t'auras, au moins, 40000 minimum de bénéfice, sans compter tes frais, j'ai dit « minimum », j'ai enlevé le transport et tout cela. Avec le travail salarié et le CDI je peux demander ça comme crédit. [Entretien Moustapha, 23/03/2015]

Cependant, même si ses projets deviennent de plus en plus concrets, Moustapha continue à avancer pas à pas, par tâtonnements, en explorant des opportunités et en laissant les portes ouvertes pour d'autres solutions :

« Maintenant je me vois bien vivre ici... mais ça dépend aussi des accompagnements : si j'ai une banque qui m'accompagne, si j'ai un travail, même si j'ai un travail de 3000, 3500 dirhams, je reste, pourquoi je devrais essayer de partir en Europe ? Si j'ai un salaire de 3000 dirhams, un contrat qui me permet d'avoir un prêt pour pouvoir faire bouger les choses avec mon commerce, je reste ici. Je peux partir et revenir encore. Mais il faut faire un pas après l'autre... parce que je ne sais pas ce qui peut se passer dans la vie. Là je marche dans cette direction [...] ». [Entretien Moustapha, 23/06/2015]

Nous voyons comment cette mobilité transnationale et subalterne se fait et se défait constamment, sans cesse, en fonction des opportunités et des aléas du quotidien. On avance « un pas après l'autre » parce qu'on ne sait pas « ce qui peut se passer dans la vie ». Le parcours de ces migrants reste ouvert tant à cause des entraves juridiques à l'installation et d'une volonté de chercher des opportunités partout où elles se présentent. Cependant, de plus en plus de migrants peuvent trouver, au Maroc, la possibilité de gagner leur vie et entamer des projets personnels et/ou professionnels. Pendant des périodes variables, plus ou moins longues, certains de ces migrants trouvent des opportunités et arrivent à accéder au marché du travail régulier. Khadija avait trouvé elle aussi un poste en tant qu'agent de sécurité ; Kebe après avoir vendu des colliers et des bracelets dans les rues de la ville, était devenu salarié de Caritas et se chargeait de la médiation entre l'institution et la population subsaharienne ; Arouna après avoir tenté d'entrer illégalement en Espagne avait été embauché dans une association espagnole d'aide aux migrants ; Matar après avoir tenté lui aussi d'entrer illégalement en Espagne avait réussi à se faire embaucher en tant que responsable de salle et de l'accueil dans une célèbre maison d'hôtes avant d'accepter un contrat comme agent d'accueil au Hilton. Pour toutes ces personnes le travail salarié représente une étape importante (des fois inespéré) de leur parcours : elle n'est

jamais l'étape définitive : ils se projettent tous sur un futur, sur des destinations et des opportunités plus ou moins lointaines. Khadija avait abandonné son poste et avait repris un travail en tant que femme de ménage à Casablanca, Arouna avait profité d'une conférence en Espagne à laquelle il avait pu participer grâce à un visa qui lui avait été octroyé grâce à l'association Armid pour y rester en situation irrégulière, Kebe continue le travail dans le milieu associatif mais il a déménagé en Suède, Matar avait démissionné du Hilton pour trouver un poste de chef de salle dans un restaurant dans la Kasbah de Tanger. Nous voyons encore une fois que ce qui caractérise l'expérience migratoire de ces migrants est le fait qu'elle se réalise sur des trajectoires ouvertes, en constante évolution et jamais pensées comme achevées ; dans ces trajectoires le rêve d'Europe est toujours présent, parfois comme une ambition ultime, un désir lointain ou une suggestion, d'autres fois comme une obsession ou une opportunité qui peut se concrétiser à travers un visa touristique, un contrat de travail, une relation amicale etc. : cependant, ces trajectoires ne se réduisent et ne s'expliquent pas seulement par le rêve d'Europe ; elles se configurent plutôt comme une quête d'émancipation économique et sociale à travers la mobilité et la confrontation avec l'altérité dans un espace ouvert par le dépassement et le contournement des frontières politiques et culturelles. Evidemment dans cette quête l'Europe peut avoir une place comme horizon du possible ; cependant, comme l'explique Matar, l'Europe c'est un rêve et « un rêve c'est différent d'un but qu'on peut se fixer. Les rêves, nul n'est tenu de réaliser ses rêves parce qu'un rêve c'est un rêve et ça peut appartenir à l'ordre de ce qu'on ne peut pas réaliser. Mais un but, n'importe qui peut atteindre ses buts ». Finalement, le but de cette mobilité n'est pas une destination mais la recherche d'une réalisation économique personnelle, d'une émancipation individuelle qui prend des formes variables dans les imaginaires des migrants : or, en se définissant comme une ouverture vers l'ailleurs et sur le monde la mobilité permet à ces migrants de trouver une multiplicité de pistes et de solutions pour essayer de se réaliser ; si la première piste ne marche pas, si la première étape du parcours se révèle improductive, ils peuvent « tenter leur chance » ailleurs, dans un espace ouvert d'opportunités.

« Moi j'ai commencé le premier septembre, le 9 on m'a fait un contrat de travail et on m'a donné tous les documents nécessaires pour faire les démarches. [...] Tu sais, j'ai commencé à la Villa Joséphine avec un salaire de 4000 dirhams et en qualité de concierge. Un mois plus tard mon employeur s'est rendu compte que je parlais bien français et que j'étais aimable avec les clients et que je n'étais pas du genre à qui un Européen devait pointer du doigt sur la carte pour qu'il puisse faire comprendre ce qu'il veut commander. Il m'a donc fait passer au service. Quand il m'a fait

passer au service j'ai commencé à avoir beaucoup plus de responsabilités. Là j'étais le premier reflet de l'établissement face à la clientèle. [...] Et bon avec mon employeur je suis passé à 5200 dirhams et plus tard à 6000 dirhams. Et là ça va encore évoluer. Il m'a dit qu'après l'été je vais peut-être prendre le poste de Maître d'Hôtel. [...] Moi aujourd'hui je peux plus me permettre de m'engager dans une aventure vers l'Europe. Je ne peux pas. Honnêtement je ne peux pas. À un moment c'était un peu comme ça. Mais aujourd'hui je ne peux plus penser de cette façon. Je vais me préparer autrement et je vais découvrir l'Europe. [...] Pour l'instant mon objectif c'est le suivant : la première année à partir de maintenant, je me suis dit, je vais essayer d'être un étranger modèle qui aura un esprit de dépassement sur beaucoup de choses ; c'est-à-dire que je ne vais pas jouer le subsaharien qui ne pense qu'à entrer en Europe. [...] La deuxième année je serai beaucoup plus stable. [...] Mais je ne compte pas faire plus de trois ans ici... [...] D'ici deux ans tu vas me trouver quelque part en Angleterre. [...] Après je ne sais pas... Tu vois ? Le Français me la dit depuis le début : « un jour tu seras à la place de cette directrice ». Si dans deux ans j'y suis, ah non, alors je reste, je reste ici. Parce que tout simplement je sais que même en étant à la tête de la villa Joséphine la directrice n'est pas à la hauteur. S'il a su nommer à la tête de cette entreprise une connasse comme celle-là c'est que néanmoins je peux diriger cette entreprise. La directrice touche 8000 dirhams mais je suis sûr que je peux toucher 1200 euros. Déjà actuellement j'ai 6000 dirhams de salaire et avec mes pourboires je peux arriver à 8000. [...] Et moi aussi à une époque j'étais dans la démarche de partir. Mais moi tu sais je ne me suis pas focalisé. Moi j'ai essayé une fois, deux fois, trois fois ça n'a pas marché, je me suis dit : « écoute, ça, ça n'ira pas, de toute façon quand tu veux résoudre quelque chose il faut que tu ne cherches pas une seule solution mais des solutions ». C'est-à-dire que quand la solution A ne marche pas je passe à la solution B. La B ne marche pas, je passe à la C. Mais aussi pour résoudre ses problèmes il faut raisonner avec une certaine logique. [Entretien Matar, 26/06/2015]

Conclusion

Tout au long de cette dernière partie de mon travail j'ai abordé la mobilité des self-made-migrants au prisme des pratiques économiques qu'ils produisent ; j'ai montré que cette mobilité se configure comme une ressource et comme un espace de réalisation de soi. Elle offre aux self-made-migrants les conditions pour chercher une émancipation économique et sociale qu'ils considèrent ne pas pouvoir trouver chez eux. Ainsi tout au long de leur trajet ils produisent des pratiques économiques qui leur permettent de trouver l'argent nécessaire pour s'installer, s'organiser et alimenter leur mobilité. J'ai défini ces pratiques comme des pratiques de la débrouille car elles mobilisent des capitaux faibles et

aléatoires : elles s'inscrivent donc dans une économie de la pauvreté (Laé et Murard, 1985) et de la marginalité. Ces pratiques sont à la fois strictement contextuelles et liées à la configuration économique et migratoire des espaces traversés par les migrants mais aussi transposables lors des étapes successives de leur trajectoire. Nous avons vu que ces pratiques économiques se greffent d'une part sur le tissu économique locale mais aussi sur les mobilités qui se croisent et imbriquent dans l'espace national marocain. En effet, une série de ces pratiques est liée à la mobilité transnationale des exclus de la mobilité privilégiée : elles sont produites par les self-made migrants pour les self-made-migrants ; nous avons vu émerger donc les figures des passeurs, des convoyeurs, des faux passeurs et des intermédiaires : ces individus sont des migrants expérimentés ayant acquis des compétences migratoires et une maîtrise du « terrain » et qui mettent leur savoir faire, leur ressources symboliques et matérielles au service de migrants moins expérimentés (en termes d'expérience migratoire) : les nouveaux migrants trouvent ainsi quelqu'un qui peut les aider à franchir illégalement la frontière espagnole, se rendre dans un campement informel, acheter un passeport, trouver un logement, se socialiser dans la nouvelle étape de leur parcours, etc. Dans cette économie de la mobilité subalterne la ruse et l'arnaque ainsi que le vol ont une place importante : certains migrants peuvent profiter de leur savoir-faire et de leur maîtrise du terrain pour proposer des solutions aux migrants moins avisés et les escroquer en leur prenant tout ou une partie de leurs économies : or ces arnaqueurs sont des vendeurs de rêves et d'espoirs qui espèrent trouver un profit en proposant des solutions dont ils ont un contrôle nul ou extrêmement partiel : ainsi la frontière entre la ruse, l'arnaque et le business est très faible et perméable.

Nous avons vu ensuite que les activités économiques de ces migrants peuvent se greffer aussi sur les mobilités privilégiées des touristes, retraités européens et commerçants ; certains migrants installés à Tanger rencontrent des touristes (notamment européens) qu'ils guident à travers la ville ou à travers le Maroc : ils les aident à trouver un hôtel, à transporter leurs bagages, à trouver un taxi, à trouver un logement, mais aussi à interagir avec la population locale et à trouver des diversions dont certaines considérées comme illégales ou fortement stigmatisées : de l'alcool, du haschich, de la cocaïne, etc. Dans certains cas ces relations ponctuelles se transforment en relations durables où l'aspect émotionnel n'est pas dissociable de l'aspect économique : fréquenter des touristes étrangers ou des étrangers privilégiés installés en ville peut apporter des avantages économiques en termes de relation d'entraide, de don ou d'échange de service, mais aussi des avantages sur le plan symbolique et affectif. Dans d'autres cas les relations avec les Européens et les étrangers fortunés deviennent de véritables parrainages qui permettent

aux migrants de recevoir du soutien économique et moral : nous avons montré que dans ces relations les aspects émotionnels et économiques sont fortement imbriqués. Ces relations peuvent favoriser profondément la mobilité des self-made migrants en leur apportant un soutien économique, administratif et émotionnel.

Parmi ces étrangers une place importante est occupée par les professionnels du monde médiatique, les chercheurs et les militants qui s'intéressent à la problématique migratoire. Les migrants profitent de l'intérêt spécifique qui leur est apporté et en tirent un profit économique en assumant le rôle d'informateurs et/ou en participant aux reportages, aux documentaires et aux études produits. Pour ce faire, ils s'efforcent de se conformer à l'image du *harraga* et de l'exilé démuné fuyant la misère. Ce faisant ils en tirent un profit économique direct sur la courte et longue durée mais aussi un profit symbolique dû au fait de côtoyer des individus occupant une position privilégiée dans l'échelle sociale et dans la mobilité transnationale.

Enfin, nous avons traité des activités commerciales et des *business* développés par les self-made-migrants : en effet, dans leur étape marocaine mais aussi tout au long de leur errance, ils s'investissent dans des activités commerciales et micro-commerciales. Afin de trouver les ressources pour se débrouiller et avancer dans leur mobilité de nombreux migrants réalisent des *business* autour des mobilités commerciales réalisées par des petits commerçants se déplaçant sur des territoires transnationaux et intercontinentaux. À Tanger ces business tournent notamment autour du port Tanger Med et des circulations des petits commerçants originaires des pays subsahariens et installés en Europe : ces derniers réalisent des voyages intercontinentaux pour vendre en Afrique des produits achetés d'occasion en Europe. Le commerce de véhicules d'occasion (voitures, fourgonnettes et camions) est l'un des commerces principaux. Autour de ces circulations les self-made migrants développent des professions et des pratiques économiques : ils accompagnent ces voyageurs dans les démarches douanières, les aident à décharger et recharger leurs véhicules pour l'inspection, les orientent dans les démarches administratives et tout au long de leur transit au Maroc. Ainsi à travers ces activités ils gagnent des sommes d'argent qu'ils intègrent dans leur économie de la débrouille et qui leur permettent d'aller de l'avant.

D'autres migrants s'investissent dans des commerces de rue et des commerces à la sauvette : ils vendent des téléphones, des tissus, des bijoux, des parfums, des chaussettes, des crèmes, etc. Pour certains, ces commerces sont conçus comme une manière de gagner l'argent pour survivre, payer la location et la nourriture en attendant des occasions meilleures. Pour d'autres, c'est un moyen qui leur permet de trouver l'argent pour intégrer

un convoi. D'autres migrants par contre envisagent des projets commerciaux à une plus grande échelle en profitant des différentiels économiques intra-nationaux et transnationaux : ce sont ici des micro-commerçants qui organisent des marchés à partir d'un projet commercial solide et en mobilisant l'expérience qu'ils ont acquise dans la mobilité : ils contribuent, par leurs activités, à relier des espaces géographiques, économiques et culturels éloignés et à favoriser ainsi l'expansion de la mobilité subalterne. Enfin, un certain nombre de migrants a accès au marché du travail régulier qui garantit une grande stabilité et la possibilité d'envisager de manière plus claire l'avenir. Cependant, l'accès au marché du travail régulier n'est jamais perçu comme l'achèvement d'un parcours migratoire mais plutôt comme une étape de plus qui permet d'avancer et de relancer ensuite les projets d'émancipation économique et sociale dans un *ailleurs* qui continue à se présenter comme indéfini.

Ce qui caractérise ces pratiques économiques est leur caractère précaire et aléatoire : elles s'insèrent dans le cadre d'une économie de la pauvreté caractérisée par des revenus faibles et irréguliers : d'une part les migrants pour trouver les ressources nécessaires pour survivre et avancer doivent inventer des pratiques économiques et/ou de s'intégrer par le bas dans le tissu économique locale et, d'autre part, ils doivent apprendre à gérer et maîtriser leurs revenus. Pour ce faire, ils cumulent plusieurs activités et jonglent de l'une à l'autre en fonction des opportunités qui se présentent ; Oumar faisait des *déchargements* au port, accompagnait des migrants jusqu'aux campements informels dans les forêts de Bel Younech, guidait les touristes dans la médina ; Ibrahima vendait de la marchandise dans la rue, travaillait comme serveur, faisait le ménage chez une famille de la classe moyenne tangéroise ; Moustapha vendait des tissus et travaillait en tant qu'agent de sécurité après avoir travaillé dans le bâtiment ; Mansour était spécialisé dans toutes les activités commerciales autour du port Tanger Med et la circulation des petits commerçants africains installés en Europe ; John organisait des convois et toute sorte de business légal ou illégal (vente de drogues, achat et revente de produits pour la navigation) ; Bousso vendait des téléphones dans la rue et faisait des *déchargements* au port ; Sékou et Simon jouaient de la musique et travaillaient avec les touristes étrangers ; Diallo trouvait des logements pour les nouveaux arrivants, travaillait avec une compagnie d'organisation de fêtes de mariage et élaborait des escroqueries. Un grand nombre de migrants pouvait en outre compter sur les aides économiques ponctuelles ou plus durables provenant d'amis, de familles, de compagnons qui envoyaient régulièrement ou plus épisodiquement de petites ou grandes sommes d'argent pour les raisons les plus diverses : au moment de mon enquête Sékou et Diallo étaient en relation avec des femmes espagnoles qui leur

envoyaient de l'argent et qui les aidaient dans des démarches administratives afin d'obtenir un visa pour l'Espagne ; Oumar pouvait compter sur l'aide de sa mère installée en France ; Karim s'adressait principalement à Pierre, un retraité français mais il faisait la *pêche* aussi parmi tous ses contacts européens afin d'obtenir de petites sommes d'argent ; Régis pratiquait le *grattage* afin de se faire inviter pour un repas par ses amis fortunés mais il mobilisait aussi son réseau d'amis européens à qui il demandait constamment de l'aide. Ainsi les migrants que j'ai rencontrés, en cumulant les activités et les aides, façonnent les petits capitaux dont ils ont besoin pour survivre et alimenter leurs projets. Cependant, il ne suffit pas d'être capable de se composer un capital il faut aussi pouvoir le gérer et, comme le dit Ibrahima, « le faire suffire même s'il n'est pas suffisant ». Pour ce faire, il faut fixer les dépenses en fonction des priorités que chaque migrant établit : ces priorités dépendent de la façon dont chaque individu pense, à un moment donné, son séjour au Maroc et se projette dans le futur proche : pour certains il est prioritaire d'investir dans un zodiac alors que d'autres préfèrent investir dans la location, envoyer de l'argent à la famille, s'acheter des gadgets, etc. Mais il faut surtout « garder » les petites économies qu'on arrive à composer, les protéger, les mettre de côté alors que les revenus dont on dispose sont faibles, aléatoires et irréguliers. En définitive, à travers la mobilité les migrants apprennent des compétences économiques transposables dans les étapes successives de leur parcours : ces compétences intègrent les compétences relationnelles et le savoir-circuler et permettent aux migrants d'alimenter une mobilité qui se configure comme un processus d'émancipation économique et sociale par l'individualisation, la prise en charge de soi et la capacité à affronter les difficultés et les aléas de l'errance. En effet, ces économies de la débrouille et de la mobilité structurent cette mobilité transnationale subalterne, lui permettent d'exister et l'alimentent. En se lançant dans l'expérience de l'errance les migrants peuvent trouver les ressources pour avancer dans ces sphères économiques de la débrouille et de la mobilité. En même temps et dans le sens inverse en s'inventant des métiers, en développant de nouvelles pratiques économiques souterraines qui échappent ou contournent le contrôle des pouvoirs publics légitimes, en connectant, par leurs activités, des espaces géographiques, culturels et économiques éloignés, les migrants eux-mêmes contribuent à alimenter cette mobilité transnationale des exclus de la mobilité privilégiée en fournissant de nouvelles opportunités et en créant de nouvelles possibilités d'action.

CONCLUSION GÉNÉRALE

À travers ce travail j'ai analysé les biographies et les trajectoires migratoires des personnes originaires de l'Afrique subsaharienne que j'ai rencontrées pendant mon travail ethnographique. L'approche analytique a évolué considérablement au fil du temps, des expériences vécues et des rencontres réalisées. Si dans une première partie de mon enquête j'avais assumée une posture liée à une anthropologie de l'exclusion aux frontières de l'UE, je me suis orienté progressivement vers une anthropologie de la mobilité conçue comme un moyen d'émancipation et de construction de soi.

Longuement, la migration au Maroc a été étudiée comme une migration de transit réalisée par des individus en condition d'absolue marginalité voulant se rendre en Europe. Ces individus ont été décrits comme des exilés démunis enfermés dans un espace et un temps liminaires de l'entre-deux. Ils survivent dans une précarité qui s'éternise ne pouvant plus avancer vers l'Espagne ni rebrousser chemin. Cette condition a souvent été mise en relation avec le processus d'externalisation des frontières opéré par l'UE. Les migrants subissent la répression policière et sont contraints de se cacher dans la plus grande précarité : ils sont donc invisibles, vivent dans un contexte de vide normatif et de manque de protection juridique et sont ainsi exposés à toute sorte de violence. Je considère qu'une telle posture est réductrice et souvent liée à un regard euro-centrique qui réduit la mobilité africaine à une mobilité vers l'Europe. Or la réalité sociale que j'ai observée à partir de 2010 déborde et dépasse largement cette vision. Pour comprendre cela il est nécessaire de prendre en considération dans l'analyse de ces mobilités les aspects objectifs et macro sociologiques d'une part qui canalisent les mobilités en définissant un système de contraintes et d'opportunités et, d'autre part, l'*agency* des migrants, à savoir leur capacité d'action qui les pousse à changer leurs conditions et à devenir des individus et des sujets historiques.

Ainsi pour analyser les mobilités se réalisant au Maroc il est indispensable d'examiner le cadre géopolitique et économique dans lequel elles se réalisent. À partir des débuts des années deux mille nous constatons des évolutions majeures dans les relations euro-

africaines. Premièrement, la mise en place par l'UE de l'espace Schengen comporte une reformulation de la mobilité euro-africaine avec une liberté de mouvement interne à laquelle correspond un durcissement des contrôles à la frontière extérieure et une généralisation des politiques des visas. D'autre part, plus récemment nous assistons à une période de troubles politiques qui ont déstabilisé un certain nombre de pays de l'Afrique du Nord en produisant une reconfiguration des équilibres politiques et économiques régionaux. Dans ce contexte le Maroc a su préserver sa stabilité politique et sa croissance économique et attirer des investissements étrangers. Ainsi d'une part la mise en place d'une frontière extérieure unique pour les pays de l'UE et d'autre part la stabilité politique et la croissance économique du Maroc font du Royaume une destination pour un grand nombre de migrants originaires de l'Afrique subsaharienne mais aussi de plus en plus d'Europe et d'Asie. Le Maroc qui a été, tout au long du XX siècle, un pays d'émigration devient, progressivement, un pays d'émigration et d'immigration. Nous avons montré que le Maroc assume son rôle de destination d'une mobilité étrangère et interafricaine et met en place une politique migratoire qui s'encadre dans une politique africaine visant à hisser le pays à une position de référent continental sur le plan du développement économique et social. Ainsi une politique migratoire conçue au début des années 2000 sur un volet fortement sécuritaire est progressivement réorientée dans une perspective plus humaniste afin de faire du Maroc un pays de destination pour un plus grand nombre d'étrangers. Le Maroc ne peut donc pas être pensé comme le gendarme de l'Europe et sa politique migratoire réduite à une transposition locale des politiques de l'UE. En effet, afin de s'affirmer comme référent continental sur le plan du développement social et économique, le Maroc doit se montrer capable de garantir aux ressortissants étrangers le respect de leurs droits et des possibilités de réalisation économique et professionnelle. Pour cette raison il met en place une politique d'accueil d'étudiants étrangers, d'entrepreneurs, d'imams en formation et favorise la mobilité des ressortissants d'un grand nombre de pays de l'Afrique Occidentale et Centrale. Compte tenu de cela et du développement des infrastructures et des transports à l'échelle africaine on constate que pour des milliers de migrants le Maroc devient de plus en plus un pays de destination offrant de nouvelles opportunités économiques, culturelles, professionnelles et commerciales.

D'autre part, pour rendre intelligible l'expérience de ces migrants, outre qu'une analyse du cadre socio-politique et juridique dans lequel se réalise leur mobilité, il est indispensable de s'interroger sur la nature et la forme de leurs récits. Si un grand nombre d'auteurs ont donné la parole aux migrants en tant qu'acteurs marginalisés et « sans voix »

(Laacher, 2012, 2010), très peu d'auteurs ont analysé les conditions de production de ces récits. Je considère ici que pour rendre compte de ces récits il est important d'examiner le contexte symbolique dans lequel ils sont produits. Pendant les premières semaines et les premiers mois de mon enquête j'ai écouté et enregistré un grand nombre de récits de vies des migrants que je rencontrais. Face à moi et à mes questions ils mettaient tous l'accent sur les aspects dramatiques de leurs parcours : violences subies dans le pays d'origine ou en cours de route, traversée périlleuse du Désert ou de la mer, refoulement à la frontière algérienne, assaut aux grillages de Ceuta et Melilla, violences arbitraires de la part des policiers, violences racistes : la mobilité était présentée comme une contrainte, une obligation pour sauver sa vie ou celle de ses proches. Or j'ai progressivement constaté l'existence d'un décalage entre ces discours publics prononcés par mes enquêtés face à des enquêteurs, les récits qu'ils tenaient dans d'autres contextes d'énonciation et leurs pratiques. Je considère que ces décalages et ces contradictions sont révélateurs d'un aspect important de l'expérience de ces migrants : dans leurs discours publics les migrants se disent à partir de la manière dont ils sont dits.

En effet, on constate, au Maroc, une présence importante sur le terrain de journalistes, chercheurs, militants et étudiants qui interrogent les migrants et mettent en récit leur expérience. Je définis ces acteurs en suivant Agier comme un *troisième élément* (Agier, 2006) qui, par sa présence, marque le cadre matériel et symbolique dans lequel les enquêtés évoluent. Ces acteurs associatifs, militants et chercheurs, en mettant en récit publiquement les migrants, composent un cadre de référence symbolique à l'intérieur duquel le phénomène que j'étudie peut se penser et se dire de manière légitime : ils composent ainsi le *champ sémantique de la mobilité sud-nord* qui se compose sur un certain nombre de topos médiatiques qu'on retrouve, déclinés sous plusieurs registres discursifs, dans les publications des acteurs associatifs et des journalistes mais aussi d'un grand nombre de chercheurs. Ce champ sémantique se porte sur la narration de l'exil, de la mobilité comme une contrainte et on y retrouve des éléments descriptifs récurrents ; l'*harraga* qui brûle ses papiers, la marche à travers le désert, la traversée de la mer à bord de *pateras*, les assauts massifs contre les grillages de Ceuta et Melilla, la visibilité des cicatrices qui incarnent la souffrance du voyage, etc. Véhiculés et transmis par les acteurs occupant une position économiquement et socialement dominante, détenteur et producteur du savoir officiel, ces images s'imposent comme le cadre de référence pour penser et dire le phénomène migratoire. Les migrants dans leur discours public, face à ces acteurs, se disent selon ces codes discursifs et narratifs et contribuent ainsi à légitimer et renforcer le champ sémantique de la migration sud-nord. En effet, se dire selon ces

codes leur permet d'engager la relation avec des acteurs occupant une position socialement et économiquement privilégiée, se présenter en tant que témoins légitimes et en tirer des avantages économiques et symboliques en devenant des informateurs et des informateurs privilégiés. On assiste à une double herméneutique qui caractérise la relation d'enquête selon laquelle les migrants et les acteurs du troisième élément s'observent et produisent des représentations réciproques : les migrants se disent de la manière qu'ils estiment conforme aux attentes des acteurs du troisième élément et en tirent un profit économique et symbolique : ainsi deux registres de vérités, celui des enquêtés et celui des enquêteurs, se confirment mutuellement et par un effet de boucle renforcent et alimentent le champ sémantique de la migration sud-nord.

J'estime donc qu'il est nécessaire de problématiser le récit public des migrants et de le mettre en relation avec les récits produits dans d'autres cadres d'énonciation et les pratiques quotidiennes. Ce faisant, on peut s'apercevoir que le *troisième élément* structure fortement le champ sémantique de la migration sud-nord et conditionne la manière dont les migrants se disent publiquement. Cela ne signifie pas que les migrants mentent face aux militants, aux journalistes et aux chercheurs, ou qu'ils jouent un rôle (bien que cela se produise régulièrement) mais qu'ils essaient de se dire de manière conforme au *champ sémantique de la migration sud-nord* et en mobilisant les topos narratifs qui le composent. Or ce champ sémantique n'est ni homogène ni totalisant, il est cependant dominant compte tenu de sa présence et de son poids dans les discours des acteurs médiatiques, des chercheurs et des acteurs associatifs.

Bien que souvent dans leurs récits publics les migrants se disent en *mobilisant le champ sémantique de la migration sud-nord*, cependant ils n'adhèrent pas, dans leur grand majorité, au profil de l'exilé ni du réfugié. Ils ne fuient ni guerres ni violences. Au contraire, leur mobilité résulte d'un projet réfléchi et conscient qui mûrit au cours des années en complicité ou en rupture avec le groupe familial. Ces migrants décident de « sortir », de laisser leur « chez soi » pour aller « chercher leur vie » : en partant ils espèrent trouver des opportunités d'émancipation économique (« quand tu pars de chez toi seulement, c'est pour chercher l'argent ») et sociale (« je veux pour moi, je ne veux plus dépendre des autres »). Le départ se configure donc comme une forme de transgression ultime, de coupure forte du lien de dépendance familiale : à travers la mobilité les migrants essaient de s'imposer comme des individus autonomes pouvant agir pour changer leur situation et pour réaliser leurs objectifs indépendamment des obligations et des solidarités familiales.

Souhaitant intégrer la mobilité et partir à l'étranger ces migrants ne disposent pas des ressources économiques, administratives et relationnelles qui leur permettraient d'accéder aux circuits de la mobilité privilégiée. Ils doivent donc composer autrement et par eux-mêmes leurs itinéraires : ils sont des self-made-migrants qui construisent de manière autonome leurs trajectoires en contournant les contraintes objectives et matérielles qui les entravent et en profitant des opportunités qui se présentent. Ils composent ainsi des itinéraires transnationaux singuliers se réalisant par étapes en franchissant ou contournant des frontières étatiques et culturelles. Ces trajectoires se présentent comme des trajectoires ouvertes, faite d'allers-retours, d'avancement et reculement, de changements de destinations et de réorganisation constante du parcours. Ils avancent par tâtonnements et explorations en cherchant étape après étape des opportunités et en faisant face aux difficultés : ils s'installent, s'organisent, repensent et relancent leur mobilité en dessinant des parcours singuliers. Ils composent donc des parcours ouverts, animés plus par une quête d'opportunités que par l'ambition de rejoindre une destination prédéterminée ; en effet, ce qui prime n'est pas le fait d'atteindre une destination mais le fait de chercher des opportunités partout là où elles peuvent être trouvées.

Tout au long de leur mobilité ces migrants acquièrent un savoir-circuler qui leur permet de franchir et/ou contourner les frontières, éviter ou maîtriser les contrôles et pouvoir ainsi composer leurs itinéraires. Ces compétences sont en grande partie transposables aux étapes futures de leur parcours. Cependant, la mobilité autre que comme un dépassement des frontières étatiques se configure comme une rencontre avec l'altérité sociale, culturelle et religieuse : outre qu'un savoir-circuler les migrants développent ainsi des compétences relationnelles leur permettant de se rapport à des populations autochtones et migrantes les plus diverses. Ainsi, en mobilisant leur savoir-circuler et leurs compétences relationnelles ces migrants alimentent leurs trajectoires, choisissent de nouvelles destinations et composent les itinéraires pour les atteindre. Or la mobilité des self-made-migrants se réalise comme une mobilité solitaire : tout au long de leurs trajectoires ces individus composent certes des solidarités et des relations d'entraide mais celles-ci sont fonctionnelles et extrêmement ponctuelles ; se réalisant dans un contexte de précarité économique et affective ces relations ponctuelles sont caractérisées par une méfiance réciproque : les self-made-migrants observent et étudient les individus avec lesquels ils vont s'associer conscients du fait que dans le contexte de la mobilité ceux-ci peuvent profiter d'eux pour en tirer un profit et pour favoriser leur propre circulation. En effet, dans un tel contexte les self-made-migrants sont en compétition pour des ressources limitées et tout migrant peut être une menace pour les rêves d'émancipation et de réussite

des autres. Loin de la *communauté d'itinérance* et des *collectifs d'entraide* décrits par certains auteurs on est plutôt face à une mobilité solitaire qui se compose de liens faibles, ponctuels et constamment remis en cause.

La confrontation radicale avec l'altérité et les rencontres avec les populations autochtones et migrantes aux origines et modes de vie les plus divers, l'installation dans une multiplicité de pays et les années dans la mobilité poussent les migrants à se détacher progressivement de leurs repères identitaires nationaux et étatiques et à se composer de nouveaux référents plus hybrides : ils produisent ainsi des identités cosmopolites qui intègrent la mobilité et la confrontation avec l'altérité comme mode de vie radicalement opposé à la vie sédentaire : on est donc face à des identités recomposées par hybridations, contrastes et découvertes.

Enfin, tout au long de leurs parcours les self-made-migrants se trouvent à un moment donné en situation irrégulière et font l'expérience de l'illégalité : cependant, cette expérience est vécue et pensée par les migrants de manière profondément diverse ; certains migrants adhèrent à l'archétype du *vrai clandestin* qui s'investit cœur, âme et portefeuille dans le franchissement des frontières en prenant des risques considérables, en se confrontant aux forces de l'ordre et en vivant dans des conditions de précarité extrême ; d'autres migrants, bien qu'en situation irrégulière, refusent cette catégorie et ce mode de vie et considèrent le Maroc comme un pays où ils peuvent trouver des opportunités : « moi je ne suis pas venu ici pour faire le clandestin, je suis venu pour faire mes business ». La frontière entre ces deux modes de vie est subtile et perméable. Les self-made-migrants peuvent se penser comme des *vrais clandestins* à un moment donné de leurs parcours et comme des migrants en situation irrégulière à un autre moment. Certains individus partis à l'aventure et endossant le rôle de *vrais clandestins* peuvent reformuler leur mobilité et décider de chercher un travail, des relations, des business sur place, alors que d'autres partis pour faire des études ou pour réaliser des business, etc. peuvent décider, pendant quelque temps, de « tenter leur chance » et endosser le rôle de vrais clandestins.

En s'inscrivant dans une mobilité transnationale et subalterne en quête d'une émancipation sociale et économique les self-made-migrants doivent trouver les ressources pour survivre et aller de l'avant. J'ai montré que leur mobilité se fonde sur des économies de la mobilité et de la débrouille ancrée dans le tissu économique locale et se greffant sur les mobilités touristiques, commerciales et économiques qui se croisent et s'imbriquent dans cette région frontalière. J'ai montré que ces self-made migrants

produisent des activités favorisant la mobilité légale ou illégale d'autres migrants : on est face à des activités élaborées *par* des self-made-migrants *pour* des self-made-migrants. Nous observons l'émergence de figures telles que les passeurs (vrais et faux), les convoyeurs et les intermédiaires qui, par leur activité, en connectant une multiplicité d'endroits et en aidant les nouveaux migrants à s'installer, trouver un logement et se socialiser, favorisent leur circulation nationale et transnationale. Les self-made-migrants qui endossent ces rôles mobilisent leurs compétences migratoires et leur connaissance du « terrain » afin de permettre à d'autres individus de circuler et de s'installer et en tirent ainsi des profits qui bien qu'irréguliers et aléatoires, une fois inscrits dans une économie de la débrouille leur permettent d'aller de l'avant.

Nous avons vu que certaines de ces activités intègrent la ruse et peuvent s'apparenter à de la tricherie ou au vol. En effet, les nouveaux migrants, inexpérimentés et disposant de capitaux frais, sont la cible privilégiée des passeurs, convoyeurs et intermédiaires qui, dans un contexte de précarité économique et relationnelle, mobilisent leur savoir-faire, leurs ruses et leurs suggestions pour grignoter de petites ou grandes sommes. Ainsi ces activités d'une part permettent à certains self-made-migrants de gagner l'argent nécessaire pour alimenter leurs parcours et d'autre part contribuent à renforcer cette mobilité subalterne en mettant à disposition des nouveaux migrants les outils et les moyens pour circuler.

D'autres activités mises en place par les self-made-migrants se greffent aussi sur les mobilités privilégiées qui traversent cette région frontalière. En effet, des centaines de touristes, retraités et expatriés européens ou nord-américains arrivent à Tanger et y séjournent de manière régulière ou ponctuelle. Ainsi, certains self-made migrants se sont spécialisés dans l'accompagnement de ces individus pendant leur séjour. De faux guides accompagnent des touristes dans les ruelles de la ville pour des découvertes journalières ou des séjours plus longs : les migrants qui connaissent le « terrain » proposent à ces étrangers toute sorte de services : accompagnement dans les courses et les achats, recherche de produits licites et illicites, transport des bagages, compagnies, etc. Ces relations peuvent se développer en de véritables parrainages et en de relations économique-sexuelles ou économiques-émotionnelles. En tissant des liens affectifs, amicaux ou amoureux ces étrangers peuvent devenir des parrains qui financent, sur une longue durée, avec l'envoi de quelques dizaines ou centaines d'euros mais aussi avec un support administratif et émotionnel la mobilité de ces self-made-migrants. Dans ces relations les aspects affectifs et économiques sont intimement imbriqués et inséparables et s'entretiennent mutuellement : c'est en effet en vertu d'un lien affectif que se justifie l'aide

ou le soutien économique. Ainsi pour certains migrants ces parrainages deviennent des ressources leur permettant d'alimenter leur mobilité et par-là leurs rêves d'émancipation économique et sociale.

Parmi ces étrangers venant d'Europe une place privilégiée est occupée par des journalistes, des militants, des étudiants et des chercheurs s'intéressant à la problématique migratoire. Autour de ces individus se développe une économie de la visibilité des migrants et notamment d'une image particulière du migrant : celle du migrant en détresse, du *harraga* en route pour l'Europe. Les self-made-migrants accompagnent ces acteurs, témoignent de leurs histoires, leur montrent les campements informels et leurs cicatrices, jouent dans des films et des reportages. En devenant des informateurs ou des témoins les migrants en tirent un profit économique et symbolique : outre ces petites sommes d'argent qui leur sont offertes en échange de leur témoignage, ces relations sortent les migrants, provisoirement du moins, des cercles des sociabilités des migrants subalternes pour les rapprocher des cercles des sociabilités produites par des individus occupant des positions économiquement et socialement favorables et ayant accès à la mobilité privilégiée.

Enfin, ces activités produites par les self-made-migrants se greffent sur des mobilités commerciales intercontinentales et transnationales. Le port de Tanger Med en étant un espace charnière entre l'Afrique et l'Europe et entre l'Océan Atlantique et la mer méditerranée devient un carrefour important où se rejoignent des mobilités touristiques, économiques et commerciales. Dans ces espaces les self-made-migrants développent des activités qui se greffent sur une forme particulière de mobilité commerciale comme le commerce de voitures d'occasion fait par des petits commerçants africains ; en effet, des milliers de commerçants originaires de l'Afrique subsaharienne et installés en Europe réalisent régulièrement des voyages par route en partant d'Italie, Espagne, France et Belgique avec des véhicules (camions, voitures et fourgonnettes) d'occasion qu'ils chargent avec toute sorte de pacotilles et de produits d'occasion ; ils se dirigent vers les pays de l'Afrique de l'Ouest ou Centrale où ils comptent vendre les voitures et la marchandise. D'autres petits commerçants installés en Europe acheminent leurs voitures jusqu'à Tanger Med où elles sont prises en charge par un acheteur qui se charge de les conduire jusqu'à leur destination et de les revendre. Pour tous ces individus le port Tanger-Med constitue la porte d'entrée au continent africain et donc une étape décisive de leur voyage. En arrivant à Tanger Med ces commerçants s'appuient sur des self-made-migrants qui connaissent le port et les démarches nécessaires afin de franchir la douane avec les véhicules et les marchandises. Les migrants aident les commerçants à décharger leurs véhicules pour l'inspection des douaniers et à les recharger, les orientent vers des

transitaires et peuvent ensuite les accompagner tout au long de leur trajet marocain en les aidant à trouver des acheteurs pour leurs marchandises, des garages pour les réparations, des hôtels, des restaurants, etc. En échange, ils obtiennent des commissions variables sous forme de dons et d'échanges pour un service. Ainsi les self-made-migrants développent des micro-activités commerciales et inventent des professions à la marge d'une filière commerciale transnationale, dans les espaces qui échappent à la régularisation étatique et dans lesquels ils trouvent des opportunités économiques leur permettant d'alimenter leur mobilité.

D'autres migrants encore développent des commerces de rue et des commerces à la sauvette. Ces activités peuvent être conçues par certains migrants comme une manière de se débrouiller au jour le jour mais par d'autres migrants comme de véritables projets commerciaux. Si en effet pour certains migrants le commerce de rue est une activité leur permettant de se dépanner et d'acquérir l'argent pour vivre au jour le jour ou partir ailleurs, pour d'autres il s'agit d'un projet d'entrepreneuriat se réalisant à l'échelle nationale et internationale et qui mobilise un savoir commercial qui s'appuie sur des compétences migratoires acquises dans la mobilité.

Enfin, certains migrants accèdent au marché de l'emploi régulier : ils occupent des emplois dans le secteur de la restauration mais aussi au sein d'entreprises étrangères installées dans les zones franches limitrophes à la ville. Ces emplois sont jugés comme provisoires s'inscrivant dans des trajectoires personnelles pensées comme ouvertes. Ils sont considérés non pas comme des solutions définitives mais plutôt comme des tremplins leur permettant de développer de nouvelles activités ou d'alimenter leur mobilité en favorisant leur départ vers d'autres destinations.

Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'une économie de la débrouille faite de petits capitaux et de petites sommes d'argent qui restent irréguliers, précaires et aléatoires mais qui permettent aux migrants de continuer à alimenter leur projet d'émancipation économique et sociale. Cependant, pour ce faire, les self-made-migrants doivent apprendre à composer leur capital et à le gérer face à la précarité quotidienne en jonglant entre plusieurs activités et plusieurs sources de revenus. Ils peuvent réaliser un *business*, compter sur l'aide d'un ami et vendre de la marchandise dans la rue. Autrement ils peuvent travailler en tant que serveurs, compter sur la solidarité familiale et participer à la réalisation d'un reportage sur la migration. Ainsi en cumulant les activités ils composent le capital qui leur permet d'aller de l'avant ; mais pour ce faire ils doivent apprendre à gérer des revenus faibles et aléatoires : ils doivent s'organiser et définir leurs priorités en fonction de la signification qu'ils donnent à leur voyage : « ce n'est pas suffisant mais je

le faisais suffire ». Pour ce faire, ils « gardent », ils évitent les dépenses superflues et s'efforcent d'économiser un peu d'argent que chacun organise selon ses priorités : certains investissent dans de nouveaux projets, d'autres dans un nouveau départ vers un pays étranger et d'autres encore « tentent leur chance » en payant leur place dans une *patera* à destination des côtes andalouses.

Ainsi j'ai montré qu'on assiste à la progressive émergence d'une mobilité transnationale d'individus qui n'ayant pas accès aux circuits de la mobilité privilégiée cherchent et élaborent de nouvelles formes de la mobilité par contournement des frontières étatiques. Ces individus cherchent des opportunités de réalisation de soi en partant à l'étranger, en avançant par tâtonnements et découvertes, et en construisant des parcours singuliers dépassant et contournant les frontières étatiques et nationales. Ils créent ainsi des parcours singuliers, faits d'allers-retours, de réorientation, de réorganisation, d'installations et de nouveaux départs. Ce faisant ces self-made-migrants connectent par le bas des espaces géographiques et sociaux séparés par des frontières étatiques ; ils renouent ou inventent des liens et des itinéraires et élaborent des activités produites à travers la confrontation avec de nouvelles populations et de nouveaux espaces urbains et économiques. Or ces trajectoires migrantes ouvertes sont pensées comme inachevées et s'alimentent d'une économie de la mobilité de la débrouille qui permet aux migrants de trouver les ressources pour s'installer, s'organiser et aller de l'avant. En effet, tout au long de leur mobilité, dans les marges de la régularisation étatique ces migrants inventent des activités, des professions, des business et des commerces. Ces activités permettent aux migrants de gagner l'argent pour alimenter leur mobilité et elles favorisent la mobilité d'autres migrants qui trouvent, en cours de route, des personnes pouvant les aider à se loger, à franchir une frontière, à trouver un nouveau passeport ou à réaliser un commerce. Ainsi si d'une part ces économies sont une condition d'existence de ces mobilités, d'autre part elles se développent et s'enracinent grâce à l'expansion de celles-ci, car elles sont produites et entretenues par les migrants en mouvement. On peut alors dire que ces mobilités et ces économies subalternes se soutiennent mutuellement et offrent les conditions qui permettent le départ des nouveaux self-made-migrants. En définitive, nous assistons au développement progressif d'une mobilité subalterne qui s'alimente d'économies de la débrouille et de la mobilité qui se réalisent en marge ou au-delà de la réglementation étatique et qui s'ancrent dans les tissus économiques et urbains locaux. Le lien entre les formes de mobilité subalterne et les pratiques économiques qui naissent et s'alimentent dans les marges de la réglementation étatique me semble très peu étudié et mérite de devenir un terrain pour des analyses futures pouvant se réaliser à l'échelle

africaine mais aussi, de manière plus large, à l'échelle globale.

Tout au long de ce travail nous avons donc essayé de montrer la logique d'une mobilité subalterne et transnationale qui s'alimente d'une économie de la mobilité et de la débrouille se réalisant en marge et/ou au-delà des réglementations étatiques. Les acteurs de ces mobilités sont des self-made-migrants qui inventent des parcours singuliers qui s'étalent à l'échelle régionale et continentale : ces itinéraires semblent de plus en plus s'ouvrir à l'échelle globale en produisant des connections inédites entre villes, pays et continents extrêmement lointains. Ainsi en élargissant ou en déplaçant notre focale nous pouvons explorer la complexité et l'articulation des itinéraires produits par ces self-made-migrants dans le cadre continental mais aussi à l'échelle globale. Pour ce faire, nous devons explorer l'articulation existante entre des mobilités subalternes et des économies de la mobilité et de la débrouille, ou en d'autres termes, des économies et des mobilités qui se font en marge des régulations étatiques. Nous croyons que cette relation peut se décliner dans des formes complexes, constamment réinventées, qui émergent localement entre continuités et innovations, et qui portent en surface et permettent de démêler (comme nous l'avons fait pour l'étape marocaine) un noyau d'enjeux multiples qui connectent la dimension locale à la dimension globale, les contraintes objectives et l'action des acteurs engagés dans la construction de leur quotidien. Nous considérons qu'en suivant ces self-made-migrants dans d'autres étapes de leur voyage et en examinant la relation entre la forme de leur mobilité et les activités économiques qu'ils développent pour « chercher leur vie », nous assumons une lentille analytique nous offrant un regard inédit sur des enjeux globaux : en effet, elle nous permet d'explorer les relations multiples qui existent entre les transformations des configurations migratoires et les transformations des structures économiques globales mais aussi d'examiner leurs enracinements locaux et toutes les formes d'exploitation et de transformation qui sont opérées par le bas et dans les marges par des individus qui agissent pour construire un parcours migratoire et un parcours biographique, des itinéraires et des histoires. Or nous constatons que dans leur quête d'émancipation économique et sociale de plus en plus de self-made-migrants élargissent leurs rayons d'action au-delà du cadre régional ou continental. En exploitant le développement des réseaux de transports et de communication, l'intensification et l'expansion de la mobilité humaine, de plus en plus de self-made-migrants envisagent leurs parcours en élargissant leurs horizons et en se dirigeant vers des destinations dans d'autres régions de la planète. En particulier nous assistons au développement de mobilités inédites entre différentes régions du sud-global.

Les pays d'Amérique Latine deviennent les nouveaux horizons du possible pour des self-made-migrants d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale (Zuluaga, 2015), qui explorent de nouvelles destinations et recherchent de nouvelles opportunités. Ainsi de plus en plus de self-made-migrants prennent l'avion en direction des grandes villes latino-américaines, explorent et avancent par tâtonnements en essayant de construire leurs propres parcours. Ce faisant ils créent de nouvelles mobilités sud-sud, inventent des itinéraires et des activités économiques en se greffant sur les tissus économiques et urbains locaux et connectent ainsi des espaces lointains, séparés par des frontières étatiques et géographiques. Ils deviennent ainsi les acteurs d'une mondialisation alternative, une mondialisation des pauvres, des exclus des cercles de l'économie globale et de la mobilité privilégiée ; ils produisent une mondialisation des subalternes qui se réalise par le bas en défiant les réglementations et les régulations étatiques. Nous pouvons ainsi observer les activités mises en place par un self-made-migrant guinéen vendant des téléphones à Brazzaville mais aussi celles d'un Nigérien qui crée un restaurant africain à Quito (Équateur). Nous envisageons notamment d'explorer les pratiques économiques et les sociabilités développées par des self-made-migrants originaires de l'Afrique subsaharienne dans trois grandes villes latino-américaines : Quito, Bogota et Medellin. Le choix de ces villes se fait pour deux raisons : d'une part le choix de Quito est lié au fait que l'Équateur n'exige pas de visa pour les ressortissants d'un grand nombre de pays de l'Afrique subsaharienne et devient une porte d'entrée privilégiée pour le continent américain ; d'autre part, un peu comme c'était le cas pour Tanger, Bogota et Medellin (Colombie) représentent deux villes qui connaissent une grande expansion économique et urbaine et qui attirent une forte mobilité nationale et internationale ; en outre, ces deux villes se configurent comme des étapes des mobilités transnationales interaméricaines et des mobilités sud-nord en direction du Mexique et des États-Unis. Nous retrouverons ici donc une multiplicité de mobilités (nationales et transnationales, horizontales entre le Sud et verticales du Sud vers le Nord) qui se croisent, s'imbriquent et se fondent en générant des expériences sociales nouvelles. Ainsi en suivant ces self-made-migrants africains dans leurs explorations et découvertes latino-américaines nous pouvons observer comment ces individus s'approprient une mobilité subalterne et contournent ainsi les contraintes objectives entravant leur mobilité en produisant des itinéraires les plus hétérogènes ; ce faisant ils reconfigurent par leur créativité des biographies singulières en connectant des dynamiques globales aux tissus urbains et économiques mais aussi aux histoires et aux modes de vies locaux. Ainsi leurs trajectoires se configurent comme une forme d'émancipation, de quête d'opportunités et comme une transgression des ordres

étatiques et sédentaires. Au-delà des contraintes et des entraves à leur mobilité ces migrants « cherchent leur vie » en s'engageant dans une mobilité dans un « monde ouvert » (comme l'avait défini Barry), ou du moins dans un monde qui s'ouvre par leur action transgressive.

BIBLIOGRAPHIE

Agamben, Giorgio. 2003. *Homo Sacer. II, 1, État d'exception*, traduit par Joël Gayraud, Paris, Éditions du Seuil.

Agier, Michel. 2002. *Aux bords du monde, les réfugiés*. Paris, France: Flammarion.

———. 2006. « «Ce qui rend les terrains sensibles et l'anthropologie inquiète... » », 175-89.

———. 2008. *Gérer les indésirables: des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, France: Flammarion, DL 2008.

Ait Ben Lmadani, Fatima (dir.). 2016. *La politique d'immigration. Un jalon de la politique africaine du Maroc ? Cas de la régularisation des migrants subsahariens*. Association Marocaine d'Etudes et de Recherches sur les Migrations (AMERM), Rabat.

Alioua, Mehdi. 2011. *L'étape marocaine des transmigrants subsahariens en route vers l'Europe : l'épreuve de la construction des réseaux et de leurs territoires*. Toulouse 2. <http://www.theses.fr/2011TOU20037>.

———. 2013. « Le Maroc, un carrefour migratoire pour les circulations euro-africaines ? » *Hommes et migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1303 (juillet): 139-45. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2572>.

———. 2015. « Les migrants subsahariens au Maroc. De l'altérité au cosmopolitisme », *Moyen-Orient, Géopolitique, Géoéconomie, Géostratégie et sociétés du monde arabo-musulman*, Magazine trimestriel, Avril-Juin 2015.

Appadurai, Arjun, Marc Abélès, et Françoise Bouillot. 2015. *Après le colonialisme : Les conséquences culturelles de la globalisation*. Payot.

Arrighi, Giovanni, Terence K. Hopkins, et Immanuel Wallerstein. 2012. *Anti-Systemic Movements*. Reprint edition. London: Verso.

Association Pro Derechos Humanos de Andalucía (APDHA). 2006, *CANARIES : Politiques migratoires, victimes et violations des droits de l'Homme*. Édition APDHA

———. 2011, *Guia para personas sin papeles*. Édition APDHA.

———. 2012, *Derechos Humanos en la Frontera Sur*, Édition APDHA.

Balibar, Etienne. 1998. *Droit de cité*. La Tour d'Aigues: Editions de l'Aube.

Balibar, Etienne, Monique Chemillier-Gendreau, Jacqueline Costa-Lasoux, et Emmanuel Terray. 1999. *Sans-papiers : l'archaïsme fatal*. Paris: La Découverte.

Barros, Lucile, et International Migration Programme. 2000. *L'immigration irrégulière subsaharienne à travers et vers le Maroc*. Édité par Mehdi Lahlou, Claire Escoffier, Pablo Pumares, et Paolo Ruspini. Genève, Suisse: Programme des migrations internationales, Bureau international du travail.

Bash Linda, Glick-Schiller Nina et Blanc Szanton Cristina. 1995. « From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration », *Anthropological Quarterly*, Vol. 68, n. 1, pp. 48-63.

Bauman, Zygmunt. 2003. *Wasted Lives: Modernity and Its Outcasts*. Cambridge: Polity Press.

Beck, Ulrich, 2001. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, (1986), coll. « Alto », Aubier, Paris.

Beck, Ulrich, 2005. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, coll. Champs », Flammarion, Paris.

Becker, Howard S. 1997. *Outsiders: Studies In The Sociology Of Deviance*. New edition edition. New York: Free Press.

Belguendouz, Abdelkrim. 2003. *Le Maroc non africain : gendarme de l'Europe. Alerte au projet de loi n.03/03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Maroc, à l'émigration et à l'immigration irrégulière !*, Salé Maroc, Imprimerie Beni Snassen.

———. 2004. *UE-Maroc-Afrique Migrante. Politique européenne de voisinage barrage aux sudistes. De Schengen à « Barcelone + 10 »*, Salé, Imprimerie Beni Sassen, 2004.

———. 2005. « Expansion et sous-traitance des logiques d'enfermement de l'Union

européenne : l'exemple du Maroc ». *Cultures & Conflits*, n° 57 (mars): 155-219.
<https://doi.org/10.4000/conflits.1754>.

Belleau, Hélène et Henchoz, Caroline (eds). 2008. *L'usage de l'argent dans le couple : pratiques et perceptions des comptes amoureux. Perspective internationale*, Paris, L'Harmattan.

Belleau, Hélène et Martial, Agnès (eds), *Aimer et compter ? Droits et pratiques des solidarités conjugales dans les nouvelles trajectoires familiales*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2011.

Bensaâd, Ali. 2003. « Agadez, carrefour migratoire sahélo-maghrébin ». *Revue européenne des migrations internationales* 19 (vol. 19-n°1): 7-28.
<https://doi.org/10.4000/remi.336>.

———. éd. 2005. *Marges et mondialisation: les migrations transsahariennes*. Paris, France: Institut Choiseul.

———. 2008. « Le déplacement des frontières vers le sud ». *Revue Projet*. 2008.
<https://www.cairn.info/revue-projet-2008-1-p-50.htm>.

———. 2009. *Le Maghreb à l'épreuve des migrations subsahariennes - Immigration sur émigration*. Paris: Karthala.

———. 2009. « Le Sahara et la transition migratoire entre Sahel, Maghreb et Europe ». *Outre-Terre*, n° 23: 273-87. <https://doi.org/10.3917/oute.023.0273>.

Berger, Peter L., et Thomas Luckmann. 1967. *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge*. New York: Anchor.

Berger, Peter L., Dominique Merillié, et Christine Merllié-Young. 2014. *Invitation à la sociologie*. La Découverte.

Berriane, Johara. 2014. « Intégration symbolique à Fès et ancrages sur l'ailleurs : Les Africains subsahariens et leur rapport à la zaouïa d'Ahmad al-Tijânî ». *L'Année du Maghreb*, n° 11 (décembre): 139-53.

———. 2008. « Les Étudiants Subsahariens Au Maroc : Des Migrants Parmi D'autres ? » *Méditerranée*, n° 113: 147-50.

Berriane, Mohamed, et Hein de Haas. 2012. *African Migrations Research: Innovative Methods and Methodologies*. Trenton: Africa Research & Publications.

Berriane, Mohamed, et M'hammed Idrissi-Janati. 2016. « Les résidents européens de la médina de Fès : une nouvelle forme de migration nord-sud ». *Autrepart*, 2016. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2016-1-p-87.htm>.

Bertoncello, Brigitte, et Sylvie Bredeloup. 2009. « Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs-migrants ». *Revue européenne des migrations internationales*. 1 septembre 2009. <https://www.cairn.info/revue-europeenne-des-migrations-internationales-2009-1-p-45.htm>.

Bertoncello, Brigitte, Sylvie Bredeloup, et Olivier Pliez. 2009. « Hong Kong, Guangzhou, Yiwu : de nouveaux comptoirs africains en Chine ». *Critique internationale*, n° 44 (septembre): 105-21.

Bigot, Brenda Le. 2016. « Les migrations hivernales des Européens vers le Maroc : circulations et constructions des espaces de vie ». *Autrepart*. 2016. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2016-1-p-51.htm>.

Boubakri, Hassen, et Sylvie Mazzella. 2005. « La Tunisie entre transit et immigration : politiques migratoires et conditions d'accueil des migrants africains à Tunis, Abstract ». *Autrepart*, n° 36: 149-65. <https://doi.org/10.3917/autr.036.0149>.

Bourdieu, Pierre. 2004. *Esquisse pour une auto-analyse*. Paris: Raisons d'agir.

Bredeloup, Sylvie. 2008a. « L'aventurier, une figure de la migration africaine, SUMMARY ». *Cahiers internationaux de sociologie*. 28 novembre 2008. <https://www.cairn.info/revue-cahiers-internationaux-de-sociologie-2008-2-p-281.htm>.

———. 2008b. « L'aventurier, une figure de la migration africaine, SUMMARY ». *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 125 (novembre):

———. 2012. « Mobilités spatiales des commerçantes africaines : une voie vers l'émancipation ?, Abstract ». *Autrepart*, n° 61 (mai): 23-39. <https://doi.org/10.3917/autr.061.0023>.

Brédeloup, Sylvie, et Emmanuel Grégoire. 2014. *Migrations d'aventures: terrains africains*. Paris, France: CTHS, impr. 2014.

Bredeloup, Sylvie, et Jérôme Lombard. 2008. « Mort de la fripe en Afrique ou fin d'un cycle ?, The death of second hand clothes in Africa or the end of a period ?, *Revue Tiers Monde*, n° 194: 391-412.

Bredeloup, Sylvie, et Olivier Pliez. 2005. « Migrations entre les deux rives du Sahara ». *Autrepart*, n° 36: 3-20. <https://doi.org/10.3917/autr.036.0003>.

Brédeloup, Sylvie, et Olivier Pliez, éd. 2005. *Migrations entre les deux rives du sahara*. Bondy, France: IRD.

Broqua, Christophe et Deschamps, Catherine. (dir.), *L'échange économique-sexuel*, Paris, Éditions de l'EHESS, coll. « Cas de figure », 2014.

Caillé, Alain, et Stéphane Dufoix. 2013. *Le tournant global des sciences sociales*. Paris: La Découverte.

Caloz-Tschopp, Marie-Claire. 2004. *Les étrangers aux frontières de l'Europe et le spectre des camps*. Paris, France: La Dispute.

Cefai, Daniel. 2016. « L'enquête ethnographique comme écriture, l'écriture ethnographique comme enquête Daniel », dans Melliti, Imed (dir), *La fabrique du sens : Écrire en sciences sociales*, Riveneuve éditions.

CEI. 2012. *La Constitution marocaine de 2011 : Analyses et commentaires*. Paris: LGDJ.

Certeau, Michel de. 1980. *L'invention du quotidien, Tome 1 : Arts de faire - Edition originale*. 10^e-18^e éd. Union générale d'éditions.

Cimade, 2017, *Coopération UE-Afrique sur les migrations. Chronique d'un chantage. Décryptage des instruments financiers et politiques de l'Union Européenne, Rapport d'observation*, Édition de la Cimade, Paris.

Clochard, Olivier. 2010. « Anaïk PIAN, Aux nouvelles frontières de l'Europe. L'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc ». *Revue européenne des migrations internationales* 26 (vol. 26-n°1): 187-91.

Colliot-Thélène, Catherine. 2014. *La sociologie de Max Weber*. La Découverte.

Collins Daryl, Morduch Jonathan, Rutherford Stuart et Ruthven, Orlanda. 2009. *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*. Cape Town: Cape Town University Press.

Coyault, Bernard. 2014. « L'africanisation de l'Église évangélique au Maroc : revitalisation d'une institution religieuse et dynamiques d'individualisation ». *L'Année du Maghreb*, n° 11 (décembre): 81-103.

Dewitte, Philippe. 1999. *Immigration et intégration, l'état des savoirs*. Paris: La Découverte.

Dozon, Jean Pierre, 2005. « Préface », dans *Terrains sensibles, expériences actuelles de l'anthropologie*, sous la direction de Bouillon Florence, Fresia Marion, Tallio Virgine Centre d'Etudes Africaines. E.H.E.S.S.

Dubet, Francois. 1994. *Sociologie de l'expérience*. Paris: Le Seuil.

Dubet, François et Wierwiorka, Michel (dir.), 1995. *Penser autour du sujet. Autour d'Alain Touraine*, Fayard, Paris.

Dufoix, Stéphane. 2012. *La dispersion : Une histoire des usages du mot diaspora*. Paris: Editions Amsterdam.

Dufoix, Stéphane, Carine Guerassimoff, Anne de Tinguy, et Collectif. 2010. *Loin des yeux près du coeur : Les Etats et leurs expatriés*. Paris: Les Presses de Sciences Po.

Dufoix, Stéphane. 2003. *Les Diasporas*. Paris: Presses Universitaires de France – PUF.

Dumitru, Speranta. 2014. « Qu'est-ce que le nationalisme méthodologique ?, What is methodological nationalism? An essay of typology ». *Raisons politiques*, n° 54

(septembre): 9-22.

Dumont, Gérard-François, et Hervé Le Bras. 2009. *Doit-on contrôler l'immigration ?* Bordeaux, France: Éd. Prométhée.

Elias, Norbert. 1998. *La Société des individus*. Pocket.

———. 1985. *La Société de Cour*, Calmann-Lévy, Paris, 1974 ; rééd. coll. Champs, Préface R. Chartier, Flammarion.

Elias, Norbert, Roger Chartier, et Michèle Hulin. 1993. *Engagement et distanciation : Contributions à la sociologie de la connaissance*. Paris: Fayard.

Escoffier, Claire. 2006. *Communautés d'itinérance et savoir-circuler des transmigrante-s au Maghreb*. Toulouse 2.

Faist, Thomas. 2000a. « Economic Activities of Migrants in Transnational Social Spaces ». *Ethnic Minorities in European Cities: The Dynamics of Social Integration and Social Exclusion at the Neighbourhood Level*.

———. 2000b. « The Border Crossing Expansion of Spaces: Common Questions, Concepts and Topics ». Working Paper. <https://pub.uni-bielefeld.de/publication/2911638>.

Fassin, Didier, Alain Morice, et Catherine Quiminal, éd. 1997. *Les lois de l'inhospitalité: les politiques de l'immigration à l'épreuve des sans-papiers*. Paris, France: Éd. la Découverte, 1997.

Geertz, Clifford. 2003. *Le souk de Sefrou: sur l'économie du bazar*. Éditions Bouchene.

Glick-Schiller Nina, DeWind Josh, Brutus Lucie, Charles Carolle, Fouron Georges et Thomas Antoine. 1989. « All in the same boat? Unity and Diversity in Haitian organizing in New York », p. 167-184, dans Sutton Constance et Chaney Elsa, *Caribbean Life in New York City : Sociocultural Dimensions*, New York : Center for Migration Studies, pp. 182-201.

Glick-Schiller Nina et Fouron Georges. 2011. *Terrains of blood and nation: Haitian transnational social fields*, *Ethnic and Racial Studies*, 22:2, 340-

366, DOI:[10.1080/014198799329512](https://doi.org/10.1080/014198799329512)

Goffman, Erving. 1973a. *La mise en scène de la vie quotidienne 1 : La présentation de soi*. Editions de Minuit. Paris: Les Editions de Minuit.

———. 1973b. *La mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public*. Paris: Les Editions de Minuit.

———. 1974. *Les Rites d'interaction*. Paris: Les Editions de Minuit.

Goldschmidt, Élie. 2002. « Migrants congolais en route vers l'Europe ». *Les Temps Modernes*, n° 620-621: 208-39.

———. 2004. « Étudiants et migrants congolais au Maroc : politiques d'accueil et stratégies migratoires », in Marfaing et Wippel (dir.), *Les relations Transsahariennes à l'époque contemporaine. Un espace en constante mutation*, Karhala.

Green, Nancy L. 2002. *Repenser les migrations*. Paris: Presses Universitaires de France – PUF.

de Haas, Hein. 2007. « Le Mythe de L'invasion: Migration Irrégulière d'Afrique de l'Ouest Au Maghreb et En Union Européenne ». <https://www.imi.ox.ac.uk/publications/le-mythe-de-linvasion>.

———. 2007b. "Morocco's Migration Experience: A Transitional Perspective." *International Migration* 45 (4): 39- 70.

———. 2008. *Irregular Migration from West Africa to the Maghreb and the European Union: An Overview of Recent Trends*, IOM, Geneva, 2008.

———. 2010. *Migration and Development: A Theoretical Perspective*, *International Migration Review*, Volume 44, Issue 1.

Hacking, Ian, et Françoise Bouillot. 2002. *Les Fous voyageurs. Les Empêcheurs de penser en Rond*.

Hacking, Ian, et Baudoin Jurdant. 2008. *Entre science et réalité*. Paris: La Découverte.

Hamès, Constant. 1978. « Mauco (Georges) Les Etrangers en France et le problème du racisme ». *Archives de Sciences Sociales des Religions* 45 (2): 279-279.

Heinich, Nathalie. 2002. *La sociologie de Norbert Elias*. La Découverte.

Henchoz Caroline, 2008. *Le couple, l'amour et l'argent. La construction conjugale des dimensions économiques de la relation amoureuse*, Paris, L'Harmattan.

Hochschild Arlie, 2003. « Travail émotionnel, règles de sentiment et structure sociale », *Travailler*, p.19-32.

Kajjou, Nadia. 2012. *La nouvelle constitution marocaine et la gestion du changement*. Rabat: Editions Marsam.

Jimenez, Mercedes, 2011. *Intrusos en la fortaleza. Menores marroquies migrantes en la frontera sur de Europa*, Thèse de doctorat, Universidad Autónoma de Madrid.

Journet, Nicolas (ed.), 2005. « L'argent en famille », *Terrain*, n. 45, p. 5-12.

Laacher, Smaïn. 2010. *De la violence à la persécution, femmes sur la route de l'exil*. Paris, France: la Dispute.

———. 2011. « N'exister pour personne violences faites aux femmes sur la route de l'exil ». *Le sujet dans la cité*, n° 2: 100-108.

———. 2012. « Les femmes migrantes dans l'enfer du voyage interdit ». *Les Temps Modernes*, n° 668: 183-201.

———. 2013. « Réfugiés sans refuge, Refugees without Refuge ». *Pouvoirs*, n° 144 (mars): 125-36.

Laé, Jean-François, et Numa Murard. 1985. *L'Argent des pauvres : La Vie quotidienne en cité de transit*. Le Seuil. Paris: Seuil.

Lanza, Nazarena. 2014. « Pèleriner, faire du commerce et visiter les lieux saints : Le tourisme religieux sénégalais au Maroc ». *L'Année du Maghreb*, n° 11 (décembre): 157-71.

Laplantine, François. 2010. *La description ethnographique: L'enquête et ses méthodes*. 3e édition. Paris: Armand Colin.

Levitt, Peggy, et Nina Glick Schiller. 2004. « Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society ». *International Migration Review* 38 (3): 1002-39.

Madrisotti, Francesco. 2016. “Movilización política de los migrantes sub-saharianos en Marruecos: de la invisibilidad a la creación de un sujetopolítico”. En: *Boletín de Antropología*. Universidad de Antioquia, Medellín, vol. 31, n.51, pp. 133-152.

———. 2014. « Le Maroc et les nouvelles circulations migratoires : entre politique de contrôle et politique d'accueil ». Dans *L'immigration clandestin*, sous la direction de : Bousoltane Mohamed et Bousmaha Nasreddine, Laboratoire: Droit, Société et Pouvoir Université d'Oran.

Maffesoli, Michel. 1997. *Du nomadisme*. Paris: LGF - Livre de Poche.

Mahamadou laouali, Souley, et Jean-Baptiste Meyer. 2012. « Le Maroc, pays d'accueil d'étudiants étrangers ». *Hommes & Migrations*, n° 1300: 114-23.

Martial Agnès (ed.), 2009. *La valeur des liens. Hommes, femmes et transactions familiales*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.

Martínez, Laura Feliu. 2009. « Les migrations en transit au Maroc. Attitudes et comportement de la société civile face au phénomène ». *L'Année du Maghreb*, n° V (novembre): 343-62.

Mourji Fouzi, Ferrié Jean-Noel, Radi Saadia et Alioua Mehdi. 2016. *Les migrants subsahariens au Maroc. Enjeux d'une migration de résidence*, Konrad Adenauer Stiftung e.V., Rabat.

Herminio Martins. 1974. « Time and Theory in Sociology », in John Rex (dir.), *Approaches To Sociology*, Londres, Routledge & Kegan Paul, p. 246-294.

Mauger, Gérard. 1991. « Enquêter en milieu populaire ». *Genèses. Sciences sociales et histoire* 6 (1): 125-43.

Mauss, Marcel. 2012. *Essai sur le don*. 2^e éd. Paris, Presses Universitaires de France-Puf.

Mercier. 1985. *Les Déracinés du capital : Immigration et accumulation*. Lyon: Presses universitaires de Lyon.

Mermier, Franck, et Michel Peraldi, éd. 2010. *Mondes et places du marché en Méditerranée: formes sociales et spatiales de l'échange*. Paris, France: Karthala.

Merton, Robert K. 1997. *Eléments de théorie et de méthode sociologique*. Paris: Armand Colin.

Migreurop, 2006. *Guerre aux migrants, Le livre noir de Ceuta et Melilla*, Paris.

———. 2009. *Les frontières assassines de l'Europe*, Paris, Armand Collin.

Missaoui, Lamia. 2016. « Les transmigrants colporteurs souterrains du capitalisme marchand moderne ». *Lien social et Politiques*, n° 76: 272-303. <https://doi.org/10.7202/1037075ar>.

Missaoui Lamia, Qacha Fatima, Alain Tarrius, et Ahmed Boubeker. 2013. *Transmigrants et nouveaux étrangers : hospitalités croisées entre jeunes des quartiers enclavés et nouveaux migrants internationaux / Alain Tarrius, Lamia Missaoui, Fatima Qacha*. Socio-logiques (Toulouse). Presses universitaires du Mirail. Toulouse.

Moulévrier Pascale et Lazuech Gilles. 2008. « Les usages sociaux de l'argent : les "démunis" ont-ils quelque chose à nous apprendre ? », In Baumann, Bazin, Ould-Ahmed, Phélinas, Selim et Sobel (sous la direction de), *L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes, Questions contemporaines*, L'Harmattan.

Noiriel, Gérard. 1991a. *La Tyrannie du national. Le Droit d'asile en Europe, 1793-1993*. Paris: Calmann-Lévy.

———. 1991b. *La Tyrannie du national. Le Droit d'asile en Europe, 1793-1993*. Paris: Calmann-Lévy.

Peraldi, Michel. 1999. « Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar ». *Cultures & Conflits*, n° 33-34 (mai).

———. 2001. *Cabas et containers: activités marchandes informelles et réseaux migrants*

transfrontaliers. Maisonneuve & Larose.

———. 2002a. *La fin des norias? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*. Maisonneuve & Larose.

———. , éd. 2002b. *La fin des norias?: réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*. Paris, France: Maisonneuve et Larose.

———. 2007a. « 2. Aventuriers du nouveau capitalisme marchand ». In *Voyages du développement*, 73-113. Editions Karthal

———. 2007b. « Economies criminelles et mondes d'affaire à Tanger ». *Cultures & Conflits*. 2007. <https://www.cairn.info/revue-cultures-et-conflits-2007-4-p-111.htm>.

———. 2008a. *Istanbul, frénésies*. Marseille, France: P'tits papiers.

———. 2008b. « Tanger transnationale ». *La pensée de midi*, n° 23 (décembre): 8-17.

———. 2014. « Du colonial au transnational, les mutations de l'espace migratoire euromaghrébin ». In *Migrations et mutations de la société française*, 94-102. La Découverte.

———. 2016. « Le « commerce migratoire » euroméditerranéen ». *Politique étrangère* Hiver (4): 35-46.

Peraldi, Michel, et Collectif. 2011. *D'une Afrique à l'autre, migrations subsahariennes au Maroc*. Paris: Karthala.

Peraldi, Michel, et Liza Terrazzoni. 2016. « Nouvelles migrations ? Les Français dans les circulations migratoires européennes vers le Maroc ». *Autrepart*.

Perrin Delphine, 2008. « L'étranger rendu visible au Maghreb La voie ouverte à la transposition des politiques juridiques migratoires européennes », revue *Asylon(s)* n°4.

———. 2009. « Sémantique et faux semblants juridiques de la problématique migratoire au Maghreb », *Migrations, Société. Transmissions familiales en migration*, vol. 21, n. 123-124, p. 24.

Pian, Anaik. 2005. « Aventuriers et commerçants sénégalais à Casablanca : des parcours entrecroisés, Abstract ». *Autrepart*, n° 36: 167-82. <https://doi.org/10.3917/autr.036.0167>.

———. 2009. *Aux nouvelles frontières de l'Europe: l'aventure incertaine des Sénégalais au Maroc*. Paris, France: La Dispute, impr. 2009.

———. 2010. « Variations autour de la figure du passeur ». *Plein droit*, n° 84: 21-25.

Pian, Anaik, et Maryse Tripier. 2008. *Les Sénégalais en transit au Maroc: la formation d'un espace-temps de l'entre-deux aux marges de l'Europe*. Lille, France: Atelier national de Reproduction des Thèses.

Piore, Michael J. 2008. *Birds of Passage: Migrant Labor and Industrial Societies*. Cambridge University Press.

Portes, Alejandro. 1999. « La mondialisation par le bas [L'émergence des communautés transnationales] ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 129 (1): 15-25. <https://doi.org/10.3406/arss.1999.3300>.

Portes, Alejandro, et Josh DeWind, éd. 2008. *Rethinking Migration: New Theoretical and Empirical Perspectives*. 1 edition. New York, NY: Berghahn Books.

Portes, Alejandro, et Alex Stepick. 1993. *City on the Edge: The Transformation of Miami*. First Printing edition. Berkeley: University of California Press.

Portes, Min Zhou Alejandro. 1995. *Chinatown: The Socioeconomic Potential of an Urban Enclave (Conflicts in Urban & Regional Development) by Alejandro Portes (Foreword), Min Zhou (1-Feb-1995) Paperback*. Reissue edition. Temple University Press, U.S.

Rabinow Paul. 1988. *Un ethnologue au maroc*. Paris: Hachette Littérature.

Salomon Christine, 2007. « *Jungle Fever*. Genre, âge, race et classe dans une discothèque parisienne », *Genèses*, n. 69, p. 97-111.

———. 2012. « Le prix de l'inaccessible. De nouvelles intimités genrées et racialisées à l'ère de la mondialisation », *L'Homme*, n 203-204, p. 211-238.

———. 2014. « Intimités mondialisées entre « vieilles Blanches » et « jeunes Black ». Rêve, argent, sexe et sentiments (France, Sénégal) ». In Broqua Christophe, Deschamps Catherine (eds).

Sayad, Abdelmalek. 1992. *L'immigration ou Les paradoxes de l'altérité*. Paris: De Boeck.

———. 2006. *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité - tome 2 Les enfants illégitimes*. Paris: Raisons d'agir.

———. 2014. *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris: Points.

Schiller, Nina Glick, Peggy Levitt, A. Portes, et J. DeWind. 2007. « Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society ». [https://www.research.manchester.ac.uk/portal/en/publications/conceptualizing-simultaneity\(932e91a6-29bf-4bc9-9ebf-b24686352641\).html](https://www.research.manchester.ac.uk/portal/en/publications/conceptualizing-simultaneity(932e91a6-29bf-4bc9-9ebf-b24686352641).html).

Schutz, Alfred. 2009. *Contribution à la sociologie de l'action*. Paris: Editions Hermann.
Schutz, Alfred, et Thierry Blin et introducteur. 2000. *Éléments de sociologie phénoménologique*. L' Harmattan.

Scott C. James, 1992. *Domination and the arts of Resistance*, Yale University Press.

Stora, Benjamin, Smain Laacher, Jacques Genevieve, et Jacques Toubon. 2016. *Mouvements migratoires, une histoire française*. Paris: Rue Férou l'Age d'Homme.

Stora, Benjamin, Emile Témine, et Collectif. 2007. *Immigrances : L'immigration en France au XXe siècle*. Paris: Hachette Littératures.

Tallio Virginie, Bouillon Florence et Fresia Marion, 2006. *Terrains sensibles, Expériences actuelles de l'anthropologie*, EHESS Editions, Paris.

Tarrius, Alain. 2000. *Economies souterraines: le comptoir maghrébin de Marseille*. La Tour-d'Aigues (Vaucluse), France: Ed. de l'Aube.

———. 2007. *La remontée des Sud: afghans et marocains en Europe méridionale*. La Tour d'Aigues, France: Éd. de l' Aube.

———. 2015. *Étrangers de passage: poor to poor, peer to peer*. La Tour d'Aigues (Vaucluse), France: Éd. de l'Aube.

Tarrius, Alain et Wieviorka, Michel. 2002. *La Mondialisation par le bas : Les Nouveaux Nomades de l'économie souterraine*. Paris: Balland.

Tarrius, Alain et Peraldi Michel (dir). 1995. « Marseille et ses étrangers », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, n°1. Marseille et ses étrangers,

« Terrains of blood and nation: Haitian transnational social fields - Glick Schiller & Fouron 1999 Haitian Blood Ethnic & Racial Studies.pdf ». s. d. Consulté le 21 février 2018.

<http://www.urbanlab.org/articles/Glick%20Schiller%20&%20Fouron%201999%20Haitian%20Blood%20Ethnic%20&%20Racial%20Studies.pdf>.

Timera, Mahamet. 2009. « Aventuriers ou orphelins de la migration internationale, Venturers and forgotten people of international migration. New and old sub-Saharan migrants in Morocco ». *Politique africaine*, n° 115: 175-95.

———. 2011. « La religion en partage, la « couleur » et l'origine comme frontière. Les migrants sénégalais au Maroc ». *Cahiers d'études africaines*, n° 201 (mars): 145-67.

Touraine, Alain. 1994. *Qu'est-ce que la démocratie ?* Paris: Fayard.

Traoré, Mahmoud et Le Dantec, Bruno. 2012. « *Dem ak xabaar* » *Partir et raconter, Récit d'un clandestin africain en route vers l'Europe*, Nouvelles Éditions Lignes.

Valluy Jérôme, 2007. *L'Europe des camps : un Empire du rejet qui transforme ses périphéries*, Centre de recherches politiques de la Sorbonne.

———. 2009. *Rejet des exilés – Le grand retournement du droit de l'asile*, Broissieux : Editions Du Croquant.

———. 2008. L'Europe des camps au Maghreb : premières observations sur la mise en œuvre des politiques d'externalisation de l'asile au Maroc », in : Daniel Dormoy et Habib Slim (dir.), *Réfugiés, immigration clandestine et centres de rétention des immigrés clandestins en droit international*, Bruxelles : Ed. Bruylant / Ed. Univ. Bruxelles, Coll. droit international (RFDI), pp.177 – 225.

———. 2007. « Solidarités et répressions envers les exilés : Le Maroc oriental sous pression de l'externalisation européenne de l'asile », revue *Asylon(s)*, n. 2.

———. 2007. « Chronique de la banalisation des rafles d'exilés et de l'usure des solidarités au Maroc », Recherche dans le cadre du Programme ASILES.

Vermeren, Pierre. 2001. *Maroc en transition*. Paris, La Découverte.

———. 2011. *Le Maroc de Mohammed VI*. Paris: La Découverte.

———. 2016. *Histoire du Maroc depuis l'indépendance*. 5e édition. La Découverte.

Vertovec, Steven. 2009. *Transnationalism*. Routledge.

Wallerstein, Immanuel. 2011. *The Modern World-System I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. Berkeley, Calif.: University of California Press.

———. 2017. *The World-System and Africa*. S.l.: Diasporic Africa Press.

Weber, Max. 2003. *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*. Nouvelle. Paris: Pocket.

Weil, Patrick. 2005. *La France et ses étrangers: L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*. Nouv. éd. ref. Paris: Folio.

Williame, R. 1973. *Les Fondements Phenomenologiques de la Sociologie Comprehensive: Alfred Schutz Et Max Weber*. 1973 ed. The Hague: Kluwer Academic Publishers.

Wimmer, Andreas, et Nina Glick Schiller. 2002. « Methodological Nationalism and beyond: Nation–state Building, Migration and the Social Sciences ». *Global Networks* 2 (4): 301-34.

Zelizier Viviana, 2001. « Transactions intimes », *Genèses*, n. 42, p. 121-144.

———. 2005. *The Purchase of Intimacy*, Princeton, Princeton University Press.

Zuluaga, Jonathan Echeverri. 2015. « Errance and Elsewheres among Africans Waiting to Restart Their Journeys in Dakar, Senegal ». *Cultural Anthropology* 30 (4)